Catherine Horel

L'AMIRAL HORTHY

Le régent de Hongrie 1920-1944



Catherine Horel

L'AMIRAL HORTHY

Le régent de Hongrie 1920-1944



Catherine Horel

L'amiral Horthy

Régent de Hongrie

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre

PERRIN
www.editions-perrin.fr

DU MÊME AUTEUR

1908, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, Francfort, Peter Lang, 2011.

Cette Europe qu'on dit centrale : des Habsbourg à l'intégration européenne, 1815-2004, Paris, Beauchesne, 2009.

Nations, culture et sociétés d'Europe centrale aux XIXe et XXe siècles : mélanges offerts au professeur Bernard Michel (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.

La Périphérie du fascisme : spécification d'un modèle fasciste au sein des sociétés agraires, le cas de l'Europe centrale entre les deux guerres (dir. Catherine Horel, Traian Sandu et Fritz Taubert), Paris, L'Harmattan, coll. « Cahiers de la nouvelle Europe », n° 6, 2006.

La Restitution des biens juifs et le renouveau juif en Europe centrale : Hongrie, Slovaquie, République Tchèque, Francfort, Peter Lang, 2002.

Histoire de Budapest, Paris, Fayard, 1999.

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

Horthy, photographie non datée.
© Gamma-Rapho/Keystone France

EAN : 978-2-262-04940-9

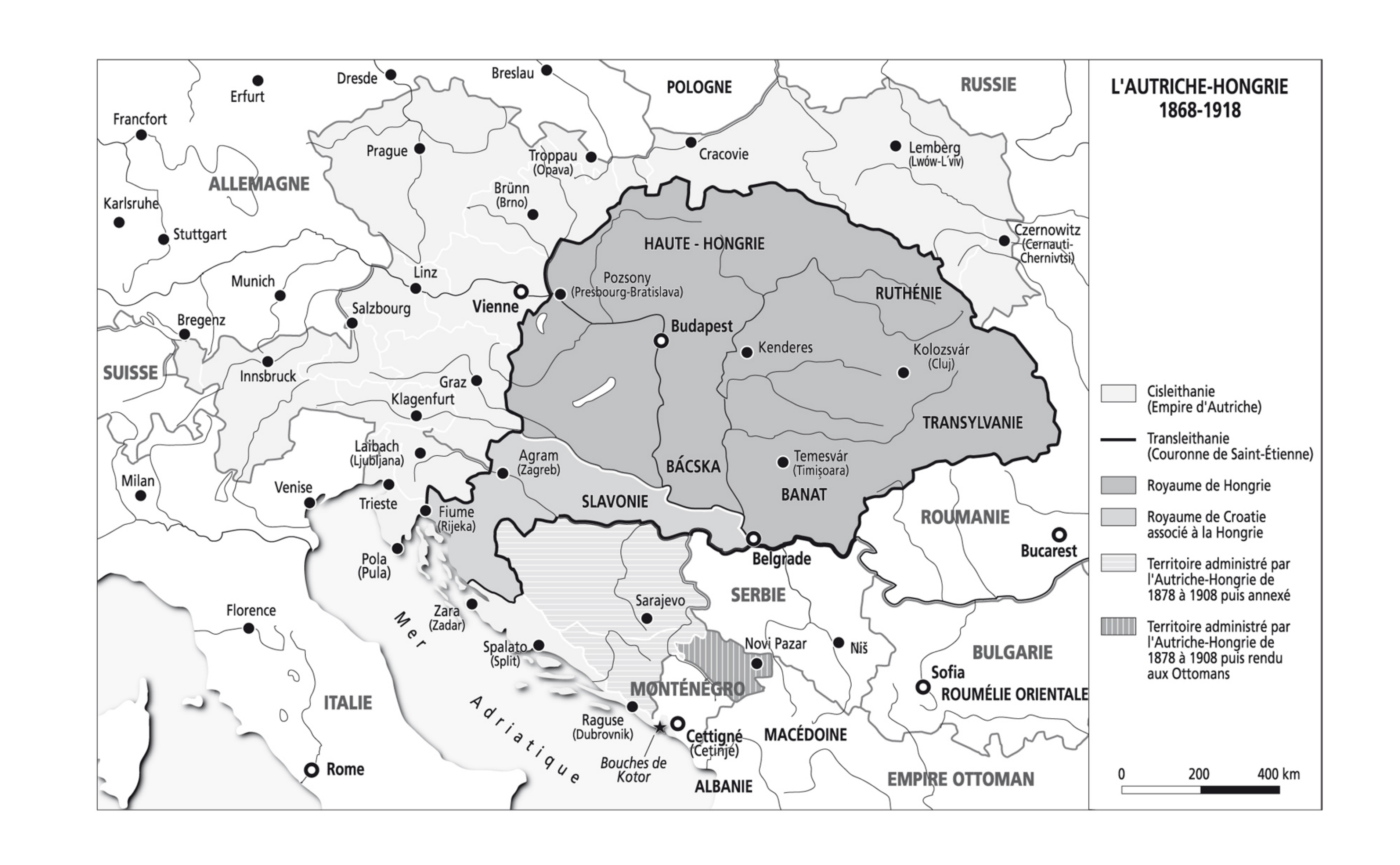
Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À la mémoire du professeur Bernard Michel (1935-2013),
mon directeur de thèse, dont la bienveillance et
les encouragements ont accompagné ma carrière.

« Il appartient ainsi à l'historiographie de mettre un terme au mythe totalement injustifié de Horthy auprès des Magyars. *»*

Ludwig Fürst Windischgraetz[1].

Sommaire


L'AUTRICHE-HONGRIE
1868-1918
Cisleithanie (Empire d'Autriche)
Transleithanie (Couronne de Saint-Étienne)
Royaume de Hongrie
Royaume de Croatie associé à la Hongrie
Territoire administré par l'Autriche-Hongrie de 1878 à 1908 puis annexé
Territoire administré par l'Autriche-Hongrie de 1878 à 1908 puis rendu aux Ottomans
0
200
400 km
ALLEMAGNE
POLOGNE
RUSSIE
SUISSE
ITALIE
SERBIE
ROUMANIE
BULGARIE
ROUMÉLIE ORIENTALE
MACÉDOINE
EMPIRE OTTOMAN
ALBANIE
MONTÉNÉGRO
HAUTE - HONGRIE
RUTHÉNIE
TRANSYLVANIE
BÁCSKA
BANAT
SLAVONIE
Erfurt
Dresde
Breslau
Francfort
Karlsruhe
Stuttgart
Prague
Troppau (Opava)
Brünn (Brno)
Cracovie
Lemberg (Lwów-L'viv)
Czernowitz (Cernauti-Chernivtsi)
Munich
Linz
Salzbourg
Bregenz
Innsbruck
Vienne
Pozsony (Presbourg-Bratislava)
Budapest
Kenderes
Kolozsvár (Cluj)
Graz
Klagenfurt
Laibach (Ljubljana)
Agram (Zagreb)
Temesvár (Timişoara)
Milan
Venise
Trieste
Fiume (Rijeka)
Pola (Pula)
Belgrade
Bucarest
Florence
Zara (Zadar)
Spalato (Split)
Sarajevo
Novi Pazar
Niš
Sofia
Raguse (Dubrovnik)
Cettigné (Cetinje)
Bouches de Kotor
Rome
Mer Adriatique


LA HONGRIE
DE TRIANON
À LA RÉVISION
Pays de la Couronne de Saint-Étienne (Transleithanie)
Hongrie à la suite du traité de Trianon (4 juin 1920)
Frontières à l'issue des différents traités
Région du Burgenland attribuée à la Hongrie à la suite d'un plébiscite (décembre 1921)
Extensions territoriales dues aux arbitrages de Vienne et au second conflit mondial
2 novembre 1938
19 mars 1939
30 août 1940
16 avril 1941
0
100
200 km
POLOGNE
URSS
TCHÉCOSLOVAQUIE
HAUTE - HONGRIE
RUTHÉNIE
TRANSYLVANIE
AUTRICHE
BURGENLAND
DISTRICT DE LA MUR
ROUMANIE
BÁCSKA
BANAT
SLAVONIE
CROATIE
SIRMIE
LIKA
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
(Yougoslavie à partir de 1929)
Mer Adriatique
Zsolna
Turócszentmárton
Eperjes
Kassa
Ungvár
Besztercebánya
Nagyszombat
Nyitra
Pozsony
Máramarossziget
Miskolc
Szatmárnémeti
Eger
Nyíregyháza
Esztergom
Budapest
Debrecen
Sopron
Györ
Nagyvárad
Székesfehérvár
Kolozsvár
Kenderes
Kecskemét
Szombathely
Szeged
Arad
Nagyszeben
Brassó
Varasd
Pécs
Szabadka
Déva
Temesvár
Zágráb
Eszék
Újvidék
Fiume
Pozsega
Vukovár
Versec
Zimony
Zengg

Avant-propos

Comment écrire une biographie de l'amiral Horthy dans le contexte de la Hongrie actuelle ? Depuis l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán pour un second mandat[1], le renouveau dont avait déjà bénéficié la figure du régent après 1990 semble connaître un regain. Dans un pays très polarisé politiquement, les personnages de l'histoire hongroise sont l'objet d'une instrumentalisation qui ne dawte pas d'aujourd'hui. Cela explique peut-être la difficulté du genre biographique dans l'historiographie hongroise et ce n'est que récemment que sont parus des ouvrages de qualité sur des acteurs de l'histoire du XXe siècle[2]. On assiste à un brouillage mémoriel qui rend ardu l'exercice distancié de l'écriture historique. L'approche des décideurs de l'entre-deux-guerres a été renouvelée grâce aux travaux d'Ignác Romsics et notamment sa biographie d'István Bethlen, suivie par l'excellent livre de Balázs Ablonczy sur Pál Teleki[3]. Mais tout se passe comme si l'on « contournait » Horthy sans oser l'affronter. Or, comme l'a justement noté Jacques Le Goff à propos de son travail sur Saint Louis, la biographie permet de « réunir autour d'un personnage un dossier qui éclaire une société, une civilisation, une époque[4] ».

D'autres historiens se sont intéressés à des personnalités étrangères, mais dans le domaine hongrois, les grands noms de l'histoire du XIXe siècle représentent comme un tabou : la mémoire collective partage ses références entre István Széchenyi et Lajos Kossuth, dont le statut est tel qu'ils interdisent une approche distanciée. Comme le Danube qui traverse le pays, la conscience historique hongroise est divisée entre partisans du compromis – les *Labanc* – et patriotes intransigeants – les *Kuruc* (de *kereszt*, la croix). La dénomination renvoie au temps de l'occupation turque et de la double vassalité : ottomane et autrichienne. Les *Labanc* sont considérés comme des alliés de l'Autriche – globalement catholiques – et les *Kuruc* comme des

révoltés (globalement protestants) contre l'Autriche. Depuis la fin du XVII[e] siècle, cette distinction fait sens dans la conscience nationale et elle est régulièrement réactivée, voire manipulée par le pouvoir.

Si l'on résume l'histoire de la Hongrie depuis la naissance de Horthy, on s'aperçoit qu'il y a eu alternance entre périodes *labanc* et *kuruc* : le dualisme austro-hongrois de 1867 à 1918 est clairement sous le signe du compromis ; le régime communiste en revanche, pour justifier sa domination et faire oublier l'inspiration soviétique, récupère tout le patrimoine *kuruc* dont il fait un processus dialectique aboutissant au triomphe du socialisme. Il n'est toutefois pas possible de renier entièrement l'un ou l'autre des deux héritages et celui qui se trouve mis en minorité subsiste en subissant des distorsions plus ou moins grandes.

L'entre-deux-guerres en revanche pose un problème d'interprétation puisque l'on y voit à l'œuvre des paramètres très nettement *kuruc*, à commencer par l'indépendance nationale, et un cadre *labanc* tout aussi évident dont le régent est la personnification. Le régime Horthy tente une synthèse entre les deux pôles du caractère national, à commencer par son aspect religieux. Le gouvernement de Viktor Orbán s'approprie aujourd'hui cette référence et son chef se donne volontiers des postures d'homme providentiel, mais les parallèles avec la régence sont à la fois historiquement absurdes et politiquement dangereux. Ce climat rend particulièrement difficile l'écriture d'une biographie de Horthy puisque le public hongrois en a une vision marquée par une forte dichotomie entre thuriféraires et adversaires acharnés. La transition démocratique de 1989 a conduit à une réévaluation des personnalités tombées en disgrâce sous le régime précédent que l'on a systématiquement valorisées en proportion du dénigrement qu'elles avaient subi. Le régent Horthy ayant été une des principales cibles des communistes, il a été logiquement remis sur un piédestal après avoir été diabolisé. À titre de comparaison, l'indépendance nationale acquise par les Croates et les Slovaques respectivement en 1991 et 1993 a donné lieu à l'exaltation des figures d'Ante Pavelić et de Jozef Tiso. La durée de leurs régimes et leur signification politique sont toutefois bien moindres que celle de Horthy et leur héritage n'est pas l'objet d'un débat comparable à celui qui agite la Hongrie.

La distance historique fait donc défaut dans le contexte actuel et c'est pourquoi il semble opportun de proposer aujourd'hui une biographie de Miklós Horthy. Il n'existe à ce jour aucune biographie en français et pas

davantage dans d'autres langues. Le seul ouvrage de haute tenue scientifique de Thomas Sakmyster, *Hungary's Admiral on Horseback. Miklós Horthy 1918-1944*[5], est inaccessible au grand public et ne concerne que la période de la régence. Les autres sources sont des portraits à charge datant de la période du régime communiste comme par exemple le livre – très intéressant au demeurant – de Zoltán Vas[6], ou des apologies rédigées par des proches du vivant de Horthy[7]. D'autres témoignages renvoient directement aux tentatives de restauration, ils émanent de l'entourage de Charles IV et attaquent le rôle joué par Horthy dans cet épisode[8]. Depuis 1989, l'éventail des publications s'est élargi en commençant par la diffusion des Mémoires de Horthy republiés en 1990 : la première édition hongroise était parue dans l'émigration, à Toronto, en 1974. Une certaine « inflation » a suivi avec des ouvrages consacrés aux deux fils[9], les Mémoires de sa belle-fille[10], des albums de photos et autres avatars du mythe Horthy culminant avec le film documentaire de Gábor Koltay en 2006.

La vie de Miklós Horthy est très nettement articulée autour de trois césures temporelles incontestables qui déterminent le rythme ternaire de ce livre : 1868-1919 ; 1920-1945 ; 1946-1957. On repère d'emblée le déséquilibre de ces trois périodes qui induit une réflexion sur la temporalité du sujet Horthy. Dans l'interprétation qui en est faite communément, Horthy disparaît derrière la fonction de régent qu'il a occupée de 1920 à 1944, or force est de constater qu'il s'agit là d'une hiérarchisation arbitraire due à l'importance de la fonction et au contexte historique dans lequel elle a été assumée. Le livre de Thomas Sakmyster ne prend en considération ni la période antérieure ni les années postérieures qui sont résumées en quelques pages. Dans ses Mémoires, Horthy lui-même est plus équilibré et s'attache certes davantage à la période de la régence, mais il n'y consacre qu'un tiers de pages de plus. Rares sont enfin les écrits et sources relatives à l'exil portugais : Horthy semble sortir du cadre temporel, le récit des Mémoires est achevé et les dernières années ne sont pratiquement pas documentées, hormis quelques témoignages. La légende répandue par l'intermédiaire de ces derniers veut que le choc éprouvé après l'issue tragique de la révolution de 1956 ait précipité sa fin.

La réflexion sur le temps prend d'autant plus d'importance si on la double d'une réflexion sur l'âge. Horthy a cinquante ans en 1918 et l'on

pense ici à la formule du général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre* : « À mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. À quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries[11]. » Ce ne sont plus alors trois périodes qui rythment la vie du personnage, mais seulement deux. Il y a en effet une vie « avant » la chute de l'empire des Habsbourg et une vie « après », ce qui n'est pas uniquement applicable à Horthy mais à nombre d'autres officiers, fonctionnaires, diplomates de la monarchie. La lecture de ses Mémoires montre combien son univers mental découle de ses années au service de la marine impériale. Toutefois, Horthy n'avait aucunement envisagé de reprendre du service, et il faut donc s'interroger sur le poids des circonstances, des convictions, de l'ambition personnelle, du sens du devoir et du sacrifice qui poussent ce presque retraité à s'engager. Sa vie se confond dès lors avec l'histoire de la Hongrie jusqu'en octobre 1944. Il semble être arrivé au pouvoir par hasard et presque contre sa volonté, mais il s'y maintient pendant près d'un quart de siècle. Comment un homme à l'intelligence moyenne et au parcours *a priori* banal d'officier de marine de l'Empire austro-hongrois a-t-il pu marquer à ce point l'histoire de son pays ?

Il est donc nécessaire de revenir sur la vie d'un homme qui a cinquante ans en 1918, mais dont personne n'a examiné la vie antérieure, la formation, les idées, la carrière. Les archives autrichiennes ont disparu lors du siège de Budapest entre décembre 1944 et février 1945 – les documents personnels de Horthy contenus dans les archives militaires de Vienne *(Kriegsarchiv)* lui avaient été offerts lors de sa visite officielle à Vienne par le président Heinz Miklas. D'autres papiers personnels ont été perdus au moment du départ de Horthy de sa résidence de Pola (Pula) en novembre 1918 et lors du saccage de la propriété familiale de Kenderes par l'Armée rouge hongroise puis par les troupes roumaines en 1919. Au début de ses Mémoires, Horthy explique avoir eu recours à des amis, parents et anciens soldats pour reconstituer certains événements dont il ne pouvait plus rétablir la chronologie précise faute de notes[12]. Le siège de Budapest par l'Armée rouge en décembre 1944-janvier 1945 a achevé de disperser une grande partie des sources : la plupart ont été détruites et les autres saisies par les Soviétiques, soit sur place, soit en possession des Allemands. Un ensemble de documents concernant la Hongrie ont été rendus par

l'Union soviétique au gouvernement hongrois en 1959. Ils forment la base des « Papiers secrets » édités en 1962 mais dont la sélection, on s'en doute, a été opérée dans un sens défavorable[13].

Aide de camp de François-Joseph entre 1909 et 1914, Horthy a incontestablement donné l'image d'un homme de l'ancien régime, ce qu'il était sans doute. À certains égards, il apparaît comme une réincarnation de l'empereur, qui demeure sa référence en termes de décision politique. Son « règne » a été qualifié de dictature fasciste par l'historiographie communiste après 1945, mais la revalorisation à l'œuvre depuis la transition démocratique en Hongrie masque l'absence d'analyse de l'homme et du système. Le retour de ses cendres en 1993 a été l'occasion d'un réenterrement semi-officiel dont il faut analyser la signification.

À la réflexion sur le temps s'ajoute une réflexion sur l'espace ou les espaces de la vie de Horthy et, là encore, les contrastes sont frappants entre une extrême mobilité caractérisée par la carrière militaire, de surcroît maritime, qui l'entraîne au bout du monde et la quasi-immobilité de la régence. L'isolement de la Hongrie d'après Trianon empêche les visites officielles dont s'acquittent habituellement les membres du gouvernement et ce n'est que vers le milieu des années 1930 que Horthy sort des frontières exiguës du pays pour aller rendre visite exclusivement aux alliés italien et allemand, en passant par l'Autriche. Après son séjour en Allemagne (1945-1948), Horthy ne quitte plus son exil portugais (à l'exception d'un court voyage en Grande-Bretagne). Durant la régence, les espaces sont donc resserrés et concentrés sur Budapest, la résidence de Gödöllő et le domaine familial de Kenderes.

Une biographie équilibrée envisage de montrer le régime Horthy tel qu'il a fonctionné entre 1920 et 1944 : autoritaire, rétrograde sans doute pour bien des aspects, mais très éloigné des fascismes italien et allemand. Horthy n'était certes pas fasciste, mais que pensait-il au juste ? Imaginait-il de revenir à la royauté en se faisant couronner ou bien en transmettant le pouvoir à son fils ? Calviniste, il a mis l'accent sur les valeurs chrétiennes traditionnelles et paradoxalement plutôt catholiques. Il n'a pas instauré de culte de la personnalité mais son image était omniprésente. Sa vie privée lisse ne donne lieu à aucune révélation, et les frasques de ses fils n'ont rien d'extraordinaire. Réactionnaire, il a toléré certaines formes évidentes de modernité (musique, architecture) et il est en fait peu intervenu dans la

politique de ses gouvernements. Horthy peut-il finalement être résumé à la politique étrangère révisionniste menée par la Hongrie depuis le dépeçage entériné par le traité de Trianon ? On a moqué aisément cet amiral sans flotte, régent d'un royaume sans roi, mais on sait que la marge de manœuvre dont disposait la Hongrie était limitée et l'attitude de Horthy lors des tentatives de restauration habsbourgeoise montre qu'il en était conscient.

Les questions encore ouvertes, et que la biographie présente va essayer de résoudre au fil des trois parties qui la composent, sont les suivantes :

– La question générationnelle. L'histoire hongroise a souvent été pensée en termes de générations depuis 1790. Horthy appartient par sa date de naissance à celle du Compromis de 1867 et il est donc un produit du dualisme dont il a vécu les structures, notamment sur le plan militaire. Il a construit son univers mental dans deux cadres bien particuliers et éventuellement antagonistes : celui de la propriété terrienne hongroise d'une famille calviniste plutôt *kuruc* et celui de la marine impériale, plutôt *labanc* donc, mais suffisamment autonome et ouverte par rapport à l'univers autrichien. L'appartenance à l'armée le rend méfiant, voire hostile à l'égard du monde politique, ce qui ne sera pas sans conséquence durant la régence.

– L'affaire des deux tentatives de restauration recèle selon l'auteur de ce livre la clé du personnage : placé dans une situation dont il connaît les codes, Horthy n'hésite pas et fait sans doute le dernier choix décisif de sa vie. Face à Charles IV, il adopte une attitude empruntée à François-Joseph. La question de savoir s'il envisageait un couronnement pour lui-même est donc dès lors sans objet, mais on peut se demander comment il prévoyait sa succession sans que l'on puisse certainement parler de « dynastie » Horthy. Les contemporains s'interrogeaient à juste titre sur l'avenir, et les détracteurs du régime soupçonnaient Horthy de visées dynastiques. Une des dimensions du culte de la personnalité qui s'est développé autour de lui associait son fils et son petit-fils.

– La question de la nature du régime et de son rapport avec le fascisme a été éclairée par les recherches récentes des historiens hongrois déjà mentionnés et par les nombreux travaux sur le fascisme qui permettent de distinguer nettement les régimes qui le mettent en œuvre et les partis qui le promeuvent. Des personnalités fascisantes ou sympathisantes du fascisme

italien ou du nazisme allemand étaient indéniablement présentes dans l'entourage de Horthy et dans les rouages du pouvoir, sans que lui-même en soit proche. Faiblesse et velléité ont toutefois souvent caractérisé sa politique à cet égard. Dès 1919, sont présents autour de lui des hommes qui prônent sinon le fascisme, du moins le corporatisme tel qu'il va s'exprimer en Autriche après 1934. Le caractère antidémocratique des hommes et des idées de la contre-révolution sont au fondement du régime. Une partie de l'armée devient une cinquième colonne de l'Allemagne sans que Horthy s'oppose à cette évolution.

– Le révisionnisme comme raison d'être du régime Horthy est le fil conducteur de toute la période de l'entre-deux-guerres. Il est la justification de toutes les décisions de politique étrangère et fait consensus dans la classe politique bien au-delà des cercles proches du pouvoir et de l'extrême droite. L'incapacité à sortir du camp vaincu de la Première Guerre mondiale entraîne la Hongrie dans l'orbite italo-allemande. La révision fait système, elle est le principal outil de propagande du régime et la « reconquête » de certains territoires entre 1938 et 1941 est exaltée comme une victoire du régent. Le traumatisme de Trianon est encore l'objet d'une instrumentalisation par l'extrême droite actuelle du *Jobbik*.

– L'antisémitisme du régime et de Horthy est un problème majeur pour aborder la période de la régence, mais je ne voudrais pas en faire un facteur surdéterminant. La responsabilité de Horthy dans la terreur blanche de 1919-1920 est problématique : il s'en dédouane totalement dans ses Mémoires, mais l'équipée réactionnaire des hommes de Szeged a été accompagnée par des excès qui se sont ensuite traduits dans l'instauration du *numerus clausus* ; le régime a instauré des lois juives pour complaire à Hitler et a progressivement « dissimilé » les juifs de la société hongroise. Les années qui mènent à la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle la Hongrie ne s'engage contrainte et forcée qu'en 1941, sont dominées par la question juive : là encore il faut revenir sur le rôle ambigu joué par Horthy dans ce processus. Il autorise l'adoption de la législation antijuive à partir de 1938, mais s'oppose aux déportations qui ne commencent qu'après l'entrée des Allemands dans le pays en mars 1944, et refuse que soient déportés les juifs de Budapest. Horthy s'est très peu impliqué personnellement, mais il a toujours laissé faire, dans certaines limites néanmoins qu'il faudra analyser sans en faire systématiquement des gages positifs comme cela est généralement le cas dans les ouvrages qui lui sont

favorables. De nouveau, des comparaisons avec le régime de Mgr Tiso en Slovaquie et le gouvernement tchèque d'Emil Hácha peuvent apporter des éclairages intéressants.

– Le sort de Horthy durant sa captivité en Allemagne. Après de longues séances d'interrogatoire, Horthy est seulement cité à comparaître comme témoin lors du procès de Nuremberg. Les raisons qui l'empêchent d'être accusé sont multiples et doivent être remises en perspective. L'attitude des grandes puissances a été déterminante pour éviter qu'il ne comparaisse ou soit renvoyé en Hongrie pour y être jugé et très certainement exécuté, comme cela a été le cas d'autres dirigeants dans toute l'Europe centrale. Les négociations qui mènent au choix de l'exil au Portugal recèlent quelques zones d'ombre, de même que le délai entre leur début et l'arrivée de la famille à Lisbonne en janvier 1949. La vie de l'exilé octogénaire n'est pas celle d'un leader politique actif, toutefois la concentration d'anciens monarques et dirigeants à Estoril et au Portugal en général permet de se demander si Horthy a exercé une quelconque autorité morale sur les émigrés hongrois. Ses fréquentations et sa vie quotidienne demandent à être éclairées, d'autant que les événements de la révolution de 1956 sont présentés par ses proches comme un traumatisme ayant précipité sa fin.

– Horthy est remarquablement discret sur sa vie privée et familiale dans ses Mémoires, ce qui n'a rien de surprenant pour un calviniste, de tradition très réservé, c'est aussi une question de génération et enfin de rigueur militaire. Quelques zones d'ombre demeurent ainsi inexplorées comme le décès prématuré de ses deux filles dont on sait peu de chose, la relative indiscipline du fils cadet, la vie familiale en général. Les femmes sont pratiquement absentes du récit alors que le rôle de son épouse semble avoir été déterminant : elle mérite un portrait complété par les souvenirs personnels de sa belle-fille et d'autres témoignages contemporains. La famille Horthy était multiconfessionnelle, et cet aspect auquel Horthy lui-même ne semble pas attacher d'importance me paraît en revanche capital en raison de la dimension chrétienne et surtout catholique donnée au régime : de père calviniste et de mère catholique, il reproduit ce schéma avec son épouse et István, son fils aîné, fait de même en épousant une catholique.

– Horthy a lui-même écrit ses Mémoires, ce qui est à la fois une chance et une malédiction pour le biographe. Il n'a pas tenu de journal ni rédigé de notes ou quelconque autre document écrit à caractère personnel. Sa femme Magda semble l'avoir fait d'après les citations livrées par sa belle-fille,

mais il n'en reste aucune trace concrète. Hormis les rapports de missions rédigés en style formaté pour sa hiérarchie, on dispose des discours et autres allocutions faits par Horthy lors de cérémonies et visites officielles, dont il est généralement l'auteur, son « cabinet » se résumant à son aide de camp et une équipe réduite. Les Mémoires ont été rédigés après l'arrivée au Portugal et souffrent bien évidemment de la vision rétrospective et de l'effort d'autojustification d'un personnage qui se sait controversé. Ils révèlent toutefois beaucoup sur la mentalité, le *Lebenswelt* et l'appréciation que Horthy donne de son propre rôle en laissant paraître un caractère sans doute moins rigide et plus sociable que l'image qui en est généralement donnée.

– Le culte de la personnalité. L'image officielle diffusée par le régime fait de Horthy le héraut de la révision et les reconquêtes territoriales de 1938-1940 sont abondamment illustrées. Mais son image de « sauveur de la patrie » est construite dès 1919 et la campagne électorale de 1920 utilise déjà la référence à son nom pour orienter les voix en faveur du parti gouvernemental. Par la suite, la propagande révisionniste n'utilise toutefois pas la personne du régent pour des raisons évidentes de prudence et elle est progressivement dissociée du discours officiel du régime. L'imagerie de Horthy est radicalement différente de celle des voisins allemand ou italien. Là encore on se rapproche davantage de Tiso, voire du maréchal Pétain, et la France de Vichy fournit ici un niveau de comparaison intéressant : le rappel aux faits d'armes de la Première Guerre mondiale, la thématique de l'homme providentiel, le retour aux valeurs terriennes. Certains événements très médiatisés doivent être étudiés en détail : les visites en Allemagne, dont les aspects conflictuels sont dissimulés, sont à mettre en regard des relations privilégiées avec l'Italie et dans une certaine mesure avec l'Autriche. La Hongrie ne reçoit durant tout l'entre-deux-guerres que deux visites officielles : en mai 1937, le président autrichien Heinz Miklas puis le roi d'Italie Victor-Emmanuel III rendent la politesse pour les visites effectuées par Horthy en novembre 1936 dans les deux pays. Le Congrès eucharistique de 1938 est un autre moment de concentration médiatique revêtant une signification importante à plusieurs niveaux : dans le cadre de l'exaltation de la Hongrie chrétienne, en confirmation des bonnes relations avec l'Italie, dans l'affirmation d'une « religion politique » distincte de la brutalisation fasciste, dans l'effort d'une synthèse nationale entre catholicisme et protestantisme. Cet événement exceptionnel est à mettre en parallèle avec la

promotion du culte de saint Étienne qui est un des fondements identitaires du régime : tous les ans, la procession du 20 août est emmenée par Horthy en témoignage de cette alliance dont la tradition remonte à la fin du XIXe siècle, quand le président du Conseil, quelle que soit sa confession, menait la procession.

– Pour une étude mémorielle. Après la diabolisation opérée par le régime communiste, la transition démocratique de 1990 a débouché sur une exaltation de Horthy, qui a connu un premier apogée lors du réenterrement à Kenderes en septembre 1993. Le premier gouvernement de transition de József Antall a mené une politique évidente de retour aux valeurs d'avant 1945, ce qui a été poursuivi dans une certaine mesure par le premier gouvernement Orbán de 1998-2002. De nombreuses personnalités de l'entre-deux-guerres et de l'immédiat après-guerre ont vu leur mémoire rétablie dans la continuité du discours historique, et certaines ont été officiellement rapatriées et inhumées en Hongrie selon une pratique inaugurée à la fin du XIXe siècle avec les héros de la révolution de 1848. Cette pratique constitue indéniablement une spécificité hongroise qui s'explique par l'histoire mouvementée du pays. Elle confine en outre au fait anthropologique par l'emploi de certains éléments repris de la sépulture traditionnelle. Le retour des cendres de Horthy a eu lieu après celui d'un autre personnage contesté, le cardinal Mindszenty, en 1991, et a fait l'objet d'un discours ambigu de la part des autorités, qui ont fini par récupérer la dimension médiatique de l'événement. Le domaine de Kenderes est à ce jour le principal lieu de mémoire consacré à Horthy en Hongrie, et il convient d'en analyser le discours et la fréquentation. On peut y voir la maison familiale et la crypte où reposent Horthy et ses proches depuis 1993. L'évolution récente a toutefois vu surgir de nouveaux monuments dont le gouvernement se défend d'avoir suscité l'érection, mais qui se trouvent tous dans des communes administrées par le FiDeSz. L'abondance de publications récentes, voire de rééditions sur Horthy et l'entre-deux-guerres, participe de ce culte mémoriel. Le gouvernement actuel, dans son obsession anticommuniste, utilise ce regain. La tentation est grande d'enjoliver le passé en gommant les aspérités du régime Horthy. Les films récents de Gábor Koltay sur le traité de Trianon (2004) et sur le régent (2006) sont des avatars de cette redécouverte de l'entre-deux-guerres, mais ils interrogent l'historien par leur signification politique qui est loin de la distance scientifique.

PREMIÈRE PARTIE
LE MARIN

1868-1918

I
La Hongrie en 1868

De 1868 à 1918, la vie de Miklós Horthy se déroule dans le cadre de la monarchie des Habsbourg dont la structure a été profondément changée par le Compromis de 1867 entre ses deux parties : l'Autriche et la Hongrie. Horthy voit le jour dans un pays régi désormais par un système constitutionnel complexe puisque les deux États qui le composent ont une base fondamentalement différente. L'Autriche est un État dynastique résultant d'un assemblage de pays et de territoires agrégés à elle depuis l'arrivée des Habsbourg dans le bassin danubien à la fin du XIIIe siècle. Toutes ces entités ont préservé leurs parlements (diètes). L'empereur en est le souverain de droit divin. La Hongrie, au contraire, est depuis sa constitution en royaume au tournant du XIe siècle conçue comme un État centralisé, même si elle abrite elle aussi une population multiethnique. La monarchie hongroise est élective et ce système a prévalu jusqu'en 1527, date de l'élection de Ferdinand II de Habsbourg sur le trône suite à la défaite de Mohács face aux Turcs. Les Habsbourg deviennent de la sorte souverains héréditaires du royaume de Hongrie, mais respectent son droit et entérinent la structure centralisée du pays. Au XIXe siècle, il évolue donc aisément vers l'État-nation, mais le centralisme et la domination des Magyars sont progressivement contestés par les autres nationalités, qui connaissent elles aussi en parallèle leur éveil national.

La révolution de 1848 a été le premier avatar de cette lutte des nations contre le pouvoir central et elle a vu la Hongrie faire sécession. La reprise en main par l'Autriche – dont François-Joseph prend la tête le 2 décembre 1848 – a nécessité une véritable guerre qui n'a dû son issue favorable pour l'Autriche qu'à l'apport des troupes du tsar Nicolas Ier. Les années qui

suivent le conflit sont qualifiées de régime néo-absolutiste et bafouent le droit des États et en premier lieu celui de la Hongrie. Il faut attendre le début des années 1860 pour que l'impasse à laquelle conduit ce système de gouvernement se révèle. L'Autriche est de surcroît en proie à des difficultés économiques et voit sa position internationale fragilisée par plusieurs conflits : l'échec des guerres italiennes mène à l'unité de la péninsule et à la perte de la Lombardie, une des provinces les plus riches de l'empire ; la rivalité croissante depuis 1848 avec la Prusse pour la domination de l'espace allemand traditionnellement sous protection habsbourgeoise débouche sur la guerre austro-prussienne de 1866 perdue par l'Autriche, qui doit à terme abandonner la Vénétie et ses prétentions sur les États allemands qui finissent comme on le sait par s'unir en 1870. Le parlementarisme qui a été réintroduit progressivement dans l'empire par le Diplôme d'octobre 1860 et la Patente de février 1861 voit s'articuler les facteurs de la contestation de l'ordre établi : la réconciliation se fait, d'une part, entre le souverain et les diètes, et, d'autre part, entre lui et la Hongrie.

La pacification en Hongrie répond à un intérêt bien compris des deux côtés : l'Autriche a besoin des richesses hongroises et du territoire comme garant de sa sécurité, elle ne peut se permettre d'avoir à sa frontière un pays potentiellement rebelle. Les Hongrois de leur côté ont pansé les blessures de 1848 et compris que le séparatisme était condamné à l'échec, le regain de la vie parlementaire à Pest a permis de rassembler un groupe d'hommes favorables à la négociation. Le parti qui se forme autour de leur chef, Ferenc Deák (1803-1876), réunit un consensus auprès des assemblées locales – les diétines régionales – et prépare le Compromis conclu avec l'Autriche en 1867. L'empereur nomme le comte Gyula Andrássy (1823-1890) président du Conseil. Il élabore le Compromis avec Deák et il est le principal artisan de sa réalisation effective. François-Joseph rétablit la Constitution hongroise et le Compromis est adopté par la Diète hongroise. Le 8 juin 1867, l'empereur et son épouse sont solennellement couronnés roi et reine de Hongrie. Dans le même temps, les lois constitutionnelles sont adoptées pour les deux parties de l'empire et sont sanctionnées par l'empereur en décembre 1867. L'édifice nouveau forgé par cet accord repose sur le souverain, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, sur des ministères communs : Guerre, Affaires étrangères et Finances, et sur deux gouvernements responsables devant leurs parlements respectifs. En Autriche, les pays héréditaires gardent leurs diètes, mais envoient en outre

des représentants au *Reichsrat*. Tous les dix ans, les termes du Compromis doivent être négociés par des délégations émanant du Parlement autrichien et du Parlement hongrois. Leurs discussions portent essentiellement sur le règlement de la quote-part qui doit être acquittée par chacune des deux entités (Cisleithanie-Autriche et Transleithanie-Hongrie) au budget commun. Les questions militaires font également l'objet d'âpres marchandages.

Une partie de la Hongrie est insatisfaite de cette solution et continue à songer sinon à la sécession, du moins à l'obtention d'une autonomie encore plus étendue, ce qui n'est pas négociable dans l'esprit de François-Joseph. On retrouve donc l'opposition entre *Labanc* et *Kuruc* qui polarise la vie politique hongroise : le parti de Deák doit faire face à la constitution du Parti libéral mené par Kálmán Tisza (1830-1902), qui se veut l'héritier des libéraux de 1848, et du parti de l'Indépendance dont le programme est éponyme. Chef de la tendance de centre gauche à la Diète de 1865 à 1875, il opère la fusion de son parti avec celui de Deák. Le père de Horthy, István, né en 1830, trop jeune pour participer à la révolution, se range dans le camp de Tisza, il n'est pas un franc *Labanc*, mais pas non plus un *Kuruc* déclaré. Grâce à son allégeance à Tisza, István Horthy obtient la charge de secrétaire du diocèse calviniste de Heves-Nagykunság, ce qui lui ouvre les portes de la Chambre haute. Comparable à la Chambre des pairs, la Chambre haute rassemble les aristocrates, les dignitaires religieux et certains hauts fonctionnaires, les protestants non aristocrates y sont une infime minorité. Or les Horthy ne sont pas titrés et ne possèdent pas un grand domaine. C'est donc une faveur que le père de Horthy doit à son alliance politique et qui n'est pas destinée à devenir héréditaire puisque liée à sa fonction.

Les déçus du Compromis sont aussi nombreux chez les représentants des nationalités, qui grâce au parlementarisme et aux libertés constitutionnelles peuvent désormais se faire mieux entendre. Le dualisme n'a rien changé dans les faits à la structure interne des deux entités : la Hongrie demeure un État centralisé. Malgré la loi sur l'égalité des nationalités du baron József Eötvös votée en 1868, ces dernières n'obtiennent que de très étroits espaces d'expression. En vertu de l'autonomie garantie par le Compromis, les Hongrois sont maîtres chez eux et peuvent dès lors mettre en œuvre leur projet national avorté en 1848. Ils tentent d'imposer leur langue et leur culture aux Allemands, Serbes, Slovaques, Roumains et Ruthènes qui peuplent le royaume.

Dans le cas de la Croatie, l'union personnelle qui lie les deux pays depuis 1102 a permis la permanence du droit d'État croate et la représentation du pays par une diète *(Sabor)*. Suite au Compromis austro-hongrois, il est nécessaire de reformuler également les rapports qui unissent la Hongrie et la Croatie : un second compromis, la *Nagodba*, est donc conclu entre elles et se superpose à l'édifice déjà passablement compliqué du premier. La Croatie s'administre désormais elle-même au travers de sa diète et d'un gouvernement responsable sous l'autorité du Ban nommé par le roi après accord avec le gouvernement hongrois ; elle envoie en outre quarante représentants au Parlement de Budapest. Les affaires communes sont ici aussi l'armée et les finances. Pour ces dernières, on adopte également le système de la quote-part, qui devient par conséquent un sujet de frictions au moment des renégociations du Compromis. Les Croates sont insatisfaits de cette construction, car ils souhaitent depuis longtemps la réunification des trois entités de l'ancien royaume médiéval triunitaire : la Croatie proprement dite avec la Slavonie, et la Dalmatie. Or la Dalmatie demeure dans le giron autrichien.

De 1867 à 1918, la Hongrie connaît ce que l'on appellera par la suite un âge d'or que les contemporains nomment après les catastrophes de 1918-1919 : « l'heureuse époque de la paix » *(a boldog béké idő)*. Les recensements effectués dans l'empire en 1880, 1890, 1900 et 1910 montrent une croissance importante de la population, qui révèle aussi une progression de l'élément magyar par assimilation des autres nationalités, ce qui est le but de la politique gouvernementale. Le royaume de Hongrie comptait en 1880 un peu plus de 15 600 000 habitants, la croissance de la population se poursuit de façon soutenue ensuite et à la veille de la Première Guerre mondiale, la Transleithanie (y compris la Croatie-Slavonie) est un pays de 20 886 500 habitants dans lequel les Magyars à proprement parler représentent 54,5 % contre 41,6 % en 1880.

La région de la grande plaine où se trouve le domaine familial de Kenderes est un désert relatif en termes de densité de peuplement. La grande ville la plus proche, Szolnok, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest, est le chef-lieu du comitat de Jász-Nagykun-Szolnok dont la population en 1869 était de 15 847 habitants et de 18 247 au recensement de 1880[1]. Le bourg de Kisujszállás, à quelques kilomètres à l'est de Kenderes, est un gros village agricole caractéristique des localités hongroises de la grande plaine avec une population de 9 100 habitants,

presque tous calvinistes. La contrée est quasi exclusivement magyare, la seule diversité notable est celle des confessions. En 1910, les Magyars forment 99,4 % des 350 259 habitants du comitat. La famille Horthy est une famille mixte qui reflète la répartition confessionnelle du comitat puisque le père István est calviniste comme 37,4 % des habitants, et la mère, Paula, catholique comme 58,3 % des habitants. Contrairement à d'autres régions du pays et notamment aux grandes villes, absentes du comitat de Jász-Nagykun-Szolnok, les juifs sont très minoritaires et ne représentent en 1910 que 3 % de la population.

Le village de Kenderes appartient à la circonscription administrative de la Haute-Tisza *(Felső tiszai járás)*. Il est très représentatif de la société de la grande plaine. Très étendu, sa population était de 4 428 habitants lors du recensement de 1869, et se répartissait presque équitablement entre catholiques (2 172 personnes) et protestants réformés (2 070), les autres confessions y étaient très faiblement représentées (11 luthériens, 4 orthodoxes et 171 juifs)[2]. Reflet de cette division religieuse, le village possède une église catholique et un temple réformé.

L'essor économique et commercial de la Hongrie est porté par l'extension du réseau des chemins de fer, l'urbanisation et la mobilité des hommes, des marchandises et des capitaux. L'industrialisation est toutefois ralentie par l'importance accordée à la production agricole, spécificité traditionnelle du pays : la Hongrie nourrit toute la monarchie grâce à ses céréales – Budapest est au tournant du siècle la capitale mondiale de la minoterie –, son bétail, son vin, son tabac. À la fin des années 1850, les habitants de Kenderes sont tous occupés à l'agriculture et plus exactement à la production céréalière (blé, orge, seigle, maïs), à la culture du tabac et de la luzerne pour le bétail (bœufs, porcs et moutons). Szolnok est déjà desservi par le chemin de fer qui relie Pest à Debrecen. La vie provinciale se décloisonne progressivement, les distances reculent, la modernité fait irruption dans un monde encore marqué par les anciennes structures féodales de la grande propriété. Miklós Horthy naît dans une société en mutation dont il va accompagner les principales évolutions jusqu'en 1918.

II
La famille Horthy

Comme l'écrit Horthy dans ses Mémoires et comme le confirment ses biographes, sa famille est originaire de Transylvanie, probablement du pays des Sicules *(Székelyföld)*. Il faut s'arrêter un instant sur cette notion et sur sa mention par au moins l'un des biographes de Horthy, car elle induit pour le lecteur hongrois une référence puissante à l'identité magyare. Les Sicules formèrent dès le Moyen Âge l'une des trois « nations » constitutives de la principauté de Transylvanie (avec les Hongrois et les Saxons) et de sa noblesse[1]. Ils étaient arrivés sur le territoire en même temps que les Magyars, mais leur origine précise demeure douteuse. Les rois de Hongrie en firent les gardiens de la frontière orientale du royaume et les assimilèrent. Par la suite, ils devinrent le symbole de l'ethnicité magyare en Transylvanie et à ce titre investis d'une forte signification dans la mémoire collective. Faire de Horthy un descendant des Sicules permet de renforcer sa « magyarité » et de rappeler la perte ultérieure de la Transylvanie.

L'anoblissement de la famille est dû aux Habsbourg. C'est en 1635 que István Horthy et ses fils István, János, Lőrinc et András ainsi que son frère János sont anoblis par l'empereur-roi Ferdinand II. C'est à partir de cette époque, semble-t-il, que se fixe la pratique consistant à dénommer István l'aîné mâle de la fratrie. La famille est alors installée dans le comitat de Kolozsvár (Cluj) et liée au prince Georges Ier Rákóczi. Le fils aîné est conseiller aulique et secrétaire des archives transylvaines[2]. Le blason des Horthy représente un écu d'azur au dextrochère armé d'argent tenant trois épis de blé d'or, accompagné en pointe de trois monts de sinople ; un heaume regardant à senestre, sommé d'une couronne à trois fleurons et deux perles ; des lambrequins d'azur et or à senestre et de gueules et d'argent à dextre[3]. Les fils d'István partent ensuite dans diverses directions

et notamment dans le comitat proche de Szabolcs où la famille possédait déjà des terres non loin de Debrecen[4], ainsi que dans les comitats de Bereg et Ugocsa plus au nord. Avec cette migration intervenue à la fin du XVIIe siècle, les Horthy quittent définitivement la Transylvanie. La branche dont est issu Miklós Horthy demeure dans le comitat de Szabolcs jusqu'au début du XIXe siècle avant de venir s'installer à Kenderes ; son père István (1830-1904) est né à Ramocsaháza, un gros village calviniste. La distance parcourue n'est pas considérable, à peine 80 kilomètres vers l'ouest.

La maison familiale, que l'on appelle alors « curie » *(kúria)*, n'est pas un château mais plutôt un manoir en forme de U. C'est le grand-père, István (1794-1857), qui la fait construire dans les années 1840 dans le style néoclassique de l'époque. Kenderes est alors partagé entre les grandes propriétés terriennes du comte Lajos Károlyi et de József Dévaványai Halassy, un petit noble dont le statut est comparable à celui des Horthy mais qui est en revanche bien plus riche. Le père de Miklós épouse sa fille, Paula (1839-1895), en 1857, une alliance clairement guidée par l'intérêt, car les Horthy sont loin d'être aisés. Ils ne possèdent en effet pas plus de 100 hectares de terre. István Horthy est certes bon gestionnaire et il fait de son domaine un modèle de rationalité, notamment en développant l'élevage des chevaux qui va devenir la spécialité de la famille, mais il ne parvient pas à agrandir le domaine au-delà des terres qu'il possède dans les villages voisins de Kakat et Ecseg ainsi qu'à Cserőköz, plus au nord sur la Tisza. Le problème se pose donc de trouver pour sa nombreuse progéniture des emplois puisqu'il ne peut pas donner de terres à tous ses fils.

Neuf enfants naissent en effet entre 1858 et 1877, dont deux garçons décédés en bas âge. Miklós, né le 18 juin 1868, est le cinquième de la fratrie : avant lui sont nés trois garçons, István en 1858, Zoltán né et décédé en 1860, et Béla en 1862, et une fille, Paula, en 1863. Le suivent la seconde fille, Erzsébet en 1871, puis encore trois garçons : Szabolcs en 1873, Jenő en 1874, qui meurt à l'âge de deux ans, et un second Jenő en 1877. Les filles seront mariées rapidement à des propriétaires locaux fortunés : Paula épouse ainsi Jenő Poroszlói Gräfl, et Erzsébet épouse György Péchújfalusi Péchy. Certains des garçons sont donc destinés à la carrière militaire, mais il est intéressant de constater qu'ils sont dirigés vers l'armée impériale, et non vers l'armée nationale hongroise qui a été créée en vertu du Compromis et dont le gouvernement hongrois tente de faire une force de plus en plus importante servant uniquement la nation hongroise. Aucun

n'étudie à l'académie militaire hongroise Ludovika à Budapest, mais dans des établissements de formation militaire appartenant à l'armée impériale. La vocation militaire est déjà présente dans la famille puisque l'oncle Paul Halassy est général de division dans l'armée impériale. L'aîné des garçons, István, est un fanatique d'équitation et un amoureux des chevaux comme son père : il est donc tout naturel de le voir opter pour la cavalerie, arme dans laquelle il fait toute sa carrière. Le second, Béla, est destiné à la marine. Les puînés de Miklós vont vers l'administration – Szabolcs, qui devient préfet du comitat[5] – et seul le dernier, Jenő, reste à la terre et devient lui-même propriétaire d'un haras, mais il fait un beau mariage avec la comtesse Rózsa Bethlen, ce qui lui permet à la fois d'entrer dans l'aristocratie et de s'enrichir.

Les seuls témoignages dont on dispose sur les premières années de Miklós Horthy émanent de lui-même et du récit que ses frères István et Jenő ont fait à l'une de ses biographes, la baronne Lily Doblhoff. Horthy peint le tableau d'une enfance heureuse et insouciante, encadrée toutefois par l'extrême sévérité du père qui ne tolère aucune entorse à la discipline et aux bonnes mœurs. Horthy dit avoir adulé sa mère, tandis que son père lui inspire certes admiration et respect, mais aussi une certaine crainte. La rigueur et même la rigidité calviniste paternelles pèsent sur toute la famille. Il juge ainsi indigne que son fils aîné István se donne en spectacle dans des compétitions équestres, même si cela a lieu avec l'accord de sa hiérarchie militaire[6]. La pratique équestre est consubstantielle à la famille, et c'est ainsi que le petit Miklós apprend à monter dès l'âge de quatre ans tout comme ses frères avant et après lui. Il va toute sa vie aimer les chevaux et ne manque pas une occasion de monter, que ce soit pour la promenade et plus tard la compétition et la chasse. L'aîné István, qui a dix ans de plus, est déjà un cavalier expérimenté et devient le professeur de son cadet. Si Horthy ne fait aucun commentaire sur le caractère confessionnel de la famille, c'est tout simplement parce que cela n'avait rien d'exceptionnel pour la Hongrie de l'époque. Le dimanche, Paula, la mère catholique, emmène les deux filles à l'église, et le père, calviniste, se rend avec les garçons au temple réformé. La région est toutefois une terre majoritairement calviniste, caractéristique de l'Est du pays.

L'éducation commence pour les enfants Horthy à la maison, Miklós prend des leçons à partir de six ans avec un étudiant en théologie protestante. Mais les deux aînés sont déjà partis en pension à Debrecen et

l'on y envoie aussi Miklós, en partie pour le discipliner. Il loge donc avec István et Béla chez la famille Geréssy et fréquente l'école calviniste *(Református kollégium)* de la ville. Debrecen est surnommée en Hongrie la « Rome calviniste », c'est non seulement la capitale de la religion réformée, mais aussi un bastion du sentiment indépendantiste. C'est en outre la grande ville de la région, elle compte en 1880 plus de 50 000 habitants : un choc pour un enfant de huit ans transplanté de son environnement agraire. Néanmoins, Debrecen garde encore l'aspect d'un gros bourg agricole, très peu de maisons ont plus de deux étages, les rues ne sont pas asphaltées. Le bâtiment le plus remarquable est le temple réformé, le plus grand du pays, où le Parlement hongrois a voté la déchéance des Habsbourg le 14 avril 1849.

Miklós Horthy n'est pas un élève doué : il est peu assidu et les livres l'ennuient. Son frère aîné doit lui faire répéter ses leçons. Les garçons apprennent en outre le français auprès d'un certain Bonneveau, qui, selon la biographie d'Owen Rutter, aurait été un Suisse[7], ce qui paraît vraisemblable pour des raisons religieuses. C'est donc la première langue étrangère que Horthy apprend. L'allemand est enseigné en tant que matière obligatoire à l'école. Mais Miklós semble avoir été plus intéressé par l'apprentissage de la bicyclette alors très en vogue. Il termine toutefois sa scolarité primaire après les quatre années de l'école élémentaire. Un bulletin de notes de cette époque donne les résultats suivants : morale : bien ; religion : excellent ; lecture : très bien ; écriture : excellent ; exercices de mémoire : excellent ; langue (allemand) : excellent ; calcul : très bien ; géographie : excellent ; histoire : excellent ; sciences naturelles : très bien ; chant : excellent ; dessin : très bien ; gymnastique : excellent ; appréciation générale : excellent[8]. On l'envoie alors, seul cette fois, au lycée privé Lähne de Sopron (Ödenburg). Dans l'intervalle, son frère István est entré à l'académie de droit de Debrecen et Béla à l'académie de cadets de la marine à Fiume (Rijeka). L'une des raisons du choix de Sopron réside dans la langue d'enseignement de l'institution qui est l'allemand, la région est en outre très largement germanophone en raison de sa proximité avec l'Autriche.

L'enseignement étatique hongrois a été entièrement magyarisé à partir de la fin des années 1860 et seuls des établissements privés, confessionnels ou non, peuvent continuer à enseigner dans une autre langue, les enseignants étant toutefois tenus d'être magyarophones. L'allemand reste en revanche la seconde langue obligatoire dans tous les établissements

secondaires. Les autres langues (roumain, slovaque, serbe) sont cantonnées aux établissements confessionnels et aux séminaires. Le choix des parents de Horthy en faveur de l'allemand indique qu'on le destinait lui aussi très certainement à une carrière administrative ou militaire. La maîtrise de l'allemand s'impose alors à quiconque envisage de faire carrière dans l'armée ou la haute fonction publique, car, malgré l'autonomie dont jouit désormais la Hongrie, les liens institutionnels et commerciaux avec Vienne sont tels que la langue de l'empire est un outil nécessaire et incontournable. On voit donc que la tendance *labanc* est bien réelle chez les Horthy, même si le père semble avoir laissé planer une certaine ambiguïté. Il refuse ainsi systématiquement de s'engager dans la politique locale malgré l'insistance de ses amis proches du parti de Tisza. On peut y voir une répugnance à se mêler au jeu des partis, un intérêt sincère pour la gestion exclusive du domaine, voire une impossibilité à choisir entre les deux tendances qui se dessinent à l'aube des années 1880 dans la vie politique hongroise entre libéraux et indépendantistes. Comme le fait remarquer Zoltán Vas, le lien de la famille Horthy avec Kálmán Tiszá va passer ensuite au fils, István (1861-1918), et on peut certainement parler ici de clientélisme politique qui se traduit une première fois par l'entrée du père de Horthy à la Chambre haute[9]. Il serait donc imprudent de se priver d'un tel appui en s'engageant inconsidérément du côté indépendantiste, mais il n'est pas question non plus de se lier les mains définitivement.

Alors que Miklós vient de terminer ses deux premières années de lycée (qui en comporte huit), la famille apprend avec horreur l'accident survenu à son frère aîné Béla qui était sur le point d'achever sa formation à l'école de cadets de la marine de Fiume. Le 29 mai 1880, il est blessé lors d'un exercice de tir : une charge à blanc explose vraisemblablement par la maladresse d'un camarade et la balle en papier pénètre dans sa cuisse. Il meurt dans les jours qui suivent d'une septicémie que le chirurgien appelé de Budapest ne peut enrayer. Le père du jeune homme s'était également rendu sur place et ne peut qu'assister impuissant à l'issue fatale[10]. Durant l'été qui suit, Miklós fait le siège de ses parents pour obtenir d'aller lui aussi à l'académie navale. Tous les récits, à commencer par celui du principal intéressé, concordent : Horthy explique que ce n'est pas tant la carrière militaire qui l'attire – il y est déjà familiarisé par l'engagement des deux aînés – que les récits merveilleux faits par Béla sur l'attrait du large et de la découverte que promet la marine. Cependant, les parents s'opposent

tout d’abord farouchement à ce choix qu’ils prennent pour une lubie née du choc de l’accident. Miklós s’obstine et il est vrai également qu’aucune carrière précise n’a encore été déterminée pour lui. Curieusement, c’est son père qui semble le plus réticent et sa mère qui finalement réussit à le fléchir : à cette date, la famille a déjà perdu trois fils, dont deux en bas âge puis Béla. Le dernier enfant, Jenő, n’a encore que trois ans et tout danger de maladie infantile n’est pas écarté. La marine n’est pas jugée plus dangereuse que la cavalerie où sert déjà István et, tout bien pesé, il est préférable de céder au désir aussi articulé et réfléchi de Miklós qui de surcroît est un élève médiocre au lycée. Il sort deux ans plus tard du lycée de Sopron avec un résultat « satisfaisant » et réussit l’examen d’entrée à l’académie navale où il est inscrit à partir du 13 octobre 1882 en tant qu’élève payant[11], ce qui est une indication de l’aisance relative de la famille. Ce statut était également celui de Béla, le financement de la formation de Miklós n’occasionne donc pas de frais supplémentaires. C’est un choix par défaut dû à un drame familial qui décide ainsi de la carrière du futur amiral. Il est en effet peu probable que malgré les récits enthousiastes de Béla, les parents eussent envoyé un deuxième fils à l’académie navale : Miklós aurait sans doute été dirigé vers une autre arme puisqu’il est acquis que son peu de goût et de talent pour les études ne lui aurait pas permis de suivre un cursus universitaire menant à une carrière dans la haute fonction publique. Il est en revanche intéressant de voir une famille aussi terrienne et enclavée dans la grande plaine, de surcroît calviniste, s’aventurer sur mer, ce qui est une première dans son histoire.

III
Le choix de la marine

L'identité maritime de l'Autriche-Hongrie sous sa forme militaire était peu diffusée dans le grand public pour des raisons évidentes de déséquilibre entre la vocation continentale de l'empire, de Bregenz à Lemberg, et sa dimension côtière, réduite à la mer Adriatique. Le passé maritime de la monarchie est en outre très récent : l'effacement de Venise au tournant du XIXe siècle lui a permis de s'imposer sur l'ensemble du littoral, elle qui ne possédait jusque-là que Trieste (1382) et Fiume dont l'usage était purement commercial. La dimension de puissance maritime demeure donc modeste, en partie en raison de l'alliance *(Dreibund)* avec l'Italie unifiée qui fait *a priori* de l'Adriatique un espace pacifié. À partir de ce moment et jusqu'à l'entrée en guerre de l'Italie en 1915, l'Autriche-Hongrie ne connaît plus de conflit direct dans ses eaux.

Le dernier – et le plus important – événement qui fait justement sens en terme de mémoire et qui marque les esprits jusque dans la grande plaine hongroise est la victoire de Lissa (Vis) en juillet 1866 dont le principal protagoniste, l'amiral Tegetthoff, devient le héros. Horthy y fait référence à plusieurs reprises dans ses Mémoires et ses premières expériences de navigation sont placées sous le signe de cet héritage. Certains des navires sur lesquels il est amené à servir au début de sa carrière ou qu'il côtoie ont été construits durant ces années.

La victoire de Lissa ne modifie toutefois en rien l'issue du conflit qui oppose Berlin et Vienne, elle ne peut s'évaluer qu'à l'échelle de la suprématie dans l'Adriatique. Malgré l'existence de la Triplice *(Dreibund)*, la rivalité austro-italienne dans l'Adriatique est réelle et révèle son degré d'intensité après l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 : le conflit est exacerbé par les revendications irrédentistes italiennes sur le Trentin, l'Istrie

et la Dalmatie. Ce n'est pas seulement le projet d'une domination sur les mers mais aussi des ambitions territoriales qui caractérisent la politique d'expansion italienne en direction du Monténégro et de l'Albanie. La mémoire de Lissa est ainsi inscrite dans la longue durée de la confrontation entre l'Autriche et l'Italie[1].

Hormis Horthy, très peu de Hongrois ont choisi la marine et ils étaient notoirement sous-représentés parmi les officiers. Ces derniers ont été jusqu'à la fin de l'empire en majorité allemands, ce qui vaut également pour l'armée commune. La marine se caractérisait toutefois par la forte présence des Croates et plus exactement des Dalmates dans ses rangs. Seul peuple maritime de l'empire, il était logique qu'il fournît un contingent important des recrues pour la marine, une constante déjà observée sous la république de Venise. Les Croates privilégiaient toutefois la *Kriegsmarine* à sa variante hongroise.

« Car s'il est vrai que les jeunes gens du littoral croate sont effectivement pour la plupart versés dans la marine militaire, il est vrai aussi que tout avancement leur est rendu impossible s'ils ne possèdent pas le magyar. L'école militaire de Fiume est en effet une école hongroise, et quiconque désire passer un examen ou atteindre un emploi supérieur doit avant tout être versé dans cette langue. Il en résulte qu'en réalité l'élément croate n'est employé qu'à des occupations inférieures et que tout le commandement de la flotte est monopolisé au profit des originaires de la Hongrie[2]. »

Contrairement à l'armée commune, la marine n'avait pas de *Regimentssprache* (« langue de régiment »), la langue de commandement était l'allemand et la communication avec les marins s'effectuait soit dans cette langue, soit en croate. Au début des années 1890, la répartition des nationalités au sein de la marine était la suivante : les Croates représentaient 8,9 % des officiers contre 52,8 % pour les Allemands, 11,5 % pour les Hongrois, 10,9 % pour les Tchèques et 7,9 % pour les Italiens. La représentation des Allemands dans le corps des officiers était ainsi inférieure à ce qu'elle était dans l'armée commune, où ils formaient les deux tiers des officiers. Chez les marins, en revanche, pour mille matelots on comptait 398 Croates et Serbes, 314 Italiens, 138 Allemands, 55 Slovènes et 46 Hongrois. L'ensemble de la troupe était à 95,7 % composé de catholiques contre 1,5 % d'uniates et 1 % de juifs[3]. On peut ainsi constater que les calvinistes comme Horthy représentent une part infime et

n'apparaissent même pas dans la statistique. Jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, ces chiffres varient peu, mais l'on peut remarquer que la part des Tchèques dans le corps des officiers reste paradoxalement supérieure à celle des Croates : leur présence s'explique tout d'abord par leur niveau d'éducation plus élevé que celui des Croates et parce qu'ils réussissent donc mieux l'examen d'entrée à l'académie. En second lieu, la marine a besoin de nombreux techniciens et ils excellent dans ce domaine. L'écart tend à se resserrer dans les années 1907-1914. Ils sont en revanche bien moins nombreux chez les simples marins (29 % de Croates en 1910 contre 7 % de Tchèques[4]).

Le cas particulier de la Croatie dans la représentation de l'histoire navale austro-hongroise renvoie d'une part à son statut juridique, d'autre part à la structure de l'empire. La côte dalmate passe au tournant du XIXe siècle de la domination vénitienne à celle de l'Autriche, et la Croatie ne peut donc développer une histoire maritime propre. Le royaume de Croatie-Slavonie est, en vertu des *Pacta conventa* de 1102, en union personnelle avec la Hongrie, mais cela ne concerne pas l'Istrie et la Dalmatie, intégrées à la partie autrichienne de la monarchie. En dépit des revendications des Croates, la signature du Compromis austro-hongrois de 1867, suivie par celle du Compromis *(Nagodba)* hungaro-croate de 1868, ne change pas le statut de l'ancien royaume triunitaire qui demeure scindé entre l'Autriche et la Hongrie. Cette dernière dispose en outre d'un accès à la mer par Fiume, considéré théoriquement comme un *corpus separatum* mais qui lui appartient *de facto*. Cette multiplication des juridictions ne facilite pas l'émergence d'une identité maritime unitaire, d'autant qu'elle est contestée de l'extérieur par l'Italie, qui reprend l'héritage de Venise et a des ambitions sur les anciennes possessions de la côte dalmate (Zara/Zadar, Spalato/Split, Raguse/Dubrovnik) et sur l'Istrie. La transformation de Fiume en port hongrois s'accomplit partiellement à la suite de la conclusion du Compromis, malgré l'absence quasi totale de vocation maritime et de population magyare dans la région. Malgré l'appel de Kossuth encourageant les Hongrois à « aller vers la mer » *(Tengerre, magyar !)* pour exploiter les richesses du littoral, ces derniers n'ont pas le pied marin comme le constate encore en 1905 le chef de la mission navale française qui visite Fiume :

« Le manque absolu d'atavisme maritime explique le petit nombre des officiers hongrois. Les descendants des cavaliers mongols qui se sont

arrêtés en plein continent au milieu des montagnes, n'avaient aucune raison pour aller battre les mers loin de leurs frontières, mais l'envie, la haine de l'Autriche et le désir de la gêner en lui créant des concurrences en tout, leur ont fait exiger ce port de Fiume battant pavillon hongrois au milieu de la terre de Croatie qui l'enserre si étroitement que ses faubourgs ne peuvent s'étendre. Dans le même but, la Hongrie a favorisé l'entrée dans la marine de plusieurs de ses jeunes nationaux, ayant toujours la secrète espérance d'être une nation séparée avec son armée et sa marine[5]. »

La marine prend en compte les récriminations des Croates sur le peu d'encouragement mis à leur faciliter l'accession à l'académie navale, et s'efforce d'y remédier, mais l'on trouve en définitive peu de candidats ayant les connaissances suffisantes. La tentative de réserver des places à des candidats originaires de Dubrovnik ne connaît pas davantage de succès[6].

L'école navale où Horthy entre en octobre 1882 doit son origine à la paix de Campoformio qui voit en 1797 l'Autriche prendre possession de la flotte vénitienne et de ses principaux ports sur l'Adriatique. L'archiduc Karl ordonne en conséquence en 1802 la création d'une école de cadets de la marine *(k.k. Marine-Kadettenschule-Cesarea regia scuola dei cadetti di marina)* à Venise. L'établissement est déplacé en 1848 à Trieste et prend en 1852 le nom *k.k. Marine-Akademie*. Les travaux d'agrandissement du port de Trieste obligent ensuite à installer l'académie à Fiume. En vertu du Compromis, l'école est nommée à partir de 1869 *k.u.k. Marine-Akademie*. Après une période de laxisme dont se plaignent les commandants, les conditions d'admission à l'académie sont sérieusement redéfinies en 1871. Les élèves doivent être âgés de treize à quinze ans – Horthy a quatorze ans révolus lors de son entrée à l'académie. Une parfaite connaissance de l'allemand est requise et pour les élèves dont ce n'est pas la langue maternelle, leurs éventuelles lacunes ne doivent pas les empêcher de suivre les cours et il leur faut s'améliorer durant la première année sous peine de renvoi. On exige des impétrants l'accomplissement du premier cycle d'une école secondaire *(Gymnasium*, *Realschule*, *Realgymnasium)*, ce qui est le cas pour Horthy qui a terminé son premier cycle de lycée à Sopron. L'examen d'entrée comporte des épreuves d'histoire-géographie et de mathématiques. On ajoute une épreuve de sciences naturelles précisément l'année où Horthy présente sa candidature. Dans tous les cas, les élèves entrent en première année. Il est bien entendu demandé une santé et une

condition physique parfaites. En 1882, 42 élèves sur 612 candidats sont admis.

Le contenu de l'enseignement est impressionnant. Comme dans toutes les écoles de l'empire, on doit suivre l'enseignement religieux correspondant à sa confession, et il est assuré à l'extérieur à partir de 1882. L'accent est mis sur l'apprentissage des langues. L'italien, qui était langue d'enseignement jusqu'en 1848, demeure enseigné. Le français devient à partir de 1882 l'une des deux langues obligatoires pour le choix de la seconde langue, avec l'anglais, introduit en 1820. On a vu précédemment que Horthy a déjà une connaissance du français et il va donc désormais y ajouter l'anglais et l'italien. Le serbo-croate est enseigné à l'Académie navale de Fiume depuis 1858, suivi par le hongrois à partir en 1869. Il s'agit dans le cas du serbo-croate (dans sa variante croate) de permettre aux officiers de communiquer avec les marins dont une proportion importante est composée de Dalmates. Près de 32 % des officiers parlaient le croate de façon courante, et de manière générale tous les officiers sont au minimum trilingues. Le hongrois est une matière obligatoire pour les élèves de nationalité hongroise[7]. L'ensemble des cours comprend en tout 31 matières dont certaines très spécialisées comme l'océanographie, la météorologie, la construction navale, la machinerie, la tactique navale, le droit maritime, les signaux, la manœuvre, le gréement et les exercices à la voile, et même l'hygiène à bord des bateaux. Parmi les matières facultatives, il y a le dessin et la musique dans lesquels Horthy se distingue, il est en effet un bon pianiste. Le corps enseignant est placé sous le commandement d'un contre-amiral et se compose d'une vingtaine d'officiers de marine et de six professeurs civils. Les matières facultatives sont dispensées par des professeurs assistants extérieurs à l'école.

Les résultats de Horthy ne sont toutefois pas fameux et il est surtout remarqué pour ses aptitudes physiques et son goût pour les matières techniques. Hormis les langues étrangères où il excelle, l'apprentissage livresque ne l'inspire pas particulièrement, ce qu'il reconnaît lui-même volontiers. Étant l'un des plus petits de sa classe mais bon gymnaste, il est fréquemment désigné pour monter au mât d'exercice.

Sur les 42 élèves cadets inscrits en 1882, seuls 27 sortent quatre ans plus tard avec le grade de cadet et d'aspirant de vaisseau. Cette promotion se situe dans la moyenne de l'académie qui produit chaque année entre 25 et 30 futurs officiers de marine[8]. Horthy est dans les derniers, il doit son

rang de 21e à un rattrapage en astronomie, ce qui lui vaut d'échapper à l'avant-dernière place[9] ! Cette médiocre prestation le place en bas de l'échelle des grades comme cadet de deuxième classe en octobre 1886. L'année scolaire se termine habituellement par une croisière de deux mois en Méditerranée suivie de quatre semaines de congés : les élèves n'avaient pas l'occasion de rentrer dans leurs foyers durant l'année.

Horthy rappelle avec nostalgie et orgueil dans ses Mémoires que le fronton de l'académie était orné de la devise « Le devoir a plus de valeur que la vie » *(„Höher als das Leben steht die Pflicht")* dont il souligne qu'elle a guidé sa vie depuis son entrée dans la marine, un métier qu'il n'a cessé d'aimer même après la dissolution de la monarchie. Il justifie ainsi son insistance à porter son uniforme d'amiral après 1918.

Sa formation initiale terminée, Horthy rejoint la base navale de Pola (Pula), à l'extrémité méridionale de la péninsule de l'Istrie. L'arsenal et la base navale de Pola ont été bâtis par l'Autriche après le déplacement de l'autorité navale de Venise. Le premier bateau est lancé en octobre 1858. La perte de la Vénétie après la guerre de 1866 renforce encore l'importance prise par la base de l'Istrie : Pola abrite l'arsenal, le chantier naval à proprement dit et les autorités maritimes de l'empire, c'est là que se déroule la vie des officiers de marine durant leurs escales et séjours. L'arsenal est établi sur un îlot, le *Scoglio degli Ulivi*. Sa première affectation conduit le jeune Horthy sur la frégate *Radetzky*, le vaisseau amiral de l'escadre d'hiver : il rappelle dans ses Mémoires qu'il a commencé sa carrière à l'ère de la marine à voile et que l'on utilisait rarement les machines. Les cuirassiers étaient encore dotés de voilure et leurs commandants, des hommes de la génération de Tegetthoff, préféraient entrer au port en stoppant les moteurs. C'est précisément au moment où Horthy rejoint la marine que la modernisation et surtout la motorisation des navires débutent. Il a ainsi pu encore jouir de l'esthétique de la navigation à voiles tout en s'intéressant très tôt aux formes les plus modernes d'équipement naval. On peut voir là une des premières chances qui vont accompagner sa carrière.

Son premier voyage hors des eaux territoriales austro-hongroises le conduit en Espagne avec l'escadre dont le commandant est l'archiduc Karl Stefan, frère de la régente Élisabeth d'Autriche et mère du futur roi d'Espagne Alphonse XIII. Horthy est donc mis en contact très tôt avec la famille impériale. Il a l'occasion de visiter plusieurs villes espagnoles (Malaga, Cordoue, Grenade) et fait escale à Barcelone. Mais l'attrait de la

nouveauté et sa jeunesse lui font commettre une bévue qui lui vaut deux semaines d'arrêts et le prive de la visite de la ville. Les cadets étaient en effet de garde sur le bateau afin d'éviter que les invités, alors fort nombreux et de qualité, ne restassent à bord après 17 heures : fasciné par ces hôtes de marque, Horthy oublie son devoir et se voit donc justement sanctionné. Il a toutefois l'occasion de combler cette frustration en 1888 lorsque le navire sur lequel il sert alors, le *Prinz Eugen*, fait partie de la délégation austro-hongroise à l'exposition navale organisée durant l'Exposition universelle de Barcelone. Cette fois, c'est une nuit d'ivresse sur un bateau néerlandais qui marque le séjour, sans toutefois avoir de conséquences disciplinaires. Les jeunes cadets s'en donnent à cœur joie dans les bâtiments de l'exposition et sur le port. Dans les années suivantes, devenu cadet première classe en 1889, Horthy ne cesse de naviguer, ce qui correspond à sa charge et à la nécessité d'aguerrir les jeunes officiers. Il croise en Méditerranée avec la corvette *Minerva*, vers la Sicile, Malte et Tunis. Un rapport de ses supérieurs, cité par le biographe Schmidt-Pauli, dresse de Horthy le portrait suivant : « Horthy est très adroit en navigation et dans toutes les manœuvres de carénage. Il résout bien les problèmes d'artillerie, pour le reste il est zélé et ambitieux. Son comportement en dehors du service est irréprochable. Il sort volontiers en société et il y est très apprécié. Il a certes encore peu servi mais son évolution se présente de manière favorable en tous points[10]. »

Au retour de cette mission peu contraignante et dont il a surtout profité pour faire des découvertes comme celle des ruines de Carthage, Horthy est promu enseigne de vaisseau en mai 1890[11]. Après une courte station à Pola, il est embarqué rapidement, à sa grande joie, sur le vapeur *Taurus* qui stationne dans la rade de Constantinople. C'est son premier contact avec l'Empire ottoman, de surcroît dans le cadre d'une mission diplomatico-militaire dont il n'est bien entendu alors qu'un rouage modeste. L'Autriche-Hongrie et les autres puissances avaient mobilisé leur flotte en raison de la situation peu stable du gouvernement du sultan Abdülhamid II (1876-1909) : il s'agit avant tout pour la monarchie danubienne de s'imposer comme partenaire du concert des puissances face à l'Empire ottoman dont Français et Britanniques sont déjà en train de se partager les possessions au Moyen-Orient et au Maghreb. Le règne d'Abdülhamid est contesté en outre par les nations balkaniques auxquelles le traité de Berlin a donné l'indépendance mais qui ont encore des visées territoriales sur ce que l'on

appelle la Turquie d'Europe. Horthy est pour la première fois mis en présence de la géopolitique et son statut d'officier subalterne lui permet d'observer les enjeux et de se former à une mission navale dans des eaux étrangères. Durant l'hiver, la flotte est ancrée en face de l'arsenal de Tophane et déplacée en été devant les résidences des ambassadeurs. Pour rompre l'inaction et la torpeur estivale, on entreprend des croisières en mer Noire. Durant cette mission, Horthy se lie avec des officiers britanniques qui partagent avec lui la passion de la chasse et du sport. La charge de travail étant pour le moins légère – tout compte fait la situation se calme –, les jeunes officiers organisent des compétitions sportives et des parties de chasse. Après plus d'un an de cette vie de cocagne, il faut rentrer à Pola pour changer les chaudières du navire : une halte est faite en chemin sur l'île de Corfou où Horthy dit dans ses Mémoires avoir admiré le palais de l'Achilleion bâti par l'impératrice Élisabeth. Il s'embrouille toutefois dans ses souvenirs puisque c'est précisément après la mort de son fils Rodolphe en 1889 que la souveraine fait bâtir le palais et non qu'elle le délaisse par tristesse ainsi que croit s'en souvenir Horthy. Au moment où il le visite, le bâtiment est au contraire flambant neuf[12].

De retour à la base navale de Pola, Horthy entre dans une nouvelle phase de sa carrière qui consiste en ce que l'on appellerait aujourd'hui la formation continue. Il suit le cours d'officier d'artillerie navale dont les travaux pratiques sont assurés sur le bateau-école *Novara*. Il se distingue à nouveau en assimilant parfaitement les données techniques et montre un intérêt poussé pour les nouvelles technologies en matière d'armement, mais est peu assidu aux leçons théoriques. En mai 1891, il doit en outre être mis aux arrêts pour deux semaines en raison de débordements dans sa conduite : il semble que la mesure ait été prise suite à une dette de jeu. On peut alors la faire payer par les parents ou bien subir une retenue sur la solde, mais Horthy n'a certainement pas voulu en informer son père. Ces écarts de discipline sont banals dans la carrière des officiers et n'entravent en rien les promotions, ils ne doivent toutefois pas se répéter trop souvent. Dans le cas précis de Horthy, la documentation sur ses premières années d'officier de marine est relativement pauvre, mais la suite montre que ces incidents ont certainement cessé et qu'ils n'ont de toute façon pas eu de conséquence ; au contraire, à partir des années 1890, les opportunités vont se succéder.

IV
Les étapes d’une belle carrière

D’août 1892 à mai 1894, Horthy fait l’expérience du vaste monde. Comme il le dit lui-même, tout jeune officier de marine rêvait de s’embarquer pour un tour du monde. Rappelons que c’était précisément ce rêve qui avait déterminé son choix de la carrière navale. Ce voyage transocéanique de presque deux ans sur la corvette *Saida* occupe seize pages dans ses Mémoires, une place disproportionnée mais révélatrice de son impact immédiat et de son importance *a posteriori*. En commençant le récit de son demi-tour du monde, Horthy se compare à Ulysse pour la variété des sites visités et des peuples rencontrés. Le jeune lieutenant de vaisseau Miklós Horthy va profiter de ce périple pour accumuler une expérience internationale : il perfectionne son anglais et admire les réalisations britanniques dans tous les domaines, de l’administration des colonies à la science navale (*« Britannia rules the waves*[1] *»*). Cette considération pour la Grande-Bretagne ne devait pas le quitter jusqu’à la fin de sa vie. Après Le Caire, c’est d’ailleurs l’Inde qui marque le plus le jeune officier, il y voit la colonisation britannique à l’œuvre et s’en montre admiratif, notamment pour sa capacité à maintenir l’équilibre entre les diverses populations du sous-continent. Il a l’occasion d’y assouvir sa passion de la chasse durant ses périodes de temps libre, que ce soit de sa propre initiative ou bien grâce à des invitations dont lui et les autres officiers sont gratifiés par les Britanniques et les maharadjahs. Il s’en détache toutefois afin d’effectuer une excursion à Darjeeling pour aller visiter le tombeau du spécialiste hongrois du Tibet, Sándor Kőrösi-Csoma (1784-1842[2]). Il regrette toutefois de n’avoir pu chasser l’éléphant lors de son séjour à Ceylan.

Calcutta est une fête grâce à l'hospitalité offerte par le vice-roi ; bals, chasse et matchs de polo se succèdent. Pour la première fois, Horthy a la possibilité de fréquenter la haute société – certes coloniale –, ce dont il se montre impressionné. Le goût de ces distractions et de ces fréquentations lui vient certainement alors, ce qui va à la fois lui donner l'aisance nécessaire dont il aura besoin dans ses prochaines affectations, et en même temps une indéniable vanité issue d'un complexe d'infériorité. L'armée en général offre à ses jeunes officiers les plus doués d'évidentes opportunités de carrière dont Horthy prend très ouvertement conscience. Il va dès lors savoir les saisir pour se bâtir une belle carrière.

On fait ensuite route vers Singapour, qualifié par Horthy de « Gibraltar oriental ». À l'invitation d'un ancien camarade siamois de l'école navale, il jouit de trois jours de congés à Bangkok, qui lui apparaît comme une escale enchantée. Il regagne ensuite son navire et l'on se dirige vers Java, unique possession néerlandaise qu'il lui est donné de connaître et dont il met surtout en valeur les exportations de denrées exotiques. Le *Saida* fait alors route vers l'Australie où il fait plusieurs étapes : Albany, Melbourne. Cette dernière ville est la première métropole que Horthy approche : elle a alors 800 000 habitants et dépasse ainsi de loin les autres cités qu'il connaît[3]. Elle offre même aux officiers un « Vienna Coffee » tenu par un Viennois où ils se précipitent tous, atteints par le mal du pays ! En échange des panthères, éléphants et autres tigres manqués en Asie, Horthy expérimente la chasse au kangourou.

Dans le port de Sydney, l'équipage accueille un explorateur, le baron Heinrich Foullon-Norbeck (1850-1896), directeur de la Société impériale et royale de géologie. L'embarquement de cet hôte imprévu contraint l'équipage à annuler son étape américaine (Tahiti, Honolulu et San Francisco), ce que Horthy regrette : les États-Unis lui restent ainsi *terra incognita*. Le voyage d'exploration conduit en revanche le *Saida* en Nouvelle-Zélande, puis en Nouvelle-Calédonie où il est frappé par l'utilisation que la France fait du territoire : une colonie pénitentiaire[4]. Ce sont ensuite les Nouvelles-Hébrides et les îles Salomon à la recherche de mines de nickel, un minerai dont l'Autriche manque alors et dont Foullon-Norbeck s'est fait le spécialiste.

Horthy dit avoir alors supposé que l'Autriche, qui a déjà lancé des expéditions dans le Grand Nord, avait l'intention d'acquérir ces îles encore formellement indépendantes, afin d'y exploiter le nickel sans concurrence.

Cette remarque lui donne l'occasion de s'étonner que l'Autriche-Hongrie n'ait jamais entrepris de conquête coloniale. Il en donne deux justifications : en premier lieu, stopper l'hémorragie de population qui émigre de l'empire vers les États-Unis et qui se chiffre effectivement en centaines de milliers de personnes par an au tournant du XXe siècle, un phénomène qui concerne entre autres les Dalmates et les Croates des régions pauvres de l'hinterland adriatique et que Horthy a pu observer à Fiume d'où partent de nombreux bateaux chargés d'émigrants. En second lieu – mirage typique de l'époque – pour exploiter les diverses richesses de ces territoires.

Il est certain que ni l'un ni l'autre de ces arguments ne sont pertinents pour caractériser la Bosnie-Herzégovine, considérée depuis l'occupation de 1878 comme une colonie « par défaut » de la monarchie austro-hongroise. L'aventure des îles Salomon se termine d'ailleurs fort mal l'année suivante lorsque Foullon-Norbeck et son équipe découvrent effectivement de l'or et du nickel à Guadalcanal. Ils sont violemment attaqués par les habitants et forcés à une retraite piteuse qui fait plusieurs victimes, dont Foullon-Norbeck lui-même.

On revient par les Célèbes, Bornéo et pour terminer le canal de Suez. Au large de la Crète, l'équipage se sent de nouveau dans des eaux familières, malgré les fréquentes tempêtes méditerranéennes dignes d'Ulysse déjà évoqué par Horthy au début de son récit.

Il est intéressant de comparer ce voyage avec celui quasi contemporain effectué par l'héritier du trône François-Ferdinand en 1892-1893. Ce véritable tour du monde à bord du cuirassé-torpilleur *Kaiserin Elisabeth* donne naissance à un récit publié sous le titre *Tagebuch meiner Reise um die Erde*[5]. Horthy dit d'ailleurs dans ses Mémoires que son propre périple vaudrait à lui seul l'écriture d'un ouvrage, ce qu'il n'a toutefois pas eu l'occasion de réaliser, étant d'une part immédiatement accaparé par les nécessités du service, et d'autre part peu aidé par l'absence de notes et un goût très modéré pour la chose écrite.

Le voyage de l'héritier du trône est officiellement présenté comme une expédition scientifique, mais il a aussi pour but plus discret d'œuvrer à la guérison de sa tuberculose et il remplit ces deux objectifs. Le tour du monde renforce en outre l'intérêt de l'archiduc pour la marine et sa volonté de la moderniser, une préoccupation qu'il partage avec Horthy dans la suite de sa carrière. François-Ferdinand rapporte une grande quantité de

souvenirs ethnographiques qui viennent orner sa collection de trophées et autres objets rassemblés dans sa résidence de Konopischt (Konopiště[6]). Horthy, en revanche, ne mentionne pas la collecte de souvenirs, ce qui ne veut pas dire qu'il n'a pas acheté des cadeaux pour sa famille au sein de laquelle il passe trois mois de congés à son retour, mais son statut sur le *Saida* est bien différent de celui de l'archiduc, et les anecdotes qu'il raconte sur les chasses et les visites ne doivent pas masquer le fait que le voyage a toutefois été effectué dans le cadre du service naval et non dans un but de villégiature dynastique. La seule trace visible des escales dans les ports asiatiques sont les deux tatouages figurant un dragon que Horthy s'est fait faire sur les bras et qui apparaissent sur diverses photographies à caractère privé. Cette pratique était banale dans la marine (François-Ferdinand s'était également offert cette « fantaisie ») et Horthy y a sans doute cédé à Singapour ou bien à Bangkok durant ses heures de liberté.

En revenant à Pola à l'automne 1894, Horthy est affecté à terre auprès du contre-amiral Hermann von Spaun qui commande le comité technique de la marine *(Marinetechnisches Komitee)*. Pendant les deux années qui suivent, il se spécialise dans la nouvelle arme navale qui en est alors au tout début de son utilisation : les torpilles. Après une formation sur les aspects techniques, il sert sur divers bâtiments que l'on commence à équiper de torpilles. La marine austro-hongroise est relativement en retard en matière de progrès dans l'armement, tout comme l'armée en général. Horthy explique dans ses Mémoires que les ingénieurs de l'artillerie navale étaient réticents à l'emploi de ces nouveaux outils de combat naval[7]. Durant cette période de formation, Horthy effectue une mission en Allemagne puis en Angleterre pour convoyer les premiers torpilleurs acquis par la marine austro-hongroise. Il se rend aux chantiers navals Schichau à Elbing (Elbląg) sur la Baltique en 1896 et revient en contournant la péninsule Ibérique avec le chasseur-torpilleur *Magnet* ; il voit alors le vrai Gibraltar. Auparavant, il a toutefois profité de cette mission pour visiter Berlin qui lui fait forte impression par son dynamisme. Une nouvelle commande de torpilleur est réalisée par les chantiers Thames Iron Works, et Horthy va en prendre livraison à la fin de l'été 1898. Le voyage aller lui permet de voir Mayence, Cologne et Bruxelles, mais surtout de découvrir Londres, car les essais du torpilleur font apparaître des défauts, ce qui lui vaut trois mois d'attente. Déjà anglophile, il en profite pour revoir certaines connaissances de son voyage en Orient ; il jouit en outre de nombreuses occasions pour chasser et

s’adonner à divers sports comme le polo dont il est devenu amateur. Il finit toutefois par ramener le *Boa* en décembre 1898 par le même chemin, mais des conditions atmosphériques défavorables obligent le convoi à faire un arrêt à Lisbonne ; ce seront ensuite Gibraltar, Alger et Palerme.

Dans ses Mémoires, Horthy s’embrouille légèrement dans la chronologie et place à la suite de ses missions au service de l’équipement en torpilleurs un épisode qui en réalité se situe en avril-mai 1898, soit entre sa mission en Allemagne et celle effectuée en Angleterre. Il le met peut-être ainsi inconsciemment en exergue, car il lui sert de justification pour son attitude ultérieure envers le monde politique. L’amiral Spaun le choisit en effet pour l’accompagner à Budapest à l’occasion des discussions sur le budget de la marine qui se déroulent dans le cadre de la renégociation décennale du Compromis austro-hongrois. Depuis l’instauration de ce dernier, la marine est gérée au sein du ministère de la Guerre par la *Marinesektion* dont Spaun est le chef et à ce titre chargé de présenter le budget de la marine devant les délégations. Horthy est employé comme traducteur-interprète de l’allemand vers le hongrois, ce qui est justifié certes par la confiance que lui marque son supérieur hiérarchique, mais aussi par le fait que la faible présence des Hongrois dans la marine ne lui laisse pas le choix. Ce sont les questions financières qui empoisonnent les rapports entre l’Autriche et la Hongrie dans le cadre du Compromis de manière générale, et les questions militaires en particulier. La Hongrie tente à chaque fois de maîtriser l’augmentation de sa quote-part au budget commun en exerçant une surenchère permanente sur les dépenses militaires, qu’il s’agisse du contingent de conscrits qu’elle doit fournir à l’armée commune ou de sa participation à l’effort d’armement de la monarchie. Elle préfère concentrer ses investissement sur son armée nationale, la *Honvéd*, qu’elle dote bien plus généreusement que l’Autriche ne le fait avec sa propre force de défense nationale, la *Landwehr*. En échange de son accord pour l’augmentation des dépenses militaires, la Hongrie a des exigences qui sont inacceptables pour François-Joseph : elle demande le cantonnement des régiments hongrois en Hongrie exclusivement, alors que selon le système de *Dislokation* de l’armée commune, les régiments, de quelque composante nationale qu’ils soient, sont répartis sur tout le territoire de l’empire ; elle prétend également imposer dans ces régiments le hongrois comme langue de commandement, or l’armée commune a une langue unique, l’allemand.

Le souverain est conscient de la menace permanente de séparatisme qui émane des cercles indépendantistes hongrois et ne peut tolérer une telle atteinte à l'unité de la monarchie. Il est en outre très attaché à la chose militaire et préfère faire des concessions aux Hongrois dans d'autres domaines afin de sauvegarder son autorité sur le plan militaire.

Lors de sa mission à Budapest, Horthy côtoie pour la première fois François-Joseph et il est aussi le témoin du marchandage auquel se livrent les politiciens hongrois. Il en conçoit une admiration sans bornes pour le roi et une détestation tout aussi nette de la politique politicienne. Dans ses Mémoires, il présente ces négociations comme le moment l'ayant dégoûté à tout jamais de fréquenter le monde politique, ce qui est une justification rétrospective de ses rapports avec lui durant la période de la régence. Le seul qui trouve alors grâce à ses yeux est le président du Conseil István Tisza, et l'on retrouve ici la fidélité familiale transmise de père en fils. Horthy se permet lors d'un dîner au château royal de donner son opinion sur la situation de la Croatie et dit avoir représenté au comte Tisza les avantages que procurerait à la monarchie une union non seulement de toute la Croatie, mais encore l'adjonction de la Bosnie-Herzégovine afin de contrer les ambitions de la Serbie[8].

Cette vision idéale d'une Grande Croatie maximaliste resurgit régulièrement chez les Croates les plus nationalistes et l'on peut s'étonner de la voir préconisée par Horthy. Au moment où il écrit ces lignes, Tito a instauré en Yougoslavie un système certes fédéral, mais sous obédience communiste ; Horthy a toutes les raisons de s'opposer à cette vision des choses, nous y reviendrons. Il a toutefois développé depuis plus d'une décennie une sincère affinité avec la Croatie et ses habitants, essentiellement avec les gens du littoral qui fournissent la majeure partie des matelots qu'il côtoie dans le cadre de son service. Il a pu observer la situation curieuse de Fiume, ville appartenant à la Hongrie mais régie par des Italiens au détriment de la population croate de l'hinterland. Il est probable qu'il ait été conscient des limites du dualisme qui lui sont peut-être apparues particulièrement criantes lors de cette mission, mais il en donne une vision marquée par le regret de la disparition de la monarchie et suggère là l'une des solutions envisagées à l'époque pour la réformer. Il ignore en revanche, ou feint de le faire, l'opposition farouche de la Hongrie, et du comte Tisza en particulier, à toute modification des termes du Compromis. Ce dernier n'aurait accepté ni le trialisme ni une quelconque

fédéralisation de la monarchie, que François-Joseph n'avait pas l'intention d'imposer à une Hongrie potentiellement insurrectionnelle. La crainte de la Serbie était en outre bien réelle et l'intégration de la Bosnie-Herzégovine, peuplée à 43 % de Serbes, dans un ensemble dominé par les Croates ne pouvait qu'envenimer l'antagonisme entre elle et l'Autriche-Hongrie, ce dont le comte Tisza était bien conscient. La Hongrie, elle-même peuplée de Serbes dans les régions de Voïvodine, Bácska et Banat, se serait opposée à un renforcement de l'élément serbe à sa frontière méridionale.

Horthy retourne donc à ses torpilles et passe les deux années suivantes à perfectionner leur mise en service et leur maniement à bord de différents navires. En septembre 1900, c'est d'ailleurs sur un torpilleur, le *Sperber*, qu'il obtient son premier commandement, il est alors promu lieutenant de vaisseau de première classe, à l'âge de trente-deux ans. Comme la plupart de ses camarades, Horthy n'est pas marié. Les officiers, et les officiers de marine en particulier, surtout en raison de leurs absences fréquentes, étaient très souvent célibataires dans l'armée austro-hongroise. Les soldes étaient notoirement faibles et ne permettaient d'offrir un niveau de vie décent à une épouse qu'à des grades déjà élevés. Les officiers se mariaient donc tard, ce qui réduisait d'autant leur capacité à avoir une descendance. La perspective d'un mari âgé, d'un veuvage précoce et d'une vie itinérante avait peu d'attrait pour séduire les jeunes femmes. Les épouses étaient donc elles aussi généralement des femmes plus très jeunes, souvent veuves et bénéficiant déjà d'une rente. La question financière était insoluble : afin d'obtenir l'autorisation de se marier, les officiers devaient disposer d'une caution apportée par la famille de la fiancée. Hormis quelques aristocrates, ils étaient rarement riches puisque l'on plaçait dans l'armée les fils qui ne pouvaient prétendre à l'héritage du domaine. Il leur fallait donc « chasser la dot », ce qu'ils faisaient à chaque sortie, mais l'apparition dans une famille d'une idylle avec un officier désargenté était souvent vue d'un mauvais œil. Les clichés sur la vie militaire faisaient automatiquement soupçonner une moralité douteuse : les cartes, la fréquentation des prostituées, les duels étaient chose courante et il semble que Horthy n'ait pas fait exception à ces distractions avant son mariage, sans qu'aucune preuve tangible ne vienne toutefois à l'appui de ces suppositions. Il fit bien quelques dettes au tout début de sa carrière, mais à aucun moment des questions de moralité ne semblent avoir entaché sa progression et il était en parfaite santé alors que les maladies vénériennes proliféraient.

Un hasard qui n'en est peut-être pas un va mettre sur sa route la fille du député du comitat d'Arad, János Purgly. Se rendant au début de 1899 en congé chez sa sœur Élisabeth qui a épousé un officier de cavalerie, Horthy se trouve invité chez des amis de son frère aîné, les Melczer, à Hejőbába, dans les environs de Miskolc. Les maîtres de maison l'emmènent alors à un bal de carnaval où Mme Melczer lui présente sa sœur, Magdolna Purgly, surnommée Magda, qui fait sur Horthy une forte impression. Il est probable qu'il y ait là un complot arrangé par les deux femmes, et qui a bien réussi ! Horthy est séduit par la jeune femme, qui est une beauté et dont les talents de danseuse s'accompagnent bien évidemment d'autres qualités. Son père est déjà veuf depuis longtemps et peine visiblement à placer ses trois filles dont Magdolna est la dernière – elle a alors dix-neuf ans – et il profite visiblement de toutes les mondanités afin de trouver un parti acceptable ; elle est effectivement très courtisée. Les Purgly sont des nobles de fraîche date, élevés en 1820 avec le prédicat de Jószáshelyi, mais ils possèdent un riche domaine à Sofronya et sont insérés dans la vie politique locale puisque le père est un ami du préfet du comitat, Iván Urbán[9].

Mme Melczer a la bonne idée de se rendre au printemps suivant en villégiature à Venise avec sa sœur et demande que Horthy leur serve de *cicerone*, ce dont il est bien embarrassé, car il ne connaît pas la ville, mais en revanche sa maîtrise de l'italien est d'une grande utilité. Il prend donc un congé afin d'accompagner ces dames qui séjournent au Lido[10]. Après une semaine d'une idylle parfaite, Horthy se décide à demander la main de la jeune femme. Elle accepte et le voyage se poursuit alors vers Kenderes où le père de Horthy donne son consentement que l'on va ensuite confirmer chez le père de Magda où les fiançailles sont célébrées. Après que Horthy a pris le commandement du torpilleur *Sperber*, le mariage peut avoir lieu le 22 juillet 1901 à Arad.

L'événement a un retentissement local, à tel point que le journal *Arad és vidéke* (Arad et sa région) du mardi 23 juillet 1901 y consacre un article séparé des rubriques habituelles et intitulé « La noce Purgly-Horthy » *(« A Purgly-Horthy nász »)* dont le sous-titre donne déjà une idée du contenu : « Un mariage brillant » *(« Egy fényes lakodalomról »)*. Sur une colonne et demie, le journaliste anonyme raconte le déroulement des festivités sur un ton nostalgique : « Nous avons vécu comme dans un rêve le retour du bel âge magyar ancestral. » De nos jours le monde est gris et c'en est fini de ces pratiques d'un autre temps que l'auteur de l'article considère appartenir au

seul génie magyar. Le jeune marié en uniforme de la marine impressionne également le monde rural traditionnel et on le dépeint comme « emmenant avec lui [sa femme] au bord de la mer où les rosiers du bonheur vont fleurir pour eux ». Le mariage civil a lieu le matin au domaine Purgly sous la conduite de l'officier d'état civil Béla Szondy. Le journal fait ronfler tous les noms des personnalités locales qui, d'une façon ou d'une autre, prennent part à la cérémonie. Le préfet du comitat Iván Urbán est présent et il délivre même un court discours avant que le cortège ne se rende au temple calviniste d'Arad pour y célébrer, selon une pratique courante dans la Hongrie de l'époque, l'union d'un calviniste et d'une catholique, ce qui correspond chez les Horthy à une tradition familiale. L'article détaille à loisir le parcours en direction de l'église dont l'agencement est dû à un parent du préfet, Péter Urbán. Une foule nombreuse s'est massée sur le bas-côté de la route. Dans le cortège, presque tous les hommes – sauf Horthy bien entendu – ont revêtu le costume national *(diszmagyar)* tandis que les femmes sont habillées de « toilettes françaises de la dernière mode ». Les calèches sont décorées de fleurs. Dans la première est assis le préfet, témoin de la mariée qui porte son bouquet. Le frère cadet de Horthy, Jenő, a pris place dans la deuxième voiture. Les autres membres des deux familles sont répartis dans les voitures suivantes et notamment les deux pères (contrairement à ce que dit le journal, la mère de Horthy ne saurait être présente, car elle est décédée en février 1895). Suivent les couples formés par les demoiselles et garçons d'honneur parmi lesquels les deux autres frères cadets de Horthy, Szabolcs et Zoltán, dont les cavalières sont respectivement Szeréna Heppes et Annuska Janky. Enfin, les deux derniers équipages emmènent le fiancé avec son témoin, son oncle le général en retraite Paul Halassy, et la fiancée avec son témoin qui n'est autre que l'épouse du préfet, Mme Urbán. La célébration religieuse est menée par le pasteur Imre Csécsi qui prononce à l'intention des jeunes époux « un beau discours venant du fond du cœur ». L'accompagnement musical est assuré par la chorale de l'association *Oratorium* et des solistes que dirige le professeur Frigyes Sperber : ils chantent la marche nuptiale tirée du *Lohengrin* de Richard Wagner durant l'entrée des assistants dans l'église et l'organiste Jakab Höszly interprète celle de Mendelssohn pour la procession de sortie. Tous retournent alors chez les Purgly pour un grand banquet, mais le jeune couple quitte dès l'après-midi cette assemblée pour une courte lune de miel[11]. Cette dernière se déroule dans un hôtel du Semmering, au sud de

Vienne, mais Horthy doit rapidement rejoindre Pola pour retourner à ses torpilleurs dont il est désormais un des officiers responsables.

Après la naissance de leur premier enfant, Magdolna, le 5 juin 1902, les Horthy s'installent plus confortablement dans une maison située dans le quartier de San Policarpo, sur les hauteurs de Pola, qui est alors en cours de lotissement et où de nombreux officiers choisissent d'habiter, car la vieille ville est surpeuplée et les alentours de l'arsenal peu agréables pour les familles. Faute de sources émanant de Horthy lui-même sur la vie quotidienne à Pola, on a recours aux travaux de ses biographes « officiels » qui ont interrogé ses proches, mais aussi à d'autres Mémoires comme ceux par exemple de Dora Lauffer qui a mené à Pola une vie comparable à celle qu'on imagine avoir été celle de Mme Horthy : un mari officier quasi contemporain[12] et avec un déroulement de carrière voisin de celui de Horthy, quatre enfants, une maison à San Policarpo[13]. La maison des Horthy existe toujours, de même que celle de la plupart de leurs voisins et, malgré le délabrement relatif de la villa, on peut reconstituer avec assez de précision leur environnement. Le quartier a été aménagé pour les officiers de l'arsenal et de la base navale sur les fonds du ministère de la Guerre. C'est une véritable cité-jardin et toutes les villas disposent d'un espace vert. Il est vraisemblable que les Horthy, comme les Lauffer, n'occupent que le « bel étage » de la villa.

Après Magdolna vient Paula, le plus souvent appelée Paulette, née le 11 août 1903 ; István, le premier garçon, qui prend donc le prénom traditionnel attribué à l'aîné mâle, naît le 9 décembre 1904, et enfin Miklós, le 14 février 1907.

Les enfants fréquentent une école privée fondée par les officiers et financée par eux, sa langue d'enseignement est l'allemand, mais il va sans dire qu'à la maison les enfants parlent le hongrois avec leur mère. C'est le camp d'entraînement de la marine qui sert l'après-midi de terrain de jeu aux enfants de l'école. Le personnel employé par les familles d'officiers est local. Les nourrices sont des paysannes italiennes ou croates le plus souvent analphabètes, en revanche le personnel de l'arsenal – environ 8 000 employés à la veille de la Première Guerre mondiale – est originaire en grande partie des Sudètes ou de Bohême. La bonne d'enfants de Dora Lauffer est ainsi la fille d'un machiniste allemand de Bohême entrée à son service à l'âge de quatorze ans et sa cuisinière est une Slovène de Basse-Styrie qui apprend l'allemand en l'espace d'une année.

Durant toutes ces années, Horthy n'a pratiquement pas quitté Pola où il a occupé diverses fonctions, à l'arsenal auprès des torpilleurs, sur des bateaux de l'escadre, puis à l'amirauté. Ses absences en mer ont été de courte durée. Sa présence continue auprès des siens alors que les enfants étaient en bas-âge a sans doute contribué à la création d'un puissant lien familial dont la solidité ne devait pas se démentir avec le temps. Les Horthy sont une famille en vue de la petite société des officiers de marine. Pola est une localité de taille moyenne et l'ennui gagne vite. Sa population était de 58 081 habitants en 1910[14]. Les dimanches d'hiver, lorsque souffle le vent du nord de l'Adriatique – la bora –, sont bien longs et on les agrémente de concerts de musique de chambre, les officiers célibataires jouent aux cartes et au billard dans les quelques cafés du port. La promenade se fait sur le Corso, constitué par la via Sergia, pour la bonne société locale et les familles d'officiers, et sur la Riva pour les étrangers de passage. Dans le parler local, les piétons, à savoir les personnes non impliquées dans la vie maritime, sont qualifiés de *gnocchi* et les Allemands sont surnommés les *piombi* (les plombs[15]). Cette absence relative de sociabilité transparaît aussi dans les lettres que James Joyce envoie à ses proches. Employé à partir de novembre 1904 à l'antenne de l'école Berlitz de Trieste, il qualifie la ville de « Sibérie navale » et de « vieil endroit bizarre ». Mais il est vrai que Joyce déteste aussi l'Istrie et l'Autriche en général pour sa confusion ethno-linguistique, qui lui échappe complètement, et son catholicisme[16].

C'est surtout le cercle naval *(Marinekasino)* qui rassemble la société militaire. Son règlement est sensiblement plus « démocratique » que celui des autres cercles militaires de la monarchie, en partie parce que son rayon de recrutement est très restreint[17]. On y admet aussi plus volontiers les épouses, invitées aux « soirées de société » *(Gesellschaftsabende)* qui ont lieu une fois par semaine. C'est l'occasion de sortir les grandes toilettes, car la soirée commence par un dîner en musique que suit un bal ou bien des distractions variées. Les dames sont conviées à la conversation bien que les officiers ne parlent la plupart du temps que de questions de service ou de voyages lointains. Certains après-midis sont consacrés à des parties de bridge, qui est un des passe-temps favoris de la famille Horthy, tous membres confondus. En ville, les familles se rendent à la pâtisserie Jankovich réputée pour être la meilleure et où la directrice, surnommé *« Schnapshelene »*, connaît tous les potins et secrets de Pola. Le soir, en l'absence de distraction au Casino, c'est le *Politeama Ciscutti* qui attire le

public, mais c'est un théâtre de variétés dont la qualité n'est pas comparable à celle du *Ronacher* de Vienne.

On se reçoit aussi entre soi et les Horthy sont parmi les plus enclins à tenir maison ouverte. Ils possèdent un attelage remarqué dont les chevaux sont des purs-sangs anglais ramenés du haras familial de Kenderes. Mme Horthy organise des divertissements, des promenades et des pique-niques. Lui en revanche devient un animateur de toutes les compétitions sportives. Il a été parmi les fondateurs du *Yacht-Club* dans les années 1890 et il se fait plus tard construire un bateau par le chantier naval de Picinich à Lussinpiccolo (Mali Losinj) et le baptise *Kincsem* (« Mon trésor »). Des régates sont organisées par les officiers auxquelles prennent aussi part les bourgeois de Pola mais encore des aristocrates de toute la monarchie comme par exemple le comte István Károlyi avec son bateau *Valkyrie*[18]. Horthy a en partie introduit la pratique du tennis à Pola après s'en être entiché à Constantinople, et le mari de Dora Lauffer fait partie des premiers convertis à ce nouveau sport. Cette sociabilité est favorisée par le climat de la péninsule istrienne et l'on est habillé en blanc à Pola du 1er mai au 30 septembre, ce qui représente pour les blanchisseuses une véritable corvée, car tout officier conscient de sa personne change d'uniforme tous les deux jours et les dandys quotidiennement[19]. Quand ils sont en congé, les officiers et leurs familles font des excursions à la station balnéaire d'Abbazia (Opatija) toute proche où l'on se rend en vapeur, ou bien en direction des îles Brioni particulièrement appréciées par la société de Pola qui les surnomme les « îles des bienheureux » *(k. u. k. Insel der Seligen)*[20]. L'autre lieu de promenade quasi quotidien pour les épouses et les enfants est le *Kaiserwald* qui est en réalité un simple parc.

Une nouvelle étape, qui va être décisive, s'annonce avec la nomination de Horthy aux commandes du vapeur *Taurus*, sur lequel on se souvient qu'il a déjà servi au tout début de sa carrière. Le *Taurus* est ancré à Constantinople et fait office de bâtiment de protection pour l'ambassade d'Autriche-Hongrie dans la capitale de l'Empire ottoman. Toutes les ambassades des grandes puissances possèdent un navire de ce type sur lequel le commandant a le rang d'attaché naval. Horthy est donc à nouveau employé dans une fonction différente de celle qu'il a l'habitude d'occuper à bord ou à terre. Confronté au monde politique durant sa mission à Budapest, il est désormais en contact direct avec le monde diplomatique

qu'il a déjà eu l'occasion d'observer lors de son premier passage sur le *Taurus* en 1889. Le choix fait par la hiérarchie a très certainement été préparé en amont par l'intéressé, proche de l'amiral Spaun, lui-même monté en grade entre-temps. Horthy a passé un long moment à terre, à Pola, dans diverses fonctions, et il a continué à se former et à peaufiner son profil de carrière en se montrant particulièrement intéressé par les nouveaux armements : des torpilles il est passé à l'artillerie navale et il a eu l'opportunité de manœuvrer des navires plus importants, comme le cuirassé *Sankt Georg*, qui représentent un tournant dans la marine austro-hongroise désormais plus orientée vers l'offensive. Cette préoccupation répond à la course aux armements navals des puissances maritimes, et l'amiral Spaun parvient à convaincre le ministère de la Guerre de faire les investissements nécessaires en la matière. Au tournant des années 1910, l'accélération de la modernisation de la marine impériale est décidée et Horthy en est l'un des témoins et acteurs. La situation internationale est effectivement très tendue et Horthy va bientôt se trouver au cœur d'une crise majeure du système des alliances en Europe.

Mais pour le moment il se réjouit de retrouver Constantinople dont il a gardé un excellent souvenir. Il est déjà revenu brièvement dans les eaux turques en 1904 à l'occasion d'une croisière effectué à bord du *Habsburg* en direction de Smyrne (Izmir) dont il admire l'activité commerciale. Il part en juin 1908 avec sa famille et loue une villa au bord du Bosphore, à Yeniköy, loin du tumulte de la ville et à proximité de la résidence d'été de l'ambassadeur. Les enfants sont alors âgés de six ans à dix-huit mois. Les Horthy sont immédiatement insérés dans la vie mondaine, dominée par les diplomates des grandes puissances, au premier rang desquels l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le margrave Johann Pallavicini (1848-1941), et l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Gerard Lowther (1858-1916). Horthy est en contact permanent avec le premier, tant pour les affaires de service que comme participant à divers événements de la sociabilité austro-hongroise de Constantinople. Comme la plupart des aristocrates de l'empire, les Pallavicini sont de surcroît liés par les mariages aux plus grandes familles de Hongrie. Parmi les autres fréquentations des Horthy, deux hommes vont être appelés à revenir ultérieurement dans sa vie : le secrétaire de l'ambassade britannique Thomas Hohler et le prince Colonna. Ils représenteront respectivement le Royaume-Uni et l'Italie dans la

Hongrie de l'entre-deux-guerres. Les liens tissés à Constantinople se révèleront précieux et durables.

Âgé alors de quarante ans, Horthy s'adonne au sport comme jamais. Les diplomates organisent de nombreuses compétitions qui le voient se distinguer particulièrement. Horthy a fait venir son bateau à Constantinople et gagne ainsi plusieurs régates. Il remporte également plusieurs tournois de tennis. Mais c'est à cheval que le marin connaît ses plus beaux succès. Il est primé au Polo *Scurrey* en septembre 1908 et gagne la course « Grand prix du Bosphore[21] ». Dans les deux cas, on monte des chevaux anatoliens appréciés pour leur résistance. Horthy a acheté un étalon arabe et monte tous les matins – une habitude qui va lui rester – en compagnie de l'ambassadeur de Belgique Villebois et de ses filles. La vie sociale tourne pour les Horthy autour des mondanités organisées par Lady Lowther, mais ils sont reçus partout et Magda est très appréciée. Horthy arbore à cette époque une grosse moustache brune. Le couple invite également dans sa villa, d'après ce qu'on a raconté à la baronne Doblhoff. Ils sont des danseurs infatigables et se trouvent toujours parmi les couples ouvrant les bals.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie le 5 octobre 1908 met fin à ces réjouissances permanentes. Occupée en vertu des dispositions du congrès de Berlin de 1878, la Bosnie-Herzégovine a fait l'objet depuis cette date d'une entreprise de « colonisation » interne de la monarchie habsbourgeoise. Toujours formellement sous suzeraineté turque, les deux provinces ont de fait été quasiment intégrées à l'administration de l'empire et sont gérées par le ministère commun des Finances. La décision de les annexer purement et simplement a été prise de façon unilatérale par Vienne, sans en informer les puissances signataires du congrès de Berlin ni les autres. On l'interprète à juste titre comme un fait accompli dont l'initiateur est le comte Alois Aehrenthal, ministre des Affaires étrangères. Deux indices viennent corroborer cette analyse : la célébration du jubilé de François-Joseph, qui fête alors ses soixante ans de règne, et la déclaration d'indépendance de la Bulgarie. Dans les deux cas, la Turquie se considère comme offensée et l'attitude des grandes puissances se partage entre perplexité (Allemagne), déplaisir (Italie), fureur (Russie) et inquiétude (France et Grande-Bretagne). Parmi les alliés de la Triplice *(Dreibund)*, l'Italie, qui a des intérêts de plus en plus concurrents de ceux de l'Autriche en matière territoriale et économique, fait monter la pression. Les

revendications italiennes sur les provinces du Trentin, de l'Istrie et de la Dalmatie rejoignent les ambitions de Rome dans les Balkans. Les Russes essaient de pousser la France et la Grande-Bretagne à l'action, ce que ni l'une ni l'autre ne sont prêtes à accepter. Guillaume II se porte au secours de François-Joseph, mais le soutien allemand n'est pas sans réserve. Enfin, la Serbie joue son rôle de trublion dans la région et suscite une forte agitation qui demeure toutefois circonscrite au niveau régional. La vexation provoquée par l'annexion a cependant des conséquences sur la radicalisation des cercles militaires et de la jeunesse serbes, dans le royaume même et en Bosnie-Herzégovine.

Toujours est-il que Constantinople est avec Vienne, Saint-Pétersbourg et Rome le centre de la crise. La tension est extrême et la crise de l'annexion s'insère dans la chronologie des crises internationales du début du XXe siècle qui ont fait craindre le déclenchement de la guerre. Horthy a déjà pris part à une opération internationale quelques années plus tôt lors de la mobilisation de la flotte consécutive à la crise de Macédoine de 1903 : l'Autriche-Hongrie avait alors montré son attachement à la préservation du statu quo dans la région et à la sauvegarde de l'Empire ottoman. Elle avait envoyé deux navires pour rejoindre dans le port du Pirée les bâtiments britanniques, français et italiens et une canonnière russe. Horthy était alors sur le cuirassé *Sankt Georg* et servait d'officier de liaison avec les Britanniques[22]. Sa situation est désormais toute différente et il est, avec l'ambassadeur Pallavicini, en première ligne. Il présente dans ses Mémoires la décision autrichienne comme une réaction à la révolution jeune-turque qui prétend instaurer un régime parlementaire dont la Bosnie-Herzégovine aurait aussi bénéficié. Ce n'est pas faux, mais cet élément n'est qu'un aspect de la question. La Turquie prend immédiatement des mesures de rétorsion à l'égard des intérêts économiques austro-hongrois. La flotte est également touchée, car on ne lui livre plus de combustible. Ce point inquiète évidemment Horthy, mais il ne peut rien entreprendre sans l'accord de l'ambassadeur, qui veut éviter toute confrontation : il obtient finalement l'autorisation d'aller s'approvisionner en carburant auprès du dépôt du Lloyd de Trieste. La situation se calme au début de 1909, les difficultés mises par la Turquie au commerce et aux relations diplomatiques s'aplanissent mais le pouvoir local est très affaibli – tant par cette dernière crise que par l'instabilité induite par la révolution jeune-turque. Fin avril 1909, le sultan Abdülhamid II est renversé et remplacé par son frère

Mehmed. La vie de l'escadre internationale reprend son cours normal et le *Taurus* peut entreprendre sa croisière de printemps. Mais ce bateau, construit à l'origine pour la navigation sur le Danube, a largement fait son temps et l'on prévoit son remplacement, ce qui signifie pour Horthy la fin de son commandement à son bord. Il quitte donc Constantinople en août 1909. Il a entre-temps été promu capitaine de corvette, car il s'est bien comporté lors de la crise et son attitude a été appréciée par l'ambassadeur. Les deux hommes se sont bien entendus et la recommandation du margrave est significative pour la carrière de Horthy. Ce dernier est tout d'abord affecté à bord du cuirassé *Kaiser Karl VI* dans les bouches de Kotor (Cattaro) dont il prend les fonctions de premier officier. Deux mois après son arrivée, il est toutefois rattrapé par une nomination exceptionnelle qui va constituer pour lui la seconde et sans doute la plus importance chance de sa carrière.

Sur proposition du comte Rudolf Montecuccoli, amiral et alors commandant en chef de la marine, Horthy a été choisi pour devenir aide de camp de François-Joseph. Le processus de décision mérite d'être rappelé, car à bien des égards cette nomination a tout d'anormal. Les quatre aides de camp du souverain appartiennent à l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et la marine, mais cette dernière n'est représentée que depuis peu dans cette fonction. Son premier titulaire a d'ailleurs été en 1899 – hasard ou signe heureux du destin – l'ancien commandant de Horthy à bord du *Saida*, Moritz Sachs von Hellenau, entre-temps promu amiral. Il apparaît ensuite que Montecuccoli a pris conseil auprès d'István Tisza, qui aurait avancé le nom de Horthy, dont il avait pu apprécier les qualités lors de la rencontre des délégations à Budapest. Trois éléments concourent toutefois à faire de l'arrivée de Horthy à la Cour un événement : une marine quasi absente, des Hongrois en très petit nombre en son sein et parmi les officiers généraux, enfin un calviniste de petite noblesse. Horthy a parfaitement conscience de sa chance et du caractère extraordinaire de sa situation et, loin de l'intimider, cette occasion va stimuler son ambition, et très certainement aussi celle de son épouse.

Horthy arrive à nouveau au bon moment. Les réformes lancées par l'amiral Spaun depuis 1897 se concrétisent à partir de 1910 sur l'impulsion de son successeur Montecuccoli. Elles sont relayées par la volonté de l'héritier du trône, l'archiduc François-Ferdinand, qui juge que le retard de

l’armée austro-hongroise et de la marine en particulier obère les chances de la monarchie en cas de conflit majeur, dont la crise de l’annexion de la Bosnie-Herzégovine constitue une alerte. L’archiduc aurait souhaité que soit appliquée à la *Kriegsmarine* une décentralisation des fonctions de commandement et d’administration telle que les autres puissances l’avaient déjà introduite, mais il ne put obtenir gain de cause et cette séparation ne devait être mise en œuvre qu’en 1917 par son neveu Charles[23]. Horthy a été témoin des tensions existant entre François-Joseph et son neveu, ce qui a sans doute occasionné chez lui un relatif conflit de loyauté : entièrement dévoué à l’empereur qu’il idolâtre, Horthy ne peut manquer de constater une certaine raideur de la pensée chez cet homme qui approche les quatre-vingts ans et qui lui rappelle très certainement son propre père, décédé en 1904, dont il partage les manières puritaines malgré son catholicisme fervent. Il sait aussi le peu de confiance – le mot est faible – que François-Ferdinand éprouve à l’égard des Hongrois et qui laisse présager un avenir orageux s’il devait effectivement accéder au trône. Mais il le crédite en revanche d’un intérêt sincère pour la marine, dont il est l’inspecteur en chef et qu’il entreprend de moderniser, ce que Horthy ne peut qu’approuver. Les deux hommes ne se sont toutefois pas fréquentés en dehors des cérémonies officielles et familiales auxquelles l’aide de camp assistait. Les archives de la chancellerie militaire de l’archiduc ne mentionnent pas Horthy et ce dernier n’évoque dans ses Mémoires aucune discussion sur des sujets militaires ou politiques. Il lui consacre certes dix pages sur les trente dédiées à sa mission d’aide de camp, mais s’attache davantage à des réflexions géopolitiques sur l’avenir de la monarchie qu’à un véritable portrait de François-Ferdinand qu’il a en définitive peu côtoyé. Les raisons de cette distance sont variées : l’archiduc fréquente peu la Cour où son épouse morganatique Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg, est rétrogradée derrière la dernière des archiduchesses, et il voyage beaucoup de son côté. Horthy partage son service avec les trois autres aides de camp et n’est donc pas présent en permanence. François-Joseph est lui-même souvent absent pour des visites officielles, des chasses et des séjours dans les diverses résidences ainsi que dans tout l’empire. Si François-Ferdinand avait jugé utile de faire appel à lui, nul doute qu’il aurait su l’appeler auprès de ses conseillers, mais il lui aurait été difficile en tout état de cause de « débaucher » l’aide de camp de son oncle.

Les aides de camp sont de service à tour de rôle : deux le sont en permanence durant un mois entier et se relaient un jour sur deux, le troisième est alors en congé et le quatrième doit se tenir prêt en cas de mission exceptionnelle. Les deux aides de camp d'astreinte au palais y disposent d'un appartement de service. Horthy n'a connu que le château de Schönbrunn, le palais de la Hofburg servant alors uniquement de lieu d'audience et de réception. Lorsque le souverain part en voyage, les deux aides de camp de service l'accompagnent. Horthy a comme interlocuteurs principaux le comte Eduard Paar, général de cavalerie et premier aide de camp de François-Joseph, et le baron Bolfras, général d'infanterie et chef de la chancellerie militaire du souverain qui se trouve précisément à la Hofburg. Horthy est parfaitement rodé désormais à ces rapports hiérarchiques, mais sa première rencontre avec le monarque le pétrifie littéralement, à tel point que l'on sent, dans les Mémoires rédigés en 1952, combien la scène l'a marqué. Aux questions qu'il lui pose, Horthy se rend compte qu'il est parfaitement au courant de sa carrière et de ses origines. Aucun autre homme de pouvoir n'a fait sur lui pareille impression : « Je n'ai jamais connu un autre monarque qui incarnât comme lui la majesté. Cette impression, qui domina ma première audience, ne s'est jamais altérée par la suite. La dignité, libre de toute pose, qui émanait de lui imposait à chaque visiteur une certaine distance, mais sa bonté dissipait toute timidité. Ce fut le grand moment de ma vie, lorsque je me trouvai en présence du souverain âgé[24]. » Horthy se dit aussi touché par les drames qui ont frappé François-Joseph : la malheureuse aventure mexicaine de son frère Maximilien mort en 1866, le suicide de son fils Rodolphe en 1889 et l'assassinat de son épouse Élisabeth en 1898.

Horthy doit s'habituer aux règles très strictes de l'étiquette qui gère la cour des Habsbourg depuis des siècles et qui plus est au rythme de travail particulier du souverain qui se lève aux aurores. Mais cela ne saurait déranger un marin, habitué aux quarts et aux veilles : il faut donc se tenir prêt dès 4 heures du matin, au cas où François-Joseph aurait besoin de sonner son aide de camp, ce qui n'arrive toutefois que rarement avant 7 heures selon les souvenirs de Horthy. Le service se termine à 18 heures et Horthy dit ne jamais avoir été rappelé tard le soir ou dans la nuit. Les moments d'intimité ou de conversation avec le souverain sont rares et courts : François-Joseph n'est pas bavard et n'aime pas être étourdi de mots. Il est donc absolument contraire au tact de prendre la parole et l'on doit se

borner à répondre à d'éventuelles questions. La plupart du temps, les trajets entre Schönbrunn et la Hofburg se déroulent en silence. L'aide de camp doit ensuite établir la liste des cinquante audiences de la matinée par rang de préséance, ce qui n'est pas aisé, car certaines fonctions priment sur certains titres et vice versa.

Dans les intervalles de ces occupations, Horthy est à nouveau confronté aux questions politiques du moment dont il retient dans ses Mémoires le problème national et la montée de la social-démocratie. Il entend dans le bureau des aides de camps et durant les visites reçues par le souverain des remarques sur la situation de l'empire et le climat international. Son analyse est faussée par la rétrospective et la nostalgie du « monde de la sécurité » tel que l'a caractérisé Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier*[25]. Il renvoie dos à dos les nationalistes, qui selon lui ne voient pas la manipulation dont ils sont victimes et qui est en provenance de l'étranger (sans les nommer, Horthy pense ici à l'Italie, la Serbie et la Russie), et les socialistes, qui rejettent une société dans laquelle il fait pourtant bon vivre. En exil et après les ravages des deux guerres mondiales, Horthy exprime un sentiment certes légitime et partagé par beaucoup, mais éloigné de toute distance historique.

La vie à la Cour est pour l'aide de camp l'occasion de se mêler à la haute aristocratie et à la diplomatie, ce dont Horthy a déjà une certaine expérience. Il accompagne le souverain à toutes les cérémonies, qu'elles soient publiques ou privées. C'est ainsi sa fonction et non une quelconque proximité avec la famille impériale qui lui vaut sa présence au mariage de l'archiduc Charles, petit-neveu de François-Ferdinand (il est le fils de son frère Otto) et de la princesse Zita de Bourbon-Parme au château de Schwarzau le 21 octobre 1911. Mais il est là encore parfaitement à l'aise, car il a eu l'occasion de fréquenter le jeune archiduc auparavant par l'intermédiaire de son frère István qui a été son instructeur d'équitation. Ce dernier était alors en fonction à l'école militaire d'équitation de Vienne et avait été chargé par l'archiduc Otto de donner des leçons à son fils âgé de quatorze ans. István était en outre le chef de la chasse et de la meute dans cette institution, et recevait régulièrement les archiducs au domaine de chasse de Holics (Holič[26]). Horthy est lui-même parfois présent à ces chasses et c'est ainsi que son épouse devient l'amie de l'archiduchesse Maria-Josepha, la mère de Charles. Ces liens sont utiles aux Horthy pour leur insertion dans le jeu des influences qui se nouent à la Cour et ce plus

encore après le décès de François-Ferdinand, lorsque Charles devient le nouvel héritier du trône. Les souverains étrangers défilent également durant le mandat de Horthy comme aide de camp, et il a l'occasion d'approcher Guillaume II à deux reprises. Il est ensuite chargé d'aller accueillir Nikita du Monténégro à Trieste et de l'accompagner à Vienne. Contrairement à l'imagerie contemporaine qui présente Nikita comme un paysan mal dégrossi, Horthy en a gardé une impression extrêmement favorable. Il loue sa politique matrimoniale, peut-être inspirée des Habsbourg, qui le lie aux Savoie (Italie), aux Romanov (Russie) et aux Karađorđević (Serbie). Le visiteur suivant aurait d'ailleurs dû être Pierre Ier de Serbie, que François-Joseph s'apprête à recevoir à Budapest, mais le roi annule sa visite, officiellement pour raison de santé. Horthy regrette ce contretemps qui aurait selon lui peut-être permis une détente dans les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Elles se sont en effet gravement détériorées depuis l'assassinat d'Alexandre Ier Obrenović en 1903 qui a mis fin au rapprochement austro-serbe. La guerre douanière entre les deux États, dite « guerre du cochon » (car elle taxait les importations porcines en provenance de Serbie qui faisaient concurrence à la Hongrie), et les tensions nationales aggravées par la crise de Bosnie-Herzégovine ont contribué à exacerber le sentiment hostile des deux côtés. De la même façon, il revient sur le sujet lors de l'assassinat de François-Ferdinand quand il reproche au prince Montenuovo, le grand chambellan – et implicitement à François-Joseph – de s'être figé dans le respect de l'étiquette, ce qui n'a pas permis un enterrement solennel à la crypte des Capucins auquel les souverains étrangers ou leurs représentants auraient été quasiment obligés de se rendre, ce qui aurait donné l'occasion de discuter de la crise induite par l'attentat et peut-être évité l'escalade. Ce point de vue est certes contestable, mais il n'est pas insensé.

C'est lors des séjours dans les résidences de chasse que Horthy approche vraiment l'homme François-Joseph. Ils partagent la passion de la chasse, ce qui est une distraction courante de l'époque, que le souverain assouvit principalement l'été à Bad Ischl où la famille impériale dispose d'une grande villa. Il s'y rend de juillet à septembre. L'étiquette se relâche, on troque les uniformes pour les tenues de chasse, la Cour s'amuse au son des opérettes de Franz (Ferenc) Lehár qui possède une villa dans la petite localité. Le Tout-Vienne se déplace dans le Salzkammergut pour goûter la fraîcheur de ses lacs. Dans les forêts autour de Bad Ischl, on chasse surtout

le chamois, en moyenne deux fois par semaine. Dans ses Mémoires, Horthy consacre à ses chasses avec François-Joseph des pages entières qui sont disproportionnées au regard d'autres événements d'une portée plus grande, de même qu'il a longuement décrit ses propres expériences de chasse durant son voyage transocéanique. Ce passe-temps ne le quitte pas par la suite et il va chasser lui aussi dans le domaine de Gödöllő, qui était alors résidence impériale et où il a eu l'occasion de traquer le gibier avec le souverain. Il est témoin de la fête organisée à Bad Ischl le 18 août 1910 pour les quatre-vingts ans du monarque et souligne que les chasseurs lui offrent en témoignage de reconnaissance pour son amour de la chasse une statue en pied le figurant en tenue de chasseur, fusil sur l'épaule, que l'on peut encore admirer de nos jours.

D'astreinte un jour sur deux et en congé ensuite un mois entier, Horthy dispose de larges plages de temps libre à Vienne. Il a installé sa famille dans une maison à Baden où elle va demeurer jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Il cherche à utiliser ses loisirs et décide d'apprendre à peindre : on lui recommande le professeur Johannes Mayerhofer (1859-1925) auprès duquel il prend des cours. Horthy a déjà une pratique du dessin par sa formation navale, mais *a priori* aucun sens artistique. Il se rend donc au musée des Beaux-Arts de Vienne *(Kunsthistorisches Museum)* et copie ce qui lui plaît, à savoir des scènes de chasse, des chevaux et des paysages. Il prend l'habitude d'y aller tous les matins et progresse ainsi rapidement. Durant un séjour à Bad Ischl, il a l'audace de s'attaquer à un portrait de François-Joseph qu'il côtoie maintenant depuis plusieurs années, il le peint tel qu'il l'a sous les yeux alors, en tenue de chasse. Il dissimule bien entendu son intention au principal intéressé, mais les autres aides de camp ainsi que les valets de chambre du monarque trouvent le portrait très ressemblant et encouragent Horthy non seulement à l'achever, mais à montrer le résultat. François-Joseph apprend l'existence du portrait et demande à le voir[27]. Horthy l'accrochera dans son bureau du domaine de Kenderes ; il n'en reste que des photos prises dans la maison avant la Seconde Guerre mondiale et tous les biographes de l'entre-deux-guerres le mentionnent comme le témoignage de la fidélité de Horthy à l'empereur.

Vienne séduit Horthy par son offre musicale et artistique, bien qu'il semble avoir préféré de loin la première à la seconde. Il donne d'ailleurs une vision idéalisée du goût de François-Joseph pour les arts, alors que ce dernier ne se rendait au spectacle que très rarement et ne visitait les

expositions que par obligation. Il est exact en revanche qu'il répugnait aux créations de l'Art nouveau et de la Sécession, ce que Horthy semble approuver implicitement. Le goût de Horthy pour le théâtre et la musique n'est pas feint et toute sa vie il fréquentera les salles de spectacles et plus tard même le cinéma. Il aime à la fois l'opéra et l'opérette et ne manque pas de mentionner Franz Lehár qu'il a bien connu lorsque ce dernier était maître de chapelle de la musique militaire de la marine à Pola[28]. Horthy était encore un jeune officier célibataire et il raconte avoir passé des soirées en compagnie de Lehár à faire de la musique et à chanter des extraits de ses compositions qui étaient toutefois peu du goût de la hiérarchie. Lehár doit quitter le service[29], il est remplacé par un certain Jaksch, moins inventif. Leurs relations se poursuivent à Bad Ischl et, on le verra, au-delà. Horthy et sa femme sont également amateurs de théâtre ; ils fréquentent alors les nombreux théâtres de Vienne, au premier rang desquels le *Burgtheater*. Horthy se souvient avec nostalgie des noms des grands acteurs qu'il a vus sur scène, à Vienne ainsi qu'à Bad Ischl, notamment Alexandre Girardi, qui se produisait dans les deux villes alternativement, selon la saison.

Vienne est alors une métropole de plus de deux millions d'habitants. Depuis les lendemains de la révolution de 1848, elle n'a cessé de s'étendre au-delà de la *Innenstadt*. Les anciens bastions ont été détruits progressivement à partir du milieu des années 1850, et l'on a créé sur l'ancien glacis de nouveaux arrondissements que borde le Ring, le boulevard circulaire qui est un axe majeur de circulation mais aussi une vitrine de l'empire et un témoignage du triomphe de la bourgeoisie. Une nouvelle ceinture a récemment été percée pour séparer ces quartiers des faubourgs ouvriers qui ont prospéré au rythme de l'extension du chemin de fer et des créations d'usines à la périphérie. Vienne est le reflet de la monarchie des Habsbourg et abrite toute sa diversité ethno-linguistique et confessionnelle, mais elle est aussi cosmopolite en raison de son statut de capitale et de place commerciale, bancaire et industrielle. Capitale de l'empire, c'est là que se font les plus belles carrières – à commencer par celle de Horthy – puisque s'y concentrent les établissements qui forment son élite.

Horthy apprécie ces cinq années de vie de famille stable et agrémentée des plaisirs viennois. Les enfants ont une gouvernante et sont éduqués par les pères hongrois de l'*Augustineum* qui sont tous des religieux d'un haut niveau intellectuel. On insiste pour qu'ils suivent le curriculum hongrois et

leurs parents les emmènent à la fin de l'année scolaire à Presbourg (Pozsony, Bratislava) où ils passent leurs examens comme candidats externes. Les adversaires de Horthy se sont plu à le présenter comme devenu étranger à sa patrie et à sa langue, ce qui n'est pas exact. On parlait hongrois à la maison, même si à Vienne l'environnement était effectivement allemand. La polyglossie était en outre chose banale, y compris dans les familles. Au cours de sa carrière, Horthy a toujours utilisé pour le service l'allemand et le croate avec ses équipages, il était de plus à l'aise en italien et en français, ainsi qu'en anglais. Il est certain qu'il ne parlait pas souvent hongrois hors de chez lui et perdait sans doute en finesse et en précision dans son expression. Magda Horthy était certes une jeune femme de son temps parfaitement éduquée, mais on imagine mal qu'elle ait parlé autre chose que le hongrois avec ses enfants. En société toutefois, elle devait s'exprimer au moins en allemand et en français, peut-être aussi en anglais. Un mythe propagé par la biographie de Thomas Sakmyster veut que James Joyce ait donné des cours d'anglais à Horthy (et peut-être à sa femme) en 1904. Cette information n'est fondée sur aucune source et elle est chronologiquement douteuse, car on sait que Horthy connaissait déjà l'anglais lors de son voyage transocéanique puisqu'il dit lui-même que cela lui a permis de mettre en pratique la langue et de progresser. Aurait-il ensuite eu besoin d'un nouveau perfectionnement ? Au moment où il écrit ses Mémoires, Horthy sait parfaitement qui est Joyce et on peut penser qu'il aurait apporté lui-même ce renseignement s'il avait eu quelque fondement. Joyce a effectivement enseigné à l'antenne que l'école Berlitz avait implantée à Pola de novembre 1904 à mars 1905, mais il est peu probable que Horthy ait compté parmi ses élèves, ce qui n'est pas invraisemblable pour sa femme en revanche. Le biographe de James Joyce, Richard Ellmann, cite le témoignage de l'ancien directeur de l'école, Alessandro Francini, mais aucune autre preuve tangible[30].

En décembre 1912, Horthy est brièvement mobilisé en raison des craintes de l'état-major d'une déflagration majeure dans les Balkans, car la première guerre balkanique fait alors rage entre les pays alliés (Serbie, Grèce, Bulgarie et Monténégro) et la Turquie. Il prend le commandement du navire *Budapest*, mais la marine est démobilisée dès le début de 1913 et Horthy voit son service d'aide de camp renouvelé – une nouvelle exception à la règle – et il revient à Vienne en mars. Entre-temps, il a été promu en novembre 1911 au rang de capitaine de frégate, avant d'atteindre celui de

capitaine de vaisseau en novembre 1913, une progression ultra-rapide due bien évidemment à son service auprès de l'empereur. La période bénie de la vie viennoise s'achève en mai 1914, et Horthy doit retourner à Pola en attendant une affectation précise. Il est intégré au corps des officiers de l'amirauté.

Les cinq années passées à Vienne sont décisives à plus d'un titre. Horthy les voit rétrospectivement comme « les plus belles de ma vie[31] ». Elles sont venues compléter un univers mental fait d'ordre et de certitudes, elles ont confirmé la répugnance de Horthy envers la politique politicienne générée par le régime parlementaire. Il a été mis en contact avec les plus hautes sphères de la monarchie et ses décideurs, au premier rang desquels François-Joseph lui-même, et il dira plus tard qu'en de nombreuses circonstances, il s'est demandé ce que le souverain aurait fait à sa place. Il a aussi construit – très certainement grâce à la discrète habileté de sa femme, dont il ne parle toutefois jamais – un réseau de contacts qui va contribuer à son avancement dans la hiérarchie, surtout après l'arrivée de Charles comme héritier du trône et plus encore lorsque ce dernier sera devenu empereur.

Pour l'heure, en cette fin du mois de juin 1914, il est en congé et se rend en famille à Székesfehérvár, au sud-ouest de Budapest, pour rendre visite à son frère István qui y commande le 13e régiment de hussards. Ils sont accueillis par les mines sombres de leurs hôtes qui leur apprennent la nouvelle de l'assassinat de François-Ferdinand et de Sophie survenu le matin même à Sarajevo. Le 27 juillet, Horthy reçoit son avis de mobilisation. Le 1er août 1914, il prend à Pola le commandement du cuirassé de haute mer *Habsburg*.

V
La Première Guerre mondiale : la gloire et le drame

La marine austro-hongroise était, malgré les reproches de l'archiduc François-Ferdinand, une force non négligeable dont le potentiel avait été sérieusement renforcé dans les années précédant l'entrée en guerre. Les alliés allemands ont en outre une bonne opinion de ses capacités et du corps des officiers. Le capitaine de corvette allemand Max Valentiner, qui rejoint la base de Pola en 1917, est très impressionné par les officiers austro-hongrois : « C'est un corps modèle. Les officiers étaient tous très bien élevés, très distingués et appartenaient pour la plupart à des familles nobles. […] La formation des officiers de la marine autrichienne doit avoir été remarquable car ils faisaient preuve des connaissances les plus étendues dans tous les domaines touchant à la marine[1]. » La marine est dans l'immédiat préservée de combats destructeurs, car l'Italie fait encore formellement partie de la Triplice tout en s'étant déclarée neutre, et l'Allemagne a mobilisé en Méditerranée une flotte puissante et nombreuse. L'Autriche est pour le moment à l'abri dans ses bases de l'Adriatique : au nord Trieste, Pola et Fiume, plus au sud Šibenik (Sebenico), Split (Spalato) et les bouches de Kotor. Aux commandes du cuirassé *Habsburg*, un navire qu'il juge ancien, donc lent et mal armé, Horthy se borne dans un premier temps à fortifier la base de Pola, protégée par le fort Tegetthoff sur l'île de Brioni et les batteries placées sur les pointes de Maria Luisa-Ficella et Punto Cristo. L'arsenal et la garnison de Pola sont également renforcés et mis en mesure de soutenir un siège éventuel. Mais pratiquement aucun navire ne s'aventure dans ces eaux, quelques sous-marins qui tentent d'approcher des ports de Kotor et Pola sont neutralisés. L'essentiel des

mouvements navals s'effectue alors dans le sud de l'Adriatique. La base de Kotor est menacée par le Monténégro à partir du mont Lovčen, ce qui ne permet pas de l'utiliser au maximum. Le *Habsburg* appartient à la 4e division de la 2e escadre navale commandée par le contre-amiral Franz Löffler. La 4e division, commandée par le contre-amiral Karl Seidensacher, comprend trois bateaux, dont le *Habsburg*, son navire amiral[2].

Les marins ont une activité réduite et consacrent leurs loisirs par exemple à une collecte pour la Croix-Rouge qui donne lieu à un pari stupide à l'issue duquel Horthy doit sacrifier sa moustache ! Les officiers ont en effet parié que si la somme récoltée atteignait mille couronnes (ce qui est considérable), leur commandant devrait se raser la moustache, ce qui advint effectivement[3]. Plus grave aux yeux de Horthy est en revanche la perte de son frère cadet Szabolcs, tué en novembre en Galicie. Alors préfet du comitat de Szolnok, il aurait pu rester à son poste, mais il avait décidé de s'engager comme lieutenant de réserve dans son régiment de hussards.

Horthy sort de son abattement grâce à sa nomination en janvier 1915 aux commandes du croiseur cuirassé *Novara* auquel il va associer son nom jusqu'en mai 1917. Le bateau est tout juste sorti des chantiers navals de Pola et a été conçu pour des opérations spéciales en raison de sa rapidité. L'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente change la donne en Méditerranée et dans l'Adriatique, et la marine austro-hongroise entre véritablement dans le conflit à partir de mai 1915. La marine italienne reçoit pour mission de se battre en Haute-Adriatique contre l'empire. Le sud est contrôlé par la flotte anglo-française qui bloque le canal d'Otrante ainsi que la Méditerranée orientale, empêchant toute communication entre l'Autriche-Hongrie et ses alliés allemand et turc. L'ordre de bataille de la marine austro-hongroise a été modifié en conséquence, et les croiseurs cuirassés tels que le *Novara* sont désormais regroupés dans une flottille indépendante, mais toujours au sein de la 2e escadre, commandée par Seidensacher. La flottille, composée de six croiseurs cuirassés, a à sa tête le contre-amiral Alexander Hansa[4]. Après la déroute de l'armée serbe et son évacuation par les Alliés vers Corfou au début de 1916, la menace que faisait peser le Monténégro sur la base de Kotor est levée par la prise du mont Lovćen par les troupes du général Sarkotić. La marine austro-hongroise peut dès lors utiliser pleinement la base et y concentrer une grande partie de sa flotte.

Les sous-marins austro-hongrois ont été fabriqués à partir de pièces fournies par les Allemands. Ils sont peu nombreux et l'on essaie de les faire passer par le canal d'Otrante afin qu'ils rejoignent la Méditerranée et la flotte germano-turque qui subit les attaques des Britanniques. Horthy doit ainsi convoyer le U-8 : il camoufle son bateau en navire de commerce et parvient à proximité du cap Ténare (Matapan) au sud du Péloponnèse. Il est alors repéré par des croiseurs français et doit se dégager. Le sous-marin plonge et peut se dissimuler, il échappe aux Français et parvient à rejoindre Smyrne. Le *Novara* est poursuivi mais Horthy réussit à faire route vers le nord et à regagner sa base sans encombre. Il se construit alors une réputation où l'audace le dispute à l'habileté. Chez les officiers de Pola, « Horthy avait bien entendu depuis longtemps la réputation d'être le plus fringant officier de la marine[5] ».

L'incident dissuade l'amiral Anton Haus, commandant en chef de la marine, d'envoyer le navire en mission de ravitaillement en munitions pour la flotte turque. Le risque est trop grand, d'autant que le *Novara* n'aurait pu emporter qu'une faible cargaison. Haus refuse également par la suite de convoyer de nouveaux sous-marins dans les Dardanelles. Cette prudente stratégie va à l'encontre des idées de Horthy, qui préconise l'offensive, voire la provocation. Au début de décembre 1915, il obtient du commandant de la flottille l'autorisation de lancer une opération contre le port de San Giovanni di Medua (Shëngjin), alors occupé par les Serbes qui y entreposent des renforts pour les batteries situées sur le mont Lovćen. Parvenu devant le port sans avoir été détecté, le *Novara* et les quatre destroyers qui l'accompagnent font feu sur les navires ennemis après avoir révélé leur présence et attendu que les équipages se réfugient à terre. C'est un succès : 23 navires sont détruits. La marine a apporté là une contribution importante à l'assaut ultérieur de l'infanterie sur le Lovćen.

Horthy est en outre toujours prêt à partir à l'assaut du barrage du détroit d'Otrante : le 19 décembre 1915, le *Novara* échappe une fois de plus à ses poursuivants britanniques – un croiseur et un navire de guerre –, non sans avoir signalé au croiseur qu'il l'affronterait volontiers. Cependant, il lui demande « d'éloigner son grand frère », à quoi le commandant répond « *I would but I can't !*[6] ». Quelques mois plus tard, il manque d'arraisonner le bateau qui doit transporter le roi Pierre Ier de Serbie du port de Durazzo (Dürres, Albanie) à Brindisi, mais ce dernier est malade et reporte sa traversée.

Plus problématique est l’action contre les Italiens juste après la déclaration de guerre de ces derniers. La flotte austro-hongroise reçoit l’ordre d’aller attaquer la côte adriatique de Venise à Brindisi. Il s’agit d’une part d’empêcher l’acheminement des troupes italiennes par le chemin de fer du littoral en direction de la frontière autrichienne, et d’autre part de détruire les éventuelles batteries installées dans les ports. De leur côté, les Italiens craignaient un débarquement austro-hongrois à Ancône et une marche vers Rome. Horthy est chargé de commander le groupe d’assaut nord qui va attaquer Porto Corsini. Le *Novara* est accompagné de quatre torpilleurs et d’un destroyer. Cette opération, que Horthy décrit brièvement en évoquant son seul aspect militaire, va laisser des traces dans la mémoire italienne. Son souvenir resurgit en novembre 1936, lors de la visite du régent en Italie. Horthy est alors accusé d’avoir délibérément bombardé le port d’Ancône qui n’était pas défendu, ce qui a provoqué des pertes civiles. Il aurait également fait prisonniers, torturé et tué de ses propres mains des marins italiens. Les autorités préfectorales (Gorizia, Milan) italiennes se lancent alors dans une enquête de plusieurs mois qui ne donne aucun résultat[7].

Le fait est que les destructions de Porto Corsini sont l’œuvre du destroyer *Scharfschütze*. Le *Novara* et les torpilleurs, eux, sont visés par les batteries italiennes. Horthy perd six hommes dans l’affaire, onze sont blessés. Il n’est pas impliqué dans l’attaque sur Ancône, dont les Italiens ont gardé une mémoire traumatique. C’est d’ailleurs là qu’on a concentré l’opération avec les dreadnoughts *Tegetthoff*, *Viribus Unitis* et *Prinz Eugen*, les six « pré-dreadnoughts » de la classe *Erzherzog* et *Habsburg*, le *Franz Ferdinand*, quatre destroyers et vingt torpilleurs. L’amiral Haus commande personnellement à bord du *Habsburg*. Les bombardements détruisent la gare – ce qui était leur but – et incendient les réserves de charbon et de pétrole. Trois navires marchands sont endommagés dans le port et un quatrième est coulé. Dans la ville, les bâtiments de la police et de l’armée sont atteints, de même que l’hôpital militaire, une raffinerie de sucre et les bureaux de la Banque d’Italie. Le bilan donné par les Italiens dénombre 30 morts chez les militaires, 38 chez les civils et 150 blessés[8].

L’attaque austro-hongroise sur l’ensemble de la côte adriatique a eu un effet durable et créé un sentiment d’infériorité dans la marine italienne qui était préexistant mais que l’on espérait avoir compensé. Les destructions et pertes civiles ont ainsi été exagérées et l’on ne saurait donc s’étonner de

voir ce souvenir réapparaître vingt ans plus tard. Les Italiens doivent alors admettre que la maîtrise de l'Adriatique reste à l'Autriche-Hongrie. En revanche, le sud est durablement bloqué par les Britanniques et les Français qui sont au large de Corfou. Les Britanniques ont tendu des filets anti-sous-marins en travers du détroit d'Otrante pour le fermer. Mais le barrage est difficile à maintenir et, début juillet 1916, Horthy parvient à bord du *Novara* à détruire une partie des filets. Suite à la destruction de deux sous-marins, l'un des buts de la marine austro-hongrois est de faire sauter ce barrage.

Le fil de la guerre est soudain interrompu par l'annonce de la mort de François-Joseph au soir du 21 novembre 1916. Horthy apprend la nouvelle immédiatement et demande la permission à l'amiral Haus de se rendre à l'enterrement du souverain, ce qui lui est accordé. Il y assiste en tant que chambellan, une fonction honorifique qui lui a été conférée après son passage au service de l'empereur en tant qu'aide de camp et qui lui permet de participer aux cérémonies de cour. C'est en vertu de cette même charge qu'il pourra se rendre ensuite au couronnement de Charles IV à Budapest le 30 décembre.

Horthy assiste le 30 novembre à la messe dans la cathédrale Saint-Étienne et accompagne le cercueil à la crypte des Capucins où François-Joseph est enterré. C'est toujours en qualité de chambellan qu'il est présent un mois plus tard à Budapest où Charles accomplit les gestes rituels du couronnement. La messe est concélébrée dans l'église Mátyás par le primat de Hongrie, le cardinal János Csernoch, l'archevêque de Kalocsa et l'évêque uniate de Nagyvárad (Oradea), et c'est le président du Conseil, le calviniste István Tisza, qui pose avec le primat la sainte couronne sur sa tête. Par ce geste, Charles Ier d'Autriche prend le nom de Charles IV de Hongrie[9]. La reine Zita est couronnée à son tour par l'évêque de Veszprém. Charles sort ensuite de l'église pour prêter serment à la Constitution hongroise. La dernière étape se déroule sur le tertre du couronnement dont la base est constituée par de la terre apportée de tous les comitats du royaume : le roi s'élance à cheval, l'épée tirée, en direction des quatre points cardinaux. La symbolique du geste est bien entendu accrue par le contexte de la guerre. Après un rapide banquet, le couple royal reprend le chemin de Vienne et Horthy retourne à Pola.

Le début de l'année 1917 voit le renforcement de la guerre sous-marine, qui, une fois encore, se déroule surtout dans le sud de l'Adriatique. Horthy

présente dans ses Mémoires la décision allemande de mener cette offensive navale comme hasardeuse – le front russe s'écroule effectivement quelques mois plus tard – et l'empereur Charles comme hésitant, ce qui est de toute façon un trait de son caractère, à suivre cet effort. Les sous-marins allemands sont en Méditerranée, mais les bâtiments austro-hongrois doivent eux percer systématiquement à travers le canal d'Otrante, au large de Corfou, entre les filets tendus par les Franco-Britanniques. Les sous-marins sont basés essentiellement dans les bouches de Kotor, un abri certes sûr, mais également distant de la côte. La flotte a entre-temps changé de commandant suite au décès de l'amiral Haus et elle est désormais sous les ordres de l'amiral Maximilian Njegovan (1858-1930), premier Slave du Sud à occuper cette fonction dans la marine. Par la même occasion, l'empereur a décidé – suivant la recommandation jadis faite par François-Ferdinand – de séparer la *Marinesektion* du ministère du commandement de la flotte, ce qui en temps de guerre paraît pour le moins judicieux.

En mai 1917 est préparée une action d'envergure pour briser le barrage du canal d'Otrante : Horthy obtient du commandant de la flottille de croiseurs, le contre-amiral Alexander Hansa, deux croiseurs cuirassés, le *Helgoland* et le *Saida*, qui vont accompagner le *Novara*, ainsi que deux torpilleurs, le *Csepel* et le *Balaton*. Il consacre à la bataille qui va suivre un récit de huit pages. Ce fait d'armes va en effet constituer son moment de gloire et décider de la poursuite de sa carrière. Il va aussi contribuer à bâtir sa légende de « héros » d'Otrante. Dans la réalité, l'opération finit en débandade et elle n'a aucune signification dans l'évolution de la guerre. L'attaque est menée le 15 mai 1917 à l'aube, au large du port albanais de Valona (Vlorë). Les deux torpilleurs partis une heure avant en éclaireurs « nettoient » le terrain afin de permettre aux trois croiseurs de se mettre en ligne, le *Novara* est à l'est, en face de l'île grecque de Fano (Othoni), le *Saida* au milieu en direction du sud et le *Helgoland* couvre l'ouest vers le cap de Santa Maria di Leuca. Le terrain est couvert par les *drifters*, ces bateaux qui tendent les filets en travers du canal. Ils sont armés et se défendent : Horthy dit dans ses Mémoires que les trois croiseurs ont détruit vingt et une de ces embarcations, il n'exagère pas de beaucoup car le *Jahresbericht der k.u.k. Marine* (rapport annuel) donne le chiffre de vingt bateaux détruits dont dix par le seul *Novara*[10]. Les Autrichiens permettent aux marins britanniques de s'échapper des navires avant que ceux-ci ne soient coulés : un geste humanitaire très apprécié des adversaires, mais qui

freine la suite de l’opération et va surtout empêcher le *Novara* et les deux autres croiseurs de quitter l’endroit rapidement avant que les navires ennemis, alertés par les fusées et signaux des *drifters*, ne partent à leur chasse à partir de Valona. Il s’ensuit un premier échange de tirs, mais les assaillants font retraite vers le port. L’alerte générale a été donnée entre-temps et la retraite est coupée au large de Dürres par des navires franco-britanniques. Les deux torpilleurs commandés par le prince Liechtenstein sont pris en chasse et poussés vers la côte, ce qui les empêche de rejoindre les bouches de Kotor. Horthy attire donc vers lui les adversaires, ce qui permet aux deux torpilleurs de se dégager et de regagner la base. Le rapport des forces est désormais de deux contre un, les choses s’annoncent très mal pour les croiseurs austro-hongrois qui font face à trois croiseurs (deux britanniques et un italien) et deux destroyers (italiens). Le contre-amiral Hansa demande s’il doit envoyer des renforts, mais Horthy prétend pouvoir contrôler la situation. Les bateaux ennemis ouvrent le feu, il est 9 h 28 du matin. Horthy attaque le croiseur anglais *Dartmouth*, beaucoup plus gros et mieux armé que lui, une audace certes admirable mais qui va lui coûter cher. Il existe plusieurs photographies de la bataille, prises par des avions et à partir des bateaux[11]. On y voit les colonnes de fumée qui s’échappent des navires touchés : le *Helgoland* d’abord, puis le *Novara*. Le *Saida* est atteint également, mais moins sérieusement. Le *Novara* est littéralement mitraillé par le *Dartmouth* et le *Helgoland* se porte alors à sa hauteur pour tenter de neutraliser le navire britannique. La situation sur le *Novara* est grave : le premier officier, Robert Szuborits, a été tué et le poste de commandement, touché par une grenade, a été détruit. Horthy est blessé aux jambes par les obus, un éclat lui ôte la casquette de la tête sans toutefois l’atteindre plus méchamment. Ses vêtements sont en feu et l’équipage l’arrose d’eau. Il reste toutefois aux commandes et s’allonge sur une civière sur le pont. Il est 10 h 10. Les projectiles des adversaires contiennent visiblement des gaz, car Horthy perd ensuite connaissance. Il revient à lui et passe le commandement à l’officier d’artillerie, le lieutenant de vaisseau Stanislas Witkowski, mais garde celui de l’ensemble de la flottille. D’autres récits relatent ce moment dramatique où Horthy a failli trépasser. Le lieutenant de vaisseau Andor Scholtz, qui sera un de ses aides de camp, a écrit ses souvenirs de la bataille : « Des éclats d’obus jaillissent de toutes parts, des gaz, des flammes et de la fumée enveloppent [le poste de navigation] et ceux qui accourent à l’aide voient avec horreur leur commandant bien-aimé,

dont la personnalité héroïque est déjà associée à une légende d'inviolabilité, saignant de plusieurs blessures et couvert de brûlures aux pieds, gisant parmi les blessés. À peine pansé par le médecin de bord et revenu à lui, il se fait porter sur une chaise longue devant la tour [de commandement] et reprend la direction de la bataille, jusqu'à ce qu'une intoxication au gaz lui fasse de nouveau perdre connaissance. L'air frais de la mer lui fait bientôt reprendre ses esprits et peu soucieux de la douleur occasionnée par ses blessures, il continue à donner ses ordres jusqu'à la fin du combat[12]. » Un autre témoignage fait état de la sollicitude de l'équipage envers son commandant : « Les machinistes vinrent l'un après l'autre auprès de lui, lui apportèrent des cigarettes et lui caressèrent le visage de leurs mains noires de charbon. Il était touchant de voir le soin qu'ils prenaient de leur commandant[13]. » Le même auteur donne plus loin son sentiment à propos de l'exercice du commandement par Horthy sur le *Novara* : « Nous tous qui étions sous son commandement avions une confiance aveugle dans sa direction. Il émanait de lui un calme absolu et une assurance qui se répercutait jusqu'au dernier homme et chacun le suivait avec enthousiasme[14]. »

L'aviation navale austro-hongroise est entre-temps entrée en action. Elle ne parvient certes à couler aucun des bateaux ennemis, mais les atteint toutefois et les gêne suffisamment pour que certains abandonnent le combat. Le *Novara* est à nouveau sérieusement touché, la salle des machines est endommagée et le bateau pratiquement immobilisé. Il est 10 h 35. Les deux autres croiseurs doivent se porter au secours du *Novara* : le *Saida* est à sa hauteur et le prend en remorque tandis que le *Helgoland*, placé entre le *Novara* et le *Dartmouth*, continue le combat contre ce dernier. La situation paraît intenable et l'on s'attend à un assaut des bateaux ennemis lorsque ces derniers font subitement machine arrière et quittent le terrain en direction de Brindisi. Il est 11 h 05. Witkowski, qui relate la scène à Horthy allongé sur le pont avant, n'en croit pas ses yeux[15]. Le contre-amiral Hansa avait dans l'intervalle fait sortir de Kotor le croiseur cuirassé *Sankt Georg* escorté de deux destroyers et de quatre torpilleurs qui se portent maintenant au secours des trois croiseurs endommagés[16]. Le bilan fait état au bénéfice de la flottille austro-hongroise d'un destroyer italien coulé, d'un avion abattu (par un tir du *Novara*), et de dégâts considérables infligés à la flottille adverse : le *Dartmouth* finit par être coulé par un sous-marin allemand, d'autres bateaux italiens et britanniques sautent sur des

mines. Malgré l'issue peu glorieuse de la confrontation, les Austro-Hongrois font figure de vainqueurs, car ils n'ont perdu aucun navire malgré leur très nette infériorité numérique.

L'événement se trouve immédiatement promu au rang d'exploit mis au crédit de la marine austro-hongroise. La propagande associe automatiquement le nom de Horthy à cette bataille navale et contribue à le faire connaître, y compris en Hongrie. Suite aux communiqués de l'armée, à partir du 6 juin les journaux autrichiens mettent en valeur l'opération et son issue heureuse. Les comptes rendus assortis d'illustrations sont repris par la presse hongroise, qui souligne que le héros est un officier hongrois et le félicite d'avoir « magnifiquement réalisé un projet audacieux[17] ». D'emblée, on compare ce fait d'armes à la victoire de Lissa et Horthy à Tegetthoff, ce qui ne peut que le flatter, lui qui avait mis le début de sa carrière sous le signe de l'amiral vainqueur des Italiens en 1866. Mais l'insignifiance de cette bataille peut aussi – malheureusement pour l'Autriche-Hongrie – être rapportée à celle qui eut lieu durant la guerre austro-prussienne. Lissa et Otrante ne changent rien au sort des armes dont la décision se fait sur terre. Le héros n'en est donc pas vraiment un et il ne doit cette épithète qu'à ses blessures et au sauvetage *in extremis* de la flottille par les renforts et le départ des adversaires. Grâce à son action, le barrage du canal d'Otrante est partiellement levé et dorénavant les filets largués par les *drifters* ne le seront que de jour, ce qui permettra aux sous-marins allemands et austro-hongrois de passer par le canal durant la nuit.

De retour à Kotor, Horthy est hospitalisé d'abord sur place, où sa femme l'a rejoint. Il est ensuite suffisamment remis pour ramener le *Novara* à Pola pour réparations, mais il doit encore resté allongé sur une civière et une photo largement diffusée à l'époque témoigne de cette position peu confortable pour assurer le commandement, mais qui contribue à conforter sa réputation de capitaine courageux. Il se rend ensuite à Vienne pour être opéré par le célèbre chirurgien Anton Eiselsberg et passe sa convalescence dans sa maison de Baden puis à Kenderes. La seule séquelle qui lui reste durablement est une difficulté d'audition due à la violence de l'explosion ; il est alors suivi par le professeur Biel qui ne peut toutefois le guérir complètement. Il avoue lui-même avoir des difficultés à entendre lorsque plusieurs personnes parlent en même temps, mais sa relative surdité passe inaperçue lors d'entretiens en tête à tête[18].

Revenu à Pola après plusieurs mois de repos, Horthy est nommé fin novembre 1917 commandant du dreadnought *Prinz Eugen*, qui appartient à la 1re division de la 1re escadre. D'après Dora Lauffer, on commence déjà à évoquer son nom pour prendre prochainement le commandement de la flotte : « Parmi les jeunes officiers l'opinion était unanime : on a trouvé le futur commandant de la flotte[19] ! » Horthy n'est pas satisfait de la situation : on lui a donné le commandement d'un navire de guerre qui ne sert à rien dans l'immédiat. L'inaction de la flotte à Pola a en outre des conséquences fâcheuses sur le moral des équipages et des ouvriers de l'arsenal. Les nouvelles de la révolution russe et de la désertion consécutive de certains régiments austro-hongrois du front oriental font le reste. Le 5 octobre 1917, le torpilleur *Tb.17* fait défection en direction de l'Italie et cet incident suscite des remous dans son port d'attache de Sebenico où des sous-officiers slaves du Sud fomentent un complot de grande ampleur[20].

Horthy enrage de son impuissance et prend conscience de la gravité du malaise à l'arrière. Il constate la conjonction entre le mécontentement national et l'agitation des socialistes. Du premier il rend responsables les Tchèques, les Italiens et les Yougoslaves, qui influencent les ouvriers de l'arsenal ainsi que les marins. Sur son bateau même, il rencontre immédiatement des difficultés. Les marins sont indisciplinés et se laissent aller à des actes d'insubordination. Il remet de l'ordre et prend conscience en distinguant les nationalités à bord que les Hongrois y sont bien plus nombreux qu'il ne le pensait. Chez la majorité des officiers, les considérations nationales étaient jusque-là étrangères, car étouffées sinon refoulées durant les années de formation et la mobilité inhérente à la carrière. Mais la guerre a changé la donne : les officiers restent avec leurs troupes et ils sont eux-mêmes progressivement confrontés à l'arrivée massive des officiers de réserve qui n'ont pas leur discipline ni leur respect vis-à-vis de la supranationalité de la monarchie. La mort de François-Joseph n'a rien arrangé en mettant sur le trône un souverain jeune, certes bien intentionné, mais velléitaire et influençable.

La situation militaire n'est pas encourageante : malgré l'effondrement du front russe qui aurait dû soulager l'Autriche-Hongrie, le commandement s'enlise dans des combats interminables et indécis comme sur le front italien de l'Isonzo dont Horthy dit entendre les déflagrations quand il se promène sur le pont, une assertion quelque peu exagérée surtout pour quelqu'un qui a eu récemment l'ouïe endommagée ! Le canal d'Otrante est

à nouveau fermé par le barrage des Alliés auxquels se sont récemment joints des navires américains chargés de traquer les sous-marins austro-allemands qui tenteraient de le franchir. Horthy s'irrite de voir que l'on ne fait rien pour essayer de rompre ce barrage.

Au début de 1918, le mécontentement et l'agitation parmi les marins débouche sur une grève des ouvriers de l'arsenal de Pola. Ils réclament un meilleur approvisionnement et des permissions : dans les deux cas, les revendications sont justifiées, mais c'est toute l'Autriche qui souffre alors de pénuries, et le manque de personnel ne permet pas de relever les marins et les ouvriers éloignés de leurs familles depuis de longs mois. Après une négociation avec le directeur de l'arsenal, le baron Oskar von Hohenbruck, et le commandant du port, l'amiral Paul Fiedler, les grévistes obtiennent partiellement gain de cause et l'agitation cesse[21]. Toutes ces revendications se doublent d'une surenchère nationale : début février 1918, à Kotor, Tchèques et Croates se solidarisent avec les conseils nationaux créés par les deux nationalités et créent sur le modèle bolchevique un conseil de marins. Ces mouvements répondent à une vague de grèves et de mutineries qui ont lieu dans l'ensemble de la monarchie depuis le mois de janvier. C'est sur le bateau-amiral le *Sankt Georg*, toujours commandé par Hansa, que l'émeute a commencé, c'est donc lui qui est en première ligne dans toute cette affaire, et non dans l'immédiat Horthy, comme a voulu le présenter plus tard l'historiographie communiste à charge. La mutinerie gagne pratiquement tous les navires de la base. Pour le moment, on envoie la 3e division navale dans les bouches de Kotor pour soumettre les émeutiers et remettre les navires en état de fonctionner. Horthy, aux commandes du *Prinz Eugen*, fait partie de l'expédition. Les émeutiers sont également sous la menace des batteries terrestres, mais leur mouvement est massif et les autorités répugnent à employer la violence, d'autant que les marins sont armés et disposent des explosifs embarqués sur les bateaux. La démonstration de force va suffire pour le moment et comme le dit Hugo Sokol : « Les émeutiers ne sont pas parvenus à faire du golfe de Cattaro un Kronstadt austro-hongrois », mais toute l'affaire a duré dix jours. Le tribunal militaire cite à comparaître 800 personnes dont 392 sont finalement inculpées. La répartition nationale fait apparaître 42,6 % de Croates, 20,6 % d'Italiens, 12,7 % de Tchèques, 11,4 % d'Allemands, 8,1 % de Hongrois et 4,6 % d'autres (Polonais, Ruthènes et Roumains confondus[22]). Le 11 février 1918, quatre condamnés à mort sont exécutés : Franz Rasch, Anton Grabar,

Jerko Sisgorić et Mate Berničević, soit un Allemand de Bohême et trois Croates[23].

Dans les deux cas, l'amiral Njegovan a montré une lenteur de décision qui incite l'empereur Charles à le démettre de ses fonctions afin de le remplacer par un homme plus énergique. Son choix se porte sur Horthy, ce qui ne laisse pas de surprendre tous les observateurs. Certes, le souverain connaît personnellement Horthy et il est informé de ses récents exploits et de ses qualités, mais il bouleverse la hiérarchie en le nommant. Convoqué au château de Laxenburg fin février 1918 en compagnie des amiraux Holub et Keil, Horthy tente de dissuader Charles de cette option dont il redoute qu'elle ne cause des remous, mais rien ne peut ébranler le monarque. Un tel bouleversement ne s'est pas produit dans la marine depuis la nomination de Tegetthoff. De manière générale, les commandants sont tous relativement âgés, ce que constatent les observateurs, ainsi le sous-marinier Valentiner, qui note : « Il est peut-être regrettable que les postes de chefs fussent tenus par des amiraux trop âgés dont l'esprit d'entreprise laissait à désirer pour une utilisation d'envergure de leur flotte[24]. » Les officiers plus anciens que Horthy sont en partie obligés de prendre leur retraite ou d'accepter des commandements de niveau inférieur : Fiedler, commandant du port de Pola, et Koudelka, à Trieste, subissent des pressions pour les pousser à prendre leur retraite, libérant ainsi leurs postes pour laisser la place à des hommes relégués par la promotion de Horthy. Ce *« shake-up »*, selon l'expression de Lawrence Sondhaus, a fait des vagues jusqu'à la flottille du Danube. D'après lui, l'archiduc Karl Stefan, officier de marine avec le rang d'amiral et chargé de suivre l'enquête sur la mutinerie de Kotor, s'est rendu à cet effet à Pola pour y suivre les événements de plus près. Il y aurait sondé de la part de l'empereur les jeunes officiers au sujet de la nomination d'un nouveau commandant en chef de la flotte et le nom de Horthy aurait alors été unanimement cité. Cet enthousiasme des jeunes officiers est confirmé par Franz Lauffer, le commandant du cuirassé *Szent István*, qui dit à son épouse : « À 49 ans, relativement jeune, il était le meilleur commandant de la marine, aguerri au combat, incontestablement prompt à la décision, rusé et audacieux, aimé des équipages, un homme avec du charisme. Choisir un Hongrois était en outre jouer un coup habile vis-à-vis de la Hongrie. Si l'on avait voté par acclamation, c'est lui qui aurait été élu de toute façon. » Lauffer bénéficie également de l'avancement prématuré de Horthy et se retrouve propulsé à la tête de 2e division[25]. Tous les commandants de

navires devaient en effet être plus jeunes que Horthy et ainsi aucun officier de plus de cinquante ans ne prit la mer pour le reste de la durée de la guerre.

L'empereur annonce avec ménagement la nomination de Horthy et rassure les autres officiers en déclarant que sa décision est une marque de confiance particulière envers lui et non une mesure de défiance à leur égard et envers leurs capacités ou un doute quant à leur loyauté. Charles en appelle à leur sens du devoir et à leur patriotisme pour qu'ils fassent corps derrière le nouveau commandant. C'est une ordonnance du 27 février 1918 qui rend effective la décision du souverain[26]. Horthy accède donc exceptionnellement au grade de contre-amiral et prend officiellement ses fonctions le 2 mars 1918. Les alliés allemands applaudissent à ce changement et l'empereur Guillaume II félicite Charles pour « une décision qui était attendue depuis longtemps[27] ».

Par la même occasion, la chaîne de décision est elle aussi réorganisée : Charles rétablit la *Marinesektion* du ministère de la Guerre dont il confie le commandement au contre-amiral Franz Holub, qui était jusque-là chef d'état-major de la marine, et l'amiral Franz von Keil reste à la disposition du haut commandement à Baden. En réalité, Horthy n'est pas obligé de consulter ces deux officiers généraux, qui sont pourtant plus anciens que lui et il peut accéder directement au souverain s'il en ressent la nécessité. Mais le système est compliqué et Keil se montre réticent à servir de simple chambre d'enregistrement d'ordres donnés par Horthy, qu'il considère comme son subordonné.

Le nouveau contre-amiral reçoit carte blanche pour opérer des changements. Les semaines qui suivent sa nomination voient des bouleversements dans le déploiement du personnel et du matériel. Suite à la mutinerie de Kotor, on nomme le capitaine Carl Rössler chef de la contre-propagande *(Feindespropagandaabwehr)* et l'on prévoit de créer un corps d'officiers instructeurs (un par navire et un par flottille pour les petits vaisseaux). Rössler veut aussi diffuser des films dont les cartouches sont écrits dans toutes les langues parlées par les marins et propose de tenir des conférences à leur intention, mais la marine manque cruellement d'hommes et d'argent. Ce plan ambitieux mais un peu tardif ne peut être mené à bien. Horthy doit se résoudre à employer des méthodes à la fois plus traditionnelles mais aussi plus brutales pour restaurer l'ordre et la discipline, ce qui va contribuer à alimenter sa légende noire de « bourreau de Cattaro[28] ». Une révolte débute sur le torpilleur *Tb.80* qui escorte des

transports vers l'Albanie. Deux marins projettent de le détourner vers Ancône après avoir assassiné les officiers. Leur manœuvre est découverte à temps et ils sont livrés à la justice militaire qui les condamne à mort[29]. Horthy entérine le jugement et ordonne que vingt marins pris sur chaque bateau en rade à Pola assistent à l'exécution. Celle-ci doit servir de mesure d'intimidation pour d'éventuels émeutiers[30]. Il prononce un court discours dans lequel il loue le courage de ceux qui se battent et stigmatise les traîtres que l'on doit éradiquer comme une maladie sur un corps sain[31]. Il espère ainsi éviter de nouvelles mutineries. En effet, le calme revient provisoirement.

Un deuxième aspect immédiatement visible de sa prise de fonction est une volonté de relancer l'action navale qu'il a jugée insuffisante dans les derniers mois. L'absence d'engagement militaire contribue selon lui à la naissance du mécontentement et des mutineries. La marine est invaincue et seuls de nouveaux succès sont susceptibles de redresser le moral des équipages et des ouvriers de l'arsenal. Pourtant, Horthy ne va avoir ni les moyens humains ni les moyens matériels de relancer en quelques semaines la stratégie navale alors que l'empire échoue de toutes parts. Il tente de réorganiser les divisions en transférant des dizaines d'officiers et des centaines d'hommes. Il fait désarmer certains navires devenus obsolètes et réarmer d'autres. Pour remettre la flotte en ordre de bataille (le dernier ordre de bataille est daté du 26 août 1918), il organise des manœuvres et des exercices d'artillerie. Il décide ensuite de tenter un coup sur le port d'Ancône afin d'aller y récupérer le torpilleur *Tb.11* qui a fait défection en octobre 1917. Dans un premier temps, cette opération de pure vengeance avait été rejetée par l'amirauté et Horthy s'était d'ailleurs montré solidaire de cette décision. Mais elle est désormais d'actualité pour redonner de l'élan à la flotte. On imagine de débarquer un commando de saboteurs dont la tâche serait de miner les sous-marins amarrés dans le port et d'arraisonner le torpilleur afin de le ramener. Or la mission échoue, le port est vide, et trois hommes sont même capturés dont le chef de mission, le lieutenant de réserve Josef Veith. Il semblerait que la faute en incombe au service de renseignements qui a transmis des données fausses. Mais Horthy ne tient pas compte de cet échec et transforme l'affaire en succès. Il écrit personnellement à Alois von Schinko, le père de l'un des saboteurs faits prisonniers, un ancien condisciple de l'école des cadets, le 8 mai 1918 : « La flotte dans son ensemble est fière de nos braves camarades, qui se sont

portés volontaires avec un courage louable pour cette dangereuse expédition[32]. »

Horthy cherche toutefois à monter une opération navale de grande envergure appelée à marquer les esprits et dont l'effet doit être décisif sur la conduite de la guerre. Il doit toutefois attendre que la réorganisation qu'il a ordonnée soit en place et que la flotte soit prête. Son obsession demeure la rupture du barrage du canal d'Otrante et c'est le but de l'opération envisagée. Il veut rééditer l'attaque de mai 1917, mais avec une force de frappe plus importante. L'idée est toujours de mélanger la surprise et la ruse : l'attaque – que l'on espère inattendue – par des croiseurs légers contre le barrage doit être combinée avec une manœuvre consistant à attirer les éventuels poursuivants vers l'arrière de la flotte composé des plus puissants dreadnoughts et les trois cuirassés de type « Erzherzog ». Le départ de Kotor est prévu dans la nuit du 8 juin 1918 et l'on compte deux nuits de navigation afin de ménager l'effet de surprise. L'attaque, elle, est prévue pour l'aube du 11 juin. La flotte a été rassemblée à Kotor. Horthy part lui-même de Pola à la tête de la 1re division, qui comprend la flotte d'attaque, et parvient sans encombre au port de Gravosa (Gruž, au nord de Dubrovnik). La 2e division, qui part également de Pola, prend du retard suite à une avarie de machines sur le *Tegetthoff* et arrive au point d'ancrage d'Isola Grossa (Dugi Otok). C'est là que les Italiens la surprennent. Deux torpilles sont tirées contre le *Szent István* depuis un hors-bord italien. Le cuirassé moderne, sorti en janvier 1914 des chantiers navals hongrois Ganz & Co.-Danubius-Werft de Fiume[33], est à la fois un fleuron de la marine austro-hongroise et une fierté pour la Hongrie puisqu'il représente sa contribution à l'arme navale et qu'il porte le nom du saint roi fondateur de la nation. Le navire, commandé par le capitaine de vaisseau Heinrich Seitz, est coulé à l'aube du 11 juin 1918[34] : 4 officiers et 85 hommes d'équipage périssent, 29 hommes sont blessés[35]. Le *Tegetthoff* se porte au secours du *Szent István* en train de sombrer et parvient, à l'aide des torpilleurs également arrivés sur zone, à sauver une partie de l'équipage. La construction du navire montrait des faiblesses au niveau de l'étanchéité extérieure, car il coule en un temps record. Il accusait aussi un manque évident de stabilité[36]. Horthy doit abandonner l'opération. Il aurait certes pu poursuivre, mais l'élément de surprise était perdu. La flottille adverse était désormais alertée et on la savait en surnombre par rapport aux forces austro-hongroises. Les rapports des officiers italiens révèlent effectivement

que l'alerte avait été donnée dès le matin du 10 juin. Malgré la détermination du commandement et son esprit de sacrifice, l'échec de l'opération fait apparaître que la marine austro-hongroise est décidément trop faible face aux ennemis, car sa flottille manque de bâtiments modernes[37].

Nonobstant ces signes évidents de déclin, Horthy maintient le cap. Dans un rapport adressé à l'amiral Keil le 9 août 1918, il affirme que la flotte est prête au combat et son inquiétude semble concerner plutôt le manque d'hommes que le moral des équipages. La marine a effectivement reçu seulement 1 900 des 8 000 recrues prévues pour 1918. Le ton du rapport rappelle celui d'autres commandants du front terrestre : l'armée austro-hongroise a tenu jusqu'à la fin des hostilités et ses officiers ont refusé de prêter crédit aux dissensions nationales qui leur étaient étrangères. Ils se sont montrés à cet égard d'une loyauté à toute épreuve mais aussi d'une ignorance et d'un aveuglement des forces centrifuges à l'œuvre dans la monarchie qui n'ont d'égal que ceux de leur chef suprême. Horthy affirme donc : « En ce qui concerne l'esprit et le moral de la flotte, il n'y a pas eu depuis mai de manifestations pouvant laisser supposer une agitation quelconque. Jusqu'en mai en revanche on avait pu penser à un effet durable des événements de février qui faisait craindre en liaison avec les grèves de l'arrière un regain du mouvement dans le golfe de Cattaro. En mai 1918 un complot ourdi par deux sous-officiers slaves du torpilleur 80 à Pola a été découvert : ils avaient projeté de maîtriser les officiers et de passer à l'ennemi. La rapide découverte de ce complot et la punition sévère infligée aux coupables ont produit une forte impression et eu un effet dissuasif. Le moral de la flotte, dont la troupe se compose de toutes les nationalités, est jusqu'à un certain degré, grâce aux limites imposées par la discipline militaire, un reflet du moral qui règne dans l'ensemble de la monarchie. Étant donné que l'agitation politique à l'arrière n'est pas contrecarrée par des mesures énergiques du gouvernement, il est à craindre qu'elle prenne bientôt des dimensions critiques. Il est donc du domaine du possible que les provocations qui sont à l'œuvre en silence et avec précision à l'arrière grâce au soutien de la propagande ennemie puissent gagner du terrain auprès de la flotte par l'intermédiaire de certains éléments. Ces derniers constituent certes une infime partie de la troupe mais entre eux et les éléments entièrement loyaux se trouve une masse hésitante et partiellement moins intelligente, qui pourrait, comme en février, passer du côté de la révolte. Le

contact constant de l'état-major avec la troupe, auquel je suis particulièrement attentif, et l'effet salvateur récent de la contre-propagande, sont de bons moyens d'empêcher cela. Un autre moyen est le remplacement des anciens équipages par de jeunes matelots. Ce changement ne pourrait toutefois être réalisé que dans une moindre mesure car la marine n'a pas de réserve. […] On aurait à cet égard un urgent besoin d'aide. En résumé je dis que la flotte est entre mes mains et qu'elle le restera selon toute vraisemblance en cas d'actions ennemies contre notre littoral. Concernant la capacité au combat de la flotte je dois préciser que les unités de la flottille de torpilleurs ont été épuisées à la tâche. En raison de cet engagement massif et ininterrompu et faute de réarmement, il est à craindre que la flottille ne s'effondre dans un bref délai[38]. »

Malgré tout, Horthy n'est pas dupe et il est bien conscient que ce qu'il maintient encore manque de cohésion, d'autant que les nouvelles du front italien tout proche sont alarmantes. Une des dernières opérations de la marine austro-hongroise est la défense du port de Dürres et le rapatriement des résidus de l'armée Panzer-Baltin qui évacue l'Albanie. Le 16 octobre 1918, l'empereur Charles publie le Manifeste dans lequel il propose la fédéralisation de la Cisleithanie comme remède ultime à la décomposition de l'empire. Le texte ne fait aucune référence à la Hongrie, qui peut dès lors se considérer libérée des liens qui l'attachent à l'Autriche. La confusion générale aggravée par les pénuries, l'écroulement des fronts, la débandade de plusieurs régiments appartenant à toutes les nationalités, y compris les Hongrois, ne peuvent pas rester sans conséquence auprès de la marine. Le 27 octobre, devant la menace d'une nouvelle mutinerie à Pola dont les fondements sont cette fois des revendications nationales et non sociales, Horthy lance un appel désespéré pour obtenir des renforts terrestres d'artillerie sous la forme d'une brigade d'infanterie fiable avec deux batteries mobiles, ce qui est pour le moins irréaliste. Les anciens mutinés de février ont à nouveau agité les équipages et l'arsenal, ce dont les officiers font état en disant qu'ils pensent ne plus pouvoir contrôler les navires. Horthy essuie un refus du haut commandement, et le général Svetozar Boroević, dont les troupes de l'Isonzo sont elles-mêmes agitées par des troubles, s'oppose catégoriquement à l'envoi de renforts à Pola. Le haut commandement conseille à Horthy d'informer les marins que l'armistice et des négociations de paix sont en cours pour les calmer[39]. Les officiers font alors le tour des équipages et de l'arsenal avec des déclarations apaisantes

laissant entendre que la fin de la guerre est imminente. Les sous-mariniers sont les seuls à ne pas s'agiter, mais leurs camarades allemands quittent leurs postes et font sauter les sous-marins qui étaient encore en chantier. Le 28 au soir, l'ordre revient, mais la situation est tendue et se détériore à nouveau le lendemain avec la formation de conseils de marins. Tout se passe néanmoins sans violence. Les ouvriers de l'arsenal cessent le travail. Une foule se masse devant le *Marinekasino* en agitant des drapeaux italiens. Quelques pierres volent, des vitres sont brisées, les manifestants pillent ensuite les baraques abandonnées par les Allemands, qui ont entre-temps pris le chemin du retour. Les panneaux et enseignes portant des inscriptions allemandes sont détruits. La plupart des navires sont désormais ingouvernables et même le navire amiral *Viribus Unitis* devient la proie de l'insubordination – les marins élisent le médecin du bord, le Slovène Jug, comme nouveau commandant[40].

Dans l'intervalle, Horthy a reçu l'ordre de l'empereur de remettre la flotte au Conseil national yougoslave afin d'éviter qu'elle ne tombe entre les mains des Italiens. Malgré les déclarations des représentants au Parlement croate de Zagreb qui votent la sécession, Vienne espère encore que les Slaves du Sud (Croates et Slovènes) accepteront d'intégrer l'État fédéral proposé par l'empereur. Cela supposerait qu'ils se détournent du projet d'union avec les Serbes. Cette décision a été prise à Schönbrunn par une conférence réunissant autour du souverain les amiraux Keil, Holub, le chef d'état-major le général Arthur Arz von Straussenburg, le chef de la chancellerie militaire le général Erwin von Zeidler et le chef de cabinet le baron von Seidler. Charles a en outre une conversation téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères, le comte Gyula Andrássy[41]. Le télégramme contenant l'ordre arrive à Pola le 30 octobre à 20 heures. Son effet sur Horthy et les officiers est dévastateur, on leur demande de livrer l'intégralité de la flotte qui n'a pas été vaincue sur mer à des politiciens nationalistes dont ils ne reconnaissent pas la légitimité. Mais l'obéissance l'emporte et dans aucun port (Trieste, Fiume, Sebenico) il n'y a de sabordage. À Kotor, ce sont les Français qui vont en quelque sorte « prendre livraison » de la flotte austro-hongroise, mais comme il n'y a pas assez de marins et d'officiers susceptibles de la manœuvrer en direction de Corfou pour la remettre au Conseil national, elle reste provisoirement sur place[42].

Le 31 octobre à 9 heures du matin, Horthy reçoit sur le bateau amiral, le *Viribus Unitis*, les représentants du Comité national en présence de son chef

d'état-major, le capitaine de frégate Emil Konek, des commandants des 2e et 3e divisions, les capitaines de vaisseau Lauffer et Schmidt ainsi que du commandant de la 2e flottille de torpilleurs, le capitaine de frégate Franz Morin. Les délégués du Conseil national sont Ante Trešić-Pavičić, Ivo Cok, Vilim Bukseg et quelques autres envoyés par le comité local de Pola parmi lesquels Horthy s'étonne de voir le capitaine de frégate Method Koch. L'entretien est froid, Horthy refuse d'abaisser le drapeau des forces navales rouge-blanc-rouge pour hisser à sa place le drapeau aux couleurs slaves. Il promet en revanche de quitter le navire à 17 heures. Avant cela, rien ne devra être tenté. Conformément au souhait du Conseil, il est demandé à l'équipage de rester à son poste, mais seuls les marins qui se reconnaissent de la nationalité croate ou slovène demeurent. Les délégués n'ont pas réfléchi à la question du commandement et Horthy propose de le laisser entre les mains du capitaine de vaisseau Janko Vuković, ce qui déplaît dans un premier temps aux délégués yougoslaves, car bien que croate, Vuković est vu comme résolument loyal à la monarchie des Habsbourg. Dans les minutes qui suivent, Horthy envoie son dernier télégramme à l'empereur dans lequel il l'assure une fois de plus de son inébranlable fidélité : « Sur le point de remettre – conformément aux ordres – la flotte impériale aux Yougoslaves, je me sens obligé, en ces dernières minutes où le drapeau rouge-blanc-rouge honorable et invaincu flotte encore, de témoigner à Votre Majesté mon indéfectible loyauté[43]. »

Quelques heures plus tard, comme convenu, Horthy s'apprête à quitter le *Viribus Unitis*. Il sort sur le pont à 16 h 30 : « Une des heures les plus tristes de ma vie jusque-là si heureuse », écrit-il dans ses Mémoires. Tout l'équipage est présent, Horthy est tellement ému que d'abord il ne parvient pas à trouver ses mots. Il emporte avec lui le portrait de François-Joseph, son fanion de commandant et le drapeau d'honneur du navire. Simultanément, tous les drapeaux sont descendus sur les autres bateaux de l'escadre. Tous les officiers quittent leurs postes, y compris de nombreux Croates. Alors que se déroulent ces moments douloureux, arrive le télégramme signé de l'empereur nommant Horthy vice-amiral. C'est seulement le soir que le nouveau drapeau est hissé et salué par 21 coups de canon[44]. Le bateau est provisoirement sous le commandement de Vuković, qui reste à bord avec une partie de l'équipage. Le lendemain matin à l'aube, deux artilleurs italiens parviennent à placer des mines sous la coque. Ils sont interceptés et on a le temps de faire évacuer le navire, qui coule avec son

commandant. La fin de l'empire des Habsbourg ne pouvait être mieux illustrée que par le naufrage du navire portant la devise de son empereur défunt avec à son bord un marin croate fidèle jusqu'au bout : *Caru vjeran do smrti* (*Kaisertreu bis in den Tod*, « Loyal au souverain jusque dans la mort »).

Durant toute la guerre, la famille de Horthy est restée à Baden. La plupart des familles des officiers de la base de Pola avaient quitté la ville dès le début de la guerre et s'étaient repliées vers l'intérieur, chez leur proches pour certaines. Pour les Horthy, il était en outre plus aisé d'atteindre la Hongrie et le domaine de Kenderes à partir de Baden. L'aînée des filles, Magdolna, meurt le 3 octobre 1918 à l'âge de seize ans. Toutes les sources, à commencer par les Mémoires de son père, passent ce décès sous silence. Les rares évocations font état d'une maladie infectieuse galopante, la scarlatine selon toute vraisemblance. Horthy est donc seul en ce matin du 31 octobre où il rassemble quelques effets personnels avant de quitter – pour toujours – la villa de Pola. Il distribue des vêtements civils aux officiers de son état-major et tous sont convoyés grâce à un train spécial qui se dirige vers Vienne : à la jonction de la *Südbahn* à Pragerhof/Pragersko une partie du train continue vers la Hongrie, mais Horthy rejoint sa famille à Baden où il arrive le 7 novembre. Le lendemain, il est reçu par Charles à Schönbrunn. L'ambiance est crépusculaire, le souverain semble seul et abandonné de tous dans un château vidé de ses occupants. Il ne raconte pas lui-même cette entrevue, mais il en a parlé à ses proches. Il dit à sa femme que c'est le jour le plus tragique de sa vie, qui vient sans aucun doute faire un tout avec celui vécu une semaine auparavant à Pola. Il rencontre dans le train Aladár Boroviczény[45] qui se rend comme lui de Baden à Vienne, ils parlent des événements des derniers jours et Horthy informe son interlocuteur qu'il se rend à Schönbrunn pour se démettre de sa charge. Il prononce ces paroles avec difficulté. Ils se mettent d'accord pour faire ensemble le chemin inverse le soir même. Boroviczény, qui en a vu d'autres, dit avoir rarement vu quelqu'un paraissant aussi ébranlé que Horthy lorsqu'il le retrouve à la gare. L'amiral lui raconte que Charles avait les larmes aux yeux et qu'il a alors vécu le moment le plus douloureux de son existence, « tout ce qu'il avait considéré depuis sa jeunesse et durant toute sa carrière comme son idéal le plus élevé se trouvait désormais abattu et trahi ». Il dit ensuite avoir assuré le monarque de son

inébranlable fidélité et ce dernier confirmera plus tard à Boroviczény avoir été à ce moment très impressionné par ses déclarations.

Dans l'immédiat, les Horthy ne voient pas d'autre solution que de rentrer en Hongrie et ils prennent le bateau qui les emmène à Budapest d'où ils continuent par la route en direction de Kenderes. Ce retour n'est pas simple pour la famille, les enfants doivent interrompre leurs études commencées en Autriche. L'aîné des garçons, István, après avoir étudié au lycée de Baden durant la guerre, venait d'entrer à l'école des cadets de marine repliée à Braunau ; le second, Miklós, est encore au lycée. Horthy est officiellement mis à la retraite avec son grade de vice-amiral et les perspectives qui s'ouvrent alors devant lui sont celles d'un propriétaire terrien. Le domaine de Kenderes est géré depuis la mort du père en 1904 par un intendant. Son frère aîné István est toujours dans l'armée et dispose des terres de sa femme. Szabolcs est décédé et Jenő possède un haras. C'est à Miklós que revient la propriété paternelle dont il a bien l'intention de s'occuper désormais. Le pays est en proie au chaos issu de l'effondrement de la monarchie. Le désordre règne, plus rien n'est en place, Budapest leur fait l'impression d'une ville étrangère et hostile. Les boutiques sont fermées. Ils sont certes contents de laisser la capitale derrière eux, mais ils ont du mal à se réadapter à Kenderes où les conditions de vie ont bien changé : hommes et chevaux ont été réquisitionnés par la guerre, les granges et les entrepôts sont vides[46]. Horthy abandonne l'uniforme et se met au travail « avec l'énergie de la jeunesse » selon la baronne Doblhoff. Il se repose de la tension des derniers mois. Dans son récit des années 1930, ce retour aux sources prend évidemment une dimension prophétique : « Car la terre hongroise aux racines ancestrales attendait patiemment son fils, sans lui témoigner ni rigueur ni vindicte d'avoir vécu jusque-là éloigné d'elle[47]. »

DEUXIÈME PARTIE
LE RÉGENT

1919-1944

VI
La Hongrie dans la tourmente

1918-1919

Le déroulement et par conséquent la fin de la Première Guerre mondiale n'ont pas abouti en Hongrie aux mêmes résultats qu'en Autriche. La différence de structure entre les deux composantes de l'empire explique en partie ce décalage. Globalement, la Hongrie vit mieux durant la guerre. Elle garde une grande partie de sa production agricole – au grand dam de Vienne où les pénuries deviennent de plus en plus graves – et son territoire n'est pas touché par les combats qui se déroulent sur les fronts russe et italien. L'expérience est donc moins traumatisante pour les Hongrois, même si, tout comme les autres citoyens de l'empire, leurs soldats sont présents sur tous les théâtres d'opérations. Contrairement au *Reichsrat*, le Parlement hongrois n'est pas suspendu et la vie politique continue à suivre son cours normal. Les Hongrois accueillent favorablement le nouveau souverain, qui le leur rend bien en effectuant de fréquents déplacements dans le royaume : il parle bien hongrois, se montre proche des gens et sa jeunesse séduit. Mais son caractère velléitaire et son incapacité à sortir l'empire de la guerre n'échappent pas aux hommes politiques. L'année 1917 bouleverse la donne à plusieurs niveaux. La révolution russe va certes contribuer à « libérer » l'Autriche-Hongrie de l'engagement sur le front russe, mais les effets de la propagande bolchevique se font immédiatement sentir auprès des prisonniers de guerre ainsi que dans le parti social-démocrate. Le mécontentement gagne à la fois l'arrière, où de nombreuses grèves sont déclenchées au début de 1918, et les troupes, dont certaines unités se mutinent ou passent à l'ennemi. La situation militaire se dégrade, les

dernières offensives austro-allemandes font long feu, et le climat sociopolitique est délétère. Presque toutes les nationalités de l'empire ont créé des conseils nationaux dont les représentants sont le plus souvent des politiciens en exil dans les capitales de l'Entente. Ils font le siège des gouvernements pour faire entendre leurs revendications et leurs exigences territoriales qui sont de moins en moins compatibles avec la survie de l'empire. La Hongrie est ainsi menacée à terme par les Roumains, qui demandent le rattachement de la Transylvanie au royaume de Roumanie, les Slovaques, qui veulent s'unir avec les Tchèques, les Croates et les Serbes qui envisagent la création de la Yougoslavie.

Alors que la guerre semble s'acheminer vers son issue, la Hongrie connaît tout au long du printemps, puis de l'été 1918, une grave crise économique, politique et sociale. Le mécontentement des ouvriers et des paysans s'aggrave, la pénurie alimentaire due à la guerre fait naître un climat de tension dans les villes, et le gouvernement semble impuissant à contrôler la situation. L'agitation gagne Budapest le 13 janvier où des meetings demandent la constitution d'un conseil des ouvriers sur le modèle bolchevique. La grève générale est décrétée pour le 18 janvier. Le gouvernement hongrois réussit à faire ajourner le mouvement par des promesses apaisantes. Mais le retour des pénuries alimentaires et surtout le manque de matières premières qui entraîne une flambée des prix ravivent le climat de tension. Les autorités font interdire le cercle Galilée accusé de propager des idées subversives[1]. Séduits par l'expérience russe, des étudiants membres de ce mouvement avaient fait circuler des brochures pacifistes dans l'armée ; certains adhéreront au parti communiste. Malgré les interdictions répétées et la mobilisation de plus en plus importante de la troupe contre les opposants, une vague de grèves éclate au lendemain du défilé du 1er mai pour réclamer la démission du gouvernement et la fin de la guerre. L'étincelle vient de Vienne, où une grève générale est décrétée le 18 juin. Deux jours plus tard, toutes les usines de Budapest débraient également ; les soldats tirent devant les ateliers des chemins de fer, tuant quatre ouvriers et en blessant plus de vingt. Le dirigeant social-démocrate Jenő Landler exhorte les manifestants rassemblés devant le Parlement à continuer leur action. Un conseil ouvrier est formé, composé de représentants des unions syndicales et de dirigeants sociaux-démocrates.

Les hommes politiques autrichiens et hongrois imaginent des plans de paix sans jamais envisager la dissolution de la monarchie, et l'on pense

plutôt à une réorganisation fédérale de l'ensemble danubien. C'est précisément cette option que choisit Charles dans son Manifeste. Il se résout par là à reconnaître que la guerre est perdue, ce que l'ancien président du Conseil hongrois, le comte Tisza, rend public au Parlement le 17 octobre 1918 dans son avant-dernier discours devant cette assemblée. Mais l'essentiel de son intervention porte sur la préservation du royaume de Hongrie par-delà l'effondrement militaire. Sur ce point, Tisza reste dans la ligne des termes du Compromis et ne remet pas en cause l'association avec l'Autriche. Mais sa position est alors minoritaire et il ne joue plus un rôle politique majeur. Dans les jours qui suivent, la panique saisit la classe politique hongroise et le gouvernement de Sándor Wekerle démissionne le 23 octobre 1918.

Au milieu de la débâcle de l'Autriche-Hongrie, un homme fait figure de recours : le comte Mihály Károlyi (1875-1955), chef du parti de l'Indépendance. Il a commencé sa carrière politique dans le Parti libéral, puis, après les élections de 1905, il est devenu un des dirigeants du parti de l'Indépendance avant de rompre onze ans plus tard avec son chef, le comte Albert Apponyi. Il fonde son propre groupe, le parti de l'Indépendance et de 48, que l'on appelle plus simplement parti Károlyi. Suivant les idées de l'aile gauche du parti de l'Indépendance, Károlyi veut accroître l'indépendance de la Hongrie et souhaite une union personnelle du pays avec la monarchie autrichienne ; il revendique une armée nationale, une zone douanière et une banque nationale autonome. Il réclame en outre l'instauration du suffrage universel, davantage de libertés individuelles et des mesures sociales. Le 25 octobre, deux jours après la démission du gouvernement Wekerle, il fonde le Conseil national, sur le modèle de ceux formés par les nationalités de l'empire, dans lequel on retrouve son propre parti, le parti radical, le parti social-démocrate et des membres du cercle Galilée. Un programme en douze points est élaboré, réclamant l'indépendance de la Hongrie dans le cadre d'une union personnelle avec l'Autriche, une paix séparée, l'instauration du suffrage universel et une réforme agraire. Le texte reconnaît également les droits des nationalités. Le Conseil national est vite considéré comme le gouvernement réel, alors que le roi vient de nommer l'archiduc Joseph comme son *homo regius* chargé de désigner un chef de gouvernement. Une manifestation imposante a lieu à Budapest pour protester contre la décision du souverain. Les ouvriers s'arment et forment des conseils sur le mode russe et tentent de faire

déserter les soldats. Dans cette atmosphère révolutionnaire, on n'oublie pas les symboles et les soldats ornent leurs boutonnières d'asters *(őszirózsa)*. Le comte János Hadik, le président du Conseil nommé par l'archiduc Joseph, démissionne le 31 octobre 1918. Le roi Charles charge Károlyi de constituer un gouvernement de coalition. Pour la première fois depuis la révolution de 1848, un gouvernement hongrois complètement indépendant est formé. Sa composition fait apparaître deux membres du parti de l'Indépendance, deux sociaux-démocrates, Oszkár Jászi pour le parti radical, et trois ministres indépendants ; le portefeuille des Affaires étrangères va à Károlyi. Tous prêtent serment devant l'archiduc Joseph. Le premier Conseil qui se tient au palais royal décide de rétablir les libertés publiques et d'amnistier les soldats mutinés.

Károlyi tente de mettre en place une démocratie moderne et espère, grâce à ses bonnes relations avec les Alliés, un règlement favorable à la Hongrie. Mais la gauche pratique une surenchère permanente et la situation est de plus en plus intenable. Le 1er novembre, un grand rassemblement se tient à Budapest pour exiger la proclamation de la république. Les conseils ouvriers font pression sur les ministres sociaux-démocrates et le gouvernement s'inquiète des activités plus ou moins anarchiques des conseils de soldats. Le ministre de la Défense, le colonel d'artillerie Béla Linder, pense qu'il suffit de dissoudre l'armée pour en finir avec ces éléments instables et nomme un commissaire du gouvernement chargé de les contrôler. Károlyi demande alors au roi d'être délivré de son serment et met sa démission dans la balance. Charles accepte ; Linder peut donc déclarer solennellement la fin de la guerre pour la Hongrie. La capitulation permet le retour dans le pays des soldats hongrois, mais sans leurs armes : quelques jours plus tard, la police de Budapest stoppe tous les trains militaires à une distance respectable de la capitale et confisque les armes ; seuls les soldats originaires de Budapest sont autorisés à entrer dans la ville, les autres sont renvoyés directement dans leurs foyers. Le retour des soldats et le contrôle lâche qui est fait de leurs armes et uniformes contribue à la confusion des mois qui vont suivre et a des conséquences évidentes sur les violences perpétrées ensuite par les Rouges comme par les Blancs.

Le 11 novembre 1918, Charles de Habsbourg abdique. La Première République autrichienne est proclamée le 12 ; le lendemain, Charles se démet de ses prérogatives royales en Hongrie, mais n'abdique pas le trône, détail important dont il va user lors des tentatives de restauration. La

république de Hongrie est proclamée le 16 novembre. Le Parlement est dissous et les membres du Conseil national, élargi aux représentants des partis politiques, des syndicats et aux conseils nationaux élus dans les comitats, prennent possession des sièges des anciens parlementaires. La nouvelle assemblée approuve le décret instituant la république et reconnaît le gouvernement dirigé par le comte Mihály Károlyi, élu président de la République le 11 janvier 1919.

Le climat politique ne tarde pas à se durcir. Le gouvernement, attaché à un modèle de démocratie occidentale, doit en effet faire face à des revendications socialistes et révolutionnaires semblables à celles qui surgissent alors en Allemagne et en Autriche. Le parti social-démocrate s'est considérablement renforcé depuis quelques mois et un Parti communiste hongrois vient d'être fondé. Les actions de masse se multiplient, et bien que les sociaux-démocrates restent loyaux envers le gouvernement, ils sont vite dépassés par les succès des communistes, qui s'inspirent du bolchevisme russe. Le gouvernement demeure impuissant à résoudre les pénuries alimentaires et le manque de charbon, tandis que la grippe espagnole ravage Budapest et que les réfugiés des territoires occupés affluent.

Dans l'intervalle en effet, des pourparlers entre Hongrois et Alliés sont menés à Belgrade. La convention d'armistice est signée le 13 novembre 1918 à Belgrade par Béla Linder pour le gouvernement hongrois et le général français Franchet d'Espèrey, mais la ligne de démarcation n'est pas respectée et les Français laissent les Roumains pénétrer en Hongrie. Les Tchèques et les Slovaques en profitent pour faire monter la pression à l'autre bout du pays. La position de la Hongrie devient intenable et Károlyi est rapidement lâché par les Alliés, qui font de la Hongrie un pays vaincu. Le mémorandum Vix du 3 décembre 1918 cède aux revendications des Roumains et des Slovaques, sans tenir compte de la bonne volonté du gouvernement de Károlyi. Le dépècement du royaume de Hongrie commence : la naissance du royaume des Serbes, Croates et Slovènes (SHS) le 1er décembre 1918 met fin à l'union personnelle entre la Hongrie et la Croatie et annonce le détachement d'une partie du Banat, de la Bácska et de la Voïvodine. Les troupes roumaines pénètrent au-delà de la Transylvanie dans l'intérieur du royaume de Hongrie et atteignent même Kenderes. Une zone frontière provisoire est fixée entre la Roumanie et la Hongrie, que les Alliés veulent voir démilitarisée. Or Károlyi refuse de se

plier à cette mise en demeure. Comprenant que les armées roumaines, tchécoslovaques et yougoslaves vont être autorisées à avancer dans le pays jusqu'aux lignes de démarcation fixées par la convention d'armistice – ce qui signifie un nouveau recul des frontières de la Hongrie –, il démissionne le 20 mars 1919 et annonce la formation d'un gouvernement social-démocrate.

Dès le lendemain, ce parti fusionne avec les communistes, menés par des hommes revenant de Moscou. Le 23 mars, sur les marches du parlement, Béla Kun, commissaire aux Affaires étrangères, et Dezső Bokányi, commissaire au Travail, proclament la naissance de la « république hongroise des Conseils » et annoncent la composition du gouvernement, formé de trente-quatre commissaires du peuple.

Depuis 1917, les bolcheviques pratiquaient une propagande active chez les prisonniers de guerre de l'Empire austro-hongrois capturés sur le front russe, auxquels ils accordaient la liberté en échange de leur engagement à leurs côtés. Après l'armistice de Brest-Litovsk, des Hongrois, séduits par la révolution soviétique, se rendent en Russie ; ils rejoignent les anciens prisonniers pour former un petit foyer de communistes hongrois. Le 4 novembre 1918, ils sont convoqués à Moscou pour une conférence qui décide de la fondation du Parti communiste de Hongrie sous la direction de l'ancien prisonnier Béla Kun[2]. Le procès-verbal de la réunion les invite à rentrer au pays pour y mettre en œuvre la révolution bolchevique. Ils y rejoignent des socialistes-révolutionnaires qui avaient déjà envisagé de se constituer en parti. Le futur parti représente tous les travailleurs de Hongrie, quelle que soit leur appartenance nationale, le comité central comptait d'ailleurs trois Hongrois, deux Roumains, deux Slovaques, et deux Slaves du Sud. Il est renforcé par le retour en Hongrie des prisonniers de guerre qui commence dès la mi-novembre. Béla Kun lui-même arrive à Budapest le 17. Après la rupture avec les sociaux-démocrates, le Parti communiste de Hongrie est officiellement fondé sur le sol national le 24 novembre 1918. À l'origine, le comité central comptait en proportion égale des « Moscovites », pour la plupart d'anciens prisonniers de guerre, des sociaux-démocrates et des anarcho-syndicalistes. Le journal du parti, le *Vörös ujság* (Journal rouge) est lancé le 7 décembre en opposition au *Népszava* (La Voix du peuple) des sociaux-démocrates. Le parti s'implante dans les grandes entreprises de Budapest et ouvre des cellules dans tous les quartiers. Au début, il s'inscrit dans une démarche loyale vis-à-vis du parti

social-démocrate et des syndicats et s'emploie surtout à manipuler la foule croissante des soldats revenus du front et réduits au chômage. Au début de mars 1919, il compte entre 10 000 et 15 000 membres à Budapest et seulement 20 000 à 25 000 dans le reste du pays.

Le nouveau parti se nomme « Parti socialiste de Hongrie » et s'aligne sur les 21 conditions d'adhésion à la IIIe Internationale. Poussés par les bolcheviques, Béla Kun et ses hommes adoptent un programme radical et recourent à la terreur contre les réfractaires à l'aide de la Garde rouge, dont les membres sont surnommés les « gars de Lénine » *(Lenin-fiúk)*. Commence alors une dictature du prolétariat inspirée des méthodes soviétiques qui fait des centaines de victimes et laisse dans le pays le souvenir d'une expérience traumatisante. La dictature du prolétariat mise en place par la république des Conseils frappe autant la grande bourgeoisie que les classes moyennes. Les décrets et ordonnances pris par le nouveau régime sont inefficaces, brutaux, ineptes et le plus souvent ignorés, surtout dans les provinces où le régime ne parvient pas à s'implanter. Les paysans pauvres n'obtiennent pas les terres que le pouvoir veut collectiviser et les plus aisés organisent la résistance passive contre le régime en gardant leur production, ce qui aggrave les pénuries dont souffrait déjà la capitale.

Le gouvernement bolchevique fait long feu, car il ne bénéficie d'aucun soutien, tant à l'intérieur du pays – que les observateurs de l'époque considèrent comme étranger au communisme – qu'à l'extérieur. En effet, la Russie soviétique, dont on attendait beaucoup, se désintéresse rapidement de la Hongrie. L'argent n'a plus aucune valeur et la famine rode autour de Budapest durant l'été de 1919. Les Alliés et les délégués à la conférence de la Paix, dont les sessions débutent alors à Paris, ne sont pas disposés à tolérer la poursuite de l'expérience soviétique en Hongrie. Ils voient donc sans déplaisir des groupes de résistance se former contre le pouvoir de Béla Kun et ils vont même les encourager implicitement. Les cercles de l'opposition de droite avaient déjà commencé à faire entendre leur voix sous le bref régime démocratique de Károlyi. De nombreuses tentatives de renversement du régime venant de l'intérieur vont être ouvertement soutenues par les troupes françaises stationnées à Szeged, dans le Sud du pays. Le 24 juin, les forces conservatrices, regroupées autour des grands industriels, tentent un putsch à Budapest, mais elles sont repoussées par les communistes. La résistance antibolchevique s'organise à Arad, puis à Szeged. À l'est, les Roumains, qui ont franchi à la mi-avril la ligne de

démarcation, harcèlent l'armée hongroise, composée de quatre divisions de « soldats rouges » inorganisés, mais courageux. Profitant de la situation chaotique qui règne en Hongrie, ils repoussent la frontière et continuent leur avance vers Budapest, où après une dernière séance du conseil ouvrier le gouvernement tombe le 1er août 1919. Béla Kun et une partie des dirigeants fuient vers Vienne. Trois jours plus tard, l'armée roumaine entre dans la capitale de la Hongrie sous les yeux d'une population incrédule.

Horthy observe cette évolution depuis son domaine de Kenderes. Comme ses compatriotes, il subit l'enchaînement dramatique des événements : la défaite, la chute de la monarchie, le démembrement de l'empire avec la création des États successeurs, la proclamation de la république puis le régime bolchevique. La Hongrie vit en l'espace de quelques mois un ensemble de bouleversements incomparables : aucun État n'est alors autant ébranlé. Il n'est pas étonnant que les esprits les plus cartésiens aient été saisis de découragement, mais il est tout aussi légitime que certains se soient levés pour tenter de remettre de l'ordre. Le chaos règne dans le pays, qui est partagé entre les communistes, les troupes roumaines, l'armée française et les représentants de la commission de contrôle interalliée (Britanniques, Français et Italiens), et les groupes contre-révolutionnaires qui commencent à se former à partir d'anciens officiers et soldats de l'armée austro-hongroise. La population est à juste titre désemparée. L'identité collective hongroise vit là sa grande crise majeure et elle ne parvient pas à se projeter dans l'avenir. Ce dernier est incertain à bien des égards. L'État hongrois est désincarné, car le souverain est absent (la Couronne est certes préservée mais sans titulaire) et le territoire millénaire envahi et contesté. Tous les repères sont brouillés. Il faut reconstruire un cadre politique dans lequel la nation puisse se reconnaître et fonctionner. C'est pourquoi la contre-révolution apparaît bientôt à tous (y compris aux Alliés et aux observateurs extérieurs) comme l'unique alternative car elle repose sur des bases connues (la monarchie, l'armée, les Églises) qui sont celles de l'ancien régime. Ses animateurs sont des figures familières de la vie politique hongroise, ils portent les noms des familles qui gèrent le pays depuis des siècles (Bethlen, Teleki, Károlyi, Zichy, Andrássy). Même les Habsbourg sont encore là par l'intermédiaire de l'archiduc Joseph[3].

VII
L’homme providentiel

Dans ses Mémoires, Horthy ne se montre pas entièrement détaché des événements que l’on vient de décrire. Contrairement à une idée reçue qui le présente comme arrivant sur la scène par hasard, il dit avoir effectué quelques voyages à Budapest durant les mois qui viennent de s’écouler pour y rencontrer « des personnes qui partagent ses idées » et dont l’objectif est de mettre un terme au désordre. Horthy a en effet des mots très durs contre Mihály Károlyi qu’il considère comme un cryptocommuniste. Le régime de Béla Kun ne peut que lui inspirer le plus grand mépris. Il en conçoit une détestation profonde du communisme qui ne va pas se démentir et qui est une des inspirations de sa politique. Mais il n’est pas le seul dans ce cas et les hommes de la contre-révolution sont animés du même esprit. Tous pensent en outre que ce type de régime est étranger à l’âme hongroise. Le fait que de nombreux commissaires du peuple de la république des Conseils soient juifs renforce ce sentiment. Le syllogisme suivant est vite trouvé : les juifs sont communistes/le communisme vient de Russie/les juifs sont étrangers à la Hongrie. Il s’ensuit une représentation négative des juifs dont les éléments capitalistes sont vus comme des profiteurs de guerre, et les éléments prolétaires comme des bolcheviques à la solde de Moscou. Horthy ne retient que le second élément et fait une nette différence entre les « bons » juifs, industriels, banquiers et commerçants dont le pays a besoin, et les « mauvais » qui embrassent le communisme. Il est nécessaire de rappeler que la propagande contre les profiteurs de guerre affublés de caractéristiques juives a également été pratiquée par les communistes – une constante que l’on retrouve après 1945. Les deux types de régime ont en définitive le même but : faire disparaître la spécificité juive par

l'assimilation. Dans un cas, c'est l'idéologie qui doit effacer les particularités religieuses et culturelles, dans l'autre, la conversion.

La contre-révolution se cristallise essentiellement autour de deux groupes qui vont à terme représenter ses deux tendances majeures : les légitimistes dont la plupart se trouvent à Vienne ; les « électeurs libres » qui se rassemblent à Arad puis s'installent à Szeged, dans la zone contrôlée par l'armée française. Tous veulent le rétablissement de la Hongrie royale et aucun n'est disposé à garder la république comme forme de l'État, mais ils s'opposent sur la nature de la monarchie. Les légitimistes veulent le retour de Charles ou à défaut d'un autre représentant des Habsbourg, l'archiduc Joseph par exemple ; les autres souhaitent que l'on revienne à l'élection du roi choisi parmi plusieurs candidats. Cette différenciation politique est la ligne de fracture du régime qui naît en 1920 et sur laquelle Horthy se tient comme sur une corde raide, oscillant certes, mais ne tombant jamais dans un camp ni dans l'autre.

Ce que l'on va appeler alors les « idées de Szeged » n'a encore rien à voir avec une idéologie partisane bien définie. L'objectif premier est de mettre fin au régime bolchevique, de chasser les troupes roumaines, de restaurer l'ordre et, si possible, d'obtenir un juste règlement de la question territoriale à la conférence de la Paix. La contre-révolution va finalement réussir sur un seul de ces quatre points : le retour à l'ordre. La république des Conseils s'écroule sous le coup de l'invasion roumaine et du travail de sape entrepris par les Alliés, et ce sont ces derniers qui obtiennent le départ des Roumains. Le traité de Trianon va entériner le découpage de la Hongrie au profit des États successeurs.

Les deux mouvements contre-révolutionnaires sont en contact. Le premier, celui qui se constitue à Arad dans la deuxième moitié de janvier 1919, se concentre autour de l'Association de défense nationale hongroise (*Magyar országos véderő egyesület*,-MOVE) dont le chef est l'officier d'état-major Gyula Gömbös. Dès le mois de février, elle rassemble des hommes et des forces militaires hostiles au régime bolchevique. Des politiciens la rejoignent, au premier rang desquels le comte Gyula Károlyi. Il devient son porte-parole et sa principale caution auprès des Alliés. Il entre rapidement en contact avec le représentant britannique, Sir Thomas Cuninghame, et le général français Henri de Gondrécourt[1]. À Vienne, c'est autour du comte István Bethlen que se créent le Comité hongrois *(Bécsi magyar komité)* et le Comité antibolchevique

(Antibolsevista Komité [2]*)*. Des officiers de l'ancienne armée impériale et royale ne tardent pas à venir s'agréger au groupe d'Arad et prennent l'initiative de constituer des troupes. Le colonel Anton Lehár organise une armée dans l'ouest du pays qui est en lien avec le groupe de Vienne. Lehár, qui est un légitimiste, prend ses ordres auprès du comte Antal Sigray à Vienne et ne veut pas être subordonné aux hommes de Szeged, dont il se méfie. L'armée mise sur pied par Lehár, qui couvre bientôt un large territoire entre Graz en Autriche et Sopron, s'installe progressivement plus à l'intérieur de la Hongrie occidentale.

Ces mouvements prennent plusieurs mois et il faut attendre le 11 mai 1919 pour que soit formé à Arad le premier gouvernement contre-révolutionnaire dirigé par le comte Károlyi. Mais il est encore incomplet et l'on cherche entre autres un commandant pour l'armée qui est en train de se constituer. Károlyi décide de solliciter Horthy et lui dépêche un messager à Kenderes. Dans le même temps, Horthy est également approché par un envoyé de Bethlen. Pourquoi est-on venu, des deux côtés, chercher un amiral pour prendre le commandement d'une force qui n'est plus que terrestre ? Deux arguments semblent s'imposer de prime abord : il est l'officier hongrois le plus gradé et il peut ainsi faire l'unanimité auprès des militaires dont certains – on le voit avec Lehár – ne sont pas disposés à être subordonnés à quelqu'un de moins gradé qu'eux et encore moins à un politicien ; sans être connu du grand public, il l'est des militaires et de l'élite politique et l'on peut réactiver le souvenir de la bataille du canal d'Otrante. On peut ajouter en outre qu'en bon militaire, il ne fait pas de politique et l'on espère sans doute qu'il se cantonnera à son rôle de soldat. De son côté, pourquoi Horthy accepte-t-il ? Il écrit dans ses Mémoires avoir répondu immédiatement aux sollicitations des deux camps, ce qui n'est pas exact. Il se rend effectivement le 30 mai à Szeged pour rencontrer Károlyi, Bethlen et les autres membres du mouvement. Il demande une semaine de réflexion avant de prendre sa décision et de rejoindre le gouvernement afin d'y prendre le poste de ministre de la Guerre et de chef de l'armée nationale *(Magyar nemzeti hadsereg)*. La situation est en effet délicate autour de Kenderes, qui est menacé tant par les bolcheviques que par les Roumains qui progressent vers Budapest. L'Armée rouge de Béla Kun est en déconfiture en Slovaquie où elle a vainement tenté de susciter une révolution bolchevique et les Roumains profitent de cette aubaine pour pousser leur avantage. Il est clair que les Alliés ont aussi intérêt à faire

cesser ce chaos. Horthy s'assure de sa famille, qui obtient des Roumains un laissez-passer pour se replier à Debrecen chez des parents. Il a ainsi l'esprit plus libre pour se consacrer à sa mission, même si ses inquiétudes pour le domaine de Kenderes sont réelles et fondées.

L'arrivée de Horthy à Szeged le 6 juin génère interrogations et espoirs. Ainsi Miklós Kozma, qui assiste à ses premiers pas dans cet environnement, dit que les témoins sont contents de voir le héros du *Novara* qui a « remporté de nombreuses batailles navales » et « écrasé la mutinerie des matins de Kotor », en un mot « l'homme qu'il faut pour les officiers[3] ». Il décrit ensuite la scène qui se déroule lors du retour de Horthy : « Vêtu d'un imperméable et d'un chapeau, il parcourut la pièce de son habituel pas rapide de marin et tendant la main à Károlyi lui parla en ces mots : “Après avoir lutté avec ma conscience, je suis venu. Je m'engage. Je n'écouterai pas le bruissement de l'herbe à Kenderes, alors qu'à Szeged le génie hongrois déploie ses ailes pour une seconde conquête du pays[4].” » Kozma, homme de plume, en rajoute certainement dans un lyrisme qui n'était pas le fort de Horthy, même si la langue hongroise s'y prête particulièrement bien.

Il est manifeste en tout cas que le nouveau commandant n'a aucune expérience de l'armée de terre. Horthy est mal à l'aise entre politiciens et militaires. Ses relations avec les Alliés sont également tendues. À Szeged, ce sont les Français qui contrôlent le jeu. Le commandant de la ville, le colonel Betrix, et le commandant en chef des troupes françaises, le général Paul de Lobit, sont méfiants à l'égard du gouvernement contre-révolutionnaire et réticents face à Horthy. Ce dernier aurait de loin préféré avoir affaire aux Britanniques qu'il connaît mieux et dont il se sait apprécié. Quoi qu'il en soit, il prête serment au gouvernement Károlyi le 15 juin dans les termes suivants : « Moi Horthi Miklós jure devant le Dieu vivant que je serai fidèle à la Hongrie et à son gouvernement, que je garderai les secrets officiels, que je m'acquitterai des devoirs inhérents à mes fonctions avec la plus scrupuleuse exactitude et du mieux de mes facultés. Que Dieu m'assiste en cela. » Le secrétaire *(jegyző)* qui a rédigé et signé le document avec Károlyi et Horthy ne connaissait visiblement pas ce dernier puisqu'il fait erreur en orthographiant son nom[5].

La situation n'est toujours pas stable même si le groupe de Vienne se joint au gouvernement de Szeged par l'intermédiaire du comte Pál Teleki délégué sur place et qui prend le portefeuille des Affaires étrangères. Jusqu'au mois d'août, il faut encore compter avec les bolcheviques plus ou

moins débandés et avec les Roumains qui entrent dans Budapest dès l'écroulement de la république des Conseils. La commission de contrôle interalliée qui s'installe dans la capitale impose la constitution d'un gouvernement de coalition qui fait doublon avec celui de Szeged. Aucun des deux gouvernements n'a vraiment d'autorité sur un pays en proie au désordre le plus complet.

Dans ces conditions, la puissance militaire va être un facteur déterminant, et il est dans les attributions de Horthy en tant que ministre de la Guerre du gouvernement de Szeged de mettre sur pied le plus rapidement possible une force armée qui prend bientôt le nom d'armée nationale. Elle doit s'affirmer vis-à-vis des Alliés, mais aussi de l'ensemble du pays afin de faire figure d'unique interlocuteur. Le poids des militaires et leurs objectifs vont donc être une des clés de la reprise en main du pays par la contre-révolution. Dans l'immédiat toutefois, l'armée consiste essentiellement en deux détachements commandés par le colonel Pál Prónay et le major Gyula Osztenburg. L'inquiétude majeure des Alliés, mais aussi d'une grande partie de la population, réside dans le danger de laisser s'instaurer une dictature militaire. Cette hypothèse existe bel et bien, même si Horthy s'en défend. Des hommes de son entourage encourageaient manifestement cette option, dont Horthy aurait été le maître d'œuvre. Les Alliés sont certes favorables à la contre-révolution, mais ils privilégient la solution politique, d'où leur insistance à former un gouvernement confié à István Friedrich (1883-1951), ancien secrétaire d'État à la Défense dans le gouvernement de Mihály Károlyi. Dans l'immédiat, on choisit de confier la régence provisoire du pays à l'archiduc Joseph, qui joue une fois de plus un rôle de médiateur. Son autorité est acceptée par tous et certains la préfèrent à celle de Horthy. Le légitimiste Lehár par exemple, dont les troupes massées en Styrie entrent en Hongrie début août, fait immédiatement allégeance à l'archiduc[6]. Mais le 13 août, il apprend que celui-ci a confirmé l'autorité de Horthy en le nommant commandant en chef de l'armée nationale et il doit donc se soumettre bon gré mal gré. Horthy prête serment le 15 août 1919, en même tant que tout le gouvernement Friedrich. Il abandonne ainsi ses fonctions de ministre de la Guerre pour se consacrer entièrement à la conduite de l'armée. La dualité gouvernementale cesse automatiquement et c'est dès lors le gouvernement Friedrich qui fait autorité sous la houlette de l'archiduc Joseph d'une part, des Alliés d'autre part.

Entre-temps, l'armée conduite par Horthy et rejointe en partie par les détachements en provenance d'Autriche (l'essentiel reste stationné à l'ouest de la Hongrie) s'est ébranlée le 20 juillet en direction du nord et parvient au bord du lac Balaton, à Siófok, début août. Au moment de son départ de Szeged, Horthy reçoit le drapeau dont les marraines sont la baronne Adél Bornemisza et Mme Béla Kelemen. Dans sa réponse aux dames de Szeged qui ont évoqué le souvenir de la bataille de Mohács (1526)[7], Horthy fait explicitement référence à des personnages de l'histoire hongroise, János Hunyadi tout d'abord, héros des guerres contre les Turcs, puis le prince Rákóczi, meneur de l'insurrection contre les Habsbourg au début du XVIIIe siècle. Il poursuit dans cette veine en remerciant les habitants de Szeged qu'il qualifie de « fierté de la nation de Kossuth » (« *Kossuth nemzetének büszkeségét* »), ce qui renvoie explicitement à la fin de la guerre d'Indépendance de 1849 lorsque le gouvernement et la Diète étaient repliés dans cette ville. Il a donc déjà complètement assimilé son métier et anticipe sur sa future fonction. Il sait exactement ce qu'il faut dire pour galvaniser le sentiment national mis à mal par les épreuves subies depuis fin 1918. Il a en outre fait un pas supplémentaire dans l'engagement politique – certains diraient la compromission – en acceptant de devenir le président d'honneur de la MOVE, ce qui le lie à Gömbös et qui n'est pas sans conséquences[8]. Dans le même temps, on organise déjà la propagande autour de sa personne. Immédiatement après sa prise de fonction, un refrain *(nóta)* a été composé pour motiver les soldats et inciter à l'enrôlement, dans la tradition des chansons de *verbunkos* et des *Kossuth-nóta* de 1848 : « Horthy Miklós à Szeged a hissé le drapeau blanc. Il a signé l'ordre de recrutement, En l'écrivant il a lourdement soupiré, Tout le pays pleurera si tu ne deviens pas soldat[9]. »

Parvenu à Siófok, Horthy y installe le quartier général de l'armée nationale. Il effectue ensuite un voyage incognito à Budapest le 15 août en compagnie de son aide de camp, le capitaine Magasházy[10]. Ils adoptent pour l'occasion des vêtements de cheminots et feignent de ne pas se connaître. Horthy se rend chez son frère István, qui habite dans Kaplony-utca, où il a l'agréable surprise de trouver sa femme qui vient d'arriver de Debrecen. Elle y a laissé leurs trois enfants sous la bonne garde d'un prêtre afin de pouvoir se rendre à Budapest. Elle fait à son mari le récit du saccage du domaine par les troupes roumaines[11]. Le lendemain, Horthy se rend à la

mission interalliée dont le chef est alors l'Anglais Sir George Clerk. Ce dernier est particulièrement préoccupé par l'établissement d'une dictature militaire, ce dont Horthy le rassure. Clerk est en effet en train de mener des négociations avec des représentants de tous les partis politiques (sauf les communistes, dont la plupart ont quitté le pays) afin qu'ils acceptent le gouvernement de coalition. Ce souci est également celui des Français, qui craignent l'instauration en Hongrie d'un régime trop réactionnaire et insistent sur la pluralité du gouvernement. Horthy leur reproche d'ailleurs cette insistance sur la représentation démocratique dont il rend responsable Clemenceau[12]. Il va ensuite voir le commandant en chef roumain, le général Mardarescu, qui loge à l'hôtel Gellért. Leur entretien se déroule en allemand, et Horthy se montre déterminé à lutter contre les Roumains si ceux-ci ne respectent pas l'ordre de retrait qui leur a été donné et franchissent la ligne de démarcation. Le récit de tous ces événements est très embrouillé dans les Mémoires de Horthy et il malmène la chronologie des mois d'août et de septembre 1919. Les récits de ses contemporains sont plus fiables, car certains ont tenu leur journal ou bien ont restitué les événements presque à chaud. À partir de ce moment-là, Horthy se rend fréquemment à Budapest pour conférer avec la mission interalliée. Il trouve un allié en la personne de l'amiral anglais Sir Ernest Troubridge (1862-1926), qui préside la commission internationale du Danube.

L'autre problème sur le terrain est représenté par la menace que font peser les Yougoslaves sur le sud du pays. Leurs troupes tiennent alors en partie la Bácska, dont la possession est revendiquée par le nouvel État, ce qui empêche la communication entre Szeged et l'ouest de la Hongrie. Des négociations doivent être menées à Belgrade dès la mi-juin afin d'obtenir le passage des troupes hongroises et un retrait de l'armée serbe. Horthy – qui parle croate – se rend donc à Belgrade en compagnie de Teleki, le ministre des Affaires étrangères. Ils sont reçus par le président du Conseil Stojan Protić (1853-1923) et rencontrent également le ministre yougoslave des Affaires étrangères, le chef d'état-major, l'amiral de la flotte, les ambassadeurs français et britannique, ainsi que les amiraux britannique (Troubridge) et américain. Les Yougoslaves se montrent très hostiles à la république des Conseils et accueillent favorablement la contre-révolution, mais ils ne veulent pas être privés de leurs gains territoriaux. L'entente se fait donc et le royaume SHS est le premier État à reconnaître officiellement le gouvernement de Szeged. Les relations avec les Yougoslaves sont donc

bien moins conflictuelles que celles entretenues avec les autres voisins – Autriche mise à part – de la Hongrie, les Tchèques et les Roumains. Horthy, qui a d'excellents souvenirs des marins croates, montre une empathie évidente envers le royaume yougoslave – ce sera par la suite une constante de sa vision de l'équilibre régional.

Le 23 août 1919, l'archiduc Joseph se démet de ses fonctions de gouverneur provisoire. Son geste est le résultat de la pression des Alliés et notamment de la France, qui ne souhaitent pas voir un Habsbourg se maintenir à la tête de la Hongrie, avec le risque qu'il en devienne le souverain légitime. La conférence de la Paix est précisément en train de régler la question autrichienne en interdisant tout retour des Habsbourg. Le traité de Saint-Germain, signé le 10 septembre 1919, statue également dans son paragraphe 88 sur l'indépendance de l'Autriche et dans son paragraphe 91 sur le renoncement à toute reconstitution de l'ancien empire[13]. Mais le départ de l'archiduc relève aussi de la politique intérieure. Anton Lehár, qui lui est favorable, explique son éloignement par l'action de trois facteurs : les aristocrates hongrois en premier lieu, qui ne l'auraient pas soutenu, tablant sur un retour de Charles. Cette explication ne tient pas, car ils étaient tous légitimistes et se seraient probablement rangés derrière l'archiduc. Deuxièmement, on aurait intrigué contre lui auprès des Alliés et notamment le margrave Pallavicini, qui leur a fait parvenir un mémorandum contre les Habsbourg. Certains décideurs hongrois ont effectivement tenté d'aller dans le sens des Alliés en espérant par là préserver le royaume d'un démembrement trop important. Enfin, troisième coupable, Horthy lui-même, dont Lehár fait déjà un candidat potentiel à la régence. Il aurait lui aussi œuvré au dénigrement de l'archiduc et de la famille impériale auprès de la mission interalliée. Après la démission de l'archiduc Joseph, Horthy se serait explicitement félicité devant Lehár d'avoir provoqué le retrait de celui « qui sans cela serait devenu roi de Hongrie en trois jours[14] ».

La marche sur Budapest s'effectue en plusieurs étapes qui peuvent paraître fort longues au regard de la faible distance qui sépare Siófok de la capitale, mais le pays est encore dans une situation instable. Les relations entre les Alliés et les Roumains, d'une part, et entre les Alliés, le gouvernement Friedrich et les Hongrois, d'autre part, ne sont pas aisées. Après le retrait de l'archiduc Joseph, Horthy apparaît de plus en plus comme l'homme fort car il a désormais derrière lui des milliers de soldats. Il est proche des hommes et passe du temps avec eux, ainsi que le relate

Kozma : « Il était volontiers parmi nous. Il a souvent déjeuné et dîné avec nous, il venait se baigner en notre compagnie et ne faisait pas mystère du fait que c'était au milieu des officiers qu'il se sentait le mieux[15]. »

Malgré les dissensions qui peuvent exister chez les militaires et dont une fois de plus Anton Lehár se fait l'écho, ils suivent Horthy sans broncher, espérant sans doute pour les uns l'établissement d'un régime militaire, pour les autres en revanche le moment opportun pour se débarrasser de lui. À la veille de l'entrée des troupes dans Budapest, Lehár est reçu par Friedrich, qui lui aurait demandé comment faire pour démettre Horthy. Lehár objecte que c'est Friedrich lui-même qui l'a confirmé dans sa fonction de commandant en chef et que pour le déposer il faudrait disposer immédiatement d'une alternative, ce qui n'est pas le cas. À la question que pose Friedrich de savoir si les officiers suivent Horthy, Lehár répond : « Je lui dis ouvertement, oui. Tout comme moi-même je suis à ses côtés. Je pense qu'une scission du corps des officiers serait extrêmement dangereuse. Je considère Horthy comme un homme honnête. Qu'il soit mal conseillé est une donnée que l'on peut faire évoluer. Mais vouloir séparer maintenant de lui les officiers serait un mauvais service à rendre à la patrie en ces temps difficiles[16]. » Lehár comme les autres savent que Horthy a promis au représentant britannique de la commission interalliée Clerk ne pas vouloir instaurer une dictature militaire une fois parvenu dans la capitale.

Durant les mois de septembre et d'octobre, la situation militaire se normalise, dans l'ouest du pays notamment, où les troupes venues d'Autriche fusionnent progressivement avec celles de Horthy. Certains régiments de l'ancienne armée sont ainsi reconstitués comme par exemple le régiment de hussard de Transdanubie qui se regroupe à Enying, à quelques kilomètres à l'est de Siófok. Une photographie prise alors montre Horthy en compagnie de sa famille posant au milieu des hommes : István le fils aîné se tient devant avec les officiers, Miklós, le second, sur la gauche, ils sont tous deux en uniforme, Paula est à la droite de son père, leur mère à sa gauche. Le cliché a été pris à l'occasion d'un concours de chasse organisé pour la Saint-Hubert sur les terres du comte Csekonics[17]. Moins glorieuses sont les exactions commises par l'armée nationale qui entachent le parcours triomphal vers Budapest. Selon Horthy, bien entendu mis au courant, elles sont perpétrées par des francs-tireurs indisciplinés qu'il faut remettre dans les rangs. Cette vision d'une armée de mercenaires incontrôlables ne tient pas devant la multitude de témoignages des officiers

de l'ancienne armée impériale et royale qui ont à déplorer ces crimes. Ce sont bien des soldats qui les commettent, généralement sur l'inspiration des sous-officiers proches de Gömbös, qui pourchassent les « rouges » auxquels sont immanquablement associés les juifs. Les commandants Prónay et Osztenburg couvrent également ces violences[18], quand ils ne les encouragent pas. C'est le début de ce que l'on va appeler la terreur blanche – il en sera de nouveau question. Lehár raconte les événements auxquels il a été confronté personnellement. Il se montre convaincu que les ordres d'exécutions sommaires de communistes ou soupçonnés tels venaient directement de Gömbös, qui se savait couvert par Horthy. Ce dernier se serait publiquement félicité à chaque fois que ces faits lui étaient rapportés. Des exactions ont lieu début septembre dans le district sur lequel Lehár exerce son autorité, à Czelldömölk et Tapolca, au nord du lac Balaton. Il prend des mesures et fait faire une enquête, mais on ne retrouve pas les coupables. Lehár et son entourage sont scandalisés. Après les incidents survenus à Tapolca le 11 septembre, il prend des mesures plus énergiques pour contrôler la troupe et affirme qu'il n'y eut plus de pogrome (selon son expression) en Hongrie occidentale. Autour de Siófok, en revanche, dans les environs mêmes du quartier général, les violences continuent. L'obsession du danger bolchevique – indéniablement partagée par Horthy – n'explique pas tout. Identifier les juifs aux communistes permet aussi de perpétrer des actes purement et simplement antisémites dissimulés sous une justification politique. Dans ces conditions, on comprend la méfiance des Alliés et leur souci de ne pas précipiter l'arrivée à Budapest de Horthy, qui ne peut que s'apparenter à une prise du pouvoir dont on redoute la nature. On a en effet de bonnes raisons de penser qu'il ne sera pas d'essence démocratique telle que peuvent l'entendre Français et Britanniques. Les Américains et les Italiens montrent moins de réserves et sont de manière générale plus en retrait dans les négociations tant avec le gouvernement qu'avec Horthy.

À partir de septembre, la remontée des troupes en direction de la capitale s'apparente selon les témoins à une reconquête. Plusieurs auteurs n'hésitent pas à ce propos à employer les termes généralement utilisés en hongrois pour qualifier la conquête du pays par les hordes d'Árpád à la fin du IXe siècle. Une imagerie commence à se diffuser dans l'opinion qui présente Horthy comme le sauveur de la nation. On voit apparaître des affiches avec des symboles qui rappellent à la fois son ancien emploi (le

gouvernail), ornées du tricolore rouge-blanc-vert, ou bien de la couronne. Dans des dessins, il apparaît – très peu ressemblant, car son visage est encore inconnu du grand public – marchant au-devant des troupes qui balaient sur leur passage des communistes aux traits juifs stéréotypés. Jenő Pilch par exemple emploie le terme de « sauvetage de la patrie » *(honmentés)* pour l'ensemble de l'entreprise et qualifie le parcours de Horthy de « première marche triomphale » *(első diadalútjai)*. Ce dernier marque d'ailleurs plusieurs arrêts au gré de l'avancée des troupes et fait des entrées triomphales dans toutes les villes de la région, ce qui a pour effet de marquer les esprits et d'asseoir le pouvoir de l'armée nationale. Horthy est à Kaposvár le 8 septembre, puis à Szombathely, à Kőszeg le 22 septembre et à Sopron ensuite. C'est l'ensemble de la Transdanubie qui est ainsi reconquise. Une grande fête est organisée à Székesfehérvár le 12 octobre, dont l'un des participants est l'évêque Ottokár Prohászka, qui devient rapidement un des thuriféraires du nouveau régime[19]. La cavalerie *(lovasbandérium)* du comitat est conduite par le comte László Eszterházy. Le margrave György Pallavicini est également présent en sa qualité de commissaire du gouvernement *(főkormánybiztos)*, ainsi que l'ancien préfet, le comte Viktor Széchenyi. Pour faire bonne mesure, le président du Conseil Friedrich est là aussi. Ce sont ensuite Veszprém, Győr, et enfin Esztergom, siège du primat de Hongrie, et Komárom le 10 novembre[20].

D'ultimes négociations ont lieu avec Clerk le 23 octobre en vue de préparer l'entrée de l'armée nationale à Budapest. Le 6 novembre, celui-ci demande à Horthy de recevoir les délégués des partis de gauche afin de leur affirmer que cela ne donnera pas lieu à l'instauration d'une dictature militaire. Les entretiens que Horthy poursuit avec ces hommes laissent transparaître sa méfiance et son mépris vis-à-vis de la plupart d'entre eux. Tous se plient toutefois à la pression de Clerk. Les troupes de Transdanubie (Lehár) sont désormais stationnées dans un rayon autour de la capitale, couvrant les localités de Pomáz, Csobánka, Pilisvörösvár, Páty, Torbágy, Törökbálint et Érd. Elles font ensuite mouvement dans plusieurs directions vers la capitale : Szemlőhegy, Vérmező, Gellért-hegy, Budafok, et la gare de Kelenföld et Óbuda[21]. L'étape suivante consiste à s'assurer des ponts sur le Danube et des points stratégiques de la ville. Une autre partie des troupes est arrivée à Budapest en remontant le Danube. L'ensemble de ces forces conjuguées se monte à environ treize mille hommes. Au matin du 16 novembre, Horthy et l'armée nationale entrent dans Budapest. La

colonne à la tête de laquelle il chevauche est partie de la gare de Kelenföld à 8 heures du matin. Le temps est maussade, humide et froid. Un an jour pour jour après la proclamation de la république, la Hongrie s'apprête de nouveau à changer de régime.

Grâce à son biographe anglais, on sait que le cheval blanc que montait Horthy était un *« white Arab charger »* présenté en outre comme sa monture favorite[22]. Ce qui compte toutefois dans la construction mémorielle n'est pas la race de l'animal, mais sa couleur. Par la suite – et notamment lors de la reconquête de 1938-1940 –, Horthy apparaîtra toujours sur un cheval blanc. L'association est immédiatement faite par les observateurs entre Horthy et le conquérant Árpád[23], même si plus tard le personnage du chef de tribu païen va céder la place au saint roi Étienne.

La première station est effectuée non loin de là, à Buda, devant l'hôtel Gellért qui abrite alors la Commission interalliée. Là attendent aussi le maire et les autres édiles de Budapest. Horthy répond au message d'accueil du maire Tivadar Bódy en des termes qui vont rester célèbres pour leur caractérisation de la ville et du rapport ambigu qu'il a avec elle. « Monsieur le Maire, veuillez accepter pour vos paroles chaleureuses mes remerciements sincères au nom de l'armée hongroise. Aujourd'hui, au seuil de cette ville, je ne suis pas enclin à faire un discours avec les clichés habituels. Mon sens de la justice m'oblige à dire sans détour ce que je sens en ce moment. Lorsque nous étions encore loin, lorsqu'il n'existait pour nous qu'un pâle espoir de revoir en armes cette ville <u>dévoyée</u>, nous l'avons maudite et nous l'avons haïe, car de loin, nous ne voyions que les vagues sombres de la tourbe dans laquelle elle avait sombré, et non nos pauvres frères hongrois et tous les martyrs souffrant de persécution. La nation hongroise a toujours aimé et choyé Budapest. Et pourtant, ces derniers temps, cette ville est devenue son malheur. Ici, sur les rives du Danube, je convoque la capitale hongroise devant un tribunal ; cette ville qui avait nié son histoire millénaire, cette ville a traîné dans la poussière les couleurs nationales et la Sainte Couronne, et s'est drapée dans des loques rouges. Elle a jeté en prison les meilleurs représentants de la nation, ou les a chassés du pays ; elle a en plus dilapidé notre fortune. Mais au fur et à mesure que nous approchions d'elle, la glace qui entourait notre cœur a fondu, et nous étions prêts à lui pardonner. Nous lui pardonnons, si cette ville <u>coupable</u> rentre au service de la patrie, si elle aime de tout son cœur et de toute la force de son âme ce pays dans lequel reposent les ossements de nos

ancêtres, si elle aime la glèbe que nourrissent nos frères à la sueur de leur front, la Sainte Couronne, la double croix, les trois tertres et les quatre fleuves, en un seul mot, notre patrie hongroise et notre peuple hongrois[24]… » Horthy évoque ensuite en quelques phrases les soldats de son armée et ce qu'ils sont venus faire : restaurer l'ordre et punir s'il le faut, mais aussi se montrer fraternels envers tous ceux qui leur tendront la main. Dans ce court discours – Horthy n'en fera jamais de beaucoup plus longs – s'exprime l'essence du régime qui va s'installer dans les mois suivants. L'ambivalence de son rapport à Budapest s'exprime dans l'emploi du mot « coupable », dont la traduction du hongrois renvoie au péché *(bűn)*. Les références à la terre sont en opposition aux valeurs supposées moins honorables de la ville. La métropole est cosmopolite, elle est, selon lui, une Babylone aux mains des juifs. On va donc exalter le monde des campagnes face à la perdition que représente la grande ville. La notion de dévoiement (*tévutra vezetett* en hongrois, *irregeführt* en allemand) au sens premier du terme signifie que la ville a été entraînée sur le mauvais chemin par le gouvernement de Károlyi tout d'abord, puis par les bolcheviques. La référence à la Couronne s'oppose à la république et annonce le retour à la monarchie. La mention de la croix qui suit est logique puisque la Hongrie était un royaume chrétien, elle préfigure un retour aux traditions. La catastrophe est interprétée dans le sens du châtiment infligé au pays qui était en voie de lente mais sûre laïcisation. Enfin le tricolore, qui signifie l'ardeur, la fidélité et l'espérance, indique que le nouveau pouvoir sera national, on cherchera donc à renforcer la cohésion à l'intérieur et à regagner les territoires perdus à l'extérieur. Nationalisme et révisionnisme sont érigés en mots d'ordre.

Horthy fait une apparition décisive en ce jour. L'Anglais Rutter le décrit ainsi : « Il était rasé de près, les épaules larges, avec des traits bien dessinés et des yeux bleus vifs. Son expression était grave et résolue tandis qu'il recevait les acclamations de ceux qui s'étaient massés sur les trottoirs[25]. » Le général américain Harry Hill Bandholtz en fait plus ou moins le même portrait : « L'amiral Horthy est un officier de belle prestance et d'apparence intelligente et je crois qu'il est sincère dans son désir et dans son intention de tout faire pour le mieux[26]. » En revanche, sa façon de parler en surprend plus d'un. István Milotay, présent devant l'hôtel Gellért, trouve que Horthy parle hongrois comme François-Joseph, et donc avec un accent prononcé. Il s'ouvre de cette bizarrerie à l'écrivain Ferenc Herczeg qui se tient à côté de

lui et ce dernier lui dit que le roi Mathias a parlé tchèque à Prague. Milotay réfléchit alors et constate que le prince Rákóczi aussi avait oublié la langue hongroise durant ses études chez les jésuites, ce qui ne l'a pas empêché de prendre la tête de l'insurrection. Il rapporte également les dires de Gömbös avec qui Horthy s'entretient toujours en « bon allemand de Vienne » *(jóbécsi németre*[27]*)*. Le père Zadravecz confirme cette relative étrangeté de Horthy envers sa langue maternelle. Lors de leur première rencontre à Szeged en juin, il trouve qu'« il parlait mal le hongrois, en hésitant et avec un accent étranger[28] ».

Une proclamation aux habitants de Budapest qui avait été placardée aux premières heures de la matinée était certes signée Horthy, mais personne ne le connaissait. En quelques instants, tout le monde sait qui il est et les rues se remplissent d'une foule curieuse. On parle de dix mille personnes entre le rond-point et l'hôtel, puis de vingt mille personnes autour de l'hôtel Gellért et sur le parcours conduisant au pont Élisabeth. Le colonel Lehár confirme la liesse populaire, sa voiture est jonchée de fleurs jetées par les passants. Les troupes s'ébranlent au son de la marche composée par son frère Ferenc (Franz) à son intention pour son entrée dans Budapest[29].

Le cortège traverse le pont et se rend devant le Parlement où il est attendu par le président du Conseil, Friedrich, et le cardinal-primat János Csernoch, archevêque d'Esztergom. Aux côtés du cardinal, tout comme lors du couronnement de 1916, se tiennent deux évêques protestants et un pope orthodoxe. Les trois hommes bénissent le drapeau de l'armée reçu des mains de la romancière Cécile Tormay au nom des dames de l'Association nationale des femmes hongroises *(Magyar asszonyok nemzeti szövetség)*. On a dressé sur la place une chapelle provisoire et Csernoch célèbre une messe. Il prend ensuite la parole et salue l'avènement d'une nouvelle ère. Il parle de « la Hongrie chrétienne glorieusement ressuscitée ». Le pasteur calviniste Elek Petri enchaîne sur « ces drapeaux levés pour que vivent les Hongrois, que Buda se redresse, afin que la sainte terre des Hongrois ne soit pas entraînée vers les portes de l'enfer ». Dans la même veine, le pasteur luthérien Sándor Raffay évoque la Hongrie restaurée des Carpates à l'Adriatique. Il en appelle aussi à la Sainte Couronne ; ce qui fait réagir la foule qui crie « Vive la Sainte Couronne, vive le roi ! ». Devant cette légère dissonance, il se croit obligé de reprendre la parole et d'ajouter une référence à la nation. Enfin, le prieur unitarien Miklós Józan s'exprime au

nom des Sicules de Transylvanie et se réjouit de voir continuer la nation millénaire[30].

Le soir, une représentation de gala est donnée à l'Opéra. Auparavant, les troupes ont défilé sur l'avenue Andrássy, ce dont témoigne un film. Horthy arrive en voiture : il est accueilli par le directeur Emil Abrányi Jun. Ce dernier fait jouer l'hymne national *(Himnusz)*. Sur la scène on a disposé une statue représentant *Hungaria* brandissant son épée. L'acteur László Bakó récite des vers puis l'on donne des extraits du premier acte de l'opéra de Ferenc Erkel *Bánk bán*. Après la pause, la chanteuse Emilia Markus interprète le second chant national hongrois, le *Szózat* (Exhortation) de Mihály Vörösmarty (musique de Béni Egressy). Le spectacle se termine par la Marche de Rákóczi *(Rákóczi-induló)* de Berlioz. L'orchestre de l'Opéra est dirigé par Antal Fleischer. La soirée s'achève par une réception à la résidence du président du Conseil, le palais Sándor, à deux pas du château royal de Buda[31].

Après Budapest, la tâche de l'armée nationale est de reprendre le contrôle du pays progressivement libéré par les troupes roumaines qui se sont retirées derrière la ligne de démarcation fixée par les Alliés. Les « territoires libérés » *(felszabaditott területek)*, selon l'expression alors employée, sont visités par Horthy à partir du mois de décembre. Il inspecte successivement les comitats de Heves, Borsod, Kiskun, la ville de Kalocsa, qualifiés par Jenő Pilch de « terres des martyrs » *(mártirok földje)*, et enfin sa propre région à commencer par la ville de Szolnok. Ces tournées se poursuivent au début de l'année 1920 : Horthy visite la grande plaine *(Alföld)* et les villes de Cegléd et Kecskemét le 7 février 1920[32].

La victoire de la contre-révolution a été accompagnée de violences dont la teneur est ouvertement antisémite. La « terreur blanche » succède à la « terreur rouge » pratiquée par les bolcheviques dont elle se veut la vengeance. Les bolcheviques ont saccagé des propriétés terriennes et des biens appartenant à des nobles et à des « koulaks » et ils ont aussi malmené les paysans peu enclins à adopter la collectivisation. Les « gars de Lénine » ont employé des méthodes brutales contre eux. Les terres promises par la réforme agraire étaient en effet destinées à devenir collectives sur le modèle soviétique. Le bilan des victimes est toutefois faible en comparaison des exactions commises par les troupes et groupuscules qui agissent sous couvert de l'armée nationale. Sur les cinq mille victimes mises au crédit de

la terreur blanche, trois mille sont des juifs. La diffusion massive d'images et de caricatures stigmatisant les juifs comme des bolcheviques, des agents de l'étranger et donc des traîtres à la nation hongroise, a contribué à alimenter et à justifier la violence à leur encontre. Cette propagande est en partie orchestrée par l'armée elle-même, qui la distribue dans ses propres rangs. On a en outre incité les journaux à publier des articles et des caricatures dans ce sens[33]. Ces crimes ont été perpétrés dans les campagnes, où les juifs étaient souvent isolés. Il a été aisé de motiver les paysans qui venaient de subir la pression des communistes et qui étaient déçus de ne pas avoir obtenu les terres que ces derniers leur promettaient. On s'en prend donc aux intendants des grands domaines, aux cabaretiers, aux petits commerçants juifs des villages.

Horthy est certes conscient de ces incidents et informé de leur nature. Il n'a toutefois rien entrepris pour y mettre un terme. Il ne s'est pas non plus exprimé clairement en les condamnant par principe. On peut y voir plusieurs raisons. Horthy est tout d'abord un homme de son temps, né dans un cadre peu disposé au philosémitisme. Son éducation, sa formation puis sa carrière ne le mettent pas en contact avec les juifs et il garde d'eux des souvenirs hérités de sa jeunesse. Il est donc imprégné des préjugés et des stéréotypes qui circulent. Son passage par Vienne ne fait que les renforcer. Sa vision du monde est celle d'un petit noble calviniste conservateur et il professe donc un antisémitisme banal conforme à son époque, proche de celui théorisé par les chrétiens-sociaux. Il ne cesse pas de considérer qu'il y a les « bons » juifs, assimilés et patriotes, et les « mauvais » qui ont amené le bolchevisme. Deuxièmement, c'est un militaire et de ce fait un homme d'action qui ne s'embarrasse pas de réflexion. Le but de son armée est la reconquête du pouvoir, il est inévitable que des dérapages se produisent, en somme « on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ». Troisièmement, la violence contre les juifs se veut une réponse à leur prétendue participation à la république des Conseils. Horthy n'est donc pas gêné idéologiquement par ces exactions alors qu'il emploie sans cesse dans son discours les mots « honneur » et « devoir ». Dans son attitude vis-à-vis de la terreur blanche, il les dissocie en faisant passer le devoir – le retour à l'ordre – devant l'honneur, qui lui aurait imposé de condamner et de faire cesser les violences antisémites. Son malaise envers les juifs est manifeste et constituera par la suite une constante de sa politique ou plutôt de sa démission face aux antisémites.

Dès le 20 novembre 1919, Horthy reçoit à l'hôtel Gellért, où il a établi son quartier général, une délégation de l'Association juive hongroise *(Magyar zsidók országos szövetség)* qui s'est constituée au lendemain de la chute de la république des Conseils[34]. Cette rencontre montre que l'on est bien conscient du problème posé par l'antisémitisme des deux côtés. L'association est représentée par son président Jenő Polnay, le baron Adolf Kohner, le journaliste József Vészi, le président de l'Agence centrale orthodoxe Adolf Frankl et le docteur József Patai. Polnay prend la parole pour exprimer la fidélité des juifs à la patrie hongroise et rappeler le sacrifice de ceux qui viennent de donner leur vie pour elle durant la guerre. Il condamne ensuite fermement le bolchevisme et déclare que les commerçants et industriels dont les biens ont été pillés veulent désormais « accomplir avec enthousiasme leur devoir patriotique dans l'œuvre de renaissance nationale ». Horthy leur répond en déplorant le fait tragique que beaucoup de juifs ont été parmi les meneurs bolcheviques. Il se désole des « événements regrettables » *(sajnálatos események)* qui ont eu lieu en Transdanubie pour cette raison. Il promet que l'armée va restaurer « l'ordre et le calme ». Enfin, il se montre persuadé que les juifs vont œuvrer à l'entreprise de reconstruction avec un « sentiment patriotique[35] ».

Dans ses Mémoires, Horthy se dédouane complètement des violences antisémites dont il rend responsables des détachements incontrôlés de francs-tireurs. Ce n'est pas entièrement faux, car il y en eut effectivement. Toutefois, l'essentiel des exactions a été commis de manière systématique et consciente par des troupes de l'armée nationale. Il justifie, s'il ne l'excuse pas, la flambée de violence par le chaos dans lequel est plongé le pays par la faute du régime bolchevique. Là encore il n'a pas totalement tort, c'est une situation de non-droit qui a régné en Hongrie très certainement entre les mois de mai 1919 et janvier 1920. Tous les biographes de Horthy défendent cette thèse en constatant, d'une part, la dérive inévitable générée par le désordre, et d'autre part l'impuissance du commandement à contrôler un agrégat de troupes peu disciplinées. On accuse également de mollesse le gouvernement, qui s'est déchargé sur l'armée de la responsabilité du retour à l'ordre[36].

Depuis son engagement dans la contre-révolution, Horthy est devenu plus ou moins l'otage de ceux qui l'ont fait appeler. Les officiers qui gravitent autour de Gyula Gömbös et de la MOVE gagnent de plus en plus en influence auprès de Horthy, qui apprécie leurs qualités militaires et leur

énergie à restaurer l'ordre. Il est peu regardant sur leurs méthodes et sur leur idéologie. Ses rapports avec la MOVE deviennent toujours plus étroits. Après en avoir été élu président d'honneur, il assiste ainsi le 17 janvier 1920 à son assemblée générale. Son épouse l'accompagne en tant que marraine du drapeau de l'association. Elle fait une courte allocution dans laquelle elle dit que rien ne vaut l'amour d'une mère et elle se compare aux mères spartiates. C'est dans cet esprit qu'elle remet le drapeau sur lequel est brodée la devise « Dans l'honneur pour la patrie ! » *(Becsülettel a hazáért !)*. Progressivement, Horthy échappe à son milieu d'origine, le légitimisme, et penche vers ces hommes nouveaux auxquels il est reconnaissant d'avoir permis le retour à l'ordre. Il est partagé alors entre son ambition personnelle, dont les contours sont encore flous au début de 1920, les légitimistes qui attendent de lui la restauration non seulement du royaume de Hongrie, mais encore de son roi légitime, Charles de Habsbourg, et Gömbös avec ses partisans qui souhaitent l'élection du souverain. Ces derniers envisagent de mettre Horthy sur le trône afin de se servir de lui pour établir un régime sinon fasciste, du moins corporatiste.

Comment Horthy est-il devenu régent de Hongrie dans ces conditions ? Quelle est la part dans ce choix de sa propre ambition, des facteurs extérieurs (les Alliés) et intérieurs (l'équilibre fragile entre légitimistes et hommes nouveaux partisans de l'élection du souverain) ? La thèse avancée par l'ambassadeur des États-Unis John Montgomery selon laquelle sa nomination serait due à la pression britannique est peu crédible : « Il est peu connu que Horthy a été choisi régent par la grâce de la Grande-Bretagne. La stratégie britannique consistant à le soutenir était subtile et tortueuse. L'amiral Troubridge, qui était à la tête de la mission alliée à Budapest, fit savoir que Horthy serait un bon candidat. Il est probable que la marine britannique avait plus de poids en la matière que le Foreign Office. Horthy avait toujours témoigné de sa profonde admiration pour la marine britannique[37]. » Il est certain que Horthy bénéficiait auprès des Britanniques d'un capital de sympathie et de confiance et que ces derniers ont accueilli avec satisfaction son avènement, mais en faire les initiateurs est exagéré. Pour les Alliés en général, y compris les Français, Horthy est un candidat acceptable. Son accession à la régence éloigne dans l'immédiat le spectre d'une restauration Habsbourg dont aucune des puissances alliées et encore moins les États successeurs ne veulent. Sa personnalité est jugée suffisamment forte pour éviter une prise de pouvoir par les éléments plus

extrêmes représentés par Gömbös et son entourage. Le retour à la monarchie est une assurance contre l'instauration d'une dictature militaire. Enfin, le rejet de la démocratie permet aux Alliés et surtout aux Français de maintenir une attitude de grande fermeté vis-à-vis de la Hongrie au moment où se déroulent deux processus concomitants : la négociation du traité de paix qui va entériner le démembrement de la Hongrie royale ; le rapprochement de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie dont la France va faire le socle de sa politique en Europe centrale. Face à une Hongrie démocratique telle qu'elle s'annonçait avec le gouvernement Mihály Károlyi, la France aurait eu du mal à justifier sa politique. Elle préfère ainsi, non sans cynisme, un régime autoritaire. Le révisionnisme va servir de repoussoir et de ferment pour la Petite Entente, dont les partenaires n'ont d'autre raison d'être que de contenir le danger allemand et accessoirement hongrois, mais peu de véritables intérêts communs.

Horthy écrit dans ses Mémoires qu'il se retrouve au début de 1920 précisément là où il aurait voulu éviter d'être : dans la politique[38]. Cette première phrase du chapitre qu'il consacre à son élection à la régence introduit une constante dans son récit. Il se présente en effet la plupart du temps comme forcé par les événements à agir selon son devoir, alors que dans tous les cas une alternative était ouverte. Il aurait ainsi pu démissionner à tout moment : en janvier 1920 après les élections en considérant qu'il avait accompli sa tâche. Par la suite, et notamment au moment de l'entrée en guerre et après, il aurait pu se retirer de cet engagement politique qu'il ne cesse de définir par défaut et en exprimant sa répugnance. Or il semble bien qu'il ait pensé dès janvier 1920 à l'éventualité d'une régence sous sa conduite, ce que confirme le général américain Bandholtz qui s'entretient avec lui le 4 février 1920[39]. Ses voyages dans les provinces à la fin de 1919 et au début de 1920 peuvent ainsi être interprétés comme les étapes d'une campagne qui n'a pas pour seul but de restaurer l'autorité de l'État, car ce n'est pas dans ses attributions, mais aussi de se faire connaître de la population.

Après l'arrivée de Horthy à Budapest, le gouvernement Friedrich est remanié sur injonction des Alliés et sa présidence confiée à Károly Huszár qui en était jusque-là le ministre des Cultes. L'autre exigence des Alliés concerne l'organisation prochaine d'élections afin d'assurer une représentation parlementaire au pays. Il est toutefois évident que l'on s'achemine vers un retour à la forme monarchique, mais la définition de

cette dernière pose problème tant aux Alliés qu'au monde politique hongrois. La formule de la régence n'est pas inhabituelle et elle a été nécessaire à plusieurs reprises dans l'histoire hongroise mais aussi autrichienne. Le régent (*kormányzó* en hongrois, *Reichsverweser* en allemand) a été le plus souvent, dans le cas autrichien, un membre de la famille régnante qui remplaçait le titulaire empêché, décédé, emprisonné, etc. Dans le cas hongrois en revanche, où la monarchie est élective, le régent n'est pas obligatoirement issu de la dernière famille régnante. Au regard du droit hongrois, rien ne s'oppose donc à choisir Horthy. Mais la situation se complique du fait que le roi Charles n'a pas abdiqué ses droits à la couronne hongroise. Décider de revenir à la monarchie comporte le risque de le voir tenter de réclamer ses prérogatives. Or les Alliés sont catégoriques sur cette question. Ils font bientôt comprendre que non seulement Charles ne sera pas accepté, mais aucun autre Habsbourg. Cette mise au point éloigne l'archiduc Joseph, ainsi que l'archiduc Albrecht[40], de la régence.

La solution réside alors dans l'élection d'un représentant de la noblesse hongroise. On pense tout d'abord au comte Albert Apponyi (1846-1933) qui a le prestige et l'autorité nécessaires, ainsi qu'un profil politique acceptable. Mais il est déjà fort âgé et de surcroît surchargé de travail – il est chef de la délégation hongroise à la conférence de la Paix. Il passe le début de l'année 1920 presque entièrement à Paris. En février, il fait d'ailleurs une déclaration dans laquelle il indique ne pas souhaiter cette élection. Les autres aristocrates potentiellement éligibles sont politiquement trop marqués. L'effacement progressif de ces candidats laisse la voie libre à Horthy. Ce dernier parcourt dans le même temps le pays et après chacune de ses visites ses partisans se mobilisent en sa faveur.

Les élections de janvier 1920 permettent de faire élire un parlement presque entièrement dominé par le Parti des petits propriétaires *(Kisgazda Párt)* qui a 91 sièges, et le parti de l'Alliance nationale chrétienne (*Keresztény nemzeti egyesülés párt*-KNEP) qui en obtient 59. L'opposition est réduite à la portion congrue : 17 députés sont des indépendants et les 51 sièges restants sont partagés entre six partis dont le principal est le Parti national démocrate *(Nemzeti demokrata párt*[41]*)* qui représente l'élite libérale urbaine essentiellement juive. La nouvelle assemblée dans sa séance inaugurale du 16 février adopte solennellement l'article de loi I : 1920 qui redonne à la Hongrie le statut de royaume mais la délie de son union avec

l'Autriche prononcée en 1867. Les légitimistes et les partisans de l'élection sont parvenus à un compromis qui fait de la régence la solution provisoire de la question royale. Au matin du 1er mars a lieu l'élection du régent par l'Assemblée nationale présidée par István Rakovszky. Les candidats présentés sont Apponyi et Horthy. Ce dernier obtient 131 des 141 voix exprimées, Apponyi recueille 7 voix, il y a en outre un bulletin blanc et deux nuls[42]. Un comité composé de l'évêque Prohászka, György Gyömörey, Dénes Patacsi, Bálint Szijj et Gábor Ugron se réunit alors pour préparer le texte du serment qui doit ensuite être présenté à Horthy. Celui-ci réside toujours à l'hôtel Gellért où le comité vient le trouver pour lui faire part de son élection. C'est Prohászka qui s'adresse à lui au nom du comité. Il l'invite à accepter le vote et à se rendre en leur compagnie au Parlement afin d'y prêter serment. Dans ses Mémoires, Horthy fait preuve de mauvaise foi quand il présente son élection comme une surprise et une solution par défaut après l'effacement des autres candidats. Il se dit étonné que son nom ait été évoqué dans les semaines qui ont précédé le vote et met en avant le fait que lui-même était favorable à la désignation d'Apponyi. Il prétend avoir été réticent et n'avoir cédé qu'après que le comité s'est réuni avec lui dans une pièce du Parlement afin de le convaincre d'accepter la charge que lui confiait l'assemblée[43]. Le régent reçoit toutes les prérogatives royales sauf deux : il ne peut pas conférer de titres de noblesse et n'a pas le patronage ecclésiastique. Il est en revanche chef des armées et de la diplomatie, il peut convoquer et dissoudre le Parlement. Le pouvoir exécutif est entre ses mains au travers du gouvernement responsable dont il nomme le Premier ministre, mais il ne sanctionne pas les lois. Il peut toutefois renvoyer une loi deux fois devant le Parlement et proposer lui-même un projet de loi. Enfin il porte le titre d'Altesse sérénissime (en hongrois *Főméltoságu*).

Rakovszky rouvre la séance à 12 h 45 : Horthy prête serment devant l'Assemblée nationale, en présence de Prohászka et du président du Conseil Károly Huszár. « Moi, Miklós Horthy, régent élu de Hongrie, jure devant le Dieu vivant que je serai fidèle à la Hongrie, que je respecterai ses lois ainsi que ses bonnes et anciennes coutumes, que je défendrai son indépendance et son territoire, que j'exercerai ma charge de régent en vertu de la Constitution en accord avec l'Assemblée nationale et de concert avec le gouvernement responsable, et que je ferai tout pour œuvrer sincèrement au bien et à la gloire du pays. Que Dieu m'assiste en cela[44] ! » Une

photographie montre Horthy s’avançant dans le couloir du Parlement derrière Rakovszky avec les membres du comité parmi lesquels on reconnaît Prohászka à sa suite : un heureux hasard a fait qu’un rai de lumière traversant les vitres (il s’agit visiblement du couloir qui longe le balcon donnant sur le Danube) inonde la scène tout en laissant curieusement le visage du régent dans l’ombre.

La plupart des États vaincus ont signé les traités de paix en 1919, seules la Hongrie et la Turquie demeurent encore absentes des négociations. En ce qui concerne la Hongrie, la non-reconnaissance de la république des Conseils et l’état de guerre dans lequel elle se trouve avec la Tchécoslovaquie l’expliquent. Les principales difficultés apparaissent donc dans le traitement de la situation hongroise, compte tenu de la rigueur des termes prévus pour la négociation. Ceux-ci sont compliqués par l’instabilité de la situation sur le terrain et par la multiplicité des règlements frontaliers. L’Armée rouge bolchevique se bat en Slovaquie au nord, la situation de l’Ukraine subcarpathique au nord-est est indécise puisque s’y affrontent à la fois les partisans d’une Ukraine indépendante, les Blancs et les Rouges. Les Roumains entrent sur le territoire hongrois pour asseoir leurs prétentions sur la Transylvanie et le roi Carol Ier propose même une union personnelle entre les deux royaumes[45]. Au sud, les Yougoslaves et les Français occupent la Bácska jusqu’à Pécs et Szeged. Seule la frontière avec l’Autriche est encore calme, en attendant la décision de la conférence de la Paix sur le territoire du futur Burgenland qui doit être détaché de la Hongrie.

Le désir de communiquer entre Slaves, du Sud et du Nord, se retrouve après la Première Guerre mondiale lorsque l’on croit devoir combattre à la fois la Hongrie révisionniste et empêcher toute restauration de l’ancienne dynastie par une séparation entre la Hongrie et l’Autriche. Déjà durant la guerre, certains imaginent la création d’un corridor reliant les Tchèques et les Croates, dont le projet resurgit brièvement en 1918 puis lors des accords passés entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. À ce moment, le présupposé est soit une fédéralisation, soit un démantèlement de l’empire et il est dirigé très explicitement contre l’Autriche et la Hongrie vues comme des oppresseurs des Slaves. Pour certains observateurs, il s’agit de reconstituer l’ancienne province romaine de Pannonie supérieure qui englobait effectivement l’est de l’Autriche et l’ouest de la Hongrie. On imagine de regrouper les comitats hongrois de Moson, Sopron, Vas et Zala,

ce qui donnerait la possibilité aux Pays tchèques de communiquer directement avec les Slovènes et les autres pays slaves. Cette nouvelle Pannonie retrouverait son ancienne capitale de Szombathely (Savaria). Le corridor serait borné à l'ouest par la Leitha et la frontière autrichienne actuelle jusqu'à Radkersburg sur la rive gauche de la Mur ; au sud il suivrait la rive gauche de la Mur jusqu'au confluent avec la Drave (Murakeresztur) ; à l'est il longerait la limite orientale du comitat de Zala jusqu'au lac Balaton qui resterait hongrois, puis suivrait la rive droite de la Zala jusqu'à la rive gauche de la Marczal et de la Raab jusqu'à l'embouchure dans le Petit Danube ; enfin, au nord, il s'appuierait sur le Danube de Győr à Presbourg. Un chemin de fer pourrait être créé le long de ce couloir afin d'éviter les nœuds ferroviaires centralisés de Vienne et de Budapest, qui transporterait toutes les marchandises en provenance des pays slaves jusqu'à l'Adriatique, « de Petrograd à Fiume[46] », donnant ainsi aux Slaves du Nord un accès à la mer qui ne les obligerait plus à passer par l'Allemagne[47]. Ces desseins géopolitiques de redécoupage des frontières ne sont pas repris par les géographes, notamment français, qui vont présider aux travaux de la conférence de la Paix, mais on les trouve régulièrement évoqués par la presse française jusque dans les années 1920 ainsi que dans la pensée de Thomas Masaryk[48]. L'idée du corridor slave est plus tard abandonnée lors des négociations de la conférence de la Paix, qui reconnaît comme frontière entre l'Autriche et la Hongrie l'ancienne délimitation de l'empire des Habsbourg. Les Autrichiens exigent – et obtiennent – une partie du Burgenland sur la base de considérations ethno-linguistiques assez justes, mais les alentours du lac de Neusiedl (Fertő) sont problématiques et la question ne sera réglée qu'après la signature des traités de paix de Saint-Germain et Trianon.

À l'issue de la Grande Guerre, considérant le désir des Alliés, surtout anglo-américains, de limiter les conflits irrédents dans les nouveaux pays, les armées serbe, roumaine et tchèque ont occupé l'espace revendiqué par leurs pays respectifs avant l'ouverture de la conférence de la Paix. Dans la plupart des cas, cette tactique s'est révélée payante et les limites de stationnement des armées sont progressivement devenues les frontières réelles au mépris des équilibres territoriaux et ethno-linguistiques. Après la chute de la république des Conseils, les Tchèques cherchent à se rapprocher des Yougoslaves. Ce mouvement est dirigé contre la Hongrie certes, mais également contre la Roumanie. Les deux protagonistes sont jaloux du

soutien récent accordé par la France à la Roumanie et accusent ces deux pays d'avoir favorisé la réaction en Hongrie dont ils ont peur. Les Tchèques et les Yougoslaves misent alors sur les Anglo-Américains contre la France dans l'optique de la réorganisation future de la région. Avec l'arrivée de la Hongrie à la Conférence en janvier 1920, les trois pays vont sceller leur entente et exercent une pression sur la France pour régler le statut des frontières entre eux et la Hongrie. L'inquiétude demeure devant un potentiel mais en réalité très irréel danger hongrois, ce qui va amener la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes-Croates-Slovènes à faire alliance, puis à accueillir la Roumanie. Cette construction met à bas les projets français, sans doute illusoires, pour un autre équilibre danubien.

Sur la base d'un rapport fourni par Sir George Clerk, les Alliés décident finalement d'inviter la Hongrie à prendre part aux discussions. Dans l'intervalle, l'hypothèque que faisait peser le régime bolchevique a été levée et les Alliés reconnaissent ainsi que la Hongrie est redevenue fréquentable. Les documents qui vont servir à plaider la cause de la Hongrie à Paris ont été en partie préparés dans l'urgence et la précipitation par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement contre-révolutionnaire de Szeged, le comte Pál Teleki. Son autorité et ses compétences sont incontestables et il est de surcroît géographe de formation. Il est assisté de trois autres géographes, Zsigmond Bátky, Aurél Littke et Károly Kotugowicz, qui rassemblent un groupe de quinze puis trente experts pour dessiner une carte de la Hongrie selon la répartition des groupes nationaux[49]. Malgré les difficultés que représentent l'occupation d'une partie du pays par les troupes roumaines, un relatif manque d'expérience et une incorrigible naïveté des Hongrois en matière de politique étrangère, la délégation hongroise parvient cependant à mettre sur pied une argumentation valable et à choisir parmi ses membres des hommes de qualité. Le cas particulier de la Transylvanie est confié à une commission spécifique sous la direction du comte István Bethlen. Vers la fin de novembre 1919, le travail des experts est achevé et traduit en français. Mais la délégation ne saurait être envoyée à Paris tant que les Roumains n'ont pas évacué la région de la Tisza. Horthy tient toutefois à ce que l'on ne fasse pas attendre les Alliés et au respect de la loyauté à leur égard. Il le dit explicitement lors de la réunion du Conseil des ministres du 8 décembre 1919 à laquelle il a pris part en tant que commandant en chef de l'armée. Il considère que les Alliés demeurent un

facteur important qui est appelé à compter dans la région au-delà de la fin de la conférence de la Paix, ce en quoi il a parfaitement raison[50].

La délégation hongroise quitte Budapest par un train spécial le 5 janvier 1920. Les négociations de paix avec la Hongrie débutent immédiatement après son arrivée. Tous les États devant y participer sont dans une position délicate, car ils exigent tous des modifications de frontières à leur profit. Mais ils sont présents à Versailles depuis un an déjà et ont donc eu le temps de peaufiner leurs arguments, sans parler de l'aide qu'ils reçoivent indirectement de la presse et des experts favorables à leur cause tels que Robert Seton Watson ou Henry Wickham Steed. Les délégués tchèques et roumains présentent des statistiques falsifiées ou bien mettent systématiquement en doute le recensement de 1910 qui sert de base à leurs revendications. Au fur et à mesure des discussions, il apparaît bientôt que le droit des vainqueurs et de leurs alliés prime sur les facteurs ethno-linguistiques. Parmi les Alliés, les plus favorables à la Hongrie sont sans conteste les Américains, mais ils ne sont représentés dans la plupart des réunions des commissions que par des observateurs. La délégation britannique est partagée entre la sympathie démontrée par Lloyd George à l'égard de la Hongrie et les autres délégués qui lui sont en revanche hostiles dans la lignée des deux experts Seton Watson et Wickham Steed. Les Italiens sont inconséquents, soutenant la Hongrie dans certains cas – contre le royaume SHS par exemple – et la désavantageant dans d'autres. Les Français sont de manière générale les plus sévères en raison, d'une part, des promesses faites aux représentants des anciennes nationalités de l'Empire, et d'autre part, de leur volonté de constituer à l'aide des États successeurs une « barrière de l'Est » censée contenir à la fois l'Allemagne et le danger bolchevique. C'est dans ce contexte de la première phase des discussions que la Conférence, constatant la pénétration toujours plus avancée des Roumains en Hongrie, demande la création d'une zone neutre destinée à séparer les armées roumaine et hongroise. Cette injonction est transmise par la célèbre note du colonel Vix au gouvernement Károlyi le 20 mars 1919 : elle provoque la démission du cabinet hongrois et la prise du pouvoir par les bolcheviques le lendemain. À dire vrai, la Conférence envisage bien d'inviter une délégation hongroise à venir à Paris en mai, mais la lettre d'invitation est bloquée à Vienne par la mission de l'Entente[51] qui la juge inopportune étant donné le chaos qui règne dans le pays et le peu de crédibilité accordé au gouvernement de la république des Conseils, lequel

de surcroît engage les hostilités contre la Tchécoslovaquie et essaie de susciter une révolution bolchevique en Slovaquie.

La délégation hongroise est menée par le comte Albert Apponyi, doyen des hommes d'État hongrois et héritier d'une longue tradition diplomatique. Elle a déjà fait savoir qu'elle demande le rétablissement de l'intégrité territoriale du pays dans sa totalité, ce qui est bien entendu illusoire. Les trois autres États, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie, élaborent un mémorandum commun dans lequel ils énoncent leurs revendications envers la Hongrie. La Conférence rejette les exigences d'Apponyi et notamment sa demande qu'un plébiscite soit organisé dans les nouvelles régions frontalières. Par ailleurs, le tracé des frontières souhaitées par les États successeurs de la Monarchie est déjà en partie fixé par le stationnement des troupes des trois pays qui ont pénétré en Hongrie dès la fin de la guerre. La Hongrie ne représente plus une menace pour ces petits pays : militairement inexistante, économiquement épuisée, elle est complètement isolée sur le plan international. Ils en font toutefois un épouvantail face aux Alliés.

Sous la direction d'Apponyi, les discussions sont dominées du côté hongrois par deux hommes promis à un certain avenir, le comte Pál Teleki et le comte István Bethlen. Ce sont encore à l'époque des hommes relativement peu connus même si leur récente activité au service de la contre-révolution les a fait mieux connaître. Teleki (1879-1941), bien que membre de la Chambre haute du Parlement, avait jusqu'alors consacré sa vie à des activités scientifiques ; Bethlen avait certes été membre de la Chambre basse mais politiquement assez insignifiant. Les principaux membres de la délégation sont en outre Sándor Popovics, ancien ministre des Finances, le baron Vilmos Lers, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et le comte László Somssich, président de l'Association nationale d'agriculture (OMGE). Lorsque la délégation hongroise arrive à Paris, le travail de la Conférence est déjà presque terminé. La position de la Hongrie est extrêmement difficile à tenir et les délégués hongrois affrontent l'hostilité déclarée de la Conférence, qui dissimule ainsi sa méconnaissance totale de la situation, dont la confusion, il est vrai, fait peu pour donner aux Alliés une image crédible et rassurante. La délégation (73 personnes en tout) est reléguée dans un hôtel de Neuilly où elle est pratiquement assignée à résidence et interdite de sortie sans autorisation.

Les négociations se déroulent en deux phases distinctes : les pourparlers officiels, puis les accords secrets qui sont menés en parallèle. Ces

discussions mettent en présence les délégués hongrois et le gouvernement français en la personne de Maurice Paléologue (1859-1944), ancien ambassadeur et qui assumait alors les fonctions de secrétaire général du Quai d'Orsay. Les tractations se prolongent jusqu'en juin. Elles sont l'occasion pour la Hongrie de tenter de faire mieux comprendre sa situation et ses revendications. Le ministre plénipotentiaire français à Budapest, Maurice Fouchet, se rend à cet effet à plusieurs reprises chez le régent pour l'informer des propositions françaises. Mais les discussions progressent lentement et la Conférence, qui a entre-temps achevé son travail, présente le 5 mai 1920 l'acte final du traité de paix dit de Trianon. Le choc causé par ses termes est en partie atténué par la confiance en un règlement secret avec la France, mais les pourparlers sont définitivement interrompus après la démission de Maurice Paléologue en septembre 1920. Le traité de paix est signé dans la galerie des Cotelles du Grand Trianon le 4 juin 1920 dans l'après-midi. Les délégués hongrois font face à Alexandre Millerand, président du Conseil, Jules Cambon et Maurice Paléologue pour la France, Lloyd George et les délégués britanniques, puis viennent les représentants des autres nations. Le traité est signé pour la Hongrie par le ministre Ágoston Benárd et le diplomate Alfréd Drasche-Lázár. Malmenée par les Alliés qui exercent sur elle une forte pression, désappointée d'avoir perdu le soutien français qu'elle a espéré jusqu'au bout, la délégation hongroise n'a d'autre possibilité que de se soumettre et de proposer à son gouvernement la ratification du traité. Ce sera chose faite par le Parlement hongrois le 13 novembre, puis par le régent le 15 novembre 1920.

Le traité de Trianon signé le 4 juin 1920 consacre le dépeçage de la Hongrie entamé par l'occupation des troupes tchécoslovaques et roumaines à partir de l'automne 1918. La Hongrie perd 70 % de son territoire et trois millions de ses habitants : un Hongrois sur trois se retrouve en situation de minorité dans un nouveau pays. Ils y constituent de faibles groupes minoritaires. La Hongrie doit céder 103 093 km² de son territoire à la Roumanie (dont 31,6 % de Magyars), 61 633 km² à la Tchécoslovaquie (30,3 % de Magyars), 20 551 km² au royaume des Serbes-Croates-Slovènes (30,3 % de Magyars), et 4 020 km² à l'Autriche (8,9 % de Magyars). La Hongrie de Trianon a désormais une superficie de 92 963 km² et 7 615 117 habitants, dont 88,3 % sont des Magyars[52]. Le traité n'autorise le maintien d'une force armée que dans la limite de 35 000 hommes et astreint la Hongrie à payer des réparations. La réception du traité, immédiatement

qualifié de diktat *(békédiktát)* par la presse, est désastreuse. À Budapest, les écoles et administrations observent un jour de fermeture, la une des journaux est bordée de noir, les drapeaux sont en berne. Seules les boutiques d'alimentation sont ouvertes. Des marches funèbres sont organisées dès le matin (on ne connaît pas alors l'heure exacte de la signature du traité). Une manifestation de protestation s'ébranle à 9 h 30 de la place des Héros en direction du centre-ville : les participants arborent des pancartes portant les noms des provinces détachées, ils chantent l'Hymne et des refrains de 1848. Certains crient « Justice pour la Hongrie » ou encore « À bas l'Entente » et « Ceci n'est pas la paix[53] ». Le cortège aboutit – selon le parcours rituel – à la statue du poète Sándor Petőfi au bord du Danube. De là certains se rendent à la basilique. À 10 heures, toutes les cloches sonnent le glas, les tramways et tous les trains du pays restent cinq minutes à l'arrêt. En même temps que la messe célébrée dans la basilique par l'évêque aumônier de l'armée nationale István Zadravecz, des services sont assurés dans les églises protestantes des places Kálvin (réformée) et Deák (luthérienne) ainsi que dans l'église unitarienne de la rue Hold. L'Assemblée nationale tient une session extraordinaire à 11 heures et son président István Rakovszky fait une courte allocution déplorant le démembrement d'une communauté séculaire et lançant un appel aux populations des territoires séparés. Le traité de paix du 4 juin 1920 est également l'acte de naissance du révisionnisme hongrois.

Inquiets de la viabilité des deux États issus de l'empire des Habsbourg, Autriche et Hongrie, les négociateurs de la paix avaient envisagé plusieurs solutions : augmenter l'Autriche de la Bavière, pays catholique et ancien allié, créer une fédération danubienne composée de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Mais le contentieux est tel entre les Tchèques et les Hongrois que le projet est rapidement contrecarré par l'alliance scellée entre les Tchèques et les Roumains, d'une part, et entre les Tchèques et les Yougoslaves, d'autre part, les trois partenaires s'unissant ensuite pour créer la Petite Entente. Cette alliance semblant offrir les meilleures garanties contre l'Allemagne, la France choisit de la soutenir et ferme pour un temps la porte à une réconciliation centre-européenne.

La Petite Entente n'a donc pas été voulue par la France et elle n'a pas été élaborée contre elle. Or la France est dans un premier temps très réticente devant cette alliance qui annihile ses projets de confédération danubienne qui ne pouvaient aboutir sans l'adhésion de la Hongrie, mais

inacceptables pour les autres États. Les projets d'union discutés dès avant la conférence de la Paix incluaient généralement cinq pays : Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne et Grèce, assemblage qui avait recueilli les faveurs de l'Italie, de la France et de la Grande-Bretagne. Or il s'agissait en fait d'une alliance purement défensive et très improbable. À cette date, le nouveau président du Conseil français, Alexandre Millerand[54], commence à s'intéresser à la création d'une entité économique viable et solide, favorable à la France dans l'espace laissé vide par la destruction de la Monarchie, afin de contenir l'Allemagne et la Russie bolchevique. S'appuyer uniquement sur les États vainqueurs semble trop limité. Maurice Paléologue, secrétaire général du Quai d'Orsay, projette la constitution d'un espace d'abord économique, puis éventuellement politique. Cette union permettrait d'assurer à la France une domination sur la zone, alors que, sans elle, l'Autriche et la Hongrie pencheraient pour l'Allemagne, la Yougoslavie et la Roumanie pour l'Italie. Une barrière orientale comprenant les seules Pologne et Tchécoslovaquie ne saurait contenir les dangers allemand et russe. Le plan rencontre une hostilité générale : ses raisons, politiques mais aussi économiques, sont évidentes du côté des vainqueurs, puisque la Yougoslavie et la Roumanie redoutent la concurrence agricole de la Hongrie ; mais l'Autriche craint aussi d'entrer dans une alliance de pays jugés faibles, son seul intérêt étant un rapprochement, voire un *Anschluss*, avec l'Allemagne, position défendue par la social-démocratie qui domine le paysage politique ; finalement, seule la Hongrie serait favorable au projet de Paléologue centré autour d'elle, et qui contribuerait à la faire revenir dans le concert des nations. Mais le nouveau régime du régent Horthy se prononce rapidement contre, pour des raisons économiques identiques à celles de ses concurrents, mais surtout politiques. L'adhésion de la Hongrie à une telle alliance signifierait en effet un abandon de ses revendications territoriales. Devant l'absence d'alternative entre un projet de confédération danubienne dont personne ne veut et le soutien à la Petite Entente, le choix de la France se porte finalement sur le second qui préserve l'essentiel de ses intérêts face à l'Allemagne.

VIII
Le régent et le roi : la question de la restauration

La Hongrie peine à devenir un pays stable. Les secousses subies depuis 1918 ont ébranlé en profondeur les structures sociopolitiques. La république des Conseils puis la terreur blanche ont créé une situation de non-droit, et le nouvel ordre issu de la contre-révolution doit se défaire des éléments de violence qui ont accompagné son instauration. La signature du traité de Trianon met certes un terme à l'incertitude territoriale, mais la Hongrie est étroitement surveillée par les Alliés et les pays successeurs. Dans ce contexte, le retour du roi Charles peut-il être un facteur déstabilisateur ou bien régénérant ? Le débat autour d'une éventuelle restauration tourne autour de cette question. Les légitimistes sont d'avis que le souverain est attendu par la population dans sa grande majorité et que son autorité va permettre de redonner à la Hongrie confiance dans l'avenir. Ils balaient d'un revers de main les objections. Si Charles parvient à revenir dans le pays, le régent doit automatiquement lui céder le pouvoir. Mis devant un fait accompli, les Alliés et les États voisins ne pourront que s'incliner devant la volonté nationale. Les partisans de l'élection libre retournent ces arguments : les Habsbourg sont pour jamais écartés du trône car ils ont, d'une part, causé du tort à la nation hongroise depuis des siècles, et d'autre part en vertu des récentes décisions de la conférence de la Paix qui interdisent leur retour en Autriche et en Hongrie. La régence doit être maintenue comme une forme transitoire en attendant l'élection d'un nouveau souverain.

Mais quelle est la position de Horthy face à ce dilemme ? Il est clair que les deux groupes tentent d'instrumentaliser le régent à leur profit. Ce

dernier n'a pas dans l'immédiat de position tranchée. Par ses origines, son environnement, son passé habsbourgeois et ses idées, il s'inscrit dans la lignée légitimiste. Il l'affirme d'ailleurs à plusieurs reprises, donnant ainsi aux carlistes l'impression qu'il est prêt à transmettre le pouvoir au souverain. Mais son accession au pouvoir est due aux groupes d'officiers partisans de l'élection libre, il leur en est redevable et il sait qu'ils peuvent éventuellement se retourner contre lui pour instaurer une dictature militaire ou faire élire un roi qui leur convienne. C'est enfin aussi son ambition personnelle, sa vanité et son goût du pouvoir qui sont déterminants. La première tentative le prend par surprise et il décide seul. La seconde est plus ou moins attendue et son entourage a le temps de l'influencer. Il n'y a pas de retournement entre les deux tentatives de mars et octobre 1921 malgré les espoirs entretenus par les légitimistes qui se trouvent en Hongrie et ceux qui sont présents aux côtés du roi. Dans la lutte entre les deux groupes d'influence, il est évident que ce sont les Horthystes qui dominent, probablement parce qu'ils sont plus réalistes. Contrairement aux carlistes, ils sont sur le terrain et s'assurent après la première tentative que leur champion ne changera pas d'avis. Les légitimistes sont divisés géographiquement. Leurs chefs sont à Budapest, leurs troupes potentielles en Hongrie occidentale, les deux autres noyaux sont à Vienne et en Suisse auprès de Charles. Ces derniers sont coupés du pays depuis 1918 et raisonnent à l'aide de critères désormais dépassés. Le roi est velléitaire, il écoute le chant des sirènes qui lui présente son entrée en Hongrie comme une voie triomphale. On lui fait croire que le pays va se dresser comme un seul homme pour l'accueillir. Or le pays est las de la guerre, des révolutions, de la misère et des incertitudes. L'instauration de la régence a mis un terme à la crise identitaire et satisfait la population. Rien de permet de penser à une acceptation unanime d'un nouveau changement de régime, mais rien non plus ne permet de dire que la restauration aurait été suivie par un nouvel épisode de violence.

Horthy se sent suffisamment fort en mars 1921 pour prendre une décision capitale qui engage l'avenir. Il fait coup double en asseyant définitivement son pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur. Il devient certes l'otage des électeurs libres, mais ces derniers doivent en même temps admettre qu'ils ne peuvent rien entreprendre sans lui. L'ambiguïté du régime est scellée dans cette alliance contre nature entre l'amiral légitimiste et les hommes nouveaux.

Les sources contemporaines sur les deux tentatives de restauration sont clairement antagonistes. Elles émanent essentiellement des légitimistes et plus précisément de l'entourage de Charles. Horthy y est présenté au mieux comme le prisonnier des hommes de Gömbös, au pire comme un traitre. Les biographies autorisées du régent le montrent en revanche en proie aux tourments de sa conscience mais animé par le seul devoir de sauver le pays d'une nouvelle aventure risquée. L'entrevue de deux heures qui a eu lieu le dimanche 27 mars 1921 entre les deux hommes s'est déroulée sans témoin : aucun de ceux présents dans l'antichambre n'a pu ou n'a voulu écouter aux portes. L'entretien est relaté par Horthy seul dans ses Mémoires. Charles n'en a pas laissé de récit de sa main, bien que son secrétaire, le capitaine Karl Freiherr von Werkmann, ait publié en 1924 les notes que le roi lui aurait dictées[1]. Ce dernier aurait en outre affirmé ne pas vouloir mettre en cause par un récit les dirigeants d'alors. Les autres témoignages ont été écrits par des légitimistes hongrois et autrichiens plus au moins proches de Charles et des événements.

Après un voyage incognito depuis sa résidence de Prangins en Suisse, Charles de Habsbourg arrive à Vienne dans la soirée du vendredi 25 mars 1921. Il se rend chez le comte Tamás Erdődy à qui il demande son aide pour passer la frontière austro-hongroise. D'après son propre récit, Erdődy est catastrophé par l'initiative de Charles, qu'il juge très inopportune. Lors d'une visite en Suisse quelques mois auparavant il avait eu vent de cette entreprise et considéré que certains montaient la tête au roi. Il exprime ses doutes mais se sent comme un empêcheur de tourner en rond *(« Spielverderber*[2] *»)*. Lorsque le roi arrive chez lui en pleine nuit, Erdődy s'affole devant « tant d'inexpérience » et explique les risques encourus. Rien n'y fait, il doit procurer un visa à Charles et l'accompagner en Hongrie. Ils arrivent à Szombathely au soir du samedi 26 et se rendent au palais épiscopal où l'évêque, le comte János Mikes, reçoit quelques invités pour la veillée pascale, dont le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, le prélat József Vass. C'est la stupeur. Parmi les présents, les avis divergent sur ce qu'il convient de faire. Tous sont néanmoins convaincus que Horthy va s'incliner en vertu de l'obéissance due au souverain légitime. Les uns, dont Erdődy et le colonel Lehár, pensent que le roi doit rester à Szombathely et organiser de là sa prise de pouvoir ; les autres en revanche sont pour l'effet de surprise et conseillent un départ immédiat pour

Budapest, siège du pouvoir et de ses symboles. Ce sont ces derniers qui emportent la décision, mais on opte toutefois pour une surprise différée. Le président du Conseil, le comte Teleki, qui est accouru[3], doit partir en éclaireur afin d'aller prévenir Horthy. Sa voiture part quelques heures avant celle de Charles, mais le chauffeur s'égare et Teleki n'arrivera à Budapest qu'après le roi. Ce dernier est accompagné par le comte Antal Sigray, commissaire du gouvernement pour la région occidentale, au volant de la voiture se trouve le comte Pál Almássy. Durant le trajet, Charles constitue son gouvernement et attribue les postes. Ils arrivent à Budapest le dimanche 27 mars, à l'heure du déjeuner. Tandis que Charles attend à la présidence du Conseil, au palais Sándor, en face du château royal, Sigray traverse la place Saint-Georges et va prévenir Horthy qu'il croit déjà informé par Teleki. Mais le régent ne sait rien et doit interrompre son déjeuner familial pour recevoir Sigray. Il se rend ensuite dans son bureau pour accueillir le roi, qui a entre-temps revêtu un uniforme hongrois et rejoint le palais. Les gardes et les officiers présents ont certes salué réglementairement mais sans excessive politesse. Les versions divergent sur le nombre et la qualité des personnes présentes dans l'antichambre. L'aide de camp de Horthy, le capitaine Magasházy, est cité par tous les témoignages mais il était logiquement en service à ce moment-là. Il est en revanche peu probable que Gömbös se soit trouvé là à l'arrivée du roi, que l'on n'attendait pas !

L'entretien se déroule en plusieurs phases dont l'alternance correspond aux arguments que les protagonistes avancent à l'appui de leurs positions respectives. Deux thèmes dominent l'affrontement : l'obéissance due par l'amiral à son roi auquel il est lié par serment ; la réaction potentiellement violente des Alliés et des pays successeurs en cas de restauration. Horthy décrit dans ses Mémoires sa totale surprise face à l'arrivée du souverain, ce qui reflète la réalité. Plus contestable est son affirmation de sa décision rapide et irrévocable de demander à Charles de repartir immédiatement pour la Suisse. Horthy, comme la plupart des légitimistes qui se trouvent dans le pays (Teleki, Bethlen, Sigray, etc.), juge l'action de Charles prématurée, étant donné l'état du pays à peine sorti des péripéties de l'après-guerre et la menace que fait peser sur lui la création de la Petite Entente. On peut toutefois douter de la sincérité de Horthy à cet égard, car il s'est dans l'intervalle installé dans son rôle de régent. Il est en outre conscient de la désaffection de l'opinion envers les Habsbourg. Il n'a pas confiance dans son armée dont la majorité des cadres sont issus de la

mouvance de Szeged. La crainte d'une intervention extérieure est réelle chez lui. Horthy n'a toutefois fait depuis son accession à la régence aucune déclaration qui puisse laisser supposer qu'il est devenu partisan de l'élection libre et il a au contraire donné des gages nombreux aux légitimistes.

En vertu du serment prêté par Horthy à Charles sous l'empire, ce dernier est en droit d'exiger que l'amiral lui obéisse et lui remette le pouvoir. Charles se montre d'une grande naïveté et Horthy est habile à lui démontrer qu'entre-temps il a juré fidélité à la nation hongroise, ce qui prime selon lui sur le serment impérial – puisque l'empire n'existe plus. Charles essaie d'amadouer Horthy en lui promettant monts et merveilles (un titre de prince, l'ordre de Marie-Thérèse). Les adversaires de ce dernier prétendent le contraire et présentent l'amiral comme un quémandeur. Il est peu probable que Horthy ait vendu « son royaume pour un cheval ». Cette discussion de marchands de tapis avait vraisemblablement pour but de gagner du temps et d'ailleurs cela réussit puisque Charles finit par s'agacer des arguties de l'amiral sur la nature du serment et de la Sainte Couronne.

Afin de briser la résistance du régent, Charles sort une botte secrète. Aux arguments de Horthy sur le danger d'une invasion de la Hongrie par les troupes tchécoslovaques ou yougoslaves, le roi oppose le soutien qu'il aurait reçu d'une grande puissance. Des émissaires du roi, au premier rang desquels ses beaux-frères Xavier et Sixte de Bourbon-Parme, ont effectivement sondé des décideurs français dans les mois précédents. Ces visites étaient connues des cercles légitimistes et l'on estimait alors que seule la France serait en mesure de faire taire les protestations de la Petite Entente en cas de restauration. Mais en aucun cas Charles n'a négocié lui-même. Il semble que l'on ait eu affaire à un jeu de dupes entre Paris et Prangins. Les Français avaient certainement du mal à imaginer que le roi puisse effectivement tenter un coup d'État dans les circonstances présentes. Les carlistes en revanche ont interprété la moindre déclaration bienveillante dans un sens favorable à leurs espoirs. L'exaltation dont parle le comte Erdődy en décembre 1920 semble corroborer cette impression. Charles se sent investi d'une mission divine consistant non seulement à aller sauver la Hongrie, mais à restaurer l'ensemble de la monarchie des Habsbourg. Horthy le comprend immédiatement et propose dans un premier temps au roi de se rendre à Vienne en lui offrant même les troupes de Lehár. C'est une manœuvre dilatoire et Charles ne tombe pas dans le piège. Vienne est

entre les mains des sociaux-démocrates et il est inconcevable qu'il puisse s'y imposer. Le roi dit alors explicitement à Horthy qu'il détient des assurances concrètes de la neutralité des Alliés et de la Petite Entente. L'amiral presse Charles d'en fournir la preuve en lui promettant que, dans ce cas, il est prêt à s'incliner. Pensant avoir partie gagnée, le roi lance le nom d'Aristide Briand, le président du Conseil français, que Sixte de Bourbon-Parme a effectivement approché et rencontré, mais sans résultat. C'est une mauvaise carte qui prouve la légèreté de Charles sur deux points. Premièrement, que se serait-il passé en cas de réussite ? On imagine mal Briand féliciter le Habsbourg de son retour. Il aurait plus certainement démenti toute implication, mais la France aurait été fort embarrassée. Deuxièmement, c'est mal connaître le contentieux hungaro-français depuis l'occupation de Szeged. Horthy n'a aucune confiance dans la France et il est peu susceptible d'être fléchi par cette soi-disant preuve. Le roi n'a dès lors plus d'atout en main et il s'en rend compte. D'après le récit qu'il fait à Werkmann, Charles se sent alors terriblement seul : « Je n'avais personne près de moi. Je ne savais même pas où étaient mes deux compagnons. J'étais désarmé, sans même mon revolver sur moi. Dehors attendaient les aides de camp de Horthy et ses autres sbires. Tous ici n'obéissent qu'à son seul ordre. J'étais tombé dans un piège[4]. » Horthy est désormais en position de force face au souverain, qu'il convainc de repartir – dans un premier temps – pour Szombathely. Il jure qu'il va aplanir la situation entre-temps tout en répétant à Charles que sa tentative est prématurée, ce qui correspond à l'opinion généralement répandue chez les légitimistes sincères.

Cette entrevue est un moment capital dans l'évolution personnelle de Horthy. C'est sans doute alors qu'il prend véritablement conscience de son pouvoir et de la position qu'il a acquise. Il parvient à commander à l'empereur lui-même. En utilisant les codes militaires qu'il maîtrise parfaitement, il se montre inflexible. « Il se comporta face au souverain d'une façon aussi énergique et presque sans ménagement comme jadis en tant qu'ancien amiral lors de la mutinerie de Kotor[5]. » La faiblesse et l'indécision de Charles lui sont connues et il en joue comme du chat avec la souris. Même dans le récit hagiographique de Werkmann, l'impuissance et les hésitations de Charles sont manifestes. Dans son récit, Horthy dépeint le monarque comme manipulé par son entourage et coupé des réalités, ce qui est probablement exact. Toujours est-il que durant cet entretien de plus de deux heures, l'amiral fait preuve d'une fermeté qui lui fera défaut bien

souvent par la suite. Face à Charles, il connaît la partition sur le bout des doigts, il est dans son élément dynastique et militaire. Dans cette confrontation d'une intensité dramatique extraordinaire où se joue le sort de la Hongrie, Horthy est maître du terrain. Dans son esprit passe le souvenir de François-Joseph, et il se demande ce que le vieil empereur aurait fait à sa place, mais ce dernier ne se serait sans doute jamais abaissé à un tel marchandage. Charles est abattu et repart avec Sigray en direction de Szombathely. Horthy, épuisé, s'écroule en larmes sur son bureau ainsi que le raconte le prince Windischgraetz qui arrive au château en fin d'après-midi : « Je trouvai Horthy courbé au-dessus de sa table de travail ; il leva les yeux vers moi et dit : "Moi, le vieux soldat, j'ai renié mon serment", et il s'affaissa dans un sanglot. Je m'efforçai de le calmer afin d'apprendre ce qui s'était passé. Mais je ne pus rien tirer de l'amiral qui semblait complètement désemparé[6]. » Les deux hommes ne s'étaient pas rencontrés depuis le funeste entretien du 8 novembre 1918. Ils ne devaient plus jamais se revoir après le 27 mars 1921. Charles ne veut plus croire aux protestations de loyauté de Horthy à son égard, le lien dynastique est rompu entre le souverain et l'amiral.

Dans l'intervalle, l'antichambre du bureau s'est remplie et cette fois, plusieurs sources attestent de la présence de Gyula Gömbös. De toute évidence, la panique a saisi les proches de Horthy et notamment les partisans de l'élection libre. Le retour du roi aurait mis fin à leurs espoirs. Horthy se ressaisit rapidement et convoque le ministre plénipotentiaire français Fouchet pour lui faire part de la tentative de Charles. Dès le lendemain, lundi de Pâques, les Britanniques, les Italiens et les pays voisins sont alertés. L'affolement qui règne alors dans les chancelleries vient corroborer la thèse selon laquelle une restauration aurait déclenché une crise majeure. Mais il semble tout aussi évident que les Hongrois ont délibérément provoqué cette agitation afin de forcer Charles au départ. Les Français opposent un démenti formel aux allégations selon lesquelles Briand aurait soutenu le projet de restauration. Lorsque Charles arrive à Szombathely au petit matin du lundi 28 mars, toute issue lui est désormais fermée. Réel refroidissement ou réaction psychosomatique, il tombe malade et doit s'aliter plusieurs jours. Ce séjour involontaire est mis à profit par les deux camps pour affirmer leurs positions, mais les légitimistes sont nettement en retrait, certains sont amers d'avoir été pris par surprise par le roi et tous tombent d'accord sur l'inopportunité de sa démarche. Plusieurs

représentants de ce courant font d'ailleurs le déplacement à Szombathely pour voir Charles et le convaincre de céder. Ainsi les comtes Andrássy et Bethlen sont-ils auprès de lui dès le mardi 29 pour le convaincre que sa présence est une menace pour le pays. La Petite Entente fait monter la pression, des mouvements de troupes serbes sont visibles à la frontière méridionale et la flotte yougoslave est prête à appareiller à Zemun (Zimony, Semlin). Les télégrammes du ministère hongrois des Affaires étrangères à destination de l'ambassadeur à Bucarest, András Hory, sont interceptés par la poste roumaine[7]. Les communications ont été coupées avec Szombathely afin d'isoler le roi. Finalement, ce dernier fait une déclaration qui annonce son départ pour le 3 avril. Sa maladie sert visiblement de prétexte et d'ailleurs il l'avoue lui-même. On a dépêché à son chevet un médecin anglais de Vienne, le docteur Fitz Williams. Mais il est encore à Szombathely le lundi 4 avril et on le presse de quitter le territoire de la Hongrie le lendemain, ce qu'il finit par accepter. On s'est assuré entre-temps de son acheminement par train vers la Suisse via l'Autriche. La foule lui fait un triomphe au moment de son départ, ce qui ranime ses illusions sur un soutien massif de la population hongroise à sa personne. Ces illusions vont continuer à être entretenues après son arrivée en Suisse où il doit changer de résidence, car la Confédération commence à trouver cet hôte quelque peu encombrant. Il réside désormais au château de Hertenstein.

Un changement décisif se produit en Hongrie quelques jours après le départ de Charles. Le comte Teleki est remplacé à la tête du Conseil des ministres par le comte István Bethlen. Sur le moment, l'importance de cette nomination n'apparaît pas de façon évidente aux observateurs. Les légitimistes y voient même une confirmation de l'orientation loyaliste du pouvoir, qui semble se rapprocher de leurs idées. Cette interprétation n'est pas fausse. Il y a indéniablement une volonté de stabiliser le régime en nommant à sa tête des personnalités moins compromises dans les agissements de la contre-révolution. On privilégie donc les politiciens aguerris de l'ancien régime, souvent aristocrates et peu susceptibles d'être favorables aux électeurs libres. Mais cela n'en fait pas pour autant des partisans de la « question royale ». Dans son premier discours devant le Parlement le 19 avril 1921, Bethlen met en avant la consolidation du régime et le redressement économique. Il évoque également la question royale,

mais en renvoyant dos à dos les légitimistes et les électeurs libres[8]. Il insiste sur la caducité de la Pragmatique Sanction qui liait la Hongrie à l'Autriche, ce qui peut laisser penser qu'il rejette les Habsbourg, mais dans le même temps il rappelle la loi I : 1920 sur la régence dont il fait le fondement de l'État, ce qui renvoie l'élection d'un nouveau souverain aux calendes grecques. Dans les mois qui suivent, le camp légitimiste tente de se reconstituer, mais il est divisé. On soupçonne Bethlen de ne pas jouer franc jeu et on a globalement raison. Les politiciens légitimistes se succèdent auprès de lui, ainsi le comte Gyula Andrássy, le président de l'Assemblée nationale István Rakovszky, le comte Sigray. Une conférence est organisée entre les principaux chefs du mouvement et Horthy le 22 août 1921. Elle réunit autour du régent et de Bethlen le comte Andrássy et l'ancien ministre Gusztáv Gratz[9]. Horthy insiste sur sa fidélité envers Charles mais aussi sur l'inopportunité de la restauration dans l'immédiat, car il est tout d'abord nécessaire de consolider la situation à l'intérieur du pays. Le régent invite les légitimistes à le soutenir en rappelant la solidarité scellée entre eux à Szeged. Or, un retour du roi conduirait immanquablement à de nouveaux troubles. La majorité des légitimistes se rallie alors à Horthy et à Bethlen en espérant que la stabilisation du pays permettra à plus ou moins court terme de rappeler Charles. Dans le même temps, l'entourage du souverain continue à le persuader de tenter une nouvelle fois de prendre le pouvoir. Le prince Windischgraetz, qui rencontre Charles durant l'été, a un mauvais pressentiment car il le voit environné de trop de politiciens. Il constate en outre la précarité de la situation de ces aristocrates devenus aventuriers qui vendent leurs bijoux de famille pour financer la campagne en faveur de la restauration[10].

Conscient que Horthy ne lui remettra pas le pouvoir sans y être contraint, Charles prépare une nouvelle action qui prenne à la fois le régent par surprise et soit accompagnée d'une démonstration de force militaire susceptible de le faire céder. Il est décidé, en liaison avec les légitimistes hongrois, de se servir des troupes commandées par le colonel Lehár dans l'Ouest de la Hongrie. Leur loyauté ne fait aucun doute et l'on espère rallier d'autres bataillons qui se trouvent dans la région en raison de la contestation territoriale autour de l'attribution de la région du Burgenland à l'Autriche. Des combats sporadiques ont lieu auxquels participent par exemple le comte Erdődy et son épouse. En vertu du protocole de Venise

signé entre l'Autriche et la Hongrie le 13 octobre 1921, il est prévu qu'un plébiscite sera organisé à Sopron (Ödenburg) et dans les huit communes environnantes. Les carlistes espèrent profiter de la présence de troupes de volontaires et notamment du bataillon du major Osztenburg pour lancer un mouvement massif en faveur du roi. Ce dernier pourrait alors marcher sur Budapest et forcer le régent à lui remettre le pouvoir.

Sans se préoccuper une fois du plus du contexte local, les partisans du roi décident de profiter de cette situation et l'aventure est tentée le 20 octobre 1921. On envoie un télégramme aux partenaires hongrois de l'opération, mais ils ne le reçoivent pas et sont donc dans l'ignorance de l'arrivée imminente de Charles et de son épouse Zita. Cette dernière, enceinte de son dernier enfant, a joué un rôle important dans l'affaire. Elle a non seulement poussé Charles à retenter quelque chose, mais a aussi exigé d'être présente. Ils embarquent à bord d'un avion qui doit se poser à proximité de Sopron. Le comte Erdődy qui voit passer l'appareil s'interroge. Mais l'atterrissage s'effectue finalement à Dénesfa, sur les terres du comte Cziráky, qui célèbre le baptême de son dernier-né. Le comte Andrássy, un des chefs du parti légitimiste, est également présent car il est le parrain de l'enfant et le père de la comtesse. Une nouvelle fois, c'est la stupeur générale, on fait jurer à tous le silence et le roi va passer la nuit ailleurs. L'ensemble des préparations a donc subi bien des inconvénients. Le récit du colonel Lehár ne s'embarrasse pas de formules : « Une mauvaise étoile a présidé aux préparatifs. » Il est prévenu à la dernière minute de l'atterrissage de Charles et n'est pas informé de la présence de la reine. Il se hâte, mais tout prend du retard et la suite s'enraye. Charles est impulsif et décide sans préavis de partir dans la voiture d'Osztenburg vers Sopron. Lehár doit alors suivre le mouvement et s'adapter[11]. Comme en mars, le roi est convaincu que la France et l'Entente le soutiendront en cas de succès. Les hommes qui se trouvent autour de lui ressentent pourtant, comme l'exprime Erdődy, « un indicible souci[12] ». Ce dernier choisit encore de ne pas s'engager et reste en retrait. Il est effrayé de voir que le roi est prêt à employer la force et se méfie de son entourage qu'il juge irresponsable.

Le reste de l'aventure est marqué par l'amateurisme et l'inconséquence. Tant que tout semble aller comme prévu – loin s'en faut pourtant –, Charles pousse son avantage et demeure confiant. Dès que les premières difficultés se font jour, le roi redevient velléitaire. Ses partisans ont fort à faire pour

déterminer son attitude et ses décisions. Malgré la coupure des communications, Horthy finit par être mis au courant de la nouvelle tentative de Charles au matin du 21 octobre. Il apprend également qu'elle se fait avec l'appui de certaines de ses troupes, ce qui ne manque pas de l'ébranler. Le gouvernement est saisi de panique, car il était prévu que le comte Bethlen – à peine revenu de Venise – aille à Pécs le 21 octobre pour prononcer un discours important. L'occasion en était le retour définitif de cette région (Baranya) à la Hongrie suite au départ des troupes yougoslaves. Ces règlements territoriaux allaient dans le sens de la stabilisation voulue par le régime. Bethlen devait également faire le point sur la question royale et repousser une éventuelle restauration à un avenir indéterminé[13]. L'arrivée du roi est donc plus qu'inopportune, y compris pour les légitimistes, qui ont négocié tout l'été avec Horthy et Bethlen. Certains, comme le comte Andrássy, se sentent floués par le roi qu'ils vont certes soutenir, mais dont le succès leur paraît désormais improbable.

Les troupes de Lehár et le bataillon Osztenburg s'embarquent à Sopron avec Charles et Zita à bord d'un train qui commence à faire route vers la capitale. Les étapes sont extrêmement lentes. Sur le parcours, des détachements de gendarmerie se joignent au convoi. À Győr et Komárom, les garnisons se rallient au roi. La situation devient préoccupante pour Horthy et son gouvernement. Le 22 octobre, le régent rédige une lettre à l'attention de Charles dont le train se trouve alors en gare de Komárom. La missive est confiée à József Vass qui doit la remettre à István Rakovszky. Ce dernier a rejoint les carlistes durant l'été et se trouve dans le train royal. Mais l'ancien parlementaire ne s'acquitte pas de sa mission et ne transmet pas la lettre. Horthy y exprime certes sa fidélité au monarque, mais il y dit tout aussi clairement à Charles que sa présence n'est pas souhaitée en Hongrie. « Au milieu d'une grave lutte de conscience, mais obsédé par des soucis terribles, je dois demander à Votre Majesté de ne pas poursuivre Sa route vers la capitale, avec le soutien de la force armée. La situation n'a pas changé depuis le printemps, lorsque Votre Majesté quitta le pays. » Horthy poursuit en dépeignant l'immanquable réaction de l'Entente et des pays successeurs qui, échaudés par la tentative de mars, vont malmener la Hongrie. Il ne peut en résulter qu'une nouvelle révolution bolchevique. Le reste est un tableau apocalyptique de l'anarchie qui régnerait alors dans le pays. Horthy propose à Charles de venir le voir avec une suite réduite afin de discuter. Il termine par : « J'ai toujours vécu en remplissant, sans penser

à moi, mon devoir. Il est aujourd'hui de mon devoir d'annoncer que, si Votre Majesté entrait armée à Budapest, la Hongrie aurait cessé à jamais d'exister[14]. »

Horthy apprend plus tard, alors que tout est fini, que sa lettre n'a pas été remise à son destinataire, mais il doute que cela ait changé quoi que ce soit à l'enchaînement dramatique des événements. En effet, sans attendre la réponse, le régent prend des dispositions d'ordre militaire. Il faut arrêter le train royal, si nécessaire en usant de la force. Il est donc clair que malgré son offre de discussion, Horthy n'a pas l'intention de céder. Autour de lui, c'est l'affolement. Le comte Bethlen, à l'issue d'une conversation téléphonique avec Rakovszky, murmure en raccrochant : « C'est terrible. » Les officiers fidèles à Gömbös et donc au régent réagissent et organisent la résistance. La garnison de Budapest n'étant pas fiable, on mobilise des volontaires, à commencer par les étudiants de l'université technique. Les réflexes de la contre-révolution sont réactivés et une troupe se constitue. Entre-temps, le train carliste est arrivé dans les environs de Budapest, à Biatorbágy. Le roi et la reine font dire une messe sur le quai de la gare. La dimension messianique ne doit pas être ignorée dans les motivations de Charles. Puis le roi exige la soumission du régent et de son gouvernement. C'est un putsch, ainsi que le formulent sur le moment plusieurs observateurs. Le roi a déjà formé son cabinet dont il a confié la direction à Rakovszky. On envoie des parlementaires afin d'éviter une effusion de sang, car des gendarmes ont déjà fait feu sur le train d'où les soldats ont riposté. Certains officiers commencent à mollir : le général Pál Hegedüs, qui a joué un rôle trouble en mars, passe du côté gouvernemental et trahit Charles en se présentant comme négociateur. Du côté royal, Lehár et Gratz discutent avec le général Sárkány et le diplomate Kálmán Kánya.

Mais ces pourparlers n'aboutissent pas et le train poursuit sa route. On sait toutefois que l'affrontement est non seulement possible, mais imminent. À l'approche de la station de Budaőrs, le train est mitraillé par les groupes de volontaires, il y a des victimes dans les deux camps. Charles flanche. Il ne veut pas que le sang coule ni que des combats fratricides accompagnent son entreprise. Or, comme le dit sévèrement le comte Erdődy : « On ne fait pas l'histoire en étant faible[15]. » Le roi ordonne alors de cesser le feu et fait reculer le train. Il abandonne. Il trouve refuge au château du comte Esterházy à Tata. Mais ni Horthy ni le gouvernement ne veulent prolonger le séjour du roi. La pression extérieure est forte et oblige les autorités à

trouver rapidement une solution digne pour faire quitter à Charles le territoire hongrois. Il est d'abord mis en résidence surveillée ainsi que ses principaux accompagnateurs et « complices » à l'abbaye bénédictine de Tihany au bord du lac Balaton. De là il est emmené à Baja où le commandant de la flottille britannique du Danube le prend en charge sur la canonnière *Glow-Worm* et le convoie jusqu'à la mer Noire. Le roi trouve son dernier exil sur l'île portugaise de Madère où il s'éteint le 1er avril 1922.

Dans l'intervalle est intervenue une modification importante du statut de la régence et du royaume de Hongrie. Le détrônement des Habsbourg a été inscrit dans la loi. Déjà le 14 avril 1849, en pleine guerre d'indépendance, le Parlement hongrois replié à Debrecen avait voté solennellement dans la cathédrale calviniste la déchéance de la maison d'Autriche. Toutefois, à l'époque, la décision sur la forme de l'État avait été laissée en suspens et Lajos Kossuth fut alors considéré comme gouverneur du pays en attendant des jours meilleurs. La situation est sensiblement différente en 1921. La clarification sur le statut des Habsbourg est souhaitée par de nombreux Hongrois. L'Entente et ses alliés veulent voir définitivement entérinée la décision de la conférence de la Paix qui a écarté les Habsbourg non seulement d'Autriche, mais également de Hongrie. Le retour de Charles sur le trône hongrois aurait pu ouvrir la voie à une reconstitution de la monarchie danubienne. Cette hypothèse n'était alors pas complètement fantaisiste : des Hongrois, mais aussi des Croates et des Slovènes, l'auraient accueillie favorablement, ce qui n'aurait pas manqué de déstabiliser la région. Cette éventualité relève du cauchemar pour l'Entente ainsi que pour le royaume yougoslave et la Tchécoslovaquie. Les Roumains ne sont pas tranquilles non plus. En Hongrie même, les électeurs libres se félicitent de l'élimination des Habsbourg qui ôte un obstacle majeur de leur route vers le pouvoir. Horthy, lui, y voit nécessairement une affirmation de sa position tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Face à l'étranger il est désormais le seul maître à bord et l'unique représentant de son pays. Son attitude lors des deux tentatives contribue à l'affermissement de sa stature d'homme d'État et renforce auprès de l'opinion nationale sa figure d'homme providentiel et de sauveur de la patrie. Les seuls perdants sont les légitimistes dont les espoirs de restauration sont brisés. Ils tentent un dernier baroud d'honneur en proposant, par l'intermédiaire du primat, le

cardinal Csernoch, de faire abdiquer Charles en faveur de son fils l'archiduc Otto, alors âgé de neuf ans, mais cette proposition est rejetée.

Dès le 22 octobre, les représentants de l'Entente ont interpellé le gouvernement afin que celui-ci adopte une attitude claire vis-à-vis du souverain : « Les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie espèrent donc que le gouvernement hongrois voudra bien donner les ordres nécessaires pour que l'ancien souverain quitte sans délai le territoire du pays, en considération du péril extrême que la prolongation de sa présence occasionne pour la paix de l'Europe centrale[16]. » Cette déclaration, signée du Français Fouchet, du Britannique Hohler et de l'Italien Vinci, répond à l'inquiétude de ces puissances mais aussi à la pression que celles-ci subissent de la part, en particulier de la Tchécoslovaquie. Contrairement à la première tentative, les Yougoslaves et les Roumains se montrent plus mesurés. Le ministre plénipotentiaire hongrois à Prague, László Tahy, est convoqué par Eduard Beneš qui lui déclare : « Tant que la Hongrie n'aura pas assez de courage moral pour résoudre, de ses propres forces, la question des Habsbourg, des mesures militaires et économiques seront impitoyablement appliquées contre elle. Vous passerez par l'enfer, comme je vous l'ai dit en avril[17]. » La tension s'apaise avec le départ du roi et l'Entente se montre magnanime par l'intermédiaire d'une note de la conférence des ambassadeurs en date du 28 octobre : « La conférence prend acte avec satisfaction des résultats obtenus par le gouvernement hongrois grâce à l'énergie et à la décision dont il a fait preuve en faisant échouer une tentative de restauration qui, pour la seconde fois, a menacé la paix de l'Europe centrale[18]. »

Mais Charles a refusé d'abdiquer malgré les visites qui se sont succédé auprès de lui durant son séjour à Tihany. Le gouvernement envoie à nouveau Kánya et le comte Imre Csáky, qui parlementent en vain : « Jamais, tant que je vivrai », répond le roi aux demandes d'abdication. Les deux envoyés n'ont pas plus d'audience auprès des compagnons d'infortune de Charles, Gratz, Rakovszky et Andrássy, qu'ils prient de faire fléchir le souverain[19]. Faute d'abdication volontaire, le Parlement hongrois est contraint de voter la loi qui déchoit les Habsbourg de leurs droits sur la couronne de saint Étienne. Or, le projet préparé début novembre ne satisfait pas la conférence des ambassadeurs, qui demande une modification du texte dans une note du 5 novembre 1921. « Le texte du projet de loi gouvernemental concernant la déchéance de la dynastie des Habsbourg

apparaît aux Grandes Puissances comme donnant prise à une équivoque qui ne leur permettra certainement pas d'obtenir la démobilisation de la Petite Entente. En effet, le projet de loi, tout en proclamant la déchéance de Charles IV et l'abolition de la Pragmatique Sanction, réserve à la Hongrie le droit d'élire son Roi, sans préciser que les Habsbourg quels qu'ils soient seront exclus de cette élection. Il est indispensable que le vote de l'Assemblée nationale soit de la plus grande netteté[20]. » C'est chose faite le lendemain 6 novembre. Par l'article de loi XLVII : 1921, les Habsbourg sont non seulement déchus définitivement de leurs droits sur le royaume de Hongrie, mais également exclus de toute élection future. Le 13 novembre, la conférence des ambassadeurs prend acte et accepte les termes de la loi votée par le Parlement.

La plupart des légitimistes vivant à l'étranger considèrent que Horthy a trahi le roi en le livrant de surcroît à une puissance étrangère, ce dont il se défend énergiquement dans ses Mémoires en disant qu'il a au contraire cherché la solution la plus honorable[21]. Il présente la loi de détrônement comme imposée par l'Entente, ce qui est juste, mais en vérité elle arrange bien ses intérêts et ceux de ses partisans. Les détracteurs du régent jugent qu'il a été manipulé par son entourage composé essentiellement de militaires liés à Gömbös et aux électeurs libres. Ces derniers s'étaient d'ailleurs regroupés dès 1920 en une Ligue nationale anti-Habsbourg *(Országos habsburg-ellenes liga)* dont la plupart des membres étaient calvinistes. Le bilan dressé par le prince Windischgraetz est un exemple de l'opinion répandue sur Horthy dans les cercles légitimistes : « Cette fin si triste de la carrière brillante d'un jadis fidèle et brave héros de la guerre est une des nombreuses et bouleversantes tragédies humaines de notre époque. Car l'amiral Nikolaus von Horthy n'était certainement pas au départ un criminel ; son action catastrophique pour la Hongrie et l'évolution de l'Europe a été la conséquence d'une confusion des valeurs provoquée par l'effondrement de l'ancien régime qui a détourné bien des caractères faibles du droit chemin de la raison et de l'humanité[22]. » L'analyse – rétrospective – est partagée par la plupart des légitimistes exilés après 1945. La restauration de Charles, que l'on voyait bien évidemment reconstituer son empire, aurait empêché l'avènement du nazisme. Une opinion identique est exprimée par Emil Csonka dont le livre traite précisément du combat entre Charles et Horthy. Le retour du roi aurait permis une nouvelle ère pour l'Europe danubienne *(« eine neue*

Entwicklung im Donauraum ») et l'aurait armée pour résister à Hitler. Par la faute de Horthy, la Seconde Guerre mondiale est devenue inévitable[23]. Il est impossible à l'historien de se livrer au jeu des hypothèses, mais il y a en revanche une question qui ne manquait pas d'agiter les contemporains. La question royale en partie résolue par l'éviction des Habsbourg, pourquoi ne pas procéder dans les meilleurs délais à une élection ? Qui d'autre que le régent pourrait prétendre au trône ?

Horthy raconte dans ses Mémoires avoir reçu en août 1922 dans sa résidence de Gödöllő la visite d'un groupe de parlementaires accompagnés d'un évêque catholique dont il tait le nom. Ils sont menés par l'ancien ministre de l'Intérieur, le comte Gedeon Ráday, membre de la Chambre haute. Leur démarche est simple, ils viennent demander à Horthy de ceindre la couronne afin de mettre un terme à l'incertitude sur le statut du royaume. Le régent décrit sa surprise dans un premier temps, puis son refus catégorique d'accéder à une telle demande[24]. Même ses détracteurs les plus virulents n'ont jamais crédité Horthy du désir de se faire couronner. Cette ambition lui était étrangère, soit qu'il en mesurât l'énormité, soit qu'il sût sa réalisation improbable. Il sera question plus loin de son éventuelle succession, mais là encore, le souci de fonder une dynastie ne l'a vraisemblablement jamais effleuré. Toutefois, des membres de son entourage ou des politiciens ont pu y penser sérieusement. Il existait un certain nombre d'obstacles à l'accomplissement, même théorique, de cet avènement. Horthy n'était pas un aristocrate, il ne venait pas de l'une des grandes familles princières ou même seulement titrées du pays et n'était allié à aucune d'entre elles. Il était protestant. Il était enfin conscient de sa place et, par respect pour l'ancienne famille royale, il n'aurait certainement jamais osé poser sur sa tête la couronne qui avait coiffé François-Joseph.

Dans son livre sur la Hongrie de l'entre-deux-guerres[25], Gusztáv Gratz (1875-1946) revient sur l'attitude de Horthy vis-à-vis de Charles et de la Couronne. Il fait une comparaison intéressante – sous la plume d'un homme politique et historien hongrois – avec le maréchal Mac-Mahon[26]. Gratz compare les carrières des deux militaires courageux mais moyennement doués intellectuellement et sans aptitude à un haut commandement. On retrouve cette thèse concernant Horthy chez d'autres contemporains et notamment chez le prince Windischgraetz : « Hormis les qualités requises pour être un grand chef, il lui manquait aussi un but élevé et le caractère, sans lesquels il est impossible de mener les hommes dans des circonstances

difficiles. […] Son charme personnel a en trompé beaucoup, malheureusement aussi le jeune empereur, sur son évidente absence de caractère[27]. » Gratz met en parallèle l'attitude de Horthy envers Charles lors de l'entrevue du 27 mars 1921 avec celle de Mac-Mahon face au comte de Chambord qui vient le voir en secret peu de temps après son élection[28]. La situation est toutefois bien différente : Charles a régné, il n'est pas un prétendant parmi d'autres (Bourbon, Orléans). Il est plus difficile à Horthy d'éconduire le roi légitime qu'à Mac-Mahon de faire comprendre au comte de Chambord que sa démarche est inopportune. Dans les mois qui suivent, les deux hommes entreprennent de consolider leurs régimes respectifs. Gratz compare la loi sur le détrônement des Habsbourg aux textes signés par Mac-Mahon qui installent la république dans la continuité et la stabilité. L'ordre moral instauré par Mac-Mahon présente effectivement des similitudes avec le retour à l'ordre prôné par le régime de Horthy.

IX
Le régime Horthy

L'entre-deux-guerres a fait l'objet depuis 1990 d'un réexamen historiographique considérable qui a permis de relativiser la légende noire imposée par le régime communiste sur son appréciation. Des éléments de modernité sont indéniablement présents au sein d'une société dont les structures demeurent toutefois celles de l'ancien régime. Les évolutions sont avant tout techniques, économiques et culturelles, mais le monde rural, qui constitue encore l'essentiel de la société hongroise, reste à l'écart de ces progrès. Ce sont les villes et au premier rang d'entre elles la capitale, Budapest, qui donnent l'impression à partir du milieu des années 1920 et surtout dans les années 1930 que l'on est revenu peu ou prou au « temps heureux de la paix » *(boldog béké idő)*. De récents albums de photos montrent cette apparente douceur de vivre au bord du Danube[1]. Gusztáv Gratz dit dans son livre écrit dans les mois qui suivent la fin de Seconde Guerre mondiale : « Sous le règne de Horthy la Hongrie n'était pas un pays malheureux[2]. » Malgré la persistance de blocages structurels, la période de l'entre-deux-guerres voit la confirmation des changements de société qui commençaient déjà à se faire sentir avant 1914. Comme ailleurs en Europe, la guerre a bouleversé les équilibres sociaux et accéléré l'apparition de certains phénomènes. Les secousses subies par la société hongroise entre 1914 et 1920 ont affecté profondément sa cohésion. Il faut s'habituer à un monde rétréci par l'établissement de frontières là où régnait auparavant une totale liberté de circulation.

En 1920, la population rurale domine encore largement avec plus de 5 millions de personnes, sur une population totale de 7 700 000 habitants. La population urbaine compte 2 640 000 personnes (dont un million à Budapest). Il en résulte donc que plus de 55 % des Hongrois sont occupés à

l'agriculture, contre 30 % dans le commerce et l'industrie. En 1930, pour 8 690 000 Hongrois, la part est désormais de 51 % pour l'agriculture et de 32 % pour le commerce et l'industrie. À cette date, la population urbaine atteint presque les 3 millions et la population de Budapest a dépassé le million[3]. La signature du traité de Trianon a provoqué une arrivée massive de Hongrois des territoires désormais sous administrations tchécoslovaque et roumaine, dans une moindre mesure yougoslave (la proportion de Hongrois dans ces régions est faible). Ce sont surtout des anciens fonctionnaires et des enseignants. Ils affluent vers la capitale et doivent pendant un temps être cantonnés dans d'anciens wagons sur des voies de chemin de fer désaffectées. Les fonctions administratives et tertiaires de manière générale tendent elles aussi à mobiliser un nombre croissant de personnes, notamment à Budapest qui tend à devenir dans ces années une ville d'ouvriers et d'employés. Environ un tiers de ces derniers sont des agents de l'État, cette proportion s'explique par l'héritage de la bureaucratie de l'empire, de même que par l'arrivée de Hongrois des territoires perdus.

La pyramide sociale ressemble fortement à celle de l'avant-guerre avec au sommet un peu plus de 500 familles d'aristocrates grands propriétaires, rejointes depuis l'époque du Dualisme par une cinquantaine de familles de grandes dynasties industrielles qui sont en majorité des juifs et des protestants. L'aristocratie tend alors à se résumer à la seule activité terrienne et à la possession des grands latifundia. Grands propriétaires, les aristocrates ne sont plus maîtres de leurs productions dont ils se bornent à engranger les revenus. Ils continuent cependant à s'enrichir puisque leurs domaines fournissent l'essentiel de l'agroalimentaire, qui reste la principale richesse nationale. Le maintien de la Hongrie dans sa spécificité agraire permet à l'aristocratie de garder sa puissance économique. Les grandes familles possédantes, celles qui détiennent plus de 560 hectares de terre, appartiennent toutes à l'aristocratie hongroise indigène ou depuis longtemps assimilée (Allemands, Croates). Elle se décompose en trois catégories : les familles ducales *(hercegi családok)*, directement liées à la maison régnante, l'aristocratie « historique » *(történelmi arisztokrácia[4])*, et les « nouveaux barons » *(új bárók)*. Si la première est majoritairement catholique, les deux autres en revanche comprennent nombre de familles protestantes, notamment en Transylvanie. La terre possédée par ces quelque 2 000 familles avant la Première Guerre mondiale représentait 1/5 du total de la propriété terrienne du pays (biens des Églises et de l'État exclus).

Parmi elles figurent les 800 familles aristocrates titrées (un margrave, les ducs, comtes et barons, ainsi que la famille royale et notamment sa branche palatine qui ne sont pas expropriées après 1918). Ces familles sont rejointes par les nouveaux anoblis de la haute finance et de l'industrie qui sont majoritairement juifs, le plus souvent convertis, mais aussi autrichiens, allemands ou suisses, généralement protestants. Ces quelque 100 à 150 familles peuvent être considérées comme liées à l'aristocratie par des liens d'affaires et parfois des mariages[5].

Après 1918, il ne reste plus que 745 magnats et les 350 familles aristocratiques possédantes. Le recensement de 1930 fait apparaître 579 grands propriétaires exploitant un domaine de plus de 560 hectares avec 938 personnes à charge, soit un total de 1 517 personnes vivant sur ces terres[6]. Mais sur un territoire dont la superficie a été dramatiquement réduite, le poids des familles restantes s'est accru. Si en 1914 les grands propriétaires terriens contrôlaient 24 % de la surface du royaume, cette proportion s'élève à 30 % en 1935. En Hongrie, 0,6 % de la population (soit 52 000 personnes) possèdent 20 % du revenu national, une proportion considérable si on la compare à d'autres pays européens plus riches qu'elle. De hauts personnages aristocratiques de l'État et de la vie politique ont été victimes du traité de Trianon comme le Premier ministre, le comte István Bethlen, dont la famille a été historiquement une des plus importantes de Transylvanie, ou encore les Esterházy, qui malgré la perte d'une partie de leurs possessions du Burgenland restent les seigneurs de 99 villages, voire le comte Albert Apponyi, doyen de la Chambre haute, qui se voit compensé de la perte de ses propriétés en Slovaquie par l'État qui rachète des terres dont il lui fait cadeau en hommage à son rôle de négociateur auprès de la conférence de la Paix[7]. Un tiers de ces grandes propriétés est administré et exploité par des juifs : intendants, commerçants, grossistes et promoteurs de l'industrie agroalimentaire qui est une des branches les plus performantes (minoterie, tabac, distilleries). Malgré la considérable misère qui règne dans certaines campagnes et les conditions de vie déplorables du prolétariat rural, l'aristocrate demeure dans cet univers un repère, même si la situation tend à évoluer sous l'influence du socialisme agraire et en raison de l'intérêt que certains penseurs portent au peuple des campagnes. En 1941, l'agriculture emploie encore 48,7 % des actifs, ce qui place la Hongrie sur le même plan que la Pologne, l'Espagne, l'Italie ou le Portugal, dont elle partage aussi certains traits, en raison de la surreprésentation de la noblesse.

La classe moyenne supérieure est composée de 12 000 familles de propriétaires terriens moins importants, généralement issues de la petite noblesse, de hauts fonctionnaires et d'officiers. Depuis longtemps déjà, son faible poids économique la conduit à occuper les charges administratives des comitats et de l'armée, ce qui lui assure une position importante dans le pays et dans la politique gouvernementale, qui doit compter avec elle. Ces « nobles en sandale » n'ont pas accompagné le développement économique du pays au XIXe siècle faute de capitaux disponibles, mais aussi et surtout d'esprit d'entreprise. Ils vivent surtout dans les localités de la grande plaine et constituent cette catégorie très particulière de la noblesse hongroise appelée la gentry *(dzsentry)*. Les hommes politiques de l'entre-deux-guerres sont en grande partie issus de cette couche partiellement dépossédée. Jaloux des succès du grand capital et fanatiques patriotes frustrés par Trianon, ils vont être les principaux promoteurs de l'antisémitisme et du rapprochement avec l'Italie et l'Allemagne.

L'autre partie de la classe moyenne est en revanche essentiellement urbaine et le plus souvent d'origine juive ou allemande. Son âge d'or est révolu, mais elle continue à jouer un rôle non négligeable dans ces années. Ses représentants sont des acteurs de la vie économique – industriels, banquiers, commerçants –, mais aussi de l'élite intellectuelle et artistique, ainsi que des professions libérales. De tradition politique libérale, elle soutient néanmoins le nouveau régime tout en désapprouvant ses dérives extrémistes. À l'étage immédiatement inférieur se trouve la petite bourgeoisie. Elle se compose pour partie de petits commerçants et d'artisans des villes moyennes, avec là aussi une forte représentation des juifs, et de fonctionnaires et militaires de rang inférieur, du bas clergé de toutes confessions. L'intelligentsia se partage entre trois catégories : la couche supérieure à laquelle appartiennent les médecins, les professeurs d'université, les artistes et écrivains ; la classe intermédiaire dans laquelle on trouve les enseignants du secondaire et les journalistes, et finalement la classe la plus basse des petits intellectuels : instituteurs au chômage ou écrivains plus ou moins ratés souvent originaires de Transylvanie, qui sont les principaux vecteurs des thèses antisémites et revanchistes.

À la base se trouvent les prolétariats urbain et rural. Le premier peut se chiffrer à environ un million de personnes, ouvriers des grandes usines de Budapest pour l'essentiel et des quelques foyers miniers du nord-ouest du pays. Le second constitue une masse de près de 800 000 familles d'ouvriers

agricoles et de paysans sans terre à la limite de la misère. Le monde rural est divisé en grands (50 000 familles), petits et moyens (500 000 familles) propriétaires, parfois seulement de quelques arpents. Pour ces derniers, les possibilités d'ascension sociale sont devenues quasiment nulles et la mobilité n'est plus celle de la fin du XIXe siècle, d'autant que la crise ne tarde pas à faire sentir ses effets.

Dans le domaine économique en effet, la situation en Hongrie au lendemain de la Première Guerre mondiale se révèle particulièrement précaire : le pays a perdu une grande partie de ses foyers industriels au profit des États voisins, et les relations avec ces pays ne permettent pas à la Hongrie d'y établir des contacts en vue d'échanges économiques. Les économistes et spécialistes du droit commercial ne peuvent que constater la rupture des liens traditionnels (Danube, chemins de fer) entre les pays de l'ancien empire des Habsbourg. Finalement, le seul pays avec lequel la Hongrie a de véritables échanges est l'Allemagne, et à un moindre degré l'Autriche. La reconstruction du tissu industriel et de l'édifice financier entraîne au début des années 1920 une attitude protectionniste. Le rôle et l'influence que prend le grand capital durant cette phase se révèlent essentiels et à la fois paradoxaux puisque la plupart des banquiers et grands industriels sont juifs.

La situation financière de l'État se stabilise au milieu des années 1920 grâce à l'aide étrangère, notamment britannique et française. Le gouvernement encourage la relance de l'industrie et l'essor des groupes financiers par l'intermédiaire d'associations d'entrepreneurs et de banquiers dont il est le partenaire privilégié. Dès la fin des années 1920, la production de l'industrie hongroise rejoint, puis dépasse son niveau de 1913, restant cependant en dessous de la moyenne européenne. C'est dans l'industrie légère que les résultats sont les meilleurs, ainsi que dans l'agroalimentaire. De nouvelles branches apparaissent et les anciennes sont modernisées par la même occasion. L'industrie de l'aluminium est lancée grâce à une aide allemande et la production d'électricité se développe considérablement. Mais l'impulsion la plus importante a lieu dans l'industrie chimique et pharmaceutique ; l'électrotechnique prend également un essor notable. Les industries traditionnelles (électricité, métallurgie, chimie et textiles) reprennent un rythme de développement soutenu. Le bois, le papier et l'habillement rattrapent vite les niveaux d'avant guerre. Le textile devient une activité majeure de Budapest, assumant le rôle joué auparavant par la

minoterie. Les produits agricoles continuent de représenter la majorité des exportations hongroises, mais les raffineries de sucre et la minoterie fléchissent. En revanche, les entrepreneurs investissent dans les nouvelles techniques de fabrication de machines agricoles et de véhicules automobiles. L'île de Csepel, sur le Danube au sud de Budapest, confirme sa vocation de centre industriel tourné vers l'exportation. À côté des industries lourdes surgissent de nouvelles usines textiles et des industries légères. Le port franc est un nouvel atout pour le développement de l'île (une partie de ses infrastructures a d'ailleurs été construite par la société française Schneider-Le Creusot). À Pest, la tradition manufacturière du sud de la cité évolue avec la création de nombreuses usines textiles. Les banlieues accueillent toujours plus d'entreprises. La loi de 1938, relançant les industries d'armement, va faire de Budapest une capitale industrielle où travaille désormais plus de la moitié des ouvriers du pays. Comme avant la Première Guerre mondiale, les usines de Manfréd Weisz fournissent une grande partie du matériel destiné à l'armée hongroise : l'entreprise réalise dès 1938 un tiers de sa production dans ce secteur, fabriquant des véhicules et des équipements, puis des pièces pour l'aéronautique militaire.

Malgré ces bons résultats, la production industrielle hongroise est encore très dépendante de la petite manufacture. La Hongrie demeure très agricole et bien que des méthodes modernes d'agriculture intensive soient introduites, permettant l'amélioration des rendements, le manque de capital et de crédit se fait cruellement sentir. L'absence de réforme agraire freine le développement des campagnes. La part de la production industrielle dans le revenu national augmente fort peu et très lentement. Ajoutons que la situation, qui commençait à s'améliorer à la fin des années 1920, empire bientôt sous les effets de la crise.

La crise économique mondiale atteint la Hongrie dans les années 1930-1931, mais ses effets y sont moindres que dans d'autres pays européens, car l'agriculture permet de créer de nouveaux débouchés à l'exportation. Les industries agro-alimentaires et la construction mécanique sont toutefois durement touchées. En 1932, la production recule de 40 à 80 % dans toutes les branches ; l'industrie emploie trois fois moins d'ouvriers qu'en 1928. La crise ébranle sévèrement la classe moyenne et de nombreux représentants de l'intelligentsia perdent leur emploi. Le chômage massif des ouvriers renforce la combativité des organisations syndicales et l'activité des

communistes s'intensifie. Le parti communiste, bien que clandestin, séduit à présent beaucoup de jeunes intellectuels.

Le régime instauré par Horthy a été qualifié par l'historien conservateur Gyula Szekfű de « néobaroque ». L'idéologie officielle met en avant les modes de vie traditionnels de la noblesse et aspire à retrouver les valeurs morales de la génération des fondateurs de l'ère du Compromis, mais en mettant de côté leur réformisme et surtout le libéralisme. La dimension du martyrologe de Trianon exalte le patriotisme et les racines chrétiennes. La figure tutélaire de cette construction identitaire est le saint roi Étienne. Le comte István Bethlen, qui reste à la tête du pays jusqu'en 1931, consolide le régime. Habile politicien, cet homme d'État est habité d'une haute conception du pouvoir. Il parvient dès 1923 à se débarrasser de l'aile droite de ce qui va devenir le grand parti gouvernemental. Ces hommes, issus des mouvements de la contre-révolution, sont ouvertement antisémites. Ils ne vont pas tarder à pencher vers le fascisme et certains se retrouvent ensuite dans le mouvement des Croix-Fléchées. Bethlen met en œuvre une politique conservatrice qui rappelle à bien des égards la période d'avant 1918, mais il introduit aussi un système d'assurance-maladie et vieillesse dont les ouvriers sont les seuls bénéficiaires, au détriment du prolétariat rural. En outre, il fait de l'éducation et de la culture une de ses priorités ; son ambitieux programme de construction d'écoles sert des buts de propagande évidents, mais son promoteur, le comte Kunó Klebelsberg (1875-1932), ministre des Cultes et de l'Instruction publique (1922-1931), réalise une œuvre considérable pour l'avenir de la culture hongroise. Il réinstalle à Pécs et à Szeged les universités de Presbourg (Pozsony, Bratislava) et de Kolozsvár (Cluj), et ouvre des instituts culturels hongrois à l'étranger ; il est avec son successeur, l'historien Bálint Hóman (1885-1951), l'une des grandes personnalités du régime. Klebelsberg comprend que la Hongrie vient de vivre une grave crise d'identité et que l'un des buts du nouveau régime est de restaurer sa conscience nationale. « Nous voulons être une nation cultivée et prospère », dit-il en 1928. Cette aspiration passe par un encadrement de la jeunesse scolaire et un développement de la culture hongroise – et de son image – en direction de l'extérieur. Tandis que Bethlen relègue progressivement le révisionnisme à la marge de la politique étrangère, la politique culturelle prend le relais afin de redorer le blason de la Hongrie. Klebelsberg définit dans plusieurs de ses écrits ce que l'on va

appeler le « néonationalisme » *(neonacionalizmus*[8]*)*. Cette conception fait partie de l'attirail du réformisme conservateur théorisé entre autres par Gyula Szekfű dans son livre fondateur de la pensée politique du régime paru en 1920 : *Három nemzedék* (Trois générations), complété en 1934 par *És ami utána következik* (Et ce qui s'ensuit). Dans le premier ouvrage, il met en valeur l'héritage intellectuel du comte Széchenyi opposé au radicalisme de Kossuth. Les réformes préconisées sont à la fois d'ordre économique, afin de faire prospérer la classe moyenne, social et culturel. Dans l'ajout de 1934, il fait le bilan des années Bethlen et se montre critique envers le gouvernement à qui il reproche son manque d'audace réformiste. Il se rapproche en cela de la tendance corporatiste incarnée alors par Gömbös.

Le Parti libéral s'est reconstitué mais il est frappé de discrédit. Le régime se fonde en effet sur un rejet de la politique menée par les générations au pouvoir dans les décennies qui ont suivi le Compromis. Horthy lui-même ne cesse de rappeler la mémoire du comte Tisza à qui sa famille était attachée. La tendance *kuruc* est en revanche récupérée par les partisans de Gömbös. Le spectre politique des années Bethlen (1921-1931) se dessine autour de quatre grandes lignes : le parti gouvernemental, les légitimistes, les libéraux et les sociaux-démocrates. Le tournant des années 1930 voit ensuite l'apparition du corporatisme et des mouvements fascisants.

Les élections de 1926 écartent définitivement la gauche du pouvoir ; l'opposition persiste néanmoins et se manifeste par l'intermédiaire de sa presse et des parlementaires sociaux-démocrates. Le parti communiste, lui, est contraint à la clandestinité. Il a été pratiquement anéanti par la répression entre 1920 et 1924. Le gouvernement a instauré un « délit de presse », mais dans la pratique les journaux prolifèrent et la censure est levée. Certains militants sont libérés de prison, beaucoup d'autres parviennent à émigrer, surtout vers l'Allemagne et l'Union soviétique. C'est à Moscou que se situe l'action réelle du parti à la fin des années 1920 et Béla Kun reste son chef incontesté. Le parti dispose d'une couverture légale en Hongrie par l'intermédiaire du Parti socialiste ouvrier *(Magyar Szocialista Munkáspárt MSzMP)*, qui n'est toutefois pas autorisé à présenter des candidats aux élections. Il parvient à éditer quelques périodiques et collabore avec les sociaux-démocrates. Les autorités ne sont pas dupes et le

considèrent comme une organisation cryptocommuniste. Il doit progressivement cesser son activité en 1927, paralysé par les procès et les arrestations. Les communistes se dissimulent au sein du Parti social-démocrate et se bornent à une action syndicale. La crise de 1930-1931 permet un renouveau de l'action auprès des chômeurs et des ouvriers agricoles. Une association d'ouvriers agricoles rassemble ainsi près de quatre mille membres en 1932. Des grèves et des manifestations sont fréquemment organisées par les communistes. Mais la stratégie demeure inchangée : le rétablissement de la république des Conseils. Cette exigence ne permet aucune unité d'action avec les sociaux-démocrates, qui tiennent à préserver leur existence légale soutenue par la presse et la représentation parlementaire. Ce sont ces derniers qui profitent finalement de la crise et les effectifs des syndicats, contrôlés par eux, sont en hausse. Dans ces années, les communistes continuent à pratiquer une politique de démarcation vis-à-vis de la social-démocratie qualifiée de « social-fascisme ». Les années 1930 vont marquer un tournant dans la répression dont sont victimes les communistes. Le climat se tend à la suite d'un attentat commis sur des voies ferrées en 1931, la loi martiale est instaurée. Puis le gouvernement Gömbös opère un virage à droite et le contexte international fait le reste. Les autorités avaient certes pourchassé les militants jusque-là, mais aucune peine capitale n'avait été prononcée depuis plus de dix ans. Le grand procès intenté contre des dirigeants communistes voit deux d'entre eux condamnés à mort et exécutés en juillet 1932. À partir de cette date, le parti est en état de crise permanente que renforcent les procès de Moscou contre ses dirigeants qui sont presque tous liquidés, dont Béla Kun lui-même.

Le contrôle de la presse se renforce alors. Dès la fin des années 1920, le régime avait opéré un classement des journaux selon leurs tendances plus ou moins favorables : *Az Est* (Le soir) et le *Magyarország* (Hongrie) sont considérés comme « juif, antinational, sujet à poursuites en tout état de cause ». Le *Pesti Napló* (Quotidien de Pest) et *8 Orai Újság* (Journal de huit heures) sont « partiellement destructifs, de tendance franc-maçonne ». Le *Világ* (Monde) est d'ailleurs interdit peu de temps après car il est vu comme l'organe officiel de la franc-maçonnerie. *A Nap* (Le jour) est « destructif, juif, très dangereux », un jugement qui s'applique également à *Az Újság* (La nouvelle). Le *Pester Lloyd* et le *Neues Pester Journal*, les deux grands journaux encore rédigés en allemand et dont toute l'équipe éditoriale ou presque est juive, sont logiquement qualifiés de « libéral, juif ». Enfin, le

Pesti Hírlap (Journal de Pest) est « assez objectif, mais en définitive juif ». Seul le *Budapesti Hírlap* (Journal de Budapest) échappe à la stigmatisation puisque sa ligne est « d'esprit national, mais en partie libérale[9] ». En termes de tirages, la presse gouvernementale est dépassée par les journaux jugés « destructifs » ou « partiellement problématiques » encore à la fin des années 1920. L'opposition totalise ainsi 218 000 exemplaires contre moins de 100 000 pour les organes proches du gouvernement. En 1932, *Az Est* est toujours le premier quotidien du pays pour son influence politique, son tirage est seulement dépassé par celui du *Friss Ujság* (La dernière nouvelle), qui n'est pas un journal d'opinion. Le parti gouvernemental s'efforce toutefois de multiplier les organes favorables et, en 1930, 113 journaux peuvent être considérés comme suivant sa ligne, dont 11 à Budapest, auxquels il faut rajouter 48 publications proches du gouvernement dont 9 dans la capitale. La presse libérale et démocrate se maintient avec 23 organes dont 10 à Budapest, qui demeure le bastion des libéraux ; les sociaux-démocrates parviennent également à publier leurs 3 journaux. La lutte du gouvernement contre les fascistes a porté ses fruits et en 1930 ils n'ont plus aucun moyen d'expression dans la presse[10].

Les légitimistes se trouvent également dans l'opposition depuis l'échec des deux tentatives de restauration. L'élite aristocratique tout comme la grande bourgeoisie de la finance et de l'industrie continuent à assumer un rôle politique modeste et ne montrent aucun intérêt pour la vie parlementaire – hormis certaines familles historiquement très engagées comme les comtes Károlyi, Apponyi, Teleki, Bethlen qui fournissent au régent plusieurs présidents du Conseil et quelques ministres et tentent d'influencer sa politique par leur action au Parlement. La principale tribune politique de l'aristocratie est la Chambre haute où sont également présentes les principales associations professionnelles du monde industriel et financier : l'Association nationale des industriels (*Gyáriparosok Országos Szövetsége-GyOSz*), l'Union nationale des propriétaires terriens (*Országos Magyar Gazdasági Egyesület-OMGE*) ainsi que l'Ordre des médecins (*Országos Orvos Szövetség*) et les dignitaires ecclésiastiques de chaque religion reconnue (les deux archevêques catholiques, les évêques catholiques, protestants, orthodoxes et uniates, les deux grands rabbins). En 1943, année de son extension maximale en termes de membres (364), la Chambre haute comptait 17,9 % d'aristocrates[11]. L'évolution de son profil

social et professionnel entre 1927 et 1942 reflète la permanence des grands propriétaires, mais également l'importance croissante accordée à l'élite économique, bien qu'à partir de 1942, les juifs, exclus (seul demeure le grand rabbin néologue), doivent être remplacés par d'autres représentants. Cet effacement renforce paradoxalement le poids des grands propriétaires, qui continuent à former la majorité des représentants avec les clercs et les fonctionnaires.

Le changement se traduit en outre par l'augmentation considérable du nombre des fonctionnaires qui appartiennent dans leur grande majorité à la petite noblesse. Accaparant le service public dès la période précédente, ils apparaissent comme les principaux bénéficiaires du régime durant l'entre-deux-guerres. La majorité des présidents du Conseil et des ministres relève désormais de cette catégorie, inégalement dotée financièrement, chez qui se recrutent les partisans d'un ordre plus autoritaire, sinon fasciste. Dans les treize gouvernements de l'époque, seuls quinze aristocrates ont occupé des postes ministériels, – mais à plusieurs reprises pour certains. Le président du Conseil Gyula Gömbös (1932-1936) incarne cette ascension lente mais irrésistible du « petit homme » qui réclame sa part de pouvoir et s'attaque tant aux capitalistes juifs qu'aux aristocrates accusés d'avoir trahi les valeurs nationales. Oszkár Jászi le présente pour sa part comme l'incarnation du *condottiere* qui a conquis son pouvoir en mettant son épée au service des puissants[12].

L'aristocratie et les grands propriétaires se confondent dans le légitimisme, bien que cette attitude revête quelques différences : les conformistes s'arrangent avec le régime et entrent dans le parti gouvernemental de l'Unité *(Egységes párt)* créé par Bethlen tout en formant un groupe distinct. Les autres préfèrent rester sans appartenance. Se maintenant au Parlement grâce à leur implantation locale qui leur assure une élection systématique, ils se regroupent lors de certains votes. L'unique parti dans lequel on retrouve certains aristocrates est le Parti chrétien national économique et social (*Keresztény nemzeti gazdasági es szociális párt*). Ce parti résulte d'une fusion de plusieurs courants chrétiens-sociaux et le comte János Zichy, un légitimiste en devient le chef en 1927[13]. Le parti compte dans la législature 1927-1931 quatre comtes sur trente-trois députés[14]. Les grands propriétaires aristocratiques et nobles demeurent toutefois la catégorie la plus représentée au Parlement. Pendant les législatures 1927-1931 puis 1931-1935, le parti gouvernemental compte

respectivement quatorze (sur cent soixante-dix élus) puis onze aristocrates et cette proportion se maintient *grosso modo* jusqu'aux dernières élections du régime en 1939. Les grands propriétaires sont favorables à un véritable retour à la royauté et souhaitent que les deux Chambres élisent un souverain choisi parmi l'une des familles ducales ou comtales, voire au sein de la branche palatine des Habsbourg (ce qui est théoriquement interdit par les traités de paix). Ils sont les héritiers politiques et parfois eux-mêmes d'anciens élus du parti de l'Indépendance qui luttait avant 1918 pour la souveraineté de la Hongrie. Ils s'opposent aux légitimistes, qui, comme leur nom l'indique, inclinent au retour de la dynastie régnant avant 1918. Ces deux tendances s'inscrivent donc dans la continuité historique de la lutte entre *kuruc* et *labanc* poursuivie durant la période constitutionnelle entre quarante-huitards et soixante-septards. Même si Bethlen suggère en 1922 d'en finir avec cette dichotomie, elle persiste et s'incarne dans la figure des héros de 1848, le comte István Széchenyi, partisan d'une entente avec Vienne, et le petit noble Kossuth, archétype de la résistance. Les légitimistes sont par ailleurs les principaux adversaires de la politique extérieure menée par le régent et ses ministres, jugée trop complaisante envers l'Allemagne et trop éloignée de la France et de la Grande-Bretagne.

Le cosmopolitisme des aristocrates les conduit naturellement à plaider en faveur d'une politique étrangère orientée à la fois vers la révision des traités et ouverte en direction des démocraties occidentales, possible alternative au couple Rome-Berlin. La plupart des aristocrates sont rebutés par l'idéologie fasciste qu'ils considèrent comme l'avènement de la brutalité et l'ascension au pouvoir de démagogues vociférants et grossiers. Ils se tournent donc plutôt vers la Grande-Bretagne, dont l'image a traditionnellement appartenu aux références aristocratiques en Hongrie, et vers la France en raison de son importance dans le bassin danubien à l'époque du soutien à la Petite Entente. Les associations et cercles francophiles comme le *Budapest francia barát magyar club* (Club des francophiles hongrois de Budapest) regroupent, hormis des parlementaires indépendants, de nombreux légitimistes et d'anciens quarante-huitards. Ils œuvrent pour le détachement de la Hongrie de l'Allemagne, éventuellement par une restauration des Habsbourg, ce qui correspond bien entendu au souhait le plus cher des légitimistes. Politiquement, tous les légitimistes sont des francophiles. Dans la correspondance diplomatique française consacrée aux interventions de l'opposition au Parlement ou dans la presse

reviennent donc toujours les mêmes noms : le margrave Pallavicini, les comtes Zichy, Eszterházy et Sigray. Le ministre Louis Mathieu de Vienne, lui-même aristocrate, ne manque pas de souligner cette attirance pour la France des hommes de la noblesse, mais le régime Gömbös, populiste et démagogue, se montre fondamentalement opposé à l'aristocratie qu'au mieux il utilise mais préfère mépriser, à l'instar de ses modèles italien et allemand. À l'image de l'évolution du corps diplomatique, l'influence de ces cercles s'amenuise au long des années 1930, certains grands noms disparaissent et les autres sont progressivement contraints à l'impuissance.

Le révisionnisme devient la raison d'être de la Hongrie de l'après-guerre. L'exigence de révision des traités et le retour à la Hongrie de saint Étienne rassemblent toutes les classes sociales et tous les partis politiques, y compris les communistes. Le saint roi Étienne devient la figure privilégiée par la propagande du régime Horthy. Le révisionnisme hongrois est construit sur l'intégrité territoriale de la Hongrie royale, et l'on admet seulement le séparatisme croate justifié par le droit d'État et l'union personnelle des deux royaumes. Les autres territoires perdus sont considérés comme des pays appartenant à la couronne de saint Étienne et donc inaliénables. La Hongrie avait fait sienne la devise de l'empire d'Autriche, *indivisibiliter ac inseparabiliter*. Le révisionnisme hongrois est surtout dirigé vers la Roumanie, puisque la Transylvanie est considérée comme un élément essentiel de l'identité magyare, et vers la Tchécoslovaquie, afin de récupérer au moins le Sud de la Slovaquie où les Hongrois sont nombreux. La Hongrie rejoint le camp des frustrés de la conférence de la Paix, avec l'Italie mussolinienne, qui non seulement lorgne sur la Slovénie, mais a des ambitions balkaniques, et l'Allemagne, qui fait dès lors figure de protecteur potentiel dans la croisade révisionniste. Le calcul de Horthy se révèle désastreux à long terme : en échange des arbitrages de Vienne qui lui accordent la Slovaquie méridionale et le Nord de la Transylvanie, la Hongrie va entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne en 1941. Le révisionnisme a empoisonné les relations de la Hongrie avec ses voisins et avec les Occidentaux et a aussi donné lieu à une rhétorique de victimisation différente de celle qui avait cours au siècle précédent où le royaume, s'il était effectivement sous domination étrangère, était du moins entier. Après la défaite et l'amputation, il n'est plus question d'accuser l'Autriche, il faut au contraire trouver des responsabilités internes. On

charge les gouvernements libéraux issus du Compromis unanimement décrié, les communistes et les juifs, lesquels sont vus comme les alliés des uns et des autres et, par essence, étrangers à la communauté nationale, alors qu'ils sont parmi les plus assimilés de la région. Le révisionnisme jouit d'un large consensus et sert donc à la fois des buts de politique étrangère et un discours à usage intérieur de repli sur soi et de nationalisme étroit.

Il est nécessaire de rappeler que la naissance du mouvement révisionniste et l'organisation de sa propagande sont antérieures à l'instauration du régime de Horthy. C'est le gouvernement de Mihály Károlyi qui met en place un Office national de propagande *(Országos Propaganda Bizottság)*. Cet organisme lance le slogan célèbre : « *Nem, nem, soha* » (Non, non, jamais) pour caractériser le refus des Hongrois d'accepter le morcellement du territoire. Diverses associations se constituent ensuite à la faveur de la contre-révolution. L'une des plus importantes est la Ligue de défense du territoire *(Területvédő Liga)*. Ces groupes sont tous liés aux officiers de Gömbös, à la MOVE et à l'association du Réveil magyar *(Ébredő Magyarok Egysülete)*. Le tout forme un ensemble hétéroclite où se mêlent théories raciales et fantasmes historiques. Ainsi que le constate l'ambassadeur américain Montgomery à ce sujet : « Le révisionnisme que j'ai trouvé en Hongrie relevait davantage d'un mythe curieux que d'un programme clair. Les désastres nationaux prédisposent autant aux troubles psychologiques que les victoires. Le principal symptôme, dans les deux cas, est la production de légendes[15]. » Dès le 16 janvier 1921, le traumatisme est inscrit dans la pierre avec l'inauguration à Budapest, sur le côté nord de la place de la Liberté (Szabadság tér, référence à 1848), de quatre statues, œuvres du sculpteur Ferenc Sidló. Elles représentent l'Ouest (le Burgenland), le Sud (la Bácska), l'Est (la Transylvanie) et le Nord (la Slovaquie). Surnommées immédiatement les « statues irrédentes » *(Irredenta szobrok)*, elles sont détruites durant les combats de la Seconde Guerre mondiale.

Les nombreuses associations qui viennent en aide aux réfugiés des territoires perdus sont autant de relais du révisionnisme. Mais c'est la campagne de lord Rothermere, *« Justice for Hungary »*, de juin 1927 dans le *Daily Mail* qui est décisive pour la création d'une organisation centrale chargée de porter l'idée de la révision. La Ligue révisionniste hongroise *(Magyar Revizós Liga)* rassemble immédiatement une centaine de comités et environ 500 filiales et groupements locaux, des comitats et des villes la

rejoignent également. Son but est d'œuvrer de manière pacifique à la révision du traité de Trianon sur la base de l'article XIX de la Société des Nations (SDN). Son président est le grand écrivain conservateur Ferenc Herczeg, dont les œuvres sont particulièrement appréciées du régent. Elle reçoit en outre un soutien important en la personne du directeur de l'un des principaux quotidiens de Budapest, le *Pesti Hirlap*, Ottó Legrády, qui met le journal à la disposition de la cause. Pál Teleki lui apporte son expertise de géographe. La Ligue permet d'unifier le mouvement et de mettre à l'écart les fanatiques du Réveil magyar qui prônent la révision par des moyens violents et illégaux. Leur idéologie est de surcroît ouvertement antisémite et raciste ; elle présente les Hongrois comme trahis par les juifs et supérieurs aux peuples de l'ancien royaume. L'organisation est interdite par le gouvernement en 1925. La Ligue est désormais le seul organe autorisé à diffuser la propagande révisionniste, mais elle apparaît officiellement comme une association et non comme une officine gouvernementale. Ainsi que le dit le ministre des Affaires étrangères Kálmán Kánya (1869-1945), le révisionnisme est une « insanité » politique, mais il ajoute que l'on ne saurait convaincre les gens du contraire. Il est donc nécessaire de le contenir. Il est par ailleurs évident que le révisionnisme sert le régime en maintenant dans le pays un climat de consensus. L'ambassadeur Montgomery constate ainsi que le révisionnisme est une « bénédiction » pour la classe politique hongroise[16] : il maintient l'unité nationale et renforce indéniablement la position et l'autorité de Horthy. La propagande commence dès l'école primaire où les enfants récitent avant chaque début de journée le credo magyar :

« Je crois en un seul Dieu, je crois en un seul pays
Je crois en la vérité éternelle d'un seul Dieu
Je crois en la résurrection de la Hongrie. Amen. »

Les années 1920 sont marquées par une propagande brouillonne et tous azimuts qui malgré les efforts du gouvernement pour y mettre de l'ordre dérape à plusieurs reprises. Plusieurs affaires douteuses dans lesquelles sont impliqués d'anciens officiers entachent l'image de marque du régime et sabotent l'entreprise de consolidation de Bethlen. La plus retentissante est celle des faux billets de mille francs. Le scandale éclate à la fin de 1925. Les faussaires espéraient financer leurs activités illégales en fabriquant de la fausse monnaie française. Il apparaît très vite que des responsables haut

placés ont trempé dans l'affaire : le gouvernement a laissé faire. Plusieurs aristocrates et ecclésiastiques sont visés : le prince Windischgraetz lui-même a pris contact à cette occasion avec les cercles de Ludendorff et de Hitler qui ont mis à sa disposition machines, papier et ingénieurs. L'office de cartographie dirigé par Teleki a fourni le personnel pour fabriquer les billets. C'est en essayant d'en écouler une partie qu'un ancien officier est arrêté aux Pays-Bas. L'enquête permet rapidement d'établir les liens entre cet homme et la Hongrie officielle. Le discrédit est énorme et fait comprendre au gouvernement qu'il faut désormais employer des méthodes plus diplomatiques. Suite au scandale sur la scène internationale et au procès qui se tient en mai 1926, Bethlen envisage de démissionner et adresse une lettre dans ce sens à Horthy le 24 septembre. Mais il est reconduit dans ses fonctions et forme un nouveau gouvernement en octobre[17].

La propagande change alors de méthodes et se traduit désormais par des campagnes d'envois de cartes postales, de publications diverses et de conférences faites par des particuliers. On édite des billets de banque révisionnistes *(reviziós pengő)* ornés du portrait de Rothermere (1868-1940) dont l'acquisition permet de financer les activités de la Ligue. Une adresse de remerciements à son attention est signée par 1 200 000 personnes, ce que rappelle Horthy avec fierté dans ses Mémoires[18]. Des articles de sympathisants sont fournis aux journaux étrangers mais aussi aux revues hongroises, notamment celles qui s'adressent à un lectorat expatrié ou étranger comme la *Nouvelle Revue de Hongrie*. Puis la Ligue crée sa propre série de publications *(Magyar Reviziós Liga Kiadványai)* dont les numéros sont traduits en français, anglais, italien et allemand. Une étape est franchie en 1929 lorsque la Ligue prend le contrôle de la revue de politique étrangère *Magyar külpolitika* qui devient pratiquement son organe officiel dans les années qui suivent sous la direction de Gyula Pekár. Elle est l'expression non seulement de la Ligue, mais rassemble aussi les membres de l'Union interparlementaire *(Interparlamentáris Unió)* et la Société hongroise de politique extérieure *(Magyar Külügyi Társaság)*. En 1931, la revue devient la propriété exclusive de la Ligue[19]. Celle-ci intervient aussi directement à l'étranger. En France par exemple, François (Ferenc) Honti, le correspondant à Paris du *Pesti Hirlap*, est également l'éditeur de la revue *Les Nouvelles danubiennes*[20], qui est en réalité l'organe de la Ligue, dont le rédacteur en chef en Hongrie était Elemér Szudy, ancien chef du service de

presse de Bethlen. La Ligue possède un secrétariat en France, animé par Honti qui s'efforce de faire publier dans la presse française soit ses propres articles, soit ceux de partisans français ou hongrois de la révision. Il bénéficie à l'occasion de la collaboration d'autres journalistes hongrois de passage ou de l'importation de plumes célèbres comme celle du comte Bethlen[21].

Dans les années 1930, le pragmatisme prend la relève du jusqu'au-boutisme consistant à réclamer le retour inconditionnel et intégral de tous les territoires perdus. Les autorités sont bien conscientes des difficultés que la révision provoquerait à l'intérieur alors que le pays est touché par la crise. Mais on ne peut, dans le même temps, ignorer le soutien, parfois bruyant, que l'Italie puis l'Allemagne apportent au programme révisionniste, comme lors de l'inauguration de l'exposition d'art italien au Palais des arts *(Műcsarnok)* de Budapest le 18 janvier 1936 en présence de Horthy[22]. Le secrétaire d'État à la Presse et à la Propagande italien Dino Alfieri se laisse aller à une diatribe révisionniste qui suscite la fureur de l'ambassadeur de Roumanie, Basil Grigorcea, lequel quitte la salle. La légation italienne en la personne du ministre plénipotentiaire, le prince Colonna, et du premier secrétaire, Baldoni, est elle-même embarrassée par cette sortie inattendue.

Hormis l'Italie, le pays qui éprouve le plus de sympathie à l'égard des revendications hongroises est la Grande-Bretagne. On y voit non seulement les effets de l'action de lord Rothermere, mais aussi l'expression des traditions historiques qui font de l'Angleterre l'un des pôles étrangers vers lesquels les Hongrois regardent en priorité. La France est à cet égard en retrait et *a priori* hostile à toute modification des frontières en Europe centrale. Le Royaume-Uni est bien moins engagé en Europe continentale et n'éprouve pas l'obsession allemande de la France. Le rôle de son aristocratie est de surcroît plus proche de celui de la Hongrie. La plupart des aristocrates hongrois, à commencer par le comte Bethlen, sont des anglophiles convaincus. Horthy lui-même est résolument favorable à la Grande-Bretagne. Il y a donc dans la politique étrangère hongroise une tendance très nette au rapprochement avec Londres, dont on espère que cela influencera la France. On s'intéresse aussi aux États-Unis dont on rappelle volontiers l'attitude plus conciliante – mais aussi plus détachée des réalités européennes – à la conférence de la Paix. Les Américains ne sont toutefois

pas susceptibles d'intervenir dans la querelle territoriale en Europe, ni directement, ni par l'intermédiaire de la SDN.

Depuis 1928, le gouvernement hongrois a entrepris une politique de rapprochement progressif avec la France, principalement dans un souci de diversifier les orientations de sa politique extérieure, consistant à contrebalancer les options allemande et italienne, mais aussi afin de se ménager des soutiens économiques et financiers, dont l'accord commercial franco-hongrois de 1925 avait été l'une des expressions[23]. Dans les premiers temps, les contacts demeurent circonscrits aux terrains culturel et économique, et la visite de Bethlen à Paris en juin 1929 a pour objet d'attirer vers la Hongrie les capitaux français pour y contrer l'emprise allemande. La diplomatie mise en œuvre par Bethlen vise en effet à ménager à la Hongrie un certain nombre d'options ouvertes, dans un but ultime qui demeure inchangé, la révision, mais dont la réalisation passe par la multiplication des possibilités. Bethlen souhaite mettre fin à tout prix à l'isolement de la Hongrie et cherche des alliés potentiels pour l'aider, à terme, à obtenir une révision des traités. Il exprime maintes fois son désir de voir rééquilibrer le bassin danubien par une organisation qui ferait pendant à la Petite Entente. Mais il intéresse alors la France dans la mesure où il se montre réservé envers l'union douanière germano-autrichienne, ce que le Quai d'Orsay interprète comme une opposition, et où il semble combattre sincèrement la domination économique de l'Allemagne dans la zone[24]. Pour l'heure, la France n'envisage pas de s'impliquer davantage du côté hongrois et elle se borne à accorder un prêt à la Hongrie. L'octroi du prêt de l'été 1931 en annonçait d'ailleurs un autre, plus important, qui devait intervenir durant l'automne et apporter à l'économie hongroise un peu d'oxygène. Sur le terrain diplomatique, la Hongrie semble prête à mettre de côté ses revendications dans l'intérêt de l'équilibre de l'espace danubien. C'est dans ce contexte qu'est présenté le plan du président du Conseil et ministre des Affaires étrangères français André Tardieu[25]. Les dispositions de ce projet rencontrent en bien des points les vues de certains experts hongrois, notamment Elemér Hantos, partisan de l'octroi de préférences commerciales et tarifaires entre les États de la zone danubienne[26]. Le Quai d'Orsay connaît les idées de Hantos par ses nombreux ouvrages, mais également par les rapports des diplomates en poste dans les capitales d'Europe centrale, où l'économiste hongrois prononçait de nombreuses

conférences. On peut en voir la preuve dans l'abandon par la France de l'expression « confédération danubienne », jugée inadmissible tant à Vienne qu'à Budapest.

Peu de temps avant l'arrivée d'André Tardieu au ministère des Affaires étrangères, une note a été réalisée pour son prédécesseur, Pierre Laval, datée du 11 février 1932. Contrairement à d'autres sources présentant la situation de l'Autriche comme la plus préoccupante, c'est la Hongrie qui fait ici l'objet d'une attention soutenue. Après un état des lieux alarmant, la suite de la note s'attache à formuler des solutions à la crise : « Cette formule d'un groupement s'étendant en premier lieu aux parties de l'ancien empire austro-hongrois dont les économies sont complémentaires a l'avantage de répondre à des nécessités pratiques et de ne pas s'embarrasser de considérations politiques. […] Du côté hongrois, si on fait abstraction de l'opposition encore peu influente, l'attitude adoptée par les milieux officiels consiste à subordonner tout rapprochement économique à une révision du traité de Trianon. Il y a là de quoi faire renoncer à toute entente le gouvernement tchécoslovaque qui a déjà à compter avec les intérêts particuliers des agriculteurs et des industriels. Ceux-ci n'ont sans doute pas été étrangers aux motifs qui ont retardé jusqu'à présent l'aboutissement des négociations commerciales en cours entre Prague et Budapest, négociations que le gouvernement français s'est employé pour sa part à faire accélérer autant qu'il était possible[27]. » Après la publication du plan, la Hongrie bénéficie de la part de la France d'une attention particulière, même si, concrètement, ce sont les Britanniques et le comité financier de la SDN qui prennent parti de façon plus nette en sa faveur. Le plan Tardieu va offrir à la Hongrie l'occasion de clarifier certaines de ses positions, sans remédier pour autant aux multiples hésitations qui caractérisent l'attitude de ses dirigeants[28]. Malgré quelques suspicions, le plan Tardieu est assez unanimement bien accueilli en Hongrie. Des experts comme Hantos pensent néanmoins que le projet peut dissimuler une manœuvre électorale de Tardieu avant les élections de mai 1932[29]. Mais dans les sphères gouvernementales, les réactions reflètent une adhésion assez franche. En tête des partisans de cette union économique des pays danubiens se trouvent le président du Conseil, le comte Károlyi, notoirement francophile, et son ministre des Affaires étrangères, Lajos Walkó. Ce dernier parvient à faire partager cette position par la Commission consultative des trente-trois, organe parlementaire chargé d'examiner et de discuter les projets

économiques et financiers du gouvernement et dont la principale préoccupation demeure la sortie de la crise. Le ministre intervient en faveur du plan Tardieu lors de la séance du 23 mars 1932, en soulignant que le projet français touche la Hongrie à trois niveaux essentiels de son économie : les échanges commerciaux, le transit des marchandises, les finances[30].

Mais le plan Tardieu est également utilisé par le gouvernement hongrois afin d'obtenir de l'Italie un soutien franc et définitif. Les réticences italiennes apparaissent clairement après la visite de Walkó à Paris *via* Rome. Avant son départ, il a dû affronter l'hostilité de Horthy au plan Tardieu, et le comte Bethlen a ensuite tenté de convaincre le gouvernement hongrois de ne pas accepter les propositions françaises à n'importe quelle condition[31]. La politique extérieure hongroise du début des années 1930 donne souvent l'impression de virer comme une girouette. Or elle est extrêmement simple : devant deux problèmes insolubles, la crise économique d'une part et la question de la révision des frontières d'autre part, la Hongrie souhaite ménager la chèvre et le chou, et le plan Tardieu qui aurait le mérite de la sortir de la crise lui semble acceptable tant que ses dispositions ne sont pas assorties d'engagements politiques. Mais, d'un autre côté, seules l'Italie et l'Allemagne sont susceptibles de soutenir le pays dans sa croisade révisionniste ; de plus, les dirigeants hongrois et Bethlen, qui continue à tirer partiellement les ficelles malgré son départ, sont convaincus que l'Allemagne est la future grande puissance économique de la région. La Hongrie n'a pas les moyens de défendre le plan Tardieu contre de tels alliés et son voisin immédiat, l'Autriche, manifeste d'emblée son hostilité au projet. Cependant, entre mars et mai 1932, il peut sembler aux observateurs contemporains que la Hongrie abandonne en quelque sorte la ligne suivie par Bethlen et parie sur la France, mais cette attitude se révèle éphémère et ne survit pas au plan Tardieu. Le gouvernement Károlyi tombe en septembre 1932 et c'est dès lors l'axe Rome-Berlin qui détermine en grande partie la politique extérieure hongroise.

Les réactions du monde politique ont toutefois été très favorables, même après les résultats décevants de la conférence de Londres. Károlyi et son ministre Walkó semblent continuer à croire que le plan a des chances d'être finalisé. Le 14 mai 1932, le comte Károlyi prononce un discours au

Parlement dans lequel il salue le plan Tardieu comme la seule initiative susceptible de faire sortir les États danubiens du marasme. Cet optimisme est plus nuancé dans les milieux industriels et agricoles hongrois, peu convaincus de trouver de nouveaux débouchés, les premiers en Roumanie et en Yougoslavie, les seconds en Tchécoslovaquie, et inquiets de la concurrence potentielle. En revanche, le comte Bethlen considère le plan Tardieu comme définitivement enterré dès le 5 mai. Il fait alors sa rentrée parlementaire après des mois d'absence, et choisit pour cela la séance consacrée à la discussion du budget : « Le plan Tardieu avait de grands mérites. Il avait posé le problème d'une manière telle qu'on ne pouvait plus l'éluder. Il préconisait la préférence et conjuguait la reconstruction économique et financière. Mais il avait le tort d'avoir négligé les vœux, émis par la Conférence de Bucarest, qui visaient tous les "marchés naturels des États participants, et notamment ceux d'Italie, de Suisse, d'Allemagne et de France". La Hongrie avait besoin de ces derniers marchés comme de ceux de Tchécoslovaquie et d'Autriche. En envisageant solidairement les cinq États danubiens, le plan "avait un goût de Confédération danubienne ; la préférence qu'il offrait pourrait coûter un peu cher[32]". » Dans le même temps, la conférence de la Petite Entente qui a lieu à Belgrade le 21 mai se prononce contre tout projet de « réunification » de l'Europe centrale[33]. L'opposition de gauche mais également les milieux d'extrême droite critiquent sévèrement les attaques contre le plan Tardieu et veulent croire en son avenir. Ils accusent Bethlen d'avoir saboté le projet en agissant en sous-main en Italie. Les milieux gouvernementaux désapprouvent également l'intervention de l'ancien président du Conseil. Devant une telle levée de boucliers, Bethlen est bientôt obligé de faire une déclaration plus nuancée, préservant une éventuelle relance du plan, mais jouant néanmoins habilement de la corde sensible vis-à-vis de l'opinion publique en faisant de la révision des traités un préalable avant tout engagement de la Hongrie en vue d'une organisation globale de la région danubienne[34].

Dans son ensemble, la presse hongroise se révèle beaucoup plus critique envers le plan Tardieu que les milieux officiels. Dès le 4 mars 1932, tous les grands quotidiens le commentent : la presse social-démocrate reproche au projet français de laisser de côté l'Allemagne et de vouloir ménager à la France une zone d'influence élargie en Europe centrale, en visant les grands groupes français représentés en Hongrie et dans la région danubienne[35]. La plupart des journaux, et notamment ceux proches du

gouvernement, affirment cependant la nécessité pour la Hongrie de prendre en compte toutes les solutions envisageables pour sortir de la crise, et préconisent d'attendre que le projet de coopération économique entre les pays danubiens ait pris une forme concrète. Le *Magyarság* (Hongrie), organe de la droite catholique, dans son édition du 4 mars, reconnaît que le plan est une entreprise de grande envergure, intelligente et positive, mais fait en même temps grief à la France de vouloir trop en faire et propose que l'on s'attache d'abord à unir la Hongrie avec l'Autriche avant d'envisager une alliance avec les pays de la Petite Entente[36]. Les journaux hongrois publient des articles d'experts du monde économique et financier dont la position est plutôt favorable au projet, même s'ils signalent à juste titre que l'idée de coopération économique entre les pays danubiens n'est pas nouvelle, tous ou presque faisant référence aux thèses d'Elemér Hantos. Arthur Székely, secrétaire de la chambre de commerce et d'industrie de Budapest, prend plus franchement parti pour le plan Tardieu dans la très francophile *Gazette de Hongrie* : « Le projet Tardieu ne contient, à proprement parler, rien de nouveau. La question du rapprochement douanier entre les États centre-européens est, en effet, à l'ordre du jour depuis des années. Mais la position politique de son auteur confère à ce projet une grande portée, et si du côté français on désire prendre l'initiative d'une action sérieuse en vue d'atténuer la misère économique des pays de l'Europe centrale, cette intention ne peut être accueillie du côté hongrois qu'avec satisfaction[37]. » À l'issue des élections françaises de mai 1932, la presse hongroise en vient à défendre le plan Tardieu, alors même qu'il semble condamné. Le journal du Parti social-démocrate, le *Népszava* (La Voix du peuple), qui accusait en mars la France de menées impérialistes, prend fait et cause pour le plan Tardieu et fustige le parti au pouvoir et les manœuvres du comte Bethlen. Le *Magyarság* est moins pessimiste et veut croire à l'avenir du plan malgré la défaite électorale de son principal promoteur ; sans oser imaginer que le changement de couleur de la Chambre des députés provoque un tournant dans la politique extérieure de la France, on envisage toutefois avec espoir qu'un gouvernement de gauche pourrait être plus sensible à la question de la révision des traités. Après l'arrivée au Quai d'Orsay d'Édouard Herriot, le même journal tente de persuader ses lecteurs de la continuité de la politique de la France : « M. Herriot est avant tout un patriote et c'est pourquoi il suivra la politique de ses prédécesseurs en matière de désarmement et de sécurité. Comme M.

Tardieu il veut éviter l'*Anschluss*, il doit donc adopter la même attitude que lui en ce qui concerne le bassin danubien. […] Mais tout laisse prévoir que M. Herriot ne s'opposera pas à l'idée de l'extension à l'Allemagne et à l'Italie du régime préférentiel. La différence entre sa politique et celle de son prédécesseur consiste en ce que M. Tardieu envisageait son projet comme devant servir à la formation d'un bloc antiallemand, tandis que M. Herriot désire résoudre d'accord avec l'Allemagne une question qu'il considère comme un point de départ pour un accord futur franco-allemand[38]. »

La Hongrie aurait pu trouver son compte dans une telle combinaison, mais un rapprochement franco-allemand devient très vite impossible et les dirigeants hongrois choisissent de renouer avec leurs revendications révisionnistes, ce qui refroidit leurs relations avec la France. Cependant, la moindre déclaration concernant les traités de paix est souvent interprétée dans le sens d'un soutien à la révision. Mais c'est surtout le comte Bethlen qui se transforme à partir de 1933 en voyageur de commerce représentant la cause de la révision. Bethlen reçoit un accueil mitigé, ne réussissant à rassembler que les partisans déjà convaincus de la révision. À son retour en Hongrie, la presse gouvernementale présente néanmoins son entreprise comme un triomphe et croit déjà l'Angleterre acquise à la cause révisionniste[39]. Après sa visite en Grande-Bretagne, Bethlen projette de se rendre en France, mais aucune institution n'est prête à l'accueillir. Il se contente alors de visites régulières à la légation de France, s'efforçant toujours de convaincre le ministre Louis de Vienne de la nécessité d'aider la Hongrie à retrouver ses territoires perdus, faute de quoi il ne lui resterait plus qu'à se ranger définitivement du côté de l'Allemagne, qui obtiendrait ainsi ce que la France souhaitait tellement empêcher, à savoir l'hégémonie sur le bassin danubien. Si l'on cherche d'autres partenaires, c'est tout d'abord pour multiplier les alliances possibles, mais c'est aussi pour éviter de se retrouver lié à un seul protecteur dont on craint soit la duplicité, soit le manque de puissance, soit les deux.

Les deux gouvernements formés sous la présidence de Gyula Gömbös sont caractérisés par le maintien et même les tentatives de renforcement des liens avec l'Italie et par l'attrait pour l'Allemagne, mais avec des réserves et sans engagement définitif. Gyula Gömbös, souvent présenté comme un admirateur inconditionnel d'Adolf Hitler, poursuit en fait la politique de Bethlen. Depuis 1933, alors que l'avènement de Hitler fait penser à

beaucoup d'observateurs que la Hongrie n'attendra pas longtemps pour faire alliance avec l'Allemagne, Horthy et son gouvernement tentent au contraire de nouer des contacts, sinon des alliances, fussent-elles seulement économiques ou culturelles avec un nombre considérable de pays. Le voyage de Gömbös à Berlin fait tout d'abord craindre le pire, mais le président du Conseil hongrois en revient déçu et préoccupé, Hitler ne s'intéressant pas à un projet de pacte germano-italo-austro-hongrois. Celui-ci a même affirmé que la Hongrie devrait se contenter, après la destruction de la Tchécoslovaquie, du retour de ses anciens territoires, et que l'Allemagne ne soutiendrait pas le révisionnisme hongrois envers la Yougoslavie et la Roumanie qu'elle cherche à attirer dans son orbite. Les Allemands se méfient d'ailleurs de la Hongrie, dont ils redoutent, à juste titre, qu'elle ne joue double jeu. Sans doute le Reich inquiète-t-il autant qu'il séduit les hommes d'État hongrois et ceux-ci accueillent favorablement les démarches italiennes visant à regrouper les partenaires isolés : Grèce, Turquie, Bulgarie. La Hongrie envisage elle-même des approches individuelles en direction de pays traditionnellement amis comme la Pologne et prête la main à des manœuvres de déstabilisation de la Petite Entente et surtout de la Yougoslavie, en accord avec l'Italie, en servant de base arrière et de soutien logistique aux indépendantistes croates de l'Ustaša[40]. Il est intéressant de noter à cet égard que l'opinion personnelle de Horthy concernant la Yougoslavie diffère de celle exprimée par le gouvernement et la diplomatie. À plusieurs reprises dans ses Mémoires, il évoque son regret de n'être jamais parvenu à un *modus vivendi* de meilleure qualité avec le royaume yougoslave. Horthy garde une tendresse particulière envers les Slaves du Sud qu'il a eus sous ses ordres, ainsi qu'une indéniable proximité culturelle avec l'Istrie où il a vécu. Le soutien que le gouvernement hongrois a accordé aux séparatistes croates répond d'une certaine manière à ce souhait, mais on ne peut pas accuser Horthy d'avoir été systématiquement antiserbe. Un rapprochement hungaro-yougoslave ne peut en outre que déplaire à l'Italie et il n'est pas dans l'intérêt de la Hongrie de mécontenter Rome, dont on attend beaucoup. Dans les milieux gouvernementaux et diplomatiques, on redoute parfois à juste titre les emballements et les « gaffes » du régent dont les paroles vont souvent au-delà de la ligne définie par le gouvernement. Cette relative imprévisibilité ne semble pas avoir frappé le ministre français Louis de Vienne, qui l'a pourtant fréquenté durant de nombreuses années et côtoyé

tant en public qu'en privé. « Or, je n'ai vu personne tenir mieux le "cercle" que le régent de Hongrie : il va tout bonnement de l'un à l'autre, dit exactement ce qu'il faut dire et ne donne jamais l'impression d'avoir "étudié sa leçon", même lorsque la question qu'il aborde est délicate. […] Il est, dans sa cordialité, celui de cette courtoisie, si précieuse et si rare, qui sait mettre le visiteur à son aise, le rendre content des autres et content de lui[41]. »

La Hongrie et l'Union soviétique signent en 1934 à Rome l'accord qui établit des relations diplomatiques officielles. Cette ouverture vers l'URSS, qui répugnait tant au régent Horthy, fut l'œuvre des Italiens, eux aussi soucieux de diversifier leurs alliances ; elle est plutôt bien acceptée par la France, qui voit toujours d'un bon œil ce qui peut aller dans le sens d'un détachement de l'Allemagne. Mais si l'année commence dans une atmosphère favorable à un rapprochement franco-italien, le gouvernement hongrois formule à mi-voix des interrogations sur l'attitude à venir de Mussolini dans l'hypothèse d'une alliance avec la France, principal soutien de la Petite Entente. Si le dirigeant italien tient à rassurer les Hongrois, ceux-ci redoutent néanmoins une volte-face à leurs dépens et tiennent à garder leur liberté, mais ils n'ont guère les moyens de mener une politique étrangère indépendante, prisonniers qu'ils sont du système des alliances et de l'idéologie révisionniste, seule garante de la solidité du régime. Lors de son séjour à Budapest le 21 février 1934, le Quai d'Orsay fait sonder le sous-secrétaire d'État italien aux Affaires étrangères Fulvio Suvich sur les intentions de Mussolini et la réponse apportée par les protagonistes hongrois. Du côté italien comme du côté français, c'est le problème autrichien qui domine le débat et les solutions envisagées n'ont pas pour but, selon l'Italie, d'opposer le bloc italo-austro-hongrois à la Petite Entente, mais bien de créer un second pôle de discussion face à l'Allemagne. Si l'Italie s'en tient à cette ligne, la France se déclare prête à un soutien sans réserve, pourvu qu'elle puisse préserver ses intérêts et ceux de la Petite Entente. Or la détente se confirme du côté hongrois après les premiers entretiens du ministre de Hongrie à Paris, Sándor Khuen-Hédervàry, avec le ministre des Affaires étrangères Joseph Paul-Boncour le 17 janvier, puis avec Louis Barthou et Gaston Doumergue respectivement les 16 février et 6 mars 1934[42], dont le principal sujet de conversation est la négociation en cours des protocoles de Rome. Barthou, notamment,

confirme l'intérêt de la France à une normalisation des rapports, avant tout économiques, dans le bassin danubien. Mais l'idylle ne dure que quelques mois et, dès la mi-mai 1934, le gouvernement hongrois s'irrite de l'activité tous azimuts du nouveau ministre des Affaires étrangères Barthou qui semble surtout soucieux de consolider les alliances déjà existantes et notamment la Petite Entente. Le rapprochement avec l'Italie apparaît moins urgent à la France puisqu'elle s'est engagée dans une voie qui pour le moment satisfait le ministre français. La conclusion des protocoles de Rome entre Mussolini, le chancelier autrichien Engelbert Dollfuss et Gömbös écarte dans l'immédiat la menace d'*Anschluss*. Khuen-Hédervary reproche à Barthou de courir plusieurs lièvres à la foi et raille l'activité intense du ministre français en direction des alliés de la France, surtout envers ceux qu'il appelle les « mous », Yougoslavie et Roumanie. Il en conclut que la France met résolument l'accent sur ses rapports avec la Petite Entente, ce dont la Hongrie n'a *a priori* rien à attendre de bon[43]. Alors que la Hongrie est elle aussi en pleine offensive de charme, elle redoute la concurrence de la France, en particulier vis-à-vis de la Pologne. Barthou s'est rendu à Varsovie le 23 avril pour tenter de réchauffer les relations polono-tchèques et obtenir des Polonais des garanties après la signature du pacte germano-polonais du 26 janvier qui a beaucoup inquiété la France ; dans le même temps, la Hongrie veut au contraire profiter des malentendus entre Varsovie et Prague et entraîner la Pologne dans son camp.

C'est la visite de Louis Barthou à Bucarest qui va pousser l'incompréhension entre Français et Hongrois à son paroxysme, et seul le putsch autrichien de juillet 1934 permettra de ressouder quelque peu les liens entre les deux protagonistes avant que la crise de Marseille ne vienne à nouveau troubler sérieusement les relations entre Paris et Budapest. Les déclarations du ministre français à Cluj puis à Bucarest sont interprétées par les Hongrois comme une volte-face et une provocation de la France. Selon eux, parler du retour de la Transylvanie au sein de la nation roumaine est une hérésie historique, et proclamer ce territoire possession légitime de la Roumanie équivaut à justifier les atteintes aux droits des minorités hongroises. Le ministre de France adresse à Louis Barthou une correspondance en forme de bilan de l'incident : il explique par le détail le pourquoi de la réaction hongroise. S'il reproche implicitement au ministre ses déclarations, il veut croire que l'alliance italo-austro-hongroise dispense

la Hongrie de se rapprocher de la Petite Entente et estime écarté le risque d'*Anschluss*[44].

Lors du déjeuner donné le 2 octobre 1934 en l'honneur de Louis de Vienne chez le président du Conseil à l'occasion de son départ de Budapest, le ministre du Commerce Fabinyi reprend à peu de choses près les anciens arguments de Bethlen quand il était encore au pouvoir : l'axe Rome-Berlin n'est pas inévitable si la France le veut. Gömbös lui-même ne dit pas autre chose deux jours plus tard lors du discours qu'il prononce devant le Parlement à l'occasion du deuxième anniversaire de son arrivée aux affaires. Il exprime la continuité de la politique étrangère hongroise soucieuse de se rapprocher de la France mais donne comme garantie apparente le désir d'établir de meilleures relations avec la Petite Entente, sans pour autant brader les intérêts de la Hongrie, autrement dit la révision des traités. Gömbös montre là encore qu'il n'est pas prêt à sortir de la quadrature du cercle. La révision et l'attirail idéologique qui l'entoure sont les principaux instruments politiques du régime de Horthy. L'abandonner, c'est condamner irrémédiablement tout le système mis en place depuis 1920. C'est pourquoi Gömbös tient à faire des ouvertures vis-à-vis de la France le résultat de sa seule réflexion et stigmatise sans cesse ceux qu'il appelle les « francophiles à tout prix ». Dans le même temps, il maintient la validité des autres alliances qui lui semblent plus prometteuses[45].

Le rapprochement avec la France et la Petite Entente est d'emblée compromis par l'attentat de Marseille qui embarrasse à plusieurs titres le gouvernement hongrois. Ses tentatives pour aboutir à une détente n'étaient pas seulement l'expression d'une volonté de ménager les intérêts hongrois dans l'hypothèse d'un accord franco-italien : à cet égard, la mort de Barthou jette une ombre sur cette entreprise. En second lieu, le décès du roi Alexandre pose un problème puisqu'il n'était un secret pour personne que la Hongrie soutenait depuis plusieurs années les séparatistes croates. Comment convaincre les Yougoslaves de la sincérité du gouvernement hongrois ? On s'efforce donc, du côté hongrois comme du côté français, de dédramatiser, même si des journaux hongrois, peu soucieux des recommandations gouvernementales, ne cachent pas leur satisfaction devant le décès de Louis Barthou à qui ils ne pardonnent pas ses déclarations en Roumanie. La Hongrie doit aller se défendre devant la SDN des accusations de complicité dans l'attentat de Marseille. C'est le ministre des Affaires étrangères, Kálmán Kánya, qui se rend à Genève, accompagné de Tibor

Eckhardt, député et vice-président de la Ligue révisionniste[46]. Ce dernier est reçu en audience par Horthy avant son départ. En le reconduisant, le régent lui rappelle que jusque-là « l'honneur de la Hongrie a survécu à tous les procès[47] ». L'affaire fait l'objet de la 83e session de la SDN qui se tient le 4 décembre 1934. La Hongrie est citée devant la SDN par le gouvernement yougoslave, auquel s'associent la Tchécoslovaquie et la Roumanie, pour avoir hébergé les organisateurs de l'attentat au camp d'entraînement de Jankapuszta, entre-temps démantelé. La France s'est quant à elle rangée derrière ses alliés et l'Italie soutient de son mieux la Hongrie. Mais cet appui est décisif et la pression de Mussolini sur Anthony Eden finit par porter ses fruits puisque le 10 décembre, la Hongrie obtient une sorte de non-lieu, justifié par Eden qui affirme que tous les États peuvent être victimes et doivent lutter contre le terrorisme. Le gouvernement hongrois est sommé de mener lui-même une enquête sur les éventuelles complicités dont auraient bénéficié les *Ustaši* et le comité de la SDN décide en outre la création d'une commission d'enquête internationale et de lutte contre le terrorisme, au sein de laquelle la Hongrie et l'Italie sont invitées à siéger.

Ce sont finalement les relations avec l'Italie qui demeurent le pivot de la politique étrangère hongroise. Pour l'Italie, c'est la Hongrie qui représente sa porte d'entrée en Europe centrale. Dès la victoire de la contre-révolution, elle pratique une politique de pénétration économique et surtout culturelle en Hongrie. Malgré la crainte d'une alliance franco-italienne qui pourrait sacrifier ses intérêts, le gouvernement hongrois maintient depuis 1934 le cap sur l'Italie, ce qui permet à celle-ci de l'engager dans des discussions avec l'Autriche en vue d'un pacte italo-austro-hongrois. Le séjour à Budapest du sous-secrétaire d'État italien aux Affaires étrangères Suvich le 21 février 1934, puis la visite du chancelier Dollfuss sont effectuées dans ce but. Les pourparlers concrets de signature des protocoles d'accord se déroulent à Rome à partir du 14 mars et l'acte final y est signé le 14 mai 1934. Les trois pays s'entendent sur un traité de coopération économique et politique, après que la Hongrie s'est employée à expliquer à Berlin que ce mouvement n'avait rien d'antiallemand. Les garanties hongroises envers l'Autriche font partie des arguments formulés en direction de Paris pour donner des preuves de la bonne volonté de la Hongrie dans le bassin danubien. Après le putsch national-socialiste de juillet 1934 en Autriche, il est plus que jamais nécessaire que la France

parle d'une voix forte en Europe centrale. Les tentatives de rapprochement avec l'Italie sont à nouveau d'actualité. Bethlen et, à travers lui, le ministre de Vienne recommandent de prêter attention à la position de la Hongrie dans l'hypothèse d'une entente franco-italienne. Il serait effectivement judicieux de ne pas braquer à nouveau Budapest.

Les buts révisionnistes hongrois et italiens se rejoignent et l'on va donc s'attacher dans la propagande à démontrer les liens historiques anciens existant entre eux. Les productions italiennes sur la Hongrie dans ces années reflètent cet héritage. Une revue, *Corvina*, organe de la société hungaro-italienne *Mattia Corvino*, est le principal vecteur de cette rhétorique. La société a été fondée dès 1920 par Albert Berzeviczy et la publication de la revue démarre sous la direction de Tibor Gerevich et Luigi Zambra en juin 1921[48]. Berzeviczy, historien et homme politique lié depuis longtemps à l'Italie, reste à la tête de la société jusqu'en 1936. Il devient rapidement un admirateur de Mussolini. La société rassemble des personnalités hongroises bien connues (Albert Apponyi, Kunó Klebelsberg, etc.[49]), en tout 250 membres en 1921, tous recrutés dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie ainsi qu'au sein de la colonie italienne de Budapest. Elle se double peu de temps après d'une section italienne créée par l'Institut historique hongrois de Rome dirigé par Gerevich.

Sur la longue durée à vrai dire, *Corvina* fait mieux que la *Nouvelle Revue de Hongrie* destinée à la France. Le ministre italien Vinci entreprend d'ailleurs de concurrencer la revue française en relançant *Corvina* sur une base mensuelle et avec de nouveaux collaborateurs plus jeunes et plus dévoués au régime fasciste. Les fonds nécessaires sont fournis par le ministère hongrois des Affaires étrangères[50]. L'introduction de la troisième série, qui commence en 1940, rappelle au lecteur ses deux décennies d'existence et ses objectifs. La publication prend alors le sous-titre de *Rassegna italo-ungherese* et sur sa couverture ne figure plus le corbeau, emblème de Corvin, mais le *fascio* et la croix de Saint-André. Durant ses années d'existence, elle se consacre aux commémorations des personnalités communes aux deux pays. La *« cronaca politica »* est cependant longtemps tenue par Rodolfo Mosca, très actif au sein de l'Institut culturel. Par la suite, cette publication se voit complétée par une *Rassegna d'Ungheria*, qui paraît à partir de 1941 sous les auspices de l'Institut de politique sociale de la faculté d'économie de l'université de Budapest et dont les directeurs sont Mosca et Béla Gádi, fonctionnaire du ministère de la Justice, son secrétaire

de rédaction est aussi le secrétaire de l'Institut culturel italien, Paolo Ruzicska[51]. Elle est beaucoup plus politisée et publie des articles sur la guerre qui vient de commencer, sur les lois juives et autres sujets sensibles généralement absents de *Corvina*, qui, excepté quelques élans révisionnistes au moment des arbitrages de Vienne, reste peu polémique tout comme son homologue francophone. La revue répercute bien entendu les activités de l'*Accademia di Ungheria* de Rome. Pour l'Italie, la revue, ainsi que d'autres publiées dans la péninsule, est le support de l'affirmation de ses ambitions en Europe centrale, et surtout orientale. Toute initiative hongroise est en l'occurrence accueillie favorablement. L'*Associazione degli amici dell'Ungheria* est l'un des principaux relais de propagande hongroise en Italie. Elle fonctionne au sein de l'*Istituto fascista* de Milan (le siège de cette institution est à Rome) et son financement lui vient du ministère italien des Affaires étrangères. Son président est Dino Alfieri, secrétaire d'État à la Presse et à la Propagande, mais son secrétaire et principal animateur est Rodolfo Mosca.

L'Italie a été en effet choisie très tôt par les Hongrois pour l'implantation d'instituts culturels : après Vienne et Berlin en 1924, c'est à Rome que se constitue en 1927 un *Collegium Hungaricum*[52], suivi par celui de Zurich. Sur toute la période, l'*Accademia* de Rome demeure l'institution hongroise à l'étranger la mieux dotée devant Vienne et Berlin[53]. C'est le comte Klebelsberg qui vient l'inaugurer le 16 mars 1927. Dans son discours prononcé en italien, le ministre dit que son intention est de créer une « grande académie hongroise » qui ne s'intéressera pas seulement au passé mais aussi au présent et à l'avenir des relations culturelles hungaro-italiennes dans le contexte du « frémissement salutaire du fascisme[54] ». Il a d'ailleurs fait inscrire la langue italienne dans les programmes des écoles secondaires hongroises. Klebelsberg rappelle que la création de l'*Istituto storico ungherese di Roma* qui est à l'origine de l'Académie est due à l'initiative de l'évêque Vilmos Fraknói en 1913. Il l'a accueilli dans sa propre villa. Suite à un accord entre les deux gouvernements, l'Institut va s'installer dans le Palazzo Falconieri. L'inauguration effective a lieu seulement le 21 juin 1943, en présence du ministre italien de la Culture Alberto Biggini et d'autres personnalités hongroises et italiennes ainsi que de nombreux ambassadeurs[55]. Le pendant italien, placé sous la direction de Rodolfo Mosca puis de Paolo Calabrò, est fondé en 1935 à Budapest[56], où a déjà été établi un comité local de la société *Dante Alighieri* qui est un des

principaux vecteurs de l'idéologie fasciste à l'étranger, mais dont les activités demeurent circonscrites à l'intérieur de l'institution culturelle. Le comité de Budapest de la Société finit d'ailleurs par être absorbé par l'Institut culturel avant de disparaître à la fin de 1938. La fondation de l'*Istituto italiano di cultura* fait suite à la signature de la convention culturelle italo-hongroise à Rome le 16 février 1935 par Mussolini et le ministre hongrois de l'Instruction publique et des Cultes Bálint Hóman[57]. Les accords prévoient de renforcer la coopération universitaire entre les deux pays, ainsi que l'enseignement de l'italien en Hongrie. Des antennes de l'Institut culturel italien ouvrent à Pécs, Debrecen et Szeged, tandis que celle de Szombathely est confiée à la section locale de la société *Mattia Corvino*. Après la reconquête d'une partie de la Slovaquie, des filiales ouvrent également à Kassa et Ungvár[58]. Des conventions semblables sont signées dans le même temps voire un peu plus tard avec l'Autriche, la Pologne (octobre 1934) et l'Allemagne (mai 1936)[59]. Cette dernière consacre l'hégémonie de la culture allemande en Hongrie et mécontente non seulement les Hongrois, mais aussi les Italiens dans le cadre de leur concurrence avec l'Allemagne.

Dans les trois villes, la Hongrie parvient à implanter ses instituts culturels dans des bâtiments représentatifs : à Vienne dans le palais Trautson, l'ancienne caserne de la garde hongroise établie par Marie-Thérèse (actuel ministère de la Justice) et à Berlin en face de l'université. Dans le cadre de l'affirmation des liens avec la Pologne, le ministre lance également un projet d'établissement d'un institut historique en Pologne. Invité à Varsovie en mai 1930, il y travaille à monter un programme de bourses pour de jeunes historiens hongrois et polonais qui pourraient ensuite continuer leurs travaux dans les instituts de Berlin ou de Rome. Klebelsberg n'oublie pas la politique et préconise de renforcer en Hongrie l'étude des langues slaves. Selon lui, c'est désormais la Pologne qui doit assurer le leadership des pays slaves puisque la Russie s'est « écroulée ». Il insiste lui aussi sur les liens historiques entre les deux pays et la situation actuelle : « Et qui saurait mieux comprendre la situation tragique de la Hongrie démembrée que vous, dont la patrie fut démembrée à plusieurs reprises[60] ? »

Les dirigeants ont compris que le soutien italien n'est pas suffisant, même au sein de l'alliance avec l'Autriche, déjà ébranlée par le putsch de

juillet 1934. L'axe austro-italien ne donne pas toutes les garanties de solidité voulues par la Hongrie et ne semble pas en mesure de l'aider à réaliser ses ambitions révisionnistes. Les tentatives de rapprochement avec la France et au-delà avec la Petite Entente sont dans l'immédiat compromises, et l'hypothèse française paraît même s'éloigner définitivement. Il faut donc à nouveau réorienter la politique extérieure et, contrairement à ce que beaucoup pensaient inévitable, le gouvernement hongrois ne se précipite pas dans le camp allemand, mais le champ des possibles est toutefois restreint. Kánya multiplie alors les déclarations, publiques ou privées, hostiles à Hitler. Or si la Hongrie semble désormais se détourner du Reich, la raison essentielle en est que celui-ci ne promet pas assez, même si de nombreux membres du parti gouvernemental répugnent sincèrement à s'allier aux nationaux-socialistes. Parmi les partenaires envisageables pour une nouvelle orientation, c'est vers la Pologne que se tourne d'abord Gömbös en se rendant à Varsovie le 20 octobre. Cette visite soulève des interrogations, mais l'ambassadeur de France Jules Laroche minimise son ampleur, alors que les Hongrois semblent en faire grand cas. Horthy lui-même attache une grande importance aux relations avec la Pologne. La Hongrie voit dans cette dernière non seulement un allié contre le danger bolchevique, mais aussi contre la Tchécoslovaquie. Les traditions historiques établies entre les deux pays font le reste. De son côté, l'ambassade de France à Rome répercute une information donnée par le cardinal Pacelli sur le souhait de Gömbös de constituer une alliance entre l'Italie, la Hongrie et la Pologne, patronnée par l'Allemagne forte de son pacte germano-polonais. C'est un nouvel avatar de l'entente des pays catholiques déjà évoquée à plusieurs reprises depuis le XIXe siècle, même si l'on veut plutôt croire alors à une alliance polono-germano-italienne avec l'Autriche et la Hongrie comme partenaires associés, ce qui reviendrait à la théorie de la constitution d'un bloc opposé à la Petite Entente. Gömbös se rend en effet peu de temps après à Rome, mais ses entretiens avec Mussolini portent essentiellement sur l'entreprise de rapprochement avec la France, dont la Hongrie veut s'assurer qu'il ne signifierait pas de la part de l'Italie un abandon de la cause de la révision. Le projet d'union catholique est rapidement enterré et le gouvernement de Budapest se tourne alors vers ses alliés germaniques et l'ambassadeur François-Poncet croit savoir que Budapest serait sur le point de proposer à l'Allemagne, à l'Italie et à l'Autriche la conclusion d'un *Kulturpakt*, pacte de coopération culturelle

sur le modèle de celui déjà conclu entre la Hongrie et la Pologne, qui prévoit l'instauration de commissions et d'échanges réguliers, d'enquêtes et de traductions. On voit la confirmation de cela dans la rencontre qui a lieu deux jours plus tard au Semmering entre Gömbös et le chancelier autrichien Kurt Schuschnigg. En définitive, les observateurs constatent que Gömbös est allé partout sauf à Berlin, ce qui les fait gloser sur un éventuel revirement de la politique hongroise, mais malgré les apparences il n'en est rien et le 31 décembre 1934 Gömbös adresse au ministre de la Guerre du Reich, Blomberg, une lettre qui relance la coopération militaire hungaro-allemande.

La disparition de Gyula Gömbös à l'automne 1936 survient dans un climat politique de tensions exacerbées en Europe centrale, que l'aventure éthiopienne de Mussolini vient bouleverser, détournant l'Italie de la Hongrie dont le choix d'alliés potentiels se réduit bientôt à la seule Allemagne. Un certain nombre d'interrogations se font jour sur l'évolution politique de la Hongrie, surtout en matière de politique intérieure[61]. Malgré les promesses répétées du chef du gouvernement, le scrutin secret n'a pas été instauré dans les circonscriptions rurales, ses hommes liges sont apparemment bien installés au sommet du pouvoir et la cause révisionniste ne saurait être abandonnée puisqu'elle est précisément la garantie du régime. Il reste donc peu d'espoir aux démocrates, mais le nouveau ministre français à Budapest, Gaston Maugras, veut croire que la situation n'est pas aussi figée qu'on l'imagine à l'extérieur. Il accorde un certain crédit au régent Horthy, seul capable selon lui de faire changer le cours des choses. Ainsi le « nettoyage » opéré par le nouveau président du Conseil, Kálmán Darányi, dans les rangs des partisans de Gömbös vient contredire les craintes que le diplomate français formulait avant même la mort de ce dernier, quand il voyait les zélateurs du nazisme prendre l'ascendant sur un Parlement sans légitimité[62].

Dans l'image que l'historiographie communiste en a donné – comme elle l'a fait pour d'autres pays de la région –, le régime Horthy était très clairement apparenté au fascisme. Cette caractérisation ne résiste toutefois pas à l'examen des structures et des hommes qui ont dominé la vie politique hongroise de l'entre-deux-guerres. Deux moments ont été cruciaux dans l'évolution du régime et précisément parce qu'ils se sont traduits par un rejet de ce qui aurait pu déboucher sur une dérive dictatoriale. La contre-

révolution tout d'abord, durant laquelle certains commencent à formuler des théories ouvertement racistes et rêvent d'un redressement du pays par la contrainte. Le gouvernement Gömbös en second lieu (1932-1936), lorsque le président du Conseil expose son programme *(A Gömbös kormány nemzeti munkaterve)* dont certains aspects sont empruntés au fascisme italien, mais font bien davantage penser au corporatisme autrichien tel que le met en œuvre Engelbert Dollfuss. L'analyse évolue dans les années 1960, et l'on parle alors plus volontiers de régime conservateur-réactionnaire[63] ou de clérical-fascisme, cette dernière appellation étant surtout utilisée pour l'Autriche et la Slovaquie. Deux éléments sont retenus alors dans l'historiographie hongroise pour définir le régime : le poids de l'aristocratie et celui de la religion. Or dans le premier cas, il semble que l'aristocratie, si elle a certes maintenu ses propriétés – c'est le point essentiel du raisonnement –, a perdu une grande partie de son influence politique en raison de l'effondrement du courant légitimiste. Ce dernier revient en grâce auprès de Horthy à la faveur de la guerre seulement. Dans le second cas en revanche, il est intéressant de constater à quel point le facteur religieux a joué un rôle dans la définition du régime. Cet aspect, ainsi que le maintien du système monarchique, a protégé la Hongrie d'une prise de pouvoir par les fascistes. Celle-ci n'intervient qu'après le départ de Horthy le 15 octobre 1944 et elle est due à l'ingérence allemande. Il serait donc tentant de retourner complètement l'argument avancé par l'historiographie communiste et de présenter Horthy comme un garant contre la dérive fasciste. C'est exactement ce que font les thuriféraires actuels du régent : sauveur du pays en 1919, il continue d'assumer ce rôle jusqu'en 1944. Il est certain en tout cas que sa personnalité et surtout son aura construite autour de la contre-révolution lui permettent d'exercer un ascendant tel que les contestataires ne parviennent pas à le remettre en question. Les hommes de Szeged ne se sont pas davantage imposés dans la population que les bolcheviques. Ils se sont souvent présentés, face aux Italiens notamment, comme les « premiers » fascistes, mais leurs initiatives en sont restées à des actions violentes de groupuscules disparates, ils n'ont pas réussi à mobiliser en dehors de leurs rangs[64]. Issus de la classe moyenne, ils n'ont pu séduire ni les élites – aristocratiques et intellectuelles – ni les paysans. Dès lors, une entreprise fasciste de type italien – et encore plus de type allemand pour des raisons structurelles – était hasardeuse.

Les mots d'ordre du régime sont antinomiques avec ceux utilisés par les régimes fascistes. Il n'y a pas de mobilisation de masse malgré les ambitions de Gömbös de créer un grand parti corporatiste qui aurait pu évoluer vers le fascisme. La permanence de la Chambre haute qui sert de tribune aux légitimistes empêche cette évolution. L'idéologie moderniste et révolutionnaire est étrangère à la mentalité de Horthy et de la plupart des dirigeants politiques. Ils ne peuvent que s'opposer aux intentions de Gömbös de renverser l'ordre social qu'ils ont restauré avec peine en 1919. Les valeurs prônées par la régence sont héritées de l'ancien régime et le discours élaboré ne fait aucune place à l'homme nouveau façonné par les totalitarismes, bien au contraire. La Hongrie ne va chercher ses références ni chez les païens germaniques, ni dans l'Empire romain, mais auprès de saint Étienne et de Széchenyi. Dans le panthéon personnel de Horthy, François-Joseph côtoie István Tisza. Horthy échappe à la définition du chef charismatique donnée par Max Weber selon qui le charisme est l'expression de l'extraordinaire *(ausseralltäglich)* et donc le contraire du traditionnel, du bureaucratique, du patriarcat, du patrimonial *(ständisch)* qui sont des formes communes de l'exercice du pouvoir *(« Alltagsformen der Herrschaft »)*[65]. Or le régent, comme François-Joseph dont il se veut le continuateur, est précisément ancré dans cette vision traditionnelle du pouvoir. Faute d'idéologie dynastique ou impériale, c'est l'ancienne Hongrie qui va servir de système de références, avec pour socle le christianisme. On remarque immédiatement ce que cette définition peut avoir d'exclusif puisqu'elle dénie aux juifs la participation à la communauté nationale, et l'antisémitisme va sans conteste être le défaut de la cuirasse de l'amiral, dans les interstices de laquelle parviennent régulièrement à s'engouffrer ceux qui prônent un changement radical. Il n'y a donc pas dans la Hongrie une religion politique – le fascisme – qui viendrait se substituer à la religion tout court, mais bien une exaltation du religieux censé ressouder la nation.

La Hongrie de l'entre-deux-guerres demeure un pays où le fait religieux pèse encore d'un poids considérable. Horthy redonne au pouvoir une dimension confessionnelle. Dans une société très religieuse en raison de sa prépondérance rurale, le régent calviniste n'a aucune difficulté à diffuser une image religieuse du pouvoir. On peut voir dans son règne une alliance habile du sabre et du goupillon. Horthy considère que l'État doit continuer à reposer sur les quatre piliers qui soutenaient l'ancien régime : l'aristocratie,

les Églises, l'armée et la bureaucratie. Il voit le christianisme comme un élément consubstantiel à la nation hongroise[66]. Le mélange d'archaïsme et de nostalgie monarchique, que l'historiographe du régime Gyula Szekfű appelle l'idéologie « néobaroque », avec des innovations réelles et une relative ouverture politique, caractérise l'entre-deux-guerres en Hongrie. Les symboles religieux du pouvoir font partie de la panoplie légitimiste que Horthy va continuer à utiliser, tant par conviction que pour des besoins de légitimation et aussi par nécessité politique. Les ambitions révolutionnaires de l'extrême droite fasciste s'accommodent mal de la hiérarchie ecclésiastique. Le culte du chef ne saurait faire bon ménage avec celui rendu à Dieu. La réaction Horthyste se présente donc en toute logique comme un retour à la religion. Le régime va promouvoir les grandes figures de la dynastie arpadienne et les saints hongrois (Étienne, Louis, Élisabeth) afin de montrer à la société où se trouvent les vraies valeurs. Il s'agit à la fois de combattre l'athéisme de la gauche et la mystique fasciste.

Les dernières décennies du XIXe siècle ont vu se produire une relative laïcisation de l'État – au grand dam de l'Autriche – et la formation du catholicisme politique. Les lois sur l'état civil de 1895 sont en partie à l'origine de cette évolution. Des aristocrates catholiques fondent ainsi la même année le parti populaire catholique *(Katolikus Néppárt)* en prenant en compte le potentiel électoral des paysans aisés. Ils séduisent également la noblesse possédante non titrée, qui agit comme un trait d'union entre l'aristocratie et la *dzsentry* plus ou moins appauvrie et condamnée aux fonctions publiques mais politiquement décisive sur la longue durée[67]. Une partie du discours officiel de l'époque Horthy est en effet dirigée contre l'aristocratie paresseuse, cosmopolite, dont l'éloignement coupable de la vie politique et économique a permis l'ascension des juifs et des étrangers. Les légitimistes sont présents dans ces mouvements catholiques et l'appropriation du discours religieux par Horthy a également pour but de contrecarrer leurs entreprises en vue de la restauration.

Les équilibres confessionnels de la Hongrie de l'entre-deux-guerres ont été sensiblement modifiés à la suite du découpage du pays. Si en 1910 le royaume de Hongrie comptait 49,33 % de catholiques, cette proportion monte à 63,9 % en 1920 puis 64,8 % en 1930. La perte des territoires orientaux et septentrionaux a pratiquement fait disparaître les orthodoxes (12,78 % en 1910) et partiellement les uniates (11 % en 1910), qui ne représentent plus respectivement en 1920 que 0,6 et 2,2 % des confessions.

La Hongrie est donc devenue proportionnellement plus catholique et calviniste. Ces derniers sont passés de 14,25 % en 1910 à 21 % en 1920. Le nombre de juifs reste stable autour de 5 %, car la grande majorité d'entre eux se trouvait déjà à l'intérieur du pays et notamment à Budapest dont ils formaient en 1910 presque un quart de la population. Les luthériens – essentiellement les Slovaques de la grande plaine et les Allemands – ne subissent qu'un faible infléchissement (7,15 % en 1910 contre 6,2 en 1920)[68].

Lors de la création de l'armée nationale, Horthy a fait en sorte de se rallier les protestants et les catholiques, les premiers sont représentés par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement contre-révolutionnaire de Szeged et futur président du Conseil Pál Teleki, et les seconds par le chapelain de l'armée, un franciscain d'origine slovaque, le père Zadravecz. L'armée a été par ailleurs explicitement placée sous la protection de la vierge Marie : son drapeau est béni par l'évêque Ottokár Prohászka à Székesfehérvár. Le choix de l'ancienne ville de couronnement et de sépulture des rois hongrois n'est pas anodin, et la personnalité de l'évêque encore moins puisqu'il a été l'un des fondateurs et principal animateur du mouvement chrétien-social avant la guerre[69]. Lors de l'arrivée de Horthy et de ses troupes à Budapest, une messe est célébrée par le cardinal-primat János Csernoch en plein air sur les marches du Parlement et un journal titre en paraphrasant la formule traditionnelle : « C'est le Dieu des Hongrois qui t'a amené ici[70]. » La présence du cardinal permet en outre d'opérer la transition du pouvoir puisque c'est lui qui avait couronné le roi Charles IV en 1916.

La terreur blanche qui sévit dans le pays durant l'hiver et jusqu'aux élections de janvier 1920 combat l'athéisme professé par les bolcheviques de la république des Conseils. L'appel aux valeurs chrétiennes et la recatholicisation du pays après deux années de troubles sont un leitmotiv du début du régime Horthy. Le retour aux valeurs chrétiennes passe tout d'abord par le regain de l'éducation religieuse. Ce sont surtout les catholiques qui en sont les promoteurs avec la fondation de l'organisation KALOT *(Katolikus Agrárifjúsági Legényegyesületek)* qui s'adresse aux jeunes gens des campagnes dont on facilite l'instruction. Mais les calvinistes ne sont pas en reste avec l'association *Soli Deo Gloria*. Dans un esprit œcuménique fonctionne également l'association pour la jeunesse chrétienne KIE *(Keresztény Ifjusági Egyesület)*. Le KIE et les calvinistes

organisent des sessions de formation pour les jeunes qui rassemblent en 1939-1940 trois mille fils de paysans âgés de seize à vingt ans. Le KALOT en fait autant au début des années 1940[71].

Le régime parvient habilement à maintenir l'alliance séculaire entre catholiques et protestants. Un équilibre savant dont les données fondamentales échappent au nonce apostolique Angelo Rotta, qui s'inquiète dans ses lettres de l'importance prise par les protestants dans les sphères les plus élevées du pouvoir. Dans un rapport sur la situation politique du pays en octobre 1933, il dresse une liste des chefs de gouvernement protestants (calvinistes) de la Hongrie depuis Tisza pour arriver à Gömbös, qui est de surcroît divorcé et remarié avec une femme elle-même divorcée ! « Et ainsi sous la régence qui dure depuis treize ans de son Altesse Horthy, pur calviniste, on s'explique encore mieux comment les protestants se sont assuré le pouvoir et le prestige, qu'il est désormais très difficile de travailler à le détruire[72]. » Associés à raison par Rotta au légitimisme, les catholiques ont selon lui baissé les bras et n'ont plus dans la vie publique l'influence dont ils jouissaient sous l'ancien régime. Or ce ne sont pas tellement les protestants qui gagnent du terrain, mais plutôt le laïcisme, qui depuis les lois sur l'état civil de 1895 fait son chemin dans la société hongroise. Le nonce s'exagère toutefois le déclin du catholicisme, qui a certes perdu en partie de sa signification strictement politique, mais reste un élément fondamental de la conscience nationale, au même titre que le calvinisme. Il est certain que les évêques calvinistes ne manquent pas une occasion d'insister sur la « magyarité » de leur Église en opposition au cosmopolitisme du catholicisme ainsi qu'à son caractère multiethnique dans la monarchie des Habsbourg[73]. L'appartenance de Horthy au calvinisme ne peut que renforcer l'analyse que fait le nonce apostolique des rapports entre religion et pouvoir. Les dirigeants de l'Église calviniste se dépeignent volontiers après 1919 comme les nouveaux *Kuruc* et les seuls représentants de l'identité nationale. À cet égard, ils ne sont pas moins antisémites que certains catholiques et notamment les jeunes pasteurs, qui se laissent séduire par l'idéologie de la contre-révolution. Contrairement à son prédécesseur, le cardinal-primat Serédi tente d'œuvrer en vue d'un rapprochement avec les protestants dans un souci de reconquête chrétienne. Il s'efforce de donner aux manifestations organisées autour des saints hongrois une dimension qui se veut plus nationale que catholique afin de rallier les protestants.

Parallèlement se développe le mouvement scout, ouvertement soutenu par le régent qui apparaît aux côtés de Baden Powell[74], et visite le camp scout de Gödöllő en 1933 en compagnie de Pál Teleki, un des animateurs du mouvement. Les groupements de scouts se développent en Hongrie surtout après la guerre. On compte quinze mille membres en 1924 et 45 000 en 1930. L'augmentation du chiffre est intéressante car entre-temps a été créé le mouvement de jeunesse des *Levente* qui aurait pu absorber une partie des effectifs du scoutisme, ce qui ne semble pas avoir été le cas – il était possible de faire partie de plusieurs organisations. Les *Levente* se présentent comme une institution purement hongroise et donc comme un outil du régime pour encadrer la jeunesse dans le même esprit que celui régnant déjà à l'école : patriotisme et foi. Fondé en 1921, le mouvement s'adresse aux garçons âgés de douze à vingt et un ans qui sortent du système scolaire classique et ne sont pas incorporables dans l'armée (en partie à cause des limitations imposées par le traité de paix qui fixe à 35 000 hommes l'effectif de l'armée hongroise). Les séances de formation paramilitaire ont lieu le week-end et sont animées par des officiers (d'active ou de réserve[75]). En aucun cas cette organisation ne s'apparente aux mouvements d'embrigadement mis en œuvre par l'Italie et l'Allemagne, mais elle participe toutefois du contrôle de la société entrepris par le régime. Le contenu idéologique ne varie pas de l'école primaire aux étages supérieurs de l'enseignement, il demeure nationaliste et chrétien (il existe bien entendu un scoutisme juif qui reprend lui aussi à son compte la vulgate révisionniste).

Le discours de reconquête catholique et plus généralement chrétienne se traduit par l'exaltation de la figure du saint roi Étienne (970 ?-1038), dont le règne correspond à la première extension maximale du royaume. Il est donc choisi pour être à la fois le porte-parole du révisionnisme et le parangon des vertus chrétiennes. Premier saint de la dynastie arpadienne, il réunit un large consensus qui transcende les confessions. Sa fête est célébrée le 20 août par des processions, dont la plus fameuse se déroule autour de l'église Mathias sur la colline du château de Buda, menée par le cardinal-primat, et à laquelle assistent le régent, le gouvernement et les corps constitués, ainsi que le nonce apostolique qui en est un acteur important ainsi que le rappelle Angelo Rotta dans sa correspondance[76]. Dans les semaines qui précèdent, des campagnes d'affichage popularisent l'hommage à saint Étienne et les prêtres font en sorte de rassembler

largement les paroissiens. Au-delà des seuls catholiques, la fête de saint Étienne renvoie à l'État hongrois millénaire, le roi ayant été un grand législateur. On fait aussi volontiers référence à son appel aux colons allemands et à sa volonté de rassembler des peuples divers sous son sceptre, sans se soucier de l'anachronisme. Saint Étienne est également revendiqué par les légitimistes, qui voient surtout en lui la permanence de la royauté hongroise. Leur association d'étudiants porte d'ailleurs son nom *(Szent István bajtársi egyesület)* et elle organise à cette occasion un grand bal à l'hôtel Pannonia, sous le patronage virtuel des Habsbourg et de la branche palatine de l'ancienne famille impériale et royale. La série des festivités commémoratives des saints de la dynastie arpadienne commence en 1930 avec l'année de saint Imre[77]. L'opération est menée par le gouvernement, d'une part, et très nettement soutenue, d'autre part, par le prédécesseur de Rotta, le nonce apostolique Luigi Sincero.

Le grand événement qui concrétise la légitimation religieuse du pouvoir et le retour de la Hongrie à la foi catholique est le Congrès eucharistique international de Budapest en mai 1938. Placée sous le patronage du régent et du cardinal-primat Jusztinián Serédi (1884-1945)[78], cette manifestation régulière du monde catholique se tient à Budapest afin de commémorer le 900e anniversaire de la mort de saint Étienne. Le saint roi est une fois de plus mis à contribution pour redonner à la Hongrie une part de son aura internationale. Lors de sa visite à Rome en novembre 1936, Horthy a demandé au pape Pie XI d'accorder à la capitale hongroise l'honneur d'accueillir le XXXIVe Congrès. Cette initiative a été en outre appuyée de manière décisive par les Polonais dans leur stratégie de rapprochement avec la Hongrie. Le cardinal Serédi disposait d'appuis importants au Saint-Siège, sa nomination avait d'ailleurs été soutenue par le prédécesseur de Pacelli, le cardinal Pietro Gasparri. L'entreprise est soutenue par l'Action catholique et le Comité national pour la commémoration de Saint-Étienne *(Szent István Emlékév Országos Bizottság)* créé à cet effet. Côté italien, c'est le légat Eugenio Pacelli, le futur pape Pie XII, qui est l'ordonnateur des cérémonies. Horthy reçoit les dignitaires de l'Église le 25 au soir pour un dîner au château de Buda.

Les congressistes se retrouvent du 25 au 29 mai 1938 à Budapest autour de la fête de la Trinité. La pompe des festivités rappelle ouvertement le Millénaire de 1896, et c'est d'ailleurs le monument érigé sur la place des Héros qui sert de cadre principal aux rassemblements. La ville se met en

scène de nouveau pour la première fois depuis cette date. Près de 500 000 personnes se sont déplacées de toute la Hongrie et de l'étranger, parmi elles quarante-huit archevêques étrangers. La grande messe du 26 mai sur la place des Héros rassemble cent mille pèlerins. Lors de la dernière messe célébrée le 30 mai, le cardinal Pacelli rend hommage à la Couronne de Hongrie, qui est ainsi mise au cœur du rituel et sa symbolique réactivée. Ce geste inaugure les festivités de l'année commémorative du saint roi dont la relique – la main droite – est ensuite emmenée dans les principales villes du pays. L'ancienne ville du couronnement, Székesfehérvár, a été toilettée et modernisée pour l'occasion avec la création d'un musée dont une grande salle est consacrée à saint Étienne.

Le congrès se veut aussi l'expression d'une démonstration de force des associations catholiques du pays, qui mobilisent leurs membres. La conférence internationale des missions tient son assemblée ainsi que la plupart des associations catholiques, parmi elles le KALOT, les Jeunes filles hongroises *(Magyar leányok)*, la Jeunesse hongroise *(Magyar ifjúság)*. L'Action catholique réunit également son assemblée générale et organise des conférences durant le congrès[79]. Les « produits dérivés » et autres colifichets commémoratifs ont un grand succès, tel le carnet de timbres édité par la poste hongroise.

Le congrès est aussi l'occasion de confirmer l'hostilité des catholiques aux idéologies totalitaires qui prétendent faire concurrence au christianisme. Les représentants ecclésiastiques de l'Union soviétique (avec qui la Hongrie entretient des relations diplomatiques depuis 1934) n'ont pas été invités[80]. Les catholiques allemands et autrichiens ont été interdits de participation par le gouvernement du Reich. La nouvelle, connue au début de l'année 1938, fait un effet déplorable en Hongrie et au Vatican. La presse allemande est muette sur la tenue du congrès car le *Reichspropagandaamt* de Goebbels a donné des consignes très claires en ce sens. « L'interdiction de prendre part au Congrès eucharistique de Budapest a été prononcée, afin de ne pas mettre les participants allemands devant un cas de conscience entre leur devoir national et religieux, car on s'attend à des attaques contre l'Allemagne au congrès. L'interdiction concerne naturellement aussi les prêtres. L'interdiction n'a pas été formulée pour l'Autriche, mais les ecclésiastiques autrichiens ont d'eux-mêmes renoncé à participer. J'ordonne par conséquent que la presse religieuse ne fasse aucun reportage d'aucune sorte sur ce congrès[81]. » Le cardinal-archevêque de Vienne, Theodor

Innitzer, se préparait pourtant à se rendre au congrès à la tête d'une délégation de 30 000 fidèles.

L'allocution de Pacelli rappelle le rôle de bastion de la chrétienté joué par la Hongrie et le met en rapport avec sa fonction contemporaine de rempart contre le bolchevisme et le fascisme. Il reprend à son compte les termes de l'encyclique papale de 1937, *Mit brennender Sorge*. Après la disparition de l'Autriche corporatiste, il est vrai que la Hongrie apparaît isolée en Europe centrale en tant que pays catholique et seule la Pologne peut lui être comparée. La Tchécoslovaquie diffuse un message laïc et se trouve en mai 1938 au premier rang des appétits allemands. Malgré ses territoires catholiques de Slovénie et de Croatie, la Yougoslavie est largement orthodoxe, ce qui est aussi le cas de la Roumanie et de la Bulgarie. Rien d'étonnant donc à ce que le Vatican considère la Hongrie comme un pays important, même si le cardinal Pacelli tiendra un langage plus complaisant vis-à-vis des fascismes une fois monté sur le trône de saint Pierre.

L'identification entre nation et religion sert particulièrement bien Horthy, qui rencontre dans ce domaine peu de concurrence et certainement pas de la part des fascistes. Le régent occupe entièrement ce terrain et parvient à un consensus national sur le révisionnisme. Il ne saurait donc y avoir en Hongrie d'autre religion politique : tout comme le disait Pál Palásthy, rédacteur en chef de la revue *Religió* au moment du débat sur l'état civil : « Un vrai catholique n'est pas libéral. S'il l'est, alors il n'est pas catholique[82]. » On pourrait ainsi retourner la phrase : « Un vrai catholique n'est pas fasciste, s'il l'est, alors il n'est pas catholique. » Tout individu prétendant à la divinisation ne peut que heurter les vrais chrétiens. De plus, les fascistes hongrois ont une tout autre vision territoriale de la Hongrie : ils envisagent son insertion dans le Reich millénaire, les Allemands dominant l'ouest de l'Europe et les Magyars, l'est.

La religion en politique s'exprime essentiellement chez les légitimistes ainsi que chez les héritiers du mouvement chrétien-social d'une part, et du Parti populaire catholique d'autre part. Au lendemain de la guerre, une fusion se produit entre les conservateurs du Parti populaire catholique et les socialistes du Parti chrétien social qui débouche sur la naissance du Parti populaire chrétien socialiste. Ce nouveau parti est bientôt rejoint par l'Union nationale des associations chrétiennes socialistes. Durant le régime

Károlyi, le mouvement se politise et ses activités associatives de solidarité ouvrière et de protection sociale sont peu à peu remplacées par le militantisme politique. La tendance sociale, voire socialiste, l'emporte sur le conservatisme agrarien, en opposition à la radicalisation de la social-démocratie. Le parti est interdit par les bolcheviques durant la république des Conseils. Refondé durant la contre-révolution, il prend le nom de Parti chrétien national uni *(Keresztény Nemzeti Egyesülés Pártja* – KNEP) et devient le deuxième parti du pays à l'issue des élections de 1920. Le KNEP rassemble la plupart des aristocrates légitimistes et jouit du soutien initial de Horthy. Il réunit les anciens leaders du Parti populaire catholique et les nouveaux représentants du Parti chrétien-national de Pál Teleki et István Friedrich. Cette fusion a été encouragée par l'épiscopat qui espérait liquider ainsi la social-démocratie[83]. Mais le parti penche désormais du côté catholique conservateur et manifeste de moins en moins de préoccupations sociales. L'aspect corporatiste s'affirme ensuite avec la fondation d'associations professionnelles, dans un but de concurrence avec les syndicats et afin de créer un vaste mouvement syndical chrétien. Au 30 juin 1920, on comptait 39 syndicats avec 152 441 membres affiliés au syndicat chrétien-social. Mais le parti est vidé d'une partie de son sens après l'échec des deux tentatives de restauration de Charles IV en 1921. La désolidarisation d'avec les légitimistes porte un coup au catholicisme officiel. Le Parti chrétien implose alors et les chrétiens-sociaux d'István Haller passent dans l'opposition. Le président du Conseil István Bethlen veut en outre se reposer sur un grand parti unique et parvenir à un modus vivendi avec les sociaux-démocrates, ce qui a pour conséquence de démobiliser complètement les chrétiens-sociaux, impuissants à attirer le prolétariat urbain. Une fraction du parti trouve sa place chez Bethlen et les autres restent dans l'opposition. Dans le même temps, le syndicalisme chrétien décline également : en 1923, les 34 organisations n'ont plus que 60 000 membres (les sociaux-démocrates en ont alors 200 000). Il se scinde ensuite en deux branches mais aucune ne parvient à s'imposer et les deux organisations ne dépassent pas les 50 000 membres à elles deux[84].

Les partisans de Haller se regroupent dès 1923 dans le Parti chrétien-social agrarien, soutenu par les syndicats. Une tentative afin de faire fusionner les deux tendances aboutit en décembre 1925 avec la naissance du Parti chrétien national économique et social *(Keresztény nemzeti gazdasági es szociális párt*[85]*)*. On peut y voir très nettement un retour au christianisme

social corporatiste d'inspiration autrichienne qui était à l'origine du mouvement. Parmi ses membres apparaissent d'ailleurs les aristocrates présents lors de la fondation et au printemps 1927[86]. Cette tendance ouvertement corporatiste est encouragée à partir de 1931 par l'encyclique *Quadregesimo anno* qui provoque de multiples réactions en Hongrie. Deux tendances se forment entre ceux qui adhèrent à ce nouveau mode de pensée et ceux qui en restent aux formes anciennes. On crée par la suite un « Mouvement de l'encyclique », suscité entre autres à partir de 1933 par des jésuites formés à la sociologie et soutenus par l'archevêque de Kalocsa, le comte Gyula Zichy. Ils rejoignent les idées des syndicalistes chrétiens confrontés à la crise et de leur hebdomadaire *Jövűnk* (Notre futur), le tout s'articulant bientôt dans l'Action catholique. Les adversaires s'en tiennent à l'héritage de *Rerum novarum* et veulent en assurer la continuité. Les jeunes catholiques séduits par le mouvement de l'encyclique sont en partie récupérés par le projet corporatiste de Gömbös. Le parti se tourne toutefois contre ce dernier en 1935 et ne cache pas son hostilité au fascisme. Il s'unit ensuite en 1937 avec les légitimistes et les opposants chrétiens en un Parti chrétien uni. Il parvient à faire tomber le gouvernement Imrédy et maintient son opposition jusqu'à l'occupation allemande. Une partie des catholiques reste cependant dans la mouvance du pouvoir, de même que leurs puissantes organisations.

Politique et religion se sont mêlées en revanche durant toute l'existence du régime Horthy, le régent accaparant à son profit tous les symboles religieux de la nation.

Qui sont alors les « vrais » fascistes en Hongrie ? Ils se recrutent sans conteste dans les cercles militaires de la contre-révolution. Toutefois, les « idées de Szeged » ne sont pas entièrement transposables dans le fascisme hongrois ainsi qu'il s'exprime dans les années 1930. Il existe dès cette époque une véritable nébuleuse de groupes dont l'idéologie est plus ou moins articulée. Parmi les quelque 10 000 associations affiliées au début des années 1920 à l'Association sociale hongroise *(Társadalmi Egyesületek Szövetsége- TESz)*, deux sont particulièrement importantes pour le développement ultérieur du fascisme hongrois. Au sein de la MOVE, dont il a déjà été question, existe une subdivision occulte, l'Association Etelköz *(Etelközi Szövetség)* qui rappelle par son nom la région de l'origine mythique des tribus hongroises avant qu'elles n'arrivent dans le bassin des Carpates[87]. La seconde association est le Réveil magyar. Leur base de

recrutement se situe dans les bataillons de l’armée nationale et notamment auprès de ceux qui se sont montrés les plus violents dans la répression antibolchevique et qui ont commis des exactions contre les juifs. Il est indéniable que Gömbös et ces hommes espéraient alors que Horthy s’emparerait non seulement du pouvoir – ce qu’il a fait –, mais aussi qu’il instaurerait une dictature militaire qui leur permettrait de mettre en œuvre leurs idées de régénération nationale. Or, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, le régent garde la haute main sur l’armée. S’il tolère en son sein la présence d’hommes qui l’ont aidé à arriver au pouvoir, il n’envisage pas un instant de le leur céder. Son inconsistance à leur égard est une chance pour la Hongrie[88], qui est ainsi préservée d’un coup d’État fasciste car ils ne peuvent rien tenter contre le régent. L’absence de réalité politique – Horthy n’est pas un chef de parti – leur ôte également tout levier parlementaire. Mais elle est en même temps une faiblesse et une menace, car les activités de ces groupes ne vont pas être sérieusement réprimées avant la constitution d’un vrai parti fasciste.

Comprenant qu’il est neutralisé au sein du parti gouvernemental créé par Bethlen, Gömbös le quitte en 1923 avec quelques affidés. Il fonde alors son propre parti, le Parti national indépendant hongrois *(Magyar nemzeti függetlenségi párt)* qui prend bientôt l’appellation plus explicite de Parti de défense de la race *(Fajvédő Párt)*. Il noue immédiatement des contacts avec des organisations du même genre en Allemagne, mais s’intéresse aussi au fascisme italien et au nationalisme d’Atatürk. Ses liens avec les putschistes allemands et avec le général Ludendorff le font suspecter de fomenter une action du même genre en Hongrie et il est surveillé par la police, mais il échappe aux poursuites grâce à l’intervention personnelle de Horthy[89]. Ce dernier était en contact avec le général allemand depuis 1920 sur la base de leur combat commun contre le « péril rouge venu de l’est » (« *die rote Gefahr aus dem Osten* »)[90].

Le parti devient de plus en plus embarrassant pour Bethlen, qui fait en sorte qu’il n’obtienne aucun siège aux élections de 1926, Gömbös seul conservant son mandat. Considérant sa capacité de nuisance suffisamment dangereuse pour son pouvoir, Bethlen le neutralise en 1928. Il le fait entrer de nouveau dans le parti gouvernemental et nommer ministre de la Défense l’année suivante. Les liens entre la nébuleuse fasciste et l’armée sont ainsi consolidés et Bethlen joue avec le feu à cet égard. Durant les années 1930, la pénétration fasciste dans l’armée devient de plus en plus évidente avec

l'affirmation du pouvoir nazi en Allemagne. Le portrait que fait Horthy de Gömbös dans ses Mémoires est dicté par les événements passés : il le traite d'autocrate en oubliant qu'il a été le principal artisan de son succès[91]. Mais la stratégie de Bethlen fonctionne remarquablement bien. Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1932, Gömbös modère son discours. Dans l'intervalle, l'héritage fasciste a été repris par d'autres.

La mort de Gömbös en 1936 met un terme aux espoirs de ceux qui avaient espéré en la transformation du parti gouvernemental en grand mouvement de masse fasciste. Cette évolution ne se produit pas en Hongrie, car Gömbös n'a rien entrepris en direction des paysans ni des ouvriers. Sa base électorale demeure la classe moyenne des petites villes et la gentry, dont est issu majoritairement le corps des sous-officiers qui forment l'essentiel des membres des groupuscules fascistes. Déçus et dépossédés d'un véritable levier politique – Horthy nomme ensuite des Premiers ministres plus traditionnels, même si certains éprouvent une sympathie déclarée pour le modèle italo-allemand –, ces hommes s'organisent à partir de 1935 dans un parti politique mené par un nouveau venu, Ferenc Szálasi (1897-1946). Ce dernier, ancien officier d'état-major, a effectué un voyage en Allemagne afin d'étudier le mouvement national-socialiste. Le parti des Croix-Fléchées *(Nyilaskeresztes Párt)* cherche alors à recruter au sein du mouvement des officiers et – ce qui est nouveau – chez les ouvriers et la petite classe moyenne, voire dans des couches marginales dont seront issus ses hommes de main. L'intérêt pour la misère rurale n'est pas absent et certains écrivains et sociologues de la tendance « populiste » *(népi)* des « explorateurs de villages » *(Falukutatás)* passent ainsi du radicalisme de gauche à la droite. La rhétorique de Szálasi est beaucoup plus violente et démagogique que celle employée jusque-là.

Ce radicalisme n'a aucune chance auprès de Horthy, qui va s'y opposer résolument, tant par haine du désordre que par souci de préserver son propre pouvoir. Les manières brutales et les vociférations des fascistes ne trouvent aucune place dans son système de valeurs. Les gouvernements qui se succèdent dans les années 1930 tentent de neutraliser les mouvements fascistes en leur donnant satisfaction sur certains points, mais surtout en les combattant à l'aide de l'article de loi III : 1921 qui a initialement servi à réprimer les communistes. La loi sur la « protection la plus efficace de l'ordre de l'État et de la propriété » punit tout individu qui se rendrait coupable de « propager de fausses appréciations en vue de nuire à l'État et à

la nation hongroise[92] ». Les principaux idéologues du parti des Croix-Fléchées tombent facilement sous cette accusation : leurs écrits sont interdits. Déjà en 1933, la chemise brune et la swastika arborées par certains avaient été interdites comme « symboles d'une puissance étrangère », ce qui avait conduit à un changement de couleur (vert) et au choix de la croix fléchée. Dans le même temps, deux éléments viennent limiter l'influence que ce parti commençait à avoir. L'économie se redresse considérablement grâce aux commandes allemandes et l'Allemagne, encore elle, permet à la Hongrie de regagner certains territoires perdus. Le gouvernement engrange des succès qui détournent une part de la population des mouvements fascistes. Les Églises, catholique et protestante, condamnent également les Croix-Fléchées dont la démagogie est assimilée à celle des bolcheviques.

Présent à partir de 1935 aux élections législatives où il obtient deux mandats[93], le parti des Croix-Fléchées doit faire face à partir de 1937 à l'hostilité déclarée du gouvernement. Le parti a changé trois fois de nom au gré des interdictions imposées par les autorités. Lors de sa fondation, il est dénommé Parti de la volonté nationale *(Nemzeti Akarat Pártja)*. En 1938 il prend le nom de Parti national-socialiste hongrois-Mouvement hungariste *(Nemzeti Szocialista Magyar Párt – Hungarista Mozgalom)*, interdit de nouveau il apparaît aux élections de 1939 sous le nom de parti des Croix-Fléchées. Szálasi lui-même est condamné une première fois en 1937 puis plus lourdement en 1938 et il est emprisonné jusqu'en 1940. Il va sans dire que ses appels au régent et même ses demandes d'audience auprès de lui restent – dans l'immédiat – lettre morte.

L'idéologie de Szálasi a une dimension fantasmatique. Il voit l'avenir de la Hongrie dans une Europe dominée par l'Allemagne nazie. La doctrine du « hungarisme » comporte en fait bien des points qui seraient venus contrecarrer les plans nazis dans l'hypothèse d'une victoire de la « Nouvelle Europe ». Szálasi voyait en effet les Allemands, les Hongrois et les Japonais comme trois peuples élus devant se partager le globe terrestre – les Hongrois, en vertu de leurs origines asiatiques, ayant vocation à faire le lien entre Orient et Occident. Cette doctrine, qui ancre les Hongrois à l'Est, rejoint celle du « touranisme », exposée principalement par l'Association hongroise touranienne *(Magyar turáni szövetség)*. Dans l'esprit de ses fondateurs, la Hongrie, la Turquie et le Japon doivent se partager le territoire de l'Empire russe[94]. Pour Szálasi, la Hongrie ne pouvait être un

vassal ou un satellite de l'Allemagne, mais un partenaire, ce qui revenait à s'opposer aux théories hitlériennes[95] qui incorporaient la Hongrie colonisée dans le Reich millénaire. Elle était au contraire destinée à prendre la tête d'une « grande patrie carpato-danubienne[96] » semblable à peu de chose près à l'ancien empire des Habsbourg. Szálasi était en revanche hostile à la restauration de la dynastie mais aurait volontiers vu Horthy ceindre la couronne de saint Étienne[97]. Cette conception idéale se doublait de mysticisme et assignait aux Hongrois une fonction messianique. L'aspect farouchement magyar de sa vision du monde et son fervent catholicisme peuvent expliquer en partie sa loyauté envers le régent jusqu'à l'été 1944 et la méfiance des Allemands à son égard, ce qui empêcha certainement qu'il ne prît le pouvoir plus tôt[98]. En retour, même si le personnage lui répugne, Horthy peut être en accord avec certaines de ses idées. Le régent est en effet au courant des activités de Szálasi dès leur commencement au début des années 1930, mais le considère comme un factieux. En 1937, il autorise néanmoins son chef de cabinet à l'approcher pour connaître ses intentions : Szálasi propose ni plus ni moins un putsch organisé par Horthy lui-même avec le soutien de l'armée et sa propre nomination comme Premier ministre. On imagine la répulsion du régent pour ce genre de projet[99]. Le risque existe que Szálasi ne se lance seul dans l'aventure, ce qui est toutefois jugé peu probable. L'entrevue tant souhaitée par Szálasi a finalement lieu au soir du 3 mai 1944 au palais, dans le bureau de Horthy. Elle dure une heure et quarante minutes[100]. Horthy n'en parle pas dans ses Mémoires, ce qui ne doit pas étonner : vu la carrière ultérieure du personnage, il est logique que le régent ait voulu occulter, peut-être inconsciemment, le fait d'avoir accepté de rencontrer Szálasi. Le seul témoignage réside dans les notes du journal de ce dernier. La conversation porte sur les Allemands et la conduite de la guerre, mais ce n'est pas vraiment un dialogue car chacun expose ses arguments. Szálasi proteste de sa loyauté et de celle de son parti à l'égard du régent, mais il est évident que les deux hommes n'ont pas de terrain d'entente. Szálasi continue de croire en la victoire de l'Allemagne et en l'avènement de son mouvement[101].

De 1935 à 1939, les Croix-Fléchées ont augmenté leur poids électoral et finissent par faire figure de seule véritable opposition au parti gouvernemental. Ils obtiennent (avec quatre autres formations apparentées) 25 % des voix et 49 sièges aux élections de 1939 qui sont les premières en Hongrie à se dérouler à bulletin secret[102]. La gauche est laminée : les

sociaux-démocrates et les Petits propriétaires n'ont plus que cinq et quatorze sièges respectivement dans une assemblée où le parti gouvernemental garde une confortable majorité de 183 mandats[103]. Ils ont également trois élus au conseil municipal de Budapest – ils ont engrangé ce succès dans les bastions ouvriers de l'île de Csepel et dans les quartiers défavorisés, reprenant largement l'électorat traditionnel des sociaux-démocrates[104]. L'électorat des Croix-Fléchées se partage entre militaires (environ 17 %), ouvriers (41 %), paysans (13 %) et employés (19 %)[105].

Le parti parvient en outre à absorber les mouvements qui lui font concurrence. La fusion est opérée durant l'automne 1937 : le 23 octobre, une réunion à la Redoute de Buda rassemble tous les leaders fascistes. Dans son discours, Szálasi rappelle ses principes, encore marqués par une grande confusion des concepts, notamment religieux, qui vont à l'encontre du fascisme et du national-socialisme tels qu'ils sont alors définis en Italie et en Allemagne. Trois thèses sont formulées : l'évolution de la Hongrie vers un régime national-socialiste ne sera possible qu'avec le soutien et sous l'autorité du régent ; unité de commandement de l'armée, de la gendarmerie et de la police ; lutte contre le bolchevisme[106]. Les deux premières sont inapplicables puisque Horthy ne se laisse pas manœuvrer et qu'il est précisément le chef des armées. Seule la troisième thèse est entièrement partagée par le régent. Certains des éléments les plus extrêmes du parti tentent même de faire acclamer Horthy roi sous le nom de Nicolas (Miklós) Ier en novembre 1937, ce que le régent interprète comme une provocation[107]. Les audacieux sont exclus du parti pour avoir outrepassé les intentions de Szálasi et attiré une fois de plus l'ire des autorités.

L'antisémitisme est une des bases de l'argumentation national-socialiste en Hongrie tout comme en Allemagne, mais ses fondements ainsi que ses références sont différentes. À la fin du XIXe siècle, l'antisémitisme affectait surtout les masses inassimilées originaires de Galicie. Dans la Hongrie de Trianon, ces juifs ont pratiquement disparu : les régions qu'ils habitent ont été attribuées à la Tchécoslovaquie et les juifs d'origine galicienne restant en Hongrie sont déjà assimilés. Avant le retour de certains de ces territoires, les juifs hongrois étaient dans leur grande majorité assimilés, complètement intégrés dans la société hongroise. On ne pouvait ainsi les attaquer sur leur apparence, qu'elle fût vestimentaire ou linguistique. L'antisémitisme qui s'articule à partir de 1919 se tourne, d'une part, vers les plus riches d'entre

eux : les grands financiers et les industriels jugés responsables de la guerre et dont le patriotisme n'aurait été qu'une façade ; et, d'autre part, vers le prolétariat urbain accusé d'avoir embrassé le bolchevisme. Les uns et les autres auraient alors scellé une alliance contre nature pour « poignarder le pays dans le dos » selon la rhétorique de l'époque, qui s'embarrasse peu d'un raisonnement aussi invraisemblable. L'Association antisémite *(Antiszemita szövetség)* qui se constitue en 1919 propage ces deux thèses, accompagnées d'un appel à « sauver la Hongrie des juifs » *(zsidómentes)*, vus comme une race coupable de crimes contre la nation *(nemzetgyilkos faj)*. Les années 1920 et 1930 sont marquées par une atmosphère lourde d'antisémitisme tantôt ouvert, tantôt latent, source d'insécurité permanente pour les juifs.

Ce climat trouve son expression dans la loi de *numerus clausus* de 1920, qui tente de restreindre l'entrée des juifs à l'université. Mais en réponse, ceux-ci manifestent une constance de comportement remarquable, faite d'entière loyauté envers l'État et d'une poursuite du processus d'assimilation. De son côté, le pouvoir parvient à un équilibre subtil et fragile entre son aile droite autoritaire et antisémite[108], et les nécessités bien comprises de la reprise économique que l'on espère voir encouragée par la participation des banquiers et des industriels, qui sont dans leur grande majorité juifs ou d'origine juive. La fondation d'un système bancaire indépendant, la naissance du capitalisme et l'industrialisation de la Hongrie durant le XIXe siècle ont été largement l'œuvre des juifs ou d'autres immigrants, aidés dans leur entreprise par l'aristocratie magyare soucieuse d'assurer l'indépendance économique et financière du pays vis-à-vis de l'Autriche. L'identification des juifs à la nation hongroise s'est produite sur la base d'intérêts bien compris et partagés. Après une phase d'antisémitisme violent, les années de consolidation du régime constituent une seconde étape durant laquelle Bethlen s'efforce de reconstruire dans un certain sens l'ancienne alliance entre l'État et les juifs. Cette orientation survit à son départ et se prolonge jusqu'à la fin du mandat de Gyula Gömbös, en 1936. La troisième phase ne commence qu'en 1938, lorsque le Reich allemand atteint la frontière occidentale de la Hongrie.

En 1930, la communauté juive de Hongrie comptait 444 600 personnes, sur un total de 8 688 300 habitants. Ces données font apparaître un fléchissement par rapport au recensement de 1920, qui dénombrait 473 000 juifs. Cette baisse appelle quelques commentaires : elle prend en compte les

victimes de la terreur blanche et une légère hausse de l'émigration, mais surtout il est évident depuis les années d'avant guerre que le taux de fécondité a considérablement chuté. Ce facteur est encore renforcé par le resserrement de la communauté autour de son noyau anciennement magyarisé et assimilé ; les hauts taux de natalité observés avant guerre chez les juifs étaient surtout le fait des communautés traditionalistes de l'Est ; enfin l'augmentation sensible de l'âge au mariage limite et retarde la fécondité. Un autre niveau d'explication réside dans le taux de conversion ; le phénomène revêt une grande importance dans la mesure où la date de la conversion déterminera plus tard l'assujettissement ou non des convertis aux lois antijuives. Les chiffres de la conversion, réduits à quelques centaines par an avant la guerre, s'accroissent considérablement entre 1919 et 1921, ce qui ne surprend pas en raison des persécutions de la terreur blanche. Ils baissent ensuite et reviennent presque au niveau d'avant guerre. Une nouvelle hausse, constante cette fois, se produit à partir de 1933, mais il faut attendre 1938, date de la première loi antijuive, pour voir le chiffre de 1920 atteint et dépassé ; après cette crise, le nombre des conversions baisse à nouveau mais reste cependant à un niveau élevé et l'on compte environ trois mille conversions par an pour les années 1940 à 1942[109].

En raison de la superficie réduite du pays, Budapest devient une capitale hypertrophiée. Déjà avant la guerre, et l'on pourrait même remonter aux années 1840, la capitale avait pris une importance énorme dans la vie du pays. Le centralisme dominant de la période dualiste a encore contribué à renforcer cette tendance qui freine la création et le développement de centres régionaux significatifs. La capitale donne le ton dans tous les domaines : au tournant du siècle, elle est une des villes les plus modernes d'Europe. À partir du milieu du XIXe siècle, Budapest est devenue progressivement une cité magyare : la vie intellectuelle et artistique hongroise s'y est déployée, ainsi que l'éducation et les fortunes. C'est donc en toute logique que la ville attire les immigrants et en particulier les juifs : en 1930, 54 % des juifs hongrois habitent Budapest, soit 240 300 personnes. Dès les années 1840, la communauté juive de Pest était à la pointe de la lutte pour l'émancipation, elle était également en faveur de l'assimilation et devint rapidement la communauté la plus importante du pays par son nombre mais aussi en raison de son incontestable rôle de guide et de moteur de la vie juive en Hongrie,

rassemblant en toute logique les juifs les plus riches et les mieux éduqués du pays.

De nombreux changements interviennent entre 1938 et 1941, lorsque la Hongrie obtient de l'Allemagne nazie le retour de certains territoires perdus. En 1938, le premier arbitrage de Vienne permet à la Hongrie de se réapproprier le sud de la Slovaquie : cette longue bande de territoire abrite un nombre important de communautés juives très peuplées et l'ajout global en terme de population juive atteint 78 000 personnes. Puis c'est le sud de la Ruthénie subcarpatique, possession tchécoslovaque également revendiquée par l'Union soviétique et la Roumanie, et dont la Hongrie s'empare entièrement en 1939. Ce nouveau pas en avant se traduit par un apport de 72 000 juifs. Le second arbitrage de Vienne concrétise le retour d'une partie de la Transylvanie, le nord, qui inclut dans les frontières hongroises le plus grand nombre de juifs avec un gain de 149 000 personnes. Enfin, la dernière « conquête » hongroise consécutive à l'entrée des troupes hongroises en Yougoslavie en 1941 conduit à l'occupation du large triangle formé par la Bačka (Bácska), le sud du Baranja (Baranya), le Međumurje (Muraköz) et le Prekmurje, où se trouvent à dire vrai peu de communautés, soit 20 000 juifs, ce qui n'empêche par l'armée de commettre à leur encontre un véritable massacre[110]. Au moment du recensement de 1941, qui procure des données très précieuses pour la Hongrie alors que la Seconde Guerre mondiale fait rage sur la majeure partie du continent, rendant impossible toute enquête de ce type, la population juive de la Hongrie agrandie représente 725 000 personnes sur un total de 14 683 000 habitants, soit une proportion de 4,9 %, proche du dernier recensement de la monarchie en 1910. L'accroissement global de la population hongroise généré par les gains territoriaux a fait baisser le pourcentage des juifs.

La construction de l'antisémitisme d'État se déroule en Hongrie selon trois étapes correspondant aux trois lois, dites antijuives, élaborées par le gouvernement et votées par le Parlement entre 1938 et 1941. Leur premier objectif vise à limiter la présence des juifs dans la société hongroise, puis à les isoler. Ces lois tendent à ce que certains spécialistes appellent la « dissimilation », ce qui signifie que la législation va à l'encontre de l'attitude générale des juifs hongrois qui continuent à vouloir s'assimiler, quand bien même l'État et la société hongroise fabriquent une image sociale dans laquelle ils n'ont plus leur place.

Dès 1920, l'État a commencé à adopter une politique visant de manière évidente à réduire la proportion des juifs dans de nombreux domaines en mettant en vigueur le *numerus clausus* à l'entrée dans les universités, dans les écoles supérieures techniques, à la faculté des sciences économiques et dans les académies de droit. La loi XXV : 1920, dite du *numerus clausus*, ne mentionne toutefois pas explicitement les juifs, elle prétend rééquilibrer le nombre des étudiants en fonction de la répartition des classes sociales, mais son but caché est de faire baisser le pourcentage d'étudiants juifs afin de le ramener à la représentation des juifs dans le pays qui est alors de 6 %. Cet objectif n'est pas atteint : en 1933-1936, le pourcentage des étudiants juifs est de 8 %, ce qui signifie néanmoins une baisse spectaculaire comparée aux 34 % de l'année scolaire 1917-1918. La loi a été préparée en hâte durant l'été 1920 et votée par le Parlement le 26 septembre, avec seulement sept voix contre, afin d'être appliquée dès la rentrée scolaire 1920-1921[111]. Le fond de la loi, qui introduit le concept discriminatoire de race, est en contradiction avec les préceptes du droit hongrois millénaire, dans lequel les juifs ont toujours été considérés comme un groupe religieux, non comme une race, et encore moins comme une nationalité ; cette contradiction dans les termes a certes été soulignée en son temps et pas seulement par les juristes juifs[112]. La loi exige des étudiants la présentation de certificats de nationalité et de moralité. L'ambiguïté réside bien entendu dans l'évocation de la nationalité qui ne peut théoriquement s'appliquer aux juifs. Le critère religieux est également irrecevable puisque la religion juive a été reconnue comme révélée en 1895 au même titre que les confessions chrétiennes. Enfin, il semble tout à fait incongru de tenter de faire passer les juifs pour une nationalité alors que plus des deux tiers d'entre eux déclarent le hongrois comme leur langue maternelle – le chiffre avoisinant les 90 % à Budapest –, celle-ci étant précisément le critère servant à la détermination de l'appartenance nationale. La définition raciale de la magyarité apparaît dans la mouvance des idées de Szeged chez certains penseurs comme l'évêque Prohaszka qui commencent à parler d'autodéfense de la race *(faji önvédelem)* et de spécificité de la race magyare[113]. Rien d'étonnant à voir apparaître l'évêque comme l'un des principaux tenants du *numerus clausus*[114]. D'autres en revanche continuent à penser la Hongrie en terme de nation *(nemzet)* ou de patrie *(haza)* qui garde son potentiel intégrateur. Par conséquent, rares sont ceux qui ont une conception biologique semblable à celle que développent les nazis.

Ces mesures sont diversement appliquées. La pression est plus forte dans la capitale, où les organisations d'étudiants antisémites sont plus actives, que dans les provinces où d'ailleurs de nombreux étudiants de Budapest peuvent s'inscrire dans les écoles supérieures et dans les universités nouvellement rapatriées de Bratislava et de Cluj à Pécs et à Szeged. Le pourcentage d'étudiants juifs chute dramatiquement à Budapest, à Szeged et à Pécs en revanche l'écart est moindre et à Debrecen on a même dans les années 1921-1926 une proportion supérieure à celle d'avant guerre[115]. Cela explique en partie le fait que cette ville se trouve ensuite à la pointe des mouvements d'étudiants antijuifs les plus virulents. Le bastion du calvinisme hongrois accepte mal l'arrivée d'étudiants juifs pour beaucoup originaires de Transylvanie. Nombreux sont ceux qui doivent abandonner leurs projets d'études et les plus aisés partent dans des universités étrangères, dont certains ne reviennent pas.

La loi XIV : 1928 renonce à la définition nationale et implicitement raciale pour se concentrer sur l'équilibre entre les groupes socioprofessionnels. Le nouveau texte prône l'inscription privilégiée des enfants d'anciens combattants et tente de favoriser l'entrée à l'université des classes rurales et ouvrières. La disparition du critère racial est due en partie à des nécessités de politique étrangère et intérieure. Bethlen a un besoin urgent de reconnaissance internationale essentiellement pour des raisons financières. Il souhaite donner à la Hongrie un visage plus démocratique, ce qui doit également lui servir à affirmer son pouvoir au-dessus des luttes de tendances entre partisans du fascisme et démocrates. Mais cette avancée n'empêche pas la poursuite de pratiques discriminatoires selon d'autres critères d'appréciation. La relative liberté d'action laissée aux recteurs permet tout à la fois un laxisme relatif dans certains établissements, mais une plus grande intransigeance dans d'autres.

Des manifestations antisémites dans les établissements supérieurs ont lieu sous le gouvernement Gömbös à qui l'on reproche de ne pas remettre en vigueur le *numerus clausus* dont on juge qu'il a été peu appliqué dans les faits. Le mouvement de contestation commence dès la rentrée 1932 à Debrecen où les étudiants se plaignent d'un pourcentage trop important de juifs dans certaines facultés. Budapest est touchée ensuite, notamment l'école polytechnique *(Műegyetem)* et l'école d'agriculture. Les manifestants tentent d'empêcher les juifs d'accéder aux cours et demandent que ces derniers soient cantonnés sur les bancs au fond des amphithéâtres.

Après une accalmie, de nouveaux troubles se produisent en 1933 et 1935. Le mouvement touche dès lors toutes les universités du pays, dans une moindre mesure celle de Pécs. Les manifestations sont concertées et n'ont rien de spontané. Elles sont organisées par les associations nationalistes *Turul*[116], la fédération Saint-Émeric *(Foedaratio Emericana)*, la Société Saint-Étienne *(Szent István Bajtársi Szövetség)*[117], mais aussi par les groupements nationaux *a priori* apolitiques. Sans encourager le désordre, les autorités universitaires ne se prononcent pas franchement contre le fond des revendications. Le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, Bálint Hóman, sommé de s'expliquer sur le non-respect du numerus clausus – pourtant aboli par le gouvernement précédent –, s'en sort par des circonvolutions. C'est le *Turul* qui est le meneur de la contestation en arguant du fait que les jeunes diplômés chrétiens n'ont pas accès au marché du travail car leurs camarades juifs ont un meilleur accès aux entreprises. L'association reprend à son compte l'argumentation de 1919 contre les capitalistes juifs exploiteurs de la misère sociale et cinquième colonne du bolchevisme[118]. Très peu d'institutions protestent contre ces arguments et contre le *numerus clausus* en général. Toutefois, certaines organisations catholiques se désolidarisent du mouvement et se prononcent pour un retour à l'ordre. En définitive, les étudiants sont déçus par Gömbös dont ils attendaient qu'il mette en pratique son programme corporatiste. De son côté, le gouvernement est embarrassé et tente de minimiser le mouvement : certaines universités sont fermées durant quelques jours et l'on menace d'annuler tout un semestre si l'ordre ne revient pas. Gömbös promet une meilleure employabilité des diplômés. Au Parlement, les élus proches de Gömbös soutiennent sans réserve les étudiants tandis que la presse se partage entre soutien et condamnation. L'opposition voit dans cette affaire un moyen de se faire entendre et les députés sociaux-démocrates et libéraux – dont beaucoup sont eux-mêmes juifs – interpellent le gouvernement et les autorités universitaires. Une rencontre a même lieu en novembre 1933 entre Dezső Stern, président de la communauté juive de Debrecen, et Hóman, mais ce dernier se défausse sur la mauvaise situation économique et l'agitation des partis d'opposition[119].

Dans le même temps, la fermeture progressive des services publics aux juifs s'accentue, à commencer par le corps des enseignants. La part des juifs dans l'administration diminue dans la première décennie suivant la guerre. De plus, la législation concernant la magyarisation des noms de famille

devient plus contraignante et même franchement restrictive en vue d'empêcher les juifs d'adopter des patronymes hongrois, ce qu'ils avaient pourtant été jusque-là encouragés à faire et dont la procédure relevait de la routine. L'administration locale se verrouille par degrés : à Budapest, la juridiction municipale s'efforce ainsi de réduire le nombre des juifs dans le groupe des Virilistes. Ces derniers étaient en fait les plus gros contribuables de la ville, ce qui faisait d'eux les grands électeurs habilités à élire la moitié des membres du conseil municipal ; afin de maintenir un relatif équilibre, les représentants des professions intellectuelles voyaient leur revenu artificiellement multiplié par deux pour leur permettre de prendre part au vote. Dans ces deux groupes, les juifs étaient en nombre significatif et certains arrondissements avaient un électorat majoritairement juif.

En outre, la loi XXVI : 1920, qui décide de l'attribution de terres aux anciens combattants particulièrement valeureux, comporte d'une manière très implicite un aspect antijuif. En fait, ces terres peuvent être réquisitionnées si nécessaire afin d'être attribuées à des héros de la guerre, mais l'éventuelle mesure de réquisition ne s'applique qu'aux propriétaires entrés en possession de leur bien après 1864. Or les juifs n'ont pu acquérir des propriétés terriennes qu'après 1860 et encore plus aisément après l'émancipation de 1867, ce qui signifie que pratiquement tous les propriétaires terriens juifs peuvent être expropriés. Le débat autour de la terre et de la ruralité prétendument inhérente à la nation hongroise joue un rôle déterminant dans l'arrière-plan psychologique de cette décision. Dans l'idéologie antisémite, les juifs ne peuvent qu'être des hommes d'argent et de verbe, ils ne sauraient ni porter les armes – on les juge couards –, ni cultiver la terre car ils sont par définition errants. La loi sur la terre permet donc de faire se rejoindre les deux préjugés. Dans la réalité, très peu de terres ont été attribuées et encore moins réquisitionnées, ce qui révèle l'incapacité du régime à mettre en œuvre une véritable réforme agraire dont cette « mesurette » ne pouvait de toute façon pas être l'expression.

La première loi antijuive, la loi XV:1938, est votée le 29 mai 1938, soit plus de deux mois après l'annexion de l'Autriche qui donne à la Hongrie une frontière commune avec le Reich allemand, et est adoptée la même année. Il est impossible de ne pas y voir une mesure de mise à niveau, certes timide et partielle en regard des lois allemandes, mais qui ouvre néanmoins la voie non plus à la restriction de la part des juifs dans la

société, mais à leur pure et simple exclusion de sphères entières. La loi est adoptée sans obstacles par les deux chambres du Parlement en dépit de l'opposition des libéraux et des sociaux-démocrates, et des tentatives des représentants des Églises pour obtenir des amendements en faveur des convertis[120]. Les dirigeants des quatre confessions chrétiennes (catholicisme romain et grec, protestantisme évangélique et réformé, unitarisme, orthodoxie grecque) ne s'opposent pas à la loi dans son principe et admettent ainsi que la question juive n'est plus uniquement religieuse. En revanche, ils refusent la définition législative qui viole l'autonomie des Églises et le caractère sacré de la conversion ; d'autre part ils expriment leur inquiétude sur la validité ultérieure des mariages mixtes.

Intitulé « Loi pour la protection la plus efficace de l'équilibre social et économique », le texte fait non seulement référence explicitement aux juifs, mais il donne une définition de la judéité[121]. Dans cette perspective, tout membre de la communauté est considéré comme juif, ainsi que les personnes d'origine juive qui se sont converties après 1919 et leur descendance. Sont cependant exemptés de cette règle les invalides de guerre et quelques catégories d'anciens combattants. Le critère d'appartenance au judaïsme ne va cesser de s'élargir par la suite pour concerner toujours plus de personnes converties. L'objectif précis et avoué de la loi est de limiter à 20 % la proportion des juifs dans plusieurs professions et dans l'économie du pays en général. C'est pourquoi elle touche les médecins, les journalistes, les ingénieurs, les membres du barreau, les cadres de l'industrie et du commerce[122]. Le contrôle de ces dispositions doit être assuré par les chambres des métiers et lorsque celles-ci n'existent pas, elles doivent être créées : ce fut le cas pour les métiers du divertissement, théâtre et cinéma, où les juifs étaient très présents. Ensuite les chambres doivent réduire le nombre de leurs membres juifs, notamment en refusant les nouvelles inscriptions ; un quota de 5 % par an de nouveaux membres juifs ne doit pas être dépassé[123]. Or, selon le recensement de 1930, les juifs représentent alors 33,4 % des cadres de l'industrie, 52,8 % des cadres du commerce et 34,2 % des membres des professions libérales.

Mais comme Viktor Karády l'a souligné, ces dispositions sont prises alors que la situation économique ne permet de les mettre en pratique que partiellement[124]. Les membres dirigeants de nombreuses chambres professionnelles étant eux-mêmes juifs pour la plupart, il leur est plus aisé de différer ou même de bloquer l'application de la loi. Sévèrement touchée

par la crise des années 1930, l'économie hongroise commence à retrouver le chemin de la croissance en 1938. Les entreprises sont stimulées par les commandes allemandes et le gouvernement décide la mise en œuvre d'un ambitieux programme de réarmement et d'équipement. Dans ce contexte, l'éviction des juifs de pans entiers de l'économie aurait des conséquences catastrophiques. C'est pourquoi les secteurs de l'industrie et du commerce sont peu touchés par les mesures d'aryanisation. Selon des estimations publiées dans les organes de la communauté juive de l'époque, tels que *Egyenlöség* (Égalité) et *Magyar-zsidó Szemle* (Revue juive-hongroise), sans ces réactions de préservation et de défense, les mesures antijuives auraient menacé ou même ruiné les carrières d'environ 15 000 juifs durant les cinq années qui étaient imparties pour leur application[125]. En effet, jusqu'en 1939, le nombre des patrons juifs continue à augmenter.

Ainsi le processus d'abaissement du statut des juifs et la politique de dissimilation élaborée par l'État n'affectent pas tout un chacun au même niveau ; elle a cependant tendance à s'intensifier tout en maintenant les apparences de la légalité, que les juifs respectent scrupuleusement. Cette attitude semble incompréhensible pour les organisations internationales qui tentent d'intervenir en leur faveur. Deux organisations juives hongroises d'entraide sont créées à cette époque afin de venir en aide aux victimes de la législation : le Bureau d'entraide des juifs hongrois *(Magyar Izraeliták Pártfogó Irodája)* et la Campagne nationale d'assistance juive *(Országos Magyar Zsidó Segitő Akció)*, qui sont en lien direct et établies respectivement en 1938 et 1939[126]. Les réactions de défense ou même de lutte demeurent limitées, comme le montrent les conversions, certes très nombreuses en 1938, mais dont l'incidence baisse considérablement l'année suivante comme si tout rentrait dans l'ordre après une première alerte. En définitive, seuls 6 % des juifs de la Hongrie de Trianon se sont convertis entre 1938 et 1943, dont 8,3 % de ceux de Budapest[127]. Les chiffres de l'émigration sont encore plus faibles. Il est évident néanmoins que lorsque la guerre approche et que les mesures discriminatoires s'intensifient, la part des juifs dans le total des émigrants hongrois tend à augmenter, mais elle reste toutefois très réduite comparée à ce qui est alors enregistré dans les pays voisins également soumis à la législation nazie ou d'inspiration nazie.

En décembre 1938, le projet d'une deuxième loi antijuive, prenant sa source dans la législation déjà mise en place par le pouvoir nazi dans les

pays voisins de la Hongrie, est présenté devant le Parlement par le gouvernement de Béla Imrédy. Ce dernier est un ancien expert financier anglophile devenu politicien, il a été ministre des Finances dans le gouvernement Gömbös puis directeur de la Banque nationale. Son idéologie extrémiste de plus en plus proche de l'Allemagne finit par embarrasser Horthy lui-même et Imrédy est remplacé en février 1939 par Pál Teleki. Déjà présent au sein du gouvernement Imrédy, ce dernier a participé à la rédaction du projet de loi et c'est lui qui appose sa signature au bas du texte de la deuxième loi antijuive en mai 1939. La principale nouveauté apportée par la loi IV : 1939 concerne la définition de la judéité elle-même, non plus considérée comme l'appartenance à une confession religieuse, mais transformée en une définition raciale sur le modèle allemand. Selon la loi, toute personne dont au moins un parent ou deux grands-parents sont ou étaient juifs doit être considérée également comme juive, de même que ses enfants nés après la ratification de la loi. Sont aussi regardées comme juives les personnes qui se sont converties depuis le 1er août 1919, date de la chute de la république des Conseils. De plus, les juifs d'origine étrangère ne peuvent plus être naturalisés et courent même le risque d'être privés de leur citoyenneté si celle-ci a été acquise après 1914[128].

Ce considérable élargissement des critères permet de faire redevenir juives 100 000 personnes. Cette mesure soulève les protestations des Églises catholiques et protestantes qui contestent la « rejudaïsation » des convertis et de leurs enfants ; à cet égard, la protestation la plus énergique émane de Gyula Glattfelder (1874-1943), évêque de Csanád, membre de la Chambre haute et président de l'Action catholique, mais ses arguments demeurent au niveau spirituel et ne mettent pas en cause le bien-fondé de la politique entreprise contre les juifs[129]. Le primat de Hongrie, le cardinal Jusztinián Serédi, s'élève également contre cette discrimination instaurée entre les chrétiens[130]. Les objections des chefs de l'Église catholique sont relayées par les évêques protestants, mais elles ne sont pas prises en considération par le gouvernement. L'Église réformée ne parle d'ailleurs pas d'une seule voix : sa hiérarchie et les pasteurs les plus âgés sont globalement hostiles aux lois de discrimination. Le bas clergé calviniste en revanche est progressivement gagné par la rhétorique extrémiste. Il voit les lois juives comme l'opportunité de renverser l'ancien ordre et de faire progresser les couches les plus modestes vers la participation politique. Cette dérive est également sensible chez les catholiques et les accointances

de nombreux prêtres, voire de certains évêques, avec les dirigeants de l'extrême droite sont patentes. Des théologiens comme Lajos Mezgár sont proches de Fidél Pálffy qui s'apparente à la mouvance des Croix-Fléchées.

La loi provoque pendant quatre mois de vifs débats au Parlement, en particulier à la Chambre haute. Au-delà du point de vue strictement religieux, les discussions tournent autour des conséquences de l'application de la loi sur l'économie nationale. Des hommes tels que le comte Bethlen, l'économiste Lóránt Hegedüs ou le comte Gyula Károlyi expriment leur désapprobation et leur malaise, condamnant par ailleurs l'évidente inspiration allemande de la loi, étrangère selon eux à la situation particulière des juifs en Hongrie. Károlyi démissionne même de son siège héréditaire à la Chambre haute pour protester contre la loi. Mais les élections législatives qui se déroulent à la fin du mois de mai semblent conforter le gouvernement dans son entreprise : l'opposition perd une grande partie des rares sièges qu'elle possédait encore à la Chambre basse, ouvrant la voie au parti fasciste des Croix-Fléchées.

Le principal objectif de la loi demeure la « réduction de l'expansionnisme des juifs dans la vie publique et économique[131] ». C'est d'ailleurs dans le secteur public que la loi va être mise en pratique le plus efficacement et en premier lieu dans l'éducation où tous les enseignants juifs sont contraints à la démission, mis à la retraite ou même purement et simplement renvoyés. Le même procédé est appliqué aux tribunaux. Néanmoins, il est évident que cette mesure a davantage valeur de symbole qu'un véritable poids économique, car les juifs étaient employés en faible proportion dans le secteur public. Toujours au niveau de la symbolique, les juifs ne peuvent plus être éligibles à la Chambre haute du Parlement où seul demeure le grand rabbin, au même titre que les autres représentants des communautés religieuses reconnues dans le pays. Or la Chambre haute, où siègent les membres des grandes familles de la noblesse hongroise, rassemble, il est vrai, peu de juifs, mais compte en revanche nombre de membres de l'aristocratie financière et industrielle, pour la plupart convertis. Dans bien d'autres institutions représentatives, le droit de vote et l'éligibilité des juifs sont restreints.

La deuxième loi antijuive renforce et réactive les dispositions inclues dans la première : la présence des juifs dans les chambres des métiers est à nouveau abaissée à 12 % et même 6 % pour certaines. Conformément à la procédure préconisée dans la loi de 1938, il est désormais interdit

d'admettre de nouveaux membres juifs dans ces instances aussi longtemps que le pourcentage minimum n'est pas atteint. La réduction des effectifs juifs touche également l'université et l'enseignement supérieur dans son ensemble où la part des étudiants juifs ne doit pas excéder 6 %, ce qui signifie un retour pur et simple au *numerus clausus*.

La loi de 1939 introduit de nouvelles restrictions qui affectent non seulement des domaines de plus en plus larges et variés des professions indépendantes et libérales, mais aussi et surtout des sphères dans lesquelles les juifs étaient d'importants acteurs[132]. De cette manière, on tente de les éliminer de la presse et des maisons d'édition en leur interdisant la possession, la direction et l'impression des journaux et des revues, de même ils ne peuvent plus être employés à des postes de direction. Cette mesure s'applique aux entreprises de divertissement où l'on interdit aux juifs de diriger théâtres et cinémas ou tout autre lieu de spectacle.

Enfin l'État s'implique davantage dans le processus d'exclusion des juifs en les privant de la jouissance de certains monopoles étatiques tels que les débits de tabac, la vente d'alcool et les pharmacies. Dans ces trois branches commerciales, les juifs possèdent une ancienne expérience, ayant été parmi les premiers à commercialiser à grande échelle la production de tabac, une des plus importantes sources du revenu national dans l'agriculture, et également les pionniers de la distillation industrielle. Selon le paragraphe 13 de la loi, les commandes étatiques adressées à des entreprises « juives » doivent également être réduites, mais de manière progressive afin de ne pas déstabiliser des marchés entiers. Ces entreprises ne peuvent ainsi plus recevoir que 20 % de toutes les commandes de l'État pour l'année budgétaire 1939-1940, puis 10 % pour 1941-1942, et l'on prévoit un pourcentage de 6 % pour 1943-1944[133].

Les municipalités tombent aussi sous le coup de la loi et doivent imposer des limitations à la présence des boutiquiers et artisans juifs en ne leur accordant pas de nouvelles licences. Cela n'est obligatoire en théorie que dans les villes où le pourcentage de commerçants juifs égale ou dépasse les 6 %, mais dans la plupart des cités hongroises cette limite est largement dépassée. Pour la première fois, l'agriculture devient également un domaine assujetti à des restrictions : les paragraphes 15 et 16 ne se contentent pas d'interdire aux juifs d'acheter de la terre, ils les privent dans le même temps de leurs droits de propriété sans les autoriser en échange à louer des terres[134]. Dans les entreprises, les dispositions de la loi de 1938 sont reprises

pratiquement mot pour mot mais la proportion des employés juifs autorisée est revue à la baisse : seulement 12 % dans les emplois de cols blancs. On interdit de plus aux entreprises qui se trouvent en deçà de ce quota de recruter des travailleurs juifs. Selon une estimation réalisée alors par les dirigeants de la communauté de Budapest, quelque 250 000 juifs se seraient retrouvés au chômage suite à l'entrée en vigueur de la loi[135].

Dans une moindre mesure, la deuxième loi antijuive est tout aussi diversement appliquée que la première. Yehuda Don s'est livré à des calculs très révélateurs quant à la situation économique des juifs de Budapest. Il arrive à la conclusion que si la loi avait été strictement observée, 61 000 des 100 000 juifs actifs de la capitale auraient perdu leur emploi, ce qui ne s'est pas produit. De même, la tentative de transformer les cols blancs juifs en ouvriers se révèle très vite irréaliste. L'une des solutions à ces transferts inadéquats semble avoir été dans l'esprit des législateurs la formation de bataillons de travail forcé dont la création intervient précisément en 1939. Lors des débats sur les lois antijuives, la question du service militaire a été brièvement évoquée et l'on y a entendu les arguments traditionnels des antisémites sur la prétendue lâcheté des juifs et leur inadaptation à la chose militaire. Il est donc décidé de les exclure de la conscription et de remplacer ce devoir civique par l'instauration du travail forcé. L'introduction de cette procédure permet de soustraire des dizaines de milliers de jeunes gens juifs du monde du travail et entre juillet 1939 et novembre 1940, environ 260 unités de travail forcé sont mises sur pied, rassemblant bientôt 52 000 Juifs, accompagnés d'autres « éléments non fiables » comme des communistes, des dirigeants syndicaux et d'autres opposants politiques[136].

La période comprise entre l'adoption de cette loi et l'entrée en guerre de la Hongrie en 1941, constitue une phase d'application stricte dans certains domaines et plus laxiste dans d'autres, conformément à une tendance déjà observée qui consiste à épargner les intérêts majeurs de l'économie et par conséquent les grandes entreprises gérées par des juifs. Cela explique pourquoi le secteur public a fait l'objet des mesures d'application les plus étendues : l'exclusion des juifs de tous les corps de l'État a été achevée en l'espace d'une année et même plus rapidement dans certaines institutions. L'armée, dont les penchants antisémites étaient notoirement affichés, s'est débarrassée avec empressement des rares juifs présents dans ses rangs. Dans la vie économique, la mise en oeuvre de la réglementation a été

apparemment moins sévère mais comme la première loi, elle touche les petits et moyens commerçants, les artisans, les colporteurs, dont les conditions d'existence deviennent extrêmement précaires. Les dirigeants de la communauté protestent régulièrement contre la suppression des licences commerciales imposée aux juifs. Mais le rôle moteur des entrepreneurs juifs dans la vie économique n'enregistre pas de changements sensibles durant cette période puisque les principaux acteurs de l'économie hongroise que sont les grands industriels et les banquiers continuent de travailler normalement. Le gouvernement maintient son attitude pragmatique en prenant garde de ne pas s'attaquer aux personnages clés essentiels au bon fonctionnement du système. Tout comme la première loi, la deuxième est dans les faits pratiquement inapplicable sous peine de ruiner l'édifice financier et industriel du pays ou de provoquer la fuite des capitaux et des cerveaux. En revanche, il est parfaitement possible d'exercer contre les juifs une politique antisémite au moyen d'autres contraintes, ce qui présente l'avantage pour les hommes d'État hongrois de satisfaire l'allié allemand sans mettre en danger les intérêts vitaux du pays. Cette oscillation permanente entre résistance et accommodement caractérise non seulement la politique hongroise à partir du milieu des années 1930, mais elle exprime aussi le malaise qui règne à la tête de l'État entre le régent et ses gouvernements.

X
Le régent en son royaume

La résidence principale du régent est le palais royal de Buda. Dans ses Mémoires, Horthy présente cette installation comme une volonté émanant du gouvernement alors qu'il n'y a là rien que de la pure logique[1]. Il veut bien entendu donner la dimension de sa répugnance envers le décorum inspiré par la figure de François-Joseph, mais le souverain, qui avait certes des goûts personnels modestes, n'aurait jamais renié son rang et utilisait les résidences appartenant à la dynastie. Le palais royal est de surcroît parfaitement équipé pour recevoir l'administration de la régence. Résidence depuis le début du XVIIIe siècle, il a tout d'abord accueilli le conseil de lieutenance et le palatin, puis le roi lors de ses séjours dans la capitale. L'élévation de Budapest au statut de résidence royale en 1892 le fait accéder à un niveau supérieur. Le retour à l'ancien régime suppose donc aussi que l'on réactive ses lieux de pouvoir. Un débat entre les partisans et les détracteurs du régent suggère que Horthy a délibérément choisi de s'installer dans les appartements royaux et d'utiliser les bureaux jadis dédiés au séjour du roi. Or, il affirme le contraire dans ses Mémoires en disant avoir opté pour l'aile réservée aux hôtes étrangers. C'est également ce que semble confirmer sa belle-fille dans son propre récit, ainsi que des témoignages moins susceptibles de parti pris comme celui de l'ancien diplomate György Barcza. De nos jours, cette aile du palais royal est occupée par la Bibliothèque nationale. Il ne s'agit donc pas de l'aile dite « royale » qui donne sur le Danube, mais de l'aile opposée, dite aile « ouest », donnant sur le faubourg de Krisztinaváros. Les grands salons de réception, par exemple la salle de Marbre *(márványterem)*, ainsi que la terrasse ont toutefois bel et bien été utilisés lors de visites officielles (celle du roi d'Italie en mai 1937 et lors du Congrès eucharistique de mai 1938),

ainsi que pour la traditionnelle garden-party offerte annuellement par le régent. Des photographies et des films d'actualités montrent que l'on a exploité l'ensemble de l'espace, y compris les cours intérieure et extérieure (place Saint-Georges) pour des revues, parades et remises de décorations. La couronne est également gardée au château, au premier étage de l'aile royale. Les autres bâtiments à proximité sont le palais de l'archiduc Joseph et, en face, le palais Sándor, résidence du président du Conseil.

Le gouvernement affecte environ 10 000 pengő par an à l'entretien du régent, ce qui correspond à l'époque à un salaire d'ambassadeur. Le reste de la maison comprend un cuisinier, un certain Marek, un valet de chambre, quelques laquais et des chauffeurs[2]. La personne du régent est gardée par deux soldats et la garde royale assure le service d'ordre autour et dans le château. En tout, Horthy et sa famille logent dans neuf pièces du château qui en contient plusieurs centaines. Dans le salon, des photos de famille (Paulette, les filles de Miklós, une vue de Kenderes et une du *Novara*) donnent une impression d'intimité[3]. À l'étage supérieur sont rassemblés les cadeaux et autres témoignages de piété populaire reçus par Horthy. Un appartement est donné au fils aîné, István, après son mariage. Son épouse mentionne que ses fenêtres donnaient au sud, vers le Tabán et le mont Gellért. Le jeune couple, qui a bientôt un fils, occupe cinq pièces. Ils ont également leur propre personnel : une ordonnance pour István, une femme de chambre pour son épouse Ilona et une cuisinière qui reçoit de l'aide du fameux Marek en cas de besoin.

En outre, Horthy se rend à Gödöllő, à l'est de Budapest, où il passe généralement la fin de l'été, d'août à septembre. Ce petit château baroque, propriété du comte Grassalkovich, a été offert à la dynastie des Habsbourg au début du XIXe siècle. La forêt qui l'environne se prête particulièrement bien à la pratique de la chasse. La reine Élisabeth s'y rendait d'ailleurs fréquemment dans ce but. Horthy s'en sert pour des invitations à des parties de chasse. Il y reçoit aussi des diplomates et ses propres ministres. Le début de l'été est en revanche consacré à la vie de famille dans la propriété de Kenderes. Les températures peuvent monter très haut dans la grande plaine en juillet, mais Kenderes est un endroit sec et bien aéré. Afin de se rafraîchir, Horthy a fait construire une piscine dans le parc attenant à la demeure, ainsi que des courts de tennis. Des photos de famille témoignent de ces moments de détente et de sport dans un cadre intime. Certaines d'entre elles ont été prises sur la terrasse qui se trouve derrière la maison et

qui subsiste aujourd'hui. Le rez-de-chaussée est occupé par le grand salon, la salle à manger, la cuisine. De cet aménagement, il ne reste que des photographies prises dans les années 1930 et au début des années 1940. Le bâtiment est occupé depuis la fin de la guerre par une école professionnelle et son internat. Le parc et l'environnement immédiat ont été radicalement modifiés – on y trouvait alors une roseraie, un étang, de nombreux arbres fruitiers, et plus loin les bâtiments du haras[4]. Dans la maison, seule la disposition des pièces du rez-de-chaussée permet de reconstituer l'habitat de la famille Horthy ; on y a récemment restauré et repeint les stucs. Dans le salon a été aménagé un espace mémoriel avec des photographies et un portrait de Horthy. Deux pièces disparues avaient une importance particulière : la bibliothèque, enrichie par des acquisitions provenant de tous les membres de la famille depuis l'achat du domaine, et le bureau de Horthy dont un des ornements était le portrait de François-Joseph peint durant le séjour viennois. Contrairement à beaucoup d'officiers de marine, le régent ne semble pas avoir collectionné d'objets exotiques qu'il aurait pu ramener de son voyage autour du monde : il n'avait pas de fortune personnelle lui permettant alors d'en acheter et probablement pas le goût formé aux « arts premiers ». La maison est certes décorée de trophées de chasse, mais dans une mesure raisonnable. Quelques photos rappellent certaines parties de chasse à Kenderes et à Gödöllő. Elles ont pour la plupart été prises lors d'invitations faites à des hôtes étrangers. Horthy est de même convié à des chasses lors de ses rares visites officielles (Autriche, Allemagne, Pologne). La famille se rend pour la dernière fois à Kenderes durant l'été 1943 : l'occupation allemande de mars 1944 dissuade alors Horthy de s'éloigner de la capitale.

Le régent mène une vie bien réglée, rythmée à l'extérieur par ses tâches de représentation, qui sont nombreuses, malgré ce que lui-même en dit. Il voyage beaucoup dans le pays, inaugure, célèbre et commémore. Il se lève à 7 heures et fait du sport tous les matins : équitation dans le Vérmező et dans le parc de Városmajor à Budapest ainsi qu'à Gödöllő, équitation et tennis à Kenderes. L'entretien du corps est un véritable besoin chez lui, qui ne se démentira jamais. Il se double d'un souci évident de l'apparence qui fait beaucoup dans la diffusion de son image. Sa journée type commence par un petit déjeuner pris en compagnie de son épouse. Il boit du thé et mange une tranche de jambon et deux œufs à la coque. Ils discutent du programme de la journée puis Horthy lit les journaux. La partie officielle de son emploi du

temps commence ensuite. Il se rend dans son bureau et sonne son aide de camp[5]. Il reproduit ainsi le rituel vécu à Vienne avec François-Joseph. Il déjeune en compagnie de sa femme et éventuellement de ses proches. Il fume en outre une douzaine de cigarettes et boit beaucoup de café tout au long de la journée. La soirée se passe fréquemment au théâtre, le plus souvent au Théâtre national *(Nemzeti színház)*, à l'Académie de musique ou à l'Opéra. C'est ce dernier qui a sa préférence et il raconte volontiers ses souvenirs de représentations mémorables à l'Opéra de Vienne où Caruso l'a impressionné dans Puccini. À cette occasion, Horthy emploie des expressions en allemand et confie : « On se serait agenouillé » *(zum niederknien[6])*. Le régent n'utilise la loge royale de l'Opéra que lors de cérémonies et occupe généralement une loge de parterre, ce dont témoignent plusieurs photographies. À l'Académie de musique en revanche, il prend place dans une loge réservée. Les Horthy ne dédaignent pas non plus le cinéma et s'y rendent régulièrement, le plus souvent toutefois le régent y va en compagnie de l'un de ses fils. Il est parmi les spectateurs des premiers films parlants hongrois, mais il est surtout amateur de comédies viennoises et apprécie particulièrement les acteurs populaires Hans Moser et Paul Hörbiger.

Quand on ne dîne pas avant le spectacle, le repas est servi à 20 heures. Ensuite Horthy fait des patiences et sa femme a toujours un travail manuel en cours, généralement du tricot. Elle lui fait aussi parfois la lecture. Horthy lui-même ne lit pas de littérature mais des ouvrages de théorie militaire et navale ou bien de sciences naturelles et des Mémoires. Une librairie de Budapest connaît les goûts de la famille et la pourvoit en livres. La soirée se termine dans ce cas vers 23 heures[7]. Le dimanche après-midi, on joue au bridge, qui est une des distractions favorites de Magda depuis les années passés à Pola, parfois en compagnie d'invités appartenant au cercle des proches. Le bridge fait partie des rituels de la famille auquel est ensuite associée la jeune femme d'István, Ilona. Les Horthy trouvent leur exutoire dans cette activité et continuent de jouer même aux pires heures de l'occupation allemande puis de l'exil en Allemagne, et enfin au Portugal. Tout comme le général de Gaulle s'est éteint en faisant une patience, Horthy aurait très bien pu s'affaisser durant une partie de bridge.

Sans les Mémoires de sa belle-fille, peu d'éléments permettraient de reconstituer la vie de famille des Horthy. Et encore s'agit-il d'un récit très *a*

posteriori et qui ne commence qu'après son mariage avec István en 1940, donc très tardivement. Horthy lui-même raconte peu d'anecdotes familiales dans ses Mémoires et seule la mort d'István y trouve une place relativement importante. Durant l'entre-deux-guerres, les deux fils sont encore en période de formation et d'études. Paulette se marie très jeune, le 1er avril 1922, avec László Fáy. Le conjoint est protestant, la tradition familiale est ainsi respectée. Mais c'est un échec et le divorce est prononcé en 1927. Au sujet de ce mariage circule une plaisanterie basée sur un jeu de mots intraduisible, dont les Hongrois sont friands, mais qui a ici l'intérêt d'être pratiquement la seule blague colportée sur la famille. Elle joue sur la référence à la tentative de restauration de Charles et sur le nom de l'époux de Paulette :

« Quelle est la différence entre le roi Charles et Horthy ?

– Le roi Charles a mal à la tête *(fáj a feje)*, Horthy a mal à son gendre *(Fay a veje)*[8]. »

Mais Paulette souffre déjà de la tuberculose et ses deux unions restent sans enfants. Son second mariage intervient le 14 février 1930 : elle épouse le comte Gyula Károlyi Jun. Le mariage religieux a été possible grâce à une intervention directe du nonce apostolique Angelo Rotta auprès du pape, ce dont Horthy lui sait gré[9]. Les Károlyi sont catholiques et Paulette est donc en rupture avec la tradition familiale, toutefois il faut rappeler que toutes les filles de la famille Horthy n'ont pas systématiquement épousé des protestants. Le 4 août 1927, le second fils, Miklós, épouse également une représentante de la famille Károlyi, la sœur de Gyula, Mária-Consuelo, dont il a deux filles, Zsófia (née en 1928) et Nicolette (née en 1929). Cette union s'achève quelque temps plus tard par un divorce et les fillettes sont dorénavant élevées par leur mère. La vie privée des deux garçons est agitée et leurs frasques constituent un tabou dont ne parlent que les détracteurs de la famille, qui tendent à les exagérer. Or certains fils d'aristocrates font bien pire. Les deux jeunes hommes sont des amateurs de sport comme leur père mais s'exercent à de nouvelles pratiques : automobile, aviation. Ils enchaînent – surtout Miklós – les accidents, ce dont Horthy ne semble pas leur tenir rigueur mais qui font frémir leur mère. En 1926, sur une route de Budakészi, Miklós percute avec son bolide une jeune laitière qui meurt dans l'accident, il est lui-même sérieusement blessé. À la suite d'un autre accident qui lui laisse quelques séquelles, il abandonne les sports violents et prend des responsabilités auprès de plusieurs associations sportives

hongroises. Leur notoriété et leur situation privilégiée font également des deux frères des animateurs recherchés des fêtes de Budapest et de leurs excès alcoolisés et féminins. Pas un mot de tout cela dans les Mémoires d'Ilona ni dans les hagiographies produites récemment sur István et Miklós. Le mariage relativement tardif du premier, en 1940, ressemble fort à une volonté des parents de mettre fin à ces dérèglements qui devenaient indignes de la fonction qu'il exerçait alors à la tête des chemins de fer hongrois et de la nécessité supposée de préparer la succession.

Les deux fils ont hérité de leur père le don des langues et le goût des rivages étrangers. Après des années d'indécision sur la carrière de Miklós, qui a commencé par le commerce international, notamment auprès de l'Anglo-Magyar Bank[10], ce dernier est orienté vers la diplomatie. Il est en effet temps de mettre fin à des frasques qui pourraient avoir des suites fâcheuses. Il est vraisemblable en effet que Miklós a eu une liaison avec la reine d'Égypte, Nazli Sabri, lors de ses nombreux voyages dans le cadre de ses fonctions au sein de la banque. Cette affaire entraîne d'ailleurs le renvoi de l'ambassadeur, qui avait couvert l'aventure dans un premier temps. L'entrée de Miklós dans le service diplomatique n'est donc pas nécessairement une solution très appropriée. Elle suscite en outre de fortes réticences d'un corps où jusque-là aucune personnalité extérieure à la carrière n'avait été nommée. Le choix du Brésil intervient à la suite d'un jeu de chaises musicales : l'ambassadeur au Brésil, Albert Haydin, est nommé en Argentine qui vient de changer de gouvernement. Le chargé d'affaires Andor Szentmiklóssy assure l'intérim avant l'arrivée de Miklós Horthy Jun. qui intervient en mai 1939. Ce dernier est hors des cadres et prend le titre d'envoyé extraordinaire *(rendikülі követ)*. Il n'apparaît pas dans les listes du ministère des Affaires étrangères, ce qui confirme le caractère exceptionnel de sa nomination[11]. Durant son séjour, il apprend parfaitement le portugais, ce qui n'est pas sans conséquence pour l'avenir. En 1942, il est rappelé à Budapest suite à la mort de son frère.

Tous les témoignages s'accordent pour décrire l'aîné, István, comme plus doué que son cadet, mais tout est relatif. Il est incontestablement le fils chéri de son père. Né en 1904, il suit tout d'abord les traces de ce dernier et entre à quatorze ans à l'Académie navale avant de poursuivre après la guerre des études d'ingénieur à l'école polytechnique de Budapest *(Műegyetem)*. Il complète sa formation aux chantiers de Csepel. Il effectue son service militaire dans un régiment de hussards puis se tourne vers

l'aviation et devient pilote civil, l'arme aérienne étant soumise au contrôle interallié en vertu des stipulations du traité de Trianon. Il part ensuite aux États-Unis et travaille aux usines Ford en 1929. À son retour, il entre à la Société des chemins de fer hongrois MÁVAG où il va faire toute sa carrière, progressant jusqu'au poste de directeur général qu'il obtient en juin 1940. Il occupe ces fonctions jusqu'en 1942 au moment où il est nommé régent adjoint. Il a entre-temps été nommé secrétaire d'État aux Transports mais a démissionné lors de l'entrée en guerre de la Hongrie afin de reprendre du service. Il effectue dès lors plusieurs missions sur le front russe où il trouve la mort le 20 août 1942.

Il a épousé le 27 avril 1940 la comtesse Ilona Mária Edelsheim-Gyulai, fille du comte Léopold et de la comtesse Gabriella Pejacsevics. C'est un mariage éclair, car les deux époux se sont rencontrés lors du bal de l'Opéra au début de l'année. La fiancée est catholique, mais de père luthérien, et le mariage est célébré à l'église calviniste de la place Szilágyi Dezső. C'est l'évêque calviniste László Ravasz qui officie[12]. L'événement est l'unique moment de mondanité familial des Horthy et il est largement médiatisé. Il est toutefois assombri par la maladie de Paulette qui décède de la tuberculose le 26 juin 1940. C'est aux commandes de son propre avion qu'István emmène sa jeune épouse en voyage de noces en Afrique du Nord. Ils visitent la Libye et l'Égypte. Leur fils István naît le 17 janvier 1941 à Budapest. Certaines mauvaises langues prétendent qu'István a continué à mener une vie peu stable même après son mariage, une assertion qui n'est bien entendu pas corroborée par sa femme, qui en fait au contraire un modèle de vertu. Toujours est-il que la naissance du petit István fait beaucoup pour accréditer la thèse d'une « dynastie » Horthy dont les femmes auraient été les promotrices.

La personnalité la plus mystérieuse à cet égard est très certainement celle de Magda. Elle apparaît d'une part comme étrangère à la vie politique et aux contraintes de la fonction exercée par son mari – puis par son fils – et selon ses propres dires rétive à toute manifestation publique de sa présence ; et d'autre part on la voit à chaque cérémonie ou prestation publique de Horthy. Les critiques du régime la présentent volontiers comme une éminence grise et le moteur essentiel qui guide l'ambition de son mari. Zoltan Vas en fait une manipulatrice assoiffée de pouvoir. Elle aurait en outre poussé Horthy vers le catholicisme. Elle œuvre certes dans l'ombre, mais elle semble surtout avoir été protectrice. Elle a une peur panique des

attentats et dans les premiers temps de l'installation au château interdit à tous de se tenir aux fenêtres[13]. Cette crainte resurgit en mars 1944 après l'arrivée des Allemands. Sa belle-fille fait d'elle le portrait d'une femme très pieuse qui ne manque pas une messe, récite le rosaire et déroule son chapelet. Selon le père Zadravecz, elle était « d'une profonde religiosité ». D'après Ilona, Magda aurait tenu un journal dont elle donne parfois des extraits mais qui a disparu en intégralité. Son rôle au sein de l'appareil du pouvoir est circonscrit à la bienfaisance. Elle est de toutes les campagnes de charité et donne de sa personne, ce qui correspond peu à l'image d'une personne timide et refusant l'exposition médiatique. Tous les ans en décembre, elle fait une allocution radiodiffusée et la plupart du temps filmée, pour encourager les Hongrois à contribuer à son initiative en faveur des enfants pauvres[14]. Tous les observateurs s'accordent pour décrire une femme possédant une prestance indéniable, ce qui est d'ailleurs évident sur les photographies, très consciente de son rang et de sa position : « Une belle femme délicate couronnée par une féminité brillante[15]. » Le ministre français Louis de Vienne souligne son « amabilité et sa grâce[16] ». L'Anglais Owen Rutter la décrit comme : « une belle et douce dame, qui est devenue la mère du peuple. » Et il accompagne cette description de celle d'un autre Britannique qui la voit comme « une femme dévouée et je dirais peut-être la figure royale la plus distinguée et la plus gracieuse que j'ai eu le privilège de rencontrer. Elle se tient à sa place avec modestie et dignité et s'occupe de bonnes œuvres et de charité[17] ». Elle se place ainsi à la tête d'une initiative des Églises catholique et protestante en 1921 pour lutter contre la malnutrition qui sévit chez les rapatriés. Cette action est parrainée entre autres par le cardinal Csernoch, les évêques Prohászka et Raffay, l'industriel Adolf Ullmann et Mme Margit Bethlen. C'est le ministre des Cultes et de l'Instruction publique József Vass qui la pilote au plan national[18].

Si elle ne se mêle pas des affaires du gouvernement, il est indéniable qu'elle exerce un ascendant sur Horthy et certains n'hésitent pas à l'approcher au sujet de la question royale. Elle ne se voyait certainement pas avec la couronne sur la tête, ce que confirment plusieurs sources, mais elle aurait favorisé l'accession au trône de son fils et éventuellement de son petit-fils en rassemblant autour d'elle une camarilla dévouée à cet objectif. Le père Zadravecz affirme qu'elle a été sondée par une certaine Mme Sztankay, une proche de Gömbös et du MOVE. C'est une amie de

Magda, la baronne Adél Bornemissza, qui le lui révèle en insistant sur le refus horrifié de l'intéressée, ce qui peut se concevoir au tournant de 1919-1920. Ce contemporain ainsi que d'autres tendent à indiquer que Horthy était influencé par toute une coterie de femmes qui gravitaient dans le monde des associations caritatives où Magda était active. Les présidentes de plusieurs de ces organismes auraient eu l'oreille du régent et de son épouse, à commencer par l'animatrice des Jeunes filles patriotes de Budapest *(Budapesti honleányok)*, Margit Jákó, qui se trouve en permanence dans l'entourage des Horthy au début des années 1920. Une autre femme influente dans le monde associatif catholique est Édith Farkas, dirigeante des Sœurs de la mission sociale *(Szociális missiós nővérek)*. Elle est introduite auprès des Horthy par l'évêque Prohászka et devient leur intime. Elle organise tous les ans au château la fête de l'arbre de Noël pour les enfants nécessiteux à laquelle participent les principales personnalités politiques ainsi que les membres de la branche hongroise des Habsbourg. Parmi les autres femmes qui gravitent autour du château et qui sont fréquemment invitées se trouvent aussi Margit Schlachta, l'une des rares femmes députées et surtout Cécile (de) Tormay, dont Horthy apprécie les œuvres et qui préside alors l'Association nationale des femmes hongroises qui regroupe des catholiques et des protestantes[19]. La dimension catholique joue également un rôle dans la question de la succession du régent. À l'automne 1939, Julia Sarkady s'adresse à Magda Horthy au nom de l'Association des femmes catholiques en lui rappelant les règles de la régence de l'ancien régime : en cas de décès du régent, ce serait à elle de prendre en main les destinées du pays. Elle aurait ensuite à faire en sorte que ses fils se convertissent au catholicisme afin de pouvoir monter sur le trône[20]. Au-delà de l'anecdote, cette lettre révèle le souci des autorités catholiques d'éviter l'accession au trône d'un protestant, voire le maintien de la régence sous obédience calviniste. Cette thèse est défendue par certains des opposants à Horthy, qui ne cessent de dénoncer la « clique » motivée par la création d'une dynastie familiale[21].

La question royale a été gelée par l'institution de la régence et il apparaît de plus en plus évident que Horthy s'est installé confortablement dans son rôle et n'a pas l'intention de donner satisfaction à ceux qui contestent cet état de faits. Ni les légitimistes, neutralisés depuis les deux tentatives de restauration de Charles et sa mort en 1922, ni les partisans de

l'élection ne parviennent à remettre en cause l'autorité du régent. Au moment du décès de Charles, son fils, l'archiduc Otto, est âgé de dix ans et il est donc inconcevable de faire monter un enfant sur le trône dans ces conditions. L'archiduc ne devient politiquement actif qu'au milieu des années 1930, mais il s'intéresse alors surtout à l'Autriche puis se concentre sur la lutte contre le nazisme. Il est toutefois honoré en Hongrie comme en témoigne la messe célébrée à l'occasion de sa majorité le 20 novembre 1930 à la basilique Saint-Étienne de Budapest par l'évêque de Szombathely, János Mikes, en présence d'autres personnalités légitimistes[22]. Dans le même temps, les archiducs de la branche hongroise, Joseph et Albrecht, ne sont plus des candidats crédibles. Mais pour bien des Hongrois, Otto n'est pas automatiquement le souverain légitime : il n'a pas été couronné. Cette situation relance les spéculations sur la succession. En effet, Horthy vieillit, il a soixante-dix ans en 1938, ce qui représente pour l'époque un âge avancé. Il jouit toutefois d'une santé inébranlable. Cet argument sert en revanche les électeurs libres, qui souhaiteraient l'investir de la dignité royale. Le débat agite les chancelleries sous le gouvernement Gömbös que les observateurs soupçonnent de vouloir imiter Hitler. Le ministre plénipotentiaire français voit bien que la position de Horthy se renforce dans ce contexte. « Il y a là un débat dont l'arbitre ne peut être que le régent. […] L'amiral Horthy, qu'un chacun tient in petto pour un personnage d'esprit assez borné, est en train de devenir sur le Forum un héros légendaire, le parangon de touts les vertus publiques[23]. » Quelques jours plus tard, le ministre affine son analyse et tranche avec justesse : « M. Gömbös est assurément tenté par le rôle de Führer ; mais là encore l'opposition, je crois, dramatise la situation quand elle le présente comme prêt à organiser quelque putsch ou a acheter l'abdication du régent pour s'emparer de la dictature. On imagine mal le vieux soldat qu'est l'amiral Horthy trahissant la consigne, abandonnant son poste pour un pourboire. Si M. Gömbös réalise son *Führertum*, ce qui est possible, mais je n'irai pas jusqu'à dire probable, il est à présumer que ce sera par la méthode hitlérienne, en s'imposant à un chef de l'État réduit à l'impuissance, pour lui succéder ensuite. Mais l'heure de ces événements n'a pas encore sonné. Le régent jouit actuellement dans le pays d'un beaucoup plus grand prestige, de beaucoup plus d'autorité morale que M. Gömbös. Il lui suffirait de faire signe pour que s'effondre le candidat Führer. Mais voudra-t-il faire ce signe ? Croit-il au danger ? C'est là la question[24]. »

Après la mort de Gömbös, la question ne se pose plus en ces termes. Aucun autre homme politique ne montre une ambition comparable et aucun ne dispose d'un parti suffisamment fort pour s'emparer du pouvoir. Szálasi est encore dans l'ombre. Du côté des aristocrates, la plupart sont légitimistes et donc peu susceptibles de désirer la couronne pour l'un d'entre eux. Les anciens partisans de Gömbös se divisent : d'une part entre tenants de Horthy et ceux qui cherchent un autre candidat ; d'autre part, politiquement, car les déçus de Gömbös sont passés à des formes plus radicales, ce qui ne les empêche pas de vouloir se servir du régent pour accéder au pouvoir. Dans cette configuration, l'hypothèse d'une « dynastie » Horthy prend tout son sens. Si l'on ne peut convaincre l'amiral de ceindre la couronne, peut-être faut-il mettre ses espoirs en son fils et à partir de 1941, *a fortiori* 1942, en son petit-fils. Ces spéculations ne sont pas des constructions rétrospectives mais ont véritablement agité les contemporains et pesé dans la vie politique. L'éventualité d'une candidature étrangère ne résiste pas longtemps à l'analyse et le seul prétendant évoqué alors est Amédée de Savoie, duc d'Aoste, dont le gouvernement italien ne sait que faire : on imagine pour lui diverses options royales dont les plus crédibles sont la Croatie ou le Monténégro, dans le but d'asseoir la présence italienne dans l'Adriatique. Le trône de Hongrie n'est pas un projet sérieux. Le duc est finalement fait vice-roi d'Éthiopie après la conquête italienne.

L'entrée en guerre de la Hongrie aux côtés de l'Axe en avril 1941 relance la discussion au sujet de la succession du régent. La loi de 1920 ne contenait aucune disposition en cas d'empêchement, de démission ou de décès du régent. À l'approche du 70e anniversaire de Horthy, en 1937, le parlement vote la loi XIX : 1937 stipulant que le régent doit désigner sous pli scellé trois candidats pour sa succession. Ce sont les comtes István Bethlen et Gyula Károlyi ainsi que le fils aîné du régent, István[25]. L'enveloppe doit être remise aux deux gardiens de la Couronne[26]. Il revient ensuite au Parlement de décider sur le choix de l'une de ces trois personnalités, mais il n'est en aucun cas tenu de respecter la volonté du régent. Aucun des deux premiers candidats ne constitue un choix crédible : Bethlen est trop marqué politiquement et foncièrement germanophobe, Károlyi a fait savoir publiquement que la charge ne l'intéressait pas, car il ne souhaitait pas assumer de responsabilités politiques.

Le choix d'un régent adjoint va donc être guidé par la nécessité (la guerre), la crainte (la mort inattendue de Horthy) et le souci de garder le

pouvoir (un fils est moins susceptible de trahir). Le gouvernement de László Bárdossy prépare donc une loi instituant la charge de régent adjoint. Ce dernier ne devient pas automatiquement le candidat à la régence, le principe des trois propositions demeurant inscrit dans la loi. Toutefois, le choix qui intervient en la personne du fils même de Horthy ne peut que faire penser à une succession potentielle, malgré ce qu'il en dit dans ses Mémoires en présentant cette disposition comme une garantie contre l'instauration d'une dynastie[27]. Les contemporains ne sont pas dupes. Ainsi le diplomate Antal Ullein-Reviczky juge-t-il la nomination d'István comme « l'œuvre de sa vie ». C'est en partie pour s'assurer de cela que Horthy aurait maintenu Bárdossy à son poste alors que son intention première était de le remplacer (ce qu'il fera, mais plus tard). « C'est par un tel acte constitutionnel que Bárdossy espérait entourer sa position de garanties impérissables. En effet, ayant – à ce qu'il croyait – mérité l'estime du père par ses services remarquables, il ne lui manquait que de s'assurer la gratitude du fils pour que la famille Horthy, qui commençait de plus en plus à ressembler à une dynastie, lui fût à tout jamais acquise[28]. » Le vote a lieu les 10 et 14 février 1942 dans les deux Chambres du Parlement, l'investiture se déroule le 19 février sous la coupole du Parlement sous l'égide du président de la Chambre haute, le comte Bertalan Széchenyi. Les partisans de ce choix le présentent comme un heureux hasard faute de meilleure solution. En effet, aucun homme politique raisonnablement ambitieux n'aurait voulu se charger d'une tâche qui pouvait obérer ses chances, et aucun représentant de l'aristocratie n'aurait pu accepter de servir de faire-valoir à Horthy.

István Horthy ne présente aucun risque : il n'a visiblement aucune ambition pour lui-même et ses capacités intellectuelles moyennes ne menacent pas la classe politique. Le père a en outre les rênes bien en main. C'est un garçon sociable et apprécié pour ses bonnes manières et sa chaleur humaine. Edgar von Schmidt-Pauli, qui le fréquente dans le privé, dit de lui à l'occasion d'une rencontre peu de temps après son élection comme régent adjoint : « István Horthy vient à ma rencontre avec la politesse chevaleresque et modeste qui le caractérise, et qui est l'héritage et l'éducation reçus de son père. Il fait renaître immédiatement l'atmosphère cordiale de notre vieille amitié[29]. » La seule véritable opposition vient en définitive de l'extérieur. L'allié allemand est furieux. István est vu à raison comme favorable à une sortie de la guerre et son hostilité au nazisme n'est

pas un secret. Pour le discréditer, les Allemands répandent sur lui des bruits peu flatteurs où l'on retrouve les reproches déjà évoqués d'alcoolisme et de légèreté de mœurs. Ces clichés sont également diffusés auprès des Allemands par les Croix-Fléchées. L'ambassadeur du Reich en Hongrie, Dietrich von Jagow, les reprend à son compte et écrit à Berlin qu'István est « complètement pourri, un coureur de jupons immoral, dégénéré et alcoolique ». Pour Goebbels, il est un « serviteur déclaré des juifs, anglophile jusqu'à la moelle[30] ». Dans ces conditions, il est certain que les Allemands ne peuvent accepter l'éventualité d'une perpétuation de la régence – à défaut d'élection royale – au bénéfice de la famille Horthy. Aucun télégramme de félicitations n'arrive d'ailleurs en provenance de Berlin alors que les Italiens sont les premiers à faire ce geste. Le ministre plénipotentiaire italien Filippo Anfuso note toutefois que l'enthousiasme du Parlement a été *« moderato »*, et Ciano ajoute en parlant d'István : « L'homme en effet n'est pas à la hauteur de la tâche, c'est un monsieur modeste et courtois, mais rien de plus. […] À Berlin règne la plus grande froideur et l'on me fait savoir que l'on n'enverra pas de félicitations[31]. » De cette opposition naît aisément une théorie du complot lorsque l'on apprend la mort d'István aux commandes de son avion au matin du 20 août 1942.

La thèse du sabotage est accréditée par les récits de son épouse et de son ordonnance, György Farkas. Dans leurs récits, il n'est évidemment pas question d'une éventuelle ivresse, même si Farkas insiste pour démentir cette rumeur[32]. Il se trouve le premier arrivé sur le lieu de l'accident, à proximité du terrain d'aviation d'Alexejevka, en Ukraine, et constate que le pilote a tiré la fusée de détresse. Des militaires hongrois présents à ses côtés confirment que l'avion – qui n'a pas pris feu – ne porte pas de traces de tirs, il n'a donc pas été abattu par des partisans soviétiques. Seules deux hypothèses demeurent : un accident dû à un défaut de l'appareil ou à une erreur humaine, ou un sabotage. Hormis l'inspection effectuée par les officiers hongrois sur la carcasse, aucune enquête n'a lieu, et pas davantage une autopsie. Dans ses Mémoires, son épouse insiste longuement sur la visite qu'elle a effectuée à Kiev dans les trois jours qui ont précédé le drame. Le couple est logé dans la villa réquisitionnée pour les besoins du général d'aviation Karl Kitzinger, où ils sont laissés apparemment seuls avec le personnel de maison. Elle affirme y avoir eu de graves conversations avec son mari sur l'issue de la guerre et rapporte sa conviction qu'il fallait trouver un moyen de sortir la Hongrie du conflit et

de son alliance avec l'Allemagne. Elle se dit convaincue que la villa était sur écoutes, ce qui n'a pas empêché la tenue de discussions forcément sensibles. Cette mise en scène lui permet ensuite de corroborer la thèse de l'attentat. Les Allemands auraient de surcroît commis la perfidie de perpétrer leur crime le jour de la fête nationale. Or ce serait précisément la raison pour laquelle István aurait abusé de l'alcool la veille au soir, il avait en outre reçu l'ordre de son père de rentrer au pays et le lendemain devait être son dernier jour de service actif. L'accident a lieu à 5 heures du matin, la nouvelle tombe en fin de matinée à Budapest, alors que le régent préside les festivités de la Saint-Étienne. Le président du Conseil Kállay préfère ne rien lui dire dans l'immédiat et on l'informe seulement à l'issue de la messe en l'église Mathias, en présence du chef d'état-major Ferenc Szombathelyi qui a reçu le télégramme du front russe. Horthy a un moment de faiblesse et perd connaissance à deux reprises[33]. Il dit honnêtement dans ses Mémoires que les Allemands n'avaient pas besoin de mettre des micros dans la villa de Kiev pour connaître l'état d'esprit de son fils à leur égard. Il se montre de ce fait convaincu de leur culpabilité dans l'accident, même s'il mentionne aussi le peu de fiabilité des avions italiens qui équipaient alors l'armée de l'air hongroise[34]. Ils se dérobaient dans les virages lorsque ceux-ci étaient négociés à trop faible altitude, ce qui est précisément l'explication de l'accident selon plusieurs témoins présents au sol. Le corps est immédiatement ramené par train en Hongrie. Le général Lakatos est avec le ministre de la Justice László Radocsay et le major László Szabó parmi ceux qui inspectent la dépouille à son arrivée en gare de Kassa. Il conclut lui aussi dans ses souvenirs à un accident mais ne retient pas l'argument de l'ivresse[35]. Cette accusation apparaît il est vrai dans les témoignages de personnes hostiles ou critiques envers le régime, ainsi dans le journal du général Shvoy[36]. Les obsèques, une des grandes et dernières solennités du régime, ont lieu le 27 août 1942. Les Allemands y dépêchent Ribbentrop, qui offre au père éploré deux décorations posthumes : ce dernier y voit le comble de la perversité. István est enterré dans la crypte du cimetière de Kenderes auprès de ses sœurs et des autres membres de la famille. Des études récentes – et même une thèse en cours – remettent en cause la thèse du sabotage et dédouanent les Allemands. Elles concluent à l'accident, dont les causes demeurent toutefois mystérieuses[37].

István Horthy s'est sans doute vu imposer un rôle qu'il n'était pas en mesure de jouer. Le magazine *Rubicon* posait en une la question

provocatrice : « Aurait-il été un meilleur Horthy ? », sous-entendant l'espoir mis en lui de mettre fin à la guerre et à l'engagement désastreux de la Hongrie. Mais pour cela il aurait fallu des capacités que le régent adjoint ne possédait pas : autorité, expérience, sens de la diplomatie. Il était en outre desservi par sa mauvaise presse auprès des alliés allemand et italien. La construction médiatique qui entreprend de polir son image dans l'opinion grâce à son mariage et à la naissance du petit István ne suffit pas à le faire passer pour une alternative acceptable après l'effacement ou la mort de son père. Des jugements sévères voient dans István Horthy une victime de l'ambition de son père, qui aurait trouvé dans sa nomination comme corégent le seul moyen de rester au pouvoir. En somme, il n'est ni un héros, comme la propagande officielle l'a immédiatement dépeint, ni la victime tragique d'un complot. Sa mort met fin aux supputations sur la naissance d'une dynastie. Le cadet, Miklós, est certes rappelé du Brésil et arrive à Budapest le 17 octobre 1942, mais il n'est à aucun moment question de lui transférer la charge dévolue à son aîné. Sa santé est fragile, ses capacités plus modestes et l'opposition à son éventuelle nomination viennent cette fois de l'intérieur. Le président du Conseil Miklós Kállay ainsi que le cardinal-primat Jusztinián Serédi sont contre. Le premier en considération des difficultés de l'époque, le second pour des raisons religieuses (Miklós est divorcé) et morales (sa vie antérieure et présente peu respectable). Une fois « Niki » écarté[38], le sujet est clos. Il est vrai qu'entre-temps le régent a trouvé un véritable adjoint en la personne de Kállay et qu'il n'a besoin d'aucun remplaçant pour ses tâches de représentation qui sont désormais réduites en raison du deuil et de la guerre. Kállay fournit en outre au régent un mémorandum dans lequel il explique clairement les raisons qui pour le moment rendent inopportune la nomination d'un nouvel adjoint[39], à commencer par l'éventuelle désignation à cette fonction de son fils Miklós, voire de son petit-fils István[40]. Entre-temps, la mort du gendre de Horthy, Gyula Károlyi Jun. (catholique), a également limité le champ des possibles. On l'aurait volontiers vu épouser la veuve d'István afin d'assurer la succession et de transformer le profil religieux de la famille. Mais il est lui aussi victime d'un accident d'avion le 2 septembre 1942 : son appareil plonge dans le Danube lors d'un exercice aérien. Ces données n'empêchent pas les bruits de courir au sujet d'une transmission au petit-fils, mais ce dernier est un bébé d'un an et demi. Aucune source ne permet d'accréditer la thèse selon laquelle la jeune veuve d'István aurait cherché, avec l'aide de

sa belle-mère, à faire de son fils l'héritier de la régence, voire du trône. Elle-même s'en défend dans ses Mémoires, qualifiant cette idée d'absurde[41]. Ni Horthy lui-même ni la classe politique ne songent à une pareille solution. La tournure prise par les événements achève de reléguer la question de la succession du régent à l'issue de la guerre.

Dans la masse des publications récentes sur Horthy, nombre d'entre elles ont été consacrées, tout ou en partie, à la question du culte de la personnalité. Les historiens hongrois se montrent préoccupés par cet aspect de la régence et l'imagologie de Horthy est examinée dans le cadre du débat sur la nature du régime[42]. Ils estiment en outre nécessaire de faire le point sur la réalité de certains mythes forgés à l'époque et systématiquement renversés par l'historiographie communiste ensuite. La diffusion de ces mythes est passée par une construction médiatique au sens large. Il est toutefois évident que le pouvoir n'a pas utilisé des moyens comparables à la propagande mise en œuvre par les régimes totalitaires contemporains. L'absence d'un enrôlement des masses a empêché ce mécanisme : le régime n'a organisé ni grandes fêtes, ni jeux Olympiques, en partie parce qu'il n'en avait pas les moyens. Les grands événements sont restés inscrits dans un cadre soit religieux, comme le Congrès eucharistique, soit purement national. Malgré les efforts de Gömbös, le parti gouvernemental n'est pas devenu un mouvement de masse dont les rassemblements auraient permis la diffusion à grande échelle de l'image omniprésente du chef. À la différence de Mussolini, Hitler et Staline, Horthy n'est pas un leader politique ni un idéologue. La mobilisation de la Hongrie se fait autour de la nation et non de son dirigeant. Pour cela, nul besoin de propagande, le consensus est réel et total. L'image de Horthy qui se diffuse dès 1919 est celle du sauveur de la patrie et elle suffit comme base idéologique, les éléments successifs sont ajoutés par la classe politique. Dans les premières années, le portrait du régent se construit autour de caractéristiques qui l'imposent non seulement en tant que chef d'État incontesté, mais aussi comme figure populaire. La présentation ultérieure de Horthy en homme aux capacités intellectuelles limitées et dominé par son entourage est exagérée. Il semble qu'il ait été l'artisan de sa propre ascension. Ainsi que le formule Lehmann : « Horthy est un représentant de la realpolitik du XIXe siècle, il maîtrisait parfaitement l'ancienne méthode de gouvernement calculatrice et finassière. Il s'est adapté brillamment au changement de situation et a parfaitement utilisé son

sens tactique. Ses talents politiques et surtout diplomatiques dépassaient de loin ceux de ses opposants. Il était virtuose en matière de jeu derrière les coulisses, apparemment sa spécialité. C'était un combattant inflexible, doté d'une robuste nature avec des traits indéniablement autoritaires qui s'engageait envers et contre tous pour des buts qu'il jugeait justes, non de façon fanatique ni bornée, mais avec souplesse et pragmatisme[43]. »

Dans l'ordre chronologique, le culte de Horthy repose sur une image construite, élément essentiel et fondemental du régime. Un culte qui sera contesté après sa chute. Lorsque Horthy entre à Budapest le 16 novembre 1919, il a derrière lui des mois de conquête du pouvoir. Il s'est forgé un personnage et a fait des tournées en province non seulement pour rétablir l'ordre à l'aide de ses troupes, mais aussi pour se montrer. Cette patiente construction révèle une indéniable stratégie. Qu'il ait été convaincu ou qu'il se soit laissé convaincre de prendre le pouvoir est une question secondaire. Il finit par être persuadé d'être le sauveur de la patrie et son ambition personnelle a très certainement permis cet engagement politique. La base de la propagande du régime réside dans cette conviction. Elle repose sur deux critères : le premier est politique, le second national. Horthy remet de l'ordre après le chaos généré par la république des Conseils, et dans une certaine mesure par la révolution de 1918 et le gouvernement de Károlyi. C'est donc la nature profondément anticommuniste du régime qui s'affirme ici. Le retour à l'ordre s'accompagne ensuite d'une restauration nationale – dans des limites territoriales jugées inacceptables – dont Horthy est considéré comme le garant. Mais on compte précisément sur son prestige et son autorité pour être le potentiel redresseur de torts. Il sauve la nation du communisme et paraît être le seul capable de procéder à la révision du traité. Ces deux caractéristiques sont les constituantes du portrait de Horthy en sauveur de la nation. Il apparaît sur son cheval tel un nouvel Árpád. Par la suite, c'est l'image du bâtisseur du royaume, le saint roi Étienne, qui va venir remplacer celle du chef païen. La promotion des valeurs chrétiennes donne la priorité au saint roi. De même, on crédite saint Étienne de l'organisation et de la consolidation de l'État. Les deux personnages permettent de réaliser un syncrétisme dont la base est la légitimité accordée à Horthy par la nation : par la vertu des armes selon le modèle associé à Árpád. Mais à ce dernier est également couplée l'indépendance nationale, tandis que saint Étienne représente la tradition multiculturelle. Le chef

païen incarne l'origine orientale des Magyars, le saint roi l'inspiration occidentale (catholicisme, législation[44]).

Or à peine est-elle constituée que cette image se brouille. Les exactions commises lors de la prise du pouvoir entravent le consensus recherché. L'antisémitisme met en péril la communauté nationale. La révision des traités ne cadre pas dans le nouvel ordre international et sa réalisation passe au second plan des préoccupations du gouvernement. L'agitation révisionniste est laissée à des groupes informels. Devant ces deux obstacles, la propagande du régime s'efforce dans les années 1920 de ressouder le pays autour de valeurs partagées par tous. Un épisode important est la commémoration du quatrième centenaire de la bataille de Mohács, le 29 août 1926. Devant un parterre de diplomates, dont l'ambassadeur de Turquie, Horthy prononce un discours significatif à plusieurs titres. Il est d'ailleurs révélateur qu'il le mette en valeur dans ses Mémoires parmi tous les événements qu'il a eu à présider[45]. Cet épisode sert la politique intérieure du régime en valorisant le martyrologe national dont un des éléments est l'occupation turque. Le thème de la Hongrie rempart de l'Occident contre la barbarie est réactivé en direction du communisme. Cet argument sert à la fois pour l'opinion hongroise et pour l'étranger. En second lieu, le discours de Mohács se présente comme une ouverture en direction de la Yougoslavie dont on espère une attitude plus souple. Horthy joue cette carte en rappelant ses souvenirs d'officier de marine et sa proximité avec les Croates. Mais il loue aussi les Serbes dont il rappelle le courage durant la Première Guerre mondiale[46]. Les cercles diplomatiques s'étonnent de cette liberté de ton et spéculent sur la réponse qui sera faite par le ministre des Affaires étrangères yougoslave Momčilo Ninčić[47]. Belgrade n'est toutefois pas dupe et aucune suite n'est donnée à cette main tendue.

L'isolement dans lequel elle est maintenue diplomatiquement et l'absence de perspectives pour y échapper ne permettent pas à la Hongrie de promouvoir l'image de Horthy hors des frontières. On lui sait certes gré d'avoir stabilisé le pays, mais la popularité dont il jouit en vertu de son passé d'officier austro-hongrois le dessert à l'extérieur. La monarchie des Habsbourg est largement dénigrée, surtout en Tchécoslovaquie, et la Petite Entente et avec elle la France et dans un moindre degré la Grande-Bretagne montrent peu d'intérêt envers le régent, qui manque alors de visibilité en tant que chef d'État. Son attitude lors des tentatives de restauration a bien

été enregistrée positivement, mais c'est sur la personnalité du comte Bethlen que se concentrent les chancelleries. Dans le pays, en revanche, l'expérience austro-hongroise de Horthy et surtout son action durant la guerre sont exaltées. La mémoire de la monarchie des Habsbourg est toutefois ambivalente à cette époque, ainsi que le roi Charles a pu le constater. La période du Compromis en tant que telle n'est pas jugée positivement mais on retient certains épisodes et personnalités. Horthy lui-même rappelle souvent la mémoire du comte Tisza, auquel un monument est érigé en 1934 devant le Parlement[48].

Horthy lui-même s'attache à promouvoir le souvenir de François-Joseph. Il a accroché le portrait qu'il a peint du souverain dans son bureau à Kenderes, ce dont plusieurs photographies témoignent, et il participe personnellement au dépôt du masque mortuaire de l'empereur au Musée national de Budapest le 22 novembre 1926. Le discours qu'il prononce pour le dixième anniversaire de la mort du souverain témoigne de sa dévotion personnelle et d'une évidente nostalgie de l'empire. « Que ses dernières années aient été étouffées par le fracas des armes et que la violence d'un ouragan ait précipité le trône et le pays dans le malheur, n'était pas sa faute. Avec une admiration respectueuse et dévouée je rends hommage à sa mémoire, moi qui ai été choisi par la Providence pour passer cinq ans auprès de lui. Il était l'homme le plus noble, le plus bienveillant et le plus chevaleresque qu'il m'a été donné de rencontrer. Seule sa sagesse a pu maintenir les intérêts divergents des peuples de la monarchie. […] Nous avons pu obtenir le masque mortuaire de notre bienheureux souverain. Et nous l'accueillons maintenant dans le sein de nos reliques nationales, afin qu'à chaque anniversaire de sa mort tous ceux qui l'ont servi puissent venir en pèlerinage et que ceux qui l'ont contrarié lui en demandent pardon[49]. » Il est certain que les derniers cités sont dans l'esprit de Horthy les dirigeants hongrois du parti de l'Indépendance et les nationalistes magyars qui ont « contrarié » le souverain par une surenchère permanente. Toute l'ambiguïté du rapport entre l'Autriche et la Hongrie est résumée ici, de même que la crise d'identité vécue – chacun à sa manière – par les deux pays après 1918.

Davantage que son attachement à François-Joseph, ce sont les faits de guerre de Horthy qui sont sans cesse rappelés à l'opinion. Le parallèle fait entre le gouvernail du navire et celui de l'État est une des métaphores la plus volontiers employée, à l'écrit et par l'image. L'Association des marins hongrois *(Magyar haditengerészeti egyesület)* créée en 1937 dispose d'une

revue mensuelle qui sert cet aspect de la propagande. Sa diffusion et sa lecture sont toutefois limitées à un public restreint. L'enclavement de la Hongrie ne permet pas à Horthy de mettre en valeur son passé naval, il ne revoit la mer que lors de son voyage en Italie en novembre 1936 ! Les occasions de naviguer sont rares et la flottille du Danube n'est qu'un pis-aller. La belle-fille de Horthy raconte l'inauguration fin 1942 d'une caserne navale à Újpest qui prend le nom d'István dont on dévoile en outre une statue, la cérémonie est suivie d'un déjeuner sur le *Zsófia*, un des navires de la *MFTR* (Société royale hongroise de navigation fluviale-*Magyar Király Folyam- és Tengerhajózási Részvénytársaság*[50]). Quelques mois plus tôt, le 15 mai, a été célébrée de façon plus festive la commémoration de la bataille du canal d'Otrante. Une parade navale assurée par les vedettes de la MFTR a lieu sur le Danube que la famille observe depuis le *Zsófia*[51]. Ce sont le courage personnel et l'héroïsme de Horthy qui sont soulignés dans les récits de la Première Guerre mondiale. Des événements ultérieurs servent aussi à prouver sa fermeté de caractère et son sang-froid, comme lors d'une échauffourée qui a lieu à l'extérieur de sa loge à l'Opéra lors de la soirée de gala du 15 mars 1939 et dont se rendent coupables des militants des Croix-Fléchées. Ils crient « Justice pour Szálasi » : entendant le tumulte, Horthy sort et gifle l'un des individus[52]. Témoin de la scène en compagnie de son gendre, l'ambassadeur Montgomery est très impressionné par le courage physique du régent, âgé de presque soixante et onze ans, et par le fait qu'il ait dû faire face seul à des individus qui auraient pu vouloir attenter à sa vie avant que les gardes postés dans la loge n'interviennent[53].

Un autre aspect du culte se déploie autour de la « magyarité » de Horthy. Il est issu d'une famille purement hongroise, ce qui constitue une rareté. Son appartenance à la religion réformée en fait un représentant idéal de l'essence de la nation dans sa construction historique du XIXe siècle. Les alliances systématiques des hommes de la famille Horthy avec des épouses catholiques renforcent l'idée de consensus national autour des valeurs chrétiennes de la Hongrie millénaire. La petite noblesse est bien moins touchée que l'aristocratie par le cosmopolitisme. La grande plaine hongroise d'où est originaire Horthy est peu mélangée au regard des régions frontalières. Les seules minorités visibles sont les Slovaques, plus au sud, et les juifs. La carrière navale de Horthy ne change rien dans l'opinion à son enracinement dans la terre magyare. Bien avant le maréchal Pétain, « la terre ne ment pas » est le slogan implicite du régime. L'exaltation de la terre

répond à plusieurs objectifs : elle rappelle sans cesse l'amputation du pays de territoires considérés comme hongrois (Transylvanie, Voïvodine, Slovaquie) ; elle s'oppose au monde de la ville supposé corrompu par le capitalisme et le relâchement des mœurs ; elle renie l'apport des juifs à la communauté nationale en recentrant celle-ci sur le monde rural foncièrement honnête et patriote.

Une institution est même créée pour allier le souvenir de la Grande Guerre à la paysannerie. L'absence de réforme agraire est durement ressenti par les paysans sans terre, les réformes entreprises par le gouvernement Károlyi n'ont pas abouti et ont été réduites à néant par la violence et le dogmatisme des bolcheviques qui l'ont suivi. Horthy fait instaurer l'ordre des Valeureux *(Vitézi rend)* par le décret parlementaire XXXVI : 1920, qui permet d'attribuer des terres à d'anciens soldats qui se sont distingués au combat. Ceux qui sont parvenus au rang d'officier peuvent prétendre à une vingtaine d'hectares, les simples soldats à un peu plus de cinq hectares. Ces terres sont dénommées « propriétés valeureuses » *(vitézi telkek)* et ne peuvent pas être louées[54]. Dans ses Mémoires, Horthy se montre particulièrement fier de la création de l'ordre des Valeureux et en exagère l'importance[55]. Les Valeureux étaient il est vrai adoubés par le régent en personne lors de cérémonies hautement médiatisées pour lesquelles on dispose de nombreuses photographies. Les discours (*avatási beszéd*) prononcés par le régent lors de ces célébrations étaient largement communiqués dans la presse. Sans grande influence sur la misère des campagnes, cette institution a toutefois servi à asseoir l'autorité du régime et à maintenir le prestige de la chose militaire. Entre 1920 et 1944, ce sont environ 25 000 anciens combattants qui ont été faits Valeureux[56]. Le général Lakatos a été marqué par une cérémonie d'adoubement sur l'île Marguerite dont il se souvient en ces termes : « La célébration rappelait les mœurs de l'ancienne chevalerie, et le régent Horthy y a présidé en personne depuis sa première occurrence et jusqu'à la fin [du régime][57]. »

C'est sur son domaine de Kenderes que le régent se montre le plus volontiers en tenue civile, sauf lors de réceptions. Les parties de chasse sont une autre manière de montrer l'attachement de Horthy aux pratiques traditionnelles de la noblesse terrienne. Elles sont l'occasion d'inviter des amis, des parents, des hommes politiques et des hôtes étrangers. Horthy se montre alors en propriétaire terrien soucieux du rendement de son domaine

et du bien-être des paysans. Il visite régulièrement la campagne et s'enquiert des progrès de l'élevage et surtout de l'irrigation. Ces images sont abondamment diffusées auprès du grand public. Les fragments de l'intimité du régent et de sa famille qui sont donnés à voir à l'opinion ont bien entendu pour but de le montrer comme un bon père et un bon époux. Le mariage puis le divorce de Miklós, les deux mariages de Paulette puis le décès de cette dernière n'ont pas donné lieu à une médiatisation particulière, même si un film d'actualités est consacré à ses obsèques. Le grand public compatit certainement au fait que Horthy a perdu ses deux filles. Le mariage d'István en revanche et plus encore la naissance d'un héritier mâle en la personne du petit « Istvánka » font l'objet d'une couverture médiatique encore inconnue en Hongrie. Les trois Horthy sont rapidement associés dans l'imagerie du régime. Les éventuels scandales ou dérapages des fils ont été soigneusement dissimulés et ne sont connus que par les ragots des journalistes de la capitale. La presse diffuse au contraire des reportages idylliques sur les vacances de la famille Horthy à Kenderes ou dans la résidence de Gödöllő. Après le décès d'István, le tableau familial est resserré autour d'Ilona et de son fils. La guerre favorise en outre la participation de celle-ci et de sa belle-mère à diverses actions de bienfaisance dont la presse rend compte. L'engagement d'Ilona comme infirmière est mis en avant et l'on insiste sur le caractère réel de sa formation et de son travail.

L'intégrité morale du régent se double d'une intégrité financière. Les terres des Horthy ne constituent pas un grand domaine comparable aux milliers d'hectares possédés par les familles aristocratiques. Les frères du régent ne sont pas des hommes riches et aucun membre de la famille ne semble s'être enrichi grâce à lui ou à des accointances avec les milieux du pouvoir et des affaires. Magda vient certes d'une famille aisée de la grande plaine et l'officier de marine a très certainement fait un choix stratégique en l'épousant. L'appât du gain ne caractérise aucun des enfants de Horthy et ils font tous des mariages à leur niveau. Les affaires qui éclatent au sujet des fils ne sont pas d'ordre financier ni même dues au jeu. Horthy et sa femme sont convaincus d'être *anständig* (« décents ») comme se devaient d'être toutes les familles d'officiers de l'ancien empire, et ils attendent de leurs enfants une attitude en tous points identique. Ce n'est pas un hasard si leur belle-fille intitule ses Mémoires « Honneur et devoir ». Elle a elle-même été éduquée en ce sens et correspond pour ses beaux-parents à la bru idéale. Sa

famille n'appartient pas non plus au premier cercle : il s'agit de propriétaires terriens qui ont de nombreux enfants ; au moment du divorce des parents, l'héritage sera d'autant plus morcelé. Pour la plupart de ces familles, le bien est foncier : ni les Horthy ni les Purgly ne possèdent de résidence à Budapest contrairement aux aristocrates, qui en possédaient même souvent une seconde à Vienne. Les frères de Horthy – ne restent plus après la guerre qu'István et Jenő – mènent une existence éloignée de toute ostentation. István prend sa retraite comme général de cavalerie en 1922 et part vivre dans son haras. Il est un temps actif en politique avant sa mort en 1937. Jenő se fait surtout connaître par ses exploits sportifs. Il chasse beaucoup en Afrique et en Asie et tire de ses aventures un récit publié en 1937. Ils apparaissent de temps en temps dans la vie publique aux côtés de leur frère, mais ne tirent aucun bénéfice matériel de leur proximité avec le régent.

L'image du régent est diffusée par divers canaux et outils de communication, à commencer par ceux que Horthy a inventés et utilise lui-même. Les deux plus significatifs ont été immédiatement mis en fonction dès sa prise de pouvoir. En tant qu'officier, il apparaît toujours en uniforme, ainsi que le constate Owen Rutter : « Il apparaît toujours en public vêtu de l'uniforme d'amiral d'une marine qui a cessé d'exister[58]. » Selon les circonstances, Horthy porte son uniforme d'amiral ou bien un uniforme de l'armée de terre hongroise. Il est évident qu'il continue à cultiver son image de marin, et l'insistance sur l'uniforme d'amiral ne fait que renforcer le deuil national que constitue la perte de la façade maritime du royaume de Hongrie. Il le revêt lors de chacune de ses visites officielles (Italie, Allemagne, Pologne) et pour recevoir des hôtes étrangers. Dans ce contexte, il est toujours plus gradé que n'importe lequel des chefs d'État qu'il rencontre et il n'est pas douteux qu'il en ait tiré quelque fierté. Horthy porte également son uniforme de gala d'amiral lors de la garden-party annuelle qu'il donne au château royal et dans toutes les occasions officielles où la nation se met en scène : procession de Saint-Étienne, Congrès eucharistique, obsèques. Le port systématique de l'uniforme lui permet de consolider son image de sauveur de la patrie. C'est un référent permanent à la prise du pouvoir de 1919 et une assurance qu'entre ses mains, la nation – même diminuée – est forte et bien conduite. Enfin, l'uniforme, c'est bien connu, habille l'individu le moins attrayant. Horthy, dans ce domaine, n'a

pas de souci à se faire, malgré les années il garde une prestance certaine, reste mince et droit. Sa pratique quotidienne de l'équitation, voire du tennis et de la natation, sans parler des parties de chasse, le maintient dans une forme qui fait l'étonnement des observateurs mais qui sert aussi son image. On le voit dégringoler des marches sans aucun effort, se baisser de même pour déposer des gerbes. Le régent n'est pas un vieillard cacochyme dont le pays aurait pitié ou honte. Le portrait qu'en fait le ministre plénipotentiaire français Louis de Vienne montre qu'il est tombé sous le charme : « Ce n'est pas question d'uniforme. "L'habit ne fait pas le moine" et la tenue ne fait pas l'officier de marine. Mais la fermeté des traits, la netteté des lèvres, la carrure du menton et surtout ce quelque chose dans le regard que j'appellerai la nostalgie du lointain, tout cela ne trompe pas. […] J'ajouterai cependant, même si l'on ne m'en prie pas, que ce qui frappe le plus dans le régent, c'est une magnifique jeunesse d'allure, d'esprit et de ton. On sent que l'amiral Horthy excelle à ce qui est le propre du sage : faire la part du travail et celle du délassement, se livrer franchement à l'un comme à l'autre et, pour ceci comme pour cela, rester bien vivant[59]. »

L'accessoire indispensable associé à l'uniforme est le cheval. Blanc, forcément. Pour l'opinion hongroise, et même dans les coins les plus reculés du pays, l'image de Horthy demeure celle du 16 novembre 1919, d'ailleurs réactivée en permanence par la presse. L'arrivée de l'amiral à Budapest sur un cheval blanc a été construite pour marquer les esprits, et force est de constater que cette image fait sens pour les Hongrois. Encore aujourd'hui, elle demeure l'illustration la plus volontiers utilisée dans les publications sur Horthy ou son régime. Elle sert à caractériser toute la période de l'entre-deux-guerres. Le cheval n'accompagne pas nécessairement le marin, mais dans le cas de Horthy, sa présence n'a rien d'incongru ni de dicté par les circonstances. Véritable cavalier, il est plus qu'un amateur d'équitation et toute la famille a un rapport étroit avec les chevaux. Malgré le développement de l'automobile, le cheval reste un moyen de transport civil et militaire. La troupe qui entre dans Budapest en 1919 est à la fois montée et motorisée, les soldats allant à pied. Par la suite, le cheval s'impose dans la construction de l'image du régent : il permet de faire référence à 1919 et à la carrière militaire de Horthy. Enfin, l'animal jouit en Hongrie d'un statut particulier, ce qui renforce le signifiant national. Quand il le peut, le régent monte tous les jours, le plus souvent dans le parc de Vérmező situé en contrebas de la colline du château. Le

cheval est utilisé dans toutes les circonstances où sa présence sert à évoquer la dignité de la fonction. On le privilégie même sur l'automobile, qui en faisant de ses occupants des hommes-tronc diminue leur prestance et les rapetisse vis-à-vis de la foule qui reste debout à les regarder passer. Lors de la visite du roi d'Italie à Budapest en mai 1937, tous les déplacements se font à cheval, à la fois pour mettre en valeur le patrimoine hongrois en la matière, et pour valoriser Horthy face à Victor-Emmanuel III. La mise en scène a également pour but de montrer une Hongrie éternelle et ancrée dans ses traditions face à une Italie plus jeune que le fascisme veut tournée vers la modernité et la mécanisation. Les dernières images du régent à cheval sont celles des « reconquêtes » de la Slovaquie méridionale en novembre 1938 : à Komárom, il traverse à cheval le pont sur le Danube et pénètre dans la ville du côté slovaque ; à Kassa il entre également à cheval. Dans les deux cas, les films d'actualités insistent sur ces moments censés rappeler à l'opinion le souvenir de 1919. Le conquérant à cheval est sinon un nouvel Árpád, du moins un redresseur de torts puisqu'il a réussi à faire revenir dans le giron national une partie des provinces perdues. Le sens de ces images est parfaitement clair pour le grand public.

Un troisième élément qui accompagne souvent les deux premiers est la femme de Horthy, Magda. En dépit des assertions de sa belle-fille, qui la présente comme timide et goûtant peu les apparitions publiques, Mme Horthy se tient très souvent aux côtés de son époux lors des cérémonies qui nécessitent sa présence. Elle l'accompagne lors de ses visites officielles à l'étranger. Elle a aussi belle apparence et son allure est empreinte de dignité. Elle représente l'archétype de la femme d'officier et les mondanités ne la rebutent pas : fille de parlementaire, elle a depuis son enfance été conditionnée pour la représentation. Durant la carrière militaire de Miklós, elle a eu le loisir de perfectionner ses dons diplomatiques : à Constantinople notamment, puis à Pola et bien sûr à Vienne. Elle sait comment se comporter avec des ambassadeurs, des autorités ecclésiastiques, des chefs d'État, des monarques. Horthy n'a pas à craindre d'elle un faux pas et il l'associe constamment aux grands événements. Tous les observateurs font d'elle des portraits élogieux qui insistent sur sa parfaite courtoisie, son charme et son élégance. Il est indéniable qu'elle s'est elle aussi installée dans la fonction et qu'elle en assume les devoirs. Magda se consacre aux tâches que l'on attend d'elle et qui sont essentiellement caritatives et religieuses. Sa piété est réelle et connue du

grand public, ce qui est un critère supplémentaire de respect. Cet aspect n'est toutefois pas exagérément accentué. Elle ne devient pas la « mère de la nation », et ne figure pas sur les cartes postales ou autres produits médiatiques. La révision partielle des frontières qui aboutit en 1938 puis en 1940 au rattachement de la Slovaquie méridionale et d'une partie de la Transylvanie est le point culminant du régime et permet dans l'imagerie d'associer les trois éléments : l'uniforme, le cheval et la femme. Lors de son entrée dans les deux territoires, Horthy est accompagné de son épouse qui porte même à l'occasion des vêtements traditionnels, ce que montrent les films d'actualités et les photos diffusées dans la presse. Avant l'instauration de la régence adjointe confiée à son fils István, les enfants ne sont pas instrumentalisés et n'apparaissent jamais lors de manifestations officielles de ce genre. On les voit parfois assister à des événements sportifs ou festifs aux côtés de leurs parents, mais ils ne sont pas associés aux tâches de représentation.

Des portraits de Horthy sont réalisés et diffusés à grande échelle, dans les établissements scolaires, les diverses institutions et bâtiments publics. Un « prix Miklós Horthy » est d'ailleurs créé en 1937 sur une initiative du ministre de l'Instruction publique et des Cultes Bálint Hóman, afin de récompenser les élèves les plus brillants et leur permettre d'accéder à l'enseignement supérieur. Des illustrations proches de l'imagerie d'Épinal racontent les faits de guerre de Horthy et rappellent les étapes de la prise du pouvoir. Si sa personne est indissociablement liée au révisionnisme, il est notable que la propagande contre le traité de Trianon n'utilise pas son portrait, pour des raisons évidentes de réserve diplomatique. La distanciation effectuée par le régime envers le révisionnisme ne permet pas d'accoler le portrait du régent aux productions de la Ligue révisionniste. La culture populaire s'empare toutefois davantage de cette imagerie que de celle du régent, qui impose le respect. On lui dédie plus volontiers des chansons, les *nóták* traditionnelles déjà évoquées en 1919 mais qui sont reprises lors des reconquêtes territoriales. L'une des plus célèbres, destinée à exalter les troupes qui entrent en Transylvanie en septembre 1940, dit : « Je suis un soldat de Miklós Horthy ; le plus beau des soldats. » Un film de propagande distinct des bandes d'actualités est d'ailleurs réalisé pour cette occasion, où l'on entend le refrain de József Ormándy :

> C'est toi Miklós Horthy, le guide des Hongrois,
> Ma douce patrie tronquée, nous sommes fiers de toi.

Nous prions pour toi le Dieu du ciel,
Qu'il te donne la force d'accomplir ta grande tâche,
De trouver la force pour la victoire,
Afin que le bonheur revienne en ta belle Hongrie[60].

D'autres *nóták* à l'intention de la troupe sont composées après l'entrée en guerre de la Hongrie en avril 1941. Elles insistent sur les vertus de Horthy comme chef de guerre. L'une des nombreuses marches transylvaines *(Erdélyi induló)*, composée par Eszter Zilahi Farnos, a comme sous-titre « En avant les valeureux, les soldats de Horthy ».

Ces instruments de propagande contribuent à la création de l'image de Horthy non plus comme sauveur de la patrie, mais comme conquérant qui « agrandit la patrie » *(orszaggyárapító)*, ce qui permet de l'associer à Árpád. Cette appellation fait l'objet d'une utilisation systématique dans la presse à partir du premier mais surtout du second arbitrage de Vienne et un nouveau film à la gloire du régent tourné en 1941 porte ce titre. Par la même occasion, on le gratifie aussi des titres de « premier ouvrier de la nation », de « père de la nation » et de « premier homme parmi les Hongrois ». Ces épithètes rejoignent la figure du héros construite au début du régime. Depuis la fin des années 1920, des publications de circonstance, toutes à la gloire de Horthy, sont imprimées tant en Hongrie qu'à l'étranger. Les biographies écrites par des étrangers sont particulièrement mises en valeur afin de démontrer la justesse de la cause hongroise, la solidité du régime et les qualités du régent. Des témoignages enthousiastes, admiratifs et respectueux comme celui de Louis de Vienne n'ont rien de spontané mais ont bel et bien été sollicités de leurs auteurs. Dans le pays, les ouvrages hagiographiques sont surtout produits autour du 70e anniversaire de Horthy, en 1938. Ils s'adressent à différents lectorats : de l'écolier aux gens instruits. L'un des principaux ouvrages, publié en 1939 à l'occasion du vingtième anniversaire de la prise du pouvoir, a été codirigé par le grand écrivain Ferenc Herczeg, très proche du régime et de la famille du régent. Le livre se veut un panorama de la vie, de la personnalité et de l'action du régent, depuis ses origines familiales en passant par sa carrière navale, sa vie quotidienne, sa femme, son exercice du pouvoir civil et militaire, ses goûts, etc. Le tout s'accompagne d'un cahier de photos. Tous les ouvrages de ce type ont été systématiquement acquis par la Bibliothèque nationale hongroise après 1945 et relégués dans l'enfer. Ils y étaient signalés par le

tampon « matériau réservé » *(zárt anyag)* afin que le lecteur ordinaire ne puisse y accéder.

Plus que l'anniversaire de Horthy, le 18 juin, qui est généralement fêté dans l'intimité, c'est la Saint-Nicolas qui fait l'objet d'une dévotion populaire accentuée par la proximité de Noël et la tradition centre-européenne de gâter les enfants le 6 décembre. La plupart du temps, une représentation de gala est donnée dans l'un des théâtres de Budapest à laquelle assistent le régent et son épouse, ainsi que des membres du gouvernement. L'Opéra étant plus volontiers réservé aux visites d'hôtes de marque, c'est généralement le Théâtre national qui sert de cadre à ces festivités. Le 6 décembre est également l'occasion de la fête de l'ordre des Valeureux *(Vitézi ünnepség)* associé étroitement à la personnalité du régent. La Chambre haute siège à cette occasion et des discours sont prononcés par diverses personnalités, notamment militaires. Ainsi par exemple le 6 décembre 1940, c'est le général Vilmos Nagy, commandant des troupes en Transylanie récemment reconquise, qui s'en charge[61].

Enfin, c'est le nom même de Horthy qui s'impose partout, de l'une des grandes artères de Buda (l'actuelle avenue Béla Bartók) aux plus petites rues de village. L'un des nouveaux ponts de Budapest (actuel pont Petőfi), inauguré en 1937, prend également le nom du régent. Après l'accession de son fils à la corégence puis sa mort tragique, de nombreuses municipalités transfèrent une partie du culte sur lui en donnant son nom à des rues et des places.

Le film a été l'un des principaux vecteurs de diffusion de l'image du régent. Ses apparitions publiques font l'objet des bandes d'actualités *Magyar Világhíradó* (Informations mondiales hongroises[62]). Les principales villes de Hongrie sont dotées de salles de cinéma et des projectionnistes ambulants se déplacent dans les bourgades plus modestes. Tout le pays voit donc à un moment ou à un autre ces films. Budapest à elle seule compte plus d'une centaine de salles, soit un cinquième des salles du pays. Comme le régent est particulièrement photogénique, les réalisateurs ont la tâche facile. Les événements exceptionnels tout comme les « marronniers » sont l'occasion de propager une image flatteuse du régent en bonne santé, portant beau et impeccablement sanglé dans son uniforme. Il est manifeste que l'on veut rendre au pays sa fierté en insistant sur la prestance de son chef. La procession de la Saint-Étienne, le 20 août, remplit à cet égard

plusieurs objectifs. Horthy, qui est calviniste, mène le cortège, qui exprime donc le consensus de la nation chrétienne rassemblée autour de la figure du saint roi et du régent. C'est l'alliance non seulement du sabre et du goupillon, mais des deux principales confessions du pays. Le même phénomène de communion nationale se produit lors de la tenue du XXIVe Congrès eucharistique en mai 1938 suivie par la célébration du 900e anniversaire de la mort de saint Étienne en 1038. Le 20 août de cette année-là est doublement l'occasion de commémorer l'existence millénaire du royaume de Hongrie. De nombreux produits dérivés sont commercialisés pour marquer l'événement, et certains associent explicitement les deux personnages, Horthy devenant par là un « bâtisseur » *(országépítő)*, qualificatif généralement employé pour décrire l'action de saint Étienne. L'année suivante, le culte prend une dimension encore plus grande avec la commémoration de la prise du pouvoir en 1919. Une exposition est organisée en novembre 1939 à Budapest où sont montrés des souvenirs de la contre-révolution et des œuvres contemporaines célébrant le régent et notamment des portraits et des bustes dont ceux du peintre István Boldizsár et des sculpteurs Zsigmond Kisfaludi Strobl et Lajos Berán. Les visites officielles enfin, bien que rares, sont doublement documentées. Lors de la visite de Horthy en Italie en novembre 1936, les images sont certes tournées par les opérateurs de l'*Istituto Nazionale Luce* mais envoyées ensuite en Hongrie où l'on ajoute musique et commentaire idoines. Pour le voyage du roi d'Italie en revanche, les Italiens envoient une équipe du Luce et on mentionne également le déplacement d'un caméraman italien de la Fox américaine[63]. La visite effectuée par Horthy à Vienne à son retour d'Italie fait l'objet d'une attention particulière de la part du service de presse du ministère des Affaires étrangères et du cabinet de la régence. Horthy se rend pour la première fois depuis 1918 sur les lieux où il a passé ses années d'aide de camp. Le voyage acquiert une signification symbolique dont rend compte le film d'actualités[64]. La visite en Pologne de février 1938 n'est pas moins médiatisée, trois films en font état, dont un consacré à la partie de chasse offerte à Horthy par le président polonais. C'est toutefois la visite d'août 1938 en Allemagne qui offre le plus d'images. Elle est plus longue que les deux précédentes et si en vérité elle se déroule dans un climat qui se tend au fur et à mesure des jours, sa couverture médiatique n'en laisse bien entendu rien paraître.

La dernière touche au portrait médiatique de Horthy se teinte de noir. Le deuil de la nation depuis Trianon, médiocrement compensé par les gains territoriaux des arbitrages de Vienne, se double d'un deuil personnel avec la mort d'István Horthy le 20 août 1942. L'engagement de la Hongrie aux côtés de l'Axe se traduit le 19 mars 1944 par l'invasion des troupes allemandes qui occupent le pays. Au deuil vient s'ajouter la notion de sacrifice présente depuis 1919. Horthy aurait pu paraphraser le maréchal Pétain en disant en 1919 et en 1944 : « Je fais don de ma personne à la Hongrie. » Il le dit d'ailleurs explicitement dans ses Mémoires à plusieurs reprises en présentant son engagement comme un acte guidé par le devoir et l'esprit de sacrifice. Alors qu'il aurait pu se retirer et même partir en exil, il choisit de rester au pouvoir. Cette thématique est récurrente dans l'image de lui qui se construit. La mort de son fils donne lieu à la mise en scène d'un deuil national typique de la pompe des funérailles que l'Empire austro-hongrois a si bien su, dans la tradition baroque, organiser pour ses souverains et ses grands hommes. La Hongrie s'est approprié cette pratique à la fin du XIXe siècle et l'a perfectionnée. Le comte Ciano, qui représente Mussolini, trouve que « les funérailles ont lieu avec l'élégance un peu orientale des cérémonies magyares[65] ». Les obsèques ont lieu le 27 août après que le corps a été rapatrié d'Ukraine et que le public a pu se recueillir devant le cercueil durant toute la journée du 26[66]. Un deuil officiel de sept jours a été décrété par le gouvernement. La cérémonie a lieu devant le Parlement en présence de plusieurs corps de troupes, des représentants des corps constitués, du corps diplomatique (ce qu'il en reste en raison de l'état de guerre) et des délégations des pays amis (Allemagne, Italie, Bulgarie). Elle est suivie d'un cortège impressionnant qui s'achemine vers la gare de l'Ouest. Une loi votée par le Parlement le 9 octobre 1942 sous l'impulsion du président du Conseil Kállay instaure la commémoration officielle du décès d'István Horthy. On décide ensuite l'érection d'un monument pour honorer la mémoire du fils du régent. Un comité de commémoration *(Horthy István Emlékbizottság)* chargé de sa réalisation est créé. C'est le sculpteur Zsigmond Kisfaludi Stróbl qui est choisi pour le bâtir au pied de la forteresse du mont Gellért[67]. Mais le temps manque à son achèvement et le monument est reconverti par les Soviétiques, qui en font une allégorie de la liberté et un lieu de mémoire célébrant la libération du pays par l'Armée rouge.

Le culte de la personnalité est indéniable en ce qui concerne Horthy et s'est même étendu brièvement à son fils István en raison de sa mort brutale et mystérieuse. Dès l'origine l'image du régent a été façonnée en grande partie par lui-même, ce qui démontre sa nature de « communicant » et son habilité à saisir les opportunités du moment. De sauveur de la patrie, il devient ensuite un bâtisseur avant de se muer à la faveur des réajustements territoriaux en redresseur de torts. Sa figure d'officier rassure et donne à la nation traumatisée par deux années de bouleversements la garantie de la respectabilité. Il est à la fois le sauveur, le père et le défenseur. L'isolement et le discrédit internationaux sont dissimulés derrière l'exaltation des valeurs nationales. Les alliés sont peu nombreux mais puissants, et l'impact médiatique des visites officielles est réel. Jusqu'à l'entrée en guerre d'avril 1941, la Hongrie vit dans l'illusion entretenue par la propagande d'être protégée par la stature et l'autorité du régent. L'obsession d'échapper à la guerre et aux destructions par le sacrifice d'un individu élu par la Providence pour épargner le pays caractérise d'autres chefs d'État des années 1940, même si leurs parcours et les conditions de leur accession au pouvoir sont différents. L'exemple qui vient le plus naturellement à l'esprit est celui du maréchal Pétain, qui partage avec Horthy un certain nombre de caractéristiques à commencer par la carrière militaire. L'idéologie du régime de Vichy reprend des thèmes dont Horthy a fait la base de son pouvoir : l'ancrage rural, la famille, la sauvegarde de la patrie, l'antisémitisme, l'antiparlementarisme. Autre exemple, le politicien tchèque Emil Hácha (1872-1945), élu le 30 novembre 1938 président de la République tchécoslovaque agonisante. Ce juriste, président de la Cour suprême, est un catholique conservateur. Il se réclame de saint Venceslas afin de justifier la collaboration avec l'Allemagne. Après l'invasion allemande qu'il doit avaliser, il demeure chef de l'État mais n'a pratiquement aucune capacité de décision. Il fait partie de ces dirigeants otages d'un pouvoir étranger dont la population attend toutefois qu'il la protège des exactions de ce dernier et surtout qu'il lui évite de participer à la guerre. Son âge et son autorité morale rassurent, il symbolise aussi la continuité de la nation tchèque qui s'accommode de la situation. Toutes les institutions sont préservées, ce qui accroît la dimension de la collaboration, qui n'est pas contrecarrée comme en France par une résistance armée. Le troisième exemple est celui de Jozef Tiso (1887-1947), prélat et leader du Parti populaire slovaque *(Slovenská l'udova strana)*. Contrairement aux

autres personnages, il a un passé politique et se réclame d'une idéologie résumée dans la devise de son parti « Pour Dieu et la nation ». Comme Horthy et Hácha, il met en avant le christianisme et adhère à un certain antisémitisme économique mais non racial. Son régime, mis en place après la séparation d'avec la Bohême-Moravie en mars 1939, repose sur la satisfaction des revendications nationales slovaques face aux Tchèques et aux Hongrois. Pas plus que les autres il n'est un chef fasciste, mais certains membres de son gouvernement et de son entourage sont proches du fascisme. La résistance qui se développe en Slovaquie est favorisée par la géographie (forêts et montagnes) et l'absence de troupes allemandes. Le soulèvement d'août 1944, déclenché prématurément et sans soutien de la part des Soviétiques, est durement réprimé par les Allemands. Seuls Hácha et dans une moindre mesure Tiso ont pu éviter que leur territoire ne se transforme en champ de bataille. La France était déjà occupée en juin 1940 et la Hongrie va l'être seulement en mars 1944, mais avec des conséquences bien plus dramatiques puisqu'elle est ravagée par les combats que se livrent les Allemands en retraite et l'Armée rouge. En définitive, le sacrifice de Horthy ne sauve personne, à commencer par les juifs, et encore moins le pays qui est occupé, martyrisé et occupé de nouveau.

Dans le domaine du culte de la personnalité, c'est incontestablement Horthy qui s'impose, suivi par Pétain dont le régime a réussi en peu de temps à faire une figure tutélaire. Mais ni Horthy ni Tiso et encore moins Hácha n'ont vu se dresser devant eux une figure concurrente de sauveur de la patrie comparable à celle du général de Gaulle. Malgré son échec et ses zones d'ombre, c'est encore cet aspect du culte de Horthy qui demeure dans la mémoire collective hongroise. Son enterrement à Kenderes en septembre 1993 a montré à quel point son souvenir est encore vivace et néanmoins contesté, suscitant images positives et négatives.

Les visites officielles de Horthy chef d'État et l'accueil d'hôtes étrangers sont autant de moments de célébration du culte de la personnalité. Elles permettent aussi de montrer à l'opinion que la Hongrie sort de son isolement et redevient un acteur de la politique européenne. Les foires internationales de Budapest et les événements sportifs où se distinguent des Hongrois sont également mis en avant dans les médias. Durant son exercice du pouvoir, Horthy a très peu voyagé. Il faut attendre le milieu des années 1930 pour le voir effectuer des visites officielles et recevoir des personnalités étrangères. En effet, malgré l'instauration de relations

privilégiées avec l'Italie, celle-ci ne peut rien seule pour œuvrer à la révision des traités. C'est l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler qui change la donne en Europe en opposant désormais un front à la Petite Entente et ses alliées franco-britanniques. Dès lors, la Hongrie peut disposer de deux soutiens de poids pour sa politique révisionniste.

L'antériorité des relations avec l'Italie mussolinienne explique que l'on privilégie tout d'abord celles-ci. Les deux visites officielles se déroulent en novembre 1936 pour Horthy et en mai 1937 pour le roi Victor-Emmanuel III. En son temps, Gömbös avait souhaité ardemment que Mussolini vienne à Budapest, mais la guerre d'Espagne empêche le Duce de faire le déplacement. Gömbös décédé, Mussolini n'a plus de raison de faire ce voyage[68]. L'ambassadeur d'Italie à Budapest, le prince Colonna, est informé au mois de mai 1936 par le ministre des Affaires étrangères Kánya du souhait de Horthy de se rendre à Rome. Kánya insiste bien sur le fait que le régent, qui n'a fait aucune visite à l'étranger depuis dix-sept ans, veut que l'Italie soit son premier déplacement, en compagnie de son épouse[69]. Dans ses Mémoires, le régent présente la chose différemment en parlant d'une invitation transmise par le comte Ciano à l'occasion d'une visite à Budapest[70]. Colonna se désintéresse ensuite de la visite qui n'est plus de son ressort, mais se préoccupe en revanche beaucoup de savoir qui va accompagner Horthy : ce sont finalement les ministres Kánya et Darányi. Son autre souci réside dans les visites que va faire Horthy en revenant de Rome, car on prévoit un séjour à Vienne[71].

Horthy consacre plusieurs pages de ses Mémoires à l'évocation de la visite à Rome qui l'a particulièrement séduit, d'autant qu'il ne connaît pas la Ville Éternelle. L'accueil est grandiose et n'a pu que flatter la vanité du régent, qui voit le roi, le pape et Mussolini ! Le couple Horthy est hébergé au palais du Quirinal et reçoit une visite personnelle de Mussolini. Le chef fasciste fait la meilleure impression sur Horthy, qui ne constate pas la moindre « attitude théâtrale » – il est plus enclin à excuser chez l'Italien ce qu'il jugera comme des vociférations vulgaires chez Hitler. De fait, Horthy manque de clairvoyance, car il affirme ensuite n'avoir senti aucune tension entre le Duce et le roi[72]. Parmi les moments importants du voyage figure la visite au Vatican qui a profondément impressionné Horthy en tant que Hongrois et protestant. Or elle a pour but de demander au pape la faveur d'organiser le prochain Congrès eucharistique à Budapest en 1938 afin de célébrer le 900e anniversaire de la mort de saint Étienne. L'audience d'une

demi-heure, à laquelle assiste Mme Horthy, se déroule en présence entre autres du nonce apostolique à Budapest, Angelo Rotta, du secrétaire d'État Eugenio Pacelli (futur pape Pie XII), du président du Conseil hongrois Kálmán Darányi et du grand maître de l'Ordre de Malte. La parade militaire du lendemain a lieu sur une des nouvelles artères percées par le « fascisme de pierre » devant le Forum impérial et baptisée Via dell'impero (actuelle Via dei Fori Imperiali)[73]. Le roi et Horthy à cheval passent en revue une troupe de 25 000 hommes.

Mais l'apogée de la visite est sans conteste la parade et les manœuvres navales qui ont lieu dans la matinée du 26 novembre dans la baie de Naples. Sur le môle de Beverello, les invités s'embarquent à bord du *Zara*[74], un bateau portant le nom d'une des villes de l'Adriatique revendiquées par l'Italie. Une imagerie abondante, film et photos, documentent cet épisode du voyage. Horthy revoit la mer pour la première fois depuis la fin octobre 1918. Sur le bateau, le régent porte un toast en italien dans lequel il souligne avoir retrouvé ce qui pour lui signifie la vie et le bonheur : la mer[75].

La visite du roi d'Italie Victor-Emmanuel III et de la reine Hélène en mai 1937 à Budapest est, avec la tenue du Congrès eucharistique, la première occasion pour la Hongrie de réactiver la pompe du tournant du siècle. L'organisation puis le déroulement de la visite ont été soigneusement préparés par le nouvel ambassadeur italien à Budapest, le comte Luigi Orazio Vinci, qui a déjà servi à Budapest comme secrétaire de la légation en 1920-1924. Le récit de la visite fait même l'objet d'un compte rendu d'une soixantaine de pages relié qui suit les souverains depuis la gare de Rome jusqu'à leur retour[76]. L'ambassadeur a été toutefois bien ennuyé par le désir réciproque du roi d'Italie et des archiducs Habsbourg de se rencontrer. Les gouvernements hongrois et italien ne veulent pas encourager les légitimistes, mais on ne peut pas refuser au roi une rencontre. Celle-ci a bien lieu mais prend un caractère privé et intime sous la forme d'une audience donnée par le roi et d'une collation offerte le lendemain matin par l'archiduc Joseph[77]. À cet égard, il est manifeste que Vinci aurait souhaité que le nonce apostolique et derrière lui le Vatican s'impliquassent davantage dans l'événement, mais le Saint-Siège reste prudent et ne se prête pas à un mélange des genres. Le reste du séjour est constitué d'un grand banquet au château le 20 mai, de réceptions, ainsi que d'une représentation de gala à l'Opéra. Tous les déplacements dans Budapest s'effectuent à

cheval, la ville est pavoisée et illuminée – c'est justement à partir de 1937 que le pont des Chaînes *(Lánchíd)* est pourvu de lumières électriques. On retrouve l'ambiance des fêtes du Millénaire de 1896. L'ambassadeur américain Montgomery est impressionné par l'ampleur des festivités et l'art avec lequel les Hongrois les gèrent. Il est invité au dîner de gala au château et constate : « Les Hongrois en tant qu'hôtes étaient à leur meilleur. Ils portaient leurs tenues traditionnelles pour le bal. C'était très coloré[78]. » Les invités sortent ensuite sur la terrasse du château : « Budapest avait un très bon système d'illumination des bâtiments publics et des ponts. Sous nos yeux, la ville n'était plus telle qu'elle est normalement, mais entièrement illuminée, jusque dans les collines. C'était extraordinaire[79]. »

Victor-Emmanuel est en outre reçu à Esztergom par le prince-primat, le cardinal Serédi. Le nonce Angelo Rotta se félicite de « l'empreinte chrétienne » qui a ainsi été indéniablement donnée à la visite royale[80]. Pour faire bonne mesure à la voie impériale de Rome, la parade militaire se déroule sur l'avenue Andrássy, la tribune officielle est placée au niveau du rond-point *(Körönd)*. Horthy prononce toutes ses allocutions en italien. Du côté italien, les échos de la visite sont également favorables. Le roi semble enchanté de son séjour. L'ambassadeur Vinci multiplie les rapports et les envois de documentation sur l'événement, il insiste en outre sur la ferveur populaire qui a accompagné les déplacements des souverains italiens et l'accueil que chacun de leurs gestes a reçu dans la population, comme par exemple la visite impromptue de la reine à l'église Mátyás durant une célébration dédiée aux enfants nécessiteux[81]. Le récit de Vinci est corroboré par celui du nonce, qui a assisté à toutes les réceptions lors desquelles il s'est le plus souvent trouvé à une place d'honneur dans le voisinage immédiat des souverains et de Horthy. La presse écrite et les actualités cinématographiques couvrent abondamment le voyage, tous les événements sont filmés, c'est une opération de communication majeure, sans doute plus importante que le Congrès eucharistique, qui ne parle pas à tous les citoyens. L'amitié avec l'Italie est pour l'opinion nettement plus acceptable et flatteuse que celle avec l'Allemagne : il y a en Hongrie comme ailleurs l'idée d'une Italie fantasmée dont rien de mauvais ne saurait venir. L'accent mis sur les relations culturelles entre les deux pays délivre un message positif qui valorise la Hongrie. En revanche, le rapport à l'Allemagne est plus ambivalent et ce n'est pas à cet égard une spécificité hongroise.

Parmi les bénéfices que la Hongrie retire de la visite du régent à Rome, la tenue du Congrès eucharistique revêt une signification particulière. L'événement est de taille, tant par le nombre et la qualité des participants que par sa portée symbolique. Un an après la visite du roi d'Italie, Budapest renouvelle une opération de charme dans la plus pure tradition de l'avant-guerre. Malgré son caractère religieux exclusif dans un pays de diversité confessionnelle, l'association qui est faite avec la commémoration de saint Étienne permet d'unir la nation derrière la figure du roi fondateur de l'État hongrois. Le pape, malade, est représenté par son secrétaire d'État Pacelli dont la personnalité marque profondément certaines des personnes présentes aux cérémonies. Ainsi l'ambassadeur Montgomery revient-il du déjeuner offert par le ministre des Affaires étrangères au corps diplomatique durant lequel il était assis à côté de Pacelli en déclarant à sa femme : « Aujourd'hui j'ai rencontré un véritable grand homme[82]. » Ils se rencontrent de nouveau pendant le Congrès et l'impression de l'Américain se confirme. Tous ces témoignages sont évidemment rétrospectifs, mais il est intéressant de constater dans les Mémoires des contemporains que le Congrès eucharistique a été interprété par la suite comme la dernière grande manifestation de rayonnement international de Budapest. Selon le nonce, l'annonce de la venue de Pacelli a causé une grande satisfaction, car les Hongrois l'interprètent comme une marque de sollicitude particulière du pape envers eux. C'est Rotta qui a servi d'interface entre les autorités ecclésiastiques hongroises, le cardinal Serédi, et le Vatican. En fait, le choix de faire venir Pacelli à Budapest était clair depuis l'été 1937 et ce dernier s'était préoccupé du rôle qu'il aurait à tenir durant le congrès et tout particulièrement de ses apparitions dans les médias. Il s'inquiétait en outre de la langue dans laquelle il aurait à assurer ses prises de parole et suggéra le latin, le français et l'allemand : « La première serait plus facilement comprise du clergé, la seconde de la société, la troisième du peuple[83]. » En définitive, les bandes d'actualités montrent qu'il a surtout parlé allemand.

Chez les Hongrois comme chez les étrangers, le souvenir laissé par les festivités du Congrès est celui d'un moment exceptionnel avant le déchaînement de la guerre et l'instauration du régime communiste. Le futur président du Conseil Miklós Kállay[84] participe aux célébrations et il revient sur ses impressions d'alors : « C'était le second événement [le premier est justement la visite du roi d'Italie] des dernières années de la Hongrie dont je me souvins. À cette occasion aussi, il y eut de la pompe et de l'apparat,

mais l'esprit qui régnait sur tout cela était celui de l'Église catholique [Kállay est catholique]. Je ne verrai jamais de ma vie quelque chose de plus beau que les dizaines de milliers de gens de la campagne avec leurs costumes traditionnels riches et colorés. Je doute qu'aucun pays en Europe soit capable d'offrir un tel spectacle. […] Plus de cent mille personnes communièrent à la messe de minuit sur la place des Héros, tandis que le cardinal Pacelli était assis sur son trône, représentant plus que dignement le chef de l'Église catholique romaine[85]. » Plus directement impliqué, le général Lakatos commande l'unité chargée de veiller à la sécurité et au bon déroulement de l'événement. Il a lui aussi l'occasion d'être présenté au légat du pape au moment du banquet offert au château : « Cette réception a été le dernière manifestation de l'âge d'or du régime Horthy consolidé[86]. » Le Congrès a fait l'objet d'une soigneuse préparation, on a même créé à cet effet un cours pour former des guides chargés d'aider les pèlerins et les touristes et de leur montrer « que ce soit dans notre capitale ou en province, tout ce qui est beau et noble », selon les mots du secrétaire d'État Géza Tormay[87]. Les habitants de Budapest sont sollicités pour louer des chambres aux visiteurs. Les services de presse des différents ministères tournent à plein régime, on édite brochures, plans et affiches en plusieurs langues. L'inauguration du Congrès est filmée pour les actualités : on y voit la famille Horthy, et les opérateurs montrent la diversité des visages et des costumes, ainsi ceux des représentants des Églises d'Orient, d'Asie. Le légat Pacelli prononce quelques mots en hongrois dont : « Vive le pays de Marie », qui déclenchent les applaudissements de la foule massée sur la place des Héros[88]. Bien avant les Journées mondiales de la jeunesse, on se préoccupe des jeunes croyants et l'évêque de Paris, Mgr Verdier, célèbre une messe durant laquelle 150 000 jeunes gens reçoivent la communion. Les « produits dérivés » et autres colifichets commémoratifs ont un grand succès, notamment le carnet de timbres spécial édité par la poste. À l'issue du Congrès, un livre commémoratif richement illustré est publié[89].

En revenant de Rome en novembre 1936, Horthy s'arrête pour une visite officielle à Vienne sur l'invitation du président Wilhelm Miklas (1872-1956), qui est à la tête de la République autrichienne depuis 1928. Les deux hommes se sont déjà rencontrés en août lorsque Horthy a fait halte à Velden à son retour de Berchtesgaden. C'est lors de cette entrevue à caractère privé, selon Horthy, que Miklas a formulé son invitation. Le

régent est particulièrement sensible à cette visite qui lui permet de revoir les lieux qui ont marqué sa vie. Il demande ainsi qu'on lui épargne de devoir se rendre à la Hofburg afin de ne pas raviver des souvenirs trop douloureux, mais on ne peut accéder à la même prière en ce qui concerne Schönbrunn où a été prévu un dîner de gala. Les Horthy logent à l'hôtel Imperial. Le régent, toujours accompagné de Darányi et Kánya, a des entretiens avec le président, le chancelier Kurt Schuschnigg et le secrétaire d'État Guido Schmidt. Il se rend au mémorial des combattants sur la Heldenplatz et s'incline devant la plaque de la Marine dans la Michaelerkirche. Il est ensuite l'hôte du cercle naval et revoit d'anciens camarades de la marine impériale et royale. Sa visite à Schönbrunn le bouleverse : on lui fait emprunter pour s'y rendre le même chemin que celui qu'il parcourait presque quotidiennement en compagnie de François-Joseph. Voir le président de la République occuper à table la place du souverain le trouble. Le lendemain, la ville est couverte de neige et Horthy se rend à la crypte des Capucins pour déposer une gerbe sur le tombeau de François-Joseph. La *Neue Freie Presse* relate dans les détails cette visite qui dure deux jours. En effet, Vienne, tout comme Budapest, ne reçoit pas beaucoup de visiteurs de marque. Son arrivée le dimanche 29 novembre est annoncée dans l'édition de la veille par deux articles en une dont l'un est signé du ministre plénipotentiaire hongrois dans la capitale autrichienne, Ludwig von Rudnay[90]. L'éditorial se félicite du rapprochement récent, dont il crédite deux hommes d'État décédés, Dolfuss et Gömbös[91]. Dans les éditions des deux jours suivants, le lien renouvelé entre les anciens partenaires de la double monarchie constitue le leitmotiv des articles qui décrivent les étapes de la visite de Horthy en insistant sur le fait que l'amiral n'est pas un étranger à Vienne ni en Autriche. Le président Miklas s'empresse d'accepter le principe de la réciprocité et se rend à Budapest les 3-5 mai 1937, très peu de temps donc avant le souverain italien. Afin de respecter le protocole, Miklas est accompagné de son épouse, de Schuschnigg et de Schmidt. Dans son édition du 4 mai, la *Neue Freie Presse* remarque que Miklas effectue là sa première visite à l'étranger, ce qui rehausse encore l'importance de l'amitié retrouvée entre les deux pays selon l'auteur de l'éditorial[92]. On voit donc que les illusions de puissance ne sont pas l'apanage des Hongrois et que les Autrichiens les partagent également. Le correspondant que le quotidien a envoyé sur place déborde d'enthousiasme devant l'entente austro-hongroise que l'on veut croire durable et susceptible

de calmer pour un temps les ambitions allemandes. Le 4 mai, la population massée devant l'Opéra où doit avoir lieu une représentation de gala acclame les Autrichiens. Ces derniers effectuent toutes les stations d'une visite officielle : monuments aux morts, promenades, déjeuner à la légation, dîner privé au château pour le couple présidentiel en présence des deux fils de Horthy, tandis que le reste de la délégation autrichienne participe à une réception donnée par le ministre des Affaires étrangères Kánya[93].

Les pays rejetés du système d'alliances de la Petite Entente ont durant l'entre-deux-guerres désespérément tenté de trouver une alternative leur procurant les moyens de se défendre contre l'Allemagne. Ils avaient toutefois des buts divergents et n'ont été aidés ni par leur égoïsme propre – l'obsession révisionniste dans le cas hongrois –, ni par les démocraties occidentales, ni par l'angoisse sécuritaire qui animait les trois alliés (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie), eux-mêmes motivés par des objectifs contradictoires. Dans cette configuration, la Pologne fait figure de partenaire potentiel pour la Hongrie, mais aussi pour certains membres de la Petite Entente dans laquelle la France veut la faire entrer sans succès. Les souvenirs historiques jouent un rôle puissant dans le rapprochement opéré entre la Pologne et la Hongrie. La dynastie polonaise des Jagellon a régné sur la Hongrie jusqu'à l'invasion turque. Les Polonais se sont engagés en 1848 aux côtés des Hongrois et ont formé des légions de volontaires commandées par des officiers polonais qui sont devenus des héros de l'histoire hongroise. Une statue du général Józef Bem[94], érigée sur la place Pálffy (actuelle place Bem), est d'ailleurs dévoilée en mai 1934 en présence de Horthy. Ce dernier est très intéressé par la personnalité de Józef Piłsudski dont certains traits le rapprochent et il regrette dans ses Mémoires de ne pas l'avoir rencontré. Dans une lettre (en allemand) qu'il lui adresse en octobre 1934 suite au déplacement de Gombös à Varsovie, il rappelle « la profonde sympathie réciproque qui a uni Hongrois et Polonais durant plusieurs siècles de notre passé glorieux » et insiste sur « l'éternel danger russe[95] ». L'initiative émane au début de 1938 du président Ignacy Mościcki (1867-1946), successeur de Piłsudski, sous la forme d'une invitation à une partie de chasse. L'ambassadeur hongrois à Varsovie, András Hory, a été sondé à ce sujet en décembre 1937 par le ministre des Affaires étrangères polonais, le colonel Józef Beck (1894-1944)[96]. Horthy, le chef de sa chancellerie militaire, le général Lajos Keresztes-Fischer, Kánya et son chef de cabinet, le comte István Csáky, se rendent en Pologne du 5 au 9 février.

Hory estime que l'accueil des Polonais a été plus chaleureux et plus spontané que celui des Italiens, et il indique que l'on a pris l'initiative de dresser devant le palais royal de Varsovie où réside le régent une arche triomphale sur laquelle est écrit en hongrois « Vive le royaume de Saint Étienne[97] ! ». Cette impression est confirmée, sur un tout autre ton, par Joseph Goebbels, qui s'irrite d'apprendre que Horthy a été reçu « comme un empereur » à Cracovie[98]. La visite s'agrémente d'une partie de chasse dans la forêt de Białowieża (sur l'actuelle frontière entre la Pologne et le Belarus), à laquelle prend également part le fils aîné de Horthy. Malgré des conditions et une ambiance très favorables, la rencontre n'a aucun résultat concret. Les relations entre Beck et Kánya sont mauvaises, ce dernier n'ayant que mépris pour les Polonais. Beck quant à lui est persuadé que Hitler va attaquer la Tchécoslovaquie : la Pologne a des revendications territoriales envers son voisin qu'elle pourrait alors satisfaire et laisserait la Hongrie libre de s'emparer de la Slovaquie. Les deux pays ainsi renforcés retrouveraient donc leur ancienne frontière commune. C'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter la visite que Beck fait à Rome un mois plus tard[99].

Malgré les opérations de séduction menées en direction de l'Italie, de l'Autriche et de la Pologne, il est évident que pour la Hongrie, le partenaire essentiel de sa politique étrangère est l'Allemagne. Gyula Gömbös avait d'ailleurs été l'un des premiers responsables politiques à se rendre à Berlin immédiatement après l'élection de Hitler. Sur le terrain hongrois, l'Italie est désormais en rivalité permanente avec les Allemands et Rome ne prend plus aucune décision – même la plus anodine – sans se renseigner d'abord sur ce que fait l'Allemagne. C'est Hitler que Horthy rencontre le plus souvent à partir de 1936, date de leur première entrevue, et jusqu'en mars 1944. Le Führer ne vient pourtant jamais à Budapest, mais y dépêche ses hommes : Ribbentrop, Walther Funk, son conseiller économique, et surtout Göring qui vient chasser à plusieurs reprises en compagnie du régent et représente Hitler lors des obsèques de Gömbös. Horthy doit donc à chaque fois faire le déplacement, ce qui dénote le rang inférieur accordé à la Hongrie dans le jeu diplomatique de Hitler, qui consent tout juste à rendre ses visites à Mussolini. Le 22 août 1936, Horthy se rend donc à la résidence de Hitler à l'Obersalzberg (Berchtesgaden) au retour d'une chasse avec les Autrichiens. Sont également présents les ministres de la Défense, le général

Werner von Blomberg, et des Affaires étrangères, Constantin von Neurath[100]. La première impression est plutôt bonne et Horthy semble avoir été fasciné par l'ascension de Hitler, parti de rien. Contrairement aux entrevues qui suivront, ce dernier est calme et laisse parler le régent à propos de la Grande-Bretagne notamment, pour laquelle il ne cache pas son admiration. Il conseille à Hitler de s'entendre avec elle pour éviter une compétition navale où l'Allemagne aurait immanquablement le dessous. À l'issue de l'entretien qui a duré trois heures, Horthy comprend toutefois que Hitler va diriger son effort contre la Tchécoslovaquie[101]. Cette question revient systématiquement lors des rencontres suivantes et à chaque fois le régent refuse d'engager une action militaire conjointement avec l'Allemagne, dont le but serait pour la Hongrie de s'emparer de la Slovaquie. Ni Horthy ni la majorité des membres de son état-major ne sont encore prêts à entrer en guerre pour la révision. Pour les Allemands, et notamment Goebbels, la Hongrie apparaît de ce fait comme peu fiable[102]. L'*Anschluss* de mars 1938 donne à la Hongrie une frontière commune avec le Reich, et la Tchécoslovaquie est par conséquent l'un des principaux sujets évoqués lors de la visite officielle que Horthy fait en Allemagne en août 1938.

C'est le grand événement des relations entre le régent et le Führer. Du 21 au 29 août, Horthy, accompagné de son épouse, traverse l'Allemagne jusqu'à Kiel. Les étapes suivantes sont Helgoland, Hambourg, Berlin et Nuremberg. Les autres représentants hongrois sont le président du Conseil Béla Imrédy et le ministre des Affaires étrangères Kánya. Durant la préparation de la visite, ce sont les relations de la Hongrie avec la Petite Entente qui occupent le premier plan, et l'on insiste côté allemand sur la Yougoslavie avec qui la Hongrie ne veut pas entrer en conflit pour satisfaire ses visées territoriales. Kánya souligne toutefois que le royaume yougoslave doit accepter l'autonomie culturelle des populations hongroises. La politique allemande essaie avec la Hongrie plusieurs tactiques en vue d'affaiblir la Petite Entente de l'intérieur. C'est le sens des discussions qui se déroulent pendant la visite officielle entre Hitler et Horthy d'une part, entre les deux ministres hongrois et Ribbentrop, d'autre part. Le voyage commence sous d'excellents auspices par une revue navale et aérienne grandiose au large de Kiel. Mme Horthy est la marraine du croiseur *Prince Eugène*[103]. On débarque ensuite sur l'île d'Helgoland où les habitants offrent à Magda un spectacle de danses folkloriques. Horthy consacre

plusieurs pages de ses Mémoires à l’épisode naval. Pas moins de quatorze films de la *Ufatonwoche* relatent tous les moments festifs de la visite – ils sont plus nombreux que lors du voyage en Italie qui était, il est vrai, plus court. Les Allemands ont visiblement tout misé sur cette visite, car à chaque étape on a mobilisé des foules considérables, pavoisé les villes et fait défiler des milliers de soldats et marins. La parade militaire qui a lieu sur la Ost-West-Achse à Berlin le 25 août est gigantesque. Goebbels relate dans son journal un entretien qu’il a eu avec Horthy à Kiel. L’amiral l’impressionne : « Un homme d’honneur. Il fait une excellente impression, pas du tout sclérosé ni abruti. Il me plaît bien[104]. » Le climat se détériore au fur et à mesure des discussions entre Horthy, ses ministres et les Allemands. Ces derniers pressent pour une participation de Budapest en cas de conflit avec la Tchécoslovaquie d’une part, et la Yougoslavie d’autre part, en faisant miroiter les gains territoriaux qui en découleraient. Mais les Hongrois sont sceptiques, selon le récit des conversations par le secrétaire d’État Ernst von Weizsäcker et refusent tout engagement[105]. Hitler s’énerve de plus en plus et indispose Horthy, qui parle ensuite de son « caractère vulgaire[106] ». Une deuxième entrevue entre les deux dirigeants n’apporte pas d’amélioration, puisque Horthy reste sur sa position. Hitler lui parle alors sur un ton « inadmissible[107] ». Le soir même, on donne en l’honneur des Hongrois une représentation de gala de *Lohengrin* au *Staatsoper unter den Linden*. L’ambiance est visiblement morose, comme en témoigne une photo qui montre la loge impériale : tous les spectateurs du parterre font le salut hitlérien en direction de la loge où Horthy et son épouse encadrent le Führer et les autres dignitaires nazis. Ils sont bien entendu les seuls à ne pas lever le bras et Mme Horthy glisse vers son mari un regard sévère. Toujours au niveau du symbole, le temps se gâte aussi et la pluie accompagne le reste du voyage, jusqu’au retour à Budapest. Les relations se détendent quelque peu dès que Hitler n’est plus dans les parages, et les Horthy sont reçus avec une munificence tapageuse chez Göring dont on goûte toutefois peu le caractère histrionique. Horthy accepte pourtant l’invitation du maréchal à une partie de chasse en Prusse-Orientale en septembre. Durant la visite à Nuremberg, Himmler leur montre avec fierté les bâtiments récemment construits où sont appelés dorénavant à se dérouler les rassemblements du parti. Horthy et son épouse sont effarés par ce gigantisme et par la mobilisation des masses qu’il implique. Mme Horthy se mêle de la conversation avec Himmler en demandant comment peuvent bien se passer ces rassemblements. En

apprenant que l'on amène dans une structure aussi imposante tant de monde à tant de frais pour seulement écouter la parole du Führer, elle ne peut cacher son étonnement – Himmler ne daigne pas lui répondre[108].

L'année 1938 s'achève certes par la reconquête du Sud de la Slovaquie en vertu du premier arbitrage de Vienne, mais Hitler ne s'arrête pas là dans ses exigences envers la Hongrie. Selon la formule allemande utilisée à plusieurs reprises par Horthy dans ses Mémoires – « Qui veut participer au repas, doit aider à la cuisine » (« *Wer mittafeln will, muss auch mitkochen* ») –, on attend de lui qu'il s'implique plus directement dans le dépeçage de l'Europe centrale entrepris par Hitler depuis l'*Anschluss*.

XI
L’engrenage

Après la mort de Gyula Gömbös, Horthy se trouve dans l’embarras pour nommer un nouveau Premier ministre. Les choix qu’il va devoir assumer de 1936 à 1942 sont révélateurs de son malaise vis-à-vis de la classe politique. Ses hésitations sont à la fois dues à des difficultés réelles, nées de l’impasse diplomatique, et à son caractère velléitaire qui l’empêche de trancher. Son régime est fondé sur des principes qu’il ne peut abandonner au risque non seulement de se renier, mais aussi de perdre le pouvoir. Son angoisse d’un coup d’État venant de la droite comme de la gauche est une donnée essentielle. Dès lors, il fait un certain nombre d’erreurs et de choix de personnes qui s’avèrent à terme désastreux. Les réajustements ne font souvent qu’aggraver les choses.

À droite, il n’existe pas alors de personnalité comparable à celle de Gömbös qui était lié à Horthy par l’expérience de la contre-révolution. Il est hors de question pour le régent de se tourner vers l’extrême droite. Le parti gouvernemental se divise entre partisans de Gömbös et de son régime corporatiste proche par certains traits du fascisme italien, et les conservateurs rangés autour d’István Bethlen, hostiles à un rapprochement trop marqué avec l’Allemagne. On spécule d’ailleurs beaucoup dans les chancelleries sur le retour de Bethlen au pouvoir. Mais ce dernier répugne à reprendre du service et préfère sa position d’éminence grise. Horthy consulte à tous les niveaux de l’échiquier politique (sauf à gauche et à l’extrême droite). À l’évidence, aucun nom ne s’impose vraiment. Ainsi que l’explique Miklós Kállay dans ses Mémoires, l’affrontement entre Bethlen et Gömbös qui a dominé la vie politique depuis le milieu des années 1920 a d’une part vidé le parti gouvernemental de certains de ses membres, dont lui-même, qui est allé occuper un poste dans l’administration des Eaux, et

d'autre part fait apparaître des hommes nouveaux issus de l'entourage de Gömbös et dont les idées évoluent de plus en plus vers le fascisme, voire le nazisme. L'élite conservatrice est en outre intellectuellement appauvrie. Kállay juge sévèrement ceux qu'il appelle « de petits épigones qui jouent avec la crédulité et l'inexpérience du pays ». Il compare Bethlen et Gömbös aux deux grandes figures de 1848, Széchenyi et Kossuth, « des géants de la nation hongroise[1] ». Cette mise en parallèle n'est pas surprenante. Elle révèle la constante de la politique hongroise, qui cherche ses références dans le moment fondateur de la révolution de 1848 et l'opposition entre *labanc* (Széchenyi) et *kuruc* (Kossuth), mais elle est aussi légitime en ce qui concerne les deux politiciens, leur mentalité et leurs intentions. Széchenyi, l'aristocrate, prêt à la négociation pour préserver l'essentiel – l'autonomie de la Hongrie à l'époque – et Kossuth, l'homme nouveau qui pousse son avantage quitte à tout perdre. Dans cette mise en perspective, Bethlen veut certes la révision, mais par des moyens pacifiques, et se montre ouvert à la discussion avec la Petite Entente sous égide française mais surtout britannique ; Gömbös en revanche serait prêt à s'allier avec le diable (Hitler) pour parvenir à ses fins.

C'est le ministre de l'Agriculture du gouvernement Gömbös, Kálmán Darányi (1886-1939), qui est finalement investi par Horthy le 12 octobre 1936. C'est un homme du sérail – son père, Ignác, avait été ministre de l'Agriculture au début du siècle. Ancien préfet, spécialiste des questions agricoles, c'est un technocrate, il cumule d'ailleurs ses fonctions de président du Conseil avec son portefeuille de l'Agriculture. Les premiers mois de son mandat sont marqués par un retour aux valeurs conservatrices incarnées par Bethlen. L'expérience corporatiste de Gömbös est vidée de sa substance. C'est précisément cela que Horthy attendait de lui. En outre, le gouvernement Darányi, où finalement peu de portefeuilles ont changé de titulaire, est chargé de renforcer les prérogatives du régent et de régler la question de sa succession, de consolider la Chambre haute et de limiter l'exercice du droit de vote. Le nouveau président du Conseil fait ce qu'on lui demande, il est suffisamment souple pour naviguer entre les camps, mais il manque totalement d'intelligence politique et par conséquent d'initiative. Le changement est certes reposant après l'activisme de Gömbös, mais l'heure n'est pas à l'attentisme ni à la médiocrité. L'*Anschluss* en mars 1938 provoque un important remaniement ministériel. Les commandes allemandes affluent vers l'industrie et l'agroalimentaire hongrois. Béla

Imrédy, président de la Banque nationale, entre au gouvernement comme ministre des Finances. Le personnage est alors considéré comme un expert des questions monétaires, ce qu'il est indéniablement, mais aussi un partisan du rapprochement avec la Grande-Bretagne, ce qui va s'avérer tragiquement faux. Le gouvernement prépare un programme d'investissement d'un milliard de pengő pour moderniser l'armée et la doter d'équipements modernes, ce qui contrevient bien évidemment aux dispositions du traité de paix. Le programme de Győr *(Győri program)*, présenté par Darányi le 5 mars 1938, a pour but de mettre l'armée hongroise en état d'entrer en guerre à l'horizon de 1942-1943. Cet investissement se fait en grande partie grâce à une dotation allemande. À la suite de l'*Anschluss*, le Reich hitlérien est devenu un voisin immédiat de la Hongrie, ce qui provoque dans l'armée de nombreuses adhésions au national-socialisme. Le ministère de l'Armée est d'ailleurs confié en mai 1938 au général Jenő Ratz, dont les sympathies pour les Croix-Fléchées ne sont un mystère pour personne. Le gouvernement glisse très nettement vers la droite et l'Allemagne, ce qui finit par inquiéter et déplaire à Horthy. Il manifeste une attitude similaire dans les années qui suivent en désavouant systématiquement ceux qu'il a lui-même nommés, soit qu'il ait été mal conseillé, ce qui est généralement la thèse soutenue par ses défenseurs, soit qu'il ait manqué de discernement ou de capacité de décision. Toujours est-il que la dérive du gouvernement Darányi lui impose de démettre le président du Conseil, qui démissionne le 12 mai 1938.

Le gouvernement formé deux jours plus tard ne redresse pas la barque. Le loup est entré dans la bergerie en la personne de Béla Imrédy (1891-1946). Issu d'une famille de marchands allemands catholiques anoblis qui ont magyarisé leur nom de Heinrich en Imrédy dans les années 1840, il a fait des études d'économie, s'est spécialisé dans la finance et a entamé après la Première Guerre mondiale une carrière dans la banque. Il entre en 1926 à la Banque nationale dont il gravit les échelons et en devient le président en 1935. Entre-temps, il s'est rapproché de Gömbös et a participé à l'élaboration de son programme de gouvernement en tant qu'expert économique et financier. Gömbös veut d'ailleurs le récompenser en transférant à la Banque nationale tous les pouvoirs de décision en matière de politique financière, ce qui provoque des remous dans le gouvernement et la démission en janvier 1935 de Kállay qui y occupait alors les fonctions de ministre de l'Agriculture (il est remplacé par Darányi[2]). Kállay, Bethlen

et d’autres quittent alors le parti gouvernemental pour protester contre les mesures autoritaires de Gömbös.

Imrédy est l’un des principaux auteurs du programme de Győr et il va s’appliquer à le mettre en œuvre durant son mandat. On se souvient toutefois de lui surtout pour l’adoption de la première loi antijuive qui a en réalité été préparée par son prédécesseur Darányi. L’action du gouvernement est combattue par l’opposition, qui juge, ainsi que le rappelle Kállay, qu’il applique globalement le programme des Croix-Fléchées, mais « d’une manière plus modérée et cultivée[3] ». Le hasard veut qu’un catholique succède à un calviniste, et c’est donc Imrédy qui est en fonction au moment où se tient le Congrès eucharistique, ce qui permet de rétablir un certain équilibre entre le régent et son Premier ministre, selon la tradition nationale de coexistence religieuse. L’oscillation de la politique hongroise entre accommodement avec l’Allemagne et éloignement des Croix-Fléchées caractérise le gouvernement Imrédy. Ce dernier ne cache pas son antisémitisme, mais il combat dans le même temps avec énergie les partisans de Szálasi. Les Croix-Fléchées sont synonymes de désordre et ne sont pas soutenues par Hitler. Le partenaire de l’Allemagne est le gouvernement en place, garant de l’ordre et de l’application, au moins dans un premier temps, des mesures antijuives. La politique de balancier de la Hongrie est manifeste durant la visite d’août 1938 en Allemagne : Horthy et ses ministres s’opposent aux exigences de Hitler. Imrédy récolte toutefois les louanges de Goebbels, qui, dans son journal, parle de lui comme de quelqu’un d’énergique et de clair[4]. Les Hongrois acceptent de donner le change en adoptant la première loi antijuive, ils espèrent ainsi gagner du temps. Imrédy sait en outre Horthy hostile à une trop grande complaisance envers l’Allemagne. Malgré une prudence initiale et la chasse donnée aux Croix-Fléchées, le Premier ministre dérape à plusieurs reprises et indispose le régent, qui cherche à s’en débarrasser dès l’automne 1938. Il est en outre manifeste, et Horthy en est informé, qu’Imrédy a entrepris de noyauter tous les rouages du pouvoir et les médias en y installant ses proches qui sont ensuite autant de relais de la dérive vers l’extrémisme[5].

Le succès du premier arbitrage de Vienne monte à la tête du président du Conseil, qui se croit investi d’un grand avenir. Il projette ainsi une loi qui donnerait quasiment les pleins pouvoirs au gouvernement. Cette mégalomanie – qui fait davantage rire sur les bancs du Parlement qu’elle n’inquiète vraiment – suscite une réelle opposition au sein du parti

gouvernemental, que Horthy sait très habilement récupérer pour accélérer le départ d'Imrédy. Officiellement, le gouvernement est mis en minorité au Parlement, qui s'oppose à sa réforme des statuts de l'assemblée – une première depuis l'instauration du régime – et 62 députés quittent le parti gouvernemental à la fin du mois de novembre 1938. La préparation de la deuxième loi antijuive provoque également des remous. Au sein même du gouvernement, Ferenc Keresztes-Fischer et Pál Teleki, respectivement ministres de l'Intérieur et des Cultes, expriment leur désaccord. Ils sont soutenus en sous-main par le régent. En janvier 1939, Bethlen et d'autres parlementaires adressent un mémorandum à Horthy pour protester contre la politique menée par le gouvernement Imrédy. Ils en critiquent tous les aspects, extérieurs comme intérieur, y compris sur la question juive[6]. Cette action joue un rôle décisif dans le processus menant à la démission d'Imrédy. Le gouvernement se dissout progressivement, Kánya démissionne et Imrédy prend provisoirement le portefeuille des Affaires étrangères confié en décembre au comte István Csáky, diplomate de carrière, qui fait rapidement preuve de son incapacité. Horthy attend cette fois de trouver un candidat qui lui convienne pour prendre la suite d'Imrédy. Ce dernier contre-attaque au début de 1939 en fondant son propre parti, ce qui lui permet de récupérer à son profit les députés d'extrême droite partisans du mouvement de défense de la race. Lors du rassemblement du parti gouvernemental qui se tient le 6 janvier 1939 à la Redoute de Buda, Imrédy fait officiellement sécession en annonçant la création de son parti, le Mouvement de la vie hongroise *(Magyar Élet Mozgalom)*. La dérive extrémiste du président du Conseil ne peut plus être tolérée par Horthy.

Une occasion est fournie au régent par la découverte d'ancêtres juifs dans l'arbre généalogique d'Imrédy. Ainsi que le dit l'ambassadeur américain : « Il fut victime d'un éclat de rire généralisé[7]. » Cette opinion rejoint celle de témoins hongrois de sa « chute tragi-comique » ainsi que le formule le diplomate Antal Ullein-Reviczky. Le 15 février 1939, Imrédy présente de nouveau sa démission à Horthy, qui cette fois l'accepte. Le lendemain, Pál Teleki est désigné pour former le nouveau gouvernement, le dernier en temps de paix.

Le portrait que fait Ullein-Reviczky du nouveau président du Conseil souligne le contraste avec Imrédy, tant sur le plan de la personne que des idées. « C'était un aristocrate transylvain avec des antécédents familiaux

nettement germanophobes ; de plus sa mère, grecque, ne lui avait pas inculqué non plus de tendresse pour les Allemands. Son éducation était anglaise et ses goûts personnels furent diamétralement opposés à la conception de la vie nazie. Sa vaste culture était internationale ; c'était un homme de science, un géographe universellement connu et estimé. » Horthy fait à ce moment un choix guidé autant par ses affinités personnelles – il connaît très bien Teleki depuis 1919 – que par la nécessité de rééquilibrer la politique étrangère qu'il a laissée filer dans une direction qu'il juge désormais trop unilatérale. « Le régent, vieux libéral au fond de son âme, tenta de porter un coup à la clique de politiciens aux allures fascistes […]. L'avènement de Teleki fut donc un essai du régent pour ramener le pays, autant que c'était encore possible, à un état semblable au bon vieux temps du comte Bethlen, ce qui voulait dire que le libéralisme devait reprendre sa place d'honneur dans les affaires intérieures, tandis qu'en politique étrangère, les anciens bons rapports avec le monde anglo-saxon devaient être prudemment repris[8]. » Le diplomate n'est pas tout à fait objectif, car il est lui-même un proche de Teleki qui le nomme chef du département de la presse au ministère des Affaires étrangères peu de temps après sa prise de fonction. La question de savoir si la Hongrie, par l'intermédiaire de Horthy, peut encore changer de camp à l'aube du déclenchement de la guerre est bien évidemment l'interrogation majeure qui agite alors certains politiciens et diplomates. En choisissant Teleki, il semble à beaucoup que le régent s'en donne les moyens, tout en continuant à ménager l'alliance avec l'Allemagne comme le montre l'adoption de la deuxième loi antijuive. L'impasse dans laquelle se trouve acculée la Hongrie est toutefois évidente dès le début de la guerre, dont elle croit encore pouvoir se prémunir. Dans l'esprit des Allemands, la Hongrie a fait volte-face et confirmé son peu de fiabilité. Selon Goebbels, Hitler est furieux contre Horthy et le gouvernement hongrois : « Son jugement sur la Hongrie devient de plus en plus dur. Horthy aussi appartient à cette clique. Philosémite, germanophobe et d'un égoïsme sans retenue : voilà la Hongrie actuelle. Ils voudraient bien, s'ils le pouvaient, s'en prendre aussi à l'Italie pour s'en tirer au mieux. Leurs décideurs sont à cet égard corruptibles comme les Turcs[9]. »

Le second arbitrage de Vienne est certes obtenu sans coup férir, mais les exigences de Hitler finissent par avoir raison de la résistance du gouvernement, du président du Conseil et de Horthy lui-même. La révision

des frontières demeure partielle et suscite chez certains une frustration que seule une entrée en guerre aux côtés de l'Axe promet de satisfaire. Ce n'est pas l'avis de Teleki, qui refuse de prendre la responsabilité d'un engagement militaire. Il se sent avec raison pris dans un piège dont il ne sait pas comment sortir, car l'issue ne lui semble pas résider dans la capacité de décision du régent qu'il rend responsable de la situation. Le 1er avril 1941, il tente encore de limiter au maximum la participation hongroise à l'agression allemande contre la Yougoslavie, mais il se heurte au Conseil supérieur de la Défense *(Legfelső Hondédelmi Tanács)*. Le 2 avril, les troupes allemandes envahissent la Yougoslavie à partir du territoire hongrois. La Grande-Bretagne fait immédiatement savoir que si la Hongrie devait s'engager à leur suite, elle romprait ses relations diplomatiques et se considérerait ainsi que ses alliés en état de guerre avec elle. Dans la nuit qui suit, Pál Teleki se suicide. Il laisse une lettre à l'attention du régent dans laquelle il condamne l'entrée en guerre. Il accuse les autorités – au premier rang desquelles Horthy ne peut que se sentir visé – de se comporter en vampires *(« Hullarablók leszünk ! »)* et se désigne lui-même comme coupable. Il ajoute dans une seconde missive que s'il survivait, il démissionnerait de toute manière[10]. Personne ne met en doute le geste de Teleki, le suicide d'un homme politique est chose relativement courante en Hongrie et on compte déjà un geste semblable de la part de son grand-oncle László Teleki en 1861. Ce sont en revanche ses raisons qui font l'objet d'une dissimulation de la part des autorités. Elles mettent la dépression dont souffrait très certainement Teleki non sur le compte de la situation politique inextricable, mais sur celui de la santé de sa femme tuberculeuse qui était alors soignée dans un sanatorium et dont l'état semblait désespéré. L'honneur est ainsi sauf, mais personne n'est dupe des motivations réelles de Teleki.

Horthy retombe dans ses errements en désignant dès le lendemain László Bárdossy (1890-1946), le ministre des Affaires étrangères, comme nouveau président du Conseil. C'est une nouvelle erreur à plus d'un titre. Bardóssy est un diplomate de carrière, il a été chargé d'affaires à Londres puis chef du département de la presse au ministère des Affaires étrangères où il a précédé Ullein-Reviczky. Puis sa carrière a connu un tournant car il était destiné à devenir ministre plénipotentiaire à Londres, mais son mariage avec une divorcée empêchant son accréditation par la cour britannique, il est alors envoyé à Bucarest[11]. C'est le décès brutal le 27 janvier 1941 du

comte István Csáky, que toutes les chancelleries s'accordaient à considérer comme le pire ministre des Affaires étrangères que la Hongrie ait jamais eu[12], qui lui vaut cette promotion. Il est choisi avant tout pour son apparente absence d'engagement politique. Or ses premiers pas sur la scène révèlent une attitude vis-à-vis de l'Allemagne bien plus servile que ne l'était celle de Csáky qui en agaçait déjà beaucoup. Il reste dans les mémoires comme celui qui a entraîné la Hongrie dans la guerre en cédant à toutes les exigences allemandes, et comme l'auteur de la troisième loi antijuive, qui a introduit le concept de race, pourtant étranger au droit hongrois dont Bardóssy était un des représentants par sa formation de juriste (il est docteur en droit de l'université de Budapest). Il est un des rouages de l'engrenage dans lequel la Hongrie se trouve prise en raison de son entrée en guerre aux côtés de l'Axe. Conformément à ce que laisse entendre Ciano qui le rencontre début juin 1941, Bardóssy n'avait aucunement l'intention de tenter quoi que ce soit. « Il n'a pas d'autre attitude que celle que lui inspire l'orthodoxie du moment[13]. »

Horthy se rend à l'évidence au tournant de 1942 : la Hongrie n'a plus rien à attendre du Reich dont on doute désormais de la capacité à gagner la guerre. L'angoisse de se retrouver une nouvelle fois parmi les vaincus – et potentiels criminels de guerre – exige un changement de politique. Les questions fondamentales qui se posent toutefois au régent sont les suivantes : qui pour mener à bien cette tâche ? Comment sortir de la guerre et à quelles conditions ? N'est-il pas trop tard ?

Il ressort de la lecture du journal de Joseph Goebbels et des témoignages d'autres acteurs des relations entre la Hongrie, l'Allemagne et l'Italie au tournant des années 1940 que l'un des aspects cruciaux est la situation des juifs en Hongrie. La résistance des Hongrois à s'engager concrètement aux côtés de l'Allemagne pour déstabiliser la Tchécoslovaquie se paie par l'adoption des premières lois antijuives de 1938 et 1939. Après l'entrée en guerre de 1941, les exigences allemandes se font encore plus pressantes bien que la Hongrie, partiellement satisfaite par ses gains territoriaux, n'envisage pas de prendre part au conflit. Pour les Allemands, la vie économique et intellectuelle de la Hongrie est dominée par le capital et l'intelligence juives. Si l'on compare les opinions de Goebbels à celles de Ciano, on mesure l'écart entre le fantasme et la réalité : pour le premier, la Hongrie est « complètement imprégnée par les

juifs » et elle est de surcroît parmi les alliés et les satellites de l'Allemagne l'État « qui résout le plus mal la question juive ». De même, Horthy et sa famille « sont fortement enjuivés et ce dernier va faire des pieds et des mains pour ne pas résoudre le problème juif énergiquement[14] ». Pour le second en revanche, la Hongrie a déjà glissé irrémédiablement sur la pente de l'antisémitisme avec non seulement l'instauration des lois antijuives, mais aussi en laissant se perpétrer des exactions contre les personnes et les biens. Un attentat antisémite a ainsi été commis le 5 février contre la grande synagogue de Dohány utca : des grenades ont été jetées contre le bâtiment par des membres des Croix-Fléchées, mais sans faire de victime. Cette attaque constitue toutefois un des rares actes de violence avant la prise de pouvoir de ce mouvement. Dans les jours qui suivent, le gouvernement agit d'ailleurs énergiquement contre le Parti national-socialiste hongrois en procédant à 150 arrestations et en fermant 120 officines du parti[15].

La troisième loi antijuive entreprend de mettre la législation hongroise en conformité avec le concept qui a présidé à l'élaboration des lois raciales de Nuremberg. Négligeant les préoccupations économiques, elle vise à faire des juifs des citoyens inférieurs dans l'échelle sociale, dont la qualité même de citoyens devient pour le moins tangente. La marginalisation raciale fait suite à l'éloignement des cercles économiques. Les juifs sont délibérément rabaissés au niveau d'un corps étranger et impur, comme s'ils représentaient une énorme salissure sur la prétendue pureté de la race magyare. Le texte de la loi se réclame effectivement de la protection de la pureté raciale et bannit les mariages mixtes entre juifs et non-juifs, révoquant d'un trait de plume la loi sur le mariage civil de 1895 qui avait fait des juifs les égaux des chrétiens au regard de l'état civil ainsi qu'au niveau de la législation matrimoniale. Il va sans dire que les relations extra-conjugales entre juifs et non-juifs sont elles aussi interdites, leur pratique étant stigmatisée comme une « souillure raciale » *(fajgyalazás*[16]*)*. De nouveau, les Églises réagissent contre les dispositions de la loi et le cardinal Serédi s'exprime en ce sens à la Chambre haute, accusant le gouvernement d'aller au-delà des lois sacrées de l'Église en interdisant les mariages entre chrétiens et convertis, ce que l'Église avait autorisé jusque-là[17]. Les chefs de l'Église ne peuvent pas non plus tolérer que le gouvernement interfère dans l'attribution d'un des sacrements de l'Église catholique en prétendant l'annuler pour un motif racial qu'elle ne reconnaît pas. Les mêmes arguments sont mis en valeur par

les évêques protestants, qui jugent que la loi risque de causer davantage de tort aux chrétiens qu'aux juifs. Pour des raisons identiques, l'ancien Premier ministre, le comte Bethlen, s'oppose à la loi, choqué que les enfants issus de mariages mixtes puissent être considérés comme juifs.

Ce sont d'ailleurs ces mesures, bien plus que les restrictions imposées dans la vie économique, qui provoquent une résistance active de la part des juifs, même si les mariages mixtes étaient de toute manière regardés d'un mauvais œil et condamnés par les orthodoxes. Le droit hongrois ne reconnaît ni le concept de race, ni celui de nationalité, dans la continuité du droit de l'ancien Empire austro-hongrois où seules la langue et la religion déterminaient les appartenances individuelles et non celles de groupes. La définition de l'individu selon une race n'appartient pas à l'arsenal juridique du pays, par ailleurs source de grande fierté. Les juifs ressentent donc plus durement cette exclusion, qui se veut ethnique, que les obstacles mis à leurs activités économiques. En effet, la loi implique l'abolition de ce que l'historien allemand Rolf Fischer a appelé la symbiose magyaro-juive et que l'on pourrait traduire par la fin de l'assimilation officielle encouragée par l'État et relayée avec une constante fidélité par les juifs[18]. Mais ceci ne signifie pas que la démission de l'un des deux partenaires, en l'occurrence l'État, empêche ou même dissuade les juifs de continuer non seulement à adhérer à une nation devenue progressivement hostile, mais aussi à perpétuer un comportement volontairement assimilationniste.

Ainsi, l'impureté qui frappe les mariages mixtes ne provoque pas une vague de divorces, et l'on assiste plutôt à l'attitude inverse, puisque les couples mixtes font face avec courage aux législations qui tentent de les stigmatiser. Par ailleurs, si ces unions sont effectivement interdites par la loi de 1941, rien n'est entrepris à l'encontre de celles conclues antérieurement. Il faut également remarquer que, dans l'opinion publique, cette marque au fer rouge contre les juifs ne trouve que peu d'écho ; la preuve en est qu'après la guerre, en dépit des pertes dues à la Shoah, le regain des mariages mixtes a été considérable[19]. De plus, comme dans l'application des lois économiques, un certain flottement se produit, fait à la fois d'inertie volontaire et de laxisme inhérent à une administration pléthorique. Des unions mixtes sont encore célébrées, au moins à Budapest, après 1941, de même que l'on enregistre plusieurs cas de conversions au judaïsme, surtout de la part de femmes désirant épouser des juifs, ce qui indique que la

réglementation, pour draconienne qu'elle se veuille, ne réussit pas à isoler complètement ces derniers[20].

D'autres dispositions sont alors ajoutées à l'appareil juridique faisant des juifs des parias. La loi VIII : 1942 prononce ainsi l'abrogation de la loi XLII : 1895 qui avait admis le judaïsme comme une religion révélée, le plaçant sur un pied d'égalité avec les confessions chrétiennes[21]. La réception de la religion avait été l'une des revendications majeures des juifs hongrois depuis le milieu du XIXe siècle. Tout se passe là encore au niveau du symbole, car ce qui avait été conquis de haute lutte au tournant du siècle par une élite juive assimilée et patriote est subitement annihilé par un gouvernement qui ne veut plus reconnaître les juifs comme une composante de la nation, mais sans pour autant essayer de les expulser ou de les exterminer comme c'est alors le cas dans les pays voisins.

Cette situation particulière, qui fait de la Hongrie une sorte de havre de paix pour les juifs jusqu'à l'occupation allemande de mars 1944, permet d'expliquer en partie l'attitude des juifs hongrois pour qui la législation, pour pénible et dégradante qu'elle soit, paraît un moindre mal en comparaison des souffrances endurées par leurs coreligionnaires dans les autres territoires soumis à l'Allemagne nazie. C'est une des raisons pour lesquelles l'arrivée des troupes allemandes le 19 mars 1944 est regardée par la majorité de la population hongroise, y compris les juifs, comme une surprise. La confiance en l'État et dans le gouvernement semblait alors inébranlable, les chiffres de la criminalité montrent d'ailleurs que les juifs, groupe déjà peu criminogène, ne s'en prennent à aucun moment aux autorités[22]. En fait, si l'État poursuit sa politique d'exclusion, l'entrée en guerre et les difficultés qui s'ensuivent relèguent l'application des dispositions antijuives à l'arrière-plan. D'une manière générale, les juifs se sont montrés très respectueux de la législation, mais cela ne doit pas suggérer qu'ils n'ont pas tenté de contourner les discriminations ou inventé des stratégies de résistance, simplement leurs efforts sont demeurés individuels et inscrits dans le cadre des lois existantes.

D'une certaine manière, la période comprise entre l'entrée en fonction du gouvernement de Miklós Kállay en mars 1942 et l'occupation allemande comporte des éléments de nature à aggraver la situation des juifs, mais elle est tout autant caractérisée par une remarquable continuité dans la résistance du gouvernement, bercé par le mirage de son indépendance,

envers les exigences allemandes et par un souci évident de préserver une image acceptable aux yeux des futurs vainqueurs du conflit. Kállay lui-même n'a pas voté la loi de 1942 et s'est constamment opposé au président du Conseil Bárdossy sur les mesures antijuives[23].

À partir de décembre 1940, tous les juifs mobilisés dans l'armée sont astreints au service du travail forcé. L'organisation des bataillons se renforce et les conditions de vie de ceux qu'il faut bien appeler des détenus, bien qu'ils ne soient pas théoriquement considérés comme tels, se détériorent et les pertes sont nombreuses. Après l'entrée en guerre de la Hongrie, plusieurs de ces unités sont envoyées en accompagnement de la 2e armée hongroise en Ukraine, où elles servent principalement au creusement, à l'étayage et au nettoyage de champs de mines, ce qui provoque de nouveau des pertes considérables. En novembre 1942, le ministre de la Défense Vilmos Nagy reconnaît devant le Parlement l'utilité et la valeur des forçats juifs en tant qu'auxiliaires. Quelques mois auparavant, le gouvernement avait entrepris une démarche législative visant à intégrer l'existence des bataillons dans le corpus juridique national. La loi sur les bataillons de travail forcé, adoptée le 31 juillet 1942, rencontre une nouvelle fois l'hostilité des Églises, car elle prétend enrôler également dans les unités les jeunes gens, convertis ou issus de mariages mixtes, qui effectuent alors leur service militaire préparatoire au sein de l'organisation de jeunesse Levente, qui a entre-temps pris un aspect de plus en plus paramilitaire. Une fois encore, Mgr Glattfelder et le synode des évêques catholiques font état de leur désapprobation envers cet excès de zèle étatique[24].

Toujours soucieux de donner le change dans ses relations avec l'Allemagne, le gouvernement promulgue en 1942 de nouvelles dispositions, relatives explicitement aux biens juifs[25]. La loi XV : 1942 entrée en vigueur le 6 septembre 1942 exproprie les juifs de toutes leurs propriétés terriennes (terres agricoles et forêts), en promettant la mise à l'étude de mesures de compensation au moyen de coupons garantis par l'État, gelés et remboursables sous trente ans. Il est important de préciser que la loi devait s'appliquer de façon identique dans les territoires recouvrés par la Hongrie depuis 1938[26]. Jusque-là, les lois antijuives avaient surtout pris pour cible le travail et les revenus qui en découlaient, et non le patrimoine. Or la loi de 1942 s'engage résolument dans la voie de la

confiscation totale des biens qui ne sont plus seulement produits par les outils et la force de travail de chaque individu, mais représentent la richesse acquise par des familles entières sur des générations. Parfois considérée comme la quatrième loi antijuive, ce qui ne fut pas le cas de la loi sur l'abrogation de la loi sur la réception, elle annule en fait la loi XXIX : 1840 qui avait permis aux juifs d'acquérir des propriétés foncières[27]. Elle avait alors été interprétée comme un premier pas législatif vers leur reconnaissance comme des citoyens à part entière. Là encore, l'État hongrois montre sa volonté d'effacer tout ce qui peut faire des juifs des membres de la communauté nationale.

Au début des années 1940, la surface totale des grands domaines (soit plus de 90 arpents ou plus de trente hectares) appartenant à des juifs dépassait 1,2 million d'arpents selon une estimation effectuée par la communauté juive elle-même, alors que des sources ouvertement antisémites avaient suggéré le chiffre de 1,5 million[28]. Mais tous les décrets d'expropriation ne sont pas traduits dans les faits, tant en raison de résistances locales que par une insuffisance de l'administration qui manque alors de personnel affecté à cette tâche[29].

En définitive, avant l'occupation allemande et l'élimination méthodique de la population juive de Hongrie, les diverses mesures de marginalisation et d'exclusion des juifs de la vie publique ont été menées à bien de façon incomplète. Cette relative inefficacité est due tout autant au laxisme des autorités elles-mêmes, y compris au sommet de l'État, qu'à la résistance des juifs et d'autres groupes. Viktor Karády et Yehuda Don, qui ont étudié très concrètement les conséquences sociologiques des lois antijuives, ont montré la piètre efficacité de ces textes, mais ils ont également mis en lumière la différence flagrante de traitement « selon que vous serez pauvre et misérable ». La classe moyenne inférieure a particulièrement souffert des lois antisémites, car elle a été dépossédée de ses boutiques et de ses ateliers ; elle était trop démunie pour s'offrir les services d'hommes de paille et n'a pu ainsi se défendre contre la législation. Cela a été possible en revanche pour les plus aisés, soit parce qu'ils bénéficiaient de la bienveillance manifeste de l'État ou de la protection de personnages influents auprès du pouvoir soucieux des nécessités économiques, soit parce qu'ils pouvaient faire appel à des prête-noms leur permettant d'aryaniser leurs entreprises. L'exemple le plus fameux de cette stratégie d'aryanisation spontanée est celui des aciéries Weisz : devant l'exacerbation croissante de

la politique antijuive, les membres, pour la plupart juifs, des familles propriétaires de cet énorme complexe industriel fabriquant entre autres des pièces d'armement et employant quarante mille ouvriers transfèrent leurs parts entre les mains des membres aryens de leurs familles et consolident même l'entreprise en la transformant en une société en holding dûment aryanisée. Après la signature d'un arrangement avec les Allemands, qui prennent possession des usines à leur arrivée en mars 1944, les familles juives parviennent à échapper à la déportation en montant à bord des derniers trains à destination de la Suisse[30].

Dans une émouvante lettre adressée à Horthy le 17 mai 1944, Ferenc Chorin fait le point sur le transfert de propriété des usines Weisz dont il était un des principaux dirigeants, et sur le sort réservé aux membres juifs de la famille. Selon l'usage entre membres de la noblesse, Chorin tutoie Horthy, ce qui donne une dimension encore plus douloureuse à ses paroles. Il se félicite d'avoir pu – grâce à une intervention auprès de Himmler – protéger les employés juifs des aciéries et maintenir l'entreprise entre des mains hongroises. Il insiste enfin sur son dévouement et sa loyauté envers la personne du régent et envers l'État hongrois[31].

Après l'arrivée des Allemands, la mise en place du gouvernement de Döme Sztójay donne la dernière impulsion à la complète expropriation des biens juifs avant le commencement de la déportation de leurs propriétaires le 15 mai 1944. Entre mars et octobre 1944, le gouvernement émet plusieurs lois et décrets visant à la destruction de l'existence économique des juifs, mais non à leur déportation. Ils sont ainsi bannis de toutes les professions et l'État entreprend la confiscation de leurs biens en les forçant à lui remettre en dépôt tous leurs objets de valeur. Comme dans les autres pays soumis aux nazis, des directeurs aryens sont nommés pour gérer les entreprises juives. Les objets d'art saisis chez les juifs sont dorénavant administrés par la Commission gouvernementale pour l'enregistrement et la préservation des trésors artistiques confisqués aux juifs[32]. Au fur et à mesure des déportations des juifs de province, l'État s'empare également des synagogues et autres bâtiments communautaires. En ce qui concerne les biens et objets de valeur, il entre en compétition avec les Allemands, qui entendent bien profiter des confiscations pour faire tourner la machine de guerre, ainsi qu'avec des citoyens hongrois peu scrupuleux qui n'hésitent pas à se servir dans les appartements et commerces de leurs voisins quand ils n'en prennent pas tout bonnement possession.

Lors des accords de Munich en 1938, la Hongrie ne participe pas directement au dépècement de la Tchécoslovaquie, ce que Horthy interprète comme une mesure de rétorsion de Hitler après les discussions houleuses de Kiel[33]. Toutefois, les Hongrois parviennent à leurs fins une fois de plus – toujours sans accepter aucun engagement concret dans les plans de guerre allemands – grâce aux Italiens, qui trouvent encore un intérêt à soutenir les réserves hongroises à une entrée en guerre : ni les uns ni les autres ne sont en effet prêts pour un déclenchement des hostilités. Le comte Csáky est envoyé à Munich afin de plaider la cause de la révision et obtenir des gains territoriaux aux dépens de la Slovaquie, mais il n'est pas reçu par les Allemands. C'est finalement Ciano qui présente les revendications hongroises. Dans l'immédiat, les Allemands ne se font pas une idée très claire de la Slovaquie et de l'avantage qu'ils peuvent tirer du contrôle de son territoire. L'obsession tchèque de Hitler a longtemps masqué la prise de conscience de la réalité slovaque dans les plans européens du national-socialisme. Ce sont en partie les membres autrichiens du NSDAP qui ont attiré l'attention sur la tête de pont de Presbourg sur le Danube et sur le fait que la ville est encore peuplée par près d'un tiers d'Allemands. Or les Hongrois ont toutes les raisons de vouloir récupérer cette ville, ancienne capitale (durant l'occupation turque) et symbole de la politique nationale hongroise à la fin du XIXe siècle, mais dont la population, au contraire de ce qu'affirme Horthy dans ses Mémoires, n'est pas à majorité hongroise. L'autre centre important de l'identité hongroise en Slovaquie (ancienne Haute-Hongrie, *Felvidék*) est Kassa (Košíce, Kaschau), à l'est. Se rendant compte que les Allemands ne veulent pas lâcher Presbourg, les Italiens reculent et soutiennent certes les prétentions hongroises sur la Slovaquie, mais *a minima*.

Dans les semaines qui suivent les accords de Munich, Budapest fait de la surenchère, la tension est à son comble et la mobilisation générale est décrétée par le régent. Entre-temps, les Tchécoslovaques ont également mobilisé, car on craint une attaque de l'Allemagne mais aussi de la Pologne qui obtient des rectifications de frontières à son profit et soutient les demandes hongroises. L'arbitrage de Vienne, signé au palais du Belvédère le 2 novembre 1938, complète le démembrement de la Tchécoslovaquie avec l'attribution à la Hongrie de toute la partie sud de la Slovaquie, moins Presbourg, et d'une bonne partie de la Ruthénie subcarpatique. Les délégués

tchèques et slovaques sont mis devant le fait accompli. Malgré la déception de ne pas avoir réussi à inclure Presbourg dans l'accord, les Hongrois présents, le ministre des Affaires étrangères Kánya et le comte Teleki, sont visiblement émus, l'ambassadeur de Hongrie en Italie, le baron Frigyes Villani, pleure[34]. Tout aussi ému, pour la raison inverse, le ministre des Affaires étrangères tchèques, Chvalkovský, est obligé d'accepter cette nouvelle atteinte à l'indépendance de la Tchécoslovaquie.

En vertu de l'accord, la Hongrie récupère une bande de territoire de 11 927 km² peuplée à 86,5 % de Hongrois et 8,9 % de Slovaques. Les villes les plus importantes de ces régions, Kassa, Ungvár (Užhorod) et Munkács (Mukačevo), redeviennent hongroises. Le 5 novembre, les troupes hongroises entrent en Slovaquie et en Ruthénie subcarpatique. L'événement donne lieu à une grande opération de propagande dont Horthy est incontestablement la vedette. Ce n'est ainsi pas un hasard s'il choisit dans ses Mémoires de donner en annexe le texte du premier arbitrage de Vienne[35]. Une proclamation adressée aux Hongrois des deux provinces et signée par le régent fait immanquablement référence à la Couronne et à l'unité du royaume millénaire. Elle insiste toutefois sur le caractère multinational du territoire et inclut toutes ses composantes dans le processus de retour à la communauté étatique qui préexistait à 1918.

La prise de possession du territoire slovaque s'effectue rapidement et sans coup férir. Elle se déroule entre le 5 et le 9 novembre 1938. Les troupes hongroises traversent le Danube et entrent en Slovaquie par l'île Žitný ostrov (Csallóköz, Große Schüttinsel), Komárno (Komárom, Komorn) et Nové Zamky (Érsekújvár, Neuhäusel), puis font mouvement vers la rivière Ipel (Ipoly, Eipel) et ensuite vers l'est en direction de Kassa. La pénétration en Ruthénie méridionale intervient ultérieurement. Avant de progresser, la *Honvéd* doit attendre au moins trois heures sur le terrain afin de laisser le temps à l'armée tchécoslovaque de se retirer sans que se produisent d'incidents. Une commission composée de Teleki pour la Hongrie, de l'homme politique et juriste Martin Mičura (1883-1946) et du général Rudolf Viest (1890-1945), tous deux slovaques, pour la Tchécoslovaquie[36], a été constituée afin de régler les détails de la passation de pouvoir au niveau local. Dans l'intervalle, la responsabilité du maintien de l'ordre incombe aux membres du Conseil national hongrois. Aucun heurt ne vient assombrir cette marche triomphale, l'armée tchécoslovaque a obtempéré rapidement et sans difficulté.

Après avoir franchi le pont sur le Danube, Horthy entre dans la ville de Komárom le dimanche 6 novembre 1938[37]. Il est comme de coutume juché sur un cheval blanc. L'image est forte et renvoie à la reconquête de 1919. Les observateurs associent une fois de plus le régent au conquérant Árpád[38]. Sur la place principale, accompagné de Magda, du président du Conseil Imrédy et de son épouse, ainsi que du ministre des Affaires étrangères Kánya, il écoute tête nue l'hymne national. Puis il répond aux adresses des responsables locaux en se félicitant de voir flotter de nouveau le drapeau hongrois au sommet de la tour de l'église Saint-André[39]. Un film de propagande est réalisé pour l'occasion sous le titre *Észak felé !* (Vers le nord !) et projeté lors d'une soirée de gala organisée au grand cinéma *Urania* de Budapest en présence du régent et de son épouse[40]. L'introduction au film est faite par le nouveau ministre pour la Slovaquie *(Felvidék)* désigné par le gouvernement, Andor Jaross. Ce dernier est l'ancien secrétaire général du Parti national hongrois de Slovaquie *(Magyar nemzeti párt*, *Mad'arská národná strana)*. Pour l'occasion, le poète et écrivain Mihály Babits écrit un poème publié dans le *Pesti Napló* du 6 novembre :

« Ne dites pas que la patrie est agrandie,
La patrie, la patrie a toujours été égale,
Depuis mille ans déjà, et elle l'est toujours restée,
Car ce n'est pas un assemblage de pièces :
Notre patrie forme un seul corps, un organisme vivant !
On ne peut ainsi ni la morceler, ni la rallonger[41]. »

Le point d'orgue de la campagne de reconquête – partielle – de la Haute Hongrie est de toute évidence Kassa, où Horthy entre le 11 novembre. Comme à Komárom, le temps est maussade et pluvieux, mais l'enthousiasme est réel, on acclame Horthy : des pancartes, soigneusement filmées par les opérateurs, demandent aussi le retour de Presbourg à la mère patrie[42]. La cérémonie prend de l'ampleur grâce à une parade militaire. En effet, la symbolique de Kassa est supérieure à celle de Komárom qui n'a pour elle que le souvenir de 1848. C'est dans la crypte de la cathédrale Sainte-Élisabeth qu'est inhumé Ferenc Rákóczi dont les restes ont été ramenés en Hongrie en 1906. Horthy entre dans la ville sur son cheval blanc : un arc de triomphe a été dressé en son honneur sur lequel on lit

l'expression traditionnelle hongroise de bienvenue : *« Isten hozott »* (Dieu t'a amené ici). Owen Rutter compare l'image au tableau de Mihály Munkácsy figurant Árpád et ses conquérants qui décore alors le Parlement hongrois[43]. Dans ses Mémoires, Horthy s'attarde sur ce moment de revanche en citant l'expression de lord Rothermere qui parle de « bonheur rayonnant d'une nation jusque-là désespérée et injustement traitée[44] ». Le journaliste britannique était d'ailleurs présent ainsi que des centaines de personnalités de la presse et du monde politique. On retrouve sur la tribune érigée devant la cathédrale les mêmes protagonistes qu'à Komárom ainsi que le chef du parti national hongrois de Slovaquie, le comte János Esterházy. On note aussi la présence des deux fils du régent en arrière-plan. L'officiel chargé du discours d'accueil remercie dans l'ordre Dieu et le régent pour le retour de Kassa au sein du royaume de Hongrie. La réponse de Horthy est brève et tient sur un feuillet, un second feuillet contient une allocution en slovaque qu'il lit sans difficulté (avec l'aide de sa pratique du croate) et dans laquelle il rappelle l'ancienne fidélité des Slovaques au royaume. Il promet ensuite que la Hongrie va non seulement leur donner de meilleures conditions de vie, mais aussi respecter leur langue et leur culture. Cette mention est bien entendue faite pour séduire les autonomistes slovaques du Parti populaire dont les griefs à l'encontre du centralisme pragois ont provoqué des tensions et vont conduire à l'indépendance de la Slovaquie quelques mois plus tard. Dans cette stratégie, la Hongrie se présente comme un royaume chrétien, héritier de la monarchie des Habsbourg et respectueux de la diversité. Un *Te Deum* suit à l'issue duquel le régent va déposer une gerbe sur le tombeau de Rákóczi.

Après l'occupation par le Reich de ce qui demeure des Pays tchèques et la proclamation de l'indépendance slovaque les 14-15 mars 1939, la Hongrie est autorisée à se saisir du reste de la Ruthénie subcarpatique aux dépens du nouveau gouvernement slovaque, qui n'a pas les moyens de s'opposer à ce coup de force, dont la justification est fournie par les troubles qui s'y multiplient depuis janvier. Les Hongrois ne sont pas majoritaires dans ce territoire où ils forment seulement 12,5 % de la population[45]. Les troupes hongroises y pénètrent le 14 mars. La proclamation de Horthy fait explicitement référence aux Ruthènes considérés depuis l'époque de Rákóczi comme *gens fidelissima* dont le royaume, puis la monarchie des Habsbourg, a toujours eu à se louer. Hormis la satisfaction des visées révisionnistes, la réunification de la Ruthénie

subcarpatique avec la Hongrie donne à cette dernière une frontière avec la Pologne, ce qui était un des buts des deux pays au début des marchandages aux dépens de la Tchécoslovaquie. Budapest et Varsovie espèrent ainsi pouvoir se défendre plus efficacement en cas d'attaque allemande. Cette solution, dont les Allemands ne voulaient pas, fâche les Roumains, qui escomptaient se rapprocher de l'Axe et du corridor ruthène. En outre, Berlin convoite le pétrole roumain dont l'acheminement est de ce fait compromis. Les Hongrois plaident depuis novembre pour une occupation totale de la province et Horthy ne se lasse pas de défendre cet objectif auprès de l'ambassadeur du Reich à Budapest, Otto von Erdmannsdorff, à qui il dépeint la déception de l'opinion publique devant le caractère incomplet de la révision et la nécessité de réunifier toute la Ruthénie subcarpatique pour des raisons de viabilité économique et d'infrastructures[46]. Deux semaines plus tard, la Hongrie pousse son avantage et envahit une partie de la Slovaquie orientale avec l'accord tacite des Allemands et sans que le gouvernement slovaque de Mrg Tiso puisse s'y opposer.

La Transylvanie revêt dans la conscience nationale hongroise une signification encore plus importante que la Haute Hongrie. Les deux territoires sont les enjeux majeurs de la révision des frontières en raison de la présence sur leur sol de la minorité hongroise la plus nombreuse. La dimension conflictuelle qui s'est instaurée entre, d'une part, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et, d'autre part, entre la Hongrie et la Roumanie, est supérieure à celle qui existe entre la Hongrie et la Yougoslavie. Le poids numérique et historique de la minorité hongroise est moindre dans le royaume de Yougoslavie, néanmoins le sud de la Baranya (Baranja) et la Bácska (Bačka) font partie des revendications territoriales hongroises. La disparition de la Tchécoslovaquie et la satisfaction partielle du révisionnisme hongrois résout pour un temps la question. C'est à présent la Transylvanie qui concentre l'attention. Les exigences hongroises se font pressantes. Forts de leur succès en haute Hongrie, les dirigeants hongrois veulent parvenir à un règlement semblable en Transylvanie. Or la situation est très différente : les Allemands n'ont pas envers la Roumanie un contentieux comparable à celui qui les animait à l'encontre de la Tchécoslovaquie. Si la propagande nazie veut effectivement ramener les Allemands de Roumanie dans le Reich selon la stratégie du *« Heim ins Reich »*, elle n'envisage pas un démembrement du pays mais sa satellisation

à son profit, essentiellement pour s'emparer de ses ressources pétrolières. Les ambitions hongroises contrecarrent donc les plans allemands et il est dans leur intérêt de régler la querelle entre la Hongrie et la Roumanie afin que celle-ci ne dérange pas leurs ambitions dans la guerre qui va éclater et dont le but est dans un premier temps l'Europe du Nord et de l'Ouest.

Le second arbitrage de Vienne a donc pour but essentiel de satisfaire – de façon partielle encore une fois – le révisionnisme hongrois, et de préserver la Roumanie. L'analyse de Jörg Hoensch juge sévèrement le jusqu'au-boutisme du gouvernement Teleki dans cette affaire. Selon l'historien allemand, cette surenchère a provoqué l'intervention de Hitler dans les Balkans puisque la France et la Grande-Bretagne s'étaient portées garantes de la Roumanie et de la Grèce. Or il ne faudrait pas exagérer l'importance de la Hongrie, qui n'est pas, et de loin, la seule responsable de l'engrenage qui a mené à la guerre. Les Hongrois sont tombés dans le piège bien avant et leur marge de manœuvre n'a cessé de se réduire, l'étau se resserrant, et c'est bien cela qui a poussé ensuite Teleki au suicide. Hoensch admet que la Hongrie n'avait guère d'autre alternative, à partir du moment où elle refusait d'entrer dans le conflit. Il était désormais trop tard pour abandonner la croisade révisionniste, surtout en laissant de côté son enjeu le plus important et le plus symbolique. Contrairement à ce que pense Hoensch, Hitler n'aurait certainement pas attaqué en même temps la Pologne et la Hongrie (malgré leur nouvelle frontière commune[47]) si cette dernière avait rejeté les propositions de négociation avec la Roumanie, mais elle se serait très certainement retrouvée en seconde ligne. Or ce qui préoccupe Horthy avant tout, c'est d'éviter la guerre à tout prix. Il faut donc se contenter d'une révision *a minima* qui permet tout de même de monter une belle opération de propagande au service de la révision et à la gloire du régent, et de préserver la nation d'une entrée en guerre vue à juste titre comme une conséquence désastreuse. Dans ses Mémoires, Horthy dit assez justement que les Allemands faisaient pression tantôt à Budapest, tantôt à Bucarest, afin de forcer les deux pays à s'entendre sur la question transylvaine[48]. Son évocation d'une éventuelle fédération danubienne qui aurait uni les deux rivaux par l'intermédiaire de la Transylvanie est en revanche une illusion perpétuée depuis le milieu du XIXe siècle mais à laquelle de nombreux hommes politiques ont cru ou fait semblant de croire. Horthy a ici sans doute à l'esprit le transylvanisme du comte Bethlen qui prévoyait l'autonomie de la province au sein d'une structure fédérale.

Les négociations se déroulent durant le mois d'août 1940 à Turnu Severin alors que la situation sur le front de l'Ouest est stable pour les Allemands. Ils ne sont toutefois pas disposés à tolérer des perturbations sur leurs arrières, d'autant que leur prochain objectif est l'Union soviétique. Cette dernière vient d'ailleurs de faire valoir ses droits, en vertu de l'accord Ribbentrop-Molotov d'août 1939, en annexant en juin 1940 la Bessarabie et le Nord de la Bucovine (deux territoires que la Roumanie avait acquis en 1918). Dans ce contexte, les Roumains ne sont pas prêts à accepter des concessions au profit de la Hongrie. L'Allemagne de son côté a besoin de garder ces deux États dans son orbite en vue de l'attaque contre l'Union soviétique. Les Italiens quant à eux ne font pas mystère de leurs ambitions dans les Balkans. Il est donc urgent de mettre de l'ordre. Devant l'échec des négociations menées du côté hongrois par l'ancien ambassadeur à Bucarest András Hory[49] et du côté roumain par l'ancien ministre de la justice et diplomate Valeriu Pop[50], les Allemands imposent le second arbitrage de Vienne signé de nouveau au palais du Belvédère le 30 août 1940. Les signataires sont pour l'Axe Ribbentrop et Ciano, pour la Hongrie le président du Conseil Teleki et le ministre des Affaires étrangères Csáky, pour la Roumanie le ministre des Affaires étrangères Mihai Manoilescu et Valeriu Pop[51]. L'accord finalement obtenu consacre le retour dans les frontières du royaume de Hongrie de toute la partie septentrionale de la Transylvanie ainsi que des territoires sicules *(Székelyföld)*, soit 43 500 km² et 2,5 millions d'habitants. Suite aux deux arbitrages, la Hongrie a ainsi regagné 4 millions d'habitants et agrandi son territoire de 93 000 à 161 141 km². Mais une grande partie du territoire saxon, *Siebenbürgen* au sens littéral, les anciens sièges de Kronstadt (Brassó, Braşov), Hermannstadt (Nagyszeben, Sibiu), Schäßburg (Segesvár, Sighişoara), restent roumains, ainsi qu'Arad et Temesvár (Timişoara). D'importantes villes investies d'une signification historique redeviennent hongroises, Kolozsvár (Klausenburg, Cluj), Nagyvárad (Großwardein, Oradea) et Szatmárnémeti (Satu Mare). Selon les statistiques roumaines de 1930, les régions cédées sont en majorité roumaines (49,2 %), alors que le recensement hongrois de 1941 fera apparaître au contraire une majorité hongroise de 53,6 %[52]. Le lendemain, Teleki et Csáky sont accueillis à la gare de Budapest par une foule énorme au premier rang de laquelle on voit le fils aîné du régent, István. Le film d'actualités insiste ensuite sur la manifestation « spontanée » qui se déroule devant la légation d'Italie où l'on acclame le

ministre, Giuseppe Talamo[53]. Les remerciements de la nation ne semblent pas avoir été adressés spontanément à l'Allemagne, malgré la lettre que Horthy envoie à Hitler le 2 septembre[54], soit trois jours après la signature de l'arbitrage. Le découpage de la province est en effet assez incohérent, brisant une unité territoriale ancestrale que l'intégration dans le royaume de Roumanie n'avait pas entamée. L'arbitrage provoque en outre un mouvement de populations : environ 100 000 Roumains fuient vers le sud de la province ou vers le *Regat*, tandis qu'une proportion à peu près égale de Hongrois font route vers le nord[55]. Roumains et Hongrois se livrent à des représailles des deux côtés de la nouvelle frontière. Si la situation s'améliore indéniablement sur le plan scolaire et culturel pour les Hongrois redevenus citoyens de la Hongrie, en revanche leur niveau de vie ne progresse pas, contrairement aux promesses faites par le régime. Ainsi quand le président du Conseil Miklós Kállay se rend en inspection dans la région à deux reprises durant le printemps 1942, il la trouve fort négligée et estime nécessaire de lancer un programme de développement des infrastructures routières et de construction d'équipements sanitaires[56] qui ne peut toutefois pas être réalisé en raison de la guerre.

La propagande est immédiatement à l'œuvre pour valoriser la reconquête. Horthy fait son entrée dans la région en même temps que les troupes hongroises prennent possession du territoire. Il est à Máramarossziget (Maramureş) et à Szatmárnémeti le 5 septembre, le 6 à Nagyvárad et enfin le 11 à Kolozsvár. La tournée triomphale se poursuit dans le pays sicule les 12-13 septembre avec une étape à Marosvásárhely (Târgu Mureş). Les accessoires du culte sont présents : le cheval blanc, l'accent mis sur l'armée, sans oublier la famille puisque Mme Horthy est de toutes les cérémonies. Ces dernières sont particulièrement mises en scène à Szatmárnémeti, Nagyvárad et surtout Kolozsvár. À Nagyvárad, Horthy est accueilli par un discours de l'un des dirigeants du Parti hongrois de Transylvanie *(Országos magyar párt)*, Kálmán Tury. Magda Horthy et sa belle-fille sont assises aux côtés du régent et portent des tenues traditionnelles[57]. Mme Horthy noue un calicot sur le drapeau national tricolore sous les acclamations de la foule qui crie « Vive Horthy ». Les deux dames sont à nouveau présentes dans le même costume à Kolozsvár, qui représente indéniablement l'apogée du voyage. Si la première se tient toujours avec son époux sur la tribune, à Kolozsvár Ilona est derrière au premier rang des personnalités et l'on devine István à côté d'elle. Cet

épisode est comparable à celui de Kassa un peu moins de deux ans auparavant. Là encore, la ville représente un symbole fort pour l'identité hongroise. La cérémonie a lieu devant la cathédrale catholique, bien que la Transylvanie soit aussi une terre calviniste, mais elle se trouve sur la place principale de la ville où se dresse la statue du roi Mathias Corvin. Le message est donc parfaitement clair et propice à mobiliser l'opinion. C'est le président du Conseil Teleki, lui-même transylvain, qui prononce la première adresse, suivi par le comte György Bethlen, chef du Parti hongrois. Dans ce bastion de la magyarité, la réponse de Horthy ne fait aucune place aux Roumains[58]. Comme Kassa précédemment, c'est Kolozsvár qui est choisie pour la parade militaire qui se déroule ensuite. Le soir même à Budapest, un feu d'artifice est donné sur le mont Gellért, venant encore renforcer la symbolique de la reconquête. Le décorum est moindre à Szatmárnémeti et à Marosvásárhely. Dans la première localité, le régent et sa femme, qui a délaissé les vêtements folkloriques, sont accueillis par le maire hongrois, Sándor Antal[59]. Dans la seconde, ils embrassent les enfants dont ils reçoivent des bouquets. Les films d'actualités insistent sur l'enthousiasme de la population et surtout des femmes, qui ont revêtu les costumes de fête, les enfants aux mines réjouies, les vivats et les défilés de troupes. Un déploiement de forces médiatiques sans précédent a été visiblement mis en place à destination de l'opinion publique locale ainsi qu'en direction du reste du pays. La dimension symbolique de la Transylvanie fait l'objet d'incessants rappels dans la presse.

Alors que la guerre a déjà produit ses ravages sur une partie du continent, la Hongrie prétend maintenir son état de non-belligérance tout en encaissant les bénéfices des conquêtes révisionnistes. La prochaine étape devrait logiquement être soit un agrandissement des territoires déjà obtenus, mais cela ne semble guère envisageable – l'indépendance de la Slovaquie est garantie par les Allemands qui tiennent tout autant à préserver la Roumanie –, soit une nouvelle pénétration, cette fois vers le sud, aux dépens de la Yougoslavie. Mais cette annexion des territoires revendiqués de la Baranya et de la Bácska est improbable sans un engagement direct dans l'agression allemande contre la Yougoslavie. La Hongrie se rendrait de la sorte coupable d'un coup de couteau dans le dos du gouvernement de Belgrade avec qui justement on cherche alors à s'entendre.

L'engrenage qui mène à l'entrée en guerre de la Hongrie est déjà en place. L'Italie veut elle aussi obtenir sa part de conquête en Europe orientale et dans les Balkans, dont elle a fait depuis le tournant du siècle l'un des domaines privilégiés de son expansion territoriale. Elle a annexé l'Albanie en avril 1939 et la Grèce le 28 octobre 1940. L'étau se resserre autour de la Hongrie : le Reich contrôle presque tous les pays frontaliers et l'Union soviétique s'est saisie de la partie polonaise de l'ancienne Ruthénie subcarpatique, détruisant par là la frontière commune entre la Pologne et la Hongrie. En novembre 1940, la Hongrie a dû adhérer au Pacte tripartite formé par l'Allemagne, l'Italie et le Japon en septembre, au même titre que la Roumanie et la Slovaquie. Elle franchit ainsi une étape supplémentaire vers l'engagement total, même si l'on continue à leurrer l'opinion avec la théorie de la non-belligérance à laquelle le régent lui-même semble croire. Les Hongrois tentent à chacune de ces étapes d'inverser le mouvement. C'est dans cet esprit qu'est opéré le rapprochement en direction de la Yougoslavie avec laquelle le gouvernement Teleki signe en décembre 1940 un traité d'amitié. La conclusion de ce traité est d'ailleurs encouragée par l'Allemagne, qui souhaite amener Belgrade à rejoindre le Pacte tripartite. Dans ses Mémoires, Horthy interprète ce traité comme une réponse tardive à l'offre contenue dans le discours de Mohács en 1926[60].

L'échec de la campagne italienne en Grèce provoque en effet l'intervention allemande dans les Balkans. Dans l'intervalle, la Yougoslavie a perdu son allié français et des tentatives pour renouer avec l'Union soviétique se révèlent infructueuses. Le soutien des Britanniques et des Américains reste purement formel. Dans une impasse, le prince Paul et le gouvernement de Dragiša Cvetković reconsidèrent l'offre allemande. Une partie de l'armée est de surcroît favorable à l'Allemagne. Le 1er mars 1941, la Bulgarie entre à son tour dans le Pacte tripartite et accueille immédiatement des troupes allemandes qui font mouvement vers la Grèce. Le prince Paul se rend à Berchtesgaden mais refuse encore de signer le pacte. Hitler s'impatiente et commence à caresser l'idée de soumettre définitivement la Yougoslavie. Le gouvernement yougoslave tente de gagner du temps mais la signature intervient finalement le 25 mars 1941. Deux jours plus tard, le gouvernement Cvetković est renversé par un coup d'État militaire qui porte au pouvoir le roi Pierre encore mineur. La présence d'une forte opposition au Reich dans la classe politique et l'opinion publique a permis cette opération. La liquidation de la

Yougoslavie va durer quelques mois, sous l'effet des occupations successives de territoires par l'Allemagne, l'Italie et la Bulgarie. La Croatie est érigée en État indépendant mais tombe sous la coupe du mouvement *Ustaša* d'Ante Pavelić, à la solde de l'Allemagne et de l'Italie. La Hongrie ne peut donc plus se dérober aux exigences de Hitler, qui lui enjoint de participer à l'occupation des provinces qu'elle revendique. Le gouvernement doit également accepter le passage des troupes allemandes sur son territoire. Il est indéniable que son engagement donne l'impression que la Hongrie est « à la remorque » de l'occupant. Le gouvernement hongrois refuse en effet d'étendre son action au-delà de ces régions. Dans un *pro-memoria* adressé à Hitler en août 1936, Horthy avait bien précisé sa vision des relations avec la Yougoslavie et avec les Serbes en particulier. Il prenait comme base de sa réflexion sa bonne connaissance des Slaves du Sud et se justifiait d'avoir, dès 1926 avec le discours de Mohács, fait une ouverture en direction des Serbes dont il dit qu'ils sont « les seuls adversaires au sein de la Petite Entente à qui on peut tendre la main sans rougir ». La suite de la lettre montre que, dans l'hypothèse d'une guerre qu'il se défendait néanmoins de souhaiter, Horthy entendait bien se saisir des territoires « qui sont à notre frontière et habités par nos compatriotes » et demandait à Hitler de laisser trois jours d'avance aux troupes hongroises pour opérer cette occupation[61].

Celles-ci pénètrent en Voïvodine (Baranya et Bácska) le 10 avril 1941, la partie serbe du Banat demeurant toutefois sous autorité allemande. Ces opérations sont désormais menées par le nouveau président du Conseil Bárdossy qui a succédé à Teleki dont le suicide traduit l'impuissance, la honte et le refus d'assumer pour le pays l'engagement dans la guerre. Ainsi que le formule le diplomate Ullein-Reviczky : « En se tuant en plein exercice de ses fonctions, il voulait dire à la Yougoslavie que n'ayant pu détourner les agresseurs du pays ami, il désirait au moins être le premier à tomber sur le champ d'honneur[62]. » C'est l'analyse que fait également Horthy dans la lettre qu'il adresse à Hitler le 3 avril pour l'informer de la mort de Teleki : il rappelle au Führer qu'il n'est pas question pour la Hongrie de participer à des opérations de guerre contre le royaume de Yougoslavie, qui a de toute façon cessé d'exister avec la séparation de la Croatie[63].

Le bénéfice de l'occupation du *Délvidék* est moindre : 11 500 km² et un million d'habitants qui forment une mosaïque ethnique (Hongrois, Serbes,

Allemands, juifs, Tsiganes) dont 39 % se déclarent de langue maternelle hongroise lors du recensement de 1941. Malgré ses menaces, la Grande-Bretagne ne déclare pas la guerre à la Hongrie et se borne à la rupture des relations diplomatiques le 7 avril. Dans l'immédiat, Horthy préserve le statut de non-belligérant qui lui tient tellement à cœur : la Hongrie n'est en guerre avec personne ! Il faut attendre le 26 juin 1941 et l'attaque allemande contre l'Union soviétique pour que des troupes hongroises participent véritablement aux hostilités. Or la Hongrie n'a – en dehors du conflit idéologique – aucun but de guerre à satisfaire à l'encontre de la Russie. Elle se trouve donc dans une situation absurde dont témoigne l'échange suivant entre le chargé d'affaires hongrois à Washington et un haut fonctionnaire du Département d'État qui a lieu peu de temps après l'entrée en guerre des États-Unis :

« La Hongrie est-elle une république ?
– Non, monsieur, c'est un royaume.
– Vous avez donc un roi ?
– Non, nous avons un amiral.
– Vous avez donc une flotte ?
– Non, car nous n'avons pas de mer.
– Avez-vous des revendications envers qui que ce soit ?
– Oui.
– Envers les États-Unis ?
– Non.
– Envers l'Angleterre ?
– Non.
– Envers la Russie ?
– Non.
– Alors envers qui avez-vous des revendications ?
– Envers la Roumanie.
– Vous allez donc entrer en guerre contre la Roumanie ?
– Non, monsieur, nous sommes alliés[64]. »

L'entrée en guerre des États-Unis contre l'Axe a comme conséquence une déclaration de guerre en bonne et due forme de la Hongrie. Mais Horthy se refuse à signer le texte et s'en explique au chargé d'affaires américain Howard Travers qui vient prendre congé : « Retenez que cette soi-disant déclaration de guerre est illégale ; je ne l'approuve pas et ne l'ai

pas signée[65]. » L'ambassadeur américain Montgomery a été rappelé en mars 1941 et son successeur, Herbert Pell, prend en charge la représentation des intérêts britanniques après la rupture des relations diplomatiques. Il doit bientôt déménager de l'hôtel Ritz où il réside vers le plus discret Palatinus sur l'île Marguerite, car son appartement est assailli par des visiteurs souhaitant témoigner de leur soutien aux États-Unis[66]. Montgomery avait déjà été frappé de la démonstration de sympathie reçue à l'aéroport lors de son départ[67], et son successeur jouit quelques mois après d'une cérémonie d'adieux tout aussi chaleureuse. De manière générale, les relations avec les Américains sont empreintes de familiarité, souvenir de leur implication relative dans la signature du traité de Trianon. On leur sait gré ensuite de leur désintérêt pour l'Europe centrale. Lors du passage des troupes allemandes sur le Danube, la légation de France qui se trouve sur la rive droite alerte les autres postes diplomatiques, mais les diplomates n'ont pas l'autorisation de quitter Budapest sans motif valable. L'attaché militaire américain décide d'en avoir le cœur net et demande la permission d'aller consulter un médecin à Szolnok. Il est arrêté et le ministère de la Défense réclame son rappel. L'ambassadeur va donc voir le régent pour plaider la cause de son attaché militaire accusé d'être un espion. Horthy, très amusé, dédramatise la situation et répond : « Espion ? Mais bien sûr qu'il en est un ! Tous les attachés navals et militaires sont des espions. Je l'ai été moi-même en mon temps, c'est à cela que servent ces attachés[68]. »

En dépit de l'anticommunisme viscéral de Horthy, la décision d'envoyer sur le front russe des troupes régulières, et non des volontaires accompagnés des Allemands du *Volksbund* comme il en avait été question à l'origine, n'a pas été prise dans un élan d'enthousiasme. Ce sont les Allemands qui sont contraints de provoquer une réaction du gouvernement. Au matin du 26 juin 1941, des avions bombardent Kassa et ses environs. On présente immédiatement le raid comme une provocation soviétique : on croit avoir reconnu leurs appareils. Dès l'après-midi, Horthy signe la déclaration de guerre à l'Union soviétique. L'ambassadeur József Kristóffy qui se rend chez Molotov pour lui remettre le texte trouve ce dernier très surpris et doutant du sérieux du gouvernement hongrois. Molotov affirme que l'URSS n'a pas de contentieux avec la Hongrie et vice versa, il serait donc préférable pour les deux parties que la Hongrie reste neutre. Par conséquent, et dans l'attente des résultats de l'enquête à propos de

l'incident de Kassa, il refuse d'accepter la déclaration de guerre[69]. Des doutes sur l'identité des avions sont émis dans les heures qui suivent l'attaque, qui est démentie par Moscou. Le président du Conseil Bárdossy dit à Ullein-Reviczky : « Puisque notre état-major, manifestement d'accord avec les Allemands, a constaté que c'étaient les Russes et puisque le régent le croit, c'est ainsi et basta ! » Deux jours auparavant, le gouvernement s'opposait encore à l'entrée en guerre que préconisait le chef d'état-major, le général Werth[70]. Il semble effectivement que Bárdossy ait été prévenu directement par le commandant du terrain d'aviation de Kassa, le capitaine Ádám Krúdy[71]. Cette version est confirmée par le général Lakatos qui la tient de la même source et ajoute que l'affaire aurait été manigancée par l'attaché militaire allemand à Budapest, le colonel d'aviation Cuno Heribert Fütterer[72]. La plupart des officiers hongrois présents sur place, comme le colonel Sándor Pogány, savent que ce sont bien des appareils allemands qui ont mené cette attaque, mais tous jurent de garder le silence[73]. Horthy dit n'avoir appris la vérité qu'en 1944[74], ce qui est parfaitement plausible puisque personne n'avait intérêt à informer le régent de la réalité des faits. L'armée est d'ores et déjà gangrenée par l'adhésion au national-socialisme et l'entrée en guerre répond à son désir d'en découdre, tant contre les Soviétiques que contre les ennemis de l'intérieur qui sont sa cible depuis 1919. Les troupes terrestres et aériennes hongroises pénètrent sur le territoire soviétique le 1er juillet 1941. Les corps d'armée hongrois, qui constituent une force de 40 000 hommes, parcourent une distance de 2 000 kilomètres vers le sud-est et arrivent fin octobre aux abords du Don. D'autres unités les suivent et à la fin de l'année 1941, la 2e armée hongroise présente sur le front russe compte 80 000 hommes.

La reconquête de la Voïvodine n'a pas donné lieu à une couverture médiatique d'une dimension comparable à celle mise en œuvre pour la Slovaquie, la Ruthénie subcarpatique et la Transylvanie. Horthy n'a pas fait d'entrée triomphale à Újvidék ou Szabadka. Le contexte ne le permet pas : la guerre et le suicide de Teleki assombrissent le tableau[75]. C'est d'ailleurs Szabadka, plus magyare et moins urbaine, qui est choisie par les services de propagande pour célébrer le retour du territoire au sein du royaume avec une parade militaire[76]. En effet, contrairement à ce qui s'est passé lors de l'entrée des troupes hongroises en Slovaquie et en Transylvanie, l'occupation de la Voïvodine donne lieu à des troubles au début de l'été 1941. Ces incidents sont suscités par la résistance locale qui s'oppose à la

fois – et avant tout – aux Allemands et aux forces hongroises. Toutefois, l'agitation semble se calmer, et c'est finalement début août que Horthy et son épouse se rendent à Szabadka, officiellement pour participer à la fête des récoltes. Le film d'actualités insiste sur l'aspect traditionnel de la fête – on voit Horthy couper le pain – et non sur la présence militaire. Le régent fait une très brève allocution en réponse à l'adresse du président du Conseil, sans prononcer un mot en serbe, ce qui n'aurait pourtant représenté aucune difficulté pour lui[77]. L'armée hongroise, forte de l'appui de son allié allemand, se comporte en effet en terrain conquis et réprime durement toute forme de résistance. Les Serbes, les juifs et, paradoxalement, les Allemands sont soupçonnés d'être des partisans en puissance. L'armée hongroise présente toute action menée à leur encontre comme des mesures de rétorsion et de protection. Suite à de prétendues attaques de partisans, elle s'en prend violemment à la population – essentiellement des Serbes et des juifs – à partir du 4 janvier 1942. Les exactions durent plusieurs jours et elles sont perpétrées par des détachements réguliers de la gendarmerie et de l'armée. Les crimes sont commis entre le 4 et le 10 janvier à Újvidék (Novi Sad) et les 21-23 janvier à Zsablya (Žabalj) dans le sud de la Bácska, ainsi que dans les environs. Les officiers en charge de ces troupes laissent faire puis semblent se rendre compte de l'ampleur et de la violence des actes et agissent afin de rétablir l'ordre. Visiblement, les troupes se sont trouvées sans véritable surveillance et ont été encouragées par les sous-officiers dont le corps est noyauté par l'idéologie ultra-nationaliste et raciste héritée de la contre-révolution. Le gouvernement est informé mais laissé dans l'ignorance de la réalité sur le terrain : on dit à Horthy qu'il a fallu prendre des mesures énergiques contre des partisans communistes, ce que le régent est disposé à admettre. Les autorités tentent de se servir du parapluie allemand : les troupes auraient agi sur ordre du haut commandement allemand. C'est par exemple la version qui est livrée aux diplomates étrangers[78]. Dans le courant du mois de janvier toutefois, des témoignages et des informations plus précises parviennent à certains parlementaires. Des officiers loyaux décident de parler. Le chef d'état-major, le général Ferenc Szombathelyi, avait certes donné des instructions pour maintenir l'ordre et il l'avoue dans ses Mémoires, mais il doit se rendre à l'évidence : dans l'esprit de la majorité des soldats et auprès la population, ces actions sont considérées comme des morceaux de bravoure. Informé des violences, il refuse tout d'abord de croire à « des événements aussi horribles[79] ».

Szombathelyi affirme que jamais auparavant l'armée hongroise ne s'était sali les mains de telle façon, mais c'est oublier un peu vite les excès de 1919-1920[80]. Le chiffre des victimes varie entre trois mille et cinq mille personnes, dont des femmes et des enfants, certains jetés dans le Danube gelé, parmi eux on trouve pêle-mêle quelques Allemands et Hongrois tombés sous les balles « par erreur ». Le général Vilmos Nagy, qui se trouve alors à Szabadka (Subotica) où il a repris un travail civil après sa mise à la retraite, est pour ainsi dire aux premières loges : il entend immédiatement parler des massacres qu'il accepte lui aussi dans un premier temps comme une opération de « nettoyage » de groupes de partisans. Puis il s'informe auprès des commandants locaux et apprend des détails qui le terrifient[81].

Le 29 janvier 1942, le président du Conseil est interpellé lors d'une session de la commission des affaires étrangères des deux chambres du Parlement par le député du Parti des petits propriétaires Endre Bajcsy-Zsilinszky sur les atrocités commises en Bácska. Il ne nie pas mais dit n'avoir aucune information supplémentaire à fournir et se refuser à laisser insulter l'armée hongroise[82]. Le ministre de la Défense, le général Károly Bartha, refuse de s'exprimer. Horthy finit par être mis au courant, mais il ne prend pas la mesure de l'événement et veut croire à l'honneur de l'armée. Dans ses Mémoires, il crédite Bárdossy de son ignorance des faits, ce qui est faux, et charge le commandant du corps d'armée local, le général Ferenc Feketehalmy-Czeydner[83]. Ce dernier est d'ailleurs mis en accusation à la suite de l'enquête finalement diligentée par le nouveau président du Conseil, Miklós Kállay, et autorisée par Horthy après que des preuves accablantes lui sont parvenues[84]. L'autre officier impliqué directement est le colonel József Grassy. Deux autres officiers sont également cités à comparaître, le colonel László Deák et le capitaine de gendarmerie Sándor Zöldi. Ce sont tous des officiers d'origine allemande. Le nouveau ministre de la Défense, Vilmos Nagy, décide de reprendre et de suivre personnellement le dossier, mais l'armée fait bloc autour des accusés et continue de défendre la thèse d'une action de légitime défense contre les partisans. Le procès donne lieu à quatre condamnations à mort et à une vingtaine de sentences d'emprisonnement de huit à quinze ans. Les condamnés à mort ne sont pas exécutés ; ils sont au contraire libérés et évacués secrètement par les Allemands vers le Reich en janvier 1944[85].

Depuis la victoire de la contre-révolution en 1919-1920, l'attitude de l'armée hongroise est sujette à caution. Les rapports que le régent entretient avec elle alimentent la polémique sur l'évaluation du régime : une thèse consiste à dédouaner Horthy de n'avoir rien su des exactions commises lors de la prise du pouvoir, ni de celles perpétrées en Voïvodine en 1941, et encore moins de la pénétration des idées fascistes et nationales-socialistes dans ses rangs. La thèse inverse l'accuse au contraire d'avoir été conscient de ces phénomènes, mais de n'avoir rien entrepris pour les contrecarrer, soit par faiblesse et manque de courage, soit parce qu'il ne mesurait pas leur ampleur, ayant de l'armée une vision passéiste héritée de l'Autriche-Hongrie. Force est de constater que le régent est fréquemment pris au dépourvu par les événements et les personnalités qui échappent à son cadre habituel d'analyse. Ses erreurs politiques dans le choix des hommes qu'il appelle aux responsabilités sont révélatrices d'un caractère velléitaire. Il n'est toutefois pas le seul à se tromper puisque nombre de Mémoires de contemporains font état d'une déliquescence de la classe politique hongroise et des retournements de certains de ses membres. Ainsi le président du Conseil László Bárdossy, choisi pour son profil *a priori* apolitique de diplomate, se jette à peine nommé dans les méandres de la politique intérieure et dans les bras de l'Allemagne. Son mandat, du 4 avril 1941 au 7 mars 1942, est un des plus courts du régime, mais l'un des plus lourds de conséquences pour la Hongrie. Les gages donnés à l'Allemagne indisposent le régent et le Parlement, la décision de déclarer la guerre aux États-Unis a été prise unilatéralement malgré l'opposition de Horthy et des parlementaires des deux chambres, le vote de la troisième loi antijuive a également été compris comme une marque d'allégeance envers Berlin. Ces mesures sont aussi le révélateur d'une course de vitesse engagée entre le gouvernement et le mouvement des Croix-Fléchées : afin de ne pas se faire déborder, le président du Conseil croit bon de faire de la surenchère pour neutraliser les hommes de Szálasi.

Beaucoup d'observateurs voient dans l'armée un instrument de moins en moins fiable entre les mains du pouvoir. La plupart des hommes politiques conservateurs, légitimistes ou opposants se méfient des penchants avérés des officiers pour le fascisme et insistent dans leurs Mémoires sur le noyautage de la Honvéd. Or ces tendances sont présentes depuis le début du régime, mais il était alors inopportun de faire le ménage dans un corps qui avait restauré l'ordre et réussi la contre-révolution. Ainsi la plupart des

militaires impliqués dans les exactions de la terreur blanche ont-ils été réintégrés progressivement dans les cadres. C'est très certainement la mort de Gömbös en 1936 qui enclenche le processus de radicalisation de l'armée et son glissement vers le national-socialisme. L'Italie ne saurait être en effet pour des officiers hongrois un modèle d'efficacité militaire. Les officiers et sous-officiers qui servent au début des années 1930 ont tous un passé forgé dans la Première Guerre mondiale et les combats de la contre-révolution. Ils sont évidemment révisionnistes et acceptent sans réserve la thèse de l'ennemi de l'intérieur : communistes et juifs doivent être combattus et éliminés de la société hongroise qu'ils gangrènent. C'est par l'armée que le national-socialisme s'infiltre dans la vie politique hongroise. De nombreux officiers – ne pouvant exercer d'activité politique – prennent leur retraite et s'engagent dans les divers partis politiques d'extrême droite dont ils forment les cadres et où ils s'imposent vite comme chefs et organisateurs. Les chefs des partis qui composent la nébuleuse fasciste et national-socialiste ne sont certes pas tous des militaires, on trouve également des journalistes et des fonctionnaires déclassés, mais les officiers constituent les cadres de l'action en direction des ouvriers.

Malgré quelques purges et mutations à caractère disciplinaire intervenues à la fin des années 1930, le corps des officiers est infiltré par des éléments ouvertement pronazis[86]. Ferenc Szálasi est un parfait exemple de cette dérive, proche dans une certaine mesure d'autres mouvements d'anciens combattants dont les membres deviennent soit de farouches pacifistes, soit des militants fascistes. Lorsque Gömbös était ministre de la Défense, il s'est efforcé de faire entrer ses affidés dans l'état-major, ce que Horthy a toléré[87]. Cette complaisance a choqué les observateurs et notamment l'ambassadeur Montgomery, qui revient à deux reprises dans son livre sur cette faiblesse supposée du régent. Il est évident, ainsi qu'il l'affirme à juste raison, que dès lors le gouvernement n'est pas en mesure de s'opposer aux exigences allemandes avec fermeté[88]. En effet, Horthy ne peut pas admettre que l'armée puisse être déloyale. Il se comporte à cet égard, toutes proportions gardées, comme François-Joseph : chef des armées, il considère la chose militaire comme son domaine réservé et s'illusionne sur son obéissance et sa fidélité. Il persiste en outre à penser que – comme c'était la règle dans l'empire – les militaires ne font pas de politique. La solidarité d'armes née de la contre-révolution fait le reste, et

Horthy préfère ne pas savoir ce que sont devenus certains de ses anciens compagnons qui se tournent pourtant contre lui.

L'opinion de Kállay reflète vraisemblablement la réalité sur le rapport du régent à son armée : « Le régent exerçait pleinement son droit constitutionnel sur l'armée – on pourrait même dire avec un soin jaloux. Il n'aimait pas que le président du Conseil intervînt dans un débat militaire. Le fond de sa pensée était que l'armée devait se tenir à l'écart de la politique et obéir aux ordres sans discussion. Il avait le sentiment que l'armée resterait intacte tant que lui seul en garderait le contrôle et la direction. Bien que ses idées fussent saines et admirables sur le fond, elles ne furent pas, malheureusement, mises en pratique. […] Il avait des soldats une vision romantique et voyait en eux des chevaliers Bayard mus par les mêmes conceptions de l'honneur, de la loyauté et du service qui avaient prévalu dans l'armée de la vieille monarchie. En outre, en tant que marin, il considérait les choses du même point du vue moral élevé propre à tous les marines du monde[89]. » Sur l'injonction de Kállay, Horthy accepte toutefois de reconsidérer l'attitude de certains cadres jugés trop germanophiles, mais aucune mesure d'ampleur n'est prise pour assainir l'état-major. Une réunion a lieu au palais durant l'hiver 1943-1944 en présence de dix-sept officiers généraux qui entendent Horthy leur faire la leçon sur le thème du devoir et de la loyauté, mais cette démonstration d'autorité reste, selon Kállay, sans effet[90].

L'armée prouve également son peu de consistance sur le terrain. Envoyée sur le Don, la 2e armée hongroise a pour mission de tenir le front le long du fleuve. L'Armée rouge, sortie victorieuse du siège de Stalingrad, lance en janvier 1943 une offensive d'envergure autour de Voronej, ville située au nord-ouest de Stalingrad. L'armée allemande s'effondre à Stalingrad en février et la 2e armée hongroise prend de plein fouet la contre-offensive soviétique par - 40 °C. La ligne de défense est enfoncée au prix de près de 40 000 morts, 35 000 blessés et 60 000 prisonniers. La 2e armée hongroise, qui comptait au départ 200 000 hommes, est anéantie en l'espace de deux semaines de combat[91]. La nouvelle de la catastrophe n'est tout d'abord connue que par les émetteurs en langue hongroise de Radio-Londres et Radio-Moscou, que beaucoup de Hongrois écoutent[92] : le choc est terrible, pratiquement toutes les familles sont touchées. Horthy ne veut pas y croire dans un premier temps, ainsi que le relate Kállay : « La foi et la

confiance du régent dans l'héroïsme du soldat hongrois et dans l'honneur des chefs militaires confinait à l'aveuglement et il était pratiquement impossible de discuter de ces questions avec lui[93]. » Les survivants de la 2e armée sont repliés et le gouvernement exige des Allemands le retrait des troupes hongroises du front de l'Est : cela ne peut être obtenu que si la Hongrie accepte leur déplacement dans les Balkans, ce qui supposerait leur engagement contre les Anglo-Américains, ce que ni Horthy ni Kállay ne peuvent envisager. Des forces hongroises en nombre réduit restent donc sur le front de l'Est, mais sans être directement engagées dans de nouveaux combats significatifs.

Depuis l'automne 1942, Kállay s'est convaincu que la Hongrie n'a plus rien à obtenir de son engagement dans la guerre, qu'il aurait d'ailleurs de son point de vue fallu éviter, et Horthy dit dans ses Mémoires avoir fait la même analyse, ce qui traduit une vision indéniablement marquée par la rétrospective et l'autojustification[94]. Le tournant s'opère véritablement après la déroute du Don. La poursuite de l'effort de guerre est devenue intenable vis-à-vis de l'opinion publique, bouleversée par l'arrivée des trains de blessés en provenance de Russie. La désaffection envers l'Allemagne est proportionnelle à la déception de n'avoir pas réussi à préserver la Hongrie des horreurs de la guerre. L'angoisse de se retrouver une fois de plus du côté des vaincus et de devoir rendre les conquêtes territoriales s'empare du président du Conseil et d'une partie de la classe politique ; elle caractérise également le corps diplomatique.

Comment sortir de la guerre et de l'alliance avec l'Allemagne ? Horthy ne semble pas détenir la réponse. Or il doit très certainement penser au piège similaire dans lequel s'est trouvé en son temps l'empereur Charles et dont il n'a pas su s'échapper. À partir de 1942, de nombreuses personnalités autour du régent ainsi que dans le monde politique et diplomatique réfléchissent à la théorie du *kiugrás* (littéralement « sauter dehors »). Le nouveau président du Conseil Miklós Kállay personnifie durant son mandat, du 9 mars 1942 au 22 mars 1944, l'espoir nourri par beaucoup en une sortie de la guerre à des conditions honorables pour le pays. Ses Mémoires rédigés en exil sont certes une illustration et une justification des efforts qu'il a entrepris pour sinon sortir réellement de la guerre[95], du moins pour procurer à la Hongrie une plus grande marge de manœuvre, mais ils sont aussi très honnêtes sur son impuissance à y parvenir. L'échec de Kállay n'est qu'un aspect de l'échec de Horthy, puisque lui seul avait le pouvoir de faire cesser

l'engagement de la Hongrie aux côtés de l'Axe. La justification unique de cette apparente absence de courage est qu'un tel acte aurait immédiatement provoqué l'occupation allemande avec des conséquences dramatiques pour le pays et ses habitants, au premier rang desquels les juifs. Horthy se retranche donc derrière son image de sauveur de la patrie en affirmant avoir voulu les préserver jusqu'au bout de la brutalité nazie. L'invasion du 19 mars 1944 semble lui donner raison, mais on ne peut manquer de se demander ce qui serait advenu si des tentatives plus énergiques de sortie de la guerre étaient intervenues avant.

Miklós Kállay (1887-1967) succède à László Bárdossy le 9 mars 1942 : il a longuement hésité à accepter le poste – il est vrai peu enviable compte tenu du contexte –, car il désapprouve toute l'action de son prédécesseur. Il pense également que l'entrée en guerre a été une décision désastreuse tout en avouant que Teleki a été placé dans une situation où aucune alternative ne se présentait. Kállay a déjà été sondé durant l'automne 1941 par le ministre de l'Intérieur Ferenc Keresztes-Fischer, puis par le président de la Banque nationale Lipót Baranyai. Ces hommes sont hostiles à la dérive pro-allemande de Bárdossy et cherchent un candidat potentiel à proposer à Horthy. Des membres de la Chambre haute défilent ensuite, à commencer par le grand industriel d'origine juive Ferenc Chorin, le président du parti gouvernemental Béla Lukács, et d'autres parlementaires, qui lui demandent de rejoindre le parti[96]. Les rumeurs vont bon train durant l'hiver et c'est début mars que Kállay est finalement convoqué au palais. Le régent n'est pas un inconnu pour lui, ils se fréquentent depuis de nombreuses années et Kállay sait que Horthy l'estime. Il commence toutefois par refuser le poste pour lequel il se considère mal préparé, n'étant pas véritablement un homme politique. Or c'est précisément ce que Horthy veut, ainsi que pouvoir compter sur quelqu'un en qui il a une totale confiance. Durant l'entretien, Kállay perçoit que Horthy se fait des illusions sur la guerre et sur l'attitude de la Wehrmacht dont il espère qu'elle se retournera contre les nazis dès les premiers revers[97]. Il harcèle ensuite Kállay durant plusieurs jours afin d'obtenir son consentement et se montre manifestement ému lorsqu'il le reçoit. Le régent se trouve effectivement dans une situation où ce n'est plus lui l'homme providentiel ; il est visiblement incapable de maîtriser le cours des choses qui lui échappe et semble avoir perdu tous ses repères. Les deux hommes se mettent d'accord sur un programme consistant à résister le plus possible aux exigences allemandes et à

n'accepter que celles qui semblent inévitables. Le but ultime – en cas de victoire allemande tout comme en cas de victoire alliée – est de préserver l'indépendance du pays. L'autre objectif est de contrecarrer la montée de l'influence nazie en Hongrie même. Aucune nouvelle mesure antijuive ne doit être prise[98]. Dans un premier temps, Kállay reconduit une partie de l'équipe de son prédécesseur, seuls les ministres les plus compromis avec les Allemands sont remplacés, lui-même prenant également le portefeuille des Affaires étrangères qu'il garde jusqu'à fin juillet 1943. L'inspiration politique qui le guide est celle du comte Széchenyi et il se qualifie comme « un vrai conservateur hongrois », ce que reflète aussi son attachement à la Grande-Bretagne[99].

Hormis ses relations personnelles avec Horthy, le principal soutien de Kállay demeure le ministre de l'Intérieur Keresztes-Fischer avec qui il met au point une stratégie pour donner le change sur la question juive. En effet, Kállay ne peut ni revenir sur les mesures déjà prises au risque de provoquer les Allemands, ni s'opposer trop ouvertement aux antisémites du parti gouvernemental qui prônent l'application stricte des lois antijuives. Il fait donc des déclarations insistant sur les mesures économiques prises à l'encontre des juifs, mais se refuse à tolérer que l'on puisse songer à attenter à l'intégrité et à la dignité des personnes, ce que la loi de 1942 prévoit pourtant explicitement en les stigmatisant sur le plan racial. Keresztes-Fischer l'informe que les lois précédentes ne sont que partiellement appliquées et que dans la réalité il ne faut rien faire « d'inexpiable[100] ». Kállay fait donc des déclarations de circonstance sur la question juive, tout en n'entreprenant rien concrètement, et montre une apparente bonne volonté par des discours favorables à l'Allemagne.

Jusqu'à sa mort le 20 août 1942, István Horthy est considéré par certains comme le personnage clé d'une éventuelle sortie de la guerre. On le crédite, à juste titre, d'une hostilité déclarée aux Allemands et l'on espère qu'à défaut d'accéder bientôt au pouvoir, il influencera son père afin de mettre un terme à l'engagement de la Hongrie. Or c'est l'investir d'une bien trop grande importance, et il est évident aux yeux des observateurs plus attentifs que le fils du régent n'a, dans un premier temps, ni les moyens de fléchir son père, ni, dans un second temps, les capacités requises pour s'imposer à la tête du pays. Il aurait été probablement déposé par les Allemands, voire par un coup de force des Croix-Fléchées car ni les uns ni les autres n'auraient eu envers lui le respect et la réserve qu'ils témoignent

au régent. Le frère d'István, Miklós, peut encore moins que son aîné apparaître comme la figure principale dans une stratégie de sortie de guerre. Il a certes été rappelé de son ambassade au Brésil, mais il est illusoire, comme semblent le suggérer certaines publications, de voir en lui l'acteur d'un tel scénario. Il rassemble autour de lui des personnalités motivées par la sortie de guerre qui se regroupent en décembre 1943 dans un informel « bureau de sortie » *(kiugrási iroda)* dont l'action ne dépasse toutefois pas les murs du palais. Les Mémoires des protagonistes les plus significatifs de la période, à commencer par ceux de Kállay, qui entreprend de son côté de véritables démarches auprès des Alliés, ne mentionnent pas cette officine. Son véritable chef paraît avoir été Géza Ónódy[101], un proche collaborateur du régent. Il semble qu'elle ait eu surtout pour but, après l'invasion allemande, de maintenir le contact avec les personnalités hongroises se trouvant à l'étranger, à l'Ouest ainsi que dans les pays neutres[102].

Les initiatives de Kállay en vue d'une sortie de la guerre, voire d'une paix séparée, débutent après la catastrophe du Don. Il fait ses premiers sondages lors de sa visite officielle à Rome en avril 1943. Ses entretiens avec Mussolini – qu'il trouve d'ailleurs très altéré – ne donnent aucun résultat. Le Duce lui déconseille d'agir contre les Allemands et pense qu'ils peuvent occuper la Hongrie sans coup férir en cas de dérapage du gouvernement[103]. Voyant qu'aucune aide ne viendra de ce côté-là, Kállay rencontre Pie XII à qui il a fait envoyer au mois de janvier un mémorandum dont la rédaction est son œuvre et celle du cardinal Serédi. Le pape a le texte devant lui durant l'audience et il affirme à Kállay que les nazis sont des brutes dont la victoire ouvrirait la voie à l'athéisme[104]. Mais à l'injonction du Premier ministre de mettre fin au conflit, le pape répond qu'aucun des belligérants ne s'est encore adressé à lui : il est convaincu que pour des raisons idéologiques tous veulent aller jusqu'au bout. Pie XII lui promet seulement de tenter d'intervenir sur la scène italienne auprès de Mussolini[105]. Ce dernier, que Kállay revoit le soir même, lui fait comprendre qu'on ne négocie pas avec Hitler et qu'une demande de paix séparée serait une folie[106]. Cette opinion n'est pas partagée par Ciano, que Kállay voit quelques jours plus tard à la suite d'une réception donnée par le baron Gábor Apor, ministre hongrois auprès du Saint-Siège. Ciano affirme à Kállay que la guerre est perdue et que la chute de Mussolini et de son régime est proche – il a de bonnes raisons pour affirmer cela puisque son

beau-père l'a « débarqué » du gouvernement en février et n'a accepté qu'à contrecœur sa nomination comme ambassadeur italien auprès du Vatican[107]. Dans l'éventualité d'un changement de régime, une paix séparée est parfaitement envisageable pour l'Italie, et Ciano ne voit pas pourquoi la Hongrie ne se joindrait pas à cette initiative. Mais Kállay est, avec raison, sceptique sur les capacités de Ciano à s'imposer[108]. Il repart toutefois encouragé par cette visite et par l'accueil triomphal qu'il reçoit à la gare à son retour à Budapest. Il apparaît que c'est lui que l'opinion a investi de la mission de faire cesser la guerre.

La chute de Mussolini en juillet 1943 change la donne, mais la Hongrie entérine le changement de régime et les relations se poursuivent avec le maréchal Badoglio. Après un moment de flottement et des tensions entre fascistes et partisans de Badoglio, la légation italienne à Budapest fonctionne normalement, les contacts culturels sont maintenus. Kállay évoque ouvertement l'idée de paix séparée devant Horthy, qui réagit assez mal. Le régent ne veut pas « poignarder les Allemands dans le dos » et conseille à Kállay d'agir ouvertement[109], ce que ce dernier va bien se garder de faire. Il avoue d'ailleurs à plusieurs reprises ne pas tout dire au régent dont il redoute à la fois les « gaffes » et les réactions parfois intempestives[110]. Le président du Conseil reçoit les chefs des différents partis, à l'exception bien sûr des Croix-Fléchées, pour les informer de ses intentions et recueillir leur soutien. Kállay, qui détient encore le portefeuille des Affaires étrangères, commence par s'adresser aux diplomates hongrois et notamment à ceux qui sont en poste dans les pays neutres ou qui ne sont pas entrés en guerre contre la Hongrie. Dans l'ensemble, le corps diplomatique est soit composé de légitimistes ralliés au régime, soit de diplomates de carrière peu susceptibles de sympathies avec le national-socialisme. Le ministre plénipotentiaire à Berlin, Döme Sztójay, est une exception en la matière : il est en poste depuis 1935 et partisan déclaré du régime hitlérien.

Les contacts en direction des Anglo-Américains passent par la Suisse, le Portugal, le Vatican et la Turquie. L'un des hommes de confiance de Kállay pour établir ces ponts est l'ancien ministre hongrois à Londres, György Barcza. Les Alliés réagissent certes avec intérêt, mais – tout comme en 1917 – exigent une rupture rapide et totale avec l'Allemagne. En outre, les trois alliés ont d'ores et déjà décidé qu'aucun d'entre eux ne doit signer de paix séparée avec l'un des belligérants. Les Hongrois leur démontrent les

difficultés que ce retournement suscite et l'on s'engage dans un dialogue de sourds[111]. Kállay contacte lui-même les Turcs, car il est un ami personnel du ministre de Turquie en Hongrie, Ruşen Eşref Ünaydın. À Londres, ce sont les Polonais qui sont les intermédiaires des Hongrois auprès des Britanniques et des gouvernements en exil. On parvient même à faire accréditer l'ancien ministre hongrois à Lisbonne (où il est resté), le baron Andor Wodianer, auprès du gouvernement polonais de Londres. Kállay cherche à obtenir des garanties des Anglo-Américains si la Hongrie parvenait à « sortir de la guerre ». Clairement, les Hongrois demandent que leur pays ne soit pas occupé par les seules troupes soviétiques, ni inclus dans leur zone d'influence. D'emblée, le représentant hongrois à Istanbul, Pálóczy-Horváth, affirme que les Alliés ne peuvent accepter une telle exigence[112]. Tibor Eckhardt, qui se trouve aux États-Unis depuis 1941, reçoit une nouvelle accréditation pour représenter la Hongrie à Washington[113]. Les Britanniques autorisent de leur côté le gouvernement hongrois à envoyer un agent à Londres : Kállay envoie un homme de confiance, András Frey, qui a déjà effectué des missions à Ankara en janvier 1943. Il est remplacé en Turquie par Ullein-Reviczky, qui s'y rend officiellement pour des vacances. Or le père de sa femme est un ancien consul anglais qui réside toujours à Istanbul. Le chef de la presse au ministère des Affaires étrangères est ensuite envoyé par le nouveau ministre, Jenő Ghyczy, en poste à Stockholm en août 1943, ce qui va lui permettre de continuer à œuvrer en faveur de la sortie de guerre[114].

Une nébuleuse d'agents se constitue donc avec la mission de faire savoir aux Alliés que la Hongrie est prête à sortir de la guerre à certaines conditions. Tous ne sont pas complètement désintéressés : ainsi Pálóczy-Horváth est vraisemblablement un agent double qui travaille à la fois pour les Britanniques et pour Tito ! Il est remplacé par un jeune diplomate venu du service de presse du ministère des Affaires étrangères, László Veres, qui part pour représenter officiellement la Hongrie à la foire internationale de Smyrme (Izmir). Mais la piste turque se révèle bientôt une impasse, car trop d'intermédiaires plus ou moins sérieux s'interposent entre le gouvernement hongrois et ses interlocuteurs dont on se rend compte à Budapest que seuls les Balkans les intéressent. Ces hommes sont de surcroît des agents et non des diplomates décisionnaires. Les efforts de la Hongrie se recentrent alors sur Londres, mais, selon Kállay, ils sont sabotés par ses « voisins » : ce sont ici les Tchécoslovaques qui sont implicitement visés, car ils craignent

qu’un retour en grâce de la Hongrie auprès des Alliés ne mette en péril la reconstitution de leur pays après la guerre. Les Polonais en revanche soutiennent l’action des Hongrois, ainsi que semble le faire aussi la France par l’intermédiaire de l’ancien ambassadeur (1933-1940) Charles Corbin, qui sert désormais la France libre.

En Suisse, Barcza est mandaté auprès des Britanniques et doit insister sur l’anglophilie sincère de Horthy. Ainsi que le formule Kállay dans ce qui ressemble à un ordre de mission : « L’anglophilie de Horthy était à la base même de sa pensée ; s’il a parfois agi *a contrario*, ce fut parce qu’il était mal conseillé ou bien qu’il ne pouvait faire autrement. » Barcza doit également convaincre ses interlocuteurs de la nécessité de maintenir le régent et son régime en place pour d’évidentes raisons de stabilité. « Les vingt-cinq années de règne de Horthy étaient une réalité que rien ne pouvait effacer de l’esprit de la population. Horthy était devenu une légende. Là où il commandait, les gens suivaient. Il fallait tenir compte de cet atout pour assurer la préservation d’un système qui aurait des effets bénéfiques par-delà les frontières de la Hongrie[115]. » La mission de Barcza est bien entendu officieuse mais se fait en accord avec le nouveau ministre hongrois à Berne, le baron György Bakach-Bessenyey. On compte en outre sur le soutien que pourrait apporter à l’entreprise l’ambassadeur américain en Suisse, Royall Tyler, qui connaît la Hongrie où il a passé quelques années en tant que délégué de la SDN – il a même appris le hongrois. C’est de surcroît un ami du président de la Banque nationale, Baranyai[116]. Tyler est certes accrédité par son gouvernement pour rencontrer les Hongrois, mais ces discussions ne mènent à rien car les Américains ont d’autres préoccupations, d’une part, et suivent en tous points les Britanniques, d’autre part. Cela est confirmé par des rencontres secrètes qui ont lieu avec le chef de l’OSS en Suisse, Allen Dulles.

À Washington, même Otto de Habsbourg prend fait et cause pour la Hongrie et en parle à Roosevelt en personne avec qui il a plusieurs entretiens. Il rencontre également l’envoyé hongrois Eckhardt et dépêche son frère cadet Louis-Charles à Lisbonne pour discuter avec le ministre Wodianer. Les États-Unis envoient ensuite officiellement à Lisbonne le colonel Francis Deak, Américain d’origine hongroise, pour poursuivre les pourparlers[117]. Mais tous ces contacts n’apportent aucun résultat tant que la Hongrie se refuse à sauter le pas. À Stockholm, Ullein-Reviczky s’entend opposer les mêmes arguments. La situation internationale fait le reste. La

conférence de Téhéran fin novembre 1943 entérine l'abandon du projet britannique de débarquement dans les Balkans où les trois alliés soutiennent désormais ouvertement les partisans de Tito. La Hongrie n'est de ce fait plus un élément potentiellement intéressant dans la stratégie anglo-américaine, et celle-ci abandonne en quelque sorte l'Europe centrale et orientale à l'avance de l'Armée rouge. Mais Kállay a surtout les mains liées à l'intérieur par le refus obstiné de Horthy de franchir le Rubicon – à défaut de la Leitha – et de tourner le dos à Hitler. Pour le moment, les modalités de la sortie de guerre ne paraissent pas essentielles au régent, qui, même s'il a compris que l'Allemagne ne pouvait plus gagner la guerre, préfère attendre un moment plus propice.

Comme dans le contexte de la Première Guerre mondiale, c'est la nature du rapport avec l'allié allemand qui pose problème. Dans les deux cas également, c'est l'Allemagne que les Alliés veulent abattre. La Hongrie ne dispose donc – comme l'Autriche-Hongrie de 1917 – d'aucune alternative pour sortir de la guerre. Kállay et Horthy sont obsédés par l'idée d'une invasion allemande consécutive à une éventuelle demande de paix séparée. Or les Allemands sont très bien informés des approches entreprises par Kállay auprès des Anglo-Américains. L'un de leurs relais est le ministre plénipotentiaire hongrois en Turquie, János Vörnle, un ami personnel de Franz von Papen, lui-même ambassadeur d'Allemagne à Ankara[118]. Par conséquent ils « tiennent » le gouvernement hongrois et exercent un chantage permanent sur lui. Kállay est pris dans un cercle vicieux et envisage de se retirer, ce dont Horthy ne veut pas entendre parler, car les Allemands vont immanquablement faire pression sur lui pour qu'il nomme un président du Conseil plus accommodant. Dans le même temps, les Croix-Fléchées font de la surenchère. Kállay accepte même de recevoir Szálasi : l'entretien, qui dure près de deux heures, est désastreux. Le premier est confronté à la logorrhée de son interlocuteur : « Ses phrases confuses et dépourvues de sens dont je ne parviens pas à me rappeler un seul mot firent la pire impression sur moi. Il ne faisait aucun doute qu'il appartenait à la tribu des fanatiques possédés[119]. » Dans l'immédiat, ce n'est pas à lui d'ailleurs que pensent les Allemands mais plutôt à Imrédy ou à un autre politicien de sa mouvance.

Les Allemands disposent en outre dans le pays d'un cheval de Troie par l'intermédiaire du *Volksbund* qu'ils ont progressivement transformé durant

les années 1930 en une officine nazie. Le *Volksbund* envoie des volontaires sur le front de l'Est mais œuvre aussi dans le pays afin de regrouper tous les Allemands et d'en faire des relais potentiels d'une prise de pouvoir. Il est également prévu de les regrouper dans l'Ouest du pays pour détacher cette région de la Hongrie dans un éventuel partage territorial à l'issue de la guerre[120]. La perception qu'ont les Hongrois des Allemands est en effet – au même titre que beaucoup de pays successeurs de l'Empire – multiple. Les Allemands sont à la fois des compatriotes installés dans le royaume depuis des siècles, que le langage populaire désigne sous l'appellation globalisante de « Souabes » *(Svábok)* et qui forment la minorité des Allemands de Hongrie *(Ungarndeutsche)*, mais la référence à la germanité renvoie aussi à la longue appartenance à la monarchie des Habsbourg vue dans la mémoire collective comme un pouvoir germanisateur, enfin on regarde avec admiration mais aussi avec crainte vers le Reich, et ce depuis la fin du XIXe siècle. L'alliance avec l'Allemagne est donc généralement acceptée tant que la Hongrie n'en souffre pas : les vicissitudes de la guerre font rapidement évoluer l'admiration que pouvaient encore éprouver certains en terreur et les vieux réflexes antigermaniques reprennent de la vigueur. Bien que tous les hommes politiques hongrois soient germanophones, ils ont souvent l'impression de ne pas parler la même langue que leurs interlocuteurs : c'est ce qui arrive à Horthy lui-même durant sa visite en Allemagne en 1938 et lors des rencontres suivantes avec Hitler. Kállay fait la même expérience. Ses rencontres avec l'ambassadeur du Reich à Budapest, Dietrich von Jagow, sont purement formelles, car le personnage est une « non-entity » dont le seul mérite est d'être un nazi convaincu et officier de marine – les Allemands ont pensé ainsi flatter Horthy[121]. Lors de sa première et unique visite à Hitler, en avril 1942, Kállay sent qu'il n'est pas le bienvenu. Le Führer lui fait un cours de stratégie militaire en présence de Keitel et Jodl puis semble oublier totalement sa présence. Il voit ensuite plusieurs dirigeants qui lui font la leçon et Ribbentrop (que Kállay déteste, à vrai dire) se montre particulièrement arrogant à son égard. Les autres contacts que le président du Conseil a avec les Allemands sont difficiles. L'incompréhension prévaut des deux côtés puisque les Hongrois tergiversent et font semblant de ne pas comprendre ce que veulent les Allemands, qui à leur tour s'exaspèrent. Vu de l'extérieur, l'impression est que les Hongrois sont devenus franchement germanophobes, ainsi que le constate Ciano qui vient en visite à Budapest à la mi-janvier 1942, alors que

pourtant la tension n'est pas encore aussi aiguë : « La réalité est que les Hongrois sont exaspérés par les Allemands, on ne peut pas s'entretenir avec un seul Hongrois sans qu'il commence à dire du mal de l'Allemagne. Tous : du régent au dernier vagabond. » Il rencontre Horthy qui s'exprime en ces termes sur ses alliés : « C'est un peuple valeureux que j'admire, mais l'Allemand est toujours insupportable, sans tact et méchant. » Puis ce sont Kánya et surtout Bethlen qui se lancent dans des diatribes antigermaniques, ce dernier notamment qui parle de l'ingérence allemande « avec une violence telle qu'elle est difficile à décrire[122] ». Ces irruptions de colère ne sont pas uniquement des paroles de circonstance destinées à plaire aux Italiens, elles reflètent une déception plus profonde envers l'Allemagne dont on attendait plus et mieux, mais sans vouloir rien donner en échange. En un mot, les Hongrois prétendent toujours jouir du repas (la révision), mais sans se salir les mains dans la cuisine (la guerre, la déportation des juifs). Il est donc légitime que les Allemands s'irritent à leur encontre. Les visites de Horthy auprès de Hitler se déroulent dans une atmosphère de plus en plus électrique. La rencontre du 16-17 avril 1943 à l'Obersalzberg révèle un climat tendu : Hitler apostrophe Horthy sur son incapacité à régler la question juive et lui reproche d'avoir pris des contacts avec l'ennemi en Espagne et au Portugal[123]. Le régent s'en défend, certes, mais le reste de l'entretien est pénible[124]. Horthy se montre jaloux de préserver sa capacité de décision en refusant de démettre Kállay et surtout en jugeant inadmissible l'exigence des Allemands d'envoyer de nouvelles troupes sur le front russe[125]. Il s'exprime dans ses Mémoires à plusieurs reprises pour se justifier de cette alliance contre nature. Sa référence d'homme du XIXe siècle est l'Allemagne bismarckienne et wilhelminienne – en cela il se rattache aux conceptions des conservateurs hongrois dans la mouvance de Tisza qui regardaient volontiers vers Berlin pour contourner Vienne. Si la Hongrie a dû se tourner vers le Reich hitlérien, c'est contrainte et forcée et de cela il rend responsable l'Entente et les pays successeurs.

L'étau se resserre autour du gouvernement hongrois, qui ne peut empêcher la dérive d'une partie des parlementaires vers le national-socialisme et la montée des Croix-Fléchées qui préparent le grand soir. De plus en plus de « conseillers » et de « missions » arrivent dans le pays afin de mobiliser l'effort de guerre au profit de l'Allemagne et de faire comprendre aux dirigeants que toute tentative pour sortir de la guerre est vouée à l'échec. Cette politique de terreur est personnifiée dans un premier

temps par l'envoi fin 1943 du *Standartenführer* SS Edmund Veesenmayer à Budapest sous couvert de prospection dans l'industrie. Il est en fait chargé de préparer l'occupation du pays et mène des entretiens avec Imrédy et les membres de son parti. Le rapport qu'il expédie à l'issue de son séjour est sans appel : il faut mettre de l'ordre en Hongrie en commençant par faire nommer un gouvernement entièrement dévoué à l'Allemagne et, à défaut, occuper le pays pour aboutir à cette fin[126].

Dans l'hypothèse d'une occupation, Veesenmayer envisage cinq cas de figure : 1° Le régent et le gouvernement démissionnent ; 2° Une opposition unie allant de la gauche à la droite du spectre politique prend le pouvoir ; 3° Une résistance passive se met en place, dont les Hongrois ont l'habitude[127] ; 4° Une grève générale pourrait être déclenchée afin de bloquer l'effort de guerre ; 5° Aucune résistance ne se fait jour, mais il est nécessaire d'amener suffisamment de troupes afin de contrôler la situation et d'empêcher que les points 2° et 3° ne se produisent. Il constate sur place le sabotage systématique de toutes les injonctions émanant du Reich, dans tous les domaines : l'économie, les finances, l'effort de guerre et, bien entendu, la question juive. Au premier rang des questions les plus importantes, Veesenmayer place le régent lui-même et sa « clique dirigeante[128] ».

XII
La fin d'un règne

L'impatience de Hitler est à son comble au début de mars 1944, les revers se succèdent et les alliés de l'Allemagne renâclent de plus en plus à soutenir l'effort de guerre. Il s'irrite particulièrement contre la Finlande et la Hongrie. Il est furieux contre les Hongrois et dit à Goebbels : « Les Hongrois trahissent à la chaîne ! Et cela bien que nous leur ayons déjà fait savoir que nous étions informés de leurs agissements. » Hitler veut les punir et démettre le gouvernement hongrois, arrêter ses ministres et placer Horthy en résidence surveillée. Son but est d'installer un gouvernement sous la présidence d'Imrédy. Cela suppose aussi de prendre le contrôle de l'armée. Enfin, il faut éviter que les Roumains ne profitent du coup d'État pour exiger une rectification territoriale. Une fois ces préalables acquis, il faut éliminer les juifs et en premier lieu ceux de Budapest : « Tant que les juifs sont présents à Budapest, on ne pourra rien obtenir de cette ville ni du pays, ni *a fortiori* de l'opinion publique[1]. » Les pressions s'exercent sur le gouvernement hongrois par l'intermédiaire de l'ambassade d'Allemagne à Budapest, mais aussi directement sur les militaires. Ainsi le général Lakatos, qui commande le 8e corps d'armée encore présent sur le front de l'Est, est convoqué le 12 mars au quartier général allemand en théorie pour rencontrer le chef d'état-major. Mais c'est Hitler en personne qui le reçoit et l'invective, car il estime que la Hongrie ne contribue pas assez à l'effort de guerre. Horthy vient de lui envoyer une lettre demandant sinon le retour des troupes hongroises, du moins leur regroupement à la frontière de la Ruthénie subcarpatique. « Tous doivent aller au front, jusqu'au dernier homme ! », crie Hitler[2]. Lakatos attend patiemment que l'orage passe, répond que la décision ne dépend pas de lui et s'en va voir le chef d'état-

major. La tactique dilatoire semble avoir de nouveau fonctionné, mais c'est en réalité la dernière fois.

Dans l'intervalle, on s'alarme à Budapest d'une importante concentration de troupes allemandes entre Wiener Neustadt et la frontière hongroise. Kállay et d'autres pensent qu'il s'agit seulement d'une démonstration de force afin de faire pression sur Horthy dont les Allemands exigent qu'il renvoie le président du Conseil. Les deux hommes se concertent et se rassurent mutuellement de ne pas vouloir céder au chantage. Plusieurs personnalités, dont des représentants de la communauté juive, des industriels, des banquiers, ainsi que des hommes politiques de toutes tendances (sociaux-démocrates, légitimistes, agrariens)[3] défilent chez Kállay. Tous constatent que la résistance armée est illusoire, car les troupes disponibles sur le territoire ne sont pas capables d'affronter des Allemands même affaiblis. La résistance communiste illégale est en rupture de ban avec le gouvernement et trop aléatoire. La perplexité et l'angoisse règnent.

Le coup de théâtre se produit en plein milieu de la célébration de la fête nationale le 15 mars. Horthy assiste comme de coutume à une représentation de gala à l'Opéra, en présence des corps constitués et diplomatique (les Allemands et les Roumains sont absents), lorsqu'un conseiller de l'ambassade d'Allemagne est introduit dans sa loge porteur d'une missive de Dietrich von Jagow qui demande à être reçu immédiatement en audience par le régent afin de lui remettre une lettre de Hitler. Horthy accepte de recevoir l'ambassadeur à l'issue de la cérémonie et pour l'heure convoque Kállay. Ils se concertent sur l'attitude à tenir : si la lettre contient les habituelles questions et exigences du Führer, on ne répondra pas ; si ce dernier invite Horthy à aller le voir, il faut refuser. Or c'est effectivement de cela qu'il s'agit. Une réunion de crise se tient le lendemain matin au palais. Kállay et les ministres des Affaires étrangères, Ghyczy, et de la Défense, Lajos Csatay, ainsi que le chef d'état-major Szombathelyi font face au régent qui leur donne lecture du contenu de la lettre. Hitler demande à Horthy de venir le voir au château de Klessheim, dans les environs de Salzbourg, avant le 20 mars, date à laquelle il doit rejoindre son quartier général. Le motif officiel de la rencontre est la question du retour des soldats hongrois du front de l'Est. Tous savent que c'est un prétexte fallacieux puisque Hitler veut au contraire que la Hongrie y envoie de nouvelles troupes. Kállay craint que les Allemands ne profitent de l'absence du régent pour envahir le pays et retenir celui-ci en otage[4].

Dans un premier temps, on semble s'accorder sur l'envoi de Szombathelyi à la place de Horthy, puis les opinions divergent : Ghyczy ne sait que faire, Horthy, Kállay et Csatay optent pour l'envoi du chef d'état-major, mais ce dernier objecte que cela risque de rendre les Allemands furieux, il pense que seul Horthy peut contrer Hitler. Les souvenirs de Kállay et ceux de Szombathelyi ne s'accordent pas sur le point suivant : le président du Conseil affirme que Szombathelyi se montre alors certain que les Allemands ne s'empareront pas de Horthy. Or il semble bien au contraire qu'il l'ait redouté et que cela aurait été l'unique raison pour laquelle il aurait accepté d'aller seul à Klessheim. Il pensait que l'on aurait même pu l'éliminer physiquement[5]. Tous finissent par se ranger à l'idée que Horthy aura plus de poids dans la discussion. Pour convaincre le régent, on fait vibrer la corde sensible : l'honneur, le sacrifice, le salut de la patrie. La tactique se révèle efficace sur-le-champ : « Tous ceux qui connaissent Horthy savent que dès l'instant où quiconque en appelait à son sens du devoir, et en particulier à son courage, il le trouvait prêt à relever le défi, et il n'était dès lors plus question d'argumenter[6]. » On se met ensuite d'accord sur les membres de la délégation qui part pour Klessheim le 17 mars : Ghyczy, Csatay et Szombathelyi accompagnent le régent. Leur tâche est de le ramener sain et sauf, mais aussi de défendre les droits constitutionnels du pays et son indépendance. À cet égard, la mission ne réussit qu'à moitié. Horthy, ses ministres et son chef d'état-major rentrent certes en Hongrie, mais pour la trouver occupée par les Allemands.

Selon les propres mots de Horthy, l'entrevue de Klessheim a été un « calvaire ». Elle se déroule en tête à tête, Hitler ayant refusé la présence des autres membres de la délégation hongroise. Il revient sur les manœuvres de « trahison » du gouvernement hongrois et déclare qu'il va « prendre ses dispositions ». Le ton monte, Horthy dit avoir compris ce qui allait se passer et annonce qu'il repart immédiatement. Mais les Hongrois sont retenus encore une journée entière le dimanche 19 mars : on fait croire à une alerte aérienne puis à la rupture des communications suite à un bombardement. Les conversations reprennent, mais elles sont de pure forme puisque dans l'intervalle les troupes allemandes font mouvement en direction de la Hongrie. Horthy dit à Hitler qu'il va abdiquer. Il emploie effectivement ce terme dans la version allemande de ses Mémoires, ce qui est impropre puisqu'il n'est pas couronné[7]. Or Hitler veut préserver la légalité, au moins

en apparence, et une démission du régent ne lui agrée pas car il craint un coup d'État des Croix-Fléchées. Il promet donc à Horthy de respecter la souveraineté du pays et de retirer les troupes dès qu'un nouveau gouvernement sera nommé. Horthy se laisse fléchir par l'argument « moi, ou le chaos », ainsi que par le spectre du précédent italien incarné par la république fasciste de Salò. Il emploie dans ses Mémoires la métaphore du capitaine qui n'abandonne pas son navire et coule avec lui, ce qui correspond en effet à la suite des événements[8]. Les Allemands font boire à Horthy le calice jusqu'à la lie – selon sa propre expression – en retardant encore son départ et en publiant un communiqué attestant que l'occupation du pays est le résultat d'un accord entre Hitler et lui. Dans le récit moins édulcoré car plus immédiat qu'il fait de son séjour à Klessheim au général Lakatos quelques jours plus tard, il dit avoir subi de la part de Hitler un traitement humiliant. Il exprime en outre sa plus profonde indignation devant la brutalité du coup de force allemand[9].

La question se pose une fois encore de la responsabilité du régent. Son choix de rester au pouvoir est contestable. Ses arguments pour justifier sa volonté de se maintenir sont toujours les mêmes : démissionner aurait fait plus de mal que de bien, d'une part ; son devoir était de tenter de préserver ce qui pouvait encore l'être, d'autre part. Or l'occupation allemande change considérablement la donne : la souveraineté nationale ressemble de plus en plus à une coquille vide. En arrivant à Budapest au matin du 21 mars, Horthy voit des soldats allemands postés partout et jusque devant le palais. Kállay, venu l'accueillir à la gare, l'informe que la Gestapo a déjà procédé à des arrestations de parlementaires, qu'elle a pris possession du bâtiment de la police et réquisitionné l'hôtel Astoria pour y loger ses services. Au total, près de 3 000 personnes sont arrêtées dans les premières heures suivant l'arrivée des Allemands. Dans ces conditions, peut-on encore parler d'une réelle marge de manœuvre pour le régent ? Quelques semaines plus tard commencent les déportations de la population juive de province. Que prétend encore sauvegarder Horthy ? Alors qu'il se trouvait dans le train qui le ramenait de Klessheim, Jagow est venu l'informer de l'accomplissement de l'occupation et lui présenter son successeur, qui n'est autre que Veesenmayer. Ce dernier prétend dicter à Horthy la liste des membres du futur gouvernement à la tête duquel il veut placer Imrédy[10]. Le régent refuse et Imrédy lui-même répugne à côtoyer de nouveau Horthy[11], mais ce dernier

comprend qu'il ne pourra pas s'opposer longtemps à la volonté des Allemands : il faut sacrifier Kállay et chercher un président du Conseil acceptable par les occupants. On pense ici au contexte français et la position de Horthy est comparable dans une certaine mesure à celle de Pétain, mais aussi à la situation en Slovaquie, que les Allemands, s'ils ne l'occupent pas formellement, contrôlent par l'intermédiaire du gouvernement de Mgr Tiso. La marge de manœuvre dont pense encore disposer Horthy est minime : l'armée lui échappe, la police et la gendarmerie se plient aux ordres des nazis et organisent la déportation des juifs, la résistance est inexistante et les opposants déclarés sont immédiatement arrêtés, les parlementaires pourchassés. Le palais fait figure de camp retranché et Horthy s'isole, entouré de quelques familiers. On reproche à ces derniers de lui avoir caché la vérité et de l'avoir influencé. Le même argument a été employé pour dédouaner le maréchal Pétain dont l'entourage se serait livré à un « détournement de vieillard ». Or l'isolement du régent est précisément ce que cherchent les Allemands : pour l'opinion, on préserve les apparences, l'ordre règne, l'exploitation systématique du pays et les persécutions peuvent s'opérer sans difficulté. L'alternative qui se présente est certes de rentrer au pays, mais de démissionner en appelant la population à résister. Horthy insiste en permanence sur sa volonté de préserver l'ordre et de leur côté les Allemands tiennent à cette apparence de légalité. Mais c'est oublier un peu vite que le régent a été porté au pouvoir par un mouvement qui n'était certes pas plus illégal que la révolution bolchevique qu'il combattait, mais dont les débuts sont empreints d'un caractère résolument hors la loi. On peut faire grâce à Horthy de ne pas vouloir replonger le pays dans un chaos semblable à celui de 1919, mais l'occupation allemande crée une situation inédite qui aurait pu susciter un soulèvement populaire dans la lignée de 1848. Certains observateurs extérieurs s'attendent à ce que le pays résiste et sont amèrement déçus. Ullein-Reviczky par exemple constate : « Pendant toute la durée de son histoire millénaire, jamais notre nation n'a fait preuve d'une telle mollesse[12]. » Il envoie une lettre au régent par l'intermédiaire de son fils pour lui reprocher d'avoir ainsi fait de la Hongrie l'ennemie des Alliés, ce qui ne va pas rester sans conséquences. Horthy montre là qu'il s'inscrit bien dans la tradition de Széchenyi et non de Kossuth. L'âge et la lassitude font sans doute le reste, ainsi que l'habitude de l'exercice du pouvoir qu'il ne se résout pas à délaisser.

Le régent est néanmoins sincèrement ébranlé. Les témoignages concordent parmi ses familiers et notamment sa belle-fille, ainsi que chez certains observateurs qui notent qu'il est « désespéré ». Son quotidien se resserre autour de sa famille et de quelques proches, ce qui accrédite la thèse, non seulement chez les Allemands, mais également chez beaucoup d'analystes *a posteriori*, que Horthy perd le sens des réalités. Il ne sort plus du palais et la famille ne se rend pas comme de coutume à Kenderes pour y fêter son anniversaire, ni dans la résidence de Gödöllő. « Le régent, âgé de soixante-seize ans, mais le visage bronzé, habitué au mouvement, au sport, surtout à l'équitation, et aimant la vie à l'air libre, devait désormais vivre entre quatre murs. Il recevait la visite de gens âgés en majorité, ses partisans conservateurs, et il cherchait en secret avec eux le moyen de prendre la défense des juifs et de préparer la demande d'armistice[13]. »

Dans les jours qui suivent l'invasion allemande, le désarroi n'atteint pas que le régent. Les arrestations se succèdent dans le pays, et, à l'étranger, la majeure partie du corps diplomatique hongrois, déjà compromis dans les approches en direction des Alliés, passe à la dissidence sur place ou bien rejoint des pays sûrs. Les ministres plénipotentiaires en poste dans les pays neutres (Finlande, Suisse, Espagne, Portugal, Vatican) et de nombreux consuls mettent sur pieds un « Comité des ministres dissidents » présidé par György Barcza, qui vit désormais en Suisse[14]. Le 3 avril, les premiers bombardements par des avions anglais touchent l'île de Csepel ainsi que le faubourg de Pesterzsébet, au sud de Budapest, qui sont d'importants sites industriels. Ces raids ne cessent pas ensuite et touchent les installations portuaires et ferroviaires de la capitale. Jusqu'en février 1945, environ 25 000 personnes périssent sous les bombes.

Le nouveau gouvernement est formé le 22 mars 1944. On a finalement choisi l'ancien ministre de Hongrie à Berlin, Döme Sztójay (1883-1946), dont le profil politique est certes moins accusé que celui d'Imrédy, mais que les années passées en Allemagne ont transformé en partisan convaincu du national-socialisme. László Baky, représentant du parti des Croix-Fléchées, ancien compagnon de route de Szeged, entre d'ailleurs dans son cabinet comme secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur. Il est avec un second secrétaire d'État, László Endre[15], chargé de procéder au règlement des affaires juives[16]. Enfin, trois membres du gouvernement appartiennent au parti d'Imrédy. Horthy parvient certes à écarter Baky et Endre quelque temps plus tard, mais ils reprennent du service auprès de Szálasi après le

15 octobre 1944. Le gouvernement comporte également des personnalités opposées aux Allemands que l'on a réussi soit à maintenir comme Csatay à la Défense, soit à faire nommer. Miklós Mester en est un exemple. Il est nommé secrétaire d'État aux Cultes et à l'Instruction publique. Issu d'une famille modeste de Transylvanie, il a une formation d'historien. Il est élu du Parti gouvernemental depuis 1939 dans la circonscription de Ráckeve, au sud de Budapest, où vit une importante minorité serbe. Il profite de sa présence au gouvernement pour faire échapper ou cacher de nombreux représentants juifs du monde des arts et de la musique. Dans ses Mémoires, il se range parmi ceux qui considèrent que Horthy s'est sacrifié pour sauver la patrie. Reçu en audience par le régent peu de temps après sa nomination au gouvernement, Mester en fait un portrait qui par certains traits recoupe les expériences de nombreux autres visiteurs. Tout d'abord Horthy parle beaucoup, à tel point que Mester peut à peine répondre ou exprimer une opinion. Il lui parle de sa tentation de démissionner à l'annonce de l'invasion allemande. Il cherche de manière évidente à convaincre sinon lui-même, du moins son interlocuteur, qu'il a fait le seul choix possible. D'ailleurs, il évoque son retrait comme demeurant une option. Mester est impressionné par l'apparence physique de Horthy : « Il portait un uniforme bleu de marin. Sa poitrine était constellée de décorations. Son visage était rouge et en bonne santé, sa stature moyenne. Il avait une apparence fringante, militaire, et bien loin de faire son âge de soixante-seize ans. » Comme souvent lorsqu'il s'entretient avec quelqu'un, les questions importantes laissent bientôt la place à une conversation à bâtons rompus – où seul Horthy parle – où se mêlent la littérature (Ferenc Herczeg), le théâtre (l'actrice Gizi Bajor), le cinéma, ses fils… et la guerre[17].

Le président du Conseil est reçu à Klessheim par Hitler et les principaux dignitaires nazis. Goebbels dit d'emblée de lui que c'est un « homme d'État de troisième ordre », mais dont on doit se contenter, faute d'avoir pu imposer Imrédy. Le nouveau chef d'état-major hongrois, le général János Vörös, affirme à Goebbels que Horthy est manipulé par les juifs et se refuse de ce fait à appliquer la politique antisémite voulue par les Allemands. Il est manifeste que le général Vörös donne à entendre précisément ce dont Goebbels est déjà persuadé, car il mène en réalité un jeu bien plus complexe. Il est plus tard accepté par les Soviétiques comme négociateur de l'armistice et poursuit sa carrière dans l'armée hongroise jusqu'en 1956. Il affirme ainsi à Goebbels que « Horthy est foncièrement un

réactionnaire qui mène exclusivement la politique des magnats. Il n'a pas la moindre compréhension du nouvel ordre social[18] ». Cette opinion, qui est à vrai dire celle de Goebbels, est parfaitement exacte.

Des voix se sont déjà élevées pour condamner le traitement auquel sont soumis les hommes juifs enrôlés dans les bataillons de travail forcé. Le ministre de la Défense du gouvernement Kállay, déjà choqué par les exactions commises contre les juifs lors des incidents de Voïvodine, s'efforce d'améliorer leur sort, sans toutefois s'opposer à la réglementation qui a instauré ces unités. Il dit dans ses Mémoires qu'il a entre autres raisons agi ainsi parce que le règlement brutal et inhumain de la question juive était non seulement inacceptable sur le plan moral, mais aussi parce qu'il discréditait la Hongrie sur le plan international et qu'il ne faisait pas de doute qu'il faudrait en répondre au moment des négociations de paix[19]. Ses interventions au Parlement en ce sens sont violemment combattues par le parti d'Imrédy et les Croix-Fléchées qui le dépeignent comme philosémite *(zsidóbarát)*. Il est en revanche soutenu par le président du Conseil et Horthy lui-même l'assure de sa confiance. Mais la pression de l'extrême droite se fait toujours plus forte. Nagy, le ministre de la Défense, demande à Kállay de sonder Horthy sur l'opportunité de sa démission, mais le régent refuse catégoriquement lors d'une audience qu'il lui accorde le 20 mai 1943[20]. Devant l'agitation, c'est Kállay qui propose à Horthy de sacrifier Nagy pour calmer les choses. C'est finalement l'analyse d'autres protagonistes : il faut se débarrasser de Nagy afin de maintenir le gouvernement de Kállay, qui entreprend alors des contacts avec les Alliés. Le renvoi de Nagy permettrait de satisfaire les Allemands dans l'immédiat. Horthy se range à ces arguments et accepte la démission de Nagy le 2 juin 1943[21]. Ce dernier quitte le gouvernement dix jours plus tard, remplacé par le général Lajos Csatay.

La communauté juive de Hongrie a perdu environ 8 % de ses membres avant même le commencement des déportations : à l'automne de 1941, environ 18 000 à 20 000 juifs étrangers ont été déportés vers la Galicie, où la plupart d'entre eux périssent dans le camp de Kamenets-Podoł'sk ; en janvier 1942, 1 000 juifs sont tués à Novi Sad (Újvidék). Enfin on déplore près de 70 000 morts dans les bataillons de travail forcé ou dans les camps

de prisonniers en Union soviétique. Ces victimes sont majoritairement des hommes jeunes[22].

À partir du 15 mai 1944, la grande majorité des juifs de province sont déportés, soit une proportion de près de 80 %[23]. L'entreprise, appelée *Ungarnaktion* par Adolf Eichmann, est supervisée par les *Sonderkommandos* nazis. La plupart des trains ont pour destination finale Auschwitz où les juifs hongrois sont gazés dès leur arrivée. À Budapest en revanche, près de 60 % de la population juive, soit environ 140 000 personnes, ont pu survivre. Mais leurs conditions de vie sont atroces, notamment après le 15 octobre 1944, lorsque les rafles sauvages se multiplient dans le ghetto. D'autres échappent aux rafles, cachés tant bien que mal ou protégés par des organisations internationales et les représentations des États neutres. Ils doivent leur survie en partie à l'effondrement de l'Allemagne nazie, qui ne permet pas l'organisation effective de leur déportation. Le nombre de juifs qui sortent du ghetto au moment de la libération de la ville par l'Armée rouge en février 1945 est estimé à 69 000 ou 70 000 ; s'y ajoutent les 25 000 juifs « protégés » et 25 000 autres rescapés grâce à diverses cachettes à Budapest et en province. Sur une population juive d'environ 800 000 personnes avant la guerre dans une Hongrie agrandie, la Shoah fait de 400 000 à 450 000 victimes[24].

Les premières initiatives destinées à sauver les juifs ou à leur épargner des conditions de vie inhumaines sont l'œuvre d'officiers de l'armée hongroise qui avaient en charge les bataillons de travail forcé. Le ministre de la Défense Vilmos Nagy a donné des instructions implicites en ce sens. Lorsque les déportations commencent, certains militaires « enrôlent » des juifs qui ont jusque-là échappé au travail forcé et les cachent dans leurs unités[25]. Au fur et à mesure que l'ampleur des déportations puis leur destination sont connues, le « sauvetage » *(mentesités)* des juifs préoccupe les membres non fascistes du gouvernement et l'entourage même de Horthy. Jusqu'à l'occupation allemande, le régent et ses gouvernements se sont toujours opposés à ce que l'on porte atteinte aux juifs autrement que par des lois certes humiliantes, mais qui ne remettaient pas en cause leur vie. Des représentants de la communauté, du monde économique et intellectuel trouvent le chemin du palais et sensibilisent le régent et ses proches. Leur opposition aux persécutions contre les juifs s'alimente à plusieurs sources : la charité chrétienne pour Magda Horthy et sa belle-fille, l'hostilité aux Allemands et à leurs directives de la part des ministres ou de

Miklós Horthy junior, le souci de ménager à la Hongrie et à ses dirigeants un traitement favorable de la part des Alliés. Malgré toutes ces bonnes raisons et certaines initiatives réelles et courageuses, ni le régent ni ses proches n'ont pu, voulu ou su faire plus, et notamment dans la phase initiale de la déportation des juifs de province. Ils semblent se réveiller brusquement en juillet 1944 lorsque les Allemands exigent que leur soient livrés les juifs de Budapest, soit environ 150 000 personnes. Dès le printemps, ceux-ci ont été regroupés dans des immeubles situés autour de la grande synagogue, dont le quartier devient un ghetto d'où ils ne sont pas censés sortir sans autorisation, le port de l'étoile jaune ayant été imposé par la même occasion[26].

Dès lors, une nébuleuse d'organisations et d'individus se forme pour contrecarrer le projet de déportation massive des juifs de Budapest. Au palais, il s'agit avant tout de sauver l'honneur et de démontrer que la souveraineté hongroise subsiste malgré l'occupation. Fortes de ce soutien, de nombreuses personnalités en appellent au régent et à ce qui lui reste de pouvoir pour s'opposer aux Allemands. La communauté juive elle-même dépêche ses dirigeants auprès de la famille Horthy et chez certains hommes politiques. Ainsi Mester introduit-il le chef du Conseil central juif *(Központi zsidó tanács)*, Samu Stern, auprès de Horthy[27]. Stern est l'ancien chef de la communauté néologue ; il a été tout d'abord élu président de la communauté juive dans son ensemble, puis choisi par les Allemands à leur arrivée pour prendre la tête du Conseil central juif, organisme semblable à ceux mis en place dans les pays occupés et dont la tâche est de coopérer à la Solution finale. Stern rencontre également le fils du régent, puis essaie de gagner du temps, comptant sur la défaite allemande. Cette stratégie correspond à celle de Horthy et contribue dans une certaine mesure à sauver les juifs de Budapest. Ainsi que le dit Ullein-Reviczky : « Ceux de la capitale obtinrent un délai de grâce, dû à la présence du régent Horthy que les nazis ne croyaient pas prudent d'irriter outre mesure […]. Les juifs budapestois végétèrent donc ainsi, aussi longtemps que le régent subsista[28]. »

Dans l'intervalle, des évadés d'Auschwitz ont apporté aux Alliés la preuve de l'extermination systématique des juifs. Ces documents parviennent en Hongrie et Samu Stern est d'ailleurs un de ceux qui les traduisent en hongrois. Horthy est donc informé du sort des juifs fin juin 1944. Sa belle-fille parle du choc que ces révélations ont causé au

palais[29], mais il est évident que des informations circulaient déjà depuis un certain temps sur la Solution finale. On tente une fois de plus de faire croire à la thèse d'un régent coupé du monde afin de justifier son absence de réaction et son incapacité à agir. Horthy décide – poussé par son entourage, des hommes politiques, des ecclésiastiques et les diplomates représentant les pays neutres – de négocier avec les Allemands. Il s'oppose à la déportation des juifs de Budapest et le fait savoir à Veesenmayer le 4 juillet. La crise culmine au début de juillet : des rumeurs de putsch orchestré par les nationaux-socialistes hongrois, notamment Baky et Endre qui ont la haute main sur la gendarmerie[30], laissent entendre que le gouvernement serait remplacé par une dictature croix-fléchée et Horthy déposé.

Certains diplomates se concertent pour agir en commun en vue de protéger les juifs des rafles. Le ministre espagnol Angel Sanz Briz et le consul de Suisse Carl Lutz sont à l'origine de cette initiative, ils sont rejoints par le nonce apostolique Rotta. Or c'est la légation de Suède qui devient rapidement l'officine la plus efficace pour délivrer des passeports et des sauf-conduits aux juifs. Le ministre Carl Ivar Danielsson demande même la création d'un poste entièrement dédié à cette tâche. Le 9 juillet, Raoul Wallenberg, un homme d'affaires, arrive à Budapest pour occuper cette fonction. En l'espace de quelques semaines, des milliers de passeports sont émis. De nombreux juifs ainsi « naturalisés » trouvent refuge dans des maisons gérées par les représentations diplomatiques afin qu'il soit plus difficile d'entreprendre de les déporter[31]. Carl Lutz a ainsi obtenu du commerçant Arthur Weiss un ancien grand magasin lui appartenant dans la rue Vadász et connu sous le nom de Maison de verre *(Üvegház)*. Le bâtiment prend le nom d'« Agence d'émigration de la fédération helvétique » *(Svjáci Követség Idegen Érdekek Képviselete Kivándorlási Osztály)* et devient un centre où les juifs peuvent se rendre afin d'obtenir papiers et hébergement[32]. Grâce à ces démarches et à l'opposition des autorités hongroises aux directives d'Eichmann, la déportation des juifs de Budapest est momentanément stoppée et les *Sonderkommandos* quittent la Hongrie[33].

La satisfaction d'avoir fait plier les Allemands et la certitude de plus en plus forte d'une défaite prochaine de l'Allemagne redonnent un élan aux idées de « sortie de guerre » déjà évoquées. Celle-ci est toutefois problématique : faute d'un débarquement allié dans les Balkans, ce ne sont

pas les Occidentaux qui seront l'interlocuteur d'une demande d'armistice, mais l'URSS, d'autant que c'est contre elle que combattent les troupes hongroises engagées dans le conflit. Les Soviétiques progressent inexorablement en direction de la Roumanie durant l'été 1944. Le roi Michel de Roumanie réussit le 23 août sa propre sortie de guerre et les Bulgares font de même trois jours plus tard, ce qui ne peut qu'inspirer la Hongrie à suivre l'exemple. De même, le cas de la Finlande peut laisser espérer que la fin des combats ne signifiera pas nécessairement une occupation par les Soviétiques. Horthy cherche donc à former un gouvernement qui doit être chargé de préparer la sortie de guerre. Les Allemands ne tiennent pas particulièrement à Sztójay et n'ont – hormis Imrédy qui n'est plus une option – aucun autre candidat à imposer. Horthy a depuis plusieurs mois le général Lakatos en vue. Lorsque ce dernier a été nommé commandant de la 1re armée, Horthy lui a annoncé son intention de le choisir comme chef d'état-major, ce qui advient effectivement à la mi-avril 1944. Lakatos, qui compte trente-quatre années de service, souhaite toutefois se retirer et ne reste que quelques semaines en poste avant d'être remplacé par Vörös[34]. Mais le régent ne le laisse pas en paix, car il a en tête la formation d'un cabinet présidé par un militaire, plus compétent selon lui pour mettre un terme à la guerre. Prenant officiellement congé de ses fonctions, Lakatos est reçu en audience par Horthy le 31 mai : l'entretien dure deux heures et demie. Le régent l'accueille à bras ouverts et se montre extrêmement amical : « Sa sympathie et sa confiance à mon égard étaient presque illimitées. Je n'avais jamais ressenti une telle proximité de cœur et d'esprit avec le chef suprême des armées[35]. » Malgré cela, Lakatos ne prend pas Horthy au sérieux quand celui-ci lui dit vouloir le nommer bientôt président du Conseil. Or il est rappelé dès le 8 juillet : le régent lui parle cette fois des persécutions juives et de l'agitation des Croix-Fléchées qui espèrent le grand soir. Horthy dit vouloir prendre les Allemands par surprise et le nommer sans en référer à Veesenmayer. Lakatos s'inquiète alors de savoir si le régent veut instaurer une dictature militaire – on retrouve ici un écho de 1919 qui n'a pas disparu des références des contemporains. Mais Horthy lui répond qu'il pense au contraire à un gouvernement apolitique composé de fonctionnaires. Il lui révèle par ailleurs que c'est le comte Bethlen qui lui a soufflé l'idée, ainsi que son nom. Ils se rencontrent effectivement le lendemain et Bethlen, que Lakatos ne connaît pas personnellement, lui avoue qu'il s'agit de rétablir la position de Horthy et

de la Hongrie à l'issue de la guerre. Aux objections de Lakatos de ne rien connaître au jeu politique, Bethlen l'assure que c'est précisément la raison du choix de sa personne[36]. Lakatos accepte le principe et dit se tenir prêt à entrer en fonction. Le moment propice arrive le 16 juillet : on lui donne une journée pour composer son cabinet, car Horthy veut démettre Sztójay le lendemain. Finalement, on a quand même jugé préférable de prévenir Veesenmayer et Lakatos le rencontre le 18 juillet au palais en présence du régent[37]. L'Allemand est mis devant le fait accompli, ce qu'il n'apprécie guère. Les rapports qu'il envoie à la Wilhelmstrasse dénotent une exaspération croissante devant les manœuvres et le « sabotage » permanent dont se rendent coupables les Hongrois[38]. Il crée des difficultés et fait traîner en longueur la constitution du gouvernement, qui ne prête serment que le 29 août[39]. Le nouveau cabinet ne comporte aucun représentant des partis fascistes, mais on a tout de même maintenu quelques ministres pro-allemands afin de donner le change.

Les membres du gouvernement consultent d'autres personnalités de la vie politique, des anciens ministres comme Kánya, des militaires, le cardinal Serédi, l'un des gardes de la couronne, le baron Zsigmond Perényi (on se préoccupe en effet du sort de la sainte couronne dont il est un des gardiens[40]). Le mois de septembre se passe en tractations. Le 8, un conseil de crise a lieu au palais. On a été chercher pour l'occasion le comte Bethlen, qui s'est entre-temps mis en sécurité hors de Budapest. Sont présents également des leaders politiques, le chef d'état-major de l'armée, le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, le général Gusztáv Hennyey. Tous tombent d'accord pour donner mandat au gouvernement et au régent pour permettre à la Hongrie de conclure un armistice. Dans l'intervalle, l'Armée rouge a envahi la Roumanie et pénètre dans la partie hongroise de la Transylvanie à l'est de Târgu Mureş. La IIe armée ukrainienne du maréchal Malinovski lance une opération le 6 octobre dont le but est la prise de Debrecen. L'éventualité d'une occupation soviétique devient réelle et suscite la panique chez le régent et le général Lakatos : « Le régent Horthy et moi-même mettions tous nos efforts et nos espoirs dans une occupation de la Hongrie par les forces occidentales, ou au moins dans l'établissement d'une commission d'armistice mixte, afin que les Soviétiques n'aient pas le dernier mot[41]. » Dans le camp adverse, les Croix-Fléchées fourbissent leurs armes et créent une Alliance nationale *(Nemzeti szövetség)* dont le but est la prise du

pouvoir. On reparle d'un putsch possible sous obédience allemande avec la constitution d'un gouvernement formé de Croix-Fléchées et du parti d'Imrédy. L'affolement commence à gagner tous les rouages de l'État et l'ensemble de la population, prise entre des Allemands désorganisés et l'approche imminente des Soviétiques. Les actions violentes se multiplient à l'encontre des Allemands et des symboles de leur présence et des réfugiés commencent à affluer en provenance des régions de l'Est. Szeged et Kolozsvár sont prises par l'Armée rouge, selon un ordre du jour de Staline en date du 11 octobre. Cette nouvelle cause un émoi considérable, et l'on sait Debrecen menacée[42]. Les bombardements sur Budapest sont ininterrompus depuis le printemps et ont déjà causé d'importantes destructions.

Les consultations se poursuivent au palais, entre autres par l'intermédiaire du fils du régent. Ce dernier reçoit également de nombreuses personnalités politiques de tous horizons – hormis les communistes – afin de préparer le terrain pour la transition qui ne va pas manquer d'avoir lieu. Mais les sociaux-démocrates et les communistes se regroupent début octobre en un Front hongrois *(Magyar Front)* dont les exigences politiques sont rejetées par le régent et le gouvernement. Des contacts sont ensuite pris avec les Alliés en Italie et en Suisse. Ils confirment que la demande d'armistice doit être adressée aux Soviétiques, ce dont Horthy est personnellement mortifié[43]. Le poids de la conscience historique joue ici indéniablement un rôle. Le précédent de 1849 pèse lourd dans la mémoire collective hongroise, combiné aux préjugés contre la Russie, vue comme un monde barbare, encore accrus depuis la révolution bolchevique. Dès le 28 septembre, l'ancien attaché militaire, le général Gábor Faragho, est envoyé à Moscou à la tête d'une petite délégation composée du ministre plénipotentiaire Domokos Szent-Iványi et du professeur Géza Teleki, et chargée de négocier l'armistice[44]. Ils doivent obtenir des Soviétiques l'arrêt immédiat des combats, la constitution d'une commission interalliée et la possibilité pour les troupes allemandes de se retirer du territoire. La délégation se voit remettre un mémorandum qui demande que la Hongrie déclare la guerre au Reich et renonce aux territoires reconquis depuis 1938. Elle est autorisée à le signer le 11 octobre. Dès lors, plus rien ne s'oppose à ce que la Hongrie fasse connaître sa demande d'armistice. Le général Lakatos est prévenu le samedi 14 octobre à midi par le chef de cabinet de Horthy, Gyula Ambrózy : on lui demande de réunir immédiatement le

gouvernement et le conseil de la Couronne[45]. La réunion, présidée par Horthy, débouche sur la rédaction de la proclamation qui doit être lue le lendemain à la radio au nom du régent. Par conséquent, Horthy convoque Veesenmayer au palais. Les Allemands sont parfaitement au courant de ces agissements et ils font leur possible pour les contrecarrer. Dans le même temps, les Croix-Fléchées se tiennent en embuscade : ce qui était une option impensable pour les Allemands en mars 1944 finit par devenir une nécessité par défaut et ils envisagent désormais de confier le pouvoir à Szálasi, faute de solution légale.

Depuis plusieurs jours, Horthy a interdit aux membres de sa famille de sortir du palais, tant par crainte des bombardements que par méfiance envers les Allemands. Or son fils se laisse attirer à l'extérieur sur la promesse de rencontrer des envoyés de Tito. Cette information paraît aberrante car il n'y a eu jusque-là aucun contact avec les partisans, et Tito se refusait à entrer en relations avec les Hongrois suite aux exactions commises à Novi Sad. Miklós accepte de se rendre à une réunion qui doit avoir lieu le dimanche matin à Pest, dans les bureaux de la Société du port autonome. Il est accompagné par trois soldats de la garde du palais[46]. Les Allemands le kidnappent malgré l'intervention des gardes dont deux sont tués par les agresseurs ; le troisième parvient à s'enfuir et à prévenir le palais. Après avoir été violemment frappé, Miklós est évacué sur-le-champ par les Allemands qui l'emmènent au terrain d'aviation de Budaörs. Il atterrit à Vienne d'où il est emmené en captivité à Mauthausen[47]. La nouvelle de l'enlèvement du fils du régent parvient au palais alors que ce dernier se prépare à présider le conseil de la Couronne auquel il doit annoncer la proclamation imminente de la demande d'armistice. On n'a, dans l'instant, aucune idée de l'endroit où a été emmené Miklós : Ilona décide de mentir à sa belle-mère en lui racontant qu'il est parti dans le sud du pays pour rencontrer les envoyés de Tito. Magda n'apprend la vérité que plusieurs semaines plus tard, mais sans que l'on sache alors exactement où se trouve son fils.

Lorsque Veesenmayer arrive au palais comme prévu, il est reçu par Horthy en présence de Lakatos et Hennyey. Le régent commence par protester contre l'arrestation de son fils. L'Allemand accuse ce dernier d'avoir conspiré avec l'ennemi, ce pour quoi il a été appréhendé. Puis Horthy lui fait part de la demande d'armistice. Veesenmayer lui propose de la différer et lui annonce l'arrivée à Budapest d'un envoyé du Reich, Rudolf

Rahn, avec qui il est supposé négocier. Horthy accepte de recevoir immédiatement Rahn mais reste ferme sur sa position : la demande d'armistice va être lue en début d'après-midi à la radio[48]. La déclaration en surprend plus d'un même si tous ont conscience que la situation a atteint son paroxysme. Le comte Bethlen juge qu'il est « tard, trop tard[49] ». Kálmán Shvoy se trouve chez son frère : ils ne peuvent y croire dans un premier temps et sont consternés[50]. La même perplexité frappe Milotay et ses proches. Tous spéculent sur les assurances que Horthy a pu recevoir des Anglo-Américains. Chacun se précipite sur le téléphone, mais amis et connaissances se dérobent[51]. Le soir même, la radio annonce la formation d'un nouveau gouvernement dirigé par Ferenc Szálasi, qui prend la parole et déclare mettre son action en accord avec les préceptes du national-socialisme. Son discours est creux et mal prononcé, il fustige la politique du régent et promet de lutter jusqu'à la fin pour la victoire de l'Allemagne. La démission de Horthy est officiellement annoncée le lendemain. Szálasi prête serment dans une salle vide, seuls sont présents les Allemands, l'archiduc Joseph qui s'est rangé à leurs côtés, et le père Zadravecz.

Malgré les précautions prises auprès des principaux commandants des forces hongroises se trouvant à proximité de la capitale, que le général Lakatos jugeait insuffisantes, les Allemands prennent rapidement le contrôle de la situation et le régent est à leur merci. L'attitude des militaires est variable : certains se détournent de Horthy, les autres restent passifs, ne sachant que faire faute d'ordres et de préparation, le dernier ordre du jour émis par Horthy ne leur est pas transmis. L'État n'a plus d'existence légale depuis plusieurs mois et la nation se trouve de nouveau face à une grave crise d'identité. Les fidèles du régent, comme le général Szilárd Bakay, commandant du 1er corps d'armée de Budapest, arrêté dès le 10 octobre, ont d'ores et déjà été mis hors jeu et remplacés par des nazis ou leurs sympathisants[52]. Le 16 octobre au matin, les Allemands emmènent Horthy accompagné de Lakatos au palais Hatvany, quartier général de la SS ; ils y sont accompagnés par le général Vattay, chef de la chancellerie militaire du régent, et l'aide de camp de celui-ci, le lieutenant-colonel Gyula Tost. Szálasi est présenté à Horthy afin que ce dernier le nomme président du Conseil. Plusieurs heures s'écoulent dans une tension insupportable – Tost se suicide. Veesenmayer tente une dernière fois d'obtenir de Horthy la nomination de Szálasi comme président du Conseil, mais il refuse en prétextant que le gouvernement de Lakatos n'est pas démissionnaire. Les

Allemands disent à Lakatos que Horthy va être emmené en Allemagne où il sera « reçu comme un prince » *(« fürstliche Behandlung »)*, et le général comprend qu'il va lui aussi être arrêté[53]. Entre-temps, les femmes ont été conduites à l'abri dans le palais de la nonciature situé à une centaine de mètres du château royal et de la présidence du Conseil. Les deux hommes sont ensuite séparés afin qu'ils rejoignent leurs domiciles respectifs pour y prendre quelques effets. Lakatos trouve les Allemands déjà installés dans le palais Sándor ; il en est de même au château, dont ils ont pris possession. Il revoit ensuite Horthy et les deux hommes se quittent, bouleversés : « Il prit ma main entre les siennes et dit : "Je te suis reconnaissant pour tout." Je répondis que je n'avais fait que mon devoir. Puis je demandai à Dieu de le bénir ainsi que sa famille et lui dis adieu[54]. » Sous la pression de Veesenmayer qui lui promet que son fils sera libéré, Horthy finit par signer la déclaration qui entérine la passation de pouvoir.

Le lendemain 17 octobre, le régent et sa famille sont emmenés en train vers l'Allemagne. Magda Horthy, Ilona, le petit István et sa nurse Ilona Sajni ainsi que trois domestiques du palais composent le groupe auquel se joignent, sur demande de Horthy, les généraux Vattay et Brunswick. Le régent entame ce qu'il appelle dans ses Mémoires « le voyage le plus triste de ma vie[55] », mais qui rappelle aussi celui effectué en novembre 1918 après son entrevue avec le roi Charles. À l'arrivée à Vienne, puis à Linz et à Munich, Horthy réclame son fils mais aucun renseignement ne lui est fourni. Le baron Alexander von Dörnberg, chef du protocole du ministère des Affaires étrangères du Reich, accueille Horthy à Munich et lui apprend qu'il va être conduit avec sa suite au château de Hirschberg, à Weilheim en Bavière, où ils arrivent finalement le 18 octobre. Ils sont dès lors sous la garde de la Gestapo. Ils sont rejoints début janvier 1945 par Jenő, le dernier survivant de la fratrie de Horthy, qui va désormais partager leur sort. Il leur apporte des nouvelles récentes de la situation en Hongrie.

L'avènement de Szálasi et du parti des Croix-Fléchées se déroule dans une atmosphère de chaos. Bien que le parti ait soigneusement préparé son arrivée au pouvoir en rédigeant une constitution et des propositions de lois, il ne peut dans les faits réaliser son programme en raison de la situation. Le gouvernement diffère peu de celui qu'il a remplacé : des membres de la société civile, trois fonctionnaires du précédent cabinet, quelques aristocrates et surtout des militaires[56], de réserve et d'active, pour la plupart

engagés à l'extrême droite depuis 1919. L'armée a certes tourné le dos au régent, mais n'obéit pas davantage aux Croix-Fléchées. Les troupes allemandes qui se retirent progressivement favorisent le règne de l'arbitraire. Les Allemands ne sont pas intéressés par la mise en œuvre du programme « hungariste » de Szálasi. Les Croix-Fléchées ont mis leurs hommes à tous les postes clés de ce qui reste de l'appareil étatique, mais beaucoup sont incompétents. Ce sont des « hommes nouveaux » en majorité d'extraction modeste. Ils tentent de recruter des volontaires en vue de la bataille de Budapest. Ils arment une milice, coupable des pires exactions durant l'hiver. Les juifs sont pourchassés, y compris ceux qui ont trouvé refuge dans les maisons administrées par les pays neutres. Ils sont rassemblés dans les officines de quartier des Croix-Fléchées puis traînés au bord du Danube où ils sont abattus et leurs corps jetés dans le fleuve. La plupart des quelque 500 victimes ont été assassinées sur la rive gauche (Pest) et sur les berges de l'île Marguerite[57]. Les Allemands procèdent de façon plus méthodique et les rafles qu'ils organisent remplissent les trois ou quatre derniers trains qui partent pour Auschwitz, mais la plupart des transports se font désormais à pied dans des marches épuisantes alors que l'hiver arrive. Les juifs enfermés dans le ghetto souffrent de la faim et du froid et nombre d'entre eux succombent. Un Comité national de soulèvement et de libération *(Magyar Nemzeti Felkelés Felszabadító Bizottság)* s'est constitué autour d'Endre Bajcsy-Zsilinszky le 9 novembre 1944. Son but est de faire la jonction avec le Front hongrois et les troupes soviétiques. Mais une dénonciation entraîne l'arrestation et l'exécution sommaire de ses membres en décembre[58].

La Hongrie est déchirée par les combats pendant l'automne 1944 ; partout les troupes ukrainiennes font reculer les Allemands. À la Toussaint, l'étau se resserre autour de Budapest, mais Szálasi et les Allemands refusent de déclarer la capitale ville ouverte. Au contraire, ils s'emploient à renforcer ses capacités de défense. Le samedi 4 novembre, à 14 h 20, le pont Marguerite qui avait été miné par les occupants, comme les autres ponts de la capitale, se brise en plusieurs tronçons : des tramways bondés, des voitures, des camions et des piétons sont précipités dans le Danube. L'obstination de Szálasi, qui quitte bientôt la ville en direction de l'ouest, ajoutée à celle des Allemands contribue à faire de la bataille de Budapest, après Stalingrad et avant Berlin, un terrain de confrontation directe entre Allemands et Soviétiques. L'avancée de l'Armée rouge est inexorable : le

20 décembre, la ligne de front passe juste à l'est de Gödöllő. Le siège de Budapest commence la veille de Noël. La ville est prise en tenailles entre les IIe et IIIe corps d'armée ukrainiens, renforcés par le VIIe corps d'armée roumain. Les Soviétiques se rendent maîtres de Pest le 1er janvier 1945. Il leur faut encore six jours pour arriver jusqu'au centre de la ville : le 15 janvier, ils prennent position sur une ligne qui correspond au tracé du Grand Boulevard. Trois jours plus tard, la garnison allemande de Pest se rend. Les troupes soviétiques arrivent sur le quai du Danube et hissent leur drapeau sur le Parlement. Les Allemands se sont réfugiés sur la colline du château et tiennent les collines de Buda. Les tabliers du *Lánchíd* et du pont Élisabeth sont écroulés dans le milieu du fleuve ; du pont François-Joseph, il ne reste que deux arches de fer ; le pont Miklós Horthy, le dernier construit, saute à son tour. Les deux ponts ferroviaires ont eux aussi été détruits par les Allemands en retraite. Les blindés ukrainiens ne se laissent pas effrayer par les collines de Buda, ils pénètrent sur la rive droite, par Kelenföld au sud et Óbuda au nord, forçant le passage entre les collines. Huit jours plus tard, ils sont à portée de canon du château. Les Allemands – 188 000 hommes et quatre divisions de Panzer – sont pris au piège. Le 4e corps SS de Panzer, qui avait été dépêché pour tenter de briser l'étau, doit se retirer. La bataille de Buda fait rage pendant encore un mois. Les nids de résistance allemande sont détruits un par un. La majeure partie des destructions de Buda, et notamment sur la colline du château, ne sont pas tant dues à l'artillerie – comme à Pest – qu'aux bombardiers soviétiques, qui, profitant de l'innocuité des batteries de défense antiaériennes, volent en rase-mottes et font tomber un déluge de bombes afin de détruire les innombrables véhicules que les Allemands ont disposés en barrages. Le 11 février, les Allemands tentent une sortie en direction du nord-ouest, mais ils sont arrêtés par le Xe corps de la garde ukrainienne, qui les décime. Le surlendemain, Buda est libérée. Un journaliste décrit l'atmosphère : « Des gens pâles, au visage torturé, sortent dans les rues où poussière, puanteur, cadavres allemands, ordures, débris de tuiles ou de vitres s'étalent sur les trottoirs. Des carcasses de chevaux débités jusqu'à l'os que la population affamée s'est répartis, bordent la chaussée[59]. » Dans les décombres encore fumants, les soldats soviétiques patrouillent avec des chiens. Ils commettent eux aussi de nombreux forfaits, violant et volant sur leur passage, arrêtant en masse des civils dont certains ne reviendront jamais du goulag. Ce sont eux également qui libèrent les juifs encore enfermés dans le ghetto.

Le 2 décembre, les communistes hongrois venus de Moscou ont créé avec le Parti social-démocrate, le Parti des petits propriétaires, le Parti national paysan et le Parti démocrate, le Front uni hongrois. Des élections sont organisées dans les régions libérées pour former la future Assemblée nationale. Une assemblée se réunit trois semaines plus tard à Debrecen et élit un gouvernement provisoire, reconnu par les Alliés occidentaux et par les Soviétiques. Une fois Budapest libérée, le Front fait sa jonction avec le Comité de libération, qui regroupe plusieurs tendances politiques. Szálasi a suivi les troupes allemandes en retraite, mais il est incapable de former les cinq divisions qu'il se promettait de mettre au service du Reich et c'est finalement une seule division SS hongroise qui passe la frontière avec lui le 4 avril 1945. Le même jour, la Hongrie est considérée comme libérée de l'occupation allemande. Malgré la constitution d'une Commission de contrôle interalliée, il est patent que c'est l'Union soviétique qui aura, comme le craignait Horthy, le dernier mot dans l'évolution à venir du pays.

TROISIÈME PARTIE
L'EXILÉ

1944-1957

XIII
L’Allemagne

1944-1949

La vie de la famille Horthy s’organise tant bien que mal au château Hirschberg rebaptisé par les Allemands « Waldbichl » afin de tromper l’espionnage ennemi. Dans les premiers mois, le petit groupe reste entier : les quatre membres de la famille Horthy, l’ordonnance du régent, la nurse d’István, Vattay et Brunswick[1]. Les autorités du château sont des diplomates : tout d’abord le chargé d’affaires Jasper, remplacé en novembre par le consul général Hellenthal. Ils sont plus ou moins bien disposés à l’égard des Horthy, acceptent de transmettre des courriers et accèdent à certaines demandes : les lettres rédigées par Ilona ont toutes pour but de demander des explications sur le sort de Miklós dont on ne sait toujours rien, sinon qu’il a été emmené à Mauthausen. Les femmes obtiennent également qu’un prêtre de Munich, le révérend Erich Mayer, vienne dire la messe à leur intention, mais cette faveur n’est concédée que de façon irrégulière et les visites s’espacent dans le courant de l’hiver. Les journées sont monotones, les femmes tricotent, on se promène dans le parc sous bonne garde, les jeux d’échecs, de bridge et de rami occupent une partie des soirées, on joue parfois même avec Hellenthal et certains gardiens. Vattay est emmené par les Allemands le 13 novembre et, en mars, c’est le tour de Brunswick. L’arrivée de Jenő a toutefois permis d’égayer un peu les captifs, d’autant qu’il a réussi à introduire dans ses bagages un poste de radio grâce auquel la famille parvient à écouter les émetteurs occidentaux.

Les conditions de vie se dégradent nettement à partir de janvier 1945, les rations de nourriture sont de plus en plus faibles, ce qui a des

conséquences sur la santé des Horthy : le régent a perdu sept kilos, Ilona est anémiée et Magda, elle aussi amaigrie, fait une chute. Les nazis sont tendus et irritables, les alertes aériennes sont incessantes et finissent par avoir raison de la patience de Horthy, qui déclare un matin ne plus vouloir descendre dans l'abri aménagé sous le château : à la surprise de tous, il entraîne sa famille et ils remontent dans leurs appartements où l'*Oberführer* SS fait alors irruption pour les contraindre à redescendre. Son ton comminatoire déplaît à Horthy, qui lui tient tête : Ilona croit alors leur dernière heure arrivée, mais le nazi abandonne le combat et s'éloigne. Dès lors, ils ne retournent plus dans l'abri et savent grâce à l'écoute de la radio que l'avancée des Alliés est irrésistible.

Le 25 avril, les Allemands se préparent à quitter le château, les alertes sont quotidiennes, les Soviétiques sont à Vienne et les Américains approchent par l'ouest. Le lendemain, le personnel non militaire part, suivi par la garde. Ne demeurent encore que Hellenthal et sa famille, le cuisinier, le majordome, les femmes de chambre et les SS. Ces derniers abandonnent le château le 29 avril, laissant les Horthy dans une situation étrange, seuls avec trois membres de la *Sicherheitspolizei* – et un chien – qui semblent peu se préoccuper de les surveiller. Il semble que Himmler ait ordonné à toutes les unités chargées de garder des prisonniers « politiques » de les exécuter afin d'éviter qu'ils ne témoignent, mais la désorganisation de la fin de la guerre et le sauve-qui-peut général leur ont épargné ce sort. Du haut de la tour du château désormais accessible, Ilona voit que la petite ville voisine de Weilheim a hissé le drapeau blanc et elle aperçoit les blindés américains qui progressent sur la route[2].

Les Américains font leur apparition au château le 30 avril 1945[3] : ce sont trois officiers de la 36e division de la 7e armée, son commandant, le général John E. Dahlquist, accompagné de son chef d'état-major et d'un général d'artillerie. Après avoir gratifié les habitants du château de rations alimentaires, ils annoncent que Horthy doit se rendre le lendemain auprès du général Alexander Patch, le commandant de la 7e armée. Ils laissent également un détachement de soldats au château. D'une captivité l'autre… En hâte, Jenő et Ilona (il dicte, elle tape) préparent une note destinée à Horthy pour rassembler des arguments en vue de son « entretien » avec Patch dont on se doute bien qu'il ne sera pas une conversation de salon mais bien plutôt un interrogatoire. En réalité, Horthy est immédiatement considéré comme un prisonnier de guerre et provisoirement interné dans

une villa à Göppingen, dans les environs d'Augsbourg, où se trouve alors le quartier général des forces américaines. Il est dépité de se retrouver en compagnie d'officiers de la Wehrmacht et traité comme un criminel de guerre. Tous sont ensuite transférés à Augsbourg et enfermés dans une cité ouvrière. Horthy rencontre finalement le général Patch, accompagné de tout son état-major et de photographes, dont la présence lui déplaît.

Le château est désormais gardé par une petite troupe d'anciens prisonniers de guerre français, et la surveillance est nettement relâchée. La propriétaire des lieux, la baronne Hirschberg, vient reprendre possession de son bien, que les nazis l'avaient forcée à vendre. Elle va par la suite continuer à fréquenter les Horthy. Les femmes sont ensuite soulagées d'apprendre que Miklós est en vie. Il a survécu aux quelques mois passés à Mauthausen. Puis il été évacué à la mi-avril à Dachau où il s'est retrouvé en compagnie d'autres détenus « politiques » d'importance tels que Léon Blum, l'ancien chancelier autrichien Schuschnigg, le fils du maréchal Badoglio et Miklós Kállay[4]. Ils sont ensuite emmenés par les Allemands en retraite en direction du Tyrol, où la Wehrmacht les remet aux Américains qui les internent en Italie.

Le 8 mai, Horthy est ramené au château afin d'y prendre ses affaires : il annonce à sa famille stupéfaite mais heureuse qu'il est désormais en « détention préventive » à Augsbourg. On lui a attribué comme ordonnance un soldat américain d'origine hongroise, juif de surcroît, que Horthy apprécie beaucoup. Plusieurs sources témoignent alors du fait qu'il semble croire à un avenir différent pour la Hongrie, et sans doute pour sa propre personne. Il dit ainsi à ses proches que les Américains vont lui permettre d'aller à Spa en Belgique afin d'y prendre part à une conférence interalliée[5]. Il fait la même déclaration quelque temps plus tard, en juillet, à des Hongrois rencontrés à Augsbourg[6]. Ces derniers sont les officiers qui se sont enfuis avec la sainte couronne, l'ont enterrée en Autriche avant d'être capturés par les Américains, qui se sont par la même occasion emparés d'elle[7]. On ne peut manquer de noter que de mai à juillet, la situation n'a pas évolué : Horthy est toujours en détention et rien ne vient accréditer la thèse de la tenue d'une conférence, dont il n'a effectivement jamais été question.

C'est le Conseil des ministres des Affaires étrangères qui se réunit régulièrement à partir d'août 1945 qui prépare les traités de paix dont la signature a lieu à Paris le 10 février 1947[8]. Ces traités concernent

l’ensemble de l’Europe centrale et orientale et la Hongrie est entre-temps de plus en plus sous emprise soviétique. Horthy lui-même ne paraît pas se rendre compte de sa position qui fait de lui un accusé plutôt qu’une victime. Il est tout à fait invraisemblable de penser que quiconque ait pu vouloir restaurer son pouvoir.

C’est le contraire qui se passe lorsque l’on apprend, d’une part, les exigences du gouvernement hongrois qui veut le faire comparaître au même titre que la plupart des dirigeants du pays, et, d’autre part, que le maréchal Tito réclame son inculpation comme criminel de guerre pour sa responsabilité dans le massacre de Novi Sad. Les responsables hongrois jugés par le tribunal du peuple ont presque tous été exécutés (Szálasi et la plupart des ministres de son gouvernement, les anciens présidents du Conseil Imrédy, Bárdossy et Sztójay) ou déportés par les Soviétiques (Bethlen). Si l’on en juge par le sort réservé au président Hácha, qui meurt en prison, et à Mgr Tiso, exécuté, nul doute que Horthy aurait été une victime expiatoire du régime en Hongrie comme en Yougoslavie.

Horthy s’est visiblement bercé d’illusions entretenues par les personnages qui se trouvaient autour de lui en Allemagne sur un règlement international permettant à la Hongrie d’échapper à l’influence soviétique. On lui fait ainsi miroiter une potentielle rencontre avec le général Eisenhower, mais c’est un leurre. Il est effectivement transféré en Belgique, mais ne rencontre aucun responsable allié décisionnaire. Il lui semble d’ailleurs qu’on le néglige et que personne ne s’intéresse à ce qu’il appelle sa « résistance contre l’hitlérisme[9] ». Il est ensuite ramené en Allemagne où il retrouve certains des personnages les plus compromis du Reich dont l’amiral Dönitz, qui l’intéresse particulièrement : ils parlent longuement de la guerre sous-marine. Après une station à Wiesbaden, il est transféré au camp d’Oberursel, près de Francfort. Entre-temps a eu lieu son premier interrogatoire, mené par un anonyme major américain qui s’attache au rôle joué par la Hongrie durant la guerre et aux circonstances de l’arrestation de Horthy par les Allemands. À partir de là, il est autorisé à communiquer avec sa famille qui a dû déménager en juin du château Hirschberg et s’est installée dans la bourgade proche de Weilheim. Ils n’ont pas la permission de s’éloigner au-delà. La maisonnée comprend huit personnes : Magda, Jenő, Ilona, István, sa nurse, deux bonnes et le valet de Jenő ; on se tasse tout en songeant qu’il faudra aussi ménager de la place pour Horthy et son ordonnance, voire pour Miklós. Ils sont aidés par les Américains et par des

militaires hongrois réfugiés dans la localité. La vie sociale reprend ainsi ses droits et les Horthy reçoivent bientôt de nombreuses visites. Ilona pense aux conditions financières futures de la famille qui subsiste pour le moment – et cette situation va durer encore de longs mois – grâce à l'aide alimentaire de la Croix-Rouge et aux rations américaines. Elle se propose pour donner des cours d'allemand aux officiers et elle apprend la sténodactylographie grâce à une Hongroise à qui en échange elle enseigne l'anglais[10]. Elle effectue ensuite de véritables travaux de traduction pour le *United Nations Relief and Rehabilitation Administration* (UNRRA)

Le 24 septembre 1945, Horthy et un certain nombre d'internés sont transférés à Nuremberg. C'est le choc, car on sait que s'y prépare le procès des principaux chefs de l'Allemagne nazie et de leurs acolytes de divers pays. L'internement s'effectue dans une prison, les détenus sont isolés, Horthy se croit arrivé à la porte de l'enfer de Dante[11]. Il reste trois semaines dans cette cellule, bien qu'on lui ait assuré – ainsi qu'à certains de ses compagnons – qu'il ne comparaîtrait qu'en qualité de témoin. Les conditions de détention sont ensuite allégées et n'ont rien à voir avec celles des prisonniers considérés comme des criminels de guerre, qui sont à l'isolement et étroitement surveillés. Horthy peut communiquer avec sa famille par courrier. La vie sociale s'organise dans la prison, car tous ces messieurs appartiennent à la meilleure société : officiers généraux, diplomates, ministres et hauts fonctionnaires. Ils jouent aux échecs et discutent des nouvelles transmises par le journal de l'armée américaine *Stars and Stripes*. La polyglossie de Horthy le sert indéniablement et il converse en allemand et en anglais avec tous. Les interrogatoires auxquels il est soumis ont pour but d'accumuler des éléments à charge pour les procès contre les responsables allemands, et notamment contre Ribbentrop et Keitel. On lui demande ensuite en novembre de faire ses déclarations par écrit en remplissant des formulaires. Afin de compléter son témoignage, le juge d'instruction lui demande s'il souhaite la contribution de son fils, qui se trouve alors à Rome. Les Américains sont prêts à le faire venir, ce qui réjouit bien sûr Horthy, séparé de lui depuis plus d'un an. Les retrouvailles ont lieu le 1er décembre. Niki est interrogé en premier, puis on les laisse seuls et ils peuvent s'entretenir durant une heure et demie. Ils se revoient régulièrement ensuite et Miklós assiste à certains interrogatoires de son père : il est ainsi présent, relate Horthy dans ses Mémoires, lorsque le juge

Robert H. Jackson lui signifie qu'après enquête, les Américains ne retiennent aucune charge contre lui[12].

Cette « protection » a permis à Horthy de ne pas figurer sur la liste des criminels de guerre élaborée par les Américains : en effet, chacune des puissances alliées avait constitué sa propre liste, suivant, d'une part, les réclamations de certains États, et, d'autre part, suivant les personnes qu'elles détenaient en captivité. La réclamation principale concernant Horthy est celle de Tito qui veut voir inscrire son nom sur la liste des criminels de guerre et le faire comparaître pour le massacre de Novi Sad. Or les Américains – à qui Tito est redevable, ainsi qu'aux Britanniques – lui font savoir que sa plainte ne sera pas recevable. Il en est de même de la demande du gouvernement hongrois, transmise quant à elle aux Soviétiques, de citer Horthy devant le tribunal du peuple. Le contexte n'est pas favorable à un tel procès et Staline préfère ne pas s'encombrer d'un martyr. Les élections de novembre 1945 en Hongrie ont effectivement montré que la soviétisation du pays est loin d'être achevée : le scrutin est largement remporté par le Parti des petits propriétaires qui rassemble 57 % des voix. Le Parti social-démocrate obtient 17,4 % des suffrages et les communistes seulement 16,9 %. Le parti paysan, qui en train de devenir un clone du parti communiste, remporte 6,8 % et enfin le Parti démocrate 1,6 % des voix[13]. La même configuration se reproduit quelque temps plus tard lors des élections municipales. Ces résultats réjouissent d'ailleurs Horthy qui y voit à juste titre un signe de résistance à l'instauration du régime communiste. Dans ces conditions, il aurait été peu habile de la part des Soviétiques de renforcer ce mouvement par la tenue d'un procès suivi d'une exécution de l'ancien régent. C'est non seulement une démarche inspirée par le pragmatisme, mais aussi un indice important de la popularité dont jouit encore Horthy en Hongrie. Si l'on compare la situation avec celle de la Tchécoslovaquie, force est de constater que Mgr Tiso n'a pas bénéficié d'un crédit semblable. Réfugié dans un monastère capucin en Bavière, il y est appréhendé par les Américains. Il signe le 8 mai 1945 la capitulation slovaque devant le général américain W. A. Collier. Il est ensuite renvoyé à Bratislava à la fin de 1946, et condamné à mort. Malgré les appels à la clémence des évêques slovaques[14], Eduard Beneš refuse de le gracier et il est exécuté le 18 avril 1947.

Le 17 décembre 1945, Horthy est libéré. On lui a demandé quelques jours auparavant où il désirait vivre désormais et il a exprimé l'unique

souhait de rejoindre sa famille, pour rester en Bavière ou bien aller s'installer ailleurs. Les Américains le conduisent donc à Weilheim où il peut enfin retrouver les siens car dans l'intervalle, Nicky s'est également joint à eux. Horthy paraît toutefois fatigué et éprouvé par la captivité et les transferts incessants qu'il a dû subir. La famille reçoit à partir de janvier 1946 le statut de *Displaced Persons* (DP) et les rations correspondantes, car le travail d'Ilona ne suffit pas à nourrir neuf personnes (Nicky a entre-temps quitté la maison). Elle travaille ensuite plus régulièrement pour la Croix-Rouge. L'ancien ambassadeur Montgomery s'inquiète de leur sort et apprend qu'il est pour le moment impossible de leur faire parvenir quoi que ce soit : il est informé que des Américains veulent envoyer de l'argent mais sans succès, et ils ne sont pas autorisés non plus à recevoir des paquets CARE[15]. Quelque temps plus tard, Nicky, qui souhaite se rendre aux États-Unis pour éventuellement s'y installer, voit sa demande de visa refusée, ce que Montgomery trouve injustifié. Il voit derrière ces ergotages l'influence des communistes. La situation se normalise bientôt et Montgomery peut rassembler des dons au profit de la famille Horthy qui commence également à bénéficier du programme CARE. Il s'entremet également par l'intermédiaire du procureur général Homer Cummings afin de faire parvenir au tribunal des documents favorables à Horthy. Le successeur de Montgomery, Pell, contribue aussi à l'œuvre de bienfaisance, ainsi que d'autres Américains sympathisants. Le pape Pie XII a été mis au courant de la situation précaire des Horthy et envoie de l'argent. Ceux-ci sont également invités de façon régulière par des connaissances, ce sont autant de repas et de distractions dont ils profitent grâce à la générosité de leurs relations.

Après que les Américains ont renoncé à faire figurer le nom de Horthy sur leur liste de criminels de guerre, ce sont les Britanniques qui se saisissent de la question au début de 1946. L'insistance de Tito ne trouve toutefois pas d'écho au Foreign Office, qui enquête pourtant et se trouve même interpellé au Parlement sur la raison de la libération de l'ancien régent. Son nom apparaît en effet sur la liste des criminels de guerre établie par la *United Nations War Criminal Commission* (UNWCC) suite à la demande de la Yougoslavie. Le Foreign Office doit donc justifier du fait que la Grande-Bretagne n'a pas tenté de se saisir de lui ni de faire pression sur les Américains. On se retranche donc prudemment derrière ces derniers

en attestant que Horthy se trouvait en détention sous la responsabilité de l'armée américaine et qu'il revient donc à Washington de décider de son sort et du maintien éventuel de son nom sur la liste de la UNWCC, voire de son extradition vers la Yougoslavie[16]. Le pape Pie XII en appelle même au roi George VI et à son gouvernement en faveur de Horthy[17]. Le Foreign Office donne raison aux Américains en reconnaissant explicitement que Horthy n'aurait pas droit à Belgrade à un procès équitable, respectueux des modalités requises par la UNWCC[18]. L'affaire finit par être abandonnée côté britannique après que l'ambassadeur à Moscou, William G. Hayter, a constaté que les Soviétiques se désintéressent de Horthy et de son hypothétique inculpation. Le chargé d'affaires hongrois le confirme en déclarant que Staline reconnaît à Horthy le mérite d'avoir demandé l'armistice à l'URSS. Selon l'analyse du diplomate hongrois, les Soviétiques ne souhaitent pas voir l'ancien régent comparaître ni en Hongrie ni en Yougoslavie, afin de ne pas encourager les « forces réactionnaires[19] ». Le chef de la mission britannique à Budapest, Knox Helm, a le dernier mot en affirmant qu'une extradition de Horthy aurait immanquablement pour suite sa condamnation à mort et son exécution, ce qui en ferait un martyr bien encombrant pour le pouvoir[20].

Horthy n'en a toutefois pas terminé avec le tribunal de Nuremberg. En mars 1948, il est appelé à témoigner dans le procès intenté contre Edmund Veesenmayer. Il n'en dit pratiquement rien dans ses Mémoires, alors que sa belle-fille y consacre plusieurs pages de ses propres souvenirs, ce qui s'explique en l'occurrence par le fait qu'elle a accompagné Horthy à Nuremberg et l'a aidé à mettre par écrit son témoignage avant l'audience[21]. La présence de l'ancien régent a attiré les foules au tribunal dont les audiences sont, depuis les grands procès de la fin 1945, de moins en moins suivies par la presse et l'opinion publique. Horthy est entendu le 4 mars en compagnie de deux autres témoins : Rezső Kasztner, qui représente la communauté juive hongroise, et le général SS Otto Winkelmann, qui commandait la *Sicherheitspolizei* à Budapest en même temps que Veesenmayer. Kasztner avait rencontré Horthy et son fils après mars 1944 en tant que l'un des responsables du Comité de secours juif *(Zsidó mentési bizottság)*. Le fond du procès consiste en effet à évaluer l'étendue des pouvoirs dont disposait Veesenmayer à Budapest et l'usage criminel qu'il en a fait. Sa responsabilité dans les déportations et exactions commises contre les juifs est donc un des éléments essentiels de l'acte d'accusation.

En réponse à la question des attributions dévolues à Veesenmayer, Horthy répond en affirmant que ce dernier jouissait d'un pouvoir sans limites. L'interrogatoire dure toute la journée et Horthy, qui approche de ses quatre-vingts ans, montre des signes de fatigue et avoue parfois ne pas se souvenir de certains faits. Les autres questions portent sur les persécutions contre les juifs. Le tribunal dispose à ce sujet de nombreux éléments attestant des efforts entrepris par Horthy et son entourage, ainsi que par le gouvernement Lakatos, pour s'opposer aux déportations. Les membres de la communauté juive de Budapest et des organisations venant en aide aux juifs ont multiplié les témoignages en faveur de Horthy. Les trois ouvrages de Jenő Lévai parus en 1946 rendent en outre justice à l'action dilatoire du gouvernement de Kállay[22]. Comme il avait pu l'escompter, on porte au crédit de l'ancien régent son insistance à faire cesser les transports dès lors que ceux-ci visaient les juifs de Budapest. Ce succès relativise d'ailleurs la toute-puissance de Veesenmayer qui a dû céder sur ce point en juillet 1944. Les auditions montrent toutefois que Horthy n'est pas capable d'autocritique et se retranche systématiquement derrière l'oubli ou le déni[23]. Il minimise ses responsabilités et sa marge de manœuvre vis-à-vis des Allemands. Il semble persuadé d'avoir fait tout ce que lui dictait sa conscience et convaincu d'avoir agi selon son devoir. Lors d'une audience ultérieure, le général Lakatos est également entendu comme témoin. Il a d'ailleurs été autorisé par les Américains à entrer en contact avec Horthy et se réjouit de pouvoir lui écrire. « J'étais heureux de saisir cette occasion exceptionnelle d'entrer en contact avec l'ancien chef de l'État et chef suprême des armées[24]. » Veesenmayer est finalement condamné à vingt ans de prison.

Horthy a semble-t-il commencé à écrire ses Mémoires quelques mois après son retour de Nuremberg – la chronologie est parfois très confuse dans le témoignage de sa belle-fille. C'est elle qui tape le manuscrit original en allemand, puis sa traduction en hongrois[25]. Elle mentionne que la famille commence à se poser des questions sur son sort. Faut-il rester en Bavière ou bien chercher un autre asile ? La situation en Hongrie rend tout retour impensable. On est alors en 1946 et comme il apparaît au vu des documents britanniques évoqués ci-dessus, il est peu probable que quiconque ait donné l'autorisation à Horthy de quitter l'Allemagne où il est encore sous protection américaine. Il est donc invraisemblable, comme le prétend Ilona, que des premiers contacts aient été pris fin 1946. La poursuite des

instructions, et notamment celle conduisant au procès de Veesenmayer, nécessite que Horthy reste à proximité. Si des tentatives – dont aucune preuve ne subsiste – ont bien été faites, elles n'avaient dans ce contexte aucune chance d'aboutir, ce que les intéressés ne réalisaient peut-être pas. Ce sont en effet Ilona et son beau-frère Nicky qui sont les intermédiaires de Horthy dans la négociation de son émigration, mais ils manquent d'intelligence politique et montrent à plusieurs reprises une grande naïveté. Les relations mondaines ne suffisent pas dans ce contexte. La famille songe toutefois à l'émigration dont l'un des motifs principaux est la santé de plus en plus fragile de Magda qui souffre des rigueurs du climat bavarois et des médiocres conditions de vie. On s'inquiète de la fin prochaine du soutien procuré par la UNRRA et les autres organisations venant en aide aux personnes déplacées. Quoi qu'elle fasse, Ilona ne peut pas avoir un salaire permettant l'entretien de toute la famille en plus des cinq personnes à son service, qui commencent elles aussi à donner des signes de lassitude et avouent leur intention de rentrer en Hongrie. En septembre 1946, une femme de chambre et les deux valets partent. Il ne reste alors auprès des Horthy que la femme de chambre de Magda et la nurse d'István. Horthy et son frère Jenő sont désormais privés de serviteur. L'argent manque : une somme est disponible sur un compte en banque suisse ouvert par le défunt mari d'Ilona, mais elle est pour le moment bloquée. La solution à laquelle on pense d'emblée est de demander l'asile aux États-Unis. La démarche est logique puisque c'est l'armée américaine qui a été jusque-là le protecteur de la famille. L'ancien ambassadeur Montgomery se propose pour servir d'intermédiaire à la fois sur le plan diplomatique et administratif et dans la recherche de moyens de subsistance. Il imagine de créer une fondation *ad hoc* pour réunir l'argent nécessaire[26]. D'autres options sont rapidement écartées : l'Italie et la France, dont les langues ne posent aucun problème, effraient en raison de la puissance de leurs partis communistes.

Finalement, Ilona se rend en Suisse – tout d'abord pour des raisons financières – afin de sonder certaines légations sur l'éventualité d'une demande d'asile. Sur le conseil de Nicky qui a connu le ministre Cesar de Sousa Mendes lors de son séjour au Brésil, elle aurait alors approché la légation portugaise, or il n'y aucune trace dans les archives de cette visite qui aurait eu lieu mi-décembre 1946. Sousa Mendes est en effet arrivé à la légation en janvier 1947[27] ! Le Portugal n'était pas *a priori* le choix de la famille : personne à part Nicky ne parle portugais. Or il est tout aussi

illusoire de penser que les Portugais pourraient servir d'intermédiaires : ils sont certes neutres mais ne disposent ni d'une surface diplomatique suffisante ni d'un régime bien en cour auprès des Alliés. Le Portugal n'est pas en mesure d'offrir autre chose que sa propre générosité. Il n'est donc pas étonnant de voir que l'année 1947 se passe sans que l'on reparle des projets d'émigration.

Il y a d'autres soucis : Horthy doit être opéré d'une hernie en avril, mais il se remet vite[28]. Des individus plus ou moins louches rodent autour de la villa, des espions yougoslaves selon Ilona. Les fréquentations des Horthy ne sont pas toujours sans reproche : ils reçoivent ainsi la visite de l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Budapest, Erdmannsdorff. Or l'ambiguïté du régime Horthy se reflète également dans les visites de personnalités juives qui viennent remercier l'ancien régent pour son attitude envers la communauté. Signe de l'anglophilie – muée récemment en américanophilie – de Horthy, tout l'état-major américain passe par la maison de Weilheim ou bien invite la famille à diverses mondanités. Les Hongrois présents ou de passage dans la région viennent présenter leurs respects à Horthy.

Le projet d'émigration est incontestablement relancé après le procès Veesenmayer. La famille reprend ses démarches auprès des autorités américaines, ainsi que par l'intermédiaire des légations en Suisse. Dans l'intervalle, Jenő a pu partir pour Paris d'où il rejoint plus tard la Suisse. Les activités de Nicky sont obscures, il se trouve tantôt à Innsbruck, tantôt en Suisse. Il a entre-temps retrouvé son épouse divorcée et ses filles, mais sans reprendre une vie de famille. Il décide de partir en 1947 au Brésil où il prend contact avec les cercles des émigrés hongrois. Ces derniers souhaitent qu'il s'engage activement au sein du Comité national hongrois *(Magyar Nemzeti Bizottmány)* en devenant son représentant au Brésil[29]. Le comité, qui vient de se constituer à New York, a pour origine le groupe des diplomates hongrois démissionnaires après l'invasion allemande de 1944. C'est György Bakach-Bessenyey qui en dirige les affaires extérieures et qui prend contact avec Nicky. Les activités du comité consistent à œuvrer à la libération du pays de la domination soviétique et à rassembler pour cela tous les Hongrois vivant à l'étranger qui partagent cet objectif. Son organigramme ressemble à celui d'un gouvernement en exil, on y trouve même à partir du milieu des années 1950 le nom de Miklós Kállay. Nicky

accepte de remplir ces fonctions dans le courant de l'année 1949. Il est alors installé à Rio de Janeiro. Le Brésil est résolument devenu un allié des États-Unis dans la lutte contre le communisme et Nicky n'a donc aucune difficulté à aller et venir en direction de l'Europe. C'est lui qui va jouer le rôle décisif dans l'émigration des Horthy en direction du Portugal. Il vient en visite à Weilheim pour le 80e anniversaire de son père, or contrairement à ce que dit Ilona, il ne rentre pas directement au Brésil mais se rend à Berne, à la légation du Portugal, où il demande l'asile pour la famille du régent. Dans ses Mémoires, rédigés après la mort de Nicky en 1993, Ilona s'attribue cette démarche, qu'elle date d'octobre, et présente toute la procédure comme son œuvre. Or le télégramme du 14 juillet de la légation portugaise à Berne est très explicite : le chargé d'affaires Caldeira Coelho dit avoir reçu la veille la visite de Nicky « fils du régent Horthy et ancien ministre de Hongrie au Brésil », ce qui indique que ce dernier a bien fait état et utilisé sa qualité d'ancien diplomate pour appuyer sa requête. Nicky « est venu demander l'asile du gouvernement portugais pour son père et sa famille ». Il semble donc bien que cette démarche du 13 juillet 1948 soit la première enregistrée par la légation. Le chargé d'affaires précise que les membres de la famille sont « le régent, sa femme, sa belle-fille, son petit-fils et une servante ». La nurse doit donc être du voyage et obtenir elle-même un visa pour le Portugal. Nicky a visiblement bien préparé le dossier, car il informe le diplomate portugais que les autorités d'occupation américaines en Allemagne sont prêtes à délivrer un visa de sortie à la famille dès que celle-ci sera en possession d'un visa d'entrée au Portugal. Le consul général américain à Munich, Sam Woods, s'en porte effectivement garant[30]. Nicky affirme aussi que Horthy va écrire personnellement à Salazar, ce qui ne semble pas s'être vérifié par la suite. Le chargé d'affaires demande enfin qu'on lui envoie les instructions nécessaires et précise le caractère d'urgence, car Nicky s'apprête à retourner au Brésil[31]. Le télégramme est effectivement transmis pour traitement dès le lendemain. La nouvelle de l'accord de l'asile et de la délivrance des visas intervient durant l'été, et la famille doit encore se préoccuper d'obtenir des visas de transit par la Suisse afin de pouvoir envisager le départ. Les préparatifs traînent en longueur et c'est seulement le 18 décembre 1948 que les Horthy quittent Weilheim. L'ancien régent écrit pour le journal des émigrés hongrois d'Allemagne *Hungária* une lettre d'adieu dans laquelle il explique son départ par la mauvaise santé de son

épouse et la recherche d'un climat plus doux. Il encourage les Hongrois à continuer la lutte pour restaurer l'honneur de la patrie et dit qu'il se tient à leurs côtés[32]. Les visas obtenus permettent aux Horthy de demeurer quelque temps en Suisse et ils en profitent pour voir famille et amis. Mais le séjour se prolonge, car Magda tombe malade. Le voyage se poursuit en direction de l'Italie et les Horthy embarquent finalement à Gênes le 8 janvier 1949. Les billets leur sont offerts par Madeleine Apponyi (née Forest), une amie de la famille qui a vécu à Cuba durant la guerre et qui se trouve alors en leur compagnie à Rapallo. Elle envisage elle aussi de s'installer au Portugal et part avec eux. Durant ce court intermède en Italie, Horthy revoit Miklós Kállay avec qui il fête la nouvelle année et qui passe ensuite quelques jours avec lui. Après des semaines de détention, Kállay a été libéré par les Américains en août 1945 et il s'est depuis installé à Rome. Nul doute que les deux hommes ont dû évoquer lors de leurs conversations l'écriture de leurs Mémoires dont la rédaction est alors en cours.

Après quatre jours de traversée, la famille Horthy débarque dans le port de Lisbonne le 12 janvier 1949. L'exil devient une réalité, même si la destination reste européenne ainsi que le disait Horthy lui-même dans sa lettre pour *Hungária*. De son point de vue, deux éléments jouent certainement un rôle important dans l'acceptation de son sort : la certitude de ne pouvoir rentrer en Hongrie élimine toute alternative ; la présence de la mer adoucit la douleur de l'exil. Les dernières lignes de ses Mémoires sont effectivement consacrées à ce bonheur de résider au bord de la mer ainsi qu'à l'expression de sa gratitude envers le gouvernement portugais qui l'a accueilli.

XIV
Le Portugal

1949-1957

Le Portugal ne fait pas partie de l'univers mental de Horthy. Il n'y est jamais allé durant sa carrière militaire et bien que disposant d'une grande surface maritime, le pays n'appartient pas au cadre géographique qui a construit la vision européenne du régent. Pour ce dernier, les rives européennes de l'Atlantique se résument à la Grande-Bretagne et à la France. Horthy ne parle pas portugais. Durant sa régence, il n'a pas entretenu de relations particulières avec la légation portugaise à Budapest. Magda est tout aussi étrangère au Portugal. Le seul lien avec le monde lusophone est donc celui qu'a créé et entretenu son fils Miklós. Il est le seul membre de la famille à disposer de relations sur place. Le petit István est à nouveau transplanté dans un univers inconnu pour lui.

Or le régime portugais comporte bien des traits qui permettent de faire une comparaison avec la Hongrie de Horthy. Malgré son espace maritime, le pays est profondément rural et dominé par des structures archaïques qui ont été celles de la Hongrie avant le Compromis de 1867. Mais cette dernière a une longueur d'avance sur le Portugal en termes d'industrialisation. La richesse de sa production agricole lui assure l'autosuffisance alimentaire et dégage des revenus à l'exportation. L'analphabétisme et la mortalité infantile ont considérablement reculé, ce qui est loin d'être le cas du Portugal. Sa superficie est proche de celle de la Hongrie de Trianon (92 000 km²), mais elle est pratiquement inchangée depuis le XIII[e] siècle, tandis que la Hongrie a subi les bouleversements que l'on sait. Contrairement à la Hongrie, le Portugal a une population

homogène, mais il a lui aussi bâti son identité nationale sur sa langue. La différence majeure entre les deux pays réside dans la politique coloniale menée par le Portugal et que l'Autriche-Hongrie n'a jamais entreprise. En conséquence, le développement du pays a été négligé et ralenti, la révolution industrielle l'a à peine touché. L'émigration est une caractéristique de la société portugaise alors que ce phénomène a peu concerné les Magyars dans l'empire. Les ressources dégagées par l'économie coloniale suffisent à maintenir le Portugal hors de la crise de 1929, mais aucune modernisation n'est engagée à l'intérieur. La comparaison se révèle plus pertinente sur le plan politique. La monarchie a été abolie au Portugal suite à l'insurrection de 1910 et la république proclamée. Après des années d'instabilité politique chronique, une dictature militaire est instaurée en 1926, suivie en 1933 par l'arrivée au pouvoir d'António de Oliveira Salazar. Les circonstances sont toutefois très différentes de celles qui ont amené la régence en Hongrie : le pays garde son intégrité territoriale, n'est pas envahi et ne sombre pas dans la guerre civile, bien que des troubles se produisent en janvier 1919. Durant la Première Guerre mondiale, le Portugal se range aux côtés de l'Entente, ses troupes combattent en Flandres et en Afrique. La fin de la guerre n'influence pas fondamentalement la vie politique portugaise, marquée par la corruption et la valse des gouvernements. Le coup d'État du 26 mai 1926 veut mettre un terme au désordre. La dictature militaire ressemble à ce qu'aurait pu être un régime du même type en Hongrie en 1919. Son idéologie comporte des traits semblables à d'autres régimes européens de l'époque : la Pologne de Piłsudski, le *Ständestaat* de Dollfuss et la Hongrie de Horthy. La question du rétablissement éventuel de la monarchie se pose brièvement, mais la mort en exil de l'ancien roi Manuel II clôt le débat. L'accession au pouvoir de Salazar accroît ces similitudes, mais le personnage fait aussi penser à d'autres dirigeants des années 1940 comme le maréchal Pétain, Emil Hácha ou Mgr Tiso.

Salazar (1889-1970) n'est pas un militaire. D'origine modeste, il choisit la voie du séminaire avant de s'en détourner pour faire des études de droit et surtout d'économie, qui devient sa spécialité. Il s'impose dans le gouvernement des militaires en tant que ministre des Finances. Cette fonction lui sert de tremplin pour accéder au pouvoir en 1933. Si son parcours diffère de celui des autres dirigeants autoritaires des années 1930, en revanche son idéologie le rapproche d'eux. Son milieu et son éducation

religieuse l'ont prédisposé à se forger une vision conservatrice, catholique et nationaliste qui est la caractéristique de tous ces régimes. Arrivé au pouvoir dans la tourmente de la dictature militaire, il se présente également comme un homme providentiel dont les capacités vont permettre au pays de sortir de la misère. La propagande du *Doutor* insiste d'ailleurs sur cet aspect de sa représentation. Tout comme chez Horthy, on met l'accent sur la notion de sacrifice consenti pour le salut de la patrie. Contrairement à Horthy qui doit d'abord restaurer l'ordre, Salazar bénéficie du préalable créé par les militaires qui ont mis en place les structures policières et répressives dont il va se servir pour asseoir son pouvoir. Il agit en homme politique et parvient à fédérer les mouvements de droite – c'est le mécanisme inverse de ce qui s'est produit en Hongrie. Son régime est le plus long de son genre en Europe (1933-1974) puisqu'il survit encore quelques années à son retrait en 1968 pour raison de santé, puis à son décès en 1970. Il est permis de penser que Horthy aurait aussi pu durer de la sorte sans l'engagement dans la guerre et les persécutions contre les juifs. La constitution de 1933 consacre l'*Estado Novo* qui rappelle par certains égards l'État français du maréchal Pétain. Le terme « nouveau » tend vers l'idéologie fasciste qui prétend œuvrer à l'avènement d'un ordre révolutionnaire et permettre aux hommes nouveaux de bousculer les cadres anciens. Or dans le cas du Portugal il s'agit plutôt d'assurer la permanence des valeurs traditionnelles du catholicisme et de la famille auxquelles se joignent le nationalisme, le corporatisme et l'anticommunisme. Dans le contexte portugais, la poursuite de l'expansion coloniale et l'impérialisme forment une partie importante du discours. Avec les régimes fascistes, l'*Estado Novo* partage l'omniprésence des organes répressifs, au premier rang desquels la police politique, la PIDE *(Policia Internacional e de Defesa do Estado)* qui est d'ailleurs systématiquement informée par les légations portugaises à l'étranger des demandes de visas. En outre, l'accent est mis sur les mouvements corporatistes, de jeunesse et paramilitaires qui défilent le bras levé sur le modèle du salut fasciste italien. Mais l'instruction publique est sciemment négligée, à l'inverse de ce qui se passe en Hongrie avec les initiatives de Klebelsberg, car on préfère maintenir la population dans l'ignorance. L'encadrement idéologique est complété en 1940 par le concordat signé avec le Vatican. Le régime s'articule autour de cinq valeurs : Dieu, autorité, famille, patrie, travail. Le pluralisme politique – tel qu'il subsiste encore à ce moment en Hongrie malgré de fortes limitations – est inconnu au

Portugal où domine le parti unique, l'Union nationale, dirigé par Salazar. Le parlementarisme est son ennemi juré et le Parlement est une simple chambre d'enregistrement. Le régime portugais et celui de Horthy présentent des caractéristiques communes : antiparlementaire, antilibéral et antidémocrate. Ces éléments sont renforcés durant la guerre d'Espagne qui met à rude épreuve le régime de Salazar qui soutient sans réserve les franquistes. Le Portugal déclare néanmoins sa neutralité lors de la Seconde Guerre mondiale et n'entre dans le conflit aux côtés des Alliés qu'en 1943. La légation portugaise à Budapest est alors fermée et ne rouvrira qu'après la guerre, dans de tout autres circonstances. Le Portugal n'a en effet pas reconnu le gouvernement des Croix-Fléchées, mais il n'établit pas non plus de relations diplomatiques après la guerre avec la République populaire[1]. Le choix du Portugal, une fois aplanies les difficultés bureaucratiques et la relative inconnue que représente le pays, ne peut qu'agréer à Horthy, qui voit certainement le régime de Salazar comme un environnement propice à ses propres idées.

Dans le cadre de la négociation qui a permis l'arrivée de la famille Horthy au Portugal, deux éléments ont certainement joué un rôle essentiel : l'engagement du pays du côté allié permet à la légation à Berne de traiter avec les autorités d'occupation américaines qui facilitent le départ des Horthy. Les Américains n'ont pas de raison de s'opposer à leur émigration au Portugal. Dans le courant de 1948, la dimension prise par le conflit entre Occidentaux et Soviétiques se précise et le retour de Horthy en Hongrie est plus que jamais impensable. La solidarité anticommuniste lie le régime de Horthy à celui de Salazar, qui ne peut qu'approuver la demande d'asile. Des personnalités de la vie politique hongroise réfugiées en Allemagne, en Autriche et en Suisse font d'ailleurs la même démarche et, dans la plupart des cas, la légation portugaise à Berne reçoit l'autorisation de délivrer des visas. Un groupe de sept anciens parlementaires résidant dans la zone d'occupation américaine en Autriche, et deux en Suisse, accompagnés de leur épouse pour certains, soit douze personnes en tout, reçoit en janvier 1948 des visas leur permettant d'aller s'installer au Portugal[2]. En réalité, trois d'entre eux ont trouvé entre-temps un autre pays d'accueil et renoncent à leur visa. Quelques mois plus tard, une tentative pour faire bénéficier trois autres anciens députés Hongrois de ces visas se révèle infructueuse. Le Portugal n'est donc pas prêt à accueillir systématiquement tous ces opposants et considère probablement que la résidence en Suisse de

ces trois requérants leur assure déjà un asile acceptable. Le gouvernement portugais se montre en revanche généreux lorsque la requête émane de personnes pouvant se prévaloir de relations avec le Portugal : d'anciens diplomates hongrois ayant servi dans le pays ou connus de la légation portugaise de Berne se voient ainsi délivrer des visas sans difficulté dans le courant de 1947 et 1948. La requête des Horthy présentée par Nicky s'inscrit dans ce cadre et le contexte politique fait le reste.

Accueillis à Lisbonne par des amis et des diplomates, notamment l'ancien consul honoraire de Hongrie à Porto, Artúr Baján[3], les Horthy sont immédiatement emmenés vers la station balnéaire d'Estoril où ils résident dans un premier temps à l'Hotel do Parque. Leur arrivée émoustille le petit monde des exilés et ils reçoivent d'emblée de nombreuses visites. Certains de ces contacts deviennent des relations durables, ainsi le roi d'Italie Umberto II, qui après un court règne de quelques jours a quitté l'Italie après le référendum instituant la république en juin 1946. Des membres de la famille Habsbourg sont également réfugiés au Portugal et entrent en relation avec Horthy. L'archiduc Joseph-François et sa femme Anna, installés à Carcavelos, sont des hôtes généreux[4]. Grâce à eux, le petit István est inscrit dans une école bilingue anglais-portugais. Ce sont ensuite les Hongrois qui viennent en pèlerinage auprès de Horthy, des aristocrates et d'anciennes personnalités du régime. Tous créent autour de la famille un réseau dont la fonction est non seulement d'entretenir la sociabilité et de rompre l'isolement, mais aussi de procurer une aide matérielle. Ilona montre toujours aussi peu d'appétence pour le travail et préfère de loin les distractions et la vie mondaine. Son engagement comme infirmière auprès des Servites de Fatima[5] est temporaire et ne débouche pas sur un véritable emploi, qui n'aurait de toute façon pas permis d'entretenir toute la famille. Elle donne peu de détails dans ses Mémoires sur l'aspect financier de la vie à Estoril. Grâce à Madeleine Apponyi, qui repart aux États-Unis, les fonds récoltés par Montgomery vont pouvoir être transférés. L'ancien ambassadeur a créé dans ce but une fondation à laquelle ont contribué, hormis lui-même, des Hongrois comme les industriels Ferenc Chorin et Jenő Weiss, ainsi que László Páthy, ancien consul de Hongrie à Alexandrie. Le pape Pie XII s'est également montré généreux[6]. Une initiative semblable à celle de Montgomery est montée en Grande-Bretagne, dont les fruits sont offerts aux Horthy au début de 1952.

La famille Horthy peut ainsi envisager de chercher un logement. En mars 1949, elle quitte l'hôtel pour une petite maison, le « chalet Ramuntchó », qui a été choisie pour son loyer modique. En effet, l'arrivée successive à Estoril de nombreux exilés fortunés a considérablement fait monter les prix. La maison ne dispose d'aucun équipement et les Horthy reçoivent des dons de leur entourage afin de compléter l'ameublement[7]. La domesticité en revanche est bon marché et l'on trouve rapidement une cuisinière portugaise analphabète à qui il faut apprendre à préparer des plats hongrois !

Horthy est désormais un vieil homme dépourvu de toute signification politique. Dans l'immédiat, il se réjouit de se retrouver au bord de l'océan et passe de longues heures à observer les bateaux. Il reprend ses activités physiques délaissées depuis le départ de Budapest et se remet à la natation : il nage tous les matins. Il passe ensuite le reste de sa journée à répondre aux nombreuses lettres que lui écrivent d'anciens militaires hongrois eux-mêmes émigrés pour la plupart en Autriche, en Allemagne et en Suisse. La maison se trouve à proximité du casino d'Estoril qui dispose d'une salle de cinéma que la famille fréquente régulièrement. C'est lors d'une de ces séances que Horthy rencontre le roi Carol II de Roumanie, en exil depuis le début des années 1940, qui réside désormais dans le voisinage en compagnie de Magda Lupescu. C'est encore grâce à Madeleine Apponyi que la famille Horthy peut déménager à la fin de l'année 1949 dans une villa plus confortable, située dans le quartier de Santa Margarida. La santé de Magda s'est beaucoup améliorée depuis l'arrivée et le climat semble effectivement lui réussir. Nicky est toujours à Rio où il représente le Comité national hongrois et copréside l'Association sportive hongroise *(Magyar Nemzeti Sportszövetség*[8]*)*. Il vient voir sa famille au Portugal au début de 1950 et se rend également en Suisse auprès de son ex-femme et de ses filles. Des problèmes de santé et des dissensions au sein du comité gênent son travail et il finit par démissionner de son poste en 1955. Il vient alors s'installer au Portugal auprès de ses parents. Il se remarie le 22 décembre 1956 avec Helen Margot Lindsay-Lewis, dite Hema. Il cesse dès lors toute activité politique ou associative.

Les Horthy effectuent leur troisième et dernier déménagement durant l'été de 1950 : ils restent toutefois à Estoril et habitent désormais Casa San José, rue Melo e Sousa, à deux pas du casino et du jardin. La mer est au bout de la rue. Ils ont gardé leur cuisinière et emploient aussi une femme de

chambre. Ila, la nurse d'István, est devenue un membre de la famille, bien que le jeune garçon n'ait plus besoin d'elle. À la rentrée scolaire de 1952, il quitte d'ailleurs la famille pour aller continuer ses études à Gordonstoun, en Écosse. Cette opportunité est encore l'œuvre d'amis de la famille. Le départ de son fils permet à Ilona de penser à son avenir. Sa relation avec l'officier anglais Guy Bowden, attaché militaire de l'ambassade britannique à Lisbonne, rencontré en 1951, débouche sur un mariage célébré à Londres le 8 juillet 1954. Ils sont tous deux veufs : elle annonce au printemps 1953 à Horthy qu'elle songe à se remarier et craint sa réaction, car elle quitterait alors la maison et ses beaux-parents se retrouveraient seuls. Or Horthy lui dit : « Quiconque sera ton mari sera aussi mon fils[9]. »

Les contacts avec les Portugais sont dans un premier temps limités. Ils passent pour les femmes par les domestiques et par l'église : Magda et Ilona vont entendre la messe à la chapelle des salésiens d'Estoril. Les autorités portugaises se bornent à renouveler les visas de séjour aux membres de la famille, qui bénéficient du statut de diplomates. Horthy refuse systématiquement de se mêler de politique et décline toute incitation à prendre la tête d'organisation d'émigrés ou d'anciens militaires hongrois. Il a déjà été sollicité en ce sens lors de son séjour en Allemagne. En juin 1948, il a reçu la visite du général András Zákó au nom de l'Association fraternelle des combattants hongrois *(Magyar harcosok bajtársi közössége)*. Ce dernier venait officiellement le féliciter pour son 80e anniversaire mais en réalité l'informer de la formation imminente de l'association dont le but est de rassembler des Hongrois prêts à aller combattre pour la libération du pays. Les animateurs de cette organisation auraient évidemment souhaité pouvoir mettre à leur tête au moins le nom de l'ancien régent[10]. Horthy refuse tout engagement dans les cercles de l'émigration et *a fortiori* en vue d'une action armée. Il répugne de plus à se mettre en porte à faux vis-à-vis des autorités américaines d'occupation dont l'aval est nécessaire à son propre projet d'émigration. Il se borne à correspondre de façon strictement privée et individuelle avec des représentants des Hongrois exilés. C'est désormais son fils qui assume un rôle auprès des associations d'émigrés, mais sans s'engager directement dans une action politique, ce que les dirigeants du comité lui reprochent.

Dans l'épilogue de ses Mémoires, Horthy revient sur la catastrophe qu'a été, selon lui, la dissolution de l'Empire austro-hongrois. Il regrette

que l’on n’ait pu, dans l’entre-deux-guerres, reconstituer l’espace danubien *(Donauraum)* afin de préserver l’unité des pays qui formaient l’ancienne monarchie. Avec l’illusion de la rétrospective, il revient sur le projet fédéraliste élaboré par Charles en 1918 et juge qu’il aurait fallu le mener à bien. Il ne précise pas à cet égard que le principal obstacle à sa réalisation était la Hongrie. Reprenant certaines théories qui avaient cours à l’époque, il dit que la base de la fédéralisation de la monarchie aurait dû être l’autonomie[11], sans préciser s’il parle de territoires ou de peuples, ce qui est précisément là où le bât blessait. Il évoque le modèle confédéral suisse, que le comte Bethlen voulait appliquer à la Transylvanie, et que les Hongrois prenaient souvent en exemple. Enfin, et c’est sans doute là l’élément le plus intéressant, Horthy semble souhaiter le retour des Habsbourg afin de remédier à la division issue de la Seconde Guerre mondiale. Il évoque sans le nommer « l’héritier légitime » de la dynastie des Habsbourg, ce qui peut surprendre quand on se souvient de son attitude face à Charles en 1921. Or Horthy a bien rencontré l’héritier en question, l’archiduc Otto, en mai 1950. L’entrevue fait suite à une prise de contact effectuée alors que Horthy était encore en Allemagne. On avait alors suggéré que les deux hommes s’écrivent et Horthy avait rédigé en août 1948 une lettre qui était restée sans réponse. Otto répond seulement en janvier 1949 et l’échange en reste là. Puis l’archiduc vient en visite au Portugal, il réside chez le marquis José Saldhana da Gama. Une rencontre est arrangée par un intermédiaire, Tibor Bartheldy, qui se rend chez Horthy pour inviter ce dernier à un entretien avec Otto. Ilona emmène son beau-père chez l’archiduc le 22 mai 1951 : elle n’assiste pas à la conversation, qui dure cinquante minutes. En sortant, Horthy semble content et lui dit seulement qu’Otto parle très bien hongrois, on en déduit donc que l’entretien s’est déroulé au moins partiellement dans cette langue. L’archiduc promet de rendre la visite lors de son prochain séjour, ce qui n’advient que le 15 avril 1953 en fin de matinée. Les deux hommes s’entretiennent en privé dans la salle à manger tandis que les femmes et l’accompagnateur d’Otto restent à l’étage. Tous prennent ensuite un café. En prenant congé de son visiteur, Horthy laisse échapper la réflexion suivante : « Comme cela a dû être difficile pour lui. » Otto donne le lendemain à la Geographic Society une conférence sur les questions de sécurité en Europe à laquelle assistent les Horthy, qui sont invités le surlendemain à un cocktail donné par le marquis Saldhana da Gama en l’honneur de l’archiduc. Cette occasion mondaine réunit tout ce que le

monde des exilés compte de personnalités, à commencer par l'archiduc Joseph-François et son épouse et de nombreux Hongrois. Certains observateurs voient dans cette rencontre une indication selon laquelle Horthy serait prêt à s'engager à la tête des émigrés hongrois, mais ils prennent leurs désirs pour des réalités. Tous ces événements n'ont aucune signification politique. De même, les invitations reçues lors du sommet de l'OTAN qui se tient à Lisbonne en février 1952 et dont une partie revient à l'initiative de Guy Bowden sont de pures mondanités. L'ancien régent s'y rend malgré tout et l'on peut imaginer qu'il a dû être intéressant pour certains participants de côtoyer l'amiral et ancien régent, mais il ne faut y voir aucun message politique. Horthy quant à lui a très certainement été flatté par ces marques d'attention et d'intérêt pour sa personne.

Le régime portugais semble s'être peu préoccupé de la vie de la famille Horthy. On sait que l'ancien régent n'a pas l'intention de se mêler de politique intérieure et encore moins d'avoir une action auprès des émigrés. La famille ne fréquente pas les dirigeants portugais et se borne à une sociabilité mondaine sans signification politique. Ils sont parfaitement inoffensifs et ne se livrent à aucune activité potentiellement dangereuse. Dans le contexte de la guerre froide, ce sont plutôt les événements qui se déroulent en Hongrie qui attirent l'attention du pouvoir. On s'émeut ainsi du procès et de la détention du cardinal Mindszenty en 1949. L'essentiel des documents d'archives concernant la Hongrie se rapportent à la révolution de 1956. Il faut attendre plus de trois ans avant qu'une rencontre ait lieu entre Horthy et Salazar. C'est l'ancien consul Artúr Baján qui l'accompagne chez le chef de l'État : l'entretien a lieu le 11 mai 1952 à midi et dure une demi-heure. La mention que Salazar en fait dans son journal est très succincte[12]. Ils ont essentiellement parlé de la Hongrie. Horthy dit à sa belle-fille avoir trouvé Salazar sympathique, d'un abord simple et convaincu de faire le bien de son pays. Salazar est entré effectivement dans une phase de sa politique généralement symbolisée par la devise : « Orgueilleusement seuls. » Le Portugal s'isole et doit faire face à la montée des revendications indépendantistes dans son domaine colonial qui culmine dans les années 1960 et finit par miner le système. À l'intérieur, la contestation vient de jeunes technocrates qui poussent à une libéralisation du régime et à une modernisation du pays. La saignée migratoire continue en outre à affaiblir le Portugal. Le régime ne sait pas s'adapter aux défis contemporains. Les deux hommes ne se reverront pas. Une audience

demandée quelques jours après le déclenchement de la révolution hongroise n'a apparemment pas été accordée.

Durant ces premières années d'exil au Portugal, Horthy a poursuivi l'écriture de ses Mémoires. Il écrit simultanément la version allemande et la version hongroise qui sont effectivement identiques. Ilona tape le manuscrit à la machine et aide à la traduction et à la formulation. Le travail est achevé dans le courant du printemps 1952. Il apparaît impossible de faire paraître le livre dans sa version hongroise compte tenu de la situation intérieure de la Hongrie, ainsi qu'en raison de la dispersion géographique de l'émigration. Le manuscrit original est considéré comme étant celui rédigé en langue allemande et c'est à partir de cette version que sont ensuite traduits les Mémoires. Un premier contact est pris avec la maison d'édition allemande Athenaeum. Un de leurs représentants, Egon Heymann, se trouve fort opportunément à Lisbonne pour assister au sommet de l'OTAN et le projet peut ainsi se concrétiser. L'édition est prête à la fin de l'année, cinq mille exemplaires sont imprimés, qui ne seront pas réédités, ce que regrette amèrement Ilona, car Horthy aurait alors touché des droits d'auteur, ce qui n'a pas été le cas[13]. Les droits de traduction étant réservés par Athenaeum, les traductions successives n'ont visiblement pas rapporté un sou au régent ni à sa famille. Ce sont les Italiens, puis les Néerlandais qui sont les premiers à s'intéresser au livre : les éditions Corso pour l'Italie réalisent une traduction jugée faible par Ilona, qu'il ne sera pas possible de corriger car la maison fait faillite peu de temps après. Pour les Pays-Bas, c'est la prestigieuse Enschede en Zonen qui s'en charge car elle est présente au Portugal où l'entreprise imprime les billets de banque. En toute logique, la traduction anglaise intervient rapidement grâce aux liens de la famille avec la Grande-Bretagne et l'importance que Horthy attache à cette dernière. Le contact est assuré par les Néerlandais avec la firme londonienne Hutchinson & Co., mais pour le marché américain, c'est la maison d'édition Robert Speller & Sons qui rachète la traduction anglaise. Dans ces deux cas, des droits d'auteur sont versés. Ce sont ensuite les Espagnols, avec Editorial AHR, puis les Finlandais, avec Otava, qui s'intéressent à Horthy. Côté français, c'est Hachette qui acquiert les droits de traduction[14]. Ilona s'est rendue à Paris et a rencontré le directeur, Henri Bernard. L'édition française paraît en 1954, le nom du traducteur ou de la traductrice n'est pas connu, mais le style est tout sauf remarquable et certaines formulations sont

malhabiles. On a demandé à Horthy de rédiger une préface pour les lecteurs, ce qu'il a probablement fait directement en français. Elle vaut la peine d'être citée :

> Je sais gré à la maison d'édition Hachette de présenter au public français la traduction de mes Mémoires. Ces pages, qui résument un quart de siècle d'histoire de Hongrie, feront mieux comprendre au lecteur français, je l'espère, la destinée tragique de mon pays.
>
> Les vingt-cinq années de ma régence ont d'abord été marquées par les péripéties de la lutte menée pour la révision d'un traité dont l'injustice fut reconnue par ses auteurs eux-mêmes et dont l'Histoire a largement démontré les graves erreurs. La réparation partielle des injustices subies nous a été apportée, en 1940, par la victoire transitoire des forces qui devaient bientôt devenir elles-mêmes une menace mortelle pour notre indépendance. D'où le tragique de notre situation. La lutte contre ce nouveau danger, contre la volonté d'expansion et de conquête du national-socialisme allemand, a rempli les dernières années de ma régence.
>
> La Hongrie n'a cessé d'éprouver et aussi de manifester pendant cette période dramatique sa sympathie à la France en détresse. Nous avons donné l'hospitalité à des milliers de prisonniers de guerre français évadés des camps allemands, au risque de provoquer le mécontentement, les protestations, voire une intervention de notre puissant voisin. Notre pays est resté largement ouvert aux influences culturelles françaises au milieu d'un monde soumis à une germanisation forcée. Car l'affinité entre la France et la Hongrie est un fait lié à une tradition plusieurs fois séculaire.
>
> Finalement, la Hongrie tomba sous l'occupation allemande, elle perdit son indépendance, le chef de l'État – auteur de ces lignes – fut déporté et le pouvoir passa aux mains d'usurpateurs à la solde de l'Allemagne hitlérienne.
>
> Après la défaite de l'armée allemande, les conquérants russes ont pris possession du pays. Ils s'efforcent de le mettre au service de l'impérialisme communiste soviétique par tous les moyens dont ils disposent, moyens puissants mis en œuvre dans une atmosphère de terreur implacable.
>
> Je souhaite que mes Mémoires puissent contribuer à faire connaître au lecteur sous leur véritable aspect le drame hongrois et la lutte menée par la Hongrie écrasée par les masses slaves et germaniques.
>
> Puissent-ils permettre de rectifier certains jugements injustement portés sur le rôle joué par la Hongrie au cours de ces années orageuses de l'histoire contemporaine.

Pour la publication en hongrois, il est évident qu'il faut chercher un éditeur disposé à distribuer le livre dans le monde entier afin de toucher les émigrés où qu'ils se trouvent. La version hongroise est retravaillée par un ami, l'avocat, ancien parlementaire et ministre, Tibor Zsitvay, qui vit en Suisse. Le livre paraît en 1953 à Buenos Aires grâce au comte Endre Széchenyi qui y possède une petite maison d'édition. Il est ensuite republié en 1974 à Toronto. Seule la version hongroise a en effet été rééditée avant d'être publiée en Hongrie en 1990 par la maison d'édition Európa dans une collection historique dédiée aux écrits de l'émigration et éloquemment

baptisée « Extra Hungariam ». Elle est accompagnée de notes et d'un appareil critique rédigés par l'historien Péter Sipos.

Les observateurs sont unanimes à considérer que Horthy semble jouir d'une santé exceptionnelle. Il mène une vie certes retirée mais agrémentée de mondanités qui peuvent être éprouvantes à son âge. Les dernières photographies montrent toutefois un homme amaigri et marqué. Magda, qui a pourtant onze ans de moins, semble tout aussi vieillie et c'est elle d'ailleurs qui est le plus souvent malade. Le couple fête ses noces d'or en juillet 1951 dans l'église des salésiens d'Estoril en présence du roi d'Italie et des archiducs Habsbourg[15]. Les mêmes hôtes sont présents à chacun de ses anniversaires ; on reçoit et l'on rend les visites. Les Horthy se promènent dans le jardin tout proche, continuent à jouer au bridge et à faire des patiences. La maison est plus calme depuis le départ d'István puis d'Ilona, qui part vivre à Londres avec son mari et emmène avec elle Ila. On apprend en novembre 1953 le décès de Jenő, le frère cadet de Horthy, âgé de soixante-seize ans, qui vivait en Suisse. Le 86e anniversaire de Horthy, en 1954, est encore l'occasion d'un grand cocktail donné à la Casa San José, auquel assistent une foule de Hongrois et les invités habituels. L'ancien régent effectue même durant l'été 1955 son dernier voyage à l'étranger – et le premier depuis l'arrivée au Portugal – en compagnie de son épouse. Ils vont en Grande-Bretagne rendre visite à Ilona et à leur petit-fils[16]. Le séjour est aussi l'occasion pour Horthy de revoir certaines de ses connaissances et de rencontrer les Hongrois émigrés. Ilona, qui passe une partie du mois d'août 1956 à Estoril avec son fils, témoigne de la santé encore excellente de son beau-père : il nage tous les jours avec István dans l'océan[17]. Il n'est affligé d'aucune maladie chronique et, hormis quelques désagréments passagers, n'a jamais été sérieusement souffrant. Toutes ces mentions, émanant de sa belle-fille ainsi que d'observateurs occasionnels, sont faites rétrospectivement et ont pour but d'accréditer la thèse selon laquelle le choc émotionnel causé par la révolution de 1956 a précipité le décès de Horthy.

Après une première période de réformes consécutives à la mort de Staline en 1953, le régime hongrois se durcit de nouveau en 1955. L'expérience réformiste a été incarnée par le président du Conseil Imre Nagy ; elle a permis le démantèlement des camps de détention et le retour à

une gestion économique plus équilibrée. La collectivisation de l'agriculture a marqué le pas et l'approvisionnement s'est amélioré. De manière générale, la Hongrie respire mieux durant ces deux années. Le retour à l'orthodoxie stalinienne est en partie dicté par la situation internationale : la RFA entre dans l'OTAN fin 1954, les troupes soviétiques doivent se retirer d'Autriche après la signature du traité d'État le 15 mai 1955. Les durs du pouvoir soviétique reviennent en force après l'élimination de Malenkov en février 1955. En Hongrie, cette évolution se traduit par le départ de Nagy et le retour au premier plan des staliniens en la personne de Mátyás Rákosi. Ce regain est toutefois de courte durée puisqu'en février 1956 le rapport Khrouchtchev dénonce les crimes et les aberrations du stalinisme. L'onde de choc qui parcourt le bloc communiste touche essentiellement la Pologne et la Hongrie, où la contestation gagne du terrain. Un groupe de cinquante-huit écrivains célèbres, tous membres du parti, remet au Comité central un mémorandum dénonçant l'arbitraire dont le pouvoir a fait preuve dans la vie littéraire et artistique. Des associations professionnelles telles que celle des écrivains, des journalistes, des artistes, certaines revues, se font de plus en plus critiques. Le Cercle Petőfi, issu des Jeunesses communistes, fondé au printemps 1955, regroupe de jeunes intellectuels et fait irrésistiblement penser, par son nom, sa composition et ses objectifs, au Cercle de l'Opposition qui fut à l'origine de la révolution de 1848. Un paramètre important du mécontentement réside dans l'opinion largement répandue en Hongrie que le sentiment national a été bafoué. La révolte gronde contre l'asservissement au pouvoir soviétique. Deux événements vont précipiter les choses et faire revenir le nom de Nagy en pleine lumière. Tout d'abord le limogeage de Rákosi intervenu en juillet 1956, suite aux pressions des Soviétiques et notamment d'Anastase Mikojan dépêché à Budapest à cet effet. L'élimination de Rákosi produit un choc dans l'opinion publique et au sein même de l'appareil du parti. Dans le même temps, d'anciens internés sont réintégrés, dont János Kádár. Cette libéralisation n'est cependant pas complète car il manque un homme nouveau qui puisse l'incarner. Or c'est Ernő Gerő qui est choisi pour prendre la tête du parti, mais il appartient à la vieille garde stalinienne et sa nomination est mal accueillie. Le second événement sont les funérailles officielles de László Rajk, victime du grand procès de 1949, qui se déroulent le 6 octobre 1956[18]. Le cortège est suivi par une foule de 150 000 à 300 000 personnes. Parallèlement, la Pologne connaît aussi une évolution de son régime dans un sens plus libéral. Malgré

la menace d'une ingérence soviétique, le Parti communiste polonais porte au pouvoir Władisław Gomułka, communiste « réformiste », chargé de restaurer la confiance de la population. Dans la foulée de ces changements, à la rentrée universitaire de septembre 1956, les étudiants des facultés de la capitale formulent un programme de revendications qui rappelle celui du Cercle de l'Opposition de 1848. Soutenus par des intellectuels, ils appellent à une manifestation le 23 octobre 1956. Un cortège de 250 000 à 300 000 personnes défile à Budapest dans le calme, les slogans demandent une solution « polonaise » et le retour d'Imre Nagy. À la fin de la journée, les manifestants escomptent un geste des autorités, mais Gerő prononce un discours dogmatique dépourvu de toute ouverture. Dans la nuit, les affrontements commencent, surtout devant la radio, où les jeunes avaient essayé de pénétrer pour faire entendre leurs propositions. La police politique tire sur les manifestants et certains de ses agents sont lynchés par la foule. Le lendemain, le gouvernement fait appel aux Soviétiques en demandant l'encerclement de la capitale par les blindés, et sollicite Imre Nagy pour prendre la tête du Conseil des ministres. Dès lors, les deux camps se font face : la nation se dresse contre l'occupation soviétique et ses représentants hongrois. Il s'agit donc bien, comme le dit alors Raymond Aron, d'une « insurrection nationale » mais également « antitotalitaire ».

Les nouvelles de l'insurrection parviennent immédiatement au Portugal malgré la coupure des communications téléphoniques avec Budapest. Les Horthy sont alors seuls chez eux à Estoril, mais ils sont bientôt rejoints par Nicky qui demeure en leur compagnie durant ces moments de tension. Ilona est repartie à Londres. Ils communiquent tous les jours et s'échangent les rares informations qu'ils obtiennent. Horthy espère une réaction de l'Occident et c'est dans cette attente qu'il demande une audience à Salazar. Il écrit également au président américain Eisenhower et aux ministres des Affaires étrangères britannique, Anthony Eden, et français, Guy Mollet, ainsi qu'au Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld. Ilona cherche à mobiliser les Anglais pour venir en aide – au moins spirituellement – aux Hongrois, mais l'élan de solidarité véritable ne commence qu'après la seconde intervention soviétique du 4 novembre. Dans l'immédiat, la révolution semble victorieuse : dans son discours radiodiffusé du 24 octobre au soir, Nagy demande le retour au calme en promettant le retrait des troupes soviétiques et l'impunité pour les insurgés. Il annonce en outre la reprise du processus réformiste. Mais Nagy est encore otage du parti qui

attend de lui, seul dirigeant écouté par le peuple, que tout rentre dans l'ordre. Espérant arriver à un compromis entre les aspirations du pays, qu'il considère légitimes, et le parti, il est pris au piège sans parvenir à assumer la direction de l'un ou de l'autre pendant ces journées.

Dans une lettre qu'elle adresse à son beau-père, Ilona écrit que la Hongrie a besoin d'un homme providentiel tel que le fut Horthy en 1919. Si la comparaison manque certainement de validité, son évocation est intéressante, car l'armée se tourne effectivement contre le pouvoir et joue un rôle capital dans la révolution. Mais elle est portée par un élan populaire qui n'a pas eu lieu en 1919. Longtemps indécis, Nagy prend finalement la décision qui va faire basculer la révolution : le 28 octobre, il quitte le siège du parti pour s'installer au Parlement, d'où il annonce un train de réformes. Dans le même temps, Gerő est remplacé par Kádár à la tête du parti le 25 octobre, après la visite éclair à Budapest des dirigeants soviétiques Mikojan et Souslov. Dès lors, les troupes soviétiques se retirent, les combats cessent, la police politique est dissoute et Nagy forme un gouvernement en créant le 30 octobre un cabinet de coalition pluripartite qui est finalement recomposé le 3 novembre sur la base de celui des années 1945-1948 et qui comprend trois communistes et huit membres d'autres formations politiques.

En remplaçant Gerő par Kádár, les Soviétiques se sont débarrassés d'un obstacle de taille dans l'hypothèse du règlement de l'affaire par un certain nombre de concessions consenties par Nagy. Il semble qu'à ce moment le Kremlin aurait privilégié une issue politique et non militaire. Or on sait maintenant qu'il avait décidé d'intervenir militairement dès le 30 octobre. Les Soviétiques continuent toutefois de jouer le jeu de la négociation et leurs envoyés, Mikojan et Souslov, rencontrent les membres du gouvernement hongrois les 30 et 31 octobre. Dans son discours à la radio du 31 octobre, Nagy évoque les trois points essentiels des changements dont les Soviétiques ont admis le principe : la formation d'un cabinet pluripartite, l'annonce officielle du retrait des troupes soviétiques du pays, et enfin la volonté de résilier les obligations de la Hongrie au sein du pacte de Varsovie. Il annonce que des négociations sont en cours pour le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie et la proclamation de sa neutralité. Mais le soir même, on apprend que de nouvelles troupes sont entrées dans le pays. Kádár est enlevé par les Soviétiques et reparaît quelques jours plus tard pour reprendre les choses en main. À partir du 4 novembre, les combats

font rage entre les insurgés – de simples citoyens, l'armée, les conseils ouvriers et les conseils nationaux – et les troupes soviétiques. Réfugiés à l'ambassade de Yougoslavie, Nagy et la plupart de ses ministres sont livrés à l'URSS par Tito et emmenés en Roumanie d'où ils sont ensuite rapatriés en Hongrie. Imre Nagy et ses coaccusés sont exécutés après un simulacre de procès le 16 juin 1958. Près de 200 autres personnes sont exécutées. Les combats de l'hiver 1956 ont fait quelque 2 800 morts et 15 000 blessés. Près de 200 000 Hongrois ont passé la frontière autrichienne pour aller se réfugier à l'Ouest.

Il est certain que la brutalité des événements a ébranlé Horthy. Parmi les nombreuses manifestations de solidarité envers la Hongrie ou d'hostilité à l'égard du régime communiste et de l'intervention soviétique, certaines ont lieu à Lisbonne[19]. Chez les Horthy, c'est l'effervescence, l'ancien régent est constamment appelé au téléphone et les Hongrois défilent auprès de lui[20], tous croient en la fin de la dictature communiste. On s'enthousiasme à l'annonce de la libération du cardinal Mindszenty qu'un détachement de l'armée va chercher dans sa résidence surveillée. L'attente d'une réaction occidentale est déçue par l'expédition de Suez. L'Assemblée générale de l'ONU est certes saisie de la question, mais toute initiative est d'emblée bloquée par les veto russe et chinois. La radio hongroise présente dorénavant les « événements » comme une tentative des fascistes à la solde de Horthy pour déstabiliser la Hongrie.

La légende familiale présente Horthy comme complètement découragé au lendemain du 4 novembre : Magda affirme qu'il cesse dès lors d'écouter la radio, ne lit plus les journaux, ce que la famille approuve, car il en aurait été bouleversé. Il tombe malade le 20 novembre, il est fiévreux et commence à tousser. Le médecin hongrois qui le visite, Lajos Pap, parvient dans un premier temps à le remettre sur pied. Cette guérison permet à Nicky de partir célébrer son mariage avec Hema de Croy en Écosse. Ilona et son mari en profitent pour aller à Vienne secourir des membres de la famille et s'enquérir du sort d'autres connaissances. De retour au Portugal début janvier 1957, Ilona constate que son beau-père semble en bonne santé mais déprimé, il persiste à ne pas s'informer sur la révolution. Lui qui était toujours très alerte, il montre d'évidents signes de fatigue au moindre déplacement, mais les examens médicaux n'indiquent aucun problème majeur. Ilona décide de rester pour s'occuper de lui et Nicky est également présent en compagnie de son épouse. Sans souffrir d'aucune pathologie

particulière, Horthy est faible et très certainement las de l'existence. L'écrasement de la révolution a éteint son espoir en la chute du communisme, une idéologie qu'il condamne et qu'il a combattue sa vie durant. Il ne peut qu'avoir été désolé de voir une fois de plus le pays en proie à la violence. S'ensuivent deux semaines de maladie. Horthy garde le lit et s'affaiblit de jour en jour, il a de plus en plus de mal à respirer. Il dort à peine, d'un sommeil agité durant lequel il se réveille en déclarant : « Il faut rentrer à la maison », ou bien : « Dépêchons-nous, le carrosse attend. » Le 4 février, une forte fièvre se déclare, il est placé sous oxygène et perd la notion de son état, maintenant désespéré. Il a un sursaut le 8 : en pleine conscience, il parle à son entourage et passe une nuit calme. Il rend l'âme dans la matinée du 9 février 1957, en présence d'Ilona, de son mari et du médecin portugais Loureiró. Dans l'après-midi, toutes les personnalités présentes au Portugal viennent s'incliner devant le défunt : le roi d'Italie, les Habsbourg et de nombreux Hongrois.

Vêtu de son uniforme d'amiral orné de toutes ses décorations, Horthy est enterré le 11 février 1957 au cimetière britannique de Lisbonne. Les obsèques sont concélébrées par le pasteur anglican Hewitt et Lajos Pap, qui était lui-même pasteur avant de se consacrer à la médecine. Ilona décide de rester auprès de sa belle-mère qui est très faible ; elle s'installe donc à proximité avec son mari. Nicky demeure également dans les environs et István revient lors des congés scolaires.

Magda suit son époux de près : elle est atteinte d'un cancer de l'estomac en 1958 et l'opération qu'elle subit ne parvient pas à enrayer le mal. Elle meurt le 8 janvier 1959[21]. Elle est enterrée le 11 aux côtés de Horthy. Ilona reste vivre au Portugal, son mari est à la retraite. István poursuit ses études, puis se marie en 1960 et est bientôt père à son tour. Plus étonnante est sa conversion à l'islam en 1966 selon le rite élaboré par le Javanais Bapak Subud dans une version très libérale et quasiment panthéiste. Ilona se convertit à son tour. Nicky part s'installer à Palma de Majorque et perd sa femme en 1976. Il revient au Portugal et s'installe à la fin des années 1980 chez sa belle-sœur à Estoril. Il meurt le 28 mars 1993, âgé de quatre-vingt-six ans. Ses obsèques sont célébrées dans le temple calviniste Saint-Paul d'Estoril par les pasteurs John Humphrey et Lajos Kondor. La transition démocratique a déjà eu lieu en Hongrie et l'événement est couvert par la télévision hongroise. Le décès de Nicky accélère le processus de rapatriement des restes de Horthy et de son épouse

à Kenderes. Tous trois sont enterrés dans la crypte familiale le 4 septembre 1993.

XV
La postérité de Horthy

Les années 1980 sont révélatrices de changements profonds à plusieurs niveaux. L'étau policier se desserre. La Hongrie commence même à mener une politique étrangère résolument tournée vers la Communauté économique européenne et se transforme graduellement en société mixte. Dans le même temps, les intellectuels et les historiens revalorisent le passé habsbourgeois, des écrivains de l'ancien empire se rencontrent régulièrement et « reconstruisent » l'Europe centrale coupée de son appendice occidental, l'Autriche. En Occident, on redécouvre la Vienne fin de siècle, valorisée comme creuset des nationalités et vue comme une capitale de la modernité. Dans ce contexte de frémissement des consciences, trois moteurs de la contestation se mettent en marche à des degrés divers : l'exigence de liberté religieuse que l'élection d'un pape polonais a mise en lumière ; l'écologie, qui, avec la catastrophe de la centrale de Tchernobyl et les projets de construction du barrage hydroélectrique de Gabčikovo-Nagymaros, échappe au contrôle des autorités débordées par un problème nouveau qui ne correspond pas aux catégories marxistes ; enfin le sort des minorités hongroises qui dépasse le cadre des relations entre États socialistes et trouve le chemin des médias occidentaux.

La Hongrie fait face en 1987 à une crise économique que dirigeants et experts finissent par admettre. Implicitement, c'est la méthode de gouvernement de Kádár, au pouvoir depuis 1956, qui est mise en cause. Des changements s'imposent dans les orientations économiques, mais également dans la politique à suivre pour sortir le pays de la faillite. Les dernières années ont en effet été marquées par un curieux état de semi-

satisfaction de l'opinion vis-à-vis du régime. Tant que la croissance se maintient, voire progresse, la stabilité politique ne peut être remise en question, mais le risque pour le système est réel de se retrouver bloqué, incapable de contenter la population. Le consensus de la société hongroise repose donc sur l'assurance générale du bien-être matériel et même sur son augmentation. Ce modeste pluralisme social, accompagné de l'amélioration du niveau de vie, explique cette stabilité du régime. Le relatif contentement de la population provient également d'un certain nombre de possibilités dont les Hongrois peuvent jouir, sans comparaison avec leurs voisins du bloc communiste. Il en va ainsi de la facilité de voyager : l'octroi de passeports est fortement règlementé, mais, une fois en possession d'une invitation, le citoyen hongrois peut quitter le pays une fois par an ; sans invitation, le régime des visas de sortie est plus sévère – une sortie tous les deux ou trois ans. On cite souvent la devise lancée par Kádár : « Ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous[1]. » Au cours de ces années, elle semble avoir porté ses fruits et s'être avérée une judicieuse politique. En effet, grâce aux multiples améliorations intervenues dans de nombreux domaines, peu de Hongrois s'opposent au régime. La société hongroise est devenue au fil des années Kádár une société de classes moyennes. La collectivisation nouvelle formule s'est appuyée sur les paysans moyens, voire aisés ; les diverses formes d'entreprise privée et semi-privée, les possibilités données au commerce et à l'artisanat, aux professions libérales favorisent l'apparition d'éléments dynamiques et entreprenants qui formeront dans la période de transition les nouvelles élites du pays[2].

À cette date, les perspectives économiques paraissent bouchées. Les différentes formes d'économie privée qui se sont mises en place depuis le début des années 1980 se heurtent au manque de capitaux et à des obstacles structurels et par conséquent politiques. Les structures dominantes demeurent étatiques, et les Hongrois qui sont parvenus à investir dans le privé sont découragés. La crise de 1987 se traduit par un mécontentement populaire et incite les dirigeants hongrois à une réorientation politique. Il devient de plus en plus évident que Kádár, qui s'obstine à nier la crise, doit être écarté du pouvoir. Les Soviétiques, eux-mêmes en pleine réorganisation, ne s'opposent pas à son remplacement et voient en Károly Grosz une personnalité acceptable. Un congrès extraordinaire du parti se réunit en mai 1988 et Kádár est destitué au profit de Grosz, qui s'entoure de réformistes déclarés comme Rezső Nyers et Imre Pozsgay. La nouvelle

direction propose une « réforme radicale » de la gestion économique et des méthodes d'exercice du pouvoir. On évoque déjà la possibilité de rompre avec certains dogmes dépassés et la nécessité d'introduire une dose de pluralisme dans la vie politique. La transition que Pierre Kende a qualifiée de « lisse » est déjà en marche[3], elle va s'effectuer selon un processus évolutif, gradué et tranquille, dont les racines sont présentes depuis 1956.

Le 15 mars 1988, alors que la population de Budapest tente de commémorer la date symbolique du 15 mars 1848, début de la révolution hongroise, a lieu la première manifestation significative depuis 1956. Une précédente démonstration l'année précédente n'avait rassemblé que deux mille personnes. Pour le 140e anniversaire de 1848, la mobilisation est particulièrement forte et plus de dix mille manifestants défilent sur le parcours rituel qui va du Musée national à la statue de Petőfi, le long du Petit Boulevard. Les mots d'ordre du rassemblement émanent des mouvements dissidents et sont propagés par les revues samizdat. En 1988 est fondé l'Alliance des jeunes démocrates, le FiDeSZ *(Fiatal demokratak szövetsége)*, qui va devenir un des partis politiques les plus dynamiques de la transition. Comme son nom l'indique, il regroupe de jeunes opposants. De la même époque date la fondation du Forum démocratique hongrois, MDF *(Magyar demokrata forum)*. Les revues circulent de plus en plus librement et, hormis quelques perquisitions pour la forme à la veille des manifestations de mars et de juin, la police reste discrète. La deuxième manifestation importante est la tentative de commémorer le 40e anniversaire de l'exécution d'Imre Nagy. Les manifestants se rendent au cimetière, sur la parcelle 301 où ont été ensevelies les victimes des exécutions, mais ils sont brutalement dispersés par la police. L'année 1988 se termine dans une atmosphère de fin de règne, où les structures et les hommes au pouvoir semblent complètement bloqués et incapables de formuler une alternative acceptable pour la population.

L'année 1989 débute par l'adoption d'une loi légalisant la formation de partis politiques, alors que le parti communiste exerce encore le monopole du pouvoir. En février, les débats au sein du parti prennent des proportions telles que les réformistes se font de plus en plus virulents, notamment Pozsgay. Le Comité central finit par accepter l'introduction du multipartisme. Les réformateurs du parti multiplient de leur côté les contacts avec les dirigeants des nouvelles formations politiques, surtout avec le MDF désormais légal et dont le président, József Antall, se pose

comme une personnalité avec laquelle il faudra compter. Dans le même temps, d'anciens partis renaissent : le Parti social-démocrate *(Magyarországi Szociáldemokrata Párt)*, le Parti des petits propriétaires *(Független Kisgazda-Földmunkás és Polgári Párt)*, et de nouveaux apparaissent telle l'Alliance des démocrates libres *(Szabad Demokraták Szövetsége)*. La société civile est en pleine effervescence et la contradiction est évidente entre le dynamisme de l'opposition et l'état moribond dans lequel se trouve le parti : en mai 1989, Kádár apparaît pour la dernière fois en public, très affaibli. Il abandonne la présidence du Comité central et en est même exclu. L'Assemblée nationale décide lors de la première séance de la session de printemps, le 10 mai, de remanier profondément le gouvernement dirigé depuis le 23 novembre 1988 par Miklós Németh. De nombreux réformateurs sont nommés à des postes importants, comme Gyula Horn, qui demeure aux Affaires étrangères : il est à l'origine de l'ouverture du rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche. On garde en mémoire l'image des deux ministres, Horn et l'Autrichien Alois Mock, découpant les barbelés de la frontière austro-hongroise le 2 mai 1989. Ce geste apparemment circonscrit à une relation bilatérale entre deux voisins longtemps liés par l'histoire aura des conséquences immenses, permettant durant l'été à des milliers de citoyens de l'Est de passer à l'Ouest.

Le parti s'attache à reconnaître les erreurs du passé et condamne l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Surtout, il autorise l'exhumation des restes d'Imre Nagy et de ses compagnons pour des funérailles officielles et rend publique la liste des 277 personnes exécutées lors de la répression de la révolution de 1956. Le 6 juillet 1989, Kádár meurt et, le même jour, la Cour suprême réhabilite Imre Nagy. Les prises de position de plus en plus hardies des réformateurs menacent le parti de scission. La situation devient intenable et les conservateurs sont isolés. Après une réunion du plénum du Comité central, Rezső Nyers est chargé d'entamer des négociations avec l'opposition en vue d'une transition vers une démocratie pluraliste. Dès septembre, une table ronde réunit les représentants du parti communiste et des différents partis, mouvements, associations et organisations sociales nouvellement créés. Un accord est trouvé sur la future loi électorale. Le 6 octobre débute le congrès extraordinaire du parti communiste : les délégués votent à une écrasante majorité pour la création d'un nouveau parti, qui prend le nom de Parti socialiste hongrois *(Magyar szocialista párt)*.

La politique extérieure hongroise se tourne alors de plus en plus vers ses voisins, dans le but de créer des liens qui déboucheront plus tard sur le « groupe de Visegrád ». Ainsi, le 8 septembre, Nyers propose de créer une zone démilitarisée entre les frontières autrichienne, hongroise et yougoslave. Les 11 et 12 novembre, les ministres des Affaires étrangères yougoslave, italien, autrichien et hongrois se rencontrent à Budapest pour envisager les perspectives d'une coopération régionale. Les relations hungaro-soviétiques sont marquées par plusieurs étapes durant cette année et tout d'abord l'annonce par les Soviétiques en janvier du retrait prochain de Hongrie de 10 000 soldats et 450 blindés – il est effectif en 1991. Dans le même temps, les visites à l'étranger des dirigeants hongrois se multiplient et la Hongrie établit ou renoue des relations diplomatiques avec un certain nombre d'anciens ennemis : Corée du Sud, Israël, Vatican, et Portugal.

Le 22 février 1989, on décide de supprimer la célébration du 7 novembre commémorant la révolution russe pour remplacer cette date par celle du 15 mars, anniversaire de la révolution hongroise de 1848[4]. La première commémoration officielle et autorisée du 15 mars est fêtée dans la liesse patriotique à Budapest et en province. Dans la capitale, les cortèges menés par les membres les plus en vue de l'opposition empruntent l'itinéraire traditionnel du Musée national en passant par la statue de Petőfi pour aboutir au Parlement (place Kossuth). Le 16 juin 1989 ont lieu les obsèques officielles d'Imre Nagy et de quatre de ses coaccusés. La cérémonie, organisée en grande partie par le fils de László Rajk, membre du SzDSz, est télévisée. Elle se déroule en deux temps : un hommage national est rendu à la mémoire de Nagy sur la place des Héros, sur laquelle les Hongrois se pressent par dizaines de milliers[5]. Une cérémonie a ensuite lieu au cimetière. Dans une atmosphère recueillie, des personnalités se relaient pour lire les noms de toutes les victimes de la répression de 1956. Des hommages sont ensuite prononcés. L'un des derniers orateurs est un jeune dirigeant du FiDeSZ, né en 1963, Viktor Orbán, dont les paroles annoncent la nouvelle Hongrie. Il deviendra Premier ministre en 1998 et gagnera un nouveau mandat en 2010.

Le MDF devient la principale force de l'opposition hongroise et le premier interlocuteur du pouvoir dans le processus de transition. Parallèlement, les députés du Parlement élu en 1985 modifient la Constitution, ils abandonnent le texte stalinien de 1949 et ouvrent la voie au

multipartisme. Cette nouvelle constitution est considérée comme transitoire en attendant les élections libres programmées pour le printemps 1990. La République hongroise est solennellement proclamée le 23 octobre, date anniversaire de la révolution de 1956, qui devient fête nationale[6].

Les premières élections libres des 25 mars-8 avril se déroulent dans le calme. La classe politique, ancienne et future, impressionne les observateurs occidentaux, qui louent la maturité hongroise alors que, dans d'autres pays ex-communistes, la transition s'avère plus mouvementée, voire violente. Les résultats du premier tour entérinent l'écroulement du socialisme. Le taux de participation dépasse les 70 %. L'ancien parti communiste obtient 3,68 % des voix, il échoue à passer la barre des 4 %, requise pour être représenté au Parlement, et les sociaux-démocrates totalisent 3,55 %. Les petits propriétaires et les chrétiens-démocrates restent dans la course. Le second tour voit la large victoire du MDF, qui forme une coalition avec les petits propriétaires et les chrétiens-démocrates. Árpád Göncz, président de l'Union des écrivains, ancien prisonnier politique, est le candidat du SzDSz pour l'élection à la présidence de la République et le MDF place l'historien György Szabad au poste de président du Parlement. Une partie des députés renoue avec l'ancienne tradition en se rendant à la messe dans l'église Mátyás pour l'ouverture de la nouvelle législature. Otto de Habsbourg, dernier héritier du trône et député allemand au Parlement européen, vient assister à cette séance solennelle. Le gouvernement est investi par l'Assemblée nationale le 23 mai 1990 : il est formé d'inconnus pratiquement sans expérience. Contrairement à la Tchécoslovaquie par exemple, ce ne sont pas tous des héros de la résistance anticommuniste, beaucoup sont enseignants, preuve de la relative tolérance du régime Kádár qui a permis l'apparition d'une nouvelle génération politique.

Occupant le terrain au centre droit, le MDF est un assemblage de plusieurs courants. En négociateur habile, Antall parvient à maintenir l'équilibre. Il joue souvent la carte du nationalisme, parlant ainsi des « quinze millions de Hongrois », car il sait bien que le sentiment national est le ciment de son parti, tout en n'ignorant pas que certains tendent franchement vers le chauvinisme et la dérive droitière. L'appel aux valeurs nationales a pesé d'un certain poids dans la campagne électorale et l'on retrouve cette tendance, qui penche parfois vers le nationalisme, dans l'attitude du gouvernement Antall. Mais le consensus est large sur la démocratie, le nécessaire et urgent passage à l'économie de marché et la

politique extérieure. Aucun leader sérieux, aucun parti n'évoque la révision des frontières, même si les rapports sont parfois tendus entre le ministre des Affaires étrangères hongrois Géza Jeszenszky et ses homologues roumain et slovaque pour la défense des droits des minorités hongroises[7].

C'est dans ce contexte qu'une nécessaire révision de l'histoire récente de la Hongrie se met en œuvre. Les progrès enregistrés dans les années 1980 ont prédisposé le public à s'interroger sur les tabous et les silences imposés par le régime. Dans un premier temps, c'est évidemment l'interprétation de la révolution de 1956 qui préoccupe le plus l'opinion, mais la liberté de parole retrouvée permet également d'évoquer l'entre-deux-guerres et la figure de Horthy. Dans la foulée de la grande cérémonie d'obsèques des victimes de 1956, d'autres personnages marquants vont progressivement pouvoir reposer en terre magyare.

Les insurrections, révolutions, guerres, occupations ainsi que les deux totalitarismes ont produit en Hongrie depuis le XVIIIe siècle un nombre considérable de martyrs, de suicidés et d'exilés qui peuplent le panthéon de la conscience nationale. L'exigence en leur faveur de funérailles décentes a été de ce fait plus forte en Hongrie que partout ailleurs, et notamment au XXe siècle, puisqu'elle est un des pays ayant vécu le plus grand nombre de bouleversements violents en Europe. Il faut ajouter à cela que tout comme dans la partie autrichienne de l'ancienne monarchie des Habsbourg, l'héritage baroque se caractérise par un goût pour le décorum et la mise en scène, y compris de la mort. Si les Viennois se précipitaient pour voir *eine schöne Leiche* (un « beau cadavre »), les Hongrois étaient et sont toujours plus sensibles au contenu politique du cercueil, dont ils font souvent un enjeu national, qu'il s'agisse de Lajos Kossuth ou d'un représentant du monde de la culture[8].

L'abondance de martyrs générés par les tragédies successives de l'histoire hongroise fait de leurs sépultures un enjeu très particulier pour lequel il existe trois cas de figure : le mort a disparu (le poète Petőfi par exemple), le mort est enterré à l'étranger (Rákóczi, Kossuth, Horthy, Bethlen, Mindszenty, Bartók, etc.), le mort est enterré en Hongrie mais de façon indigne (Batthyány, Rajk, Nagy) ou jugée telle (Attila József dans le panthéon de la classe ouvrière au lendemain de la transition). Créer pour les martyrs une sépulture non seulement décente, mais destinée à devenir un lieu de mémoire signifie donc rétablir la vérité historique et parachever la construction de l'identité nationale.

La Hongrie et ses dirigeants, voire les opposants, pratiquent ainsi ce que l'on appelle la « politique au bord de la tombe » *(sírszeri politika)*, une expression probablement inventée par l'actuel Premier ministre Viktor Orbán – à l'origine pour critiquer les pratiques mémorielles et funéraires de son prédécesseur József Antall – qu'il s'efforça ensuite de reprendre à son avantage. La preuve de cette nouvelle pratique se révèle lors de l'enterrement d'Antall lui-même, décédé en fonction le 12 décembre 1993 et dont le mausolée pompeux voisine avec celui de Batthyány au cimetière de Kerepes. Un comité de piété nationale examine les demandes de réenterrement déposées par des particuliers ou des collectifs et juge si le défunt est digne de recevoir une nouvelle sépulture. Dans le cas des personnes décédées en exil, le consensus règne sur le droit à être enseveli en terre hongroise *(magyar föld)*, ce qui suppose une définition du territoire qui n'est pas nécessairement celle qui était en vigueur au moment du départ et/ou de la mort du défunt. Il en découle ce que l'anthropologue András Zempléni appelle la « démocratie funéraire », soit une légitimité de la piété familiale qui échappe aux catégories politiques et se situe au-delà des querelles partisanes. Dans le cas d'anciens personnages officiels, cette piété finit d'ailleurs par masquer la signification historique et, toujours selon Zempléni, « le rituel obscurcit la conscience historique » en mettant un terme à un processus puisque le respect dû aux morts empêche un vrai débat public. Ce faux consensus serait précisément le but recherché par les tenants de la réhabilitation des personnalités du régime Horthy. Or les polémiques incessantes sur ces questions montrent tout le contraire[9].

Le rituel a été mis en place en 1870 à l'occasion du réenterrement de Lajos Batthyány, ancien Premier ministre du gouvernement hongrois indépendant de 1848 et exécuté le 6 octobre 1849. Il est ensuite perfectionné en 1894 lors du retour de la dépouille mortelle de Lajos Kossuth, décédé à Turin où il vivait en exil. Le « retour » de Kossuth donna lieu à la plus considérable manifestation de ce type jamais vue dans la capitale. Cette célébration post mortem contribua à établir le lien entre la mémoire des jours tragiques mais glorieux de la révolution et l'affirmation de la conscience nationale hongroise consécutive au Compromis de 1867. De même, le retour en 1906 des restes du prince Ferenc Rákóczi, mort en exil dans l'Empire ottoman, complète le rituel : ce cérémoniel a été adapté par József Antall à l'occasion du réenterrement de Horthy et a servi quelques mois plus tard pour ses propres funérailles[10].

Le régime communiste s'empare à bon compte du rituel et organise dès 1947 l'enterrement des victimes hongroises du fascisme. Par la suite, le rituel devient un élément des revendications en faveur de la vérité historique pour conduire à l'inhumation de László Rajk le 6 octobre 1956, en guise de prélude à l'insurrection. Bien plus tard, le régime Kádár préside au retour des cendres de Mátyás Rákosi, mort en Union soviétique en 1971, qui sont déposées dans le plus grand secret au cimetière de Farkasrét à Budapest.

Durant les années de la transition démocratique, de nombreuses autres inhumations officielles ont lieu : qu'il s'agisse, comme Nagy, de personnes mortes et enterrées dans des circonstances douteuses et indignes, ou bien certes correctement inhumées mais en terre étrangère soit parce qu'elles ont fui la Hongrie, soit que leurs familles refusaient qu'elles fussent enterrés dans un pays communiste, ces derniers constituent à vrai dire la majorité des réenterrements de l'après-1989. L'année 1991 a probablement été le temps fort dans cette décennie de funérailles avec tout d'abord le réenterrement du cardinal Mindszenty, dont les restes sont rapatriés d'Autriche, puis le politicien et penseur radical Oszkár Jászi, en provenance des États-Unis, enfin Gábor Földes, victime de la répression de 1956. En 1992, le gouvernement Antall entreprend d'œuvrer pour la réhabilitation d'hommes politiques conservateurs de l'entre-deux-guerres, ce qui le conduisit à organiser les inhumations du Premier ministre Miklós Kállay et du colonel László Erdős.

Après les élections de 1994, les réenterrements prennent une dimension moins politique. Tout d'abord parce que les principales réhabilitations ont déjà eu lieu, d'autre part parce que le gouvernement de gauche composé d'anciens communistes, certes libéraux, se sent sans doute moins à l'aise avec une pratique copieusement instrumentalisée par le régime communiste. On s'en tient donc au poète Attila József, premier personnage de la vie intellectuelle et artistique à être réenterré depuis Béla Bartók[11]. Il faut pour cela l'extraire du panthéon de la classe ouvrière du cimetière de Kerepes, où il avait été transféré après la guerre, et donc l'inhumer – dans le même cimetière toutefois – pour la quatrième fois, ce qui constitue un record national[12]. Enfin, une dernière personnalité du régime Horthy est également réenterrée mais sans causer de polémique particulière : l'ancien Premier ministre István Bethlen (1921-1931), arrêté par l'Armée rouge en mars 1945 à Budapest et déporté en URSS, où il est vraisemblablement

mort en détention en octobre 1946. Ses restes sont inhumés en juin 1994 dans le cimetière de Kerepes[13].

De manière générale, les réenterrements se sont effectués à rebours de la chronologie : entamés avec la révolution de 1956, ils ont ensuite concerné la période comprise entre 1944 et l'instauration définitive du régime communiste, enfin la période de l'entre-deux-guerres. Le rythme s'est considérablement ralenti depuis le milieu des années 1990 et les dernières personnalités politiques réinhumées ont été en 1998 Ferenc Keresztes-Fischer, ancien secrétaire d'État, déporté par les nazis et mort en exil à Vienne en 1948, et Domokos Szent-Iványi, diplomate et ministre sous Horthy, mort lui aussi en exil à Heidelberg en 1980. Durant le gouvernement Orbán, deux politiciens ont été réenterrés, l'historien et ministre Bálint Hóman, condamné pour crimes de guerre en 1946, mort en détention en 1951, et István Barankovics, chef du parti populaire chrétien-démocrate, décédé en exil à New York en 1974.

Le rituel du réenterrement permet de formuler une définition de l'anthropologie du patriotisme *(patriotizmus antropológiája)* en Hongrie[14]. Le rituel patriotique est l'expression d'une globalité dans sa signification nationale, car il embrasse l'ensemble du XXe siècle, de l'entre-deux-guerres à l'ère communiste. Il se présente ainsi comme une « religion politique » qui concerne toutes les confessions (catholiques, protestants, juifs). Il parvient par ailleurs à créer un consensus dans l'opinion et chez les politiciens, que très peu de polémiques sont venues perturber, si l'on excepte le débat autour du réenterrement du cardinal Mindszenty, connu pour ses positions ultra-conservatrices, dans la basilique d'Esztergom, de même que celui qui fit rage au sujet de Horthy. En revanche, l'inhumation d'Imre Nagy offre l'un des meilleurs exemples de cette unanimité, très marquée il est vrai par le contexte particulier de 1989. L'événement contribue de surcroît à la chute du régime : il représente l'archétype du consensus national à un moment donné. L'anthropologue Susan Gal distingue cinq groupes d'images permettant d'analyser le rituel dans ce cas précis : le renouveau de la nation ; la religion ; l'image de Nagy « communiste à visage humain » ; des représentations générationnelles avec l'exigence de vérité historique formulée par la jeune génération ; enfin le rituel mémoriel *(emlékezés ritusa)* et l'acceptation du passé *(Vergangenheitsbewältigung)* qui devient part de l'héritage politique de la

nation. Ce dernier élément se révèle évident dans le cas de Horthy, même si le débat historiographique et politique est loin d'être clos.

La première étape dans le déroulement du rituel est constituée par sa légitimation qui intervient par l'intermédiaire de reliques et, si possible, de membres de la famille, ce qui lui assure un contenu émotionnel fort ; la légitimation politique vient ensuite, fondée sur le débat historiographique qui doit avoir eu lieu avant le réenterrement. Parallèlement se met en place la réhabilitation juridique et politique, bien que dans le cas de personnalités importantes telles que Rajk, Nagy, Mindszenty ou Horthy, aucun vrai débat n'ait agité l'opinion publique au sujet de leur legs politique ; c'est ainsi cependant que naît le consensus, à tel point qu'il peut conduire à l'instauration d'un nouveau tabou qui annihile toute critique à propos du défunt. Ainsi nombreux sont ceux qui pensent que malgré leur sort tragique, Rajk et Nagy demeurent des communistes honnis[15]. Le processus aide toutefois grandement la société hongroise dans la construction d'une nouvelle mémoire historique. Durant les premières années de la transition démocratique, elle parvient à consolider le consensus politique par le syncrétisme entre un passé reconnu et admis par presque toute la communauté nationale et le présent[16]. La continuité de l'histoire hongroise a été restituée aux citoyens sans exclusives ni taches blanches, de Nagy à Mindszenty en passant par Horthy[17]. En 2001, la polémique a été relancée à propos du possible réenterrement de László Bárdossy, Premier ministre d'avril 1941 à mars 1942, et exécuté en 1946. Les partisans de sa réhabilitation mettent en avant son anticommunisme alors que ses opposants stigmatisent son antisémitisme et son penchant pour le fascisme. Ce sont les membres du parti d'extrême droite MIÉP qui ont tenté de pousser le gouvernement Orbán à réhabiliter Bárdossy, ce qui aurait permis par la suite de le faire réinhumer, mais l'initiative en est restée là[18].

Ce processus atteint son point culminant en septembre 1993 avec l'inhumation des restes de Horthy. Dès le milieu des années 1980, sa belle-fille Ilona avait commencé à revenir régulièrement en Hongrie, tout d'abord sous couvert de tourisme thermal. Elle avait pu auparavant faire rénover la crypte familiale située dans le cimetière de Kenderes. C'est le fils de Miklós Kállay, Krisztóf, qui avait attiré son attention sur le mauvais état dans lequel se trouvait l'édifice[19]. Des fonds provenant de l'émigration hongroise, essentiellement américaine, avaient alors permis de financer les

travaux de réfection, supervisés par le curé de Kenderes. En 1986, Ilona et son mari se rendent sur les lieux. Elle se recueille longuement devant le caveau d'István. Ils visitent le château, qui abrite désormais une école agricole. Ils profitent également de ce séjour pour rencontrer les « anciens » du régime Horthy. Dès lors, les apparitions publiques d'Ilona se font plus nombreuses et plus fréquentes. Elle accepte de donner des interviews. Cela se déroule en parallèle de l'évolution du régime et, à partir de 1987, Ilona se fait aussi connaître de l'opinion publique hongroise. Des objets sauvés de la destruction du château royal et de Kenderes réapparaissent et lui sont rendus, des portraits notamment. En 1989 enfin, elle fait le voyage avec son fils István et sa nouvelle épouse indonésienne, Tuti. Ils se rendent de nouveau à Kenderes[20]. La réhabilitation de Horthy débute alors avec l'initiative des responsables de la maison d'édition Európa de faire paraître les Mémoires du régent pour la première fois en Hongrie. Le processus est désormais lancé qui va aboutir à son réenterrement. L'initiative officielle émane de l'Association des marins hongrois, qui a été sollicitée par Ilona en juin 1991, au moment où le dernier soldat soviétique quitte le territoire national[21] : le moment lui paraît opportun et respectueux des volontés de Horthy puisque la Hongrie ne se trouve plus sous domination étrangère, ni *a fortiori* communiste. C'est donc l'association, et non la famille, qui sollicite directement le président du Conseil, József Antall, par l'intermédiaire du député Tamás Katona et de l'historien Géza Jeszenszky, qui est alors l'homme de confiance d'Antall pour les questions délicates. Ils s'adressent au ministère des Affaires étrangères et plus précisément à la direction des Affaires d'Europe occidentale. C'est son directeur, le diplomate László Nikicser, qui va gérer le dossier et le mener à son terme[22]. Avant d'accepter le principe du retour de la dépouille de Horthy (et de son épouse), le ministère élabore un concept qui va servir de base de négociation pour toutes les autres demandes de ce type. Le premier point reprend la tradition : tout Hongrois a le droit de reposer en terre magyare ; le deuxième point précise que l'initiative doit venir de personnes privées (famille ou association) ; le troisième et dernier point stipule que l'État peut s'associer à la procédure en fournissant une aide logistique et/ou matérielle. Cela posé, Antall approuve la démarche. Entre-temps, Ilona a rencontré le président de la République, Árpád Göncz, qui a également donné son consentement. C'est ensuite le consul de Hongrie à Lisbonne, Miklós Deák, qui est saisi du dossier afin d'en régler les détails pratiques. Il s'agit en effet d'obtenir des

autorités portugaises l'autorisation d'exhumer les corps. Selon l'ambassadeur Nikicser, tous les documents relatifs à cette affaire étaient alors classés « strictement confidentiel » *(szigorúan tilos)*. Son récit diffère sensiblement de celui d'Ilona, qui insiste sur le rôle qu'elle a joué, et sur celui des représentants de l'Association des marins et d'autres personnalités extérieures (Krisztóf Kállay, l'ordre de Malte) et non sur l'aide reçue de la part du corps diplomatique. Elle se préoccupe aussi beaucoup durant cette période de réactiver la mémoire de son mari et d'accréditer la thèse du sabotage de son avion.

Un événement vient toutefois retarder l'inhumation de Horthy, qui doit céder la préséance au cardinal Mindszenty dont les cendres sont rapatriées d'Autriche. Cet épisode met le gouvernement dans l'embarras, car le voyage, effectué en train depuis Vienne, se transforme en procession spontanée et suscite des manifestations de dévotion que vient encore renforcer la visite du pape Jean-Paul II en août 1991. L'opposition critique violemment la « dérive » catholique (Antall est un croyant sincère) du gouvernement. Cet avertissement, ainsi que les difficultés croissantes avec lesquelles le gouvernement doit se débattre à partir de 1993, conduit les autorités à vouloir limiter le décorum prévu pour le réenterrement de Horthy. Mais cela n'est que la version officielle servie aux médias et à l'opinion internationale. Dans les faits, le gouvernement va bien essayer de capitaliser sur la figure du régent à son profit, ce qui ne va pas le sauver de la défaite électorale d'avril 1994. Antall est effectivement atteint d'un cancer dont il ne se cache pas, et c'est le ministre de l'Intérieur et membre du MDF, Péter Boross[23], qui entreprend de faire du réenterrement de Horthy une opération médiatique.

Le retour de Horthy ne saurait s'effectuer dans un délai trop rapide après celui de Mindszenty et les choses traînent donc. Début 1993, l'affaire est relancée : Nikicser et Katona se rendent à Lisbonne. Un déjeuner est organisé à l'ambassade de Hongrie avec Ilona à qui l'on présente un projet pour le déroulement des opérations, qu'elle approuve. Au sein de l'Association des marins a été créé un « comité Horthy » *(Horthy bizottság)* qui aide Ilona et s'occupe des détails de la cérémonie prévue à Kenderes[24]. Le précédent Mindszenty a en effet déterminé le gouvernement à refuser toute manifestation à Budapest. Du côté portugais, aucun obstacle n'entrave le déroulement de l'entreprise. Antall donne son accord pour la dernière

phase. Nicky étant décédé dans l'intervalle, il est bien entendu prévu que son corps soit également rapatrié.

Le gouvernement insiste dans sa communication sur le caractère privé de la célébration, mais c'est tout le contraire qui va se produire. Lors d'un voyage en mai, Ilona apprend du maire de Kenderes, Mihály Baranyi, que l'on attend une foule de 150 000 personnes pour les obsèques. L'ordre des Valeureux reconstitué fait réaliser un buste de Horthy qui doit être placé dans le jardin devant le château de la famille[25] et qui s'y trouve effectivement de nos jours. Les avatars médiatiques et les souvenirs commencent à se multiplier. Le débat fait rage dans la presse autour de l'opportunité de réinhumer le régent. La date de la cérémonie est finalement fixée au 4 septembre 1993. La veille, les cercueils arrivent à Budapest par avion et sont emmenés sous escorte policière à Kenderes. Parallèlement se déroule sur le Vermező au pied du château de Buda une manifestation d'opposants au réenterrement.

La cérémonie commence à 11 h 30. Malgré les promesses du gouvernement, on assiste bel et à bien à une célébration officielle. Un détachement de l'armée hongroise rend les honneurs en présence de quatre ministres, de nombreux parlementaires et de l'épouse de József Antall. La radiotélévision retransmet l'événement en direct pendant une heure et demie, et la monnaie nationale édite même une médaille pour l'occasion. La foule présente à Kenderes est estimée à 70 000 personnes, un chiffre sans doute plus réaliste que les 150 000 attendues, voire espérées par le maire. Une tente a été aménagée sous laquelle sont exposés les deux cercueils et l'urne contenant les cendres de Nicky. Huit officiers de marine portent le cercueil de Horthy et huit jeunes hommes de Kenderes celui de Magda. En tout, les membres de la famille représentent trente personnes. L'hymne national retentit et plusieurs discours suivent. La plupart des participants se souviennent surtout de ceux prononcés par Ilona et István, ce dernier se montrant particulièrement réservé et éloigné de toute interprétation tendancieuse. Dans son intervention, Ilona n'a pas une parole pour le gouvernement, ni pour les diplomates qui ont facilité l'entreprise. Elle insiste sur l'homme Horthy attaché à sa terre de Kenderes et dit ne pas vouloir entendre les critiques et les récriminations. István, que beaucoup ne pensaient pas capable de s'exprimer en hongrois, lit un assez long texte, dans lequel il a une pensée pour son oncle qui l'a accompagné dans son chemin vers l'âge adulte. Il évoque ses souvenirs d'enfance de son grand-

père, dont il fait un homme simple et sans préjugés. Il a le courage ensuite de poser la question de l'antisémitisme supposé de Horthy qu'il juge inconcevable *(elképzelhetetlen)*. Par là, il répond aux attaques dont la presse s'est faite l'écho depuis l'annonce de la cérémonie. Il se défend toutefois de vouloir idéaliser Horthy et ne nie pas qu'il a eu des faiblesses et fait des erreurs. Mais, selon lui, on ne doit pas voir la Hongrie de l'entre-deux-guerres avec les yeux de la rétrospection et si le débat est souhaitable, il ne saurait être chargé de haine. Le pays doit désormais entrer dans une ère nouvelle sur la base de la démocratie, de la stabilité, des valeurs humanistes, de l'esprit d'entreprise et de l'honneur[26].

Les autres intervenants sont des personnalités locales et des témoins ayant connu Horthy. La présence religieuse est assurée par l'évêque Elemér Kocsis, chef de la conférence des Églises réformées de Hongrie[27], et par l'évêque de Győr, István Seregély, assistés de pasteurs et de prêtres locaux[28]. La cérémonie est close par un déjeuner offert à l'hôtel de ville que suit une promenade autour de l'ancienne demeure des Horthy.

Le réenterrement a été le moment essentiel du « retour » de Horthy dans la conscience collective hongroise. Il s'est inscrit dans un processus de revalorisation de la période de l'entre-deux-guerres dont le mécanisme a toutefois été à double détente. Des historiens y ont contribué par des publications de haut niveau scientifique, à commencer par Ignác Romsics avec sa biographie du comte Bethlen parue en 1999. Romsics est alors devenu l'autorité incontestée en la matière et il intervient très souvent dans le débat médiatique avec une mesure et une rigueur remarquables. Son exemple a été suivi par d'autres historiens. D'autres travaux biographiques ont été réalisés sur les personnalités du régime Horthy : une biographie de Gömbös par Jenő Gergely[29], historien spécialiste du christianisme social, parue en 2001 ou le travail de Balázs Ablonczy sur Pál Teleki (2005). Plus récemment, c'est la question de la nature du mouvement des Croix-Fléchées et du national-socialisme hongrois qui a fait l'objet d'études poussées avec l'ouvrage de János Gyurgyák sur les « défenseurs de la race » *(Magyar fajvédők)* et celui de Rudolf Paksa sur le national-socialisme en Hongrie[30]. Le débat déborde toutefois largement les milieux académiques *stricto sensu*, car en Hongrie les historiens sont fréquemment invités sur les plateaux de télévision. Le public a l'habitude depuis les années 1980 de suivre les principales controverses historiques. Si l'intérêt est réel et les connaissances

relativement solides, le raccourci médiatique induit inévitablement une extrême simplification des arguments. Ces derniers sont en outre repris et déformés dans le champ politique.

Le régime Horthy et la personnalité du régent font l'objet de plusieurs discussions dont la première tient à la nature du régime. Le travail des historiens a permis de réviser la vulgate diffusée par l'historiographie communiste qui en faisait un fascisme, voire un « cléricalo-fascisme » selon les catégories de pensée employées dans les années 1950[31]. L'opinion a désormais admis la différence entre la régence et les dictatures totalitaires fasciste et nazie. Mais la définition du régime pose encore problème puisqu'il ne disposait pas d'une véritable idéologie. Ces questions nécessitent un travail de fond sur les concepts et une fine chronologie difficilement accessibles au grand public. L'intérêt médiatique se porte donc sur des thèmes jugés plus simples et surtout plus porteurs en termes de vente et d'audience, au premier rang desquels l'antisémitisme et la responsabilité de la Hongrie dans la mise en œuvre de la Solution finale. Ce sont ces deux problèmes qui agitent l'opinion depuis le retour au pouvoir du FiDeSZ de Viktor Orbán. La campagne électorale de 2010 a donné lieu à de nombreux dérapages de la part du parti d'extrême-droite Jobbik et Orbán lui-même s'est laissé aller à des exagérations regrettables. Les premiers ne dissimulent pas leur antisémitisme et exaltent volontiers les théories raciales faisant des juifs (et des Roms) des étrangers à la nation hongroise ; le second n'a pas été suffisamment clair dans son refus de ces arguments et a joué la surenchère nationaliste en allant chasser sur le terrain des extrêmes. Dans ce contexte, la droite tend à valoriser le régime Horthy dans lequel elle voit à tort un modèle. Cette analyse s'explique en partie par l'obsession anticommuniste du FiDeSZ et de son chef, qui considère que la Hongrie ne s'est pas encore suffisamment libérée de son passé. Rétrospectivement, Horthy est vu comme le restaurateur et le garant de l'indépendance nationale, et l'on oublie volontiers le rapprochement progressif du régime avec les dictatures. Il se mêle à cette interprétation un certain euroscepticisme et une attitude antioccidentale qui est une constante de la perception des Hongrois de leur place en Europe. Orbán essaie de concilier la modernité et l'ouverture de Széchenyi avec l'intransigeance nationale de Kossuth. Il y parvient au prix de déclarations contradictoires destinées tantôt à son électorat, tantôt à l'Union européenne.

Les lieux du débat sont multiples et reflètent l'intérêt du public pour les controverses soulevées par l'interprétation de la période de l'entre-deux-guerres. Depuis 2007, les grandes revues de vulgarisation historique consacrent régulièrement des dossiers à Horthy, au régime et à ses personnalités, ainsi qu'à des problématiques de la Seconde Guerre mondiale. Simultanément s'est déployée une discussion dans les revues académiques autour de l'évaluation de la personnalité de Horthy et de son régime. Ainsi l'historien contemporanéiste Péter Sipos se demande dans *Történelmi szemle* (La Revue historique) comment écrire une biographie de Horthy en sériant les problèmes et les phases de son action[32]. Il avait alors l'intention de s'y consacrer lui-même avant d'abandonner le projet. Les historiens se demandent aussi si la personne du régent a suscité un culte, et ensuite un contre-culte durant l'ère communiste. Cela les amène à s'interroger sur le mythe Horthy. László Karsai, spécialiste de l'histoire de la Shoah en Hongrie, remet ainsi en question le mythe faisant de Horthy un protecteur et un sauveur des juifs[33].

Les revues *História*, *Rubicon* et la dernière-née dans cette catégorie, *Múlt-Kor*, sont particulièrement prolixes. Il est rare qu'une édition ne propose pas un article ayant de près ou de loin à voir avec la période 1918-1944. Les revues spécialisées destinées à un public plus averti, voire professionnel, ne sont pas en reste par l'intermédiaire d'études originales ou de comptes rendus d'ouvrages. Toutes sollicitent les meilleurs spécialistes pour garantir sérieux et qualité scientifique. Ce sont donc les mêmes noms qui se retrouvent dans toutes ces publications avec de temps en temps des contributions de jeunes chercheurs doctorants, voire des apports plus anecdotiques sur des sujets plus attrayants pour le grand public.

L'observateur extérieur pourrait ainsi avoir l'impression d'une surabondance de production livresque et journalistique sur le phénomène Horthy. Derrière ce dernier se cache bien entendu le syndrome de Trianon, exploité *ad nauseam* par l'extrême droite, et que les historiens professionnels ont bien du mal à démythifier dans la population. Malgré la profusion d'analyses sur ce sujet, la grande majorité des Hongrois persiste à croire au complot occidental. Les médias étrangers en rajoutent en donnant systématiquement la parole à ceux qui veulent la monopoliser à ce propos, à savoir le Jobbik, et sont incapables de faire la différence entre un traumatisme réel ancré dans la conscience historique et la nostalgie d'une poignée de fanatiques qui réclament la reconstitution de la grande Hongrie

dont la majorité du territoire se trouve à présent à l'intérieur de l'Union européenne.

La presse quotidienne n'est pas en reste et le journal proche du FiDeSZ, le *Magyar Nemzet* (La nation hongroise), ne se prive pas de commémorer les événements douloureux de l'histoire nationale, accréditant ainsi la victimisation déjà présente dans les mentalités. C'est généralement le quotidien de gauche *Népszabadság* qui remet les choses en perspective comme lors du débat de septembre 2012 consacré précisément aux deux traumatismes – selon la définition proposée alors par Ignác Romsics – du XXe siècle : Trianon et la responsabilité hongroise dans la déportation des juifs. Romsics montre que les deux événements sont liés et revient sur les origines du régime Horthy[34]. De la même manière, le sociologue György Csepeli se livre à une analyse de la « nostalgie de Horthy » qu'il voit comme un phénomène essentiellement présent à la droite et à l'extrême droite de l'échiquier politique[35]. Il pense en outre à raison que les dirigeants actuels de la Hongrie font une interprétation erronée du régime Horthy et de la personne du régent.

Les ouvrages récents parus sur Horthy, son régime et son temps tendent dans deux directions majeures : ceux des historiens sont globalement sévères sur le régent et sa pratique du pouvoir. Or ils sont aussi lucides sur le contexte et la position difficile de la Hongrie et insistent sur l'étroite marge de manœuvre qui restait à la disposition de Horthy. La médiocrité de la classe politique a été un facteur aggravant. Les ouvrages de vulgarisation, albums et autres publications de piètre facture sont hagiographiques, certains insistent sur la famille (malgré l'absence quasi totale de sources) et d'autres reprennent la mythologie qui avait déjà cours à l'époque, présentant Horthy comme un héros ayant sauvé la nation. Depuis la transition démocratique, de nombreux livres de souvenirs et Mémoires ont été publiés ou réédités. Certains de ces auteurs sont morts en exil – dont Horthy lui-même – ou ont été oubliés depuis la publication de leurs récits intervenue dans l'immédiat après-guerre. C'est le cas avec l'ouvrage de Gusztáv Gratz rédigé immédiatement après la fin de la guerre et édité seulement en 2001 par la maison d'édition Osiris. Gratz consacre un chapitre à l'évaluation, pratiquement à chaud, du régime Horthy qu'il juge sans aucune indulgence : « Horthy a laissé derrière lui le pays dans un état effroyable. La situation est bien pire que lorsqu'il en prit la direction il y a un quart de siècle[36]. » Le reproche majeur adressé au régent est d'être entré

en guerre aux côtés de l'Allemagne. Une appréciation semblable se trouve chez Miklós Mester, dont les souvenirs écrits en 1971 ont été publiés en 2012 par son fils Zoltán. Mais Mester est encore plus acerbe sur la personne même du régent, tout en lui reconnaissant le mérite d'avoir essayé d'éviter le pire entre mars et octobre 1944 : « Il ne pouvait se vanter de posséder une profonde pensée humaniste. Fondamentalement, c'était un être très médiocre, conservateur et obstinément accroché au pouvoir, sans discernement, sans volonté et aimant la pompe. Mais il est un fait : après le 19 mars 1944, quand les troupes de Hitler ont occupé la Hongrie, le règne de Horthy a pris une tournure tragique. Les 700 000 à 750 000 juifs hongrois ont été entraînés vers la catastrophe et Miklós Horthy s'est comporté de manière brave et humaine dans une situation extrêmement difficile. Il a ainsi été en Hongrie le principal frein à l'antisémitisme et à l'élimination totale des juifs durant l'occupation allemande entre le 19 mars et le 15 octobre 1944[37]. » Un autre témoin, qui plus est une personnalité importante de la communauté juive, Móric Kornfeld, rejoint Mester sur la médiocrité du personnage et son absence de capacité de décision : « Horthy n'avait pas de talent, mais le talent n'est pas une qualité déterminante pour le chef d'un régime constitutionnel, puisque le gouvernement avait les mains liées par la majorité parlementaire. Il n'a apporté à sa fonction de régent aucune autre compétence que le patriotisme ardent, cette passion qui consiste à croire que le cours de l'histoire met la nation en danger de mort si elle n'est pas conduite avec sagesse ; sa conscience du devoir est restée une douleur formelle car il ne pouvait même pas discerner ce qu'était son devoir[38]. » Or le devoir est précisément la vertu suprême que Horthy a sans cesse mise en avant pour expliquer tout le cours de sa vie, du service dans la marine austro-hongroise au refus de quitter son poste avant d'y être finalement contraint par une puissance étrangère, ce qui constitue par ailleurs une constante de l'histoire nationale. La notion de devoir a en outre été transmise puisque sa belle-fille le choisit comme second élément du titre de ses Mémoires. C'est sur cette base qu'a été en partie construit le mythe d'un Horthy sauveur de la patrie, auquel font référence la plupart des images et des représentations passées et actuelles.

Le réenterrement de 1993 a fait revenir le visage de Horthy dans la conscience collective. L'insistance du gouvernement Antall sur les valeurs chrétiennes et sur l'histoire (il avait lui-même une formation d'historien) a

permis la réapparition devant le grand public non seulement du régent, mais aussi des personnalités de son régime. À la fin des années 1990, des publications illustrées ont rappelé aux Hongrois la douceur de vivre des années 1930. Le contexte était favorable à la diffusion d'images de Horthy et de sa famille. Le tabou de Trianon étant également tombé, l'association a rapidement été faite entre le traité et le redressement opéré par le régent. Chez les sympathisants d'extrême droite, c'est un amalgame qui s'est produit entre la catastrophe de 1920 et le régime Horthy. Ils reprennent à leur compte la propagande qui dépeignait Horthy sous les traits de sauveur de la nation et « réparateur » de l'injustice du traité. Dans cette configuration, aucune critique historique ne les effleure. L'attitude du gouvernement Antall, puis du premier gouvernement Orbán (1998-2002) a été pour le moins ambiguë. Il est indéniable que la droite devait chercher un modèle dans l'avant-1945 faute d'avoir participé au pouvoir depuis l'instauration du régime communiste. Malgré le poids de l'histoire en Hongrie, il était difficile de s'inspirer des dirigeants du Compromis, voire de Széchenyi. Ce dernier a servi de référence, mais n'ayant jamais gouverné, il pouvait difficilement être un guide pour l'action politique, tant le contexte était différent. Kossuth, en revanche, restait la référence de la gauche et ne pouvait donc être détourné au profit de la droite (c'est pourtant ce que tente de faire Orbán à l'heure actuelle). Le choix de Horthy s'imposait donc malgré la controverse dont il n'allait pas manquer d'être l'objet. Cela explique également le relatif malaise du gouvernement dans le processus du réenterrement.

Au fil des années 1990 puis 2000, la figure de Horthy est devenue récurrente dans les médias. Toutefois, aucune grande exposition n'a été dédiée à sa personne ni à son régime. Le Musée d'histoire militaire *(Hadtörténeti múzeum)* de Budapest consacre quelques vitrines à la marine, mais curieusement aucune à la carrière et aux fonctions de l'amiral Horthy au sein de la marine austro-hongroise[39]. Ce sont en fait le Musée national *(Nemzeti Múzeum)* et la Maison de la terreur *(Terror háza)* qui évoquent le régime Horthy, mais avec un discours contrasté qui reflète le débat dans la société. Le parcours du Musée national vise à un survol de l'histoire hongroise des origines à nos jours, certains événements et personnalités sont mis en valeur conformément à la version actuelle diffusée par l'historiographie. La Maison de la terreur en revanche propose une interprétation politique de la période 1919-1989 et met l'accent sur la

terreur communiste. Dans cette acception, Horthy apparaît sous un jour positif, même si la muséographie, très habile, se garde bien d'évocations ouvertement tendancieuses. L'inventaire des images de Horthy proposé par Ignác Romsics dans un article de 2007 permet de classifier les interprétations négatives et positives, passées et actuelles : sauveur de la patrie, bourreau (la terreur blanche), traître et usurpateur (la restauration manquée de Charles), bâtisseur de la nation et conquérant (la révision), destructeur de la nation (1944), patriote et chef d'État[40]. Ces catégories ont été alternativement utilisées par le régime Horthy et par ses opposants, rien d'étonnant à ce qu'on les retrouve encore aujourd'hui à l'œuvre dans les mentalités. Elles sont régulièrement réactivées à l'occasion d'anniversaires ou de campagnes électorales.

En 2006, alors que le cinquantenaire de son décès approchait, un film a été consacré à Horthy par le célèbre réalisateur Gábor Koltay sous le titre *A kormányzó* (Le Régent)[41]. Projeté à sa sortie dans le grand cinéma de Budapest Urania, ce long-métrage est toujours visible de nos jours dans quelques cinémas de la capitale. Ce documentaire faisait suite à celui que Koltay avait réalisé sur le traité de Trianon en 2004 et dont le discours relevait de la mystification pure et simple. Dans le cas de Horthy, on assiste à une hagiographie modérée, consistant à mettre en exergue les aspects positifs du personnage et à dissimuler les zones d'ombre. La caution scientifique est fournie par des historiens et des spécialistes d'autres disciplines (littérature, économie) notoirement proches du FiDeSZ. Les témoins choisis sont tous à décharge : Ilona Edelsheim-Gyulai et son fils, József Antall, le maire de Kenderes, et, pour faire bonne mesure, un ancien habitant juif de Presbourg. Des acteurs lisent des extraits des Mémoires de Horthy et d'autres protagonistes (Kállay par exemple). Le message est clair : Horthy est dédouané de tout ce qui peut lui être reproché. La terreur blanche est une réponse légitime à la terreur bolchevique, Horthy a sauvé les juifs en 1944. Hormis Bethlen, pratiquement aucun autre personnage politique n'est évoqué, à commencer par Gömbös qui sent le souffre. Kállay et Teleki ont droit à une mention marginale. L'alliance avec l'Italie est exaltée au contraire de celle avec l'Allemagne. Le documentaire insiste beaucoup sur la famille au travers du témoignage d'Ilona qui s'est laissée instrumentaliser de bonne grâce.

Depuis l'entrée en fonction du second gouvernement Orbán en mai 2010, Horthy est non seulement présent dans le débat, mais aussi dans

l'imagerie. Le musée qui lui est consacré à Kenderes ne cesse de recevoir des dons rappelant la dévotion populaire suscitée dans l'entre-deux-guerres. L'association Horthy *(Horthy Miklós társaság)* multiplie les commémorations dont la plupart des manifestations se déroulent toutefois dans l'indifférence générale et avec la participation pathétique d'anciens de plus en plus rares[42]. Le gouvernement est mal à l'aise avec l'inflation mémorielle, et Orbán se défend dans les médias de solliciter ou d'encourager ce phénomène. Dans une interview donnée au quotidien autrichien *Die Presse*, il se retranche derrière l'autonomie des autorités locales. Il refuse en outre de mettre sur le même plan Hitler, « un dictateur qui a occupé notre pays », et Horthy à propos duquel il prétend laisser l'appréciation aux historiens[43]. Il n'empêche que des municipalités FiDeSZ ne cachent pas leur intention de rendre hommage au régent par l'érection de statues ou l'attribution de noms de rues ou de places. La petite commune de Kereki, dans le comitat de Somogy, s'est ainsi dotée d'un buste en bois du régent qu'un citoyen mécontent a recouvert de peinture rouge le 13 mai 2012 : le tribunal régional de Siófok n'a pas suivi la plainte de la commune et a considéré l'acte comme résultant de la liberté d'expression[44]. D'autres projets mémoriels sont fréquemment révélés par la presse et déclenchent des polémiques dans lesquelles les attaques *ad personam* ne manquent pas, assorties des invectives de « marxiste » et « fasciste ». L'une des dernières en date trouve son origine dans la décision de la mairie de Gyömrő, dans le comitat de Pest, de donner le nom de Horthy à la place de la Liberté au centre du village. L'initiative émanait en 2011 de membres locaux du Jobbik. Devant l'indignation générale, la municipalité a dû organiser le 6 janvier 2013 un référendum qui faute d'une participation suffisante n'a pu invalider la décision de la mairie : 1 778 personnes ont voté contre et 484 pour. En définitive, le nom de Horthy devrait être donné au parc jouxtant la place. Comme souvent, l'affaire a dépassé le cadre local : trois des historiens les plus compétents sur la période se sont déplacés à Gyömrő pour débattre devant la population, Ignác Romsics, Krisztián Ungváry et László Karsai. Ils ont ensuite été attaqués par l'ancien conseiller d'Antall, l'historien conservateur Ernő Raffay, qui considère que l'historiographie hongroise, notamment l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, n'a pas encore été « démarxisée ». C'est Karsai qui s'est chargé de la réponse en exhumant une lettre de Raffay datant de 1984 dans laquelle ce dernier l'accusait d'être « anticommuniste et hostile à l'Union soviétique[45] ». Des

voix étrangères s'élèvent aussi pour dénoncer la mémorialisation et l'héroïsation de Horthy. Le directeur du *Center for Advanced Holocaust Studies* au musée de l'Holocauste de Washington, Paul A. Shapiro, déclare dans une interview accordée au *Népszabadság* en septembre 2012 qu'il considère Horthy comme coupable d'avoir déclenché les persécutions en Hongrie et donc indigne d'être statufié[46]. Malgré une lettre du ministre des Affaires étrangères hongrois, János Martonyi, assurant que le gouvernement n'a pas l'intention de réhabiliter Horthy, Paul Shapiro a poursuivi ses attaques contre la Hongrie. Il a ainsi témoigné devant le Sénat américain de la façon, selon lui douteuse, dont la Hongrie commémore la Shoah[47]. Cette contribution est caractéristique de l'attitude américaine vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale depuis la transition démocratique de 1989. Les responsables juifs américains prétendent faire la leçon sur le traitement de la Shoah dans la région et sont persuadées que l'on attend leur expertise. Or ils connaissent mal les réalités locales et leur ingérence est parfois mal interprétée, y compris dans les communautés juives elles-mêmes. Paul Shapiro dénonce à juste titre les dérives du second gouvernement Orbán et la collusion de certaines personnalités du FiDeSZ avec l'extrême droite, mais il est obligé de reconnaître que c'est précisément le premier gouvernement Orbán qui a créé les principales institutions mémorielles. En ce qui concerne les récentes entreprises de réhabilitation de Horthy, Shapiro se montre intransigeant et assimile la figure du régent à celle de Hitler. De même, le retour de certains auteurs controversés dans les manuels de littérature sont certes à juste titre critiqués, mais ces écrivains – médiocres – ne sont pas de pires antisémites qu'un Louis-Ferdinand Céline. Mais il est bien plus aisé de stigmatiser la petite Hongrie dans sa difficile entreprise d'acceptation du passé.

Ce n'est donc pas tant l'interprétation du régime Horthy qui pose problème en Hongrie que les quarante années qui l'ont suivi. Certains historiens peinent visiblement à mettre la distance nécessaire entre leur vécu personnel et l'analyse qu'ils font de l'entre-deux-guerres. Le poids du silence et de la falsification de l'histoire imposés par le régime communiste pèse encore lourdement sur les mentalités. L'opinion a tendance à penser que ce qui a été tu est forcément le contraire de ce qu'on lui a fait croire. La victimisation et le sens du tragique font le reste pour maintenir une vision simplifiée à l'extrême d'une période certes complexe, mais aujourd'hui parfaitement bien traitée par l'historiographie. La figure du régent Horthy

sert tantôt de totem, tantôt d’épouvantail, selon les camps qui l’instrumentalisent. En cela, il est entré de plain-pied dans le panthéon des personnages controversés de l’histoire hongroise.

Conclusion

Quelle place occupe Horthy dans le panthéon national hongrois ? Contrairement au mythe construit autour de sa personne, il n'est ni un conquérant comme Árpád, ni un législateur comme saint Étienne, ni un fondateur comme Széchenyi, et encore moins un rebelle à l'égal des Rákóczi, Thököly ou Kossuth. Ses admirateurs pourraient objecter qu'il est tout cela à la fois grâce à la contre-révolution, au redressement opéré après 1919, à la révision, aux réformes entreprises durant la décennie Bethlen. Mais le bilan de 1941-1944 ruine l'œuvre du régime, car le « sacrifice » de Horthy est annihilé par l'entrée en guerre, l'occupation allemande, la défaite et l'intégration de la Hongrie dans l'orbite soviétique.

Si Horthy est incontestablement un personnage important de l'histoire de la Hongrie, c'est en partie en raison de l'issue fatale dans laquelle le pays est précipité après 1941. Les raisons sont en germe dès 1919. Le révisionnisme tient lieu de programme politique et ne permet pas de choisir une alternative démocratique. On peut se demander alors quelle aurait été l'attitude de la Petite Entente face à une Hongrie démocratique ? La constitution d'un véritable bloc – à défaut de confédération centre-européenne – aurait-elle sauvé la région de la volonté de puissance hitlérienne ? Le délitement progressif de la Petite Entente permet d'en douter. Selon une constante commune aux autres nations de l'Europe centrale, les Hongrois ont tendance à chercher les responsables de leurs malheurs à l'extérieur : Turcs, Autrichiens, Alliés occidentaux, Allemands, Soviétiques, Union européenne. Cela est particulièrement vrai dans leur analyse de l'entre-deux-guerres puisqu'ils voient l'Autriche et l'Allemagne comme des fauteurs de guerre ; les Alliés occidentaux sont accusés d'avoir fomenté la destruction de l'empire dont le traité de Trianon est le coup de grâce. Par conséquent, la Petite Entente, jugée comme une créature des

Franco-Britanniques, empêche la Hongrie de chercher ses alliés ailleurs que chez les autres puissances révisionnistes, ce qui la conduit au désastre. Dans cet enchaînement de faits réels, c'est l'interprétation qui pose problème, car elle consiste à exonérer complètement les dirigeants du pays, au premier rang desquels le régent. Il est présenté comme le prisonnier d'un ordre international hostile à la Hongrie et dont il ne peut s'extraire. Dès lors, son rôle se borne à assurer la meilleure position possible au pays tout en profitant le cas échéant de l'appui de ses alliés. C'est bien ainsi qu'il se voit lui-même et que le présente la propagande dont on retrouve encore aujourd'hui des avatars. En se sacrifiant et en faisant son devoir, Horthy acquiert une stature de héros, certes tragique, et entre de plein droit dans le panthéon national aux côtés des grands hommes qui ont marqué l'histoire hongroise.

Or rien n'est moins éloigné de la figure du héros que la carrière de Horthy, de son engagement dans la marine austro-hongroise à la fin de sa régence. Sa vie est au contraire une longue suite d'échecs travestis en victoires. La bataille du détroit d'Otrante ne change rien à la Première Guerre mondiale, qui est perdue loin de l'Adriatique. La contre-révolution est entachée d'exactions antisémites couvertes par Horthy. Le traité de Trianon consacre le démembrement de la Hongrie royale. Horthy n'y est certes pour rien personnellement, mais il doit l'entériner et la doctrine révisionniste lui permet d'asseoir son pouvoir. L'entrée en guerre de 1941 semble irrémédiable dans ce contexte, alors qu'elle aurait sans doute pu être évitée : le suicide de Teleki est à cet égard une protestation majeure contre le fondement même du régime. Dès lors le piège est tendu devant le régent qui atermoie et louvoie, sans se résoudre à sauter par-dessus pour négocier avec les Alliés. L'occupation allemande du 19 mars 1944 est un révélateur du degré d'antisémitisme présent dans la société et dont Horthy porte, entre autres, la responsabilité. L'escalade qui aboutit au coup de force du 15 octobre 1944 est une résultante de cette capacité à ne pas décider qui a caractérisé le régent depuis le début de son exercice du pouvoir. À une seule reprise, lors des tentatives de restauration menées par le roi Charles, Horthy a tranché : il s'est trouvé dans un cadre qui lui était familier face au roi dont en définitive il ne reconnaissait pas la légitimité. Le souvenir de François-Joseph l'emporte dans cette circonstance et Horthy connaît parfaitement les faiblesses de Charles. Son souhait de « sauver » la Hongrie est alors réel, mais plus encore son désir de rester au pouvoir.

Horthy n'est donc pas un héros, ni même un roi ou un saint. Dans l'exposition dédiée à ces trois figures de la conscience historique hongroise qui a eu lieu en 2012 à la Galerie nationale de Budapest[1], il est pratiquement absent. Dans la section qui rassemble des œuvres d'art mineures, voire réalisées par des amateurs, c'est Trianon qui domine, y compris sur une toile de Tibor Kiss (né en 1955) intitulée justement *Trianon*. On y voit des personnages autour d'un globe : Charles dont la couronne semble flotter au-dessus de sa tête, Mihály Károlyi, Albert Apponyi, Clemenceau, et dans un coin Béla Kun tenant une grenade. Une seule toile représente Horthy, œuvre du jeune peintre Mózes Incze (né en 1975), sous le titre *Horthy Miklós kora* (L'époque de Miklós Horthy). Au milieu se tient Horthy sur son cheval blanc, à sa droite sont figurés un bateau, des rails et un casque allemand. Le régent n'y est donc pas glorifié puisque les rails et le casque allemand sont là pour rappeler la fin tragique du régime.

La difficulté à donner une interprétation de Horthy et de son régime en Hongrie demeure tant que l'un et l'autre sont l'objet d'un mythe entretenu dans la population par des membres de la classe politique et certains intellectuels. Malgré la qualité du travail historique récemment effectué, une vision plus objective des événements n'a pas encore pénétré dans les mentalités, même si l'indifférence, voire l'oubli, gagne une partie de l'opinion. Mais ce désintérêt permet aux thuriféraires de continuer à délivrer un message dont les éléments vont à l'encontre de l'analyse scientifique. Le fait que le débat rebondisse aussi souvent dans les médias est une preuve que ce passé n'est pas encore dominé, ce qui n'est pas en soi un problème puisque la plupart des pays d'Europe y sont confrontés à des degrés divers. En revanche, ce qui est problématique dans le cas hongrois, c'est que la polarisation de la vie politique autour de ces thèmes empêche la progression d'un travail historique serein.

Notes

1. Ludwig Fürst Windischgraetz, *Ein Kaiser kämpft für die Freiheit : so begann Ungarns Leidensweg*, Vienne, Herold, 1957. La citation est tirée de la postface, p. 227.

Avant-propos

1. Il a déjà été président du Conseil en 1998-2002.

2. On peut citer ainsi des biographies d'Imre Nagy, de János Kádár et de Gyula Gömbös.

3. Ignác Romsics, *Bethlen István. Politikai életrajz* [István Bethlen. Biographie politique], Budapest, Osiris, 1999 ; Balázs Ablonczy, *Teleki Pál*, Budapest, Osiris, 2005.

4. Jacques Le Goff, *À la recherche du Moyen Âge*, en collaboration avec Jean-Maurice de Montrémy, Paris, Louis Audibert, 2003, p. 133.

5. Thomas Sakmyster, *Hungary's Admiral on Horseback. Miklós Horthy 1918-1944*, Boulder-New York, Columbia University Press, 1994. Ce livre a été traduit en hongrois en 2001.

6. Zoltán Vas, *Horthy*, Kecskemét, Petőfi nyomda, 1977. L'auteur, né en 1903, est une ancienne victime du régime Horthy durant lequel il a été emprisonné.

7. Pour n'en citer que les principales : Edgar von Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy. Admiral, Volksheld und Reichsverweser*, Hambourg, I. P. Toth-Verlag, 1942 (première édition 1936) ; Owen Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, Londres, Rich & Cowan, 1939, ce dernier s'inspirant de la biographie autorisée de la baronne Lili Doblhoff, *Horthy*, Budapest, Athenaeum, 1938.

8. Aladár von Boroviczény, *Der König und sein Reichsverweser*, Munich, Verlag für Kulturpolitik, 1924.

9. Sur le cadet : Ágnes Judit Szilágyi, János Sáringer, *ifj. Horthy Miklós a kormanyzó kisebbik fia* [Miklós Horthy le jeune, le fils cadet du régent], Budapest, Holnap Kiadó, 2002 ; et sur l'aîné bien plus célèbre une biographie parue en 1942 et rééditée : István Jánosy, *vitez Horthy István, a repulő* [István Horthy, l'aviateur], Budapest, Nemzetek Európája Kvk., 2001.

10. Ilona Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség* [Honneur et devoir], 2 vol., Budapest, Európa, 2000-2001.

11. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, vol. 1 : *L'Appel 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, p. 90.

12. Nikolaus von Horthy, *Ein Leben für Ungarn*, Bonn, Athenaeum Verlag, 1953, p. 8. Une version hongroise a été republiée en 1990, *Emlékirataim, op. cit.*, Budapest, Európa-História. Pour l'édition française, *Mémoires de l'amiral Horthy, Régent de Hongrie*, Paris, Hachette, 1954.

13. *Horthy Miklós titkos iratai* [Écrits secrets de Miklós Horthy], Budapest, Kossuth, 1962.

PREMIÈRE PARTIE
LE MARIN
1868-1918

I. La Hongrie en 1868

1. *A magyar korona országaiban az 1881 év elején végrehajtott népszámlálás*, [Recensement des pays de la couronne de Hongrie en 1881], Budapest, Athenaeum, 1882, vol. 1, p. 826.

2. *Az 1869. évi népszámlálás vallási adatai* [Les données confessionnelles du recensement de 1869] (édité par László Sebők), Budapest, Teleki László Intézet, 2005, p. 92. En 1880, les résultats étaient les suivants : 5 092 habitants dont 4 842 de langue maternelle hongroise, 24 allemande, 6 slovaque ; la répartition religieuse donnait 2 734 catholiques, 2 uniates, 1 orthodoxe, 7 luthériens, 2 258 calvinistes et 88 juifs. *A magyar korona országaiban az 1881 év elején végrehajtott népszámlálás*, Budapest, Athenaeum, 1882, vol. 2, p. 133.

II. La famille Horthy

1. Voir un ouvrage récent qui met à jour la recherche sur les Sicules : Harald Roth (dir.), *Die Szekler in Siebenbürgen. Von der privilegierten Sondergemeinschaft zur ethnischen Gruppe*, Vienne, Böhlau, 2009.

2. Jenő Pilch, *Horthy Miklós*, Budapest, Athenaeum, 1928, p. 8.

3. *Magyar némes családok* [Les familles de la noblesse hongroise], vol. 5, Budapest, Grill, 1913, p. 90-91. Je remercie Zoltán Bécsi pour la traduction en français des formules héraldiques hongroises.

4. Edgar von Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy. Admiral, Volksheld und Reichverweser*, Hambourg, I. P. Toth-Verlag, 1942, p. 41.

5. Il est la seule victime de la famille lors de la Première Guerre mondiale : il se porte volontaire alors que sa fonction lui permettait d'échapper à la mobilisation et il est tué le 22 novembre 1914.

6. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 15.

7. Owen Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 34.

8. Bulletin de classe original photocopié, dans Csathó Kálmán *et al.*, *Horthy Miklós*, Budapest, Singer & Wolfner, 1939, planche VIII.

9. Zoltán Vas, *Horthy*, Budapest, Szépirodalmi könyvkiadó, 1975, p. 13.

10. Horthy, *Ein Leben für Ungarn*, *op. cit.*, p. 13. Dans la version hongroise, *Emlékirataim*, *op. cit.*, p. 11. Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 11.

11. Antonio Schmidt-Brentano, *Die österreichischen Admirale*, vol. 3 : *1915-1924*, Osnabrück, Biblio-Verlag, 2005, p. 143.

III. Le choix de la marine

1. Catherine Horel, « De Tegetthoff à Horthy, les représentations de la marine austro-hongroise dans les musées de trois pays successeurs (Autriche, Hongrie, Croatie) », *in* Patrick Louvier (dir.), *Neptune au musée. Identités et puissances dans les musées maritimes et navals*, Rennes, PUR, 2013, p .155-167.

2. G. Horn, *Le Compromis de 1868 entre la Hongrie et la Croatie et celui de 1867 entre l'Autriche et la Hongrie*, Paris, LGDJ, 1907, p. 187.

3. *Militär-Statistisches Jahrbuch für das Jahr 1893*, Vienne, 1894, p. 144.

4. Lawrence Sondhaus, « The Austro-Hungarian Naval Officer Corps 1867-1918 », in *Austrian History Yearbook*, XXIX, 1993, p. 55.

5. Lettre du capitaine de frégate Lahatte, chef de la mission navale française à Fiume au ministre de la Marine, 15 avril 1905. Service historique de la Défense (SHD/Marine), fonds Marine étrangère BB[7] 30.

6. Louis Gebhard, « The Croatians, the Habsburg Monarchy and the Austro-Hungarian Navy », in *Journal of Croatian Studies*, XI-XII, 1970-1971, p. 154.

7. Salcher Peter, *Geschichte der k.u.k. Marine-Akademie*, Pola, Carl Gerold's Sohn, 1902, p. 38.

8. *Ibid.*, p. 66.

9. Il n'a pas fait beaucoup mieux les années précédentes : il termine la première 24e sur 31 et la seconde 15e sur 28. Schmidt-Brentano, *Die österreichischen Admirale*, p. 152.

10. Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 44

11. Schmidt-Brentano, *Die österreichischen Admirale*, *op. cit.*, p. 144.

12. Horthy, *Ein Leben für Ungarn*, *op. cit.*, p. 17 (version hongroise, *Emlékirataim*, *op. cit.*, p. 16). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 13. Le palais est racheté en 1907 par l'empereur d'Allemagne Guillaume II.

IV. Les étapes d'une belle carrière

1. Horthy, *Ein Leben für Ungarn*, *op. cit.*, p. 18 (version hongroise, *Emlékirat aim*, *op. cit.*, p. 16). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 13.

2. Auteur du premier dictionnaire anglais-tibétain, cet orientaliste hongrois était parti vers 1820 en direction de l'Inde afin d'y rechercher les origines des Magyars. Il fut aidé dans ses voyages par les autorités britanniques locales et s'installa à Calcutta. C'est un des fondateurs de la tibétologie.

3. Horthy n'est pas encore allé à Vienne à cette date et Barcelone qu'il a visitée à la fin des années 1880 avait alors quelque 500 000 habitants. C'est en outre la modernité de la ville et du port qui le marque.

4. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 27 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.*, p. 26). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 16.

5. Franciscus Ferdinandus archidux Austriae, *Tagebuch meiner Reise um die Erde*, Vienne, Alfred Hölder, 1895.

6. Ces objets ont été dispersés et une partie se trouve aujourd'hui au Museum für Völkerkunde de Vienne.

7. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 34 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 34). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 19.

8. *Ibid.,* p. 38 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 38). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, 1954, p. 21.

9. Edgar von Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 47.

10. Lili Doblhoff, *Horthy*, Budapest, Athenaeum, 1938, p. 62.

11. *Arad és vidéke* [Arad et sa région], no 166, mardi 23 juillet 1901, p. 3.

12. Franz Lauffer est né en 1869 et mort en 1951.

13. Dora Lauffer, *Die Wellen. Altösterr. Familiensaga zwischen Adria u. Schlesien. Nach Aufzeichnungen d. Maria Lauffer-Ossoinack u. Familiendokumenten*, Graz, Edition Sterz in d. ADEVA, 1989.

14. À titre de comparaison, Fiume avait alors 49 806 habitants.

15. Témoignage de Reinhold Merkl, *A magyar haditengerészeti egyesület közleményei*, no 1, 1er janvier 1944.

16. Richard Ellmann, *James Joyce*, New York, Oxford University Press, 1959, p. 192.

17. Lauffer, *Die Wellen*, *op. cit.*, p. 290.

18. Doblhoff, *Horthy*, *op. cit.*, p. 63.

19. Lauffer, *Die Wellen*, *op. cit.*, p. 289.

20. *Ibid.,* p. 318.

21. Doblhoff, *Horthy, op. cit.*, p. 74.

22. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 42 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 42). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 24.

23. Lothar Höbelt, « Die Marine », *in* Adam Wandruszka, Helmut Rumpler (dir.), *Die Habsburgermonarchie 1848-1918,* vol. 5 : *Die Bewaffnete Macht*, Vienne, Académie des sciences, 1987, p. 738.

24. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 52 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 53). Cité d'après la traduction française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 31-32.

25. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993 (*Die Welt von Gestern. Erinnerungen eines Europäers*, Francfort, Fischer Taschenbuch Verlag, 1984).

26. Le village se trouve actuellement en Slovaquie, à la frontière tchèque (Moravie), on le connaît en allemand sous le nom de Weisskirchen an der March.

27. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 60 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 64). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 39.

28. Le père de Franz Lehár avait été lui-même Kapellmeister du 51[e] régiment d'infanterie de l'armée impériale et son frère Anton, dont il sera question plus loin, est devenu officier.

29. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 66 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 71). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 43.

30. Ellmann, *James Joyce*, *op. cit.*, p. 192.

31. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 81 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 80). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 57.

V. La Première Guerre mondiale : la gloire et le drame

1. Max Valentiner, *La Terreur des mers. Mes aventures en sous-marin 1914-1918*, Paris, Payot, 1931, p. 91.

2. Hugo Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, Graz, Akademische Druck- u. Verlags-Anstalt, 1967, vol. 2, annexe V, p. 9.

3. Doblhoff, *Horthy, op. cit.*, p. 115.

4. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, annexe IX, p. 79.

5. Lauffer, *Die Wellen*, *op. cit.*, p. 363.

6. Schmidt-Brentano, *Die österreichischen Admirale*, *op. cit.*, p. 148.

7. Archivio Centrale dello Stato (ACS). Segreteria particolare del Duce. Carteggio riservato 1922-1943, fol. 1.

8. Lawrence Sondhaus, *The Naval Policy of Austria-Hungary, 1867-1918. Navalism, Industrial Development, and the Politics of Dualism*, West Lafayette (Indiana), Purdue University Press, 1994, p. 275.

9. La numérotation des souverains est différente en Autriche et en Hongrie et se trouve décalée depuis la dissolution du Saint Empire romain germanique en 1804. Depuis cette date, la numérotation des souverains autrichiens est repartie de zéro, ce qui n'a pas été le cas en Hongrie puisque le pays n'a jamais fait partie du Saint Empire.

10. Sondhaus, *The Naval Policy of Austria-Hungary*, *op. cit.*, p. 342, note 12.

11. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, vol. 1, p. 384. Voir aussi Nikolaus von Martiny, *Bilddokumente aus Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, Leipzig, Leykam-Verlag, 1939, vol. 2.

12. Cité par Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.,* p. 89.

13. Journal d'un officier cité dans Martiny, *Bilddokumente aus Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 240.

14. *Ibid.*

15. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 101 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 101). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 75.

16. Sondhaus, *The Naval Policy of Austria-Hungary*, *op. cit.*, p. 306.

17. Dixit le *Budapesti Hirlap* (Journal de Budapest) du 6 juin 1917, cité dans Péter Sipos, « Horthy Miklós az első világháborúban » [Miklós Horthy pendant la Première Guerre mondiale], *Történelmi szemle*, XXXV/1-2, 1993, p. 89.

18. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 103 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 104). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 78.

19. Lauffer, *Die Wellen*, *op. cit.*, p. 387.

20. Richard Georg Plaschka, Horst Haselsteiner, Arnold Suppan (dir.), *Innere Front. Militärassistenz, Widerstand und Umsturz in der Donaumonarchie 1918*, vol. 1, Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 1974, p. 416.

21. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 654.

22. *Ibid.,* p. 692.

23. La plaque apposée à Kotor en hommage aux quatre mutins exécutés a été inaugurée en 1967 à l'occasion du cinquantenaire de la révolution russe.

24. Valentiner, *La Terreur des mers. Mes aventures en sous-marin 1914-1918*, *op. cit.*

25. Lauffer, *Die Wellen*, *op. cit.*, p. 402.

26. « Mein besonderes Vertrauen hat den Konteradmiral Nikolaus Horthy de Nagybánya auf den Posten des Flottenkommandanten berufen. Eine Reihe rang älterer hervorragend tüchtiger Admirale und Linienschiffskapitäne wird hierdurch dem ihnen bisher rangjüngeren Admiral unterstellt. Diese Herren dürfen in Meiner Verfügung kein Misstrauen in ihre Person erblicken. Wenn auch allmählich auf einigen der hohen Posten Meiner Marine eine Verjüngung eintreten muss, so erwarte Ich doch von dem bewährten Pflichtgefühl und dem Patriotismus Meiner Seeoffiziere, dass die dem jüngeren Kameraden Unterstellten, eingedenk der ernsten Zeit, ihr Bestes für den Dienst einsetzen, den Flottenkommandanten mit ganzer Kraft unterstützen werden. » Daté de Baden, 27 février 1918, cité dans Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 114.

27. Sondhaus, *The Naval Policy of Austria-Hungary*, *op. cit.*, p. 328.

28. Vas, *Horthy*, *op. cit.*, p. 128.

29. Plaschka, Haselsteiner, Suppan (dir.), *Innere Front*, *op. cit.*, vol. 1, p. 419.

30. Sipos, « Horthy Miklós az első világháborúban », *op. cit.*, p. 93.

31. Plaschka, Haselsteiner, Suppan (dir.), *Innere Front*, *op. cit.*, vol. 1, p. 420.

32. Lettre à Alois von Schinko, Pola, 8 mai 1918, citée dans Friedrich Jahn, Erwin Sieche, « Der Handstreich auf Ancona am 4. und 5. April 1918 », in *Marine-Gestern-Heute*, 15, 1988. Konrad von Schinko reste en Italie après la guerre et s'engage dans la marine marchande, il reprend du service durant la Seconde Guerre mondiale et meurt en novembre 1942 lorsque le navire qu'il commande est coulé au large de la Sicile par une attaque aérienne.

33. Erwin Sieche, Walter Blasi, « Seiner Majestät Schlachtschiff Szent István », *Österreichische Militärische Zeitschrift*, 44, 2006, p. 563–578.

34. Voir à ce sujet le très intéressant documentaire de Maria Magdalena Koller diffusé le 2 novembre 2008 sur Arte, *Torpillé à l'aube. Le naufrage du* Szent István.

35. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 560.

36. Jean Pelletier-Doisy, « Les cuirassés austro-hongrois », in *Chronique d'histoire maritime*, n° 62, juillet 2007, p. 58.

37. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 563.

38. Horthy à l'amiral Keil, Armeeoberkommando, Pola, le 9 août 1918. Cité dans Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 705.

39. Plaschka, Haselsteiner, Suppan (dir.), *Innere Front*, *op. cit.*, vol. 2, p. 225.

40. *Ibid.,* p. 228.

41. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 732.

42. Contre-amiral Lepottier, « La fin de la flotte autrichienne », *Neptunia*, n° 83, 1966, s.p.

43. Plaschka, Haselsteiner, Suppan (dir.), *Innere Front*, *op. cit.*, vol. 2, p. 238.

44. Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, *op. cit.*, vol. 2, p. 737.

45. Boroviczény est un diplomate de carrière qui travaille alors à la section du Proche-Orient du ministère des Affaires étrangères. Aladár von Boroviczény, *Der König und sein Reichsverweser*, *op. cit.*, p. 12-13.

46. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 119 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 122). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 95.

47. Doblhoff, *Horthy*, *op. cit.*, p. 185.

DEUXIÈME PARTIE
LE RÉGENT
1919-1944

VI. La Hongrie dans la tourmente 1918-1919

1. Ce mouvement avait été fondé en 1908 par un groupe d'intellectuels proches de la social-démocratie. Durant la guerre, son action est résolument pacifiste.

2. Originaire de Transylvanie, Béla Kun (1886-1939) était avant guerre journaliste à Kolozsvár (Cluj), où il devient l'un des chefs de la section locale du Parti social-démocrate.

3. L'archiduc Joseph (1872-1962) est issu de la branche palatine des Habsbourg de Hongrie inaugurée par l'archiduc Alexandre-Léopold en 1792. Après la suppression de la charge de palatin consécutive à l'instauration du Compromis, les Habsbourg de Hongrie continuent à servir le pays, dans l'armée essentiellement. Joseph fait donc une carrière militaire qui le conduit à la fin de Première Guerre mondiale à être choisi par Charles comme *homo regius* pour former un gouvernement hongrois. Après la renonciation de Charles, il est un prétendant possible au trône de Hongrie.

VII. L'homme providentiel

1. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 169.

2. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 99.

3. Miklós Kozma, *Az összeomlás 1918-19* [L'effondrement], Budapest, Athenaeum, 1933, p. 269.

4. *Ibid.,* p. 276.

5. Document reproduit dans Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 108. « Én Horthi Miklós esküszöm a élő Istenre, hogy Magyarországhoz és ennek alkotmányához hű leszek, a hivatali titkot megőrzöm, a hivatalommal járó kötelességeket részrehajlatlanul, lelkiismeretes pontossággal és legjobb tehetségem szerint teljesitem, Isten engem ugy segéljen. »

6. Anton Lehár, *Erinnerungen. Gegenrevolution u. Restaurationsversuche in Ungarn 1918-1921*, Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 1973, p. 99.

7. Béla Kelemen, *Adatok a szegedi ellenforradalom és a szegedi kormány történetéhez 1919. Naplójegyzetek és okiratok* [Données sur l'histoire de la contre-révolution et sur le gouvernement de Szeged. Notes de journal et documents], Szeged, Mars

grafikai műintézet, 1923, p. 382.

8. *Ibid.,* p. 334.

9. *Páter Zadravecz titkos naplója* [Journal secret du père Zadravecz] (édité par György Borsá), Budapest, Kossuth, 1967, p. 238.

10. László Magasházy (1879-1959) était capitaine d'artillerie au 10e Feldartillerieregiment puis commandant du 10e régiment d'artillerie à cheval de l'armée nationale hongroise. Il est jusqu'en 1929 aide de camp de Horthy. Lehár, *Erinnerungen*, *op. cit.*, p. 262.

11. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 125 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 128). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 100.

12. *Ibid.,* p. 122 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 125). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 97.

13. L'article 88 renvoie explicitement à l'article 80 du traité de Versailles par lequel l'Allemagne reconnaît l'indépendance et les frontières de l'Autriche. On veut ainsi fermer la porte à toute tentative d'*Anschluss*. La république d'Autriche avait en effet été créée sous le nom de *Deutsch-Österreich*. Une grande partie de la classe politique souhaitait alors le rattachement à l'Allemagne afin de compenser la perte de l'empire. Les sociaux-démocrates espéraient quant à eux une montée en puissance de leur mouvement grâce à l'apport des ouvriers allemands.

14. Lehár, *Erinnerungen*, *op. cit.*, p. 119.

15. Kozma, *Az összeomlás 1918-19*, *op. cit.*, p. 366.

16. Lehár, *Erinnerungen*, *op. cit.*, p. 139.

17. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 193.

18. Les deux hommes sont d'ailleurs à l'origine de la fondation en 1932 du Parti fasciste hongrois *(Magyar Országos Fasiszta Párt)*.

19. Ottokár Prohászka (1858-1927) a été à la fin du siècle précédent parmi les fondateurs du Parti populaire catholique *(Katolikus Néppárt)*. Il est un des représentants du mouvement chrétien-social en Hongrie. C'est un antisémite notoire. Dans ses écrits, il définit son antisémitisme comme social et économique et non sur une base raciale ou religieuse. Catherine Horel, « Le mouvement chrétien-social en Hongrie 1895-1918 », *Études danubiennes* XX/1-2, 2004, p. 143-151.

20. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 193.

21. *Ibid.,* p. 262.

22. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 232.

23. Chez Schmidt-Pauli par exemple, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 163.

24. Discours reproduit par Horthy dans ses Mémoires, p. 126-127 (dans la version hongroise p. 129-131). C'est moi qui souligne. Je cite d'après la traduction française en substituant « dévoyée » pour « égarée » et « coupable » pour « séduite » qui correspondent mieux à l'esprit et à la lettre du texte. *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 101.

25. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, p. 20.

26. Harry Hill Bandholtz, *An Undiplomatic Diary. By the American Member of the Inter-Allied Military Mission to Hungary 1919-1920* (édité par Fritz-Konrad Krüger), New York, Columbia University Press, 1933, p. 235.

27. István Milotay, *Egy élet Magyarországért. Ami Horthy emlékirataiból kimaradt* [Une vie pour la Hongrie. Ce qui n'a pas été dit des Mémoires de Horthy], Budapest, Gede testvérek, 2001. Il s'agit d'une réédition par une maison d'édition d'extrême droite du texte paru en 1953 dans la revue de l'émigration *Út és cél*.

28. *Páter Zadravecz titkos naplója*, *op. cit.*, p. 237.

29. Franz Lehár, *Lehár Fiúk Induló* (ou *Lehár Soldaten Marsch*). Seinem Bruder Anton Baron Lehár gewidmet anläßlich dessen Einzug in Budapest 1919, Budapest, früher Chodel jetzt Glocken-Verlag, 1919. La partition sur *tempo di marcia* comporte deux pages.

30. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 282.

31. *Ibid.*, p. 285-286.

32. *Ibid.*, p. 315.

33. Lehár, *Erinnerungen*, *op. cit.*, p. 148.

34. L'association est l'émanation du judaïsme hongrois dans sa diversité (libéraux et orthodoxes). Elle compte aussi parmi ses membres des politiciens comme Vilmos Vázsonyi et des industriels comme le baron Manfred Weisz. László Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945* [Les juifs de Hongrie], Budapest Századvég, 1992, p. 197.

35. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 352.

36. Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 158.

37. John Flournoy Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, New York, Devin-Adair, 1947, p. 39.

38. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 128 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 133). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 104.

39. Bandholtz, *An Undiplomatic Diary*, *op. cit.*, p. 359.

40. L'archiduc Albrecht (1897-1955) est issu de la branche des Habsbourg-Teschen, sa mère était l'archiduchesse Isabelle (1856-1931) qui résidait à Presbourg. Il était apparenté par son père à la branche palatine de Hongrie. C'était un candidat beaucoup moins sérieux, tant par ses capacités intellectuelles que du fait de ses deux mariages morganatiques.

41. Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században* [Histoire de la Hongrie au XXe siècle], Budapest, Osiris, 1999, p. 135.

42. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 386.

43. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 133 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 137). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 108.

44. Pilch, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 389.

45. Après la guerre et grâce aux Alliés, la Roumanie obtient la Transylvanie, le Banat, la Bucovine, la Bessarabie et la Dobroudja : dans chacune de ces provinces vivent d'importantes minorités nationales, ce qui fait de la Roumanie d'après guerre un État fortement multinational qui ne respecte que très peu les principes du droit des minorités. Sa situation est ambiguë car la paix séparée signée avec les Puissances centrales en mars 1918 lui déniait en théorie le droit d'être traitée avec la même faveur que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Or elle sort de la conférence avec le plus de gains territoriaux. Mais un désaccord subsiste sur ses frontières avec la Tchécoslovaquie (en Ruthénie) et sur le dessin de la frontière avec la Yougoslavie dans le Banat.

46. Arthur Chervin, *L'Autriche et la Hongrie de demain. Les différentes nationalités d'après les langues parlées*, Paris, Berger-Levrault, 1915, p. 115.

47. Jules-Eugène Pichon (sous le pseudonyme de Jules Chopin), *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*, Paris, 1917, p. 260.

48. Tomaš G. Masaryk, *La Nouvelle Europe* (rééd.), Paris, Fayard, 2002, p. 205.

49. Ignác Romsics, *Der Friedensvertrag von Trianon*, Herne, Gabriele Schäfer Verlag, 2005, p. 144.

50. *Ibid.,* p. 147.

51. *Ibid.*, p. 123.

52. Romsics, *Magyarország története a XX. században*, *op. cit.*, p. 143.

53. Romsics, *Der Friedensvertrag von Trianon*, *op. cit.*, p. 188.

54. Millerand a exercé la présidence du Conseil de janvier à septembre 1920 et avait aussi la charge des Affaires étrangères. Son cabinet a succédé à celui de Clemenceau. Ce dernier n'est donc plus aux affaires durant les négociations ni *a fortiori* au moment de la signature du traité, ce que les Hongrois ignorent généralement et ils continuent à en faire le responsable.

VIII. Le régent et le roi : la question de la restauration

1. Karl Werkmann, *Aus Kaiser Karls Nachlass*, Berlin, Verlag für Kulturpolitik, 1925.

2. Paul Szemere, Erich Czech-Jochberg (éd.), *Habsburgs Weg von Wilhelm zu Briand : die Memoiren des Grafen Tamás von Erdődy ; vom Kurier der Sixtus-Briefe zum Königsputschisten*, Vienne, Amalthea-Verlag, 1931, p. 200.

3. Teleki et Vass participaient justement à une chasse sur le domaine du comte Sigray. Ignác Romsics, *Ellenforradalom és konszolidáció* [Contre-révolution et consolidation], Budapest, Gondolat, 1982, p. 141.

4. Werkmann, *Aus Kaiser Karls Nachlass*, *op. cit.*, p. 61.

5. Emilio Vasari (pseudonyme de Emil Csonka), *Ein Königsdrama im Schatten Hitlers. Die Versuche des Reichsverwesers Horthy zur Gründung einer Dynastie*, Vienne-Munich, Herold, 1968, p. 80.

6. Ludwig Fürst Windischgraetz, *Ein Kaiser kämpft für die Freiheit, op. cit.*, p. 168.

7. András Hory, *Bukaresttől Varsóig* [De Bucarest à Varsovie], Budapest, Gondolat, 1987 p. 58.

8. Ignác Romsics, *Bethlen István. Politikai életrajz* [István Bethlen. Biographie politique], Budapest, Osiris, 1999 p. 183.

9. Boroviczény, *Der König und sein Reichsverweser, op. cit.*, p. 240.

10. Windischgraetz, *Ein Kaiser kämpft für die Freiheit, op. cit.*, p. 181.

11. Lehár, *Erinnerungen*, *op. cit.*, p. 224.

12. Szemere, Czech-Jochberg (éd.), *Habsburgs Weg von Wilhelm zu Briand,* Zurich, Vienne, Amalthea, p. 278.

13. Romsics, *Bethlen István, op. cit.*, p. 195.

14. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 151-152 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 157). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 125.

15. « Mit Weichheit macht man nicht Geschichte », *in* Szemere, Czech-Jochberg (éd.), *Habsburgs Weg von Wilhelm zu Briand*, *op. cit.*, p. 285.

16. Documents diplomatiques relatifs au détrônement des Habsbourg, ministère hongrois des Affaires étrangères, Budapest, Édition du gouvernement royal hongrois, 1922, p. 4-5.

17. *Ibid.,* p. 10.

18. *Ibid.,* p. 15.

19. Gusztáv Gratz, *Magyarország a két háboru között* [La Hongrie entre les deux guerres], Budapest, Osiris, 2001 p. 119.

20. Documents diplomatiques relatifs au détrônement des Habsbourg, *op. cit.*, p. 28.

21. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 154 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 160). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 127.

22. Windischgraetz, *Ein Kaiser kämpft für die Freiheit*, *op. cit.*, p. 214.

23. Vasari (pseudonyme de Emil Csonka), *Ein Königsdrama im Schatten Hitlers*, *op. cit.*, p. 11.

24. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 155 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 161). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 128.

25. Écrit durant la Seconde Guerre mondiale, le livre n'a été publié qu'en 2001.

26. Le maréchal Patrice de Mac-Mahon (1808-1893) a été président de la République de 1873 à 1879. Après une carrière militaire durant laquelle il se distingue en Crimée et en Italie, il est gouverneur de l'Algérie de 1864 à 1870. Lors de la Commune, il commande l'armée versaillaise. Extrêmement populaire, il est élu à la présidence de la République après la chute de Thiers en mai 1873. Il s'entoure immédiatement de monarchistes, ce qui fait croire à une restauration imminente. Il s'ensuit au contraire une affirmation de l'ordre républicain.

27. Windischgraetz, *Ein Kaiser kämpft für die Freiheit*, *op. cit.*, p. 35.

28. Gratz, *Magyarország a két háboru között*, *op. cit.*, p. 183.

IX. Le régime Horthy

1. Le meilleur exemple est *Budapest, a Duna gyöngye. Magyarország a két világháború között* [Budapest, la perle du Danube. La capitale de la Hongrie entre les deux guerres], Budapest, Helikon, 2001.

2. Gratz, *Magyarország a két háboru között*, *op. cit.*, p. 184.

3. Iván T. Berend, György Ránki, *The Hungarian Economy in the Twentieth Century*, New York-Londres, St. Martin Press, 1985, p. 94-95.

4. Gábor Gyáni, György Köver (dir.), *Magyarország társadalomtörténete a reformkortól a második világháborúig* [Histoire sociale de la Hongrie de l'époque des réformes à la Seconde Guerre mondiale], Budapest, Osiris, 2006, p. 223.

5. Catherine Horel, « L'aristocratie en Hongrie entre les deux guerres. Une apparente continuité », *Vingtième Siècle*, n° 99, juillet-septembre 2008, p. 91-103.

6. *Az 1930. évi népszámlálás* [Le recensement de la population de 1930], *Magyar statisztikai közlemények*, 94, Budapest, 1935, p. 2-3.

7. Gyáni Köver (dir.), *Magyarország társadalomtörténete*, *op. cit.*, p. 226.

8. Kunó Klebelsberg, *Neonacionalizmus*, Budapest, Athenaeum, 1928. Le livre est un recueil des articles de l'auteur parus dans le *Pesti Napló* (Journal de Pest).

9. Balázs Sipos, *A politikai újságírás mint hivatás. Nyilvánosság, polgári sajtó és a hírlapírók a Horthy-korszak első felében* [Le journalisme politique comme mission. Public, presse civique et journalistes dans la première moitié de l'ère Horthy], Budapest, Napvilág kiadó, 2004, p. 97.

10. *Ibid.*, p. 102.

11. Levente Püski, *Társadalmi érdekképviselet és konzervativizmus. A felsőház felépítése a Horthy-korszakban* [Représentations sociales et conservatisme. La structure de la Chambre haute sous le régime Horthy], Debrecen, Kossuth Egyetem, 1996, p. 26-28.

12. Oszkár Jászi, *Magyar kálvária, magyar föltámadás. A két forradalom értelme, jelentőssége és tanulságai* [Calvaire hongrois, renaissance hongroise. Le sens, la signification et les leçons de deux révolutions], Budapest, Magyar Hirlap Könyvek, 1989, p. 216.

13. Jenő Gergely, « Die christlichsoziale Bewegung in Ungarn während der Horthy-Zeit », *in* Anna M. Drabek, Richard G. Plaschka, Helmut Rumpler (dir.), *Das Parteiwesen Österreichs und Ungarn in der Zwischenkriegszeit*, Vienne, Académie des sciences, 1990, p. 98.

14. *Országgyülési Almanach az 1927-1931 évi országgyülésre* [Almanach de l'Assemblée nationale pour 1927-1931], Budapest, 1927.

15. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 52.

16. *Ibid.*, p. 54.

17. Lettre de Bethlen à Horthy, 24 septembre 1926, *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 61-67.

18. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 165 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 172). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 138.

19. Miklós Zeidler, *A revizios gondolat* [La pensée révisionniste], Bratislava, Kalligram, 2009, p. 131.

20. *Les Nouvelles danubiennes* paraissaient en quatre langues (allemand, français, anglais et italien), la revue était tirée à 22 000 exemplaires et sortait de l'imprimerie du *Pesti Hirlap*.

21. *Magyarország Évkönyve* [Annuaire de la Hongrie], Budapest, 1934.

22. Archivio Centrale dello Stato. Ministero della Cultura Popolare. Direzione Generale per i Servizi della Propaganda. Carton b.250, fasc. I. 75 Ungheria, 1935.

23. Charles Lortsch, *La Hongrie économique et les intérêts français en Hongrie*, Paris, M. Giard, 1927, p. 139.

24. Joachim Kühl, *Die Föderationspläne im Donauraum und Ostmitteleuropa*, Munich, Oldenbourg, 1958, p. 43.

25. Catherine Horel, « La Hongrie et le plan Tardieu », *Revue d'Europe centrale*, V/2, Strasbourg, 1997, p. 73-85.

26. Kühl, *Die Föderationspläne im Donauraum und Ostmitteleuropa*, p. 54-56. Elemér Hantos (1881-1942) avait été sous-secrétaire d'État au Commerce en 1916. Il avait fait des études de droit ; avocat, il s'était ensuite intéressé aux problèmes monétaires, il entretenait des liens avec le Centre d'études de l'Europe centrale de Genève et avec la Mitteleuropäische Wirtschafstagung de Vienne dont il avait été un des membres fondateurs.

27. Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Série Z Europe, Autriche 1930-1940, vol. 206, « Rapprochement politique et économique des pays danubiens octobre 1931-juin 1932 », fol. 39.

28. Sur les flottements de février 1932, le dossier 517 des papiers Tardieu donne de nombreux éclaircissements. Le comte Bethlen paraît vouloir continuer à contrôler la politique extérieure hongroise en l'entraînant résolument vers l'Italie, tandis que le nouveau ministre des Affaires étrangères Lajos Walkó, veut privilégier la solution de la crise économique et se déclare prêt à accueillir toute proposition dans ce sens. AMAE. PA-AP 166 Tardieu, dossier 517, fol. 47-49 (télégramme de Budapest, 25 février 1932, signé par le ministre Louis de Vienne).

29. Hantos, Elemér, *Der Weg zum neuen Mitteleuropa*, Berlin, Mitteleuropa-Verlag, 1933, p. 89.

30. Bulletin périodique de la presse hongroise, 21 mars-14 mai 1932, daté 6-8 juin 1932. AMAE, Série Z Europe, Hongrie 1930-140, dossier 100 (Analyse de la presse hongroise. Documentation).

31. György Ránki, *Economy and Foreign Policy : the Struggle of the Great Powers for Economic Egemony in the Danube Valley 1919-1939*, Boulder, East European Monographs, 1983, p. 106

32. Vienne à Tardieu, télégramme du 6 mai 1932. AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 116, p. 156.

33. Bernard Michel, « La Petite Entente et les crises internationales des années 1930 », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 20, janvier 1970, p. 18.

34. Vienne à Herriot, 4 octobre 1932, AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 117, p. 1.

35. *Népszava*, 5 mars 1932, Bulletin périodique de la presse hongroise 7 février-20 mars 1932, daté 4-6 avril 1932. AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, dossier 100 (Analyse de la presse hongroise. Documentation).

36. *Magyarság*, 8 mars 1932.

37. *Ibid.*

38. *Magyarság*, 9 juin 1932.

39. Romsics, *Bethlen István*, *op. cit.*, p. 356-360.

40. L'alliance italo-hongroise signée par Mussolini et Bethlen à Rome en avril 1927 avait été renforcée par une rencontre entre les deux partenaires l'année suivante : Bethlen n'avait alors rien signé mais on s'était mis d'accord sur le soutien italo-hongrois à la *Heimwehr* autrichienne et au mouvement *Ustaša* que la Hongrie commença effectivement à aider à partir de 1929.

41. Louis de Vienne, « Nicolas Horthy, Régent de Hongrie », *Nouvelle Revue de Hongrie*, juillet 1938, p. 6.

42. Khuen-Héderváry à Kánya, 17 janvier 1934, Magyar Országos levéltár (MOL) [Archives nationales hongroises], Külügyminisztérium, Külképviselétek (KK). K63, Politikai Osztály (PO) 1919-1945. Carton 92/11. Liasse 11/7, fol. 78-80 ; Khuen-Héderváry à Kánya, 16 février 1934, fol. 28 ; Khuen-Héderváry à Kánya, 6 mars 1934, fol. 30.

43. Khuen-Héderváry à Kánya, 17 mai 1934, MOL, KK, K63, PO 1919-1945. Carton 92/11. Liasse 11/7, fol. 46-47.

44. Vienne à Barthou, 30 juin 1934, DDF, Ire série 1932-1939, vol. VI, p. 840-841.

45. De Beauverger à Barthou, télégramme n° 511, 3 octobre 1934. AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 123.

46. Il est également le chef du Parti des petits propriétaires.

47. Tibor Eckhardt, *Recollections of Tibor Eckhardt. Regicide at Marseille*, New York, American Hungarian Library and Historical Society, 1964, p. 161.

48. Stefano Santoro, *L'Italia e l'Europa orientale. Diplomazia culturale e propaganda 1918-1943*, Milan, Franco Angeli, 2005, p. 98.

49. *Corvina. Rivista di scienze, lettere ed arti della Società ungherese-italiana Matteo Corvino*, 1re année, no 1, janvier-juillet 1921.

50. Santoro, *L'Italia e l'Europa orientale*, *op. cit.*, p. 219.

51. *Ibid.*, p. 384.

52. Péter Sarközy, Rita Tolomeo (dir.), *Un istituto scientifico a Roma : l'Accademia d'Ungheria*, Cosenza, Periferia, 1993.

53. Ignác Romsics, « Les relations culturelles franco-hongroises et l'Institut hongrois de Paris entre les deux guerres mondiales », *Cahiers d'études hongroises*, 2/1990, p. 184.

54. Kunó Klebelsberg, *La cooperazione intellettuale tra l'Italia e l'Ungheria*. Discorso pronunciato da S.E. il conte Cuno Klebelsberg, ministro ungherese del culto e della pubblica istruzione il 16 marzo 1927 a Roma, Budapest, Franklin, 1927.

55. *Corvina. Rassegna italo-ungherese*, no 31, janvier-juillet 1943.

56. Santoro, *L'Italia e l'Europa orientale*, *op. cit.*, p. 101.

57. *Ibid.*, p. 210.

58. *Ibid.*, p. 224.

59. *Ibid.*, p. 213.

60. Kunó Klebelsberg, *Les Fondements de la coopération intellectuelle polono-hongroise*. Discours prononcé par le comte Kuno Klebelsberg ministre des Cultes et de l'Instruction publique de la Hongrie le 12 mai 1930 à Varsovie, Budapest, Imprimerie du Pester Lloyd, 1930.

61. Maugras à Delbos, dépêche no 206, 18 décembre 1936. AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 111, fol. 15-17.

62. Maugras à Delbos, dépêche no 156, 5 septembre 1936. AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 111, fol. 1-3.

63. Mária Ormos, « Horthysme et fascisme », in *Revue Historique*, vol. 251, 1974, p. 118.

64. Mariano Ambri (pseudonyme de Luca Pietromarchi), *I falsi fascismi. Ungheria, Jugoslavia, Romania 1919-1945*, Rome, Jouvence, 1980, p. 70.

65. Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der verstehenden Soziologie*, Studienausgabe, Erster Halbband, Cologne-Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1964, p. 180.

66. Andrew C. János, *The Politics of Backwardness in Hungary 1825-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 265.

67. László Péter, « Az arisztokrácia, a dzsentri és a parlamentáris tradíció a XIX. századi Magyarországon » [L'aristocratie, la gentry et la tradition parlementaire en Hongrie au XIXe siècle], in László Kontler (dir.), *Túlélők. Elitek és társadalmi változás az újkori Európában* [Les survivants. Élites et changement social en Europe à l'époque contemporaine], Budapest, 1993, p. 225.

68. Gyáni, Köver, *Magyarország társadalom története*, *op. cit.*, p. 216.

69. André Reszler, « Ottokár Prohászka ou le dernier chevalier de la Contre-Réforme », *Études danubiennes*, X/2, 1994, p. 148.

70. Sakmyster, *Admirális fehér lovon. Horthy Miklós 1918-1944*, *op. cit.*, p. 49.

71. Romsics, *Magyarország története a XX. században*, *op. cit.*, p. 176.

72. Lettre de Rotta du 31 octobre 1933, fol. 3-6. Segretaria di Stato. Sezione per i Rapporti con gli Stati. Archivio Storico AA. EE. SS. Ungheria Pos. 51 P.O. 1930-1940. Rapporti della nunziatura su argomenti politici e vari 1930-1940, fasc. 47.

73. Paul Hanebrink, « “Christian Europe” and National Identity in Interwar Hungary », *in* Pieter Judson, Marsha Rozenblit (dir.), *Constructing Nationalities in East Central Europe*, New York, Berghahn, 2005, p. 198.

74. Le scoutisme était apparu en 1912 en Hongrie.

75. Ferenc Gergely, György Kiss, *Horthy Leventei. A Leventeintézmény története* [Les Levente de Horthy. Histoire de l'institution des Levente], Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1976.

76. Par exemple en 1936 : « La fête annuelle de Saint Étienne a été comme d'habitude grandiose ». Lettre de Rotta du 25 août 1936, fol. 22. AA. EE. SS. Ungheria Pos. 51 P.O. 1930-1940. Rapporti della nunziatura su argomenti politici e vari 1930-1940. Fasc. 48.

77. Imre (1000-1031) est le fils du roi saint Étienne et de la reine Gisèle de Bavière.

78. Serédi a succédé au cardinal Csernoch décédé en 1927. Pie XI le nomme archevêque d'Esztergom contre le candidat favorisé par le gouvernement, Lajos Szmrecsányi, évêque d'Eger. Tout comme son prédécesseur, Serédi est d'origine slovaque. Voir la thèse récente de Balázs Csíky, *Serédi Jusztinián hercegprímási tévékenysége* [L'action du prince-primat Jusztinián Serédi], thèse non publiée, université ELTE, Budapest (Történelemtudományok Doktori Iskola), 2010.

79. *A XXXIV. Nemzetközi Eucharisztikus Kongresszus Emlékkönyve* [Livre commémoratif du XXXIVe Congrès eucharistique international], Budapest, 1938.

80. Jenő Gergely, Sándor Vadász, « Eucharisztikus világkongresszus 1938-ban – Zarándokok ezrei Budapesten » [Le Congrès eucharistique mondial de 1938. Des milliers de pèlerins à Budapest], in *Élet és tudomány*, septembre 2008.

81. Document du *Reichspropagandaamt* signé Goebbels « strictement confidentiel » et destiné à tous les organes de la presse religieuse, sans date, annexé à la lettre du nonce apostolique à Berlin, Cesare Orsenigo du 4 juin 1938, fol. 75. AA. EE. SS. Ungheria Pos. 71-73. Anno 1937-1938.

82. Cité par Moritz Csáky, « Die römisch-katholische Kirche in Ungarn », *in* Adam Wandruszka, Peter Urbanitsch (dir.), *Die Habsburgermonarchie*, t. IV, *Die Konfessionen*, Vienne, 1985, p. 270.

83. Gergely, « Die christlichsoziale Bewegung in Ungarn während der Horthy-Zeit », *op. cit.*, p. 91.

84. *Ibid.*, p. 101.

85. Catherine Horel, « L'aristocratie en Hongrie entre les deux guerres. Une apparente continuité », *op. cit.*, p. 97.

86. Gergely, « Die christlichsoziale Bewegung in Ungarn während der Horthy-Zeit », *op. cit.*, p. 98.

87. Nicholas M. Nagy-Talavera, *The Green Shirts and the Others. A History of Fascism in Hungary and Romania*, Hoover Institution Press, 1970, p. 50.

88. István Deák, « Hungary », *in* Hans Rogger, Eugen Weber (dir.), *The European Right. A Historical Profile*, University of California Press, 1966, p. 374.

89. Nagy-Talavera, *The Green Shirts and the Others, op. cit.*, p. 72.

90. Lettre de Ludendorff à Horthy, 19 août 1920, *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 35-36.

91. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 170 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 179). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 143.

92. György Bárány, « The Dragon's Teeth : The Roots of Hungarian Fascism », *in* Peter Sugar (dir.), *Native Fascism in the Successor States 1918-1945*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1971, p. 76.

93. L'un des deux revient au comte Sándor Festetics, l'un des rares aristocrates, avec le comte Fidél Pálffty, à avoir été parmi les fondateurs du Parti national-socialiste. Loránt Tilkovszky, « Die rechtsextreme Opposition der Regierungspartei in Ungarn 1919-1944 », *in* Drabek, Plaschka, Rumpler (dir.), *Das Parteiwesen Österreichs und Ungarn in der Zwischenkriegszeit*, *op. cit.*, p. 162.

94. Lettre d'Antal Szentgáli, président de la *Magyar turáni szövetség*, à Horthy, 15 mars 1932. *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 114-116.

95. János, *The Politics of Backwardness in Hungary*, *op. cit.*, p. 298.

96. Deák, « Hungary », *op. cit.*, p. 393.

97. Sakmyster, *Admirális fehér lovon…*, *op. cit.*, p. 189.

98. Bárány, « The Dragon's Teeth », *op. cit.*, p. 78.

99. Deák, « Hungary », *op. cit.*, p. 390.

100. Elek Karsai (éd.), « *Szálasi naplója » : A nyilasmozgalom a II. világháború idején* [Le « journal de Szálasi ». Le mouvement des Croix-Fléchées durant la Seconde Guerre mondiale], Budapest, Kossuth könyvkiadó, 1978, p. 189.

101. *Ibid.*, p. 194-195.

102. János, *The Politics of Backwardness in Hungary*, *op. cit.*, p. 270.

103. *Ibid.* p. 392.

104. György Ránki, « The Fascist Vote in Budapest in 1939 », *in* Larsen Stein Ugelvik, Gerhard Botz (dir.), *Who Were the Fascists ? Social Roots of European Fascism*, Bergen, Université Forlaget, 1980, p. 415.

105. Bárány, « The Dragon's Teeth », *op. cit.*, p. 77.

106. Miklós Lackó, *Arrow-Cross Men, National-Socialists 1935-1944*, Budapest, Akadémiai kiadó, 1969, p. 19.

107. Tilkovszky, « Die rechtsextreme Opposition der Regierungspartei in Ungarn », *Das Parteiwesen Österreichs und Ungarn in der Zwischenkriegszeit, op. cit.*, p. 165.

108. Miklós Szinai, « A magyar kormányok politikája a zsidókérdésben 1936-1944. március 19 » [La politique des gouvernements hongrois et la question juive de 1936 au 19 mars 1944], *in* Randolph Braham, Attila Pók (dir.), *The Holocaust in Hungary fifty years later,* East Europan Monographs, n° 190, New York, Columbia University Press, Holocaust Studies Series, 1997, p. 181.

109. Viktor Karády, « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites. Étude d'une conjoncture sociologique 1938-1943 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 56, mars 1985, p. 18.

110. Karády, « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites », *op. cit.*, p. 4.

111. Rolf Fischer, *Entwicklungsstufen des Antisemitismus in Ungarn 1867-1939. Die Zerstörung der magyarisch-jüdischen Symbiose*, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 165.

112. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945*, *op. cit.*, p. 271.

113. Paul Hanebrink, *In the Defence of Christian Hungary, Religion, Nationalism, and Antisemitism, 1890-1944*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2006, p. 85.

114. Mária M. Kovács, *Törvénytől sújtva. A numerus clausus Magyarországon 1920-1945* [Punis par la loi. Le numerus clausus en Hongrie], Budapest, Napvilág kiadó, 2012, p. 95-98.

115. *Ibid.*, p. 138-140.

116. Le *turul* est l'oiseau mythique, semblable à un faucon, censé avoir guidé Árpád et ses tribus vers la Hongrie.

117. Bernard Klein, « Anti-Jewish Demonstrations in Hungarian Universities 1932-1936 : István Bethlen vs. Gyula Gömbös », in *Jewish Social Studies*, vol. 44 (2), 1982, p. 114.

118. Kovács, *Törvénytől sújtva*, *op. cit.*, p. 48.

119. Klein, « Anti-Jewish Demonstrations in Hungarian Universities 1932-1936 », *op. cit.*, p. 121.

120. Moshe Y. Herczl, *Christianity and the Holocaust of Hungarian Jewry*, New York, University of New York Press, 1993, p. 86.

121. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945*, *op. cit.*, p. 276-279.

122. Nathaniel Katzburg, « Hungarian Jewry in Modern Times : Political and Social Aspects », *Hungarian Jewish studies*, n° 1, New York, 1966, p. 158.

123. Fischer, *Entwicklungsstufen des Antisemitismus in Ungarn, op. cit.*, p. 175.

124. Karády, « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites », *op. cit.*, p. 8.

125. Yehuda Don, « Anti-Semitic Legislations in Hungary and their Implementation in Budapest-An economic analysis », *in* Randolph Braham (dir.), *The Tragedy of Hungarian Jewry. Essays, Documents, Depositions*, Boulder-New York, Social Science Monographs, 1986, p. 50 (traduction hongroise : *A Magyar Holocaust*, Budapest, Gondolat, 1988).

126. Randolph Braham (dir.), *The Politics of Genocide : the Holocaust in Hungary*, New York, Columbia University Press, 1994, vol. 1, p. 543.

127. Karády, « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites », *op. cit.*, p. 20.

128. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945, op. cit.*, p. 279-292.

129. Don, « Anti-Semitic Legislations in Hungary and their Implementation in Budapest », *op. cit.*, p. 69.

130. Herczl, *Christianity and the Holocaust of Hungarian Jewry*, *op. cit.*, p. 106.

131. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945*, *op. cit.*, p. 279.

132. Fischer, *Entwicklungsstufen des Antisemitismus in Ungarn*, *op. cit.*, p. 177.

133. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1944*, *op. cit.*, p. 286.

134. *Ibid.,* p. 287.

135. Don, « Anti-Semitic Legislations in Hungary and their Implementation in Budapest », *op. cit.*, p. 53.

136. Katzburg, « Hungarian Jewry in Modern Times : Political and Social Aspects », *op. cit.*, p. 160.

X. Le régent en son royaume

1. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 135 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 140). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 110.

2. Ilona Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 1, p. 70.

3. Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 237.

4. *Ibid.*, p. 240.

5. Zsolt Harsányi, « Hogyan él a kormányzó ? » [Comment vit le régent ?], in *Horthy Miklós*, Budapest, Singer & Wolfner, 1939, p. 252.

6. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 1, p. 209.

7. Harsányi, « Hogyan él a kormányzó ? », *op. cit.*, p. 256.

8. La plaisanterie est racontée par le père Zadravecz. *Páter Zadravecz titkos naplója*, *op. cit.*, p. 263.

9. Segretaria di Stato. Sezione per i Rapporti con gli Stati. Archivio Storico AA. EE. SS. Ungheria Pos. 51 P.O. 1930-1940. Rapporti della nunziatura su argomenti politici e vari 1930-1940. Fasc. 47, lettre de Rotta du 2 janvier 1934, fol. 17-18.

10. Miklós Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában* [Portraits. À l'ombre de deux époques tragiques], Budapest, Tarsoly kiadó, 2012, p. 581.

11. Pál Pritz, « A külügyi szolgálat története (1936-1941) [Histoire du service diplomatique] », in *Magyar diplomácia a két háború között. Tanulmányok*, Budapest, Magyar Történelmi Társulat, 1995, p. 86.

12. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 1, p. 60.

13. *Páter Zadravecz titkos naplója*, *op. cit.*, p. 262.

14. Ainsi en décembre 1937, par exemple : http://filmhiradokonline.hu/watch.php?id=2586

15. *Páter Zadravecz titkos naplója, op. cit.*, p. 263.

16. Vienne (de), « Nicolas Horthy, Régent de Hongrie », *op. cit.*, p. 6.

17. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 342.

18. Ottó Szabolcs, *Köztiszviselők az ellenforradalmi rendszer társadalmi bázisában 1920-1926* [Les fonctionnaires dans la base sociale de la contre-révolution], Budapest, Akadéliai Kiadó, 1965, p. 60.

19. *Páter Zadravecz titkos naplója*, *op. cit.*, p. 266.

20. Lajos Olasz, *A kormányzóhelyettesi intézmény története (1941-1944)* [Histoire de l'institution de la régence adjointe], Budapest, Akadémiai kiadó, 2007, p. 71-72.

21. *Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945* [Journal secret et Mémoires de Kálmán Shvoy], commentaire et notes de Mihály Perneki, Budapest, Kossuth, 1983, p. 235.

22. Lettre de Rotta du 22 novembre 1930, fol. 4-5. AA. EE. SS. Ungheria Pos. 51 P.O. 1930-1940. Rapporti della nunziatura su argomenti politici e vari 1930-1940. Fasc. 46.

23. Gaston Maugras à Pierre Laval, dépêche n° 212, 22 octobre 1935.AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 110, fol. 185-186.

24. Maugras à Laval, dépêche n° 214, 26 octobre 1935. AMAE, Série Z, Europe, Hongrie 1930-1940, vol. 110, fol. 187-188.

25. Olasz, *A kormányzóhelyettesi intézmény története*, *op. cit.*, p. 114.

26. Une loi de 1928 investit pour la garde de la sainte couronne deux personnes qui détiennent la clé du coffre où se trouvent les reliques (la couronne et la main droite de saint Étienne). Une troisième clé est remise au président du Conseil en exercice. Les deux gardiens de la couronne sont le capitaine de hussards László Máriassy et le colonel Ernő Pajtás. La garde est composée de sept officiers.

27. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 243 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 259). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 213.

28. Antal Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, Neuchâtel, La Baconnière, 1947, p. 131.

29. Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 325.

30. Hans Georg Lehmann, *Der Reichsverweser-Stellvertreter. Horthys gescheiterte Planung einer Dynastie*, Francfort-sur-le-Main, Hase & Kohler (Studia Hungarica 8. Schriften des ungarischen Instituts München), 1975, p. 31.

31. Entrée du 20 février 1942. Galeazzo Ciano, *Diario 1937-1943* (édité par Renzo De Felice), Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 2005, p. 593.

32. *Horthy István repülő főhadnagy tragikus halála. Farkas György harctéri naplója. Szemtanúk és visszaemlékezők írásai* [La mort tragique du lieutenant-colonel István Horthy. Le journal de guerre de György Farkas. Récits et souvenirs des témoins], Budapest, Auktor könyvkiadó, 1992, p. 86.

33. Nicholas Kállay, *Hungarian Premier. A personal account of a nation's struggle in the Second World War*, Londres, Oxford University Press, 1954, p. 103

34. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 247 (version hongroise, *Emlékirataim*, p. 259). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 264.

35. Géza Lakatos, *Ahogyan én láttam (Visszaemlékezék)* [Les choses comme je les ai vues. Souvenirs], Munich, Aurora, 1981, p. 50.

36. *Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945*, *op. cit.*, p. 244.

37. Voir le numéro spécial du mensuel *Rubicon* d'août 2012, *Horthy István halála* [La mort d'István Horthy], et la thèse à venir d'Andi Bern sous la direction de Pál Pritz.

38. Le peu de variété des prénoms hongrois et leur répétition à plusieurs niveaux générationnels, ici le père et le fils, nécessitent l'emploi de surnoms permettant d'identifier les personnes. Dans ce cas précis, on trouve parfois la graphie anglicisée « Nicky ».

39. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 106. Voir le texte dans *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 323-333.

40. Voir le texte dans *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 323-333.

41. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 1, p. 181.

42. Voir par exemple le numéro de la revue *Rubicon* d'octobre 2007 consacré à Horthy Miklós : *Horthy Miklós. Kultusz és ellenkultusz* [Horthy Miklós. Culte et contre-culte].

43. Lehmann, *Der Reichsverweser-Stellvertreter. Horthys gescheiterte Planung einer Dynastie*, *op. cit.*, p. 67.

44. Katalin Sinkó, « Árpád versus Saint István. Competing Heroes and Competing Interests in the Figurative Representation of Hungarian History », *in* Tamás Hofer (dir.), *Hungarians between "East" and "West". National Myths and Symbols*, Budapest, 1994 p. 22.

45. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 164 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 171). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 136-137.

46. Doblhoff, *Horthy*, *op. cit.*, p. 310.

47. Hory, *Bukaresttől Varsóig*, *op. cit.*, p. 221.

48. Le monument est inauguré le 22 avril 1934 par Gömbös en l'absence de Horthy qui a sans doute jugé que le président du Conseil s'appropriait son héros personnel et prétendait toujours ne pas se mêler de politique. Sur le monument : János Pótó, *Az emlékeztetés helyei. Emlékművek és politika* [Les lieux de mémoire. Monuments et politique], Budapest, Osiris, 2003, p. 43.

49. Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 233.

50. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, p. 214.

51. *Ibid.,* p. 131.

52. Olasz, *A kormányzóhelyettesi intézmény története*, *op. cit.*, p. 68.

53. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 34-35.

54. Romsics, *Magyarország története a XX. Században*, *op. cit.*, p. 139.

55. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 161 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 167). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy, op. cit.,* p. 133-134, il est question de « héros », ce qui révèle une traduction maladroite du terme *vitéz*.

56. Les sources varient et tous n'ont pas été pourvus de terres. L'un des sites Internet se réclamant de l'ordre donne une liste de 26 500 noms (http://vitezek.hu/). Un autre site – moins révisionniste – ne donne pas de chiffres (http://www.vitezirend.co.hu/index_2.htm).

57. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 21.

58. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 345.

59. Vienne (de), « Nicolas Horthy, Régent de Hongrie », *op. cit.*, p. 5-6.

60. Dávid Turbucz, « A Horthy-kultusz », *in* Ignác Romsics (dir.), *A magyar jobboldali hagyomány 1900-1948* [La tradition de droite en Hongrie], Osiris, 2009, p. 163.

61. Vilmos Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945* [Années fatales], Budapest, Gondolat, 1986, p. 67.

62. Un ensemble de 486 films d'actualités où figure le régent (et sa femme) sont visibles mais non téléchargeables sur le site : http://filmhiradok.nava.hu/index.ph

63. Ministero degli Affari esteri (MAE). Direzione Generale degli Affari politici (A.P.) Ungheria. b. 15 (1937) Fasc. 7. Viaggio delle LL. Maestà a Budapest maggio 1937-XV.

64. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=2097

65. Entrée du 27 août 1942. Ciano, *op. cit.*, p. 645.

66. Olasz, *A kormányzóhelyettesi intézmény története*, *op. cit.*, p. 319.

67. Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában*, *op. cit.*, p. 580.

68. MAE. (A.P.) Ungheria. b. 15 (1937) Fasc. I.8 Rapporti politici. Télégramme n° 5959/1625 du 13 octobre 1936.

69. *Ibid.*, Telespresso n° 5538/568 du 14 mai 1936, "segreto". Progetto di visita in Italia del Reggente Horthy.

70. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 181 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 191). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 152.

71. Sur les deux visites et leur instrumentalisation voir Dávid Turbucz, « Egy államfői utazás kultikus értelmezése. Horthy Miklós római és bécsi útja 1936. november végén » [L'interprétation cultuelle du voyage d'un chef d'État. Les voyages de Miklós Horthy à Rome et Vienne fin novembre 1936], *Korunk*, novembre 2012, p. 82-87.

72. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.,* p. 182 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 192). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 154.

73. Selon l'expression d'Emilio Gentile, *Fascismo di pietra*, Rome, Editori Laterza, 2007.

74. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 319.

75. Doblhoff, *Horthy Miklós*, *op. cit.*, p. 320.

76. MAE. (A.P.) Ungheria. b. 15 (1937). Fasc. 7. "Il viaggio delle Loro Maestà a Budapest (18-23 maggio-XV), direzione generale affari generali, ufficio V.

77. *Ibid.,* lettre de Vinci du 13 avril 1937 : « Viaggio degli Augusti Sovrani in Ungheria. »

78. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 84.

79. *Ibid.,* p. 85.

80. Lettre de Rotta du 25 mai 1937, fol. 58-59. AA. EE. SS. Ungheria Pos. 51 P.O. 1930-1940. Fasc. 48.

81. *Ibid.,* lettre de Vinci du 18 juin 1937 : « Echi della visita degli Augusti Sovrani. »

82. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 86.

83. Lettre de Mgr Giuseppe Pizzardo à Rotta, 26 juillet 1937, fol. 20-21. AA. EE. SS. Ungheria Pos. 71-73. Anno 1937-1938. Congresso eucaristico.

84. Il est alors directeur de l'Office national d'irrigation et membre de la Chambre haute.

85. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 167.

86. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 25.

87. *Az Eucharistikus Kongresszus idegenvezetői tanfolyama* [Le cours pour les guides du Congrès eucharistique], film d'actualités de février 1938 (Magyar Világhíradó, n° 731) : http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=2689

88. *A XXXIV. Eucharisztikus Kongresszus. A Kongresszus megynitása a Hősök terén* [Le XXIVe Congrès eucharistique. L'ouverture du congrès sur la place des Héros] : http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=2810

89. *A XXXIV. Nemzetközi Eucharisztikus Kongresszus Emlékkönyve* [Livre commémoratif du XXXIVe Congrès eucharistique international], Budapest, 1938.

90. « Ungarns Reichsverweser in Wien », *Neue Freie Presse*, 28 novembre 1936.

91. « Ein Freund Österreichs », *Neue Freie Presse*, 28 novembre 1936.

92. « Die österreichisch-ungarische Freundschaftskundgebung », *Neue Freie Presse*, 4 mai 1937.

93. « Der zweite Tag des Budapester Staatsbesuches », *Neue Freie Presse*, 5 mai 1937, p. 3.

94. La solidarité hungaro-polonaise n'est pas un vain mot : la manifestation du 23 octobre 1956 se termine sur cette place.

95. Lettre de Horthy à Piłsudski, 10 octobre 1934. *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 144-146 (photocopie de l'original en allemand entre les pages 136 et 137).

96. Hory, *Bukaresttől Varsóig*, *op. cit.*, p. 248.

97. *Ibid.,* p. 249.

98. « Horthy wie ein Kaiser in Krakau empfangen. » Entrée du 6 février 1938. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945* (édité par Ralf Georg Reuth), vol. 3 : *1935-1939*, Munich, Piper, 1999, p. 1202.

99. Jörg K. Hoensch, *Der ungarische Revisionismus und die Zerschlagung der Tschechoslowakei*, Tübingen, Mohr, 1967, p. 61.

100. Compte rendu de la visite faite par le régent Horthy à Hitler, rédigé par Neurath, le 24 août 1936, in *A Wilhelmstrasse és Magyarország. Német diplomáciai iratok Mavyarországról 1933-1944* [La Wilhelmstrasse et la Hongrie. Documents diplomatiques allemands sur la Hongrie], Budapest, Kossuth könyvkiadó, 1968, p. 138-139.

101. *Ibid.,* p. 42.

102. « On ne peut pas faire confiance aux Hongrois. » Entrée du 19 octobre 1937, *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 3 : *1935-1939*, *op. cit.*, p. 1141.

103. Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 249.

104. Entrée du 24 août 1938. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, *op. cit.*, vol. 3 : *1935-1939*, *op. cit.*, p. 1258.

105. Compte rendu d'Ernst von Weizsäcker, 23 août 1938, in *A Wilhelmstrasse és Magyarország, op. cit.*, p. 287-288. L'épouse de Weizsäcker sert de dame de compagnie à Mme Horthy pendant le voyage.

106. Eckhardt, *Recollections of Tibor Eckhardt. Regicide at Marseille*, *op. cit.*, p. 245.

107. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 203 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 215). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 173.

108. *Ibid.,* p. 204 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 217). Dans la version française, p. 175.

XI. L'engrenage

1. Kállay, *Hungarian Premier,* p. 32.

2. *Ibid.*, p. 31.

3. *Ibid.,* p. 34.

4. « Ein sehr energischer und klarer Kopf. » Entrée du 24 août 1938. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, *op. cit.*, vol. 3 : *1935-1939*, *op. cit.*, p. 1258.

5. Rapport anonyme sur la situation intérieure envoyé à Horthy à l'automne 1940. *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 251-258.

6. Mémorandum signé par Bethlen, Sándor Sztranyavszky, Guyla Kornis, Pál Pesthy, Tibor Zsitvay, Zoltán Tildy, Márton Lányi, Tibor Eckhardt, Andor Lázár, Ferenc Marschall et Géza Bornemisza, 14 janvier 1939. *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 209-214.

7. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 112.

8. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 31.

9. Entrée du 14 octobre 1939. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 3 : *1935-1939*, *op. cit.*, p. 1331.

10. Balázs Ablonczy, *Teleki Pál*, Budapest, Osiris, 2005 p. 501.

11. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 81.

12. Montgomery dit ainsi : « Ce fut un véritable soulagement lorsqu'il mourut », Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 177. Ciano n'avait pour Csáky que mépris : « Un petit homme présomptueux, et chose préoccupante, un faible de corps et d'esprit qui veut sans cesse assumer une attitude héroïque », entrée du 18 avril 1939. Ciano, *Diario 1937-1943*, *op. cit.*, p. 285.

13. Entrée du 4 juin 1941, *ibid.*, p. 521.

14. Entrée du 8 mai 1943. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 5 : *1943-1945*, *op. cit.*, p. 1928. Cette remarque suit la rencontre entre Hitler et Horthy du 17 avril 1943.

15. Olasz, *A kormányzóhelyettesi intézmény története*, *op. cit.*, p. 68.

16. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945*, *op. cit.*, p. 292-294.

17. Herczl, *Christianity and the Holocaust of Hungarian Jewry*, *op. cit.*, p. 135.

18. Fischer, *Entwicklungsstufen des Antisemitismus in Ungarn*, *op. cit.*, p. 179.

19. Karády, « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites », *op. cit.*, p. 12.

20. *Ibid.,* p. 13.

21. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945*, *op. cit.*, p. 327.

22. Karády, « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites », *op. cit.*, p. 26.

23. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 6.

24. Herczl, *Christianity and the Holocaust of Hungarian Jewry*, *op. cit.*, p. 143.

25. Gonda, *A zsidóság Magyarországon 1526-1945*, *op. cit.*, p. 295-299.

26. Katzburg, « Hungarian Jewry in Modern Times : Political and Social Aspects », *op. cit.*, p. 160.

27. Géza Komoróczy (dir.), *A zsidó Budapest* [Budapest juive], Budapest, Városháza-MTA Judaisztikai Kutatócsoport, 1995, vol. 2, p. 499.

28. Don, « Anti-Semitic Legislations in Hungary and their Implementation in Budapest », *op. cit.*, p. 71 (note 51).

29. *Ibid.,* p. 65.

30. Braham (dir.), *The Politics of Genocide : the Holocaust in Hungary*, *op. cit.*, vol. 1, p. 557.

31. Lettre de Ferenc Chorin à Horthy, 17 mai 1944, *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 441-443.

32. László Mravik, « Hungary's pillaged Art Heritage » (première partie), *The Hungarian Quarterly*, vol. 39, n° 149, Budapest, printemps 1998, p. 101.

33. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 206 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 219). Dans la version française *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 176.

34. Entrée du 3 novembre 1938. Ciano, *Diario 1937-1943*, *op. cit.*, p. 207.

35. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 322-323 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 351-352). Il est intéressant de remarquer que ce document n'a pas été repris dans la traduction française.

36. Hoensch, *Der ungarische Revisionismus und die Zerschlagung der Tschechoslowakei*, p. 216.

37. Le traité de Trianon a coupé la ville en deux, de part et d'autre du Danube : la ville ancienne est du côté slovaque mais la forteresse, symbole de la guerre d'indépendance hongroise de 1848-1849, est sur la rive hongroise.

38. Schmidt-Pauli par exemple, *Nikolaus von Horthy*, *op. cit.*, p. 267.

39. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3046

40. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3079

41. Pritz, « Bárdossy László », *in* Pritz, *Magyar diplomácia a két háború között*, *op. cit.*, p. 114.

42. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3052

43. Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, *op. cit.*, p. 338. Le tableau avait été prévu pour orner la salle des séances du Parlement mais le bâtiment n'étant pas terminé (1893), on décida de l'exposer au Musée national. En 1929, le président du Parlement la fit déplacer. Elle est de nos jours exposée à la Galerie nationale.

44. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 208 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 221). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 178.

45. Hoensch, *Der ungarische Revisionismus und die Zerschlagung der Tschechoslowakei*, *op. cit.*, p. 277.

46. *Ibid.*, p. 226.

47. *Ibid.*, p. 295.

48. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 222 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 236). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 192.

49. Sa famille est de surcroît installée à Kolozsvár depuis la fin du XIX[e] siècle et Hory est donc doublement compétent dans ce domaine. Hory, *Bukaresttől Varsóig*, p. 316-321.

50. Balázs Ablonczy, *A visszatért Erdély 1940-1944* [La Transylvanie retrouvée], Budapest, Jaffa kiadó, 2011, p. 42.

51. Télégramme d'Erdmannsdorff au ministère des Affaires étrangères, 31 août 1940. *A Wilhelmstrasse és Magyarország*, *op. cit.*, p. 524-525.

52. Ablonczy, *A visszatért Erdély 1940-1944*, *op. cit.*, p. 47.

53. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3920.

54. Lettre de Horthy à Hitler, 2 septembre 1940, *A Wilhelmstrasse és Magyarország*, *op. cit.*, p. 525.

55. Béla Köpeczi (dir.), *Kurze Geschichte Sïebenbürgens*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1990, p. 680.

56. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 106.

57. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3925

58. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3934

59. http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=3924

60. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 225 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 240). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 195.

61. Pro-memoria de Horthy à Hitler, août 1936. *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 158-159.

62. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 94.

63. Lettre de Horthy à Hitler, 3 avril 1941. *Horthy Miklós titkos iratai*, *op. cit.*, p. 293-294. La lettre est remise le lendemain à Hitler par le ministre hongrois de la Défense, Károly Bartha.

64. Dialogue rapporté par le comte Ciano et cité dans Romsics, *Magyarország története a XX. században*, *op. cit.*, p. 253.

65. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 153.

66. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 110.

67. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 155.

68. *Ibid.*, p. 143-144.

69. Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945*, *op. cit.*, p. 83.

70. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 108.

71. Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945*, *op. cit.*, p. 82.

72. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 41.

73. Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában*, *op. cit.*, p. 492. Pogány est en 1944 chef de la propagande militaire en Transylvanie.

74. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 236 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 251). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 205.

75. Lajos Olasz, « A kormányzó-kultusz alakulása a második világháború időszakában » [Le développement du culte du régent durant la Seconde Guerre mondiale], *in* Péter Miklós (dir.), *Újragondolt negyedszázad. Tanulmányok a Horthy-korszakról* [Un quart de siècle repensé. Études sur la période Horthy], Szeged, Belvedere, 2010, p. 361.

76. *A felszabadulás ünnepe Szabadkán* [La fête de la libération à Szabadka], http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=4214. Un film consacré à Újvidék a disparu.

77. *A magyar kenyér ünnepe* [La fête du pain hongrois], http://filmhiradok.nava.hu/watch.php?id=4311

78. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 128.

79. *Szombathelyi Ferenc visszaemlékezései* [Souvenirs de Ferenc Szombathelyi], Washington, Occidental Press, 1980, p. 26.

80. *Ibid.*, p. 32.

81. Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945*, *op. cit.*, p. 91.

82. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 129.

83. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 240 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 257). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 210.

84. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 108-109.

85. Télégramme du chargé d'affaires Karl Werkmeister au ministère des Affaires étrangères, 16 janvier 1944, in *A Wilhelmstrasse és Magyarország, op. cit.*, p. 761-762.

86. Lackó, *Arrow-Cross Men, National-Socialists 1935-1944*, *op. cit.*, p. 35.

87. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 126.

88. *Ibid.*, p. 77.

89. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 137.

90. *Ibid.*, p. 318.

91. Romsics, *Magyarország története a XX. században*, *op. cit.*, p. 255.

92. Un foyer de Budapest sur deux est équipé d'un poste de radio. À la fin des années 1930, il y a en moyenne en Hongrie quarante abonnés pour mille habitants (la moyenne européenne est alors de 64 pour mille). Balázs Sipos, *Sajtó és hatalom a Horthy-korszakban : politika- és társadalomtörténeti vázlat* [Presse et pouvoir durant le régime Horthy : esquisse d'histoire politique et sociale], Budapest, Argumentum, 2011, p. 79.

93. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 141.

94. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 251 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 267). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 219.

95. Paru en 1954 à Londres, le livre a été rédigé presque en même temps que celui de Horthy. Kállay vit en Italie où il a « atterri » après les péripéties de la fin de la guerre. Ses Mémoires sont parmi les meilleurs témoignages sur la période de la fin de la guerre en Hongrie.

96. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 5.

97. *Ibid.*, p. 11.

98. *Ibid.,* p. 14.

99. *Ibid.*, p. 22.

100. *Ibid.*, p. 70.

101. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 1, p. 237.

102. Ágnes Judit Szilágyi, Sáringer János, *ifj. Horthy Miklós a kormanyzó kisebbik fia* [Miklós Horthy Junior, le fils cadet du régent], *op. cit.*, p. 118.

103. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 156.

104. *Ibid.*, p. 169.

105. *Ibid.*, p. 171.

106. *Ibid.*, p. 173.

107. Entrée du 5 février 1943. Ciano, *Diario 1937-1943*, *op. cit.*, p. 696.

108. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 176.

109. *Ibid.*, p. 204.

110. *Ibid.*, p. 136.

111. Gyula Juhász, « Hungarian Peace Feelers in the West in 1943 », *in* Ferenc Glatz (dir.), *Hungarians and their Neighbours in Modern Times 1867-1950*, Boulder, East European Monographs, 1995, p. 202.

112. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 211.

113. *Ibid.*, p. 369.

114. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 173.

115. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 384.

116. *Ibid.*, p. 386.

117. *Ibid.*, p. 388.

118. Plutôt que de le remplacer, car ses bonnes relations avec les Allemands sont utiles, Kállay lui adjoint un homme à lui, Dezső Újváry, qui est nommé consul général à Istanbul.

119. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 223.

120. Wolfdieter Bihl, « Zur nationalsozialistischen Ungarnpolitik 1940/ 41 », *Österreichische Osthefte : Zeitschrift für Mittel-, Ost- und Südosteuropaforschung*, Vienne, vol. 11, 1969, p. 22.

121. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 79.

122. Entrée du 5 février 1943. Ciano, *Diario 1937-1943*, *op. cit.*, p. 696.

123. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 254 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 270). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 222.

124. Entrée du 18 avril 1943. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 5 : *1943-1945*, *op. cit.*, p. 1924.

125. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 183.

126. Rapport de Veesenmayer sur la situation politique en Hongrie et recommandations pour la nomination d'un nouveau gouvernement, 10 décembre 1943, in *A Wilhelmstrasse és Magyarország, op. cit.*, p. 743-751.

127. La référence concerne la période 1849-1859, ce qui montre une certaine connaissance de l'histoire par Veesenmayer.

128. *Ibid.*, p. 746.

XII. La fin d'un règne

1. Entrée du 4 mars 1944. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 5 : *1943-1945*, *op. cit.*, p. 2003-2004.

2. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 70.

3. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 409.

4. *Ibid.*, p. 413.

5. *Ibid.*, p. 414. *Szombathelyi Ferenc visszaemlékesései*, *op. cit.*, p. 25.

6. Kállay, *Hungarian Premier, op. cit.*, p. 409.

7. La langue hongroise, pourtant si riche en préverbes, ne possède ici qu'un seul terme pour « démissionner » et « abdiquer ». Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 265 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 284-285). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 233.

8. *Ibid.*, p. 266 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 283). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 234.

9. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 78.

10. Entrée du 20 mars 1944. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 5 : *1943-1945*, *op. cit.*, p. 2025.

11. *Ibid.*, p. 2026.

12. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 207.

13. Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában*, *op. cit.*, p. 589.

14. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 193.

15. Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában*, *op. cit.*, p. 27.

16. János, *The Politics of Backwardness in Hungary*, *op. cit.*, p. 309.

17. *Ibid.*, p. 85-86.

18. Entrée du 7 juin 1944. *Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945*, vol. 5, *1943-1945*, *op. cit.*, p. 2053.

19. Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945*, *op. cit.*, p. 133.

20. *Ibid.*, p. 172.

21. *Ibid.*, p. 174.

22. Katzburg, « Hungarian Jewry in Modern Times : Political and Social Aspects », *op. cit.*, p. 162.

23. Péter Várdy, « The Unfinished Past – Jewish realities in Postwar Hungary », *in* Braham (dir.), *The Tragedy of Hungarian Jewry*, *op. cit.*, p. 135 et p. 146.

24. Tamás Stark, « Hungarian Jewry at the time of the Holocaust and after the war », in *Nationale Frage und Vertreibung in der Tschekoslowakei und Ungarn 1938-1945. Aktuelle Forschungen,* Vienne, Académie des sciences (Zentraleuropa Studien 3), 1997, p. 71-79 ; du même auteur, « A magyar zsidóság vesztesége » [Les pertes des juifs hongrois], Braham, Pók (dir.), *The Holocaust in Hungary fifty years later*, *op. cit.*, p. 529.

25. Martin Gilbert, *Les Justes. Les héros méconnus de la Shoah*, Paris, Calmann-Lévy, 2004 p. 364.

26. Komoróczy (dir.), *A zsidó Budapest*, *op. cit.*, vol. 2, p. 522-523.

27. Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában*, *op. cit.*, p. 224.

28. Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, *op. cit.*, p. 200.

29. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 1, p. 234.

30. *Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945*, *op. cit.*, p. 287.

31. Le dernier ouvrage en date qui fait le point sur la question : Szita Szabolcs, *Trading in Lives ? Operations of the Jewish Relief and Rescue Committee in Budapest 1944-1945*, Budapest, Central European University Press, 2005.

32. Komoróczy (dir.), *A zsidó Budapest*, *op. cit.*, vol. 2, p. 559.

33. Gilbert, *Les Justes*, *op. cit.*, p. 367.

34. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 88.

35. *Ibid.*, p. 89.

36. *Ibid.*, p. 92.

37. *Ibid.,* p. 94.

38. Pál Pritz, « Horthy Miklós és Edmund Veesenmayer », *in* Pritz, *Magyar diplomácia a két háború között. Tanulmányok*, *op. cit.*, p. 336.

39. Lakatos, *Ahogyan én láttam*, *op. cit.*, p. 100.

40. La couronne est mise en sûreté par ses gardiens : à partir de décembre 1944 elle est progressivement transportée vers l'ouest du pays puis en Autriche.

41. Lakatos, *Ahogyan én láttam*, *op. cit.*, p. 102.

42. *Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945*, *op. cit.*, p. 291.

43. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 281 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 301). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 248.

44. Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945*, *op. cit.*, p. 272.

45. Lakatos, *Ahogyan én láttam*, *op. cit.*, p. 137.

46. Milotay, *Egy élet Magyarországért*, *op. cit.*, p. 261.

47. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 1, p. 310.

48. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 281 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 306-307). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 253.

49. *Bethlen István Emlékirata 1944* [Souvenirs d'István Bethlen en 1944], Budapest, Zrínyi katonai kiadó, 1988, p. 92.

50. *Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945*, *op. cit.*, p. 292.

51. Milotay, *Egy élet Magyarországért*, *op. cit.*, p. 263.

52. Sándor Szakály, « A kormányzó és a kiugrás », in *Rubicon,* octobre 2007, p. 64.

53. Lakatos, *Ahogyan én láttam*, *op. cit.*, p. 154. Lakatos ne part pas en Allemagne mais passe par plusieurs lieux de détention en Hongrie, il finit dans la prison de Sopron où les Soviétiques l'arrêtent le 1er avril 1945.

54. *Ibid.*, p. 159.

55. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 295 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 316). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 261.

56. Deák, « Hungary », *op. cit.*, p. 402.

57. Komoróczy (dir.), *A zsidó Budapest*, *op. cit.*, vol. 2, p. 558.

58. Romsics, *Magyarország története a XX. században*, *op. cit.*, p. 266.

59. « Après le siège », 21 janvier 1945, *Szabadság* [Liberté], quotidien du Front hongrois d'indépendance nationale, *Libération de la Hongrie 1944-1945*, Budapest, Corvina, 1975. Choix de documents.

TROISIÈME PARTIE
L'EXILÉ
1944-1957

XIII. L'Allemagne 1944-1949

1. Il ne subsiste au sujet de cette période de la vie de Horthy que les quelques mentions qu'il en fait lui-même dans ses Mémoires, et les souvenirs de sa belle-fille. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 9-62.

2. *Ibid.*, p. 60.

3. Horthy donne dans ses Mémoires la date du 1er mai mais il s'agit en fait de la date à laquelle il a été emmené au QG américain, sa belle-fille, qui a tenu un journal durant ces mois, parle plus précisément du 30 avril. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 301 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 323). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy, op. cit.,* p. 267 ; Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 63.

4. Kállay, *Hungarian Premier*, *op. cit.*, p. 488.

5. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 68.

6. Ce témoignage se trouve dans le documentaire *A szentkorona pokoljárása* [Le voyage en enfer de la Sainte Couronne] des réalisateurs Péter Bokor et Gábor Hanák (1991).

7. La relique de saint Étienne est rendue à la Hongrie dès 1950, mais la couronne reste aux États-Unis jusqu'en 1978.

8. Voir à ce sujet Ignác Romsics, *A párizsi békeszerződés* [Le traité de paix de Paris], Budapest, Osiris, 2006.

9. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 306 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 328). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 272.

10. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 85.

11. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 308 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.*, p. 331). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 274.

12. *Ibid.*, p. 310 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.*, p. 333). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 277.

13. Romsics, *Magyarország története a XX. században*, *op. cit.*, p. 291.

14. Sur le procès, voir Bradley Abrams, « The Politics of Retribution : the Trial of Jozef Tiso in the Czechoslovak Environment », *in* István Deák, Jan T. Gross, Tony Judt, *The Politics of Retribution in Europe. World War II and its Aftermath*, Princeton University Press, 2000, 252-289.

15. Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, *op. cit.*, p. 199.

16. Note de R. A. Beaumont du 11 mars 1946. PRO. FO. 371.59016. R. 3306. Cité dans Éva H. Haraszti (éd.), *Horthy Miklós dokumentumok tükrében* [Miklós Horthy à la lumière de documents], Budapest, Balassi kiadó, 1993 p. 56.

17. Lettre de D. G. Osborne, ambassadeur de Grande-Bretagne auprès du Saint-Siège, au ministre des Affaires étrangères Ernest Bevin, 15 février 1946. Cité dans Haraszti (éd.), *Horthy Miklós dokumentumok tükrében*, *op. cit.*, p. 48.

18. Note de F. A. Warner du 12 mars 1946, PRO. FO. 371.59016. R. 3306. Cité dans Haraszti (éd.), *Horthy Miklós dokumentumok tükrében*, *op. cit.*, p. 57.

19. Note de Frank Roberts à l'ambassadeur William G. Hayter du 20 juin 1946, PRO. FO. 371.59016. R. 3306. Cité dans Haraszti (éd.), *Horthy Miklós dokumentumok tükrében*, *op. cit.*, p. 60-61.

20. Note de Knox Helm à l'ambassadeur William G. Hayter du 9 juillet 1946, PRO. FO. 371.59016. R. 3306. Cité dans Haraszti (éd.), *Horthy Miklós dokumentumok tükrében*, *op. cit.*, p. 63.

21. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 2, p. 128.

22. Jenő Levai, *Fehér könyv. Külföldi akció magyar zsidók megmentésére* [Livre blanc. Actions étrangères pour le sauvetage des juifs hongrois], Budapest, Officina, 1946 ; *Fekete könyv. A magyar zsidóság szenvedéseiről* [Livre noir. Les souffrances des juifs de Hongrie], Budapest, Officina, 1946 ; *Szürke könyv. Magyar zsidók megmentéséről* [Livre gris. Le sauvetage des juifs de Hongrie], Budapest, Officina, 1946.

23. Ádám Gellért, Dávid Turbucz, « A nürnbergi tanú. Az elmaradt felelőségre vonás és a szembenézés hiánya » [Le témoin de Nuremberg. Le déni de la responsabilité et l'absence de confrontation], in *Múlt-Kor*, hiver 2012, p. 59.

24. Lakatos, *Ahogyan én láttam, op. cit.*, p. 201.

25. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 2, p. 107.

26. *Ibid.*, p. 111.

27. Cesar de Sousa Mendes do Amoral a Abranches a été ministre plénipotentiaire du Portugal à Berne de janvier 1947 à novembre 1949.

28. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 2, p. 119.

29. Szilágyi, Sáringer, *ifj. Horthy Miklós a kormanyzó kisebbik fia*, *op. cit.*, p. 156.

30. Le consul général Woods et son épouse font partie du cercle de sociabilité des Horthy et les invitent régulièrement.

31. Télégramme n° 45 à l'arrivée du 14 juillet 1948, « Confidentiel », Ministério do Negócios Estrangeiros (MNE), Divisão de Arquivo e Biblioteca, Legação de Portugal em Berne.

32. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 141.

XIV. Le Portugal 1949-1957

1. Les représentations diplomatiques de la Hongrie au Portugal sont définitivement fermées en 1947 et les relations ne reprennent entre les deux pays qu'en 1974. Ágnes Judit Szilágyi, « Magyarok Brazíliában és Portugáliában, régen és ma » [Les Hongrois au Brésil et au Portugal, jadis et aujourd'hui], http://www.publikon.hu/application/essay/96_1.pdf.

2. Lettre de la Direcção Geral do Negócios Económicos e Consulares à la légation du Portugal à Berne, 16 janvier 1948. Archives de la Légation du Portugal à Berne, dossier Processo 3/6 Vistos Consulares 1948.

3. János Sáringer, « A Horthy család Portugáliában (1948-1957) » [La famille Horthy au Portugal], in *Kutatási Közlemények II. Magyarország és a hispán világ*, Hispánia, Szeged, 2000, p. 68-69.

4. L'archiduc Joseph Franz (1895-1957) est le fils de l'archiduc Joseph issu de la branche palatine. Il a épousé Anna de Saxe en 1924.

5. Le sanctuaire est devenu un élément important du message délivré par le régime Salazar et dont il se sert pour contrôler étroitement l'Église. Ilona n'a rien perçu de tout cela.

6. Péter Gosztonyi, *A kormányzó Horthy Miklós és az emigráció* [Le régent Miklós Horthy et l'émigration], Budapest, Százszorszép, 1992 p. 148.

7. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 2, p. 153.

8. Szilágyi, Sáringer, *ifj. Horthy Miklós a kormanyzó kisebbik fia*, *op. cit.*, p. 163.

9. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 198.

10. Gosztonyi, *A kormányzó Horthy Miklós és az emigráció*, *op. cit.*, p. 145.

11. Horthy, *Ein Leben für Ungarn, op. cit.*, p. 318 (version hongroise, *Emlékirataim, op. cit.,* p. 344). Dans la version française, *Mémoires de l'amiral Horthy*, *op. cit.*, p. 285.

12. Arquivo Nacional da Torre do Tombo. Arquivo Salazar 1908-1974. Diário 1° vol. 1952 PT/TT/AOS/1/39.

13. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség, op. cit.*, vol. 2, p. 191.

14. *Ibid.*, p. 192.

15. *Ibid.*, p. 181.

16. *Ibid.*, p. 232.

17. *Ibid.*, p. 239.

18. La date rappelle l'exécution du Premier ministre Lajos Batthyány, exécuté par les Autrichiens en 1849. Le symbole est clair pour la population et vient compléter l'attirail de références à 1848.

19. Archives nationales du Portugal. Arquivo Salazar, Presidencia do conselho AOS/CO/PC-46. Manifestations contre l'intervention soviétique en Hongrie (1956-1958).

20. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 243.

21. *Ibid.*, p. 275.

XV. La postérité de Horthy

1. Catherine Horel *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009, p. 164.

2. Catherine Horel, Agota Gueullette, « Vers la renaissance des élites bourgeoises en Europe Centrale, le cas de la Hongrie », *Revue d'Europe centrale*, III/1, Strasbourg, 1995, p. 51-59.

3. Pierre Kende, Alexandre Smolar, *La Grande Secousse. Sociétés en mouvement*, Paris, Presses du CNRS, 1990.

4. Jusqu'alors la fête nationale était célébrée le 4 avril, date de la libération de la Hongrie par les Soviétiques. On célébrait en outre l'ancienne fête de Saint-Étienne le 20 août, transformée par le régime en fête de la Constitution et de la Moisson.

5. Chiffre donné par Béla Pomogats dans son article « Temetés utan, *Napló a történelemröl 1989-1992* » [Après l'enterrement. Journal de l'histoire 1989-1992], Budapest, 1992, p. 31-33.

6. Les fêtes nationales chômées restent au nombre de trois, seul le 20 août ayant échappé à la transition, mais il reprend sa spécificité historique et chrétienne, ce qui n'est pas forcément du goût de tous. On rétablit par la même occasion la plupart des grandes dates du calendrier liturgique catholique.

7. Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale*, *op. cit.*, p. 171.

8. Catherine Horel, « Les lieux de mémoire en Hongrie XIXe- XXe siècles. Continuités et ruptures », *Etudes balkaniques*, 2006/2, Sofia, Institut d'études balkaniques, Académie des sciences de Bulgarie, p. 159-167.

9. Catherine Horel, « Le rôle de la sépulture politique dans la conscience collective hongroise », *in* Antoine Mares (dir.), *Les Lieux de mémoire en Europe centrale*, Paris, Institut d'études slaves, 2009, p. 124.

10. Katherine Verdery, *The political lives of dead bodies. Reburial and postsocialist change*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 16.

11. Bartók mourut en 1945 à New York et fut rapatrié en Hongrie en 1988. Sa famille s'opposait à son inhumation dans la Hongrie communiste. Sur les conditions de son retour, voir Verdery, *op. cit.*, p. 132 ; et Susan Gal, « Bartók's Funeral : Representation of Europe in Hungarian Polical Rhetoric », *American Ethnologist*, 18, p. 440-448.

12. Attila József, qui s'est suicidé en 1937, avait d'abord été inhumé auprès de sa famille à Balatonszárszó ; il fut réenterré une première fois à Kerepes en 1942 avant d'être transféré dans le panthéon de la classe ouvrière. Lajos Csernus-Lukács, Viktor Triff, János Zsigmond, *Budapesti temetők* [Cimetières de Budapest], Budapest, Ciceró, 1999, p. 23.

13. Ignác Romsics, *Bethlen István. Politikai életrajz* [István Bethlen. Biographie politique], Budapest, Osiris, 1999, p. 443.

14. András Zempléni, János Tari, *Újratemetési szertartások Magyarországon* [Rites du réenterrement en Hongrie], MTA/PTI, Budapest, Etnoregionális Kutatóközpont, 1997, p. 76.

15. Dans la nuit du 1er mai 2007, des inconnus ont profané le caveau de János Kádár et de son épouse au cimetière de Kerepes, un fait rarissime en Hongrie. L'opinion s'est émue de la présence de symboles chrétiens (crucifix) dans la tombe.

16. Horel, « Le rôle de la sépulture politique dans la conscience collective hongroise », *op. cit.,* p. 129.

17. András Zempléni, « Lieux de piété nationale et réenterrements politiques en Hongrie contemporaine. Du bois à la pierre ou de la mémoire à l'histoire », *in* Antoine Marès (dir.), *Lieux de mémoire en Europe médiane. Représentations identitaires*, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Inalco, 1999, p. 67-69.

18. « Bárdossy László perújrafelvetele. Egy bűn utóélete » [La révision du procès Bárdossy. Le prolongement d'un crime], *HVG*, 3 février 2001, p. 69-72. Sur le procès qui conduisit à l'exécution de Bárdossy voir Pál Pritz, *A Bárdossy-per* [Le procès Bárdossy], Budapest, Kossuth, 2001 et sa biographie *Bárdossy László*, Budapest, Elektra Kiadóház, 2001 (en anglais *The War Crimes Trial of Hungarian Prime Minister László Bárdossy*, Social Science Monographs, New York, Columbia University Press, 2004).

19. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.,* vol. 2, p. 362.

20. *Ibid.*, p. 396.

21. *Ibid.*, p. 409.

22. Entretien avec László Nikicser, Budapest, 16 avril 2012.

23. József Antall meurt le 12 décembre 1993, Boross lui a entre-temps succédé comme président du Conseil er reste en fonction jusqu'au lendemain des élections.

24. Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség*, *op. cit.*, vol. 2, p. 3416.

25. *Ibid.*, p. 420.

26. *Ibid.*, p. 427.

27. *Ibid.*, p. 424.

28. *Ibid.*, p. 428.

29. Jenő Gergely, *Gömbös Gyula. Politikai pályakép* [Gyula Gömbös. Carrière politique], Budapest, Vince kiadó, 2001.

30. János Gyurgyák, *Magyar fajvédők* [Les défenseurs de la race hongrois], Budapest, Osiris, 2012 ; Rudolf Paksa, *Magyar nemzetiszocialisták. Az 1930-as évek új szélsőjobboldali mozgalma, pártjai, politikusai, sajtója* [Les nationaux-socialistes hongrois. Les mouvements, les partis et la presse d'extrême droite dans les années 1930], Budapest, Osiris, 2013.

31. Ignác Romsics, « A Horthy-rendszer jéllegéről. Historiográfiai attekintés » [De la nature du régime Horthy. Enquête historiographique], *in* Ignác Romsics, *Múltról a mának. Tanulmányok és esszék a Magyar történelemről* [À propos du passé pour le présent. Études et essais sur l'histoire hongroise], Budapest, Osiris, 2004, p. 339-357.

32. Péter Sipos, « Egy Horthy-életrajz problémai », *Történelmi szemle* XLIX, 3/2007, p. 429-441. L'article reproduit une conférence donnée par l'auteur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences en mai 2003.

33. László Karsai, « Horthy Miklós (1868-1957). Legendák, mítoszok és a valóság » [Miklós Horthy. Légendes, mythes et réalité], *Beszélő*, mars 2007, p. 72-91.

34. Romsics Ignác « Trianon és a holokauszt. Huszadik századi traumáink » [Trianon et l'holocauste. Nos traumatismes du XXe siècle], *Népszabadsá*, 1er septembre 2012, http://nol.hu/belfold/20120901-huszadik_szazadi_traumaink

35. « Nincs Horthy-nosztalgia, csak a jobboldalon » [Il n'y a pas de nostalgie de Horthy, seulement à droite], interview avec György Csepeli, *Héti Világgazdaság*, 14 juillet 2012, p. 36-37.

36. Gratz, *Magyarország a két háboru között*, *op. cit.*, p. 192.

37. Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában*, *op. cit.*, p. 17.

38. Móric Kornfeld, *Trianontól Trianonig. Tanulmányok, dokumentumok* [De Trianon à Trianon. Études, documents], Budapest, Corvina, 2006 (édité par Ágnes Széchenyi) p. 221-222.

39. http://www.militaria.hu/hun/altinfo.php

40. Ignác Romsics, « Horthy-képeink » [Nos images de Horthy], *in* Ignác Romsics, *Történelem, történetírás, hagyomány* [Histoire, historiographie, tradition], Budapest, Osiris, 2008, p. 213-252.

41. Après un début de carrière résolument oppositionnel, Koltay, qui avait mis en scène les funérailles de Nagy le 16 juin 1989, a connu une évolution qui l'a rapproché du FiDeSZ. L'un de ses derniers films, sorti en 2010, est consacré au cardinal Mindszenty, *Mindszenty, a fehér vértanú* (Mindszenty, le martyr blanc).

42. www.Horthy.hu.

43. « Wir haben die Linke zertrümmert », *Die Presse*, 17 juin 2012, p. 4-5.

44. « A bíróság őrzi a függetlenségét » [Le tribunal est garant de l'indépendance], *Népszabadság*, 28 septembre 2012.

45. « Horthy-vita : Raffay beszólt a "marxista" történészek » [La polémique Horthy : Raffay met en cause les historiens « marxistes »], *Népszabadság*, 18 décembre 2012, http://nol.hu/belfold/Horthy-vita__raffay_beszolt_a__marxista__torteneszeknek

46. « Távolítsák el a Horthy-emlékműveket ! » [Supprimez les monuments à Horthy !], *Népszabadság*, 10 septembre 2012, p. 13.

47. Ce témoignage est disponible sur le site du Mémorial : http://www.ushmm.org/research/center/testimony/HungaryTestimony-March2013.pdf

Conclusion

1. *Hősök, szentek, királyok. A magyar történelem képei és emlékei* [Héros, rois, saints. Images et souvenirs de l'histoire hongroise], Magyar Nemzeti Galéria. http://www.mng.hu/kiallitasok/idoszaki/aktualis/hosok_nyito

Sources et bibliographie

Archives

1. Paris

Archives du ministère des Affaires étrangères
— Série Z Europe, Hongrie 1930-1940

2. Rome

Archivio Centrale dello Stato (ACS)
— Segreteria particolare del Duce. Carteggio riservato 1922-1943
— Ministero della Cultura Popolare. Direzione Generale per i Servizi della Propaganda
Ministero degli Affari Esteri. Direzione generale degli Affari Politici (A.P.). Ungheria

3. Vatican

Segretaria di Stato.
Sezione per i Rapporti con gli Stati. Archivio Storico AA. EE. SS
— Ungheria
Pos. 51 P.O. 1930-1940 fascicoli 46-48
Rapporti della nunziatura su argomenti politici e vari 1930-1940
Pos. 71-73 anno 1937-1938. Congresso eucaristico

4. Lisbonne

Arquivo Nacional Torre do Tombo

Arquivo Salazar 1908-1974
Diário : 1948 PT/TT/AOS/1/31-32 ; 1949 PT/TT/AOS/1/33 ; 1° vol. 1952 PT/TT/AOS/1/39
Ministério dos Negócios Estrangeiros
Divisão de Arquivo e Biblioteca
Legação de Portugal em Berne

5. Berne

Archives de la Légation du Portugal 1947-1949

Éditions de sources

Documents diplomatiques relatifs au détrônement des Habsbourg, ministère hongrois des Affaires étrangères, Budapest, édition du gouvernement royal hongrois, 1922.

A Wilhelmstrasse és Magyarország. Német diplomáciai iratok Mavyarországról 1933-1944 [La Wilhelmstrasse et la Hongrie. Documents diplomatiques allemands sur la Hongrie], Budapest, Kossuth könyvkiadó, 1968.

Horthy Miklós titkos iratai [Écrits secrets de Miklós Horthy], Budapest, Kossuth, 1962.

Éva H. Haraszti (éd.), *Horthy Miklós dokumentumok tükrében* [Miklós Horthy à la lumière de documents], Budapest, Balassi kiadó, 1993.

Ouvrages généraux

Histoire de l'empire des Habsbourg et de son armée, histoire de la Hongrie

Andrew C. János, *The Politics of Backwardness in Hungary 1825-1945*, Princeton University Press, 1982.

Nikolaus von Martiny, *Bilddokumente aus Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, 2 vol., Leipzig, Leykam-Verlag, 1939.

Richard Georg Plaschka, Horst Haselsteiner, Arnold Suppan (dir.), *Innere Front. Militärassistenz, Widerstand und Umsturz in der Donaumonarchie 1918*, 2 vol., Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 1974.

Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században* [Histoire de la Hongrie au XXe siècle], Budapest, Osiris, 1999.
Peter Salcher, *Geschichte der k.u.k. Marine-Akademie*, Pola, 1902.
Antonio Schmidt-Brentano, *Die österreichischen Admirale*, vol. 3. *1915-1924*, Osnabrück, Biblio-Verlag, 2005.
Hugo Sokol, *Österreich-Ungarns Seekrieg 1914-1918*, 2 vol., Graz, Akademische Druck- u. Verlags-Anstalt, 1967.
Lawrence Sondhaus, *The Naval Policy of Austria-Hungary, 1867-1918. Navalism, Industrial Development, and the Politics of Dualism*, Purdue University Press, West Lafayette, Indiana, 1994.

La Hongrie de l'entre-deux-guerres.
Les interprétations du régime Horthy

Balázs Ablonczy, *Teleki Pál*, Budapest, Osiris, 2005.
Gusztáv Gratz, *Magyarország a két háboru között* [La Hongrie entre les deux guerres], Budapest, Osiris, 2001.
Jörg K. Hoensch, *Der ungarische Revisionismus und die Zerschlagung der Tschechoslowakei*, Tübingen, Mohr, 1967.
Catherine Horel, « La légitimation religieuse du pouvoir sous le régime Horthy », *in* Traian Sandu (dir.), *Vers un profil convergent des fascismes ? « Nouveau consensus » et religion politique en Europe centrale*, Paris, L'Harmattan (Cahiers de la Nouvelle Europe), 2010, p. 65-73.
Péter Miklós (dir.), *Újragondolt negyedszázad. Tanulmányok a Horthy-korszakról* [Un quart de siècle repensé. Études sur la période Horthy], Szeged, Belvedere, 2010.
Lajos Olasz, *A kormányzóhelyettesi intézmény története (1941-1944)* [Histoire de l'institution de la régence adjointe], Budapest, Akadémiai kiadó, 2007.
Pál Pritz, *Magyar diplomácia a két háború között. Tanulmányok* [La diplomatie hongroise entre les deux guerres. Études], Budapest, Magyar Történelmi Társulat, 1995.
Ignác Romsics, *Bethlen István*, Budapest, Osiris, 1999.
Ignác Romsics (dir.), *A magyar jobboldali hagyomány 1900-1948* [La tradition de droite en Hongrie], Osiris, 2009.

Ottó Szabolcs, *Köztiszviselők az ellenforradalmi rendszer társadalmi bázisában 1920-1926* [Les fonctionnaires dans la base sociale de la contre-révolution], Budapest, AK, 1965.

Krisztián Ungváry, *A Horthy-rendszer mérlege. Diszkrimináció, szociálpolitika és antiszemitizmus Magyarországon* [Le bilan du régime Horthy. Discrimination, politique sociale et antisémitisme en Hongrie], Pécs, Jelenkor Kiado, 2012.

Emilio Vasari (= Csonka Emil), *Ein Königsdrama im Schatten Hitlers. Die Versuche des Reichsverwesers Horthy zur Gründung einer Dynastie*, Vienne-Munich, Herold, 1968.

Miklós Zeidler, *A revizios gondolat* [La pensée révisionniste], Bratislava, Kalligram, 2009.

Mémoires et témoignages contemporains

Maj. Gen. Harry Hill Bandholtz, *An Undiplomatic Diary. By the American Member of the Inter-Allied Military Mission to Hungary 1919-1920*, édité par Fritz-Konrad Krüger, Columbia University Press, New York, 1933.

Bethlen István, *Emlékirata 1944* [Souvenirs d'István Bethlen en 1944], Budapest, Zrínyi katonai kiadó, 1988.

Aladár von Boroviczény, *Der König und sein Reichsverweser*, Munich, Verlag für Kulturpolitik, 1924.

Galeazzo Ciano, *Diario 1937-1943*, édité par Renzo De Felice, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli, 2005.

Lili Doblhoff, *Horthy*, Budapest, Athenaeum, 1938.

Tibor Eckhardt, *Recollections of Tibor Eckhardt. Regicide at Marseille*, New York, American Hungarian Library and Historical Society, 1964.

Habsburgs Weg von Wilhelm zu Briand : die Memoiren des Grafen Tamás von Erdödy ; vom Kurier der Sixtus-Briefe zum Königsputschisten (édité par Paul Szemere Erich Czech-Jochberg, Zürich-Vienne, Amalthea, 1931.

Joseph Goebbels Tagebücher 1924-1945, édités par Ralf Georg Reuth, 5 vol., Munich, Piper, 1999.

Nikolaus von Horthy, *Ein Leben für Ungarn*, Bonn, Athenaeum Verlag, 1953 (traduction française *Mémoires de l'Amiral Horthy, Régent de Hongrie*, Paris, Hachette, 1954).

András Hory, *Bukaresttől Varsóig* [De Bucarest à Varsovie], Budapest, Gondolat, 1987.
Oszkár Jászi, *Magyar kálvária, magyar föltámadás. A két forradalom értelme, jelentőssége és tanulságai* [Calvaire hongrois, renaissance hnogroise. Le sens, la signification et les leçons de deux révolutions], Budapest, Magyar Hirlap Könyvek, 1989.
Nicholas Kállay, *Hungarian Premier. A personal account of a nation's struggle in the Second World War*, Londres, Oxford University Press, 1954.
Elek Karsai (éd.), « *Szálasi naplója » : A nyilasmozgalom a II. világháború idején* [Le « journal de Szálasi ». Le mouvement des Croix-Fléchées durant la Seconde Guerre mondiale], Budapest, Kossuth könyvkiadó, 1978.
Béla Kelemen, *Adatok a szegedi ellenforradalom és a szegedi kormány történetéhez 1919. Naplójegyzetek és okiratok* [Données sur l'histoire de la contre-révolution et sur le gouvernement de Szeged. Notes de journal et documents], Szeged, Mars grafikai műintézet, 1923.
Móric Kornfeld, *Trianontól Trianonig. Tanulmányok, dokumentumok* [De Trianon à Trianon. Études, documents], Budapest, Corvina, 2006 (édité par Ágnes Széchenyi).
Miklós Kozma, *Az összeomlás 1918-19* [L'effondrement], Budapest, Athenaeum, 1933.
Géza Lakatos, *Ahogyan én láttam (Visszaemlékezék)* [Ce que j'ai vu. Souvenirs], Munich, Aurora, 1981.
Dora Lauffer, *Die Wellen. Altösterr. Familiensaga zwischen Adria u. Schlesien. Nach Aufzeichnungen d. Maria Lauffer-Ossoinack u. Familiendokumenten*, Graz, Edition Sterz in d. ADEVA, 1989.
Anton Lehár, *Erinnerungen. Gegenrevolution u. Restaurationsversuche in Ungarn 1918-1921* (édité par Peter Broucek), Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 1973.
Miklós Mester, *Arcképek. Két tragikus kor árnyékában* [Portraits. Dans l'ombre de deux époques tragiques], Budapest, Tarsoly kiadó, 2012.
István Milotay, *Egy élet Magyarországért. Ami Horthy emlékirataiból kimaradt* [Une vie pour la Hongrie. Ce qui n'a pas été dit des Mémoires de Horthy], Budapest, Gede testvérek, 2001.
John Flournoy Montgomery, *Hungary. The Unwilling Satellite*, New York, Devin-Adair, 1947.

Vilmos Nagy Nagybaczoni, *Végzetes esztendők 1938-1945* [Années fatales], Budapest, Gondolat, 1986.
Jenő Pilch, *Horthy Miklós*, Budapest, Athenaeum, 1928 (2e édition en 1929).
Páter Zadravecz titkos naplója [Journal secret du père Zadravecz] (édité par György Borsá), Budapest, Kossuth, 1967.
Owen Rutter, *Regent of Hungary. The Authorized Life of Admiral Nicholas Horthy*, Londres, Rich & Cowan, 1939.
Edgar von Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy. Admiral, Volksheld und Reichsverweser*, Hambourg, I. P. Toth-Verlag, 1942 (1re édition 1936).
Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945 [Journal Secret et souvenirs de Kálmán Shvoy], commentaire et notes de Mihály Perneki, Budapest, Kossuth, 1983.
Szombathelyi Ferenc visszaemlékezései [Souvenirs de Ferenc Szombathelyi], Washington, Occidental Press, 1980.
Antal Ullein-Reviczky, *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, Neuchâtel, Édition de la Baconnière, 1947.
Karl Werkmann, *Aus Kaiser Karls Nachlass*, Berlin, Verlag für Kulturpolitik, 1925 (1re édition, 1924).
Windischgraetz, Ludwig Fürst, *Ein Kaiser kämpft für die Freiheit : so begann Ungarns Leidensweg*, Vienne, Herold, 1957.

Ouvrages sur Miklós Horthy et sa famille

Gábor Bencsik, *Horthy Miklós : a kormányzó és kora* [Miklós Horthy : le régent et son époque], Budapest, Mercurius, 2010.
Ilona Edelsheim Gyulai, *Becsület és kötelesség* [Honneur et devoir], Budapest, Európa, 2 vol., 2000-2001.
Péter Gosztonyi, *A kormányzó Horthy Miklós és az emigráció* [Le régent Miklós Horthy et l'émigration], Budapest, Százszorszép, 1992.
Jánosy István, *vitez Horthy István, a repulő* [István Horthy, l'aviateur], Budapest, Nemzetek Európája Kvk., 2001 (biographie parue en 1942 et rééditée).
Horthy István repülő főhadnagy tragikus halála. Farkas György harctéri naplója. Szemtanúk és visszaemlékezők írásai [La mort tragique du lieutenant-colonel István Horthy. Le journal de guerre de György

Farkas. Récits et souvenirs des témoins], Budapest, Auktor könyvkiadó, 1992.
Thomas Sakmyster, *Hungary's Admiral on Horseback. Miklós Horthy 1918-1944*, Boulder-New York, Columbia University Press, East European Monographs, 1994 (traduction hongroise : *Admirális fehér lovon. Horthy Miklós 1918-1944*, Budapest, Akadémiai kiadó, 2001).
Ágnes Judit Szilágyi, Sáringer János, *Ifj. Horthy Miklós a kormanyzó kisebbik fia* [Miklós Horthy Junior, le fils cadet du régent], Budapest, Holnap Kiadó, 2002.
Dávid Turbucz, *Horthy Miklós*, Budapest, Napvilág kiadó, 2011.
Zoltán Vas, *Horthy*, Budapest, Szépirodalmi kiadó, 1975.

Remerciements

À Jérôme Bloch, qui a accepté de relire et de corriger le manuscrit de ce livre avec une perspicacité et une vigilance d'historien, mais aussi de connaisseur de la Hongrie, et qui a accompagné ce travail depuis son début et jusqu'à une visite mémorable de Kenderes !

Au personnel de l'ambassade du Portugal à Berne, Son Excellence l'ambassadeur João Ramos Pinto et M. le Premier secrétaire João Marco de Deus, qui m'ont facilité avec compétence et gentillesse l'accès à leurs archives.

À Monseigneur Dominique Mamberti, secrétaire pour les relations du Saint-Siège avec les États, qui m'a autorisée à accéder aux archives de la *Segretaria di Stato* au Vatican.

À Son Excellence l'ambassadeur László Nikicser, qui a bien voulu me parler des négociations menées sous sa direction en vue du rapatriement des cendres de l'amiral Horthy en Hongrie.

Index